

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME LXXIII

1928

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 1701. — Italie et Lithuanie :	
Convention commerciale, avec protocole final. Signés à Rome, le 17 septembre 1927 ...	9
N° 1702. — Estonie et Suède :	
Echange de notes comportant un accord concernant les facilités à accorder aux yachts de plaisance. Riga, le 26 juin 1923, et Tallinn, le 7 juillet 1924	27
N° 1703. — Finlande et Suède :	
Echange de notes comportant un accord concernant les facilités à accorder aux yachts de plaisance. Helsingfors, les 10 et 22 décembre 1924	33
N° 1704. — Lettonie et Suède :	
Echange de notes comportant un accord concernant les facilités à accorder aux yachts de plaisance. Riga, les 8 et 30 mars 1928	39
N° 1705. — Allemagne et Lettonie :	
Echange de notes comportant un accord concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage. Riga, le 13 avril 1928	45
N° 1706. — Suisse et Turquie :	
Convention d'établissement, avec protocole additionnel. Signés à Angora, le 7 août 1927	51
N° 1707. — Espagne et France :	
Convention générale de navigation aérienne et déclaration y annexée. Signées à Madrid, le 22 mars 1928	63
N° 1708. — Japon et Norvège :	
Echange de notes portant abrogation du visa obligatoire des passeports entre les deux pays. Stockholm, le 21 mars, et Oslo, le 29 mars 1928	81

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME LXXIII

1928

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

	Pages
No. 1701. — Italy and Lithuania :	
Commercial Convention, with Final Protocol. Signed at Rome, September 17, 1927	9
No. 1702. — Estonia and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Facilities to be granted to Pleasure Craft. Riga, June 26, 1923, and Tallinn, July 7, 1924	27
No. 1703. — Finland and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Facilities to be granted to Pleasure Yachts. Helsingfors, December 10 and 22, 1924	33
No. 1704. — Latvia and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Facilities to be granted to Pleasure Yachts. Riga, March 8 and 30, 1928	39
No. 1705. — Germany and Latvia :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the mutual Recognition of Tonnage Certificates. Riga, April 13, 1928	45
No. 1706. — Switzerland and Turkey :	
Convention respecting Conditions of Residence and Business, with Additional Protocol. Signed at Angora, August 7, 1927	51
No. 1707. — Spain and France :	
General Convention regarding Air Navigation and Declaration annexed thereto. Signed at Madrid, March 22, 1928	63
No. 1708. — Japan and Norway :	
Exchange of Notes regarding the Abolition of Compulsory Passport Visas between the two Countries. Stockholm, March 21, and Oslo, March 29, 1928	81

	Pages
N° 1709. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Echange de notes relatif à l'abolition réciproque du visa obligatoire des passeports entre les deux pays. Vienne, les 29 et 30 mars 1928	87
N° 1710. — Allemagne et Bolivie :	
Arrangement relatif à la remise en vigueur du Traité d'amitié et de commerce du 22 juillet 1908. Signé à La Paz, le 12 mars 1924	95
N° 1711. — Allemagne et France :	
Arrangement au sujet des échanges commerciaux du Territoire de la Sarre avec l'Allemagne, avec protocole de signature, signés à Paris, le 5 août 1926, et protocole relatif à la prorogation de cet arrangement, signé à Paris, le 16 février 1927	105
N° 1712. — Allemagne et Turquie :	
Traité de commerce, avec protocole de signature. Signés à Angora, le 12 janvier 1927	133
N° 1713. — Allemagne et Turquie :	
Convention d'établissement, avec protocole de signature. Signés à Angora, le 12 janvier 1927	187
N° 1714. — Allemagne et Autriche :	
Convention concernant les questions de succession. Signée à Vienne, le 5 février 1927	205
N° 1715. — Allemagne et Autriche :	
Convention relative à la tutelle. Signée à Vienne, le 5 février 1927	227
N° 1716. — Allemagne et Paraguay :	
Echange de notes relatif à la prorogation de la validité du Traité du 21 juillet 1887, établissant le traitement de la nation la plus favorisée entre l'Allemagne et le Paraguay, Asuncion, le 26 février 1927, et échange de notes prorogeant cet arrangement jusqu'au 27 février 1929, Asuncion, les 7. et 9 janvier 1928	235
N° 1717. — Allemagne et France :	
Arrangement concernant la prorogation des arrangements intervenus entre l'Allemagne et la France au sujet des échanges commerciaux de l'Allemagne avec le Territoire de la Sarre, avec protocole de signature. Signés à Paris, le 30 juin 1927	243
N° 1718. — Allemagne et Pologne :	
Convention concernant l'assistance aux sans-travail et l'assurance contre le chômage, avec protocole final. Signés à Berlin, le 14 juillet 1927	251
N° 1719. — France et Pologne :	
Convention consulaire. Signée à Paris, le 30 décembre 1925	265
N° 1720. — Belgique et Tchécoslovaquie :	
Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale. Signée à Bruxelles, le 19 juillet 1927	283

	Page
No. 1709. — Austria and Czechoslovakia :	
Exchange of Notes regarding the mutual Abolition of Compulsory Passport Visas between the two Countries. Vienna, March 29 and 30, 1928	87
No. 1710. — Germany and Bolivia :	
Agreement regarding the Re-entry into Force of the Treaty of Friendship and Commerce of July 22, 1908. Signed at La Paz, March 12, 1924	95
No. 1711. — Germany and France :	
Agreement regarding Commercial Exchanges between the Saar Territory and Germany, with Protocol of Signature, signed at Paris, August 5, 1926, and Protocol concerning the Prolongation of this Agreement, signed at Paris, February 16, 1927	105
No. 1712. — Germany and Turkey :	
Treaty of Commerce, with Protocol of Signature. Signed at Angora, January 12, 1927 ...	133
No. 1713. — Germany and Turkey :	
Convention concerning Conditions of Residence and Business, with Protocol of Signature. Signed at Angora, January 12, 1927	187
No. 1714. — Germany and Austria :	
Convention regarding Questions of Succession. Signed at Vienna, February 5, 1927 ...	205
No. 1715. — Germany and Austria :	
Convention regarding Guardianship. Signed at Vienna, February 5, 1927	227
No. 1716. — Germany and Paraguay :	
Exchange of Notes regarding the Prolongation of the Validity of the Treaty of July 21, 1887, establishing most favoured nation Treatment between Germany and Paraguay, Asuncion, February 26, 1927, and Exchange of Notes renewing this Agreement until February 27, 1929, Asuncion, January 7 and 9, 1928... ..	235
No. 1717. — Germany and France :	
Arrangement regarding the Prolongation of the Agreements concluded between Germany and France concerning the Exchange of Commodities between Germany and the Saar Territory, with Protocol of Signature. Signed at Paris, June 30, 1927	243
No. 1718. — Germany and Poland :	
Convention concerning Unemployment Relief and Unemployment Insurance, with Final Protocol. Signed at Berlin, July 14, 1927	251
No. 1719. — France and Poland :	
Consular Convention. Signed at Paris, December 30, 1925	265
No. 1720. — Belgium and Czechoslovakia :	
Convention regarding Extradition and Legal Assistance in Criminal Matters. Signed at Brussels, July 19, 1927	283

	Pages
N° 1721. — Belgique et Tchécoslovaquie :	
Accord concernant l'assistance judiciaire réciproque en matière civile et commerciale, avec protocole additionnel. Signés à Bruxelles, le 19 juillet 1927	307
N° 1722. — Afghanistan et Suisse :	
Convention d'amitié et de commerce, avec protocole final. Signés à Berne, le 17 février 1928	323
N° 1723. — Estonie et Lettonie :	
Convention relative à la transcription des biens immeubles. Signée à Riga, le 22 juillet 1927	333
N° 1724. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Traité concernant la navigation aérienne, avec protocole additionnel. Signés à Vienne, le 15 février 1927	349
N° 1725. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Arrangement relatif à l'établissement et l'exploitation des lignes régulières de transport aérien. Signé à Vienne, le 15 février 1927	381

	Pages
No. 1721. — Belgium and Czechoslovakia :	
Agreement regarding reciprocal Judicial Assistance in Civil and Commercial Matters, with Additional Protocol. Signed at Brussels, July 19, 1927	307
No. 1722. — Afghanistan and Switzerland :	
Convention of Friendship and Commerce, with Final Protocol. Signed at Berne, February 17, 1928	323
No. 1723. — Estonia and Latvia :	
Convention regarding the Registration of Immovable Property. Signed at Riga, July 22, 1927... ..	333
No. 1724. — Austria and Czechoslovakia :	
Treaty relating to Air Navigation, with Additional Protocol. Signed at Vienna, February 15, 1927	349
No. 1725. — Austria and Czechoslovakia :	
Agreement regarding the Establishment and Operation of Regular Air Ways. Signed at Vienna, February 15, 1927	381

N° 1701.

ITALIE ET LITHUANIE

Convention commerciale, avec protocole final. Signés à Rome, le 17 septembre 1927.

ITALY AND LITHUANIA

Commercial Convention, with Final Protocol. Signed at Rome, September 17, 1927.

N^o 1701. — CONVENTION ¹ COMMERCIALE ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE. SIGNÉE A ROME, LE 17 SEPTEMBRE 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 7 mai 1928.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE, animés d'un égal désir de favoriser le développement des relations économiques entre les deux Etats, ont résolu de conclure une convention commerciale et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence le chevalier Benito MUSSOLINI, chef du gouvernement, premier ministre, secrétaire d'Etat, ministre secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

Son Excellence Monsieur Augustinas VOLDEMARAS, président du Conseil des Ministres, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les territoires des deux Hautes Parties contractantes.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes pourront, à condition de se conformer aux lois du pays, librement entrer, voyager, séjourner ou s'établir dans toute l'étendue du territoire de l'autre Partie, et y exercer leur commerce, leur industrie et leurs professions, sans être soumis, soit en ce qui concerne leur personne ou leurs biens, soit en matière de commerce, industrie ou professions, à des droits, taxes, impôts ou patentes, autres ni plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus sur les nationaux.

Les droits, privilèges, exemptions, immunités, ou autres faveurs quelconques dont jouiraient, en matière de commerce, de navigation ou d'industrie, les ressortissants de l'une des deux Hautes Parties contractantes, seront communs aux ressortissants de l'autre.

Les stipulations de cet article ne dérogent point aux lois, décrets et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de professions en vigueur dans les deux pays et également applicables aux ressortissants de toute autre Puissance.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 22 février 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1701. — COMMERCIAL CONVENTION ² BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE LITHUANIAN REPUBLIC. SIGNED AT ROME, SEPTEMBER 17, 1927.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place May 7, 1928.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE LITHUANIAN REPUBLIC, being equally desirous of promoting the development of economic relations between the two countries, have agreed to conclude a Commercial Convention, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Chevalier Benito MUSSOLINI, Head of the Government, Prime Minister and Secretary of State, Secretary of State for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE LITHUANIAN REPUBLIC :

His Excellency M. Augustinas VOLDEMARAS, Prime Minister, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

There shall be full and complete freedom of commerce and navigation between the territories of the two High Contracting Parties.

The nationals of the two High Contracting Parties shall, provided they conform to the laws of the country, be free to enter, travel, stay or establish themselves anywhere within the territory of the other Party, and exercise their trade, industry and professions in that country without being subject, either as regards their person or property, or in respect of commerce, industry or professions, to duties, taxes, rates or licence fees other or higher than those which are or may hereafter be levied on the nationals of the country.

The rights, privileges, exemptions, immunities or any other favours whatsoever, which may be enjoyed in respect of commerce, navigation or industry by the nationals of one of the two High Contracting Parties, shall be extended equally to the nationals of the other.

The stipulations of this Article do not invalidate the special laws, decrees and regulations with regard to commerce, industry and professions which are in force in the two countries, and are also applicable to the nationals of any other Power.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Rome, February 22, 1928.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie, en se conformant aux lois du pays, d'une protection pleine et entière pour la sûreté de leurs personnes, de leurs propriétés et de leurs intérêts. Ils jouiront, à cet égard, des mêmes droits et privilèges qui sont ou seront accordés aux nationaux, ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils auront, également, libre et facile accès auprès des tribunaux de toute instance et de toute juridiction pour faire valoir leurs droits et pour pourvoir à leur défense, en se conformant aux lois du pays.

Ils pourront se servir, à cet effet, d'avocats, de notaires et d'agents de toute classe qu'ils jugeront aptes à défendre leurs intérêts et qui seront autorisés par les lois du pays, et ils jouiront, quant aux rapports judiciaires, des mêmes droits et des mêmes privilèges qui sont ou seront accordés à l'avenir aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les sociétés commerciales, industrielles, de navigation et financières (y compris les sociétés d'assurance et les instituts publics d'assurance sur la vie humaine) domiciliées dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes et y ayant été valablement constituées conformément aux lois respectives, seront reconnues, d'après les modalités et sauf les limitations fixées par les lois en vigueur, comme ayant l'existence légale dans les territoires de l'autre, et pourront, y exercer leur activité, établir des succursales et faire valoir tous leurs droits, y compris celui d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre.

En tout cas, lesdites Sociétés jouiront, dans le territoire de l'autre Partie contractante, des mêmes droits qui sont ou seront accordés aux sociétés similaires d'un autre pays quelconque.

Lesdites sociétés et instituts n'auront à payer pour l'exercice d'affaires commerciales ou industrielles dans le territoire de l'autre Partie des impôts, droits, ou taxes, ni autres ni plus élevés, que ceux qui sont ou seront perçus sur les nationaux.

Article 4.

Tout en étant admis au bénéfice des avantages plus grands qui peuvent découler du traitement de la nation la plus favorisée, les négociants, les fabricants et autres producteurs de l'un des deux pays, ainsi que leurs commis voyageurs, auront le droit, sur la production d'une carte de légitimation et en observant les formalités prescrites dans le territoire de l'autre pays, de faire dans ce pays les achats pour leur commerce, fabrication ou autre entreprise, et d'y rechercher des commandes, avec ou sans échantillons, chez les producteurs et commerçants, sans être soumis à ce titre à aucun droit ou taxe. Ils pourront avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises.

La carte de légitimation mentionnée ci-dessus, devra être établie conformément au modèle indiqué dans la Convention ¹ internationale pour la simplification des formalités douanières signée à Genève, le 3 novembre 1923.

Les Hautes Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités compétentes à délivrer les cartes de légitimation.

Ce document est valable pour le cours de l'année solaire pour laquelle il a été délivré.

En ce qui concerne les industries ambulantes, le colportage et la recherche de commandes chez les personnes n'exerçant ni industrie ni commerce, les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables et les Hautes Parties contractantes se réservent à cet égard l'entière liberté de leur législation.

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; et vol. LXIX, page 79, de ce recueil.

Article 2.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall, in the territory of the other Party, enjoy full and complete protection for their persons, property and interests, provided they conform to the laws of the country. In this respect they shall enjoy the same rights and privileges as are or may hereafter be accorded to the nationals or citizens of the most-favoured-nation.

They shall likewise have freedom and facility of access to the law courts of any instance or jurisdiction in order to substantiate their rights and to provide for their defence, if they conform to the laws of the country.

For this purpose they may employ counsel, notaries and agents of any grade whom they may judge to defend their interests, and who may be authorised by the laws of the country, and they shall enjoy, as regards legal matters, the same rights and privileges as are or may hereafter be accorded to the nationals or citizens of the most favoured nation.

Article 3.

Commercial, industrial, navigation or financial companies (including insurance companies, and public life-insurance institutions) domiciled in the territories of one of the two High Contracting Parties, and having been validly constituted in that country in accordance with its laws, shall be recognised as having legal existence in the territories of the other Party, subject to the formalities and restrictions of the laws in force, and may there carry on their business, establish branches, and appear in the courts, either as plaintiffs or defendants.

In any case the said associations shall enjoy in the territory of the other Contracting Party the same rights as are or may hereafter be accorded to similar companies of any other country whatsoever.

The said associations and institutions shall not be required to pay, in respect of the exercise of commercial or industrial activities in the territory of the other Party, other or higher rates, duties or taxes, than those which are or may hereafter be levied on nationals of the country.

Article 4.

While enjoying the greatest advantages that may be derived from most-favoured-nation treatment, the merchants, manufacturers and other producers of one of the two countries, as well as their commercial travellers, shall have the right, on producing an identity card, and on observing the formalities prescribed in the territory of the other country, to make purchases in that country for their trade, manufacture or other business, and to solicit orders, with or without samples, from producers and merchants therein, without being on this account liable to any duties or taxes. They may have with them samples or models, but not goods.

The above-mentioned identity card shall be drawn up in conformity with the specimen given in the International Convention¹ for the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3rd, 1923.

The High Contracting Parties shall inform each other of the authorities competent to issue identity cards.

Such documents shall be valid for the duration of the calendar year for which it was issued.

As regards itinerant industries, hawking or soliciting orders from persons who are not engaged in either industry or commerce, the above-mentioned provisions shall not be applicable, and the High Contracting Parties reserve to themselves complete liberty for their legislation in this respect.

¹ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 324 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; and Vol. LXIX, page 79, of this Series.

Les articles importés comme échantillons dans les buts susmentionnés seront, dans chacun des deux pays, admis temporairement en franchise de droit, en conformité des règlements et formalités de douane établis pour assurer leur réexportation dans le délai prévu par la loi. Toutefois, ledit privilège ne s'étendra pas aux articles qui, à cause de leur quantité ou valeur, ne peuvent pas être considérés comme échantillons, ou qui, à cause de leur nature, ne sauraient être identifiés lors de leur réexpédition.

Article 5.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de la Lithuanie seront traités; à leur importation en Italie, sur le pied de la nation la plus favorisée, tant en ce qui concerne les droits du tarif proprement dit, qu'en ce qui concerne les coefficients de majoration.

Article 6.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Italie seront traités, à leur importation en Lithuanie, sur le pied de la nation la plus favorisée, tant en ce qui concerne les droits du tarif proprement dit, qu'en ce qui concerne les coefficients de majoration.

Article 7.

A l'exportation vers l'Italie, il ne sera perçu en Lithuanie, et à l'exportation vers la Lithuanie, il ne sera perçu en Italie, ni de plus hauts droits de sortie ou taxes d'autre nature qu'à l'exportation des mêmes produits vers le pays le plus favorisé à cet égard.

De même, toute autre faveur accordée par l'une des Hautes Parties contractantes à une tierce Puissance, à l'égard de l'exportation, sera, immédiatement et sans conditions, étendue à l'autre.

Article 8.

Les deux Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en tout ce qui concerne la garantie, la perception des droits et les autres formalités douanières ayant rapport à l'importation, à l'exportation, à l'entreposage, à la réexportation, au transbordement et aux transit des marchandises.

Chacune des deux Hautes Parties s'engage, en conséquence, à faire, immédiatement et sans autres conditions, profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège et de toute réduction de droits, de surtaxes, de coefficients de majoration, de taxes et de droits, accessoires et locaux qu'elle a déjà accordés ou pourrait accorder à l'avenir, sous les rapports susmentionnés, à titre permanent ou temporaire, à une tierce Puissance.

Dans tous les cas où l'une des Hautes Parties contractantes soumettrait l'importation ou l'exportation de certains produits ou marchandises à des conditions de prix contrôlées par le gouvernement ou par tout organisme habilité par lui, les conditions applicables à l'autre Partie seront les plus favorables qui sont ou pourront être appliquées à toute autre Puissance tierce et aux ressortissants de toute autre Puissance tierce.

Article 9.

Les dispositions des articles 5, 6, 7 et 8 ne dérogent point :

- a) Aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes, pour faciliter le commerce de frontière ;

Articles imported as samples for the purposes above mentioned shall, in each of the two countries, be admitted temporarily free of duty, in conformity with the Customs regulations and formalities which have been established for ensuring their re-exportation within the time-limit provided by law. The said privilege, however, shall not extend to articles which by reason of their quantity or value, cannot be considered as samples, or which by their nature cannot be identified on re-exportation.

Article 5.

Natural or manufactured products originating in and coming from Lithuania shall, on importation into Italy, receive most-favoured-nation treatment, both in regard to tariff duties properly so-called, and in regard to coefficients of increase.

Article 6.

Natural or manufactured products originating in and coming from Italy shall, on importation into Lithuania, receive most-favoured-nation treatment, both in regard to tariff duties properly so-called, and in regard to coefficients of increase.

Article 7.

On exportation to Italy no other or higher export duties or other taxes shall be levied in Lithuania, and on exportation to Lithuania, no other or higher export duties or other taxes shall be levied in Italy, than those levied on the export of the same products to the nation most favoured in this respect.

Similarly, any other privilege accorded by one of the High Contracting Parties to a third Power in respect of export shall immediately and unconditionally be extended to the other.

Article 8.

The two High Contracting Parties shall grant each other most-favoured-nation treatment in all matters that concern guarantees, the levying of duties and other Customs formalities connected with the import, export, warehousing, re-export, trans-shipment and transit of goods.

Each of the two Parties consequently undertakes, immediately and without other conditions, to extend to the other the benefit of any favour, privilege and reduction of duties, supplementary taxes, coefficients of increase, accessory and local taxes and duties that it has already accorded or may hereafter accord permanently or temporarily to a third Power in the above respects.

In all cases where one of the High Contracting Parties subjects the import or export of certain products or goods to price conditions involving control by the Government or by any organisation it may appoint, the conditions applicable to the other Party shall be the most favourable which are or may hereafter be applied to any third Power or to the nationals of any third Power.

Article 9.

The provisions of Articles 5, 6, 7 and 8 shall not prejudice :

(a) Benefits already granted or which may hereafter be granted to contiguous countries in order to facilitate frontier commerce;

b) Aux obligations imposées à l'Italie par les engagements d'une union douanière contractée ou qui pourrait être contractée à l'avenir ;

c) Aux avantages préférentiels que la Lithuanie a accordés ou pourrait accorder à l'avenir à la Lettonie et à l'Estonie, en vertu de conventions ou d'accords douaniers spéciaux. Toutefois il est entendu que l'Italie pourra réclamer immédiatement les mêmes avantages, dans le cas où ils auraient été ou seraient accordés par la Lithuanie à un tiers Etats quelconque ;

d) Aux avantages préférentiels que l'Italie ait accordés ou pourrait accorder à l'avenir à ses colonies, protectorats ou possessions.

Article 10.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'entraver en aucune manière le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles sont applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant en conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

- 1° Dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre ;
- 2° Pour des raisons de sûreté publique ;
- 3° Pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;
- 4° Afin d'appliquer à des marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions, qui ont été ou qui pourraient être établies par la législation intérieure pour la production, la vente, le transport ou la consommation à l'intérieur des marchandises indigènes similaires ;
- 5° Par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux et des plantes utiles, contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles, et surtout dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux à ce sujet.

Article 11.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra exiger, pour établir l'origine des produits importés, la présentation de certificats constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale, ou qu'il doit être considéré comme tel étant donné la transformation qu'il a subie dans le pays d'où il provient.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les Chambres de commerce et d'industrie dont relève l'expéditeur, soit par tout autre organe ou groupement que le pays destinataire aura agréés, soit par le bureau de douane d'expédition à l'intérieur ou à la frontière.

Dans le cas où lesdits certificats ne seraient pas délivrés par une autorité gouvernementale, à cela autorisée, le gouvernement du pays importateur pourra exiger qu'ils soient visés par l'autorité diplomatique du pays ou par l'autorité consulaire compétente dans le lieu duquel proviennent les marchandises. Les deux gouvernements sont d'accord pour fixer, sur la base de la réciprocité, les droits à percevoir dans le cas où le visa serait exigé.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine.

Article 12.

Aucun droit intérieur, perçu pour le compte de l'Etat, des autorités locales ou des corporations, grevant actuellement ou à l'avenir, la production, la fabrication ou la consommation d'un produit quelconque dans le territoire d'une des Hautes Parties contractantes ne sera, pour un motif

(b) Obligations incurred by Italy in respect of a Customs union contracted or which may hereafter be contracted;

(c) Preferential treatment which Lithuania has granted or may hereafter grant to Latvia and Estonia in virtue of special conventions or Customs agreements. Nevertheless, it is understood that Italy shall be entitled to claim the same advantages immediately if they have been or should be extended by Lithuania to any third State;

(d) Preferential treatment which Italy has granted or may hereafter grant to her colonies, protectorates or possessions.

Article 10.

The High Contracting Parties undertake not to impede trade between the two countries in any way by import, export or transit prohibitions or restrictions. Exceptions to this rule, provided they are applied to all countries, or to such countries as are subject to identical conditions, may only be made in the following cases :

- (1) In exceptional circumstances, in relation to war supplies ;
- (2) For reasons of public safety ;
- (3) In regard to State monopolies actually in force or which may hereafter be established ;
- (4) For the application to foreign goods of prohibitions or restrictions which have been or may hereafter be established by national legislation with regard to the production, sale, transport or consumption within the country of similar native goods ;
- (5) Measures with regard to health supervision and the protection of useful animals or plants against disease, noxious insects and parasites, and particularly in the interests of public health and in conformity with international principles in this respect.

Article 11.

Each of the High Contracting Parties may, in order to establish the origin of imported goods, require the importer to produce a certificate attesting that the said article is a national product or manufacture or that it is to be considered as such in view of the transformation which it has undergone in its country of origin.

Certificates of origin shall be issued either by the Chambers of Commerce and Industry to which the consignor is subject, or by any organisation or body approved by the country of destination, or by the Customs office of despatch within the country or at its frontier.

Where such certificates are not issued by a Government authority appointed for the purpose, the Government of the importing country shall be entitled to demand their endorsement by the competent diplomatic or consular authorities in the place from which the goods came. The two Governments agree to fix the fees for such visas on a basis of reciprocity.

Certificates of origin shall be dispensed with in the case of postal packets.

Article 12.

No duty which is or may hereafter be levied within the country on behalf of the State, local authorities or corporations, on the production, manufacture or consumption of any production within the territory of either of the High Contracting Parties shall, for any reason whatsoever,

quelconque, plus élevé ou plus onéreux pour les produits originaires et en provenance du territoire de l'autre, que pour les produits similaires indigènes.

Article 13.

Les deux Hautes Parties contractantes se concèdent réciproquement la liberté de transit à travers leur territoire, et ceci pour les personnes, les bagages, les marchandises, les wagons de chemin de fer, les navires et pour le service postal.

Les marchandises de toute nature venant des territoires de l'une des Parties contractantes, ou y allant, seront réciproquement affranchies, dans les territoires de l'autre, de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées, rechargées et réemballées.

Il est, en outre, entendu que les marchandises de provenance quelconque qui transitent par les territoires d'une des Hautes Parties contractantes ou qui y sont déposées dans des ports francs ou dans des entrepôts, ne seront pas soumises, à leur entrée dans les territoires de l'autre, à des droits de douane ou à des taxes autres ou plus élevés que ceux qui seraient perçus si les marchandises étaient importées directement du pays d'origine. Cette disposition s'appliquera aussi bien aux marchandises en transit direct qu'à celles qui transitent après avoir été ou non transbordées ou réemballées dans un entrepôt.

Article 14.

La réglementation de la protection réciproque des droits de propriété industrielle, littéraire et artistique, des brevets d'invention des marques commerciales et de fabrique, des échantillons et modèles, des noms et raisons sociales des ressortissants des deux Hautes Parties contractantes, reste réservée à des conventions spéciales, qui devront être conclues au plus tôt possible.

Jusqu'à la conclusion de ces conventions, les droits de propriété industrielle, littéraire et artistique susvisés seront exercés, à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention dans les territoires de chacune des deux Parties contractantes, par les ressortissants de l'autre, dans les limites et avec les modalités des dispositions des lois intérieures et des conventions, arrangements ou traités internationaux, conclus avec celui des autres Etats, qui est le plus favorisé à cet égard.

Article 15.

Il y aura, entre les territoires des deux Hautes Parties contractantes, liberté réciproque de navigation. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, sur le même pied que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée, pleine liberté de se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans les lieux et ports des territoires de l'autre ; ils sont, toutefois, tenus de se conformer toujours aux lois du pays où ils arrivent.

Les navires de commerce appartenant aux ressortissants ou aux sociétés de chacun des pays contractants, leurs équipages, passagers et cargaisons jouiront, à leur arrivée aux territoires de l'autre pays, soit directement du pays d'origine, soit d'une autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou la destination de leurs passagers et cargaisons, sous tous les rapports, d'un traitement au moins aussi favorable que celui accordé aux navires, équipages, passagers et cargaisons nationaux ou de la nation la plus favorisée.

Article 16.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes permettra qu'il soit effectué, sur les navires de l'autre, l'importation ou l'exportation de toutes les marchandises qui peuvent être légalement importées ou exportées, et le transport même des passagers qui viennent ou partent des territoires respectifs.

be higher or more burdensome in the case of products originating in and coming from the territory of the other than in the case of similar national products.

Article 13.

The two High Contracting Parties grant reciprocal freedom of transit through their territories for persons, luggage, goods, railways waggons, vessels and the postal service.

Goods of any kind coming from or going to the territory of one of the Contracting Parties shall be reciprocally exempt in the territory of the other from any transit duty, whether they are despatched in direct transit or must be unloaded, warehoused, re-loaded and re-conditioned during transit.

It is moreover agreed that goods, whatsoever their place of origin, which cross the territory of one of the High Contracting Parties in transit, or which are stored in its free ports or bonded warehouses, shall not be subject on importation into the territory of the other Party to any Customs duties or taxes other or higher than those which would be levied if the goods were imported direct from the country of origin. The present provision shall apply to goods in direct transit as well as to those in transit after having been transhipped or reconditioned in a bonded warehouse

Article 14.

Questions relating to the mutual protection of industrial, literary and artistic property, of patents for commercial and industrial trade-marks, of samples and models, and of the trade names of nationals of the two High Contracting Parties are reserved for treatment in special conventions which shall be concluded as soon as possible.

Pending the conclusion of the said conventions, the above-mentioned rights of industrial, literary and artistic property shall, as from the entry into force of the present Convention, be exercised, in the respective territories of the two Contracting Parties, by the nationals of the other Party, within the limits and according to the provisions of the municipal laws of the country and of the international conventions, agreements or treaties, concluded with States most favoured in this respect.

Article 15.

There shall be reciprocal freedom of navigation between the two High Contracting Parties. The nationals of each of the High Contracting Parties shall have full freedom to proceed with their vessels and cargoes to localities and ports within the territory of the other, under the same conditions as the nationals or citizens of the most favoured nation ; they shall always be obliged, however, to comply with the laws of the country to which they come.

The merchant ships belonging to nationals or to companies of each of the contracting countries, together with their crews, passengers and cargoes, shall, on arrival in the territory of the other country, either directly from the country of origin or from another country, and whatsoever may be the place of origin or destination of their passengers and cargoes, enjoy in all respects treatment at least as favourable as that granted to national vessels, crews, passengers and cargoes, or to those of the most favoured nation.

Article 16.

Each of the two High Contracting Parties shall permit the import or export in vessels of the other Party of all goods which may be legally imported or exported, and also the transport of passengers arriving in or leaving their respective territories.

Article 17.

En tout ce qui concerne le séjour, le placement des navires, leur chargement dans les ports, docks, baies, bassins, rades et canaux maritimes des territoires des Hautes Parties contractantes, tous les privilèges et toutes les facilités, qui seraient accordées par l'une des Parties aux navires nationaux ou aux navires d'une tierce Puissance quelconque, seront étendues aux navires de l'autre Partie.

Article 18.

Les navires lithuaniens entrant dans un port des territoires du Royaume d'Italie et, réciproquement, les navires italiens entrant dans un port de la Lithuanie, qui n'y viendraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison provenant de l'étranger qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels, d'ailleurs ne pourront être perçus qu'aux taux fixés pour les navires appartenant au ressortissants nationaux ou de la nation la plus favorisée.

Article 19.

Aucun droit de tonnage, de transit, de canal, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autre droit ou charge similaire ou analogue, de quelque dénomination que ce soit, levé au nom ou au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne sera imposé sur les navires de l'autre, sans qu'il soit, également, imposé, sous les mêmes conditions, sur les navires nationaux ou de la nation la plus favorisée.

Cette égalité de traitement sera appliquée réciproquement aux navires respectifs, de quelque endroit qu'ils arrivent et quel que soit leur lieu de destination.

Article 20.

Le traitement des navires nationaux ou de la nation la plus favorisée ne s'étend pas :

1° Au cabotage, lequel continue, à être régi par les lois qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux pays. En tous cas les navires italiens et lithuaniens pourront passer d'un port de l'un des deux pays contractants dans un ou plusieurs ports du même pays, soit pour y déposer toute ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement pour destination étrangère.

2° Aux encouragements accordés ou qui pourraient être accordés à la marine marchande nationale.

3° Aux concessions spéciales accordées aux sociétés de sport nautiques et aux navires de plaisance.

4° A l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes, et à l'exercice du service maritime des ports, des rades et des plages. Le service maritime comprend l'exercice du remorquage, l'assistance, et le sauvetage maritime.

5° A l'émigration et au transport des émigrants, étant entendu que, à ce sujet, un accord pourra être conclu, le cas échéant, entre les deux Hautes Parties contractantes.

Article 17.

In all matters concerning the stay and mooring of vessels, and their loading in the ports, docks, berths, wharves, roadsteads and maritime canals of the territories of the High Contracting Parties, all the privileges and facilities which may be accorded by one of the two Parties to national vessels or to vessels of any third Power whatsoever shall be extended to the vessels of the other Party.

Article 18.

Lithuanian vessels entering a port within the territory of the Kingdom of Italy and, conversely, Italian vessels entering a port of Lithuania with the intention of unloading only a part of their cargoes in that port shall, subject at all times to compliance with the laws and regulations of the respective States, be able to retain on board such part of their cargo coming from abroad as is intended for another port either of the same or of another country, and to re-export it without being required to pay on this part of their cargo any Customs duty, except supervision charges, which, moreover, may only be levied at the rates fixed for vessels belonging to nationals or to citizens of the most favoured nation.

Article 19.

No tonnage, transit, canal, port, pilotage, lighthouse, quarantine or other similar duty or charge of any denomination whatsoever, levied in the name of and for the benefit of the Government, public officials, private persons, and any corporations or establishments whatsoever, shall be imposed on the vessels of the other without such charges being likewise imposed under the same conditions on national vessels or vessels of the most favoured nation.

This equality of treatment shall be applied reciprocally to the respective vessels from whatever place they may come, and whatever may be their destination.

Article 20.

The treatment of national vessels or vessels of the most favoured nation does not extend :

(1) To coasting traffic, which continues to be governed by the laws which are or may hereafter be in force in each of the two countries. In all cases Italian and Lithuanian vessels may proceed from a port belonging to one of the two contracting countries to one or more ports of the same country, either in order to discharge therein all or part of their cargoes transported from abroad, or in order to make up or complete their cargoes for a foreign destination.

(2) To facilities which are or may hereafter be granted to the national mercantile marine.

(3) To special concessions granted to nautical sporting societies and to pleasure yachts.

(4) To the pursuit of fishing in the territorial waters of the High Contracting Parties and to the performance of the maritime service of the ports, roadsteads and shores. The maritime service includes towage, maritime assistance and salvage.

(5) To emigration and the transport of emigrants, it being understood that, if necessary, the two High Contracting Parties may conclude an agreement on this subject.

Article 21.

En cas de naufrage, avarie en mer ou relâche forcée, chacune des Hautes Parties contractantes devra donner aux navires de l'autre qui appartiennent à l'Etat ou à des particuliers, la même assistance et protection et les mêmes immunités que celles qui seront accordées en pareils cas aux bâtiments naviguant sous pavillon ou sous pavillon de la nation la plus favorisée.

Article 22.

Les navires marchands naviguant sous pavillon lithuanien ou italien et ayant à bord les documents requis par leurs lois et règlements nationaux pour établir leur nationalité, seront respectivement considérés en Italie et en Lithuanie comme navires lithuaniens ou italiens.

Les certificats de jauge et autre documents relatifs à la jauge, délivrés par l'une des Hautes Parties contractantes, seront reconnus par l'autre Partie, ayant été constatée l'équivalence des deux législations en matière de jaugeage.

Sauf le cas de vente judiciaire, les navires de l'une des Hautes Parties contractantes ne pourront être nationalisés dans l'autre sans une déclaration de retrait de pavillon, délivrée par l'autorité de l'Etat dont ils relèvent.

Article 23.

S'il s'élève entre les deux Hautes Parties contractantes un différend sur l'interprétation ou l'application de la présente convention et si l'une des deux Hautes Parties contractantes demande que le litige soit soumis à la décision d'un tribunal arbitral, l'autre Partie devra y consentir, même quant à la question préjudicielle de savoir si la contestation est de nature à être déferée au tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral sera constitué pour chaque contestation de manière que chacune des Hautes Parties contractantes ait à nommer en qualité d'arbitre un de ses ressortissants, et que les deux Parties choisissent, pour troisième arbitre, un ressortissant d'une tierce Puissance amie.

Les Hautes Parties contractantes se réservent de s'accorder à l'avance et pour une période de temps déterminée sur la personne qui remplirait, en cas de litige, les fonctions de troisième arbitre. La décision des arbitres aura force obligatoire.

Article 24.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et restera exécutoire pour la durée d'une année à partir du jour de son entrée en vigueur. Cependant, si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de ce délai, elle sera prolongée, par voie de tacite reconduction, pour une durée indéterminée, et sera alors dénonçable en tout temps en restant exécutoire pendant six mois à partir du jour de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signée et revêtue de leur cachet.

Fait à Rome, le dix-sept septembre mil neuf cent vingt-sept

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

(L. S.) Prof. A. VOLDEMARAS.

Article 21.

In the case of shipwreck, damage at sea, or the forced putting-in of a vessel, each of the High Contracting Parties shall give vessels of the other Party, whether belonging to the State or to individuals, the same assistance and protection and the same immunities as are accorded under similar circumstances to ships sailing under the national flag, or under the flag of the most favoured nation.

Article 22.

Merchant vessels sailing under the Lithuanian or Italian flag, and having on board the documents required by their national laws and regulations to establish their nationality, shall be considered in Italy and in Lithuania as Lithuanian or Italian vessels, respectively.

The tonnage certificates and other documents relating to tonnage issued by either of the High Contracting Parties shall be recognised as valid by the other Party, the respective laws of the two countries in regard to ship measurement having been found to coincide.

Except in the case of sale by order of the Court, the vessels of either of the High Contracting Parties may not acquire the nationality of the other without a declaration of the withdrawal of the flag issued by the authority of the State to which the vessels belong.

Article 23.

Should a dispute arise between the two High Contracting Parties as to the interpretation or application of the present Convention, and should either of the High Contracting Parties demand that the question be submitted to the decision of a Court of Arbitration, the other Party shall be obliged to consent, even as regards the preliminary question as to whether the dispute is of a nature to be referred to a Court of Arbitration.

The Court of Arbitration shall be instituted for each dispute in such a manner that each of the High Contracting Parties shall appoint one of its nationals as an arbitrator, and that the two Parties shall choose as a third arbitrator a national of a third friendly Power.

The High Contracting Parties reserve the right to agree in advance and for a fixed period on the person who may, in case of disputes, fulfil the duties of third arbitrator. The decision of the arbitrators shall have binding force.

Article 24.

The present Convention shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Rome as soon as possible.

It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications, and shall remain in force for one year as from the date of its coming into force. Should it not be denounced six months before the expiration of this period, it shall be prolonged by tacit consent for an indefinite period, and shall then be denounceable at any time, but shall remain in force for six months from the date of denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Rome, September the seventeenth, one thousand nine hundred and twenty-seven.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

(L. S.) Professor A. VOLDEMARAS.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention commerciale conclue à la date de ce jour, entre l'Italie et la Lithuanie, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes, qui auront à former partie intégrante de la même convention :

Ad Articles 5-6.

I. Les deux Hautes Parties contractantes sont d'accord pour compléter, aussitôt que possible, la présente convention, par une convention douanière ayant pour but de fixer les réductions des droits de douane que chacune d'elles pourra concéder à l'autre.

II. Les deux Hautes Parties contractantes reconnaissent que la clause de la nation la plus favorisée, établie dans les articles 5-6 de la convention, doit être interprétée dans le sens que les produits alimentaires et les matières premières d'outre-mer (c'est-à-dire, par exemple, café, thé, tabac, coton, laine, graines oléagineuses), quelle que soit leur provenance, importés dans l'un des deux pays à travers le territoire de l'autre après avoir été, ou non, déposés ou réemballés dans ses ports francs ou dans ses entrepôts, ne seront pas soumis à un traitement à tous égards moins favorable que celui qui serait fait aux même produits, de la même origine, importés dans l'un ou l'autre pays à travers un tiers Etat quelconque, après avoir été, ou non, déposés ou réemballés dans des ports francs ou dans des entrepôts de ce même tiers Etat.

Ad Article 10.

I. Il est entendu que les Hautes Parties contractantes, dans le but de réaliser au plus vite dans son intégrité le principe établi à l'article 10, alinéa premier, de la convention de commerce conclue ce jour, ne maintiendront et n'institueront des prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation, à moins que cela ne soit absolument nécessaire et pour aussi longtemps que subsisteront les circonstances exceptionnelles qui en sont la raison.

Conformément à l'esprit de cette disposition, toute levée de prohibition d'entrée ou de sortie, accordée, par une des Hautes Parties contractantes aux produits d'une tierce Puissance, s'appliquera immédiatement et inconditionnellement aux produits identiques ou similaires, originaires et en provenance de l'autre.

De même, dans le cas où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes établirait de nouvelles prohibitions ou restrictions soit à l'entrée soit à la sortie, l'octroi des dérogations ou la fixation des contingents sera étudiée sur la demande de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, de façon à ne préjudicier que le moins possible aux relations commerciales entre les deux pays,

II. Les deux Hautes Parties contractantes sont d'accord de conclure, au plus tôt possible, une convention sanitaire concernant les modalités d'application de la disposition sous le numéro 5 de l'article 10.

Ad Article 11.

Le droit à percevoir dans le cas où le visa sur les certificats d'origine pourrait être exigé, ne devra pas dépasser un franc-or.

Benito MUSSOLINI.

Prof. A. VOLDEMARAS.

Copie certifiée conforme :

Rome, le 29 avril 1928 (VI^e)

Grandi.

FINAL PROTOCOL.

On signing the Commercial Convention concluded on to-day's date between Italy and Lithuania, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declarations, which shall form an integral part of the said Convention :

Ad Articles 5-6.

I. The two High Contracting Parties agree to complete the present Convention as soon as possible by a Customs Convention with a view to fixing the reductions in Customs duties that each of them is able to concede to the other.

II. The two Contracting Parties agree that the most-favoured-nation clause set forth in Articles 5-6 of the Convention shall be interpreted as meaning that foodstuffs and raw materials from overseas (e.g. coffee, tea, tobacco, cotton, wool, oil-seeds), whatever their place of origin, imported into one of the two countries through the territory of the other, whether or not they have been stored or re-conditioned in the free ports or bonded warehouses of the latter country, shall not be subject to a treatment in any respect less favourable than that granted to similar products of like origin imported into either country through any third State, whether or not they have been stored or re-conditioned in the free ports or bonded warehouses of the said third State.

Ad Article 10.

I. It is agreed that the High Contracting Parties, with a view to carrying fully into effect as soon as possible the principle established in Article 10, paragraph 1, of the Commercial Convention concluded on to-days' date, shall not maintain or institute import or export prohibitions or restrictions unless these should be absolutely necessary, and then for no longer than the exceptional circumstances which have given rise to them shall continue.

In accordance with the spirit of the present regulation, any removal of import or export prohibitions granted by one of the High Contracting Parties in respect of the products of a third Power shall apply immediately and unconditionally to the same or similar products originating in and coming from the other Party.

Similarly, should either of the High Contracting Parties establish new prohibitions or restrictions either on import or export, it shall endeavour to arrange the granting of concessions or the fixing of quotas, on the other High Contracting Party's request, in such a manner as to prejudice as little as possible the commercial relations between the two countries.

II. The two High Contracting Parties agree to conclude as soon as possible a health convention concerning the methods of applying the stipulations of No. 5 of Article 10.

Ad Article 11.

The fee to be charged in cases where a visa may be required on certificates of origin shall not exceed one gold franc.

Benito MUSSOLINI.

Prof. A. VOLDEMARAS.

N° 1702.

ESTONIE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un accord concernant les facilités à accorder aux yachts de plaisance. Riga, le 26 juin 1923, et Tallinn, le 7 juillet 1924.

ESTONIA AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Facilities to be granted to Pleasure Craft. Riga, June 26, 1923, and Tallinn, July 7, 1924.

N° 1702. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS
ESTONIEN ET SUÉDOIS, COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT
LES FACILITÉS A ACCORDER AUX YACHTS DE PLAISANCE.
RIGA, LE 26 JUIN 1923, ET TALLINN, LE 7 JUILLET 1924.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 mai 1928.

LÉGATION DE SUÈDE.

REVAL p. t., RIGA, le 26 juin 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Aux termes des dispositions en vigueur en Suède, les yachts de plaisance appartenant aux yacht-clubs des pays où les mêmes facilités sont accordées aux yachts suédois, sont exemptés, dans les ports suédois, de tous droits de navigation — sauf ceux de pilotage lorsqu'ils ont réellement un pilote à bord — pourvu qu'ils soient munis de certificats authentiques constatant qu'ils n'ont pas été équipés dans le but de faire le commerce.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, j'ai l'honneur de lui demander si le Gouvernement estonien serait disposé à accorder dans les ports estoniens, à titre de réciprocité, les mêmes facilités aux yachts de plaisance appartenant aux yacht-clubs suédois.

Dans ce cas, il sera convenu que la présente note et la réponse que Votre Excellence me fera parvenir serviront à constater l'entente intervenue entre nos deux pays.

Je vous prie, Monsieur le Ministre, d'agréer les assurances de ma haute considération.

(Signé) UNDÉN.

Son Excellence M. Hellat,
Ministre des Affaires étrangères
de la République estonienne,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère des Affaires étrangères,
le 3 mai 1928.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1702. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE ESTONIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING FACILITIES TO BE GRANTED TO PLEASURE CRAFT. RIGA, JUNE 26, 1923, AND TALLINN, JULY 7, 1924.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place May 8, 1928.

SWEDISH LEGATION.

REVAL, p. t., RIGA, June 26, 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with the regulations in force in Sweden, pleasure craft belonging to yacht clubs of countries according similar facilities to Swedish craft are exempt, in Swedish ports, from all navigation dues with the exception of pilotage fees when they have a pilot actually on board, provided that they carry authentic certificates attesting that they have not been equipped for commercial purposes.

In bringing the foregoing facts to your knowledge, I have the honour to enquire whether the Estonian Government would be prepared, subject to reciprocity, to accord similar facilities in Estonian ports to pleasure craft belonging to Swedish yacht clubs.

In this case the present Note and your reply thereto shall be regarded as placing on formal record the agreement arrived at between our two countries.

I have the honour to be, Sir, etc.,

(Signed) UNDÉN.

His Excellency, M. Hellat,
Minister for Foreign Affairs
of the Estonian Republic
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
934-W.

TALLINN, le 7 juillet 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Revenant aux pourparlers que j'ai eu le plaisir d'avoir avec Votre Excellence, le 28 dernier au sujets des yachts de plaisance enregistrés aux yachts-clubs de nos deux pays, je voudrais signaler à votre attention que l'accord avec l'article 13 de la Convention entre l'Estonie et la Lettonie, concernant les droits de port (loi N° 11, *Riigi Teataja* N° 20-21, 2. II. 1924) les yachts de plaisance sont en Estonie exempts de tous droits de port à l'exception du droit de pilotage. D'autre part considérant que, d'après l'article 9 de la même convention, les embarcations d'un tonnage brut, inférieur à 75 tonnes ne sont pas obligées de se servir de pilote, il résulte que si le tonnage du yacht en question ne dépasse pas le chiffre susindiqué, il ne serait tenu à acquitter les droits de pilotage que lorsqu'il s'est en effet servi d'un pilote.

En attirant votre aimable attention sur le fait que, d'après l'article premier de ladite convention, les deux Parties contractantes sont tenues d'étendre les règles générales ci-dessus indiquées aux embarcations de mer de tous les pays et qu'une loi correspondante concernant les droits de port est approuvée par le Riigikogu le 20 juin et sera promulguée prochainement, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement de l'Estonie est tout prêt à accorder dans les ports estoniens aux yachts de plaisance enregistrés dans les yachts-clubs du Royaume de la Suède, les facilités ci-dessus indiquées, bien entendu à condition de réciprocité.

Prenant en considération que la note que Votre Excellence a bien voulu adresser à Monsieur le Ministre Hellat, le 26 juin 1923, constate que le Gouvernement royal est de même disposé à accorder dans les ports suédois les facilités ci-dessus indiquées aux yachts de l'Estonie, je saisis l'occasion de me servir de votre proposition y faite, en estimant que votre aimable lettre du 26 juin 1923 et la présente note constatent l'entente intervenue entre nos deux pays.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) TOFER.
Ministre-Adjoint.

Son Excellence
M. U. T. Undén,
Ministre royal de Suède.

Pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère des Affaires étrangères,
le 3 mai 1928.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS

934 W.

MONSIEUR LE MINISTRE,

TALLINN, July 7, 1924.

Reverting to our conversation of the 28th ultimo, in which I had the honour of discussing with you the question of pleasure craft registered with the yacht clubs of our respective countries, I should inform you that, according to Article 13 of the Convention between Estonia and Latvia concerning harbour dues (Law No. 11, *Riigi Teataja* No. 20-21, 2, II. 1924), pleasure craft are exempt in Estonia from all harbour dues with the exception of pilotage fees. Since, according to Article 9 of the same Convention, craft of a gross tonnage not exceeding 75 tons are not bound to make use of a pilot's services, yachts whose tonnage does not exceed the aforementioned figure, would not be liable to pay pilotage fees except when actually making use of a pilot's services.

While drawing your attention to the fact that, in accordance with Article 1 of the said Convention the two Contracting Parties undertake to extend the general rules set forth above to sea-faring craft of all countries, and that a corresponding law concerning harbour dues was approved by the Rigikogu on June 20, and will shortly be promulgated, I have the honour to declare that, subject, of course, to reciprocity, the Estonian Government is willing to accord to pleasure craft, registered with yacht clubs of the Kingdom of Sweden, the aforementioned facilities in Estonian ports.

Bearing in mind that the Note which you addressed to His Excellency M. Hellat, on June 26, 1923, stated that the Royal Government was similarly prepared to accord the above-mentioned facilities to Estonian pleasure craft in Swedish ports, I shall avail myself of your proposal contained therein, and shall regard your letter of June 26, 1923, and the present note as placing on formal record the agreement arrived at between our two countries.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) TOFER.

Deputy Minister.

His Excellency
M. U. T. Undén,
Royal Swedish Minister.

N° 1703.

FINLANDE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un accord concernant les facilités à accorder aux yachts de plaisance. Helsingfors, les 10 et 22 décembre 1924.

FINLAND AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Facilities to be granted to Pleasure Yachts. Helsingfors, December 10 and 22, 1924.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 1703. — NOTVÄXLING MELLAN SVERIGES OCH FINLANDS REGERINGAR INNEBÄRANDE EN ÖVERENSKOMMELSE ANGÅENDE LÄTTNADER MEDGIVNA FÖR LUSTFARTYG. HELSINGFORS, DEN 10 OCH 22 DECEMBER 1924.

Texte officiel suédois communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 mai 1928.

Swedish official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place May 8, 1928.

HELSINGFORS, den 10 december 1924.

HERR MINISTER,

Aberopande Eder skrivelse av den 15 nästlidne november rörande avvägbringande av ömsesidig befrielse från erläggande av sjöfartsavgifter för lustfartyg från Sverige och Finland, vilka besöka det andra landets hamnar, har jag äran härmed meddela, att jag underrättat min regering om innehållet av sagda skrivelse.

I överensstämmelse med nu mottagna instruktioner har jag äran förklara, att Kungl. Maj:ts regering är villig, att med Republiken Finlands regering avsluta en överenskommelse i enlighet varmed fartyg, tillhörande Kungl. Svenska Segelsällskapet eller därmed i avseende å befrielse från sjöfartsavgifter i Sverige likställda svenska segelsällskap och jaktklubbar i finska hamnar, skulle, under förutsättning att de medföra officiell handling, utvisande att de icke äro i handelsavsikt utrustade, vara befriade från erläggande av alla de avgifter, som i allmänhet för fartyg i sådana hamnar äro eller kunna bliva fastställda, med undantag för lotspenningar, när lots begagnas.

Med hänsyn till skyldigheten för fartyg av ifrågavarande art att underkasta sig de bestämmelser, som ankomma å tullverket och varom stadgas i § 177 mom. 1 och § 186 mom. 1 i finska tullstadgan den 30 december 1887, utgår Kungl. Maj:ts regering ifrån, att den skyldighet att underkasta sig tillsyn från finsk tullmyndighets sida, varom i tullstadgans § 177 mom. 1 stadgas, icke skulle för svenska lustfartyg gälla, annat än då de befunne sig inom finskt farvatten.

I det jag anhåller, att Herr Ministern ville bringa ovanstående till Republiken Finlands Regerings kännedom, tillåter jag mig att föreslå att överenskommelsen skall anses träda i kraft för bägge parternas vidkommande i och med det, att Finlands Regering förklarar sig godtaga ovan anförda villkor och förutsättningar, och jag därom erhållit underrättelse.

Mottag, Herr Minister, försäkran om min utmärkta högaktning.

Herr Hj. J. Procopé,
Minister för utrikesärendena,
etc., etc., etc.

(Undert.) Henning ELMQUIST.

Pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère des Affaires étrangères,
le 3 mai 1928.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

MINISTERIET
FÖR UTRIKESÄRENDENA.

N:o 22.236.

HELSINGFORS, den 22 december 1924.

HERR MINISTER,

Åberopande Eder note av den 10 innevarande december, vari Ni, Herr Minister, förklarar att Kungl. Maj:ts regering är villig att med Republikens Regering avsluta en överenskommelse angående ömsesidig befrielse från erläggande av sjöfartsavgifter för lustfartyg från Finland och Sverige, vilka besöka det andra landets hamnar, har jag härmed äran meddela, att Republikens Regering är villig att godtaga de villkor och förutsättningar för överenskommelsen, som i Eder ovannämnda note anförts.

I enlighet härmed skola alltså fartyg tillhörande registrerade finska segelsällskap och jaktklubbar i svenska hamnar, och fartyg, tillhörande Kungl. Svenska Segelsällskapet eller därmed i avseende å befrielse från sjöfartsavgifter i Sverige likställda svenska segelsällskap och jaktklubbar i finska hamnar, under förutsättning att de medföra officiell handling, utvisande att de icke äro i handelsavsikt utrustade, vara befriade från erläggande av alla de avgifter, som i allmänhet för fartyg i sådana hamnar äro eller kunna bli fastställda, med undantag för lotspenningar, när lots begagnas.

Med hänsyn till skyldigheten för fartyg av ifrågavarande art att underkasta sig de bestämmelser, som ankomma å tullverket och varom stadgas i § 177 mom. 1 och § 186 mom. 1 i Finlands tullstadga av den 30 december 1887, är det överenskommet, att den skyldighet att underkasta sig tillsyn från finsk tullmyndighets sida, varom i tullstadgans § 177 mom. 1 stadgas, icke skall för svenska lustfartyg gälla, annat än då de befinna sig inom finskt farvatten.

Jag har ytterligare äran meddela, att Republikens Regering anser denna överenskommelse avslutad genom denna noteväxling och att densamma träder i kraft för bägge parternas vidkommande i och med det att Ni, Herr Minister, mottagit denna note.

Mottag, Herr Minister, försäkran om min utmärkta högaktning.

(Undert.) Hj. J. PROCOPE

Herr Doktor Henning Elmquist,
Hans Majestät Konungens av Sverige
Utomordentliga Sändebud och Befullmäktigade Minister,
etc., etc., etc.,
Helsingfors.

Pour copie conforme,
Stockholm,
au Ministère des Affaires étrangères,
le 3 mai 1928.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

¹ TRADUCTION.

N^o 1703. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS FINLANDAIS ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT LES FACILITÉS A ACCORDER AUX YACHTS DE PLAISANCE. HELSINGFORS, LES 10 ET 22 DÉCEMBRE 1924.

HELSINGFORS, le 10 décembre 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à votre lettre du 15 novembre dernier, ayant pour objet d'instituer l'exemption réciproque du versement des droits de navigation pour les bâtiments de plaisance de Suède et de Finlande relâchant dans les ports de l'autre pays, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que j'ai communiqué le contenu de ladite lettre à mon gouvernement.

Selon les instructions que je viens de recevoir, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de Sa Majesté est disposé à conclure avec la République de Finlande un accord en vertu duquel les yachts appartenant au Yacht-Club royal suédois ou à des sociétés nautiques ou yacht-clubs suédois placés sur le même pied en ce qui concerne l'exemption des droits de navigation en Suède seront exemptés, dans les ports finlandais, du versement de tous les droits — à l'exception des droits de pilotage, lorsqu'il est fait emploi d'un pilote — auxquels sont ou pourront être assujettis les navires en général dans lesdits ports, à condition toutefois que les bâtiments en question soient munis d'un certificat constatant qu'ils n'ont pas été équipés en vue de faire du commerce.

En ce qui concerne l'obligation, pour les bâtiments de cette catégorie, de se soumettre aux dispositions prévues par les paragraphes 177,

¹ TRANSLATION.

No. 1703. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE FINNISH AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING FACILITIES TO BE GRANTED TO PLEASURE YACHTS. HELSINGFORS, DECEMBER 10 AND 22, 1924.

HELSINGFORS, December 10, 1924.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your letter of November 15 last, concerning an agreement whereby Sweden and Finland shall both grant exemption from navigation dues to pleasure craft of the one country putting into the harbours of the other, I have the honour to inform you herewith that I have duly communicated the contents of the said letter to my Government.

In accordance with instructions now received, I have the honour to state that His Majesty's Government is prepared to conclude with the Republic of Finland an Agreement providing that pleasure yachts belonging to the Royal Swedish Sailing Club, or to other Swedish sailing or yacht clubs assimilated thereto for the purposes of exemption from navigation dues in Sweden shall, provided they carry an official certificate attesting that they have not been equipped for trading purposes, be exempted in Finnish harbours, from the dues generally payable, or hereafter to be prescribed, in respect of vessels in the said harbours, with the exception of pilotage if a pilot is employed.

As regards the requirement that craft of this kind shall conform to the Customs Regulations as set forth in paragraph 177, subparagraph 1,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations for informations.

alinéa 1, et 186, alinéa 1, du Règlement des douanes finlandais du 30 décembre 1887, le Gouvernement de Sa Majesté présume que l'obligation de se soumettre à la surveillance de l'Administration des douanes finlandaises, telle qu'elle est prévue au paragraphe 177, alinéa 1, du Règlement des douanes, ne sera applicable aux bâtiments de plaisance suédois, que lorsque ceux-ci se trouveront dans les eaux finlandaises.

En priant Votre Excellence de bien vouloir porter ce qui précède à la connaissance du Gouvernement de la République de Finlande, je me permets de proposer que l'accord soit considéré comme entrant en vigueur pour les deux Parties, du fait et du moment que le Gouvernement finlandais aura déclaré approuver les conditions et principes exprimés ci-dessus et que j'en aurai reçu avis.

Veillez agréer, etc.

(*Signé*) Henning ELMQUIST.

Monsieur Hj. J. Procopé,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° 22.236.

HELSINGFORS, le 22 décembre 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à votre note du 10 décembre courant par laquelle vous m'avez avisé que le Gouvernement de Sa Majesté était disposé à conclure avec le Gouvernement de la République un accord concernant l'exemption réciproque du versement des droits de navigation pour les bâtiments de plaisance de Suède et de Finlande relâchant dans les ports de l'autre pays, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la République est disposé à approuver les conditions et principes de l'accord, tels qu'ils se trouvent exposés dans la susdite note de Votre Excellence.

En conséquence, les bâtiments appartenant aux sociétés nautiques et yacht-clubs finlandais, dans les ports suédois, et les yachts appartenant au Yacht-club royal suédois ou aux sociétés nautiques ou yachts-clubs placés sur

and paragraph 186, subparagraph 1, of the Finnish Customs regulations of December 30, 1887, His Majesty's Government presumes that the obligation to submit to inspection by the Finnish Customs Authorities, referred to in paragraph 177, subparagraph 1, shall only apply to Swedish pleasure craft whilst in Finnish waters.

In requesting Your Excellency to bring the above to the knowledge of the Government of the Finnish Republic, I venture to propose that this Agreement be regarded as coming into force for both Parties on the Finnish Government's declaring its approval of the above terms and conditions and notifying me to that effect.

I have the honour to be, etc.

(*Signed*) Henning ELMQUIST.

M. Hj. J. Procopé,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
No. 22.236.

HELSINGFORS, December 22, 1924.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your Note of the 10 inst. in which you declare that the Royal Swedish Government is prepared to conclude an Agreement with the Republic of Finland for the exemption from navigation dues of the pleasure craft of the one country which put into harbours of the other, I have the honour to inform you herewith that the Government of the Republic is prepared to agree to the terms and conditions of the Agreement as set forth in your Note.

Under the terms of this Agreement, therefore, Yachts belonging to registered Finnish sailing or yachting clubs, when in Swedish harbours, and Yachts belonging to the Royal Swedish Sailing Club or to Swedish sailing or yacht

le même pied en ce qui concerne l'exemption des taxes sur la navigation en Suède, dans les ports finlandais, seront exemptés, du versement de tous les droits — à l'exception des droits de pilotage lorsqu'il est fait emploi d'un pilote — auxquels sont ou pourront être assujettis les navires en général dans lesdits ports, à condition, toutefois, que les bâtiments en question soient munis d'un certificat constatant qu'ils n'ont pas été équipés en vue de faire du commerce.

En ce qui concerne l'obligation, pour les bâtiments de cette catégorie, de se soumettre aux dispositions prévues aux paragraphes 177, alinéa 1, et 186, alinéa 1, du Règlement des douanes finlandais du 30 décembre 1887, il est convenu que l'obligation de se soumettre à la surveillance de l'Administration des douanes finlandaises, telle qu'elle est prévue au paragraphe 177, alinéa 1, du Règlement des douanes, ne sera applicable aux bâtiments de plaisance suédois que lorsque ceux-ci se trouveront dans les eaux finlandaises.

J'ai l'honneur de vous faire connaître également que le Gouvernement de la République considère que ledit accord se trouve conclu par cet échange de notes et entre en vigueur, pour les deux Parties, du fait et du moment que Votre Excellence aura reçu la présente note.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Hj. J. PROCOPÉ.

Monsieur le Docteur Henning Elmquist,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire de Suède,
etc., etc., etc.
Helsingfors.

clubs, assimilated thereto for the purpose of exemption from navigation dues in Sweden, when in Finnish harbours, shall, provided they carry an official certificate attesting that they have not been equipped for trading purposes, be exempt from the dues generally payable, or hereafter to be prescribed, in respect of such vessels in the said harbours, with the exception of pilotage, if a pilot is employed.

As regards the requirement that craft of this kind shall conform to the Customs Regulations, as set forth in paragraph 177, subparagraph 1, and paragraph 186, subparagraph 1, of the Finnish Customs Regulations of December 30, 1887, it is agreed that the obligation to submit to inspection by the Finnish Customs Authorities, referred to in paragraph 177, subparagraph 1, shall only apply to Swedish pleasure craft whilst in Finnish waters.

I have the honour to state, further, that the Government of the Republic regards this Agreement as concluded by the present exchange of Notes, and as coming into force for both Parties on receipt by Your Excellency of the present Note.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Hj. J. PROCOPÉ.

Dr. Henning Elmquist,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of His Majesty the King of Sweden,
etc., etc., etc.,
Helsingfors.

N° 1704.

LETTONIE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un accord concernant les facilités à accorder aux yachts de plaisance.
Riga, les 8 et 30 mars 1928.

LATVIA AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Facilities to be granted to Pleasure Yachts.
Riga, March 8 and 30, 1928.

N^o 1704. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS
LETTON ET SUÉDOIS, COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT
LES FACILITÉS A ACCORDER AUX YACHTS DE PLAISANCE.
RIGA, LES 8 ET 30 MARS 1928.

*Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères de Suède et de Lettonie.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 mai 1928.*

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE.
N^o B. 104/28.

RIGA, le 8 mars 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la note N^o D. 4/1928 en date du 9 janvier 1928, par laquelle Votre Excellence a bien voulu proposer au Gouvernement letton de conclure un arrangement relatif aux facilités à accorder aux yachts de plaisance, j'ai l'honneur, au nom de mon gouvernement, de faire savoir que le Gouvernement letton est disposé à accorder, à titre de réciprocité, aux yachts suédois, les facilités suivantes :

1^o Les yachts suédois appartenant aux yacht-clubs suédois et ayant un tonnage inférieur à 75 tonnes brutes sont exemptés dans les ports lettons des formalités d'entrée et de sortie et de tous droits de navigation, sauf les droits de pilotage lorsque ces yachts ont réellement un pilote à bord.

2^o Les yachts suédois appartenant aux yacht-clubs suédois et dont le tonnage dépasse 75 tonnes brutes sont exemptés dans les ports lettons des formalités d'entrée et de sortie et de tous droits de navigation sauf les droits de pilotage.

3^o Les passagers et leurs bagages sont soumis aux formalités ordinaires de douane.

Si le Gouvernement de Suède accepte les dispositions susmentionnées, il sera convenu que la présente note et la réponse que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir, serviront à constater l'entente intervenue entre nos deux pays.

Je profite de cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) A. BALODIS,

Ministre des Affaires étrangères.

Son Excellence
M. U. T. Undén,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire de Suède.

Pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère des Affaires étrangères,
le 3 mai 1928.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1704. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE LATVIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS, CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING FACILITIES TO BE GRANTED TO PLEASURE YACHTS. RIGA, MARCH 8 AND 30, 1928.

French official text communicated by the Swedish and Latvian Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place May 8, 1928.

LATVIAN MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

B. 104/28.

RIGA, March 8, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the Note No. D. 4/1928, dated January 9, 1928, in which you were good enough to propose that an arrangement should be arrived at with the Latvian Government on the subject of the facilities to be accorded to pleasure craft, I have the honour to declare, on behalf of my Government, that the Latvian Government is willing to accord the following facilities to Swedish yachts, subject to reciprocity :

(1) Swedish yachts belonging to Swedish yacht clubs and having a gross tonnage not exceeding 75 tons shall be exempt, in Latvian ports, from formalities on entering and leaving, and from all navigation dues with the exception of pilotage fees, when such yachts have a pilot actually on board.

(2) Swedish yachts belonging to Swedish yacht clubs and having a gross tonnage exceeding 75 tons shall be exempt, in Latvian ports, from formalities on entering and leaving, and from all navigation dues with the exception of pilotage fees.

(3) Passengers and their luggage shall be subject to the ordinary Customs formalities.

If the Swedish Government accepts the afore-mentioned provisions, it shall be agreed that the present Note and your reply thereto shall be regarded as placing on formal record the agreement arrived at between our two countries.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) A. BALODIS.

Minister for Foreign Affairs.

His Excellency,
M. U. T. Undén,
Swedish Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

LÉGATION DE SUÈDE

D. N° 38/1928.

RIGA, le 30 mars 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par une note en date du 8 mars 1928, Votre Excellence a bien voulu porter à ma connaissance que le Gouvernement letton est disposé à accorder, à titre de réciprocité, aux yachts de plaisance suédois, les facilités suivantes :

1° Les yachts suédois appartenant aux yacht-clubs suédois et ayant un tonnage inférieur à 75 tonnes brutes, sont exemptés dans les ports lettons des formalités d'entrée et de sortie et de tous droits de navigation, sauf les droits de pilotage, lorsque ces yachts ont réellement un pilote à bord.

2° Les yachts suédois appartenant aux yacht-clubs suédois et dont le tonnage dépasse 75 tonnes brutes, sont exemptés dans les ports lettons des formalités d'entrée et de sortie et de tous droits de navigation, sauf les droits de pilotage.

3° Les passagers et leurs bagages sont soumis aux formalités ordinaires de douane.

En réponse à cette communication, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement du Roi accepte les dispositions susmentionnées, et accordera en conséquence, à titre de réciprocité, les mêmes facilités aux yachts de plaisance lettons appartenant aux yacht-clubs lettons, étant entendu que, conformément à la suggestion annoncée dans ma note du 9 janvier 1928, les yachts susvisés devront être munis de certificats authentiques constatant qu'ils n'ont pas été équipés en vue de faire le commerce.

Il est convenu que la susdite note de Votre Excellence et la présente serviront à constater l'entente intervenue à ce sujet entre nos deux pays.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) UNDÉN.

Son Excellence

Monsieur Balodis,

Ministre des Affaires étrangères,
de la République de Lettonie,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère des Affaires étrangères,
le 3 mai 1928.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

SWEDISH LEGATION.

D. No. 38/1928.

RIGA, *March 30, 1928.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In a Note dated March 8, 1928, you were good enough to inform me that the Latvian Government is willing to accord to Swedish pleasure craft the following facilities, subject to reciprocity :

(1) Swedish yachts belonging to Swedish yacht clubs and having a gross tonnage not exceeding 75 tons, shall be exempt, in Latvian ports, from formalities on entering and leaving, and from all navigation dues with the exception of pilotage fees, when such yachts have a pilot actually on board.

(2) Swedish yachts belonging to Swedish yacht clubs and having a gross tonnage exceeding 75 tons shall be exempt, in Latvian ports, from formalities on entering and leaving, and from all navigation dues with the exception of pilotage fees.

(3) Passengers and their luggage shall be subject to the ordinary Customs formalities.

In reply to this letter, I have the honour to inform you that the Royal Government accepts the aforementioned provisions and will, therefore, as a measure of reciprocity, accord similar facilities to Latvian pleasure craft belonging to Latvian yacht clubs, provided that, in accordance with the suggestion contained in my Note of January 9, 1928, the aforementioned craft carry authentic certificates attesting that they have not been equipped for commercial purposes.

It is agreed that your Note, referred to above, and the present Note shall be regarded as placing on formal record the agreement arrived at on this subject between our two countries.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) UNDÉN.

His Excellency,
M. Balodis,
Minister for Foreign Affairs
of the Republic of Latvia,
etc., etc., etc.

N° 1705.

ALLEMAGNE ET LETTONIE

Echange de notes comportant un accord concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage. Riga, le 13 avril 1928.

GERMANY AND LATVIA

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the mutual Recognition of Tonnage Certificates. Riga, April 13, 1928.

N^o 1705. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET LETTON, COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE JAUGEAGE. RIGA, LE 13 AVRIL 1928.

N^o 1705. — NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND LETTLÄNDISCHEN REGIERUNG ZWECKS GEGENSEITIGER ANERKENNUNG DER SCHIFFSMESSBRIEFE. RIGA, DEN 13. APRIL 1928.

Textes officiels français et allemand communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 mai 1928.

French and German official texts communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place May 8, 1928.

I.

LATVIJAS

ARLIETU MINISTRS.

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE,
RIGA.

N^o R. 195. 5

RIGA, le 13 avril 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que les autorités des ports lettons reconnaîtront à partir de ce jour le tonnage des navires allemands qui est porté dans les certificats de jaugeage délivrés par les autorités allemandes compétentes, et que les navires munis de ces certificats seront exemptés d'une nouvelle opération de jaugeage.

En même temps, le Gouvernement letton prie le Gouvernement allemand d'accorder le même traitement aux navires lettons munis de certificats de jaugeage délivrés à partir du 4 juin 1925 par les autorités lettones compétentes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) A. BALODIS.

Son Excellence

M. le Dr A. Köster,

Envoyé extraordinaire

et Ministre plénipotentiaire d'Allemagne,
en Lettonie.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT

Nr. Kons. 6/27.

RIGA, den 13. April 1928.

HERR MINISTER!

Ew. Exzellenz beehre ich mich, den Empfang der Note Nr. R. 195. 5 vom 13. d. M. zu bestätigen, in der mitgeteilt wird, dass die lettländischen Hafengebörden von heute ab den Schiffsraum deutscher Schiffe, wie er in den von den zuständigen deutschen Behörden ausgestellten Schiffsmessbriefen angegeben ist, anerkennen werden und dass die mit solchen Schiffsmessbriefen ausgestatteten deutschen Schiffe einer neuen Vermessung nicht unterworfen werden.

Gleichzeitig beehre ich mich, Ew. Exzellenz zur Kenntnis zu bringen, dass die Deutsche Regierung auch ihrerseits vom heutigen Tage ab den lettländischen Schiffen, die im Besitze von seit dem 4. Juni 1925 ausgestellten Schiffsmessbriefen der zuständigen lettländischen Behörden sind, die gleiche Behandlung zuteil werden lassen wird.

Genehmigen Sie, Herr Minister, auch aus diesem Anlass den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

(Signé) KÖSTER,
Deutscher Gesandter.

Sr. Exzellenz
dem Herrn Minister der
Auswärtigen, Angelegenheiten
Riga.

II.

LÉGATION D'ALLEMAGNE

N° Kons. 6/27.

RIGA, le 13 avril 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la Note N° R. 195. 5 du 13 avril 1928, par laquelle Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que les autorités des ports lettons reconnaîtront à partir de ce jour le tonnage des navires allemands, qui est porté dans les certificats de jaugeage délivrés par les autorités allemandes compétentes, et que les navires munis de ces certificats seront exemptés d'une nouvelle opération de jaugeage.

En même temps, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement allemand, de son côté, accordera, à partir de ce jour, le même traitement aux navires lettons munis de certificats de jaugeage, délivrés à partir du 4 juin 1925 par les autorités lettones compétentes.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre d'Allemagne :
(Signé) KÖSTER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre
des Affaires étrangères,
Riga.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1705. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND LATVIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE MUTUAL RECOGNITION OF TONNAGE CERTIFICATES. RIGA, APRIL 13, 1928.

I.

LATVIJAS
ARLIETU MINISTRŠ.
LATVIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS,
RIGA.

No. R. 195. 5.

RIGA, April 13, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that the authorities in Latvian ports will recognise as from to-day the tonnage of German vessels as shown in the tonnage measurement certificates issued by the competent German authorities, and that vessels furnished with such certificates shall be exempt from any remeasurement.

The Latvian Government at the same time requests the German Government to grant the same treatment to Latvian vessels furnished with tonnage measurement certificates issued after June 4, 1925, by the competent Latvian authorities.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) A. BALODIS.

To His Excellency
Dr. A. Köster,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of Germany in Latvia.

II.

GERMAN LEGATION.

No. Kons. 6/27.

RIGA, April 13, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your Note No. R. 195. 5 of today's date, in which it is stated that the Latvian port authorities will recognise as from to-day the tonnage of German

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations for informations.

vessels as shown in the tonnage measurement certificates issued by the competent German authorities and that German vessels furnished with such certificates shall be exempt from any re-measurement.

At the same time I have the honour to inform you that the German Government, for its part, will accord as from to-day the same treatment to Latvian vessels furnished with tonnage measurement certificates issued after June 4, 1925, by the competent Latvian authorities.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) KÖSTER,
German Minister.

To His Excellency
The Minister for Foreign Affairs,
Riga.

N° 1706.

SUISSE ET TURQUIE

Convention d'établissement, avec protocole additionnel. Signés à Angora, le 7 août 1927.

SWITZERLAND AND TURKEY

Convention respecting Conditions of Residence and Business, with Additional Protocol. Signed at Angora, August 7, 1927.

N° 1706. — CONVENTION ¹ D'ÉTABLISSEMENT ENTRE LA SUISSE ET LA RÉPUBLIQUE TURQUE. SIGNÉE A ANGORA, LE 7 AOÛT 1927.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 mai 1928.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE, d'une part, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, d'autre part, animés du désir de fixer les conditions d'établissement des ressortissants suisses en Turquie et des ressortissants turcs en Suisse, ont résolu de conclure une convention d'établissement et ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentaires respectifs, à savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Monsieur Henri MARTIN, chargé d'affaires de Suisse en Turquie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Monsieur Ali DJENANI Bey, ancien ministre du Commerce, député de Ghazi Aïntab ;
Monsieur Ali CHEVKI Bey, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, sur le territoire de l'autre Partie et sous réserve des lois et règlements qui y sont ou seront en vigueur, le droit de s'établir et de séjourner, d'aller, de venir et de circuler librement, sans préjudice des dispositions concernant l'immigration.

En ce qui concerne les taxes et charges quelconques à payer ou à supporter du chef du séjour ou de l'établissement, les ressortissants des deux Parties jouiront du même traitement que les étrangers les mieux traités.

Article 2.

En se conformant aux lois et règlements du pays, les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, sur le territoire de l'autre, dans la même mesure que les ressortissants de la nation la plus favorisée, le droit d'acquérir, de posséder et d'aliéner toute espèce de biens mobiliers ou immobiliers, à l'exception des cas prévus par les législations respectives. Ils pourront notamment,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 28 avril 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1706. — CONVENTION ² BETWEEN SWITZERLAND AND THE TURKISH REPUBLIC RESPECTING CONDITIONS OF RESIDENCE AND BUSINESS. SIGNED AT ANGORA, AUGUST 7, 1927.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Convention took place May 14, 1928.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL, of the one part, and THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC of the other part, being desirous of determining the conditions under which Swiss nationals may establish themselves in Turkey and Turkish nationals in Switzerland, have decided to conclude a Convention respecting conditions of residence and business and have appointed for this purpose as their respective Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Henri MARTIN, Swiss Chargé d'Affaires in Turkey ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Ali DJENANI Bey, former Minister of Commerce, Deputy for Ghazi Aintab ;
Ali CHEVKI Bey, Under-Secretary of State in the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed up on the following provisions :

Article 1.

Nationals of each of the Contracting Parties shall have the right to establish themselves and reside and come, go and move about freely in the territory of the other Party, subject to compliance with the laws and regulations which are or may be in force in that country and without prejudice to the provisions respecting immigration.

With regard to any charges or taxes to which they are liable in respect of residence or establishment, the nationals of the two Parties shall enjoy the same treatment as the best-treated foreigners.

Article 2.

Subject to compliance with the local laws and regulations, the nationals of each of the Contracting Parties shall have the right to acquire, possess and dispose of all kinds of property, both movable and immovable, in the territory of the other Party — except for cases provided for in their respective laws — to the same extent as the nationals of the most favoured nation. They shall be able

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Berne, April 28, 1928.

aux mêmes conditions, en disposer librement par vente, achat, donation, transfert, échange, contrat de mariage, testament, ou de toute autre manière, ainsi qu'entrer en possession par voie de succession en vertu de la loi ou par suite de dispositions entre vifs ou testamentaires.

Ils ne seront assujettis, dans aucun des cas susmentionnés, à des charges, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis pour les nationaux.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, sur le territoire de l'autre, le droit d'exercer, à l'égal des nationaux, toute espèce d'industrie et de commerce, de se vouer à tout métier ou profession, à l'exclusion toutefois du colportage et de tout autre commerce ambulancier, et à l'exception des métiers et professions qui, en vertu des lois et règlements, sont ou seront exclusivement réservés aux nationaux.

Ils n'auront à payer ou à supporter pour cet exercice aucun impôt, taxe ou charge, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux exigés des nationaux.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront, en temps de paix comme en temps de guerre, exempts sur le territoire de l'autre Partie de toute espèce de service militaire, ainsi que de toute contribution, soit en argent, soit en nature, destinée à tenir lieu de service militaire personnel. Ils seront de même dispensés de participer à tout emprunt forcé.

À l'exception des prestations et des réquisitions militaires imposées en temps de paix et en temps de guerre aux ressortissants du pays qui leur seront appliquées dans les mêmes conditions qu'aux nationaux et moyennant les indemnités prévues par les législations respectives, il ne sera exigé d'eux aucune autre prestation que celles constituant une taxe ou impôt établis en vertu des lois au profit de l'Etat ou de ses divisions administratives.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront aussi exempts de toute charge ou fonction judiciaire ou administrative obligatoire quelconque.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne pourront, sur le territoire de l'autre, être expropriés de leurs biens, tant mobiliers qu'immobiliers, ni privés, même temporairement, de la jouissance desdits biens que pour une cause légalement reconnue d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité.

Aucune expropriation ne pourra avoir lieu sans publicité préalable.

Article 6.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, quant à leurs personnes et à leurs biens, dans le territoire de l'autre Partie, de la plus entière protection des lois, des tribunaux et autres autorités, à l'égal des nationaux.

Les dispositions relatives à la *cautio judicatum solvi* et à l'assistance judiciaire gratuite seront régies par la législation locale jusqu'au règlement de ces questions par une convention spéciale entre les Parties contractantes.

Article 7.

Sous réserve des stipulations de l'article premier, alinéa 2, de la présente convention, les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne seront, en aucun cas, assujettis à des impôts, droits ou taxes, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui seraient imposés aux nationaux.

on the same conditions to dispose thereof freely by sale, purchase, gift, transfer, exchange, marriage settlement, testament or in any other way and to take possession by inheritance in accordance with the law or under dispositions *inter vivos* or by will.

In none of the above-mentioned cases shall they be subject to any taxes, charges or imposts of any description whatever other or higher than those which are or shall be established in the case of nationals.

Article 3.

Nationals of each of the Contracting Parties shall have the right in the territory of the other Party and on the same footing as that Party's nationals to engage in any kind of industry or commerce and to follow any trade or profession excepting hawking or any other itinerant trade and with the exception of trades and professions which, in virtue of laws or regulations, are or may be exclusively reserved for nationals of the country.

In this respect they shall not be required to pay any impost, tax or charge of any nature whatever other or higher than those demanded of nationals.

Article 4.

Nationals of each of the Contracting Parties shall, in time of peace and in time of war, be exempt in the territory of the other Party from every form of military service and from any contribution in money or in kind which replaces personal military service. They shall also be exempt from all forced loans.

With the exception of military contributions and requisitions levied in time of peace and in time of war upon nationals of the country, which charges shall be applied to them upon the same conditions as to nationals and in return for the compensation provided for under the respective laws, they shall not be liable to any contribution other than those which constitute a tax or impost established by law for the benefit of the State or of its administrative departments.

Nationals of each of the Contracting Parties shall also be exempt from any compulsory judicial or administrative office or function.

Article 5.

Nationals of each of the Contracting Parties may not have their movable or immovable property in the territory of the other Party expropriated, nor may the use of it be denied to them even temporarily, except for reasons of public interest recognised by law as such, and in return for fair compensation to be paid in advance.

No expropriation may take place without public notice being previously given.

Article 6.

Nationals of each of the Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other Party on the same footing as nationals of the country the fullest protection of the laws, tribunals and other authorities in respect of their persons and property.

The regulations relating to security for costs and to free judicial assistance shall be governed by local legislation until these questions are settled by a special convention to be concluded between the Contracting Parties.

Article 7.

Subject to the stipulations of Article 1, paragraph 2, of the present Convention, the nationals of each of the Contracting Parties shall in no case be liable to imposts, dues or taxes of any kind whatever other or higher than those which may be imposed upon nationals of the country.

En ce qui concerne les exonérations de charges fiscales, de quelque nature ou de quelque dénomination que ce soit, autres que celles qui seraient accordées aux établissements fondés par l'Etat ou aux concessionnaires d'un service public, chacune des Parties contractantes s'engage à en faire bénéficier les ressortissants et les sociétés de l'autre Partie aux mêmes conditions que les ressortissants et les sociétés de la nation la plus favorisée.

Article 8.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes qui, sans y être établis à demeure, se livreraient pendant leur séjour sur le territoire de l'autre Partie à une activité quelconque ne seront soumis de ce fait à aucune impôt, taxe ou charge, de quelque nature que ce soit, autres ou plus onéreux que ceux auxquels seraient soumis les nationaux pour une activité de même nature ou importance.

Chacune des Parties contractantes déclare être prête à accorder, à titre de réciprocité, le visa gratuit aux ressortissants de l'autre Partie qui, dépourvus de moyens, voudraient quitter le territoire de cette Partie, si leur indigence est certifiée par le représentant diplomatique ou consulaire compétent.

Article 9.

Dans le cas où l'une des Parties contractantes, soit à la suite d'une sentence légale, soit d'après les lois et règlements sur la police des mœurs, sur la police sanitaire et sur la mendicité, soit pour des motifs de sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, expulserait par mesures individuelles des ressortissants de l'autre Partie contractante, l'expulsion serait effectuée dans des conditions conformes à l'hygiène et à l'humanité.

Article 10.

Les sociétés commerciales, industrielles ou financières, y compris les sociétés de transport et d'assurances valablement constituées d'après les lois de l'une des Parties contractantes et ayant leur siège sur son territoire, seront juridiquement reconnues dans l'autre pays, pourvu qu'elles ne poursuivent pas un but illicite ou contraire aux mœurs, et leur capacité et droit d'ester en justice seront déterminés par les lois de leur pays d'origine.

Elles auront le droit de s'établir sur le territoire de l'autre Partie et d'y exercer leur activité en se conformant aux lois ou règlements qui y sont ou seront en vigueur.

Elles auront le droit d'acquérir sur le territoire de l'autre Partie, en se soumettant aux lois du pays, toutes sortes de biens mobiliers ainsi que les biens immeubles nécessaires à leur fonctionnement, étant entendu dans ce cas que l'acquisition n'est pas l'objet même de la société.

Elles auront libre accès auprès des tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre, aux mêmes conditions que les personnes physiques ressortissantes de l'Etat dont elles dépendent.

Elles ne seront pas soumises à des taxes, contributions et, d'une manière générale, à aucune redevance autre ou plus élevée que celles imposées aux sociétés nationales. Elles seront dispensées de participer à tout emprunt forcé.

A l'exception des prestations et des réquisitions militaires imposées en temps de paix et en temps de guerre aux ressortissants du pays, qui leur seront appliquées dans les mêmes conditions qu'aux sociétés nationales et moyennant les indemnités prévues par les législations respectives, il ne sera exigé d'elles aucune autre prestation que celles constituant une taxe ou impôt établis en vertu des lois et règlements au profit de l'Etat ou de ses divisions administratives.

Les filiales, succursales, agences et autres représentations, sur le territoire de l'une des Parties, de firmes ou sociétés régulièrement constituées sur le territoire de l'autre Partie ne seront imposées

As regards exemptions from fiscal charges of any kind or any description whatsoever other than those which may be granted to undertakings established by the State or to concessionaires of a public utility service, each of the Contracting Parties undertakes to extend the benefit of such exemptions to the nationals and companies of the other Party on the same conditions as to the nationals and companies of the most favoured nation.

Article 8.

Nationals of each of the Contracting Parties who, without being permanently established in the country, undertake business during their residence in the territory of the other Party, shall not by reason of that fact be subjected to any impost, tax or charge of any kind whatever other or higher than those to which nationals of the country are liable in respect of a business of the same nature or importance.

Each of the Contracting Parties declares its willingness, subject to reciprocity, to grant a free visa to indigent nationals of the other Party who wish to leave the territory of that Party, on condition that their indigence is certified by the competent diplomatic or consular Representative.

Article 9.

Should one of the Contracting Parties expel, in individual cases, nationals of the other Contracting Party, either under the order of a Court or in accordance with the laws and regulations relating to public morality, public health or pauperism, or for reasons affecting the internal or external safety of the State, the expulsion shall be carried out in conditions compatible with the requirements of health and humanity.

Article 10.

Commercial, industrial and financial corporations, including transport and insurance companies, which are regularly incorporated in conformity with the laws of one of the Contracting Parties and have their headquarters in its territory, shall be legally recognised in the other country, provided that they do not pursue an aim which is either illicit or contrary to public morals, and their capacity and right to sue and sued be shall be determined by the laws of their country of origin.

They shall have the right to establish themselves in the territory of the other Party and to engage in business there, provided they conform to the laws or regulations which are or may be in force.

Subject to compliance with the laws of the country, they shall have the right in the territory of the other Party to acquire all kinds of movable and immovable property which is necessary for their operations, provided in this case that the acquisition of such property does not constitute the object of the company's existence.

They shall have free access to the Courts and may sue and be sued on the same conditions as nationals of the country.

They shall not be subject to any taxes, contributions or, generally, to any charges other or higher than those imposed upon national corporations. They shall be exempt from all forced loans.

With the exception of military contributions and requisitions levied in time of peace and in time of war upon nationals of the country, which charges shall be levied upon them upon the same conditions as on national companies and in return for the compensation provided for under the respective laws, they shall not be liable to any contribution other than those which constitute a tax or impost established under existing laws and regulations for the benefit of the State or of its administrative departments.

The associated companies, branches, agencies and other representatives of firms or companies regularly incorporated in the territory of the other Party shall only be taxed in proportion to the

que sur le capital régulièrement investi dans lesdites filiales, succursales, agences et autres représentations ou sur les bénéfices ou revenus acquis par elles dans le pays, lesdits bénéfices et revenus pouvant servir à la détermination du capital imposable, si ce dernier ne peut être vérifié.

Article 11.

Il est convenu qu'aucune des Parties contractantes ne pourra invoquer le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée prévue par la présente convention pour réclamer en faveur de ses ressortissants et sociétés des droits autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux ressortissants et sociétés de l'autre Partie contractante.

Article 12.

La présente convention entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et aura la durée de deux ans.

Si la convention n'est pas dénoncée par l'une ou l'autre des Parties contractantes au moins six mois avant l'expiration de ladite période de deux ans, elle restera en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit dénoncée, cette dénonciation ne devant produire ses effets qu'après l'expiration d'un délai de six mois.

Article 13.

La présente convention sera ratifiée, avec son protocole additionnel qui en constitue une partie intégrante, et les ratifications en seront échangées à Berne, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

(Signé) Henri MARTIN

(Signé) Ali DJENANI,

(Signé) A. CHEVKI.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

1. Au moment de procéder à la signature de la Convention d'établissement conclue à la date de ce jour, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont convenu qu'en ce qui concerne les biens immobiliers tant urbains que ruraux acquis à quelque titre que ce soit et possédés, sous quelque forme que ce soit, au moment de la mise en vigueur de la présente convention, par des ressortissants suisses ou par des sociétés de nationalité suisse, le Gouvernement de la République turque prendra toutes dispositions utiles pour permettre aux ayants droit de bonne foi d'obtenir, sans versement de nouveaux droits de transfert et ainsi qu'il avait été prévu par la Disposition transitoire de l'article 4 de la Loi provisoire du 5 Djémaziul-ewel 1331 de l'Hégire (30 mars 1329/1913) sur la possession des biens immeubles, la délivrance de titres de propriété régulièrement établis à leur nom, contre tous autres titres concernant ces biens qui auraient été établis au nom d'un tiers, qui aurait agi comme personne interposée, quelle que soit la nationalité de celle-ci.

2. Les ressortissants et sociétés suisses qui ont acquis des biens immobiliers à leur propre nom, sous le couvert d'une autre nationalité, auront la faculté de faire rectifier leurs titres en y inscrivant leur nationalité véritable.

3. Quant aux ressortissants et sociétés suisses qui possèdent déjà des biens immobiliers sous leur véritable nationalité, leur droit de propriété est confirmé par le présent protocole.

amount of the capital actually employed by the said associated companies, branches, agencies and other representatives, or in respect of the profits and revenues which may serve to determine the amount of capital employed, if it is impossible to ascertain the amount of that capital.

Article 11.

It is agreed that neither of the Contracting Parties may invoke the benefit of the most-favoured-nation clause provided for in the present Convention in order to claim on behalf of its nationals and companies any rights other or more extensive than those which it grants to the nationals and companies of the other Contracting Party.

Article 12.

The present Convention shall enter into force one month after the date of the exchange of ratifications, and shall remain in operation for two years.

Unless denounced by one or other of the Contracting Parties at least six months before the expiration of the said period of two years, it shall remain in force until it is denounced, and such denunciation shall not take effect until after the expiration of six months.

Article 13.

The present Convention shall be ratified together with its Additional Protocol, which constitutes an integral part thereof, and the ratifications shall be exchanged at Berne as soon as possible.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

(Signed) Henri MARTIN.

(Signed) Ali DJENANI.

(Signed) A. CHEVKI.

ADDITIONAL PROTOCOL.

(1) On proceeding to sign the Convention on Residence and Business concluded this day, the undersigned, being duly authorised for the purpose, agree that, as regards urban and rural immovable property acquired under any title and possessed in any form whatever by Swiss nationals or corporations of Swiss nationality at the time of the coming into force of the present Convention, the Government of the Turkish Republic shall take the necessary steps to allow bona-fide owners to obtain, without payment of fresh transfer duties and as provided by the Temporary Clause in Article 4 of the Provisional Law of 5 Djémaziul-ewel 1331 of the Hegira (March 30th, 1329/1913) on the Possession of Immovable Property, deliverance of title-deeds duly established in their name as against all other deeds relating to such property which may have been established in the name of a third party as intermediary, whatever the nationality of that party.

(2) Swiss nationals and corporations having acquired immovable property in their own name under cover of another nationality, shall have the right to have their title-deeds corrected by the insertion of their real nationality.

(3) The property rights of Swiss nationals and corporations already possessing immovable property under their real nationality are confirmed by the present Protocol.

4. De même, seront délivrés aux ressortissants suisses, à condition pour eux d'acquitter les droits de mutation, les titres de propriété afférents aux immeubles tant urbains que ruraux qui leur sont échus par succession.

5. Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux biens qui seraient inscrits au nom d'échangeables ou d'absents (« *mutegaib* ») au sens de la législation turque.

6. Les formalités à accomplir, aux fins de ce qui précède, par les propriétaires suisses véritables des immeubles ci-dessus décrits, devront être entamées dans les six mois qui suivront le jour de l'entrée en vigueur de la présente convention et de son protocole additionnel.

ANGORA, le 7 août 1927.

(Signé) Henri MARTIN.

(Signé) Ali DJENANI

(Signé) A. CHEVKI.

Pour copie conforme :

Berne, le 12 mai 1928.

Le vice-chancelier :

Leimgrüber.

(4) Similarly, the title-deeds relating to urban and rural immovable property to which Swiss nationals are entitled by inheritance shall be handed over to them on payment of the transfer duties.

(5) The foregoing provisions shall not apply to property inscribed in the name of exchangeable persons or absentees (« *mutegaib* ») under Turkish law.

(6) The formalities to be accomplished for the above purposes by the real Swiss owners of the aforementioned property must be initiated within six months from the entry into force of the present Convention and its Additional Protocol.

ANGORA, August 7, 1927.

(Signed) Henri MARTIN.

(Signed) Ali DJENANI.

(Signed) A. CHEVKI.

N° 1707.

ESPAGNE ET FRANCE

Convention générale de navigation
aérienne et déclaration y annexée.
Signées à Madrid, le 22 mars 1928.

SPAIN AND FRANCE

General Convention regarding Air
Navigation and Declaration an-
nexed thereto. Signed at Madrid,
March 22, 1928.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N^o 1707. — CONVENTION¹ GÉNÉRALE DE NAVIGATION AÉRIENNE ENTRE L'ESPAGNE ET LA FRANCE. SIGNÉE A MADRID, LE 22 MARS 1928.

No. 1707. — CONVENIO¹ GENERAL DE NAVEGACIÓN AÉREA ENTRE FRANCIA Y ESPAÑA. FIRMADO EN MADRID EL 22 DE MARZO DE 1928.

Textes officiels français et espagnol communiqués par le ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 mai 1928.

French and Spanish official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Convention took place May 14, 1928.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, animés du désir de faciliter le développement par l'air des communications entre la France et l'Espagne, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA FRANCESA y SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA, animados del deseo de facilitar el desarrollo de las comunicaciones aéreas entre Francia y España, han resuelto ajustar un Convenio a este efecto y han nombrado para ello por sus Plenipotenciarios ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

EL EXCMO. SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA FRANCESA :

Monsieur Adrien THIERRY, chargé d'Affaires de France à Madrid, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre royal d'Isabelle la Catholique et de l'Ordre de Victoria, de la Grande-Bretagne ;

al Sr. Adrien THIERRY, Encargado de Negocios de Francia en Madrid, Caballero de la Legión de Honor, Comendador de la Real Orden de Isabel la Católica y de la Orden de Victoria, de la Gran Bretaña ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA :

Son Excellence Don Miguel PRIMO DE RIVERA Y ORBANEJA, marquis de Estella, président de Son Conseil des Ministres et Son ministre d'Etat, Grand d'Espagne, lieutenant général des armées, décoré de la Grand' Croix, laurée, de l'Ordre royal et militaire de Saint Ferdinand, chevalier Grand' Croix des Ordres de Saint Hermenegilde, du Mérite militaire, du Mérite naval, de Pie IX du Saint-Siège, de la Légion d'honneur de France,

al Excmo. Sr. D. Miguel PRIMO DE RIVERA y ORBANEJA, Marqués de Estella, Presidente de Su Consejo de Ministros y Su Ministro de Estado, Grande de España, Teniente General de los Ejércitos, condecorado con la Gran Cruz laureada de la Real y Militar Orden de San Fernando, Caballero Gran Cruz de las Ordenes de San Hermenegildo, del Mérito Militar, del Mérito Naval, de Pio IX de la Santa Sede, de la Legión de Honor de Francia,

¹ Entrée en vigueur le 22 mars 1928.

¹ Came into force March 22, 1928.

de Saint-Benoît d'Avis du Portugal, des Saints Maurice et Lazare d'Italie, et du Mérite du Chili, Son Gentilhomme de la Chambre en exercice et service ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes accorde, en temps de paix, aux aéronefs de l'autre Partie contractante qui y sont régulièrement immatriculés, la liberté de passage au-dessus de son territoire pourvu que soient observées les conditions de la présente convention.

Il est entendu, toutefois, que l'établissement ou l'exploitation par une entreprise ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes de lignes aériennes régulières passant au-dessus du territoire de l'autre Partie contractante (avec ou sans escale), sera subordonné à des conventions spéciales entre les deux gouvernements. Ces conventions spéciales pourront préciser les conditions d'application de la présente convention générale et, éventuellement, les extensions apportées à certaines de ses dispositions.

Pour le fonctionnement des lignes aériennes ainsi autorisées, chacune des Hautes Parties contractantes accordera à l'autre le traitement de la nation la plus favorisée.

Au sens de la présente convention, le « territoire » signifie les territoires métropolitains et coloniaux, ainsi que les zones d'influence française et espagnole au Maroc, y compris les eaux territoriales ; sont incluses dans les territoires métropolitains pour l'Espagne, les îles Baléares, les îles Canaries, Méllila et Ceuta, pour la France, la Corse.

Par aéronefs, on comprend les aéronefs privés et les aéronefs d'Etat affectés exclusivement à un service commercial ou postal.

Aucun aéronef d'Etat qui ne serait pas affecté exclusivement à un service commercial ou postal par l'une des Hautes Parties contractantes, et, en particulier, aucun aéronef militaire, ne pourra survoler le territoire de l'autre Haute Partie contractante, ou y atterrir, sans une autorisation spéciale de cette dernière. Pour autant que cette autorisation ne précisera pas de dérogation, les stipulations de la présente convention

de San Benito de Avis de Portugal, de San Mauricio y San Lázaro de Italia y del Mérito de Chile, Su Gentilhomme de Cámara con ejercicio y servidumbre,

los cuales, después de haberse comunicado sus Plenipotencias respectivas, halladas en buena y debida forma, han convenido los artículos siguientes :

Artículo primero.

Cada una de las Altas Partes contratantes concede, en tiempo de paz, a las aeronaves de la otra Parte contratante en ella regularmente matriculadas, la libertad de paso sobre su territorio siempre que sean observadas las condiciones del presente Convenio.

Se entiende, sin embargo, que el establecimiento o la explotación por una empresa perteneciente a una de las Altas Partes contratantes de líneas aéreas regulares, que pasen sobre el territorio de la otra Alta Parte contratante (con o sin escala) estarán subordinados a Convenios especiales entre ambos Gobiernos. Estos Convenios especiales podrán precisar las condiciones de aplicación del presente Convenio general y, eventualmente, las extensiones que se den a algunas de sus disposiciones.

Para el funcionamiento de las líneas aéreas así autorizadas, cada una de las Altas Partes contratantes concederá a la otra el trato de nación más favorecida.

A los efectos del presente Convenio « territorio » significa los territorios metropolitanos y coloniales, así como las zonas de influencia francesa y española de Marruecos, incluso las aguas jurisdiccionales ; se incluyen en los territorios metropolitanos, por lo que respecta a España, las islas Baleares y Canarias, Melilla y Ceuta, y por lo que a Francia se refiere, Córcega.

Por aeronaves se entiende las aeronaves particulares y las de Estado dedicadas exclusivamente a un servicio comercial o postal.

Ninguna aeronave de Estado que no estuviera destinada exclusivamente a un servicio comercial o postal por una de las Altas Partes contratantes, y especialmente ninguna aeronave militar, podrá volar por encima del territorio de la otra Alta Parte contratante o aterrizar en él sin una autorización especial de esta última. En tanto esta autorización no las derogue, se aplicarán a las aeronaves de que se

seront applicables aux aéronefs en question ainsi que toutes réglementations en vigueur à l'époque du vol. Dans le cas où il viendrait à atterrir, l'aéronef jouissant d'une telle autorisation spéciale bénéficierait, en principe, à moins de stipulations contraires, des privilèges habituellement accordés aux bâtiments de guerre étrangers.

Il est notamment précisé que tout aéronef commandé par un militaire commissionné à cet effet, est considéré comme aéronef militaire.

Article 2.

Les aéronefs ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes, leur équipage et leurs passagers, leurs bagages et leur chargés, lorsqu'ils se trouveront sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, seront soumis aux obligations résultant des dispositions qui seront en vigueur dans l'Etat survolé, notamment aux prescriptions relatives à la navigation aérienne en général, en tant qu'elles s'appliquent à tous les aéronefs étrangers, sans distinction de nationalité, aux droits de douane et autres droits réglementaires, aux interdictions d'exportation et d'importation, au transport de personnes et de marchandises, à la sécurité et à l'ordre public, au régime des passeports et aux prescriptions sanitaires éventuelles. Ils seront aussi soumis aux autres obligations résultant de la législation générale qui sera en vigueur, à moins qu'il n'en ait été prévu autrement dans la présente convention.

Pour le trafic des lignes aériennes régulières, des accords spéciaux pourront être passés entre les gouvernements des deux pays sur les questions traitées dans le paragraphe précédent.

Le transport commercial de personnes et d'objets entre deux points quelconques du territoire national pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

Le combustible à bord ne sera pas passible de droit de douane, pourvu que la quantité ne dépasse pas celle nécessaire à l'accomplissement du voyage.

Article 3.

Les deux Parties contractantes pourront interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones territoriales, sous réserve qu'il ne soit fait aucune distinction à cet égard entre leurs aéronefs nationaux et ceux ressortissant

trata las estipulaciones del presente Convenio, así como todas las disposiciones reglamentarias vigentes en el momento del vuelo. En caso de aterrizaje, la aeronave, provista de dicha autorización especial, gozará en principio, a menos de estipulación en contrario, de los privilegios habitualmente concedidos a los buques de guerra extranjeros.

Queda especialmente determinado que se considerará como aeronave militar toda aeronave mandada por un militar comisionado con este objeto.

Artículo 2.

Las aeronaves pertenecientes a una de las Altas Partes contratantes, su tripulación, sus pasajeros, su equipaje y el cargamento, cuando se encuentren sobre el territorio de la otra Alta Parte contratante, se someterán a las obligaciones que resulten de las disposiciones vigentes en el Estado atravesado, principalmente a las relativas a la navegación aérea en general, en cuanto dichas disposiciones se apliquen a todas las aeronaves extranjeras sin distinción de nacionalidad, a los derechos de aduanas y demás derechos reglamentarios, a las prohibiciones de exportación y de importación, al transporte de personas y de mercancías, a la seguridad y al orden público, al régimen de pasaportes y a las eventuales prescripciones sanitarias. Estarán sometidas, además, a las demás obligaciones que resulten de la legislación general vigente, salvo las disposiciones en contrario del vigente Convenio.

Para el tráfico de las líneas aéreas regulares, podrán concertarse Acuerdos especiales entre los Gobiernos de los dos países respecto de las cuestiones tratadas en el apartado precedente.

El transporte comercial de personas y de cosas entre dos puntos cualesquiera del territorio nacional, podrá reservarse a las aeronaves nacionales.

El combustible a bordo estará exento del impuesto de aduana en cuanto no exceda de la cantidad necesaria para realizar el viaje.

Artículo 3.

Las dos Altas Partes contratantes podrán prohibir la navegación aérea sobre determinadas zonas territoriales, con la reserva de que no haga diferencia alguna a este respecto entre las aeronaves nacionales y las pertenecientes al

à l'autre Etat, sauf naturellement la réserve de l'usage des droits de souveraineté de chacune des deux Hautes Parties contractantes sur son territoire quant à l'emploi des aéronefs d'Etat autres que ceux affectés exclusivement à un service commercial ou postal, tels que les aéronefs militaires, les aéronefs de police, ou les aéronefs douaniers. Chacun des États contractants devra faire connaître à l'autre Etat les zones territoriales au-dessus desquelles la navigation aérienne sera interdite.

De plus, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de restreindre ou d'interdire provisoirement en partie ou complètement, dans des circonstances exceptionnelles et avec effet immédiat, la navigation aérienne au-dessus de son territoire, à condition qu'il ne soit fait, à cet égard, aucune distinction entre les aéronefs ressortissants à l'autre Partie contractante et ceux ressortissant à tous autres pays étrangers.

Article 4.

Tout aéronef qui s'engagerait au-dessus d'une zone interdite serait tenu, dès qu'il s'en apercevrait, de donner le signal de détresse prescrit par le règlement de la navigation aérienne de l'Etat survolé ; il devrait, en outre, atterrir ou amerrir en dehors de la zone interdite, le plus tôt et le plus près possible sur l'un des aérodromes de cet Etat. La même obligation s'appliquera à tout aéronef auquel il serait fait un signal spécial réglementaire, l'avertissant qu'il survole une zone interdite.

Article 5.

Les aéronefs devront être munis de signes distinctifs clairement visibles et permettant de constater leur identité pendant le vol (marques de nationalité et d'immatriculation). Ils porteront, en outre, le nom et le domicile du propriétaire.

Les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité et de tous autres documents prescrits pour la navigation aérienne dans leur pays d'origine.

Tous les membres de l'équipage qui exerceront dans l'aéronef une activité soumise dans leur pays d'origine à une autorisation spéciale, devront être munis des papiers prescrits dans leur pays d'origine pour la navigation aérienne et,

otro Estado, salvo naturalmente la reserva del uso de los derechos de soberanía de cada una de las dos Altas Partes contratantes en su territorio en cuanto al empleo de las aeronaves de Estado, distintas de las destinadas exclusivamente a un servicio comercial o postal, tales como las aeronaves militares, las de policía o las aduaneras. Cada una de las Altas Partes contratantes deberá poner en conocimiento de la otra, cuales sean las zonas territoriales sobre las cuales se prohíbe la navegación aérea.

Además, cada una de las Altas Partes contratantes se reserva el derecho de restringir o de prohibir provisionalmente, total o parcialmente, en circunstancias excepcionales y con efecto inmediato, la navegación aérea sobre su territorio, siempre que no se haga, a este respecto, diferencia alguna entre las aeronaves pertenecientes a la otra Alta contratante y las pertenecientes a los demás países extranjeros.

Artículo 4.

Toda aeronave que se encuentre sobre una zona prohibida estará obligada, en cuanto se perciba de ello, a dar la señal de alarma prescrita por el Reglamento de Navegación Aérea del Estado sobre el cual vuela ; deberá además aterrizar o amarrar lo antes y lo más cerca posible en uno de los aeródromos de este Estado. Tendrá la misma obligación cualquier aeronave a la que se hiciese una señal especial reglamentaria, advirtiéndola que vuela sobre una zona prohibida.

Artículo 5.

Las aeronaves estarán provistas de signos distintivos, claramente visibles, que permitan comprobar su identidad durante el vuelo (marcas de nacionalidad y de matrícula). Llevarán, además, el nombre y domicilio del propietario.

Las aeronaves deberán ir provistas de certificados de matrícula y de navegabilidad, así como de todos los demás documentos prescritos para la navegación aérea en su país de origen.

Todos los individuos de la tripulación que ejerzan en la aeronave una actividad sometida en su país de origen a autorización especial, deberán ir provistos de los documentos prescritos en su país de origen para la navegación aérea

notamment, des brevets et licences réglementaires.

Les autres membres de l'équipage devront être munis de pièces mentionnant leur occupation à bord, leur profession, leur identité, leur nationalité.

Les certificats de navigabilité, brevets d'aptitude et licences délivrés ou rendus exécutoires par l'une des Hautes Parties contractantes pour l'aéronef ou l'équipage, seront valables dans l'autre Etat au même titre que les documents correspondants délivrés ou rendus exécutoires par celui-ci. Il est toutefois précisé que les brevets et licences des équipages ne seront valables que pour la conduite d'aéronefs immatriculés dans le pays qui les aura délivrés ; il ne pourra être dérogé à cette règle que sur autorisation spéciale des autorités aéronautiques de l'Etat survolé.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de refuser de reconnaître, pour la navigation intérieure sur son territoire, les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses ressortissants par l'autre Partie contractante. L'équipage et les voyageurs, pour autant qu'il n'en aura pas été convenu autrement, devront être munis des papiers exigibles d'après les prescriptions en vigueur pour le trafic international.

Article 6.

Sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, les aéronefs de l'autre Haute Partie contractante ne pourront être munis d'appareils de radio-communication que pour autant que cela sera permis par les deux Etats contractants. L'emploi de ces appareils sera naturellement soumis à la réglementation en vigueur dans l'Etat survolé au moment où ils seront mis en œuvre. De tels appareils ne devront être utilisés que par des membres de l'équipage porteurs d'une autorisation spéciale délivrée à cet effet par leur Etat d'origine.

Pour des raisons de sécurité, les deux Etats contractants se réservent d'édicter des règlements relativement à l'équipement obligatoire des aéronefs avec des appareils de radio-communication.

Article 7.

Les aéronefs, leurs équipages et les voyageurs ne pourront emporter ni armes, ni munitions,

et spécialement de los diplomas y licencias reglamentarios.

Los demás individuos de la tripulación deberán llevar documentos que indiquen su ocupación a bordo, su profesión, identidad y nacionalidad.

Los certificados de navegabilidad, diplomas de aptitud y licencias expedidos o revalidados por una de las Altas Partes contratantes para la aeronave o la tripulación, serán válidos en el otro Estado al mismo título que los documentos correspondientes expedidos o revalidados por este Estado. Se precisa, sin embargo, que los diplomas y licencias de las tripulaciones solo serán válidos para la conducción de aeronaves matriculadas en el país que les hubiese expedido ; sólo podrá faltarse a esta regla mediante una autorización especial de las autoridades aeronáuticas del Estado sobre el cual se vuela.

Cada una de las Altas Partes contratantes se reserva el derecho de no reconocer para la navegación interior sobre su territorio los diplomas de aptitud y licencias expedidos a sus súbditos por la otra Parte contratante.

La tripulación y los viajeros, en tanto nada se pacte en contrario, deberán ir provistos de los documentos exigibles con arreglo a las prescripciones vigentes para el tráfico internacional.

Artículo 6.

Sobre el territorio de una de las Altas Partes contratantes, las aeronaves de la otra Alta Parte contratante no podrán estar provistas de aparatos de radiocomunicación, sino en cuanto se permita por los dos Estados contratantes. El empleo de estos aparatos se regirá naturalmente por las disposiciones vigentes en el Estado sobre que se vuela en el momento de ponerlos en servicio. Tales aparatos sólo deberán ser utilizados por las personas de la tripulación provistas de autorización especial expedida a este efecto por su Estado de origen.

Por razones de seguridad, los dos Estados contratantes se reservan el derecho a dictar reglamentos relativos a la instalación obligatoria de aparatos de radiocomunicación en las aeronaves.

Artículo 7.

Las aeronaves, sus tripulaciones y los viajeros no podrán transportar armas ni municiones,

ni gaz nocifs, ni explosifs, ni appareils photographiques, si ce n'est avec l'autorisation de l'Etat dans le domaine aérien duquel l'aéronef se trouvera.

Pour des raisons de sécurité publique, chacune des Hautes Parties contractantes pourra limiter sur le territoire de sa souveraineté le transport d'objets autres que ceux déterminés au premier paragraphe du présent article, à condition qu'il ne soit fait aucune distinction entre les aéronefs nationaux et ceux de l'autre Haute Partie contractante.

Article 8.

Les aéronefs transportant des voyageurs et des marchandises devront être munis d'une liste nominative des voyageurs et, pour les marchandises, d'un manifeste descriptif de la cargaison en nature et quantité, ainsi que des déclarations en douane nécessaires.

Si, à l'arrivée d'un aéronef, une divergence est constatée entre les marchandises transportées et les documents ci-dessus mentionnés, les autorités douanières du port d'arrivée devront se mettre directement en rapport avec les autorités douanières compétentes de l'autre Etat contractant.

Le transport d'envois postaux sera réglé directement entre les administrations postales des deux Etats contractants par voie d'arrangements spéciaux.

Article 9.

Dans tous les cas de départ ou d'atterrissage, chaque Etat contractant pourra faire visiter sur son territoire, par les autorités compétentes, les aéronefs de l'autre Etat et faire examiner les certificats et autres documents prescrits.

Article 10.

Les aérodromes à la disposition de la navigation aérienne publique seront accessibles aux aéronefs des deux Etats. Ceux-ci pourront utiliser également les services de renseignements météorologiques, de liaisons radioélectriques, de balisage et de signalisation de jour et de nuit. Les taxes éventuelles (taxes d'atterrissage, de séjour, etc.) seront les mêmes pour les aéronefs nationaux et ceux ressortissant à l'autre Etat.

gases nocivos ni explosivos, ni aparatos fotográficos, sino con autorización del Estado, en cuyo dominio aéreo se encuentre la aeronave.

Por razones de seguridad pública, cada una de las Altas Partes contratantes podrá limitar en el territorio de su soberanía el transporte de cosas distintas de las determinadas en el apartado primero del presente artículo, a condición de que no se haga diferencia alguna entre las aeronaves nacionales y las de la otra Alta Parte contratante.

Artículo 8.

Las aeronaves que transporten viajeros y mercancías deberán ir provistas de una lista nominal de los viajeros y un manifiesto para las mercancías, en el cual se describa la naturaleza y cantidad del cargamento, así como las declaraciones necesarias para la aduana.

Si, a la llegada de una aeronave, se comprueba una divergencia entre las mercancías transportadas y los documentos arriba citados, las autoridades aduaneras del puerto de llegada deberán ponerse directamente en comunicación con las autoridades aduaneras competentes del otro Estado contratante.

El transporte de envíos postales se regulará directamente entre las Administraciones de Correos de los dos Estados contratantes mediante arreglos especiales.

Artículo 9.

En todos los casos de salida o aterrizaje, cada Estado contratante podrá hacer visitar en su territorio por las autoridades competentes las aeronaves del otro Estado y examinar los certificados y demás documentos prescritos.

Artículo 10.

Los aeródromos abiertos a la navegación aérea pública serán accesibles a las aeronaves de ambos Estados. Estos podrán utilizar igualmente los servicios de información meteorológica, conexión radioeléctrica, balizas y señales diurnas y nocturnas. Los impuestos eventuales (de aterrizaje, estancia, etc.) serán los mismos para las aeronaves nacionales y las pertenecientes al otro Estado.

Pour les services réguliers des lignes aériennes des facilités spéciales pourront être convenues par les gouvernements des deux Hautes Parties contractantes.

Article 11.

A l'entrée et à la sortie, les aéronefs à destination ou en provenance d'un des Etats contractants ne pourront se diriger que sur un aérodrome ouvert à la navigation aérienne publique et classé comme aérodrome douanier (avec service de contrôle des passeports) et ce, sans atterrissage intermédiaire entre la frontière et l'aérodrome. Dans des cas spéciaux, les autorités compétentes pourront autoriser le départ ou l'arrivée sur d'autres aérodromes où seront effectués les opérations de dédouanement et le contrôle des passeports. L'interdiction d'atterrissage intermédiaire s'applique également à ces cas spéciaux.

En cas d'atterrissage forcé en dehors des aérodromes visés à l'alinéa premier, soit par raison de force majeure, soit dans les cas prévus à l'article 4, le commandant de bord, l'équipage et les passagers devront se conformer à la réglementation concernant la navigation aérienne, les questions douanières, le régime des passeports, en vigueur dans l'Etat sur le territoire duquel a lieu l'atterrissage.

Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront la liste des aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique. Cette liste définira ceux d'entre eux qui sont classés comme aérodromes douaniers. Toute modification apportée à cette liste, ainsi que toute restriction même temporaire du droit d'utiliser l'un de ces aérodromes, devront être immédiatement communiquées à l'autre Partie contractante.

Article 12.

Les frontières communes des deux Parties contractantes ne seront franchies qu'entre les points déterminés d'un commun accord. Les frontières non communes seront franchies entre les points fixés par celui des deux Etats dont elles limitent le territoire.

Il est d'ores et déjà prévu que toute zone dans laquelle l'une des Parties contractantes autorise le franchissement de ses frontières communes ou non communes par ses aéronefs nationaux ou des aéronefs d'autre nationalité,

Los Gobiernos de las dos Altas Partes contratantes podrán convenir facilidades especiales para los servicios regulares de las líneas aéreas.

Artículo 11.

A la llegada y a la salida, las aeronaves destinadas a, o procedentes de uno de los Estados contratantes, no podrán dirigirse sino a un aeródromo aduanero (con servicio de revisión de pasaportes), sin aterrizaje intermedio entre la frontera y el aeródromo. En casos especiales las autoridades competentes podrán autorizar la salida o llegada a otros aeródromos en los cuales se verificarán las operaciones de aduana y la revisión de pasaportes. La prohibición de aterrizaje intermedio se aplicará igualmente a estos casos especiales.

En caso de aterrizaje forzoso fuera de los aeródromos a que se refiere el apartado primero, sea por razón de fuerza mayor, sea en los casos previstos en el art. 4, el Comandante de la aeronave, la tripulación y los pasajeros deberán atenerse a las disposiciones relativas a la navegación aérea, formalidades aduaneras y régimen de pasaportes, vigentes en el Estado en cuyo territorio tiene lugar el aterrizaje.

Las dos Altas Partes contratantes se comunicarán la lista de los aerodromos abiertos a la navegación aérea pública. Esta lista definirá los que estén clasificados como aeródromos aduaneros. Cualquier modificación introducida en esta lista, así como cualquier restricción aun temporal del derecho de utilizar uno de estos aeródromos, deberá comunicarse inmediatamente a la otra Alta Parte contratante.

Artículo 12.

Las fronteras comunes de ambas Partes contratantes no se franquearán más que entre los puntos determinados de común acuerdo. Las fronteras no comunes se franquearán entre los puntos fijados por aquel de los dos Estados cuyo territorio limiten.

Queda convenido desde luego que todas las zonas en las cuales una de las Partes contratantes autorice el paso de sus fronteras comunes o no comunes a sus aeronaves nacionales o a las de otra nacionalidad, podrá utilizarse ipso

pourra être utilisée *ipso facto* pour le passage des aéronefs ressortissants à l'autre Partie contractante.

Article 13.

En fait de lest, il ne pourra être jeté que du sable fin ou de l'eau.

Article 14.

En cours de route, ne pourront être jetés ou abandonnés d'une autre manière, en dehors du lest, que des objets ou des matières pour lesquels l'Etat au-dessus du territoire duquel il sera procédé à cette opération, aura accordé une autorisation spéciale.

Article 15.

Pour toutes les questions de nationalité à envisager dans l'application de la présente convention, il est entendu que les aéronefs ont la nationalité de l'Etat sur le registre duquel ils sont régulièrement immatriculés.

Un aéronef ne peut être immatriculé dans un des deux Etats que s'il appartient en entier à des ressortissants de cet Etat. Si le propriétaire est une société, cette société, quelle que soit sa forme, doit satisfaire à toutes les conditions qu'exigent la législation française ou la législation espagnole pour être considérée comme étant respectivement de nationalité française ou espagnole.

Article 16.

Les deux Hautes Parties contractantes échangeront entre elles, dans le mois qui suivra la ratification de la présente convention, les listes d'inscription sur le registre matricule; elles échangeront ensuite chaque mois, les listes d'inscriptions et de radiations d'inscriptions effectuées au cours du mois précédent.

Article 17.

Tout aéronef passant ou transitant à travers l'atmosphère d'un des deux Etats contractant et effectuant seulement les atterrissages et arrêts raisonnablement nécessaires, pourra être soustrait à la saisie pour contrefaçon d'un

facto para el paso de las aeronaves pertenecientes a la otra Alta Parte contratante.

Artículo 13.

No podrá arrojarse lastre que no sea arena fina o agua.

Artículo 14.

Durante el vuelo, y aparte del lastre, no podrán arrojarse o abandonarse de otra manera objetos o materias para los cuales el Estado sobre cuyo territorio se proceda a esta operación no haya concedido una autorización especial.

Artículo 15.

Para todas las cuestiones de nacionalidad que surjan en la aplicación del presente Convenio, se entiende que las aeronaves tienen la nacionalidad del Estado en cuyo registro están matriculadas regularmente.

Una aeronave no podrá matricularse en ninguno de los dos Estados si no pertenece enteramente a súbditos de este Estado. Si el propietario es una sociedad, cualquiera que fuera la forma de ésta, deberá satisfacer todas las condiciones exigidas por la legislación francesa o la española para que se la considere como de nacionalidad francesa o española, respectivamente.

Artículo 16.

Las dos Altas Partes contratantes cambiarán entre ellas, durante el mes siguiente a la ratificación del presente Convenio las listas de inscripción en el registro de matrícula, y ulteriormente, cada mes, las listas de inscripciones y anulaciones de inscripción efectuadas en el transcurso del mes precedente.

Artículo 17.

Toda aeronave que pase o atraviese la atmósfera por encima de uno de los Estados contratantes, y que efectúe solamente los aterrizajes y las detenciones razonablemente necesarios, podrá sustraerse al embargo por falsificación

brevet, dessin ou modèle, moyennant le dépôt d'un cautionnement dont le montant, à défaut d'accord amiable, sera fixé dans le plus bref délai possible par l'autorité compétente du lieu de la saisie.

Article 18.

Les aéronefs ressortissant aux deux Etats contractants auront droit pour l'atterrissage, notamment en cas de détresse, aux mêmes mesures d'assistance que les aéronefs nationaux.

Le sauvetage des appareils perdus en haute mer sera réglé, sauf convention contraire, par les principes du droit maritime résultant des conventions internationales qui seront en vigueur ou, à leur défaut, des lois nationales des sauveteurs.

Le régime des sanctions applicables aux aéronefs contrevenant aux règles de la présente convention sera le même que celui prévu dans les règlements édictés par chaque Haute Partie contractante pour ses aéronefs nationaux.

Article 19.

Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront mutuellement toutes les prescriptions en vigueur sur la navigation aérienne dans leur territoire.

Article 20.

Les détails d'application de la présente convention seront réglés, toutes les fois que ce sera possible, par entente directe entre les diverses administrations compétentes des deux Parties contractantes (notamment pour régler les formalités douanières).

Toute contestation au sujet de l'application de la présente convention, qui n'aurait pu être résolue amiablement par la voie diplomatique ordinaire, sera d'abord soumise à l'examen d'une commission de conciliation constituée par un membre du côté français, un autre du côté espagnol, et un président nommé d'un commun accord. Les membres, ainsi que le président, seront nommés chaque fois qu'un nouveau cas le rendra nécessaire. Si les Hautes Parties contractantes ne se mettaient pas d'accord au sujet de la nomination du président ou de la sentence prononcée par la commission dont il s'agit, le litige serait soumis au Tribunal permanent de Justice internationale de la Haye.

de una patente, dibujo o modelo, mediante el depósito de una fianza cuyo importe a falta de acuerdo amigable, se fijará en el plazo más breve posible por la autoridad competente del lugar del embargo.

Artículo 18.

Las aeronaves pertenecientes a los dos Estados contratantes tendrán derecho, para el aterrizaje, especialmente en caso de peligro, a los mismos auxilios que las aeronaves nacionales.

El salvamento de los aparatos perdidos en alta mar se regulará, salvo convenio en contrario, por los principios del derecho marítimo resultantes de los Convenios internacionales, o a falta de éstos, por las leyes nacionales de quien realice el salvamento.

El régimen de las sanciones aplicables a las aeronaves que faltasen a las reglas del presente Convenio será el mismo que el establecido en los Reglamentos dictados por cada una de las Altas Partes contratantes para sus aeronaves nacionales.

Artículo 19.

Las dos Altas Partes contratantes se comunicarán mutuamente todas las disposiciones vigentes en su territorio sobre la navegación aérea.

Artículo 20.

Los detalles de aplicación del presente Convenio se regularán, siempre que sea posible, mediante acuerdo directo entre las diversas Administraciones competentes de las dos Altas Partes contratantes (especialmente para regular las formalidades aduaneras).

Cualquier divergencia, en cuanto a la aplicación del presente Convenio, que no haya podido ser resuelta amigablemente por la vía diplomática ordinaria, se someterá al examen de una Comisión de conciliación formada por un miembro por parte de Francia, otro por parte de España y un Presidente nombrado de común acuerdo. Los miembros, así como el Presidente, se nombrarán cada vez que un nuevo caso lo exija. Si las Altas Partes contratantes no se pusiesen de acuerdo respecto del nombramiento de Presidente o del fallo pronunciado por la citada Comisión, se someterá el litigio al Tribunal Permanente de Justicia Internacional de El Haya.

Article 21.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra, à tout moment, dénoncer la présente convention avec un préavis de douze mois.

Article 22.

La présente convention devra être ratifiée et les ratifications seront échangées à Madrid le plus tôt qu'il sera possible. Elle entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Madrid, en français et en espagnol, en double expédition, le vingt-deux mars mil neuf cent vingt-huit.

(*Signé*) Adrien THIERRY.

Copie certifiée conforme.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole :*

P. de Fouquières.

Les soussignés autorisés à cet effet sont convenus que les Conventions entre la France et l'Espagne au sujet de la navigation aérienne et la Convention spéciale pour l'établissement et le service général des lignes aériennes françaises et espagnoles en date de ce jour, entreront en vigueur dans les deux pays du jour de la signature de ces accords.

En foi de quoi ils signent la présente déclaration en double expédition, en français et en espagnol, à Madrid, le 22 mars 1928.

Pour copie certifiée conforme.

*Le Ministre Plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole :*

P. de Fouquières.

Artículo 21.

Cada una de las Altas Partes contratantes podrá, en cualquier momento denunciar el presente Convenio, mediante aviso con doce meses de anticipación.

Artículo 22.

El presente Convenio habrá de ser ratificado y las ratificaciones se canjearán en Madrid lo antes posible, entrando en vigor en la fecha del canje de ratificaciones.

En testimonio de lo cual los Plenipotenciarios respectivos firman el presente Convenio, que roboran con sus sellos.

Hecho en Madrid, en francés y en español, por duplicado, el veintidos de Marzo de mil novecientos veintiocho.

(*firmado*) PRIMO DE RIVERA.

(*Signé*) Adrien THIERRY.

(*Signé*) PRIMO DE RIVERA.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Los infrascritos, autorizados al efecto, convienen en que los Convenios entre España y Francia relativos a la navegación aérea y el Convenio especial para el establecimiento y servicio general de las líneas aéreas españolas y francesas, fecha de hoy, entren en vigor en ambos países el día de la firma de los referidos pactos.

En testimonio de lo cual, firman la presente declaración en doble ejemplar en español y en francés, en Madrid a 22 de Marzo de 1928.

(*Firmado*) Miguel PRIMO DE RIVERA.

(*Firmado*) Adrien THIERRY.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1707. — GENERAL CONVENTION BETWEEN SPAIN AND FRANCE REGARDING AIR NAVIGATION. SIGNED AT MADRID, MARCH 22, 1928.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, being desirous of promoting the development of air communications between France and Spain, have decided to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Adrien THIERRY, French Chargé d'Affaires at Madrid, Chevalier of the Legion of Honour, Commander of the Royal Order of Isabella the Catholic and of the Royal Victorian Order of Great Britain ;

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency Don Miguel PRIMO DE RIVERA Y ORBANEJA, Marquis de Estella, Prime Minister and Minister of State, Grandee of Spain, Lieutenant-General of the Armies, decorated with the Grand Cross with laurels of the Royal and Military Order of St. Ferdinand, Knight Grand Cross of the Orders of St. Hermenegilde, of Military Merit, of Naval Merit, of Pius IX of the Holy See, of the French Legion of Honour, of St. Benedict of Aviz of Portugal, of St. Maurice and St. Lazarus of Italy and of Merit of Chile, His Majesty's Gentleman of the Chamber ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

Each of the High Contracting Parties shall in time of peace grant to the aircraft of the other Contracting Party duly registered in the territory of the latter, freedom of passage over its territory, provided that the conditions set forth in the present Convention are observed.

It is understood, however, that the establishment or operation by any undertaking, possessing the nationality of one of the High Contracting Parties, of regular air lines over the territory of the other Contracting Party (with or without a stop) shall be governed by special conventions between the two Governments. These special conventions may define the conditions governing the application of the present general Convention and any extensions of certain of its terms.

The High Contracting Parties shall grant each other most-favoured-nation treatment as regards the working of air lines so authorised.

For the purposes of the present Convention, the term "territory" shall be taken to mean the territories of the mother countries and their colonies and the French and Spanish zones of influence in Morocco, and shall include territorial waters. The territory of the mother country shall include, in the case of Spain, the Balearic Islands, the Canary Islands, Melilla and Ceuta ; and in the case of France, Corsica.

The term "aircraft" shall be taken to comprise private aircraft and State aircraft used exclusively for commercial or postal services.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

No State aircraft not used exclusively for a commercial or postal service by one of the High Contracting Parties and, in particular, no military aircraft, may fly over the territory of the other High Contracting Party or land there without special authorisation from the latter Party. Unless such authorisation provides otherwise, the terms of the present Convention and any regulations in force at the time of the flight shall apply to such aircraft. Should an aircraft holding such a special authorisation land, it shall, as a rule and in the absence of stipulations to the contrary, be granted the privileges customarily accorded to foreign ships of war.

Every aircraft commanded by a person in military service detailed for the purpose shall be deemed to be a military aircraft.

Article 2.

Aircraft possessing the nationality of either of the High Contracting Parties, and their crews and passengers, baggage and cargoes, when over the territory of the other High Contracting Party shall be subject to the obligations arising out of the regulations in force in the State flown over, particularly those relating to air navigation in general, in so far as they apply to all foreign aircraft irrespective of nationality, to Customs and other prescribed duties, to export and import prohibitions, to the transport of passengers and goods, to security and public order, to the passport régime and to any sanitary regulations. They shall also be obliged to conform to the other requirements of the general laws in force, except as otherwise provided in the present Convention.

For the traffic of regular air lines special agreements may be concluded between the Governments of the two countries on the questions dealt with in the preceding paragraph.

The commercial transport of persons and articles between any two points in the territory of one of the countries concerned may be reserved for the aircraft of that country.

The fuel on board shall not be liable to Customs duty provided that the quantity carried is not in excess of that required for the journey.

Article 3.

Either High Contracting Party may prohibit air navigation over certain territorial areas provided that no distinction in that respect is made between its own aircraft and those possessing the nationality of the other State. This stipulation shall naturally be subject to the exercise of the rights of sovereignty of each of the two High Contracting Parties over its own territory in respect of the use of State aircraft other than those employed exclusively for commercial or postal services, such as military, police or Customs aircraft. The Contracting States shall inform each other of the territorial areas over which air navigation is prohibited.

Further, each of the High Contracting Parties reserves the right provisionally to restrict or prohibit air navigation over its territory, either partially or completely, in exceptional circumstances and with immediate effect, provided that no distinction be made in that respect between the aircraft of the other Contracting Party and those of any other foreign countries.

Article 4.

Every aircraft which finds itself above a prohibited area shall, as soon as it is aware of the fact, give the signal of distress prescribed by the air navigation regulations of the State flown over. It shall also land or alight on the sea as soon as possible outside the prohibited area at one of the nearer aerodromes of that State. The same obligation shall apply to any aircraft receiving a special prescribed signal warning it that it is flying over a prohibited area.

Article 5.

Aircraft shall be provided with distinctive and clearly visible signs enabling them to be identified during flight (nationality and registration marks). They shall also bear the name and address of the owner.

They shall be provided with certificates of registration and airworthiness and all other documents prescribed for air navigation in their country of origin.

All members of the crew carrying out, on board aircraft, duties which in their country of origin are subject to special authorisation shall carry the papers prescribed in that country for air navigation and in particular the regulation certificates and licences.

The other members of the crew shall carry documents stating their duties on board, their occupation, identity and nationality.

Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences issued or rendered valid by either of the High Contracting Parties for aircraft or crews, shall be valid in the other State under the same conditions as the corresponding documents issued or rendered valid by that State. The certificates and licences of crews shall, however, be valid only for the flying of aircraft registered in the country issuing them, and no departure from this rule may be allowed except by special authorisation from the air authorities of the State flown over.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to refuse to recognise for the purpose of flights within the limits of its territory certificates of competency and licences issued to its nationals by the other Contracting Party. In the absence of agreement to the contrary, the crew and passengers shall carry the papers required by the regulations in force for international traffic.

Article 6.

Aircraft of either High Contracting Party, when in the territory of the other, may not carry wireless apparatus except as permitted by the two Contracting States. The use of such apparatus shall of course be subject to the regulations in force in the State flown over at the time when it is in use. Such apparatus shall only be used by members of the crew holding a special authorisation issued for the purpose by their State of origin.

For reasons of safety the two Contracting States reserve the right to issue regulations obliging aircraft to be equipped with wireless apparatus.

Article 7.

Aircraft and their crews and passengers may not carry arms, munitions, harmful or explosive gases or photographic apparatus, except by authorisation of the State in whose air space the aircraft happens to be.

For reasons of public safety, either of the High Contracting Parties may restrict, within the territory under its sovereignty, the conveyance of articles other than those specified in the first paragraph of the present Article, provided that no distinction be made between the aircraft of the home country and those of the other High Contracting Party.

Article 8.

Aircraft conveying passengers or goods shall carry a list of the passengers' names and, as regards goods, a manifest showing the nature and quantity of the cargo, together with the necessary Customs declarations.

If, on the arrival of an aircraft, a discrepancy is found to exist between the goods carried and the entries in the above-mentioned documents, the Customs authorities of the port of arrival shall communicate direct with the competent Customs authorities of the other Contracting State.

The carriage of mails shall be regulated direct between the administrations of the two Contracting States by means of special agreements.

Article 9.

On the departure or landing of aircraft, each Contracting State may, in its territory have the aircraft of the other State inspected by its competent authorities and may have the certificates and other prescribed documents examined.

Article 10.

Aerodromes open to public use shall be available for the aircraft of both States. The latter may also use the meteorological information services, wireless services, ground markings and day and night signalling services. Any charges made (landing charge, charge for length of stay, etc.) shall be the same for aircraft of the home country and those of the other State.

For the regular services of air lines special facilities may be agreed upon by the Governments of the two High Contracting Parties.

Article 11.

Aircraft flying to or from either of the contracting States may, on entering or leaving, proceed only to an aerodrome open to public use and classed as a Customs aerodrome (with a passport examination service), and may not land between the frontier and the aerodrome. In special cases the competent authorities may permit a departure from or landing at other aerodromes, where the Customs clearance and passport inspection formalities will be carried out. In these special cases also, aircraft shall not be allowed to land between the frontier and the aerodrome.

In the event of a forced landing elsewhere than at one of the aerodromes referred to in the first paragraph, whether on account of *force majeure* or in the cases provided for in Article 4, the person in charge of the aircraft and the crew and passengers shall comply with the regulations regarding air navigation, Customs matters and passports, in force in the State on whose territory the aircraft has landed.

The two High Contracting Parties shall communicate to each other a list of aerodromes open to public use. This list shall indicate those classed as Customs aerodromes. Any change in the list and any restriction, even temporary, of the right to use any of these aerodromes shall be communicated immediately to the other Contracting Party.

Article 12.

The frontiers common to the two Contracting Parties may only be crossed between points jointly agreed upon. Other frontiers shall be crossed between the points fixed by that one of the two States whose territory is bounded by the frontiers in question.

It is herewith stipulated that any area in which either Contracting Party authorises its frontiers, whether common with the other State or not, to be crossed by its own aircraft or by aircraft of another nationality may *ipso facto* be used for the passage of aircraft having the nationality of the other Contracting Party.

Article 13.

No ballast may be dropped other than fine sand or water.

Article 14.

No article or substance other than ballast may be thrown or dropped in any other manner from an aircraft in flight unless the State over whose territory the operation is carried out has granted special authorisation for the purpose.

Article 15.

As regards all questions of nationality connected with the application of the present Convention, aircraft shall be deemed to have the nationality of the State on the register of which they are duly entered.

No aircraft may be entered on the register of either State unless it belongs wholly to nationals of that State. If it is owned by a company, the latter, whatever its form, must fulfil all the conditions required by French or Spanish law in order to be regarded as of French or of Spanish nationality as the case may be.

Article 16.

The two High Contracting Parties shall exchange, within a month following the ratification of the present Convention, the lists of aircraft entered on their respective registers. They shall thereafter exchange every month lists showing the registrations entered and cancelled during the previous month.

Article 17.

Any aircraft crossing or passing in transit through the air-space of either of the Contracting States and making only such landings and stoppages as are reasonably necessary shall be exempt from any seizure on the ground of infringement of a patent, design or model, subject to the deposit of security the amount of which, in default of amicable agreement, shall be fixed with the least possible delay by the competent authority of the place of seizure.

Article 18.

Aircraft having the nationality of either Contracting State shall be entitled to the same measures of assistance for landing, especially in case of distress, as national aircraft.

The salvage of aircraft wrecked on the high seas shall, in the absence of any agreement to the contrary, be governed by the principles of maritime law as laid down in the international conventions in force or, in the absence of such conventions, by the national laws of the salvagers.

The penalties applicable to aircraft infringing the terms of the present Convention shall be the same as that laid down in the regulations issued by the respective High Contracting Parties for their own aircraft.

Article 19.

The two High Contracting Parties shall communicate to each other all the regulations in force regarding air navigation in their respective territories.

Article 20.

The details as to the application of the present Convention shall be arranged, wherever possible, by direct agreement between the various competent administrations of the two Contracting Parties (particularly as regards the regulation of Customs formalities).

Any dispute regarding the application of the present Convention which cannot be settled amicably through the usual diplomatic channel shall first be examined by a Conciliation Commission consisting of one member representing France, one member representing Spain, and a Chairman appointed by agreement. The members and the Chairman shall be appointed anew whenever a fresh case renders this necessary. If the High Contracting Parties fail to agree upon the appointment of the Chairman, or as to the award given by the Commission, the dispute shall be submitted to the Permanent Court of International Justice at The Hague.

Article 21.

Either of the High Contracting Parties may at any time denounce the present Convention at twelve months' notice.

Article 22.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Madrid as soon as possible. It shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and thereto affixed their seals.

Done at Madrid in duplicate, in French and Spanish, on March the twenty-second, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(Signed) Adrien THIERRY.

(Signed) PRIMO DE RIVERA.

The undersigned authorised for this purpose are agreed that the Convention between France and Spain on the subject of Aerial Navigation, as also the Special Convention for the establishment and general service of French and Spanish Air Lines, dated this day, shall come into force in both countries on the day of the signature of these Agreements.

In faith whereof they sign the present Declaration in duplicate, in French and in Spanish, at Madrid, on March 22, 1928.

(Signed) Adrien THIERRY.

(Signed) PRIMO DE RIVERA.

N° 1708.

JAPON ET NORVÈGE

Echange de notes portant abrogation
du visa obligatoire des passeports
entre les deux pays. Stockholm, le
21 mars, et Oslo, le 29 mars 1928.

JAPAN AND NORWAY

Exchange of Notes regarding the
Abolition of Compulsory Passport
Visas between the two Countries.
Stockholm, March 21, and Oslo,
March 29, 1928.

N^o 1708. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS JAPONAIS ET NORVÉGIEN, PORTANT ABROGATION DU VISA OBLIGATOIRE DES PASSEPORTS ENTRE LES DEUX PAYS. STOCKHOLM, LE 21 MARS, ET OSLO, LE 29 MARS 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 14 mai 1928.

I.

LÉGATION DU JAPON.
STOCKHOLM.

STOCKHOLM, le 21 mars 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de confirmer, d'ordre de mon gouvernement, à Votre Excellence, l'accord de celui-ci en ce qui concerne le régime ci-dessous qui aura certainement pour résultat de faciliter davantage les relations entre les deux pays et qui se rapporte à la suppression, simultanément pour les sujets norvégiens et les sujets japonais, de l'obligation du visa de passeport à partir du 1^{er} mai 1928.

Il est donc entendu que les sujets norvégiens, domiciliés en Norvège ou à l'étranger, seront dispensés de la formalité du visa du passeport pour l'entrée au Japon, la sortie du Japon ou le transit par le Japon, tant pour ce qui concerne la métropole que les colonies; les intéressés devront, toutefois, être en possession d'un passeport national régulier, dont la production pourra leur être réclamée à la frontière aussi bien qu'à l'intérieur de l'Empire. Par mesure de réciprocité, l'obligation pour les sujets japonais de faire viser leurs passeports par les autorités compétentes norvégiennes, pour l'entrée en Norvège, la sortie de la Norvège ou le transit par la Norvège, sera également supprimée dans les mêmes conditions.

Il est également entendu que l'accord susmentionné ne portera aucun préjudice à l'application des lois et des règlements en vigueur dans les deux pays respectifs concernant l'admission, la résidence et la surveillance des étrangers; et que l'accord sera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un mois à partir du jour où l'une ou l'autre des deux Parties l'aura dénoncé.

En priant Votre Excellence, au nom de mon gouvernement, de prendre acte de cette déclaration et de me confirmer l'arrangement y contenu, je saisis l'occasion de lui renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) YANAGISAWA.

Son Excellence
Monsieur Mowinkel,
Président du Conseil
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme.
Ministère des Affaires étrangères,
le 2 mai 1928.

Par autorisation,
Le Chef du Protocole :
W. Foss.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1708. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE JAPANESE AND NORWEGIAN GOVERNMENTS REGARDING THE ABOLITION OF COMPULSORY PASSPORT VISAS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. STOCKHOLM, MARCH 21, AND OSLO, MARCH 29, 1928.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place May 14, 1928.

I.

JAPANESE LEGATION,
STOCKHOLM.

STOCKHOLM, *March 21, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

I am instructed by my Government to confirm its agreement to the régime outlined below, which cannot fail further to facilitate relations between the two countries and which concerns the simultaneous abolition of passport visas for Norwegian and Japanese subjects as from May 1, 1928.

Accordingly it is understood that Norwegian subjects domiciled in Norway or abroad shall be exempted from the formality of a passport visa for entrance into, departure from, or transit through Japan, this applying both to Japan proper and to the Japanese colonies; those concerned, however, must be in possession of a regular national passport which they may called be upon to produce both at the frontier and within the Empire. As a measure of reciprocity, the obligation for Japanese subjects to have their passports *visés* by the competent Norwegian authorities for entrance into, departure from or transit through Norway shall also be abolished under the same conditions.

It is further understood that the above-mentioned agreement shall not in any way prejudice the application of the laws and regulations in force in the two countries with regard to the admission, residence and supervision of foreigners, and that the agreement shall remain in force until the expiry of one month from the date on which one or other of the two Parties denounces it.

Requesting Your Excellency on behalf of my Government to take note of this declaration and to confirm the arrangement it contains.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) YANAGISAWA.

His Excellency,
M. Mowinckel,
Prime Minister
and Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 29 mars 1928.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 21 de ce mois, concernant la suppression réciproque, pour les sujets japonais et les sujets norvégiens, de l'obligation du visa des passeports.

En réponse à cette lettre, je m'empresse de porter à votre connaissance que les sujets japonais, domiciliés soit dans la métropole ou dans les colonies de l'Empire, soit à l'étranger, seront dispensés, à partir du 1^{er} mai 1928, de la formalité du visa de passeport pour l'entrée en Norvège, la sortie de la Norvège ou le transit par la Norvège ; les intéressés devront, toutefois, être en possession d'un passeport national régulier, dont la production pourra leur être réclamée à la frontière aussi bien qu'à l'intérieur du Royaume.

Dans ces circonstances, il est entendu que les sujets norvégiens, par mesure de réciprocité, seront dispensés, à partir de la même date, de la formalité du visa de passeport pour l'entrée au Japon, la sortie du Japon ou le transit par le Japon, tant pour ce qui concerne la métropole que les colonies de l'Empire.

Il est également entendu que l'accord susmentionné ne portera aucun préjudice à l'application des lois et des règlements en vigueur dans les deux pays respectifs, concernant l'admission, la résidence et la surveillance des étrangers, et que l'accord sera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un mois à partir du jour où l'une ou l'autre des deux Parties l'aura dénoncé.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération la plus distinguée.

Pour le Ministre:
(Signé) Aug. ESMARCH.

Monsieur Yanagisawa,
Chargé d'Affaires du Japon,
etc., etc.

Pour copie conforme.

Ministère des Affaires étrangères,
le 2 mai 1928.

Par autorisation,
Le Chef du Protocole :
W. Foss.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, *March 29, 1928.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES.

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of March 21 concerning the reciprocal abolition of the passport visa for Japanese and Norwegian subjects.

In reply to that letter, I beg to inform you that Japanese subjects domiciled in Japan proper, in the colonies of the Empire, or abroad shall, as from May 1, 1928, be exempted from the formality of a passport visa on entrance into, departure from, or transit through Norway; those concerned, however, must be in possession of a regular national passport which they may be called upon to produce both at the frontier and within the Kingdom.

In these circumstances it is understood that as a measure of reciprocity Norwegian subjects shall be exempted, as from the same date, from the formality of a passport visa for entrance into, departure from or transit through Japan, both as regards Japan proper and the colonies of the Empire.

It is also understood that the above-mentioned agreement shall not in any way prejudice the application of the laws and regulations in force in the two countries with regard to the admission, residence and supervision of foreigners, and that the agreement shall remain in force until the expiry of one month from the date on which one or other of the two Parties denounces it.

I have the honour to be, etc.,

The Minister,
pp. (*Signed*) Aug. ESMARCH.

M. Yanagisawa,
Japanese Chargé d'Affaires,
etc., etc.

N° 1709.

**AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Echange de notes relatif à l'abolition
réciproque du visa obligatoire des
passeports entre les deux pays.
Vienne, les 29 et 30 mars 1928.

**AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Exchange of Notes regarding the
mutual Abolition of Compulsory
Passport Visas between the two
Countries. Vienna, March 29 and
30, 1928.

N° 1709. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET TCHÉCOSLOVAQUE, RELATIF A L'ABOLITION RÉCIPROQUE DU VISA OBLIGATOIRE DES PASSEPORTS ENTRE LES DEUX PAYS. VIENNE, LES 29 ET 30 MARS 1928.

Texte officiel français communiqué par le représentant du Gouvernement fédéral d'Autriche à la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 16 mai 1928.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE,
DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° 105.591-15.

VIENNE, le 29 mars 1928.

MONSIEUR L'ENVOYÉ,

Me référant aux négociations qui ont eu lieu dernièrement à la Chancellerie fédérale avec les délégués des Ministères tchécoslovaques des Affaires étrangères et de l'Intérieur au sujet de la proposition de votre gouvernement d'abolir entre l'Autriche et la Tchécoslovaquie le visa des passeports pour les ressortissants des deux Etats, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement fédéral, tout en adhérant, avec une vive satisfaction, à cette proposition, déclare par la présente consentir au règlement suivant de cette question :

Article premier.

Les ressortissants des deux Etats peuvent en tout temps entrer dans le territoire de l'autre Etat et le quitter aux points de frontière officiellement reconnus, à condition qu'ils soient porteurs d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire, et sans qu'un visa de l'autre Etat soit requis.

Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes munies des passeports pour étrangers (*Reisepässe für Ausländer*), passeports provisoires, etc. Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la nationalité est établie de façon irréfutable.

Il suffira, pour les enfants au-dessous de quinze ans, de présenter, au lieu du passeport, un certificat délivré d'office et indiquant leurs nom, âge, nationalité et domicile ou lieu de séjour permanent. Ce certificat pour enfants (*Kinderausweis*) devra — lorsqu'il s'agira d'enfants au-dessus de dix ans — être muni d'une photographie sur laquelle sera apposé le sceau de l'autorité ayant délivré le certificat.

¹ Entré en vigueur le 5 avril 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1709. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE AUSTRIAN AND CZECHOSLOVAK GOVERNMENTS REGARDING THE MUTUAL ABOLITION OF COMPULSORY PASSPORT VISAS. VIENNA, MARCH 29 AND 30, 1928.

French official text communicated by the Representative of the Federal Government of Austria accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place May 16, 1928.

FEDERAL CHANCELLOR'S
OFFICE, FOREIGN AFFAIRS
DEPARTMENT.

No. 105.591-15.

VIENNA, March 29, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the negotiations recently conducted at the Federal Chancellor's Office with the delegates of the Czechoslovak Ministries of Foreign Affairs and of the Interior concerning your Government's proposal that passport visas for Austrian and Czechoslovak nationals should be abolished between the two States, I have the honour to inform you that the Federal Government has great pleasure in accepting this proposal, and hereby declares that it agrees to the following settlement of the question :

Article I.

Nationals of either State may at any time, provided that they are in possession of a valid national passport clearly establishing the holder's nationality, enter or leave the territory of the other State at the officially recognised points, without a visa from the other State.

This privilege shall apply to holders of national passports only and not to holders of passports for aliens (*Reisepässe für Ausländer*), temporary passports, etc. National passports shall only be issued to persons whose nationality is indisputably established.

In the case of children under fifteen, a passport may be replaced by an official document stating the name, age, nationality and domicile or permanent residence of the child. As regards children over ten, this document (*Kinderausweis*) must bear a photograph stamped by the issuing authority.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force April 5, 1928.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Si des groupes de personnes se composant de ressortissants autrichiens ou de ressortissants tchécoslovaques, désirent franchir en commun la frontière, il suffira que ces groupes soient munis d'une liste collective tenant lieu de passeport, délivrée par l'autorité compétente de l'un des deux Etats et munie du visa de la représentation diplomatique ou consulaire de l'autre Etat. Ce visa sera délivré sans frais (droits consulaires ou taxes de manipulation).

Ces listes ne pourront être délivrées pour des transports d'ouvriers.

Article II.

Le présent accord ne porte aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans le territoire des deux pays concernant l'interdiction de l'accès, le refoulement, à la frontière, des voyageurs suspects, la déclaration des étrangers à la police, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection du marché du travail national contre l'invasion d'ouvriers étrangers.

Article III.

Chaque gouvernement pourra expulser de son territoire les ressortissants de l'autre Etat :

- a) Qui ne se soumettront pas aux prescriptions concernant la déclaration des étrangers à la police et à celles relatives à leur séjour ; ou
- b) Dont l'activité comme ouvriers ou employés est contraire aux dispositions en vigueur sur la protection du marché du travail national.

Chacun des deux Etats veillera à ce que ses ressortissants — lorsqu'ils demandent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans l'autre pays dans le but d'y accepter un emploi — soient avertis qu'une autorisation est nécessaire pour y exercer leur métier ou profession.

Article IV.

Le présent accord entrera en vigueur le 5 avril 1928 ; il cessera ses effets un mois après sa dénonciation par l'un ou l'autre des deux Etats.

En vous priant, Monsieur l'Envoyé, de vouloir bien me faire tenir une note analogue à la présente en vue d'établir formellement l'accord sur la matière susindiquée, je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

SEIPEL.

Son Excellence

Monsieur Hugo Vavrečka,

Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire
de la République tchécoslovaque,
Vienne.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE
A VIENNE.

VIENNE, le 30 mars 1928.

MONSIEUR LE CHANCELIER FÉDÉRAL,

Me référant à la note du 29 mars 1928, N° 105.591-15, par laquelle Votre Excellence a bien voulu me communiquer la proposition de votre gouvernement tendant à l'abolition du visa des passeports entre la République tchécoslovaque et la République fédérale d'Autriche pour les

With regard to the crossing of the frontier by parties of persons travelling together and consisting of Austrian nationals or Czechoslovak nationals, a collective list made out by the competent authority of one State and *visé* by the diplomatic or consular representative of the other State may take the place of a passport. This visa shall be issued free of charges (consular fees or administrative charges).

Collective lists may not be made out for parties of workmen.

Article II.

The present Agreement shall in no way prejudice the provisions in force in the territory of the two States relating to the closing of the frontier, the turning-back of undesirable travellers at the frontier, the police registration of aliens, the residence and the expulsion of aliens, and the protection of the home labour market from invasion by foreign labour.

Article III.

Either Government may expel from its territory nationals of the other State :

(a) Who do not comply with the regulations concerning the police registration of aliens and the residence of aliens in the country; or

(b) Whose activities as workmen or employees are contrary to the regulations for the protection of the home labour market.

Each of the two States shall ensure that its nationals are informed, when they apply for a passport to proceed to the other country for the purpose of entering employment, that they must obtain authorisation to practise a trade or profession in that country.

Article IV.

The present Agreement shall enter into force on April 5, 1928. It shall cease to have effect one month after denunciation by either of the two States.

Requesting you to be good enough to transmit to me a note similar to the present with a view to placing on formal record the agreement on the aforesaid subject, I have the honour to be, etc.,

SEIPEL.

His Excellency
M. Hugo Vavrečka,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the Czechoslovak Republic,
Vienna.

LEGATION
OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC,
VIENNA.

VIENNA, *March 30, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your Note of March 29, 1928, No. 105.591-15, in which you communicate to me your Government's proposal for the abolition of passport visas between the Czechoslovak Republic and the Federal Republic of Austria, for nationals of those two States, I have the honour

ressortissants des deux Etats, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la République tchécoslovaque, tout en adhérant, avec une vive satisfaction, à cette proposition, déclare par la présente consentir au règlement suivant de cette question :

Article premier.

Les ressortissants des deux Etats peuvent, en tout temps, entrer dans le territoire de l'autre Etat et le quitter aux points de frontière officiellement reconnus, à condition qu'ils soient porteurs d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire, et sans qu'un visa de l'autre Etat soit requis.

Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes munies des passeports pour étrangers (*Reisepässe für Ausländer*), passeports provisoires, etc. Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la nationalité est établie de façon irréfutable.

Il suffira, pour les enfants au-dessous de quinze ans, de présenter, au lieu de passeport, un certificat délivré d'office et indiquant leurs nom, âge, nationalité et domicile ou lieu de séjour permanent. Ce certificat pour enfants (*Kinderausweis*) devra — lorsqu'il s'agira d'enfants au-dessus de dix ans — être muni d'une photographie sur laquelle sera apposé le sceau de l'autorité ayant délivré le certificat.

Si des groupes de personnes se composant de ressortissants autrichiens ou de ressortissants tchécoslovaques, désirent franchir en commun la frontière, il suffira que ces groupes soient munis d'une liste collective, tenant lieu de passeport, délivrée par l'autorité compétente de l'un des deux Etats et munie du visa de la représentation diplomatique ou consulaire de l'autre Etat. Ce visa sera délivré sans frais (droits consulaires ou taxes de manipulation).

Ces listes ne pourront être délivrées pour des transports d'ouvriers.

Article II.

Le présent accord ne porte aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans le territoire des deux pays concernant l'interdiction de l'accès, le refoulement, à la frontière, des voyageurs suspects, la déclaration des étrangers à la police, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection du marché du travail national contre l'invasion d'ouvriers étrangers.

Article III.

Chaque gouvernement pourra expulser de son territoire les ressortissants de l'autre Etat :

- a) Qui ne se soumettront pas aux prescriptions concernant la déclaration des étrangers à la police et à celles relatives à leur séjour ; ou
- b) Dont l'activité comme ouvriers ou employés est contraire aux dispositions en vigueur sur la protection du marché du travail national.

Chacun des deux Etats veillera à ce que ses ressortissants — lorsqu'ils demandent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans l'autre pays dans le but d'y accepter un emploi — soient avertis qu'une autorisation est nécessaire pour y exercer leur métier ou profession.

Article IV.

Le présent accord entrera en vigueur le 5 avril 1928 ; il cessera ses effets un mois après sa dénonciation par l'un ou l'autre des deux Etats.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

VAVREČKA.

Son Excellence Monsieur le docteur Ignace Seipel,
Chancelier fédéral,
à Vienne.

to inform you that the Government of the Czechoslovak Republic has great pleasure, in accepting this proposal, and hereby declares that it agrees to the following settlement of the question :

Article I.

Nationals of either State may at any time, provided that they are in possession of a valid national passport clearly establishing the holder's nationality, enter or leave the territory of the other State at the officially recognised points, without a visa from the other State.

This privilege shall apply to holders of national passports only and not to holders of passports for aliens (*Reisepässe für Ausländer*), temporary passports, etc. National passports shall only be issued to persons whose nationality is indisputably established.

In the case of children under fifteen, a passport may be replaced by an official document stating the name, age, nationality and domicile or permanent residence of the child. As regards children over ten, this document (*Kinderausweis*) must bear a photograph stamped by the issuing authority.

With regard to the crossing of the frontier by parties of persons travelling together and consisting of Austrian nationals or Czechoslovak nationals, a collective list made out by the competent authority of one State and *visé* by the diplomatic or consular representative of the other State may take the place of a passport. This visa shall be issued free of charges (consular fees, or administrative charges).

Collective lists may not be made out for parties of workmen.

Article II.

The present Agreement shall in no way prejudice the provisions in force in the territory of the two States relating to the closing of the frontier, the turning-back of undesirable travellers at the frontier, the police registration of aliens, the residence and the expulsion of aliens and the protection of the home labour market from invasion by foreign labour.

Article III.

Either Government may expel from its territory nationals of the other State :

(a) Who do not comply with the regulations concerning the police registration of aliens and the residence of aliens in the country ; or

(b) Whose activities as workmen or employees are contrary to the regulations for the protection of the home labour market.

Each of the two States shall ensure that its nationals are informed, when they apply for a passport to proceed to the other country for the purpose of entering employment, that they must obtain authorisation to practise a trade or profession in that country.

Article IV.

The present Agreement shall enter into force on April 5, 1928. It shall cease to have effect one month after denunciation by either of the two States.

I have the honour to be, etc.,

VAVREČKA.

His Excellency Dr. Ignace Seipel,
Federal Chancellor,
Vienna.

N° 1710.

ALLEMAGNE ET BOLIVIE

Arrangement relatif à la remise en vigueur du Traité d'amitié et de commerce du 22 juillet 1908. Signé à La Paz, le 12 mars 1924.

GERMANY AND BOLIVIA

Agreement regarding the Re-entry into force of the Treaty of Friendship and Commerce of July 22, 1908. Signed at La Paz, March 12, 1924.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1710. — VEREINBARUNG¹ ÜBER DIE WIEDERINKRAFTSETZUNG
DES FREUNDSCHAFTS- UND HANDELSVERTRAGS² ZWISCHEN
DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER REPUBLIK BOLIVIEN
VOM 22. JULI 1908, GEZEICHNET IN LA PAZ, AM 12. MÄRZ, 1924.

*Textes officiels allemand et espagnol communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève.
L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 18 mai 1928.*

In der Stadt La Paz traten am zwölften März Neunzehnhundertvierundzwanzig in dem Amtsgebäude des Ministeriums des Äusseren zusammen der ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister des Deutschen Reichs, Freiherr VON STENGEL, und Seine Exzellenz der Minister des Äusseren der Republik Bolivien, Doktor Román PAZ, und beschlossen, nachdem sie es für gut befunden haben, dass der am zweiundzwanzigsten Juli Neunzehnhundertundacht unterzeichnete Freundschafts- und Handelsvertrag zwischen den von ihnen vertretenen Staaten wieder in Kraft gesetzt wird, in gegenseitiger Übereinstimmung folgende Erklärung abzugeben :

Die Deutsche Regierung und die Bolivianische Regierung sind übereingekommen, den Freundschafts- und Handelsvertrag zwischen dem Deutschen Reiche und der Republik Bolivien vom zweiundzwanzigsten Juli Neunzehnhundertundacht mit folgender Massgabe wieder in Kraft zu setzen :

1. Artikel 2 erhält folgenden Wortlaut :

Es soll gegenseitig vollständige Freiheit des Handels zwischen den Gebieten der Hohen vertragschliessenden Teile herrschen. Die Angehörigen des einen Teiles sollen in den Gebieten des anderen Teiles für den Zutritt zu allen Orten, ferner — und zwar ohne dass sie höhere Auflagen oder Steuern als die eigenen Angehörigen zu zahlen hätten — für die Rechte, Privilegien, Freiheiten, Vergünstigungen, Immunitäten und Ausnahmerechte in Bezug auf den Handel sowie endlich für den Schutz der Person, für den Erwerb von Eigentum und die Ausübung von Industrien die Rechte der meistbegünstigten Nation geniessen. Sie sind aber den Gesetzen und Verordnungen ihres Aufenthaltslandes unterworfen.

2. Artikel 3 Abs. 3 erhält folgenden Wortlaut :

Die Begünstigungen irgendwelcher Art, die einer der beiden vertragschliessenden Teile unmittelbar angrenzenden Staaten zur Erleichterung des Grenzverkehrs oder auf Grund einer Zollunion gewährt hat oder gewähren sollte, können von dem anderen Teile nicht in Anspruch genommen werden, solange diese Vergünstigungen auch allen anderen nicht angrenzenden Staaten vorenthalten werden.

¹ La ratification a été notifiée par échange de notes du 31 août 1927.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome IV, page 284.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 1710. — ACUERDO¹ RELATIVO AL RESTABLECIMIENTO DE LA VIGENCIA DEL TRATADO DE AMISTAD Y COMERCIO² ENTRE EL REICH ALEMÁN Y LA REPÚBLICA DE BOLIVIA DE 22 DE JULIO DE 1908. FIRMADO EN LA PAZ EL 12 DE MARZO DE 1924.

German and Spanish official texts communicated by the German Consul General at Geneva. The registration of this Agreement took place May 18, 1928.

En la ciudad de La Paz, a los doce días del mes de marzo de mil novecientos veinticuatro años, reunidos en el Despacho del Ministerio de Relaciones Exteriores el Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario del Reich Alemán, Barón DE STENGEL, y el Excmo. señor doctor don Román PAZ, Ministro de Relaciones Exteriores de la República de Bolivia, después de un cambio de ideas acerca de la conveniencia de poner de nuevo en vigencia el Tratado de Amistad y Comercio entre sus respectivos países, suscrito el veintidos de julio de mil novecientos ocho, resolvieron formular, de común acuerdo, la presente Declaración.

El Gobierno Alemán y el Gobierno Boliviano han convenido en poner de nuevo en vigencia el Tratado de Amistad y Comercio entre el Imperio Alemán y la República de Bolivia, del veintidos de julio de mil novecientos ocho, con las siguientes modificaciones :

1.º El artículo 2º tendrá el texto siguiente :

Habrá libertad completa y recíproca de comercio entre los dominios de las dos Altas Partes Contratantes. Los ciudadanos de cada una de las dos Partes tendrán, en los dominios de la otra Parte, los derechos de los súbditos o ciudadanos de la nación más favorecida en cuanto a la admisión en todos los lugares y en cuanto a los derechos, privilegios, libertades, favores, inmunidades y excepciones en materia de comercio, sin que tengan que pagar tasas o impuestos mayores que los pagados por los ciudadanos naturales, así como también en cuanto a las garantías referentes a la protección individual, a la adquisición de propiedad y al libre ejercicio de industrias, sin otra condición que la de estar sujetos a las leyes y reglamentos del país de su residencia.

2.º El artículo 3º, acápite 3, tendrá el texto siguiente :

Las facilidades de cualquiera clase que una de las dos Partes Contratantes ha consentido o consintiere a Estados colindantes, para favorecer el tráfico fronterizo o a base de una unión aduanera, no pueden ni podrán ser reclamadas con derecho por la otra Parte, mientras que no sean otorgadas tales facilidades a alguno de los demás países no colindantes.

¹ The ratification was notified by Exchange of Notes of August 31, 1927.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 101, page 911.

3. Die Artikel 6 und 7 werden durch einen neuen Artikel 6 ersetzt, der folgenden Wortlaut haben soll :

Die Gesetze eines jeden der vertragschliessenden Staaten über die Staatsangehörigkeit sollen für die Beurteilung der Frage massgebend sein, wer als deutscher oder als bolivianischer Staatsangehöriger anzusehen ist, ohne Rücksicht darauf, welches die Gesetze des anderen Staates sind, auf die sich der betreffende Bürger etwa zu seinen Gunsten berufen sollte.

4. Artikel 9 Abs. 1 erhält folgenden Wortlaut :

Die Angehörigen der Hohen vertragschliessenden Teile sollen von allen ausserordentlichen Kriegskontributionen im Falle eines Bürgerkriegs befreit sein. Im Falle eines internationalen Krieges sollen sie von solchen Kontributionen, ebenso wie von Zwangsanleihen und allen militärischen Requisitionen und Dienstleistungen befreit sein, vorausgesetzt, dass sich eine derartige Befreiung in den Verträgen mit den meistbegünstigten Ländern festgesetzt findet. Auf keinen Fall aber sollen die gedachten Staatsangehörigen zu solchen Requisitionen, Kontributionen, Anleihen und Dienstleistungen ohne vorherige Entschädigung auf gerechten und billigen Grundlagen herangezogen werden.

5. Die beiden Hohen vertragschliessenden Teile sind darüber einig, dass die im Artikel 11 Abs. 2 des Vertrags vom zweiundzwanzigsten Juli Neunzehnhundertundacht für die Geltung des Vertrags vorgesehene Frist von zehn Jahren inzwischen abgelaufen ist und dass der Vertrag daher nach seiner Wiederinkraftsetzung von jedem der beiden Teile jederzeit mit einjähriger Frist gekündigt werden kann.

6. Die beiden Hohen vertragschliessenden Teile behalten sich vor, möglichst bald einen Vertrag über den Ausschluss der Doppelbesteuerung und über gegenseitige Rechtshilfe in Steuer-sachen (Steuerermittlungs-, Steuerfestsetzungs-, Steuerbeitragsverfahren) und in Steuerstrafsachen abzuschliessen.

7. Die gegenwärtige Erklärung tritt in Kraft am Tage, nachdem die Deutsche Regierung von der in Bolivien und die Bolivianische Regierung von der in Deutschland erfolgten Ratifikation benachrichtigt sein werden.

Diese Erklärung ist in deutscher und in spanischer Urschrift in doppelter Ausfertigung erfolgt.

LA PAZ, den zwölften März neunzehnhundertvierundzwanzig.

(Siegel) Freiherr VON STENGEL.

(Siegel) Román PAZ.

3.º Los artículos 6º y 7º serán sustituidos por un nuevo artículo 6º con el texto siguiente :

Las leyes de cada uno de los Estados Contratantes, sobre ciudadanía, serán las que sirvan para determinar la calidad de ciudadano alemán o boliviano, respectivamente, cualesquiera que sean las leyes de la otra nación que el ciudadano pretendiera invocar a su favor.

4.º El artículo 9º, acápite 1, tendrá el texto siguiente :

Los ciudadanos de las Altas Partes Contratantes estarán exentos de todas las contribuciones extraordinarias de guerra en caso de guerra civil. En caso de guerra internacional estarán exentos de esas contribuciones, así como de préstamos forzosos y de todas las requisas y servicios militares, siempre que tal exención se halle establecida en los tratados con los países más favorecidos ; y en ningún caso deberán ser obligados a tales requisas, contribuciones, préstamos y servicios, sin previa indemnización sobre bases justas y equitativas.

5.º Las dos Altas Partes Contratantes están de acuerdo en que el término de diez años previsto en el artículo 11, acápite 2, del Tratado de veintidos de julio de mil novecientos ocho, en cuanto a la vigencia del Tratado, se ha vencido y que, por lo mismo, dicho Tratado puede ser revocado después de su restablecimiento, en cualquier momento, por alguna de las dos Partes, con el plazo de un año.

6.º Las Altas Partes Contratantes se reservan el derecho de concluir lo más pronto posible un tratado para evitar la doble percepción de impuestos y para asegurarse la mutua ayuda en asuntos de impuestos (requerimientos, tasas, recaudaciones) y procedimientos penales relativos a impuestos.

7.º La presente declaración entrará en vigencia el mismo día en que, tanto el Gobierno Alemán como el Boliviano, sean notificados con las ratificaciones hechas, respectivamente, en uno y otro país.

Esta Declaración se hace en dos originales, cada uno en los idiomas alemán y castellano.

LA PAZ, a doce de marzo de mil novecientos veinticuatro años.

(L. S.) Freiherr VON STENGEL.

(L. S.) Román PAZ.

¹ TRADUCTION.

N^o 1710. — ARRANGEMENT ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA BOLIVIE,
RELATIF A LA REMISE EN VIGUEUR DU TRAITÉ D'AMITIÉ ET
DE COMMERCE DU 22 JUILLET 1908. SIGNÉ A LA PAZ, LE 12 MARS
1924.

Le douze mars mil neuf cent vingt-quatre se sont réunis à La Paz, au Ministère des Affaires étrangères, le baron VON STENGEL, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Reich allemand, et Son Excellence le D^r Román PAZ, ministre des Affaires étrangères de la République de Bolivie, lesquels, après avoir jugé qu'il convenait de remettre en vigueur le Traité d'amitié et de commerce conclu le vingt-deux juillet mil neuf cent huit entre leurs pays respectifs, sont convenus de la présente déclaration.

Le Gouvernement allemand et le Gouvernement bolivien sont convenus de remettre en vigueur le Traité de commerce et d'amitié du vingt-deux juillet mil neuf cent huit entre le Reich allemand et la République de Bolivie, avec les modifications suivantes :

1. L'article 2 sera libellé comme suit :

Il y aura liberté de commerce complète et réciproque entre les territoires des Hautes Parties contractantes. Les ressortissants de chacune des Parties jouiront, sur les territoires de l'autre, des droits reconnus aux citoyens et ressortissants de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne l'accès en tous lieux, et les droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et exemptions en matière commerciale, — sans avoir à payer de taxes ou d'impôts plus élevés que les ressortissants nationaux — ainsi qu'en ce qui concerne les garanties relatives à la protection individuelle, à l'acquisition des biens et au libre exercice d'une industrie. Ils seront, toutefois, soumis aux lois et règlements du pays où ils résident.

2. L'article 3, alinéa 3, sera libellé comme suit :

Les facilités, de quelque nature qu'elles soient, consenties par l'une des deux Parties contractantes aux Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier ou en vertu d'une union douanière, ne pourront être revendiquées par l'autre Partie aussi longtemps que lesdites facilités n'auront pas également été octroyées à quelque autre Etat non limitrophe.

3. Les articles 6 et 7 seront remplacés par un nouvel article 6, libellé comme suit :

Les lois de chacun des Etats contractants concernant la nationalité seront applicables lorsqu'il s'agira de déterminer si une personne est de nationalité allemande ou bolivienne, quelles que soient les lois de l'autre Etat que l'intéressé pourrait invoquer en sa faveur.

4. L'article 9, alinéa 1, sera libellé comme suit :

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront, en cas de guerre civile, exempts de toutes contributions de guerre extraordinaires. En cas de guerre internationale, ils seront exempts desdites contributions, ainsi que de tous emprunts forcés et de toutes réquisitions et prestations militaires, si cette exemption est stipulée dans les traités conclus avec les pays les plus favorisés. En aucun cas, toutefois, lesdits

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 1710. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND BOLIVIA REGARDING THE RE-ENTRY INTO FORCE OF THE TREATY OF FRIENDSHIP AND COMMERCE OF JULY 22, 1908. SIGNED AT LA PAZ, MARCH 12, 1924.

On March the twelfth, one thousand nine hundred and twenty-four, a meeting took place at the Ministry of Foreign Affairs in the city of La Paz, between Baron VON STENDEL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the German Reich, and His Excellency Dr. Román PAZ, Minister for Foreign Affairs of the Republic of Bolivia, who, considering it expedient that the Treaty of Friendship and Commerce concluded on July the twenty-second, one thousand nine hundred and eight between their respective countries should again be put into force, resolved to make the following joint Declaration.

The German and Bolivian Governments have agreed that the Treaty of Friendship and Commerce between the German Reich and the Republic of Bolivia concluded on July the twenty-second, one thousand nine hundred and eight, shall again be put into force, with the following modifications :

1. Article 2 shall read as follows :

There shall be between the territories of the High Contracting Parties reciprocal and complete freedom of trade. The nationals of either Party shall enjoy within the territories of the other Party the rights of the most favoured nation in regard to access to all places, in regard to rights, privileges, liberties, favours, immunities and exemptions in commercial matters, without being liable to pay higher imposts or taxes than nationals of the country, and, finally, in regard to personal protection, the acquisition of property, and the free pursuit of industries. They shall, however, be subject to the laws and regulations of the country in which they reside.

2. Article 3, paragraph 3, shall read as follows :

Facilities of any kind which either of the two Contracting Parties has granted or may hereafter grant to directly contiguous States in order to facilitate frontier traffic or in virtue of a Customs union may not be invoked by the other Party so long as such favours are withheld from all other non-contiguous States.

3. Articles 6 and 7 shall be replaced by a new Article 6, which shall read as follows :

The laws on nationality of each of the Contracting States shall be applied in order to determine whether a person is to be regarded as a German or Bolivian national, no regard being paid to any laws of the other State which such person may invoke in his favour.

4. Article 9, paragraph 1, shall read as follows :

The nationals of the High Contracting Parties shall be exempt from all exceptional military contributions in the event of a civil war. In the event of an international war, they shall be exempt from such contributions, and from forced loans and all military requisitions and services, provided that such exemption is stipulated in the treaties with the most favoured nations. In no case, however, shall the said nationals be subjected to

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ressortissants ne seront assujettis à ces réquisitions, contributions, emprunts et prestations, sans avoir été indemnisés, au préalable, sur des bases justes et équitables.

5. Les Hautes Parties contractantes sont convenues que le délai de dix ans prévu à l'article 11, alinéa 2, du Traité du vingt-deux juillet mil neuf cent huit, relativement à la validité du traité, est expiré entre temps et que le traité pourra donc, après sa remise en vigueur, être dénoncé en tout temps par les deux Parties, moyennant un préavis d'un an.

6. Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de conclure, le plus tôt possible, un traité destiné à éviter la double imposition et à assurer la coopération judiciaire réciproque dans les affaires d'impôts (établissement de l'assiette de l'impôt, fixation du montant de l'impôt, recouvrement de l'impôt) et les poursuites en matière fiscale.

7. La présente déclaration entrera en vigueur le jour où le Gouvernement allemand et le Gouvernement bolivien auront été avisés que le présent arrangement a été ratifié respectivement en Bolivie et en Allemagne.

Le présent arrangement est établi en deux originaux, chacun en langue allemande et en langue espagnole.

LA PAZ, le douze mars mil neuf cent vingt-quatre.

(L. S.) Baron VON STENGEL.

(L. S.) Román PAZ.

such requisitions, contributions, loans and services, without being previously compensated on a just and equitable basis.

5. In view of the fact that the period of ten years stipulated in Article 11, paragraph 2, of the Treaty of July the twenty-second, one thousand nine hundred and eight, for the validity of the Treaty has expired, the two High Contracting Parties agree that the Treaty may, after its re-entry into force, be denounced at any time by either of the Parties, subject to one year's notice.

6. The two High Contracting Parties reserve to themselves the right to conclude as soon as possible a Treaty concerning the prevention of double taxation, mutual legal assistance in fiscal matters (procedure of investigation for purposes of assessment, assessment proper, and collection of taxes), and prosecutions of a fiscal character.

7. The present Declaration shall come into force on the day on which the German and Bolivian Governments shall have been notified that the present Treaty has been ratified in Bolivia and in Germany, respectively.

The present Declaration is drawn up in two originals, each in German and Spanish.

LA PAZ, *March the twelfth, one thousand nine hundred and twenty-four.*

(L. S.) Baron VON STENGEL.

(L. S.) Román PAZ.

N° 1711.

ALLEMAGNE ET FRANCE

Arrangement au sujet des échanges commerciaux du Territoire de la Sarre avec l'Allemagne, avec protocole de signature, signés à Paris, le 5 août 1926, et protocole relatif à la prolongation de cet arrangement, signé à Paris, le 16 février 1927.

GERMANY AND FRANCE

Agreement regarding Commercial Exchanges between the Saar Territory and Germany, with Protocol of Signature, signed at Paris, August 5, 1926, and Protocol concerning the Prolongation of this Agreement, signed at Paris, February 16, 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1711. — VEREINBARUNG¹ ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND FRANKREICH ÜBER DEN WARENAUSTAUSCH ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND DEM SAARBECKENGEBIETE, GEZEICHNET IN PARIS, AM 5. AUGUST 1926.

*Textes officiels français et allemand communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève.
L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 18 mai 1928.*

DIE DEUTSCHE und DIE FRANZÖSISCHE REGIERUNG haben es als zweckmässig erkannt, die durch den Vertrag von Versailles zwischen Frankreich und dem Saarbeckengebiet errichtete Zollunion mit einigen abmildernden und angleichenden Massnahmen zu versehen, um hierdurch der Wirtschaft des Saargebiets einige Erleichterungen für die Weiterversorgung mit Rohstoffen zu sichern und ihr als Gegenleistung gewisse Absatzgebiete, die dieses Gebiet bisher in Deutschland besass, zu gewährleisten; sie sind demgemäss über folgende Bestimmungen übereingekommen:

Artikel 1.

Die Französische Regierung wird die Einfuhr der in Liste A aufgeführten Erzeugnisse deutschen Ursprungs und deutscher Herkunft in das Saargebiet unter den in dieser Liste genannten Zollvergünstigungen und im Rahmen der darin festgesetzten Kontingente zulassen.

Artikel 2.

Die Deutsche Regierung wird die Einfuhr der in beiliegender Liste B aufgeführten Erzeugnisse saarländischen Ursprungs und saarländischer Herkunft unter den in dieser Liste genannten Zollvergünstigungen und im Rahmen der darin festgesetzten Kontingente zulassen.

Artikel 3.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile verpflichten sich, die in den beiliegenden Listen A und B bezeichneten tariflichen Vergünstigungen streng auf die in den Listen vorgesehenen Kontingente zu begrenzen; auf die diese Kontingente überschreitenden Mengen soll das allgemeine Regime Anwendung finden.

Die vorgesehenen Kontingente sind für die Dauer von 6 Monaten festgesetzt.

¹ Entré provisoirement en vigueur le 21 août 1926.

N^o 1711. — ARRANGEMENT¹ CONCLU ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE AU SUJET DES ÉCHANGES COMMERCIAUX DU TERRITOIRE DE LA SARRE AVEC L'ALLEMAGNE. SIGNÉ A PARIS, LE 5 AOUT 1926.

French and German official texts communicated by the German Consul General at Geneva. The registration of this Agreement took place May 18, 1928.

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND et LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS, reconnaissant qu'il est utile d'apporter quelques tempéraments et adaptations au régime d'union douanière que le Traité de Versailles a institué entre la France et le Territoire du Bassin de la Sarre, à l'effet d'assurer à la production sarroise quelques facilités pour son ravitaillement en matières premières et de lui garantir, en échange, certains des débouchés que ledit territoire trouvait jusqu'ici dans ce pays, ont, en conséquence, décidé ce qui suit, d'un commun accord :

Article premier.

Le Gouvernement français admettra les produits originaires et en provenance d'Allemagne, énumérés à la liste A, à leur importation sur le territoire de la Sarre, au bénéfice du traitement douanier mentionné à la même liste et dans la limite des contingents qui y sont fixés.

Article 2.

Le Gouvernement allemand admettra les produits originaires et en provenance du Territoire de la Sarre énumérés à la liste B, ci-annexée, au bénéfice du traitement douanier mentionné à ladite liste et dans la limite des contingents qui y sont fixés.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à limiter strictement aux contingents prévus aux listes A et B, ci-annexées, les avantages tarifaires stipulés aux dites listes, et les quantités excédant ces contingents seront soumises au régime du droit commun.

Les contingents ci-dessus prévus sont fixés pour la durée de six mois.

¹ Came provisionally into force August 21, 1926.

Artikel 4.

Bezüglich der Verteilung der in den vorstehenden Artikeln vorgesehenen Kontingente verpflichten sich die beiden Regierungen, nach den nachfolgenden Bestimmungen zu verfahren, zu denen die Regierungskommission des Saargebiets, soweit es sie betrifft, durch einen Schriftwechsel vom 16./18. Juni 1925 ihren Beitritt erklärt hat.

I. VERTEILUNG DER KONTINGENTE.

Die Ein- Ausfuhrkontingente werden unter Leitung der Regierungskommission auf die Beteiligten für die Dauer der Kontingentsperiode verteilt.

Die Regierungskommission fordert sofort nach Inkrafttreten dieses Abkommens die beteiligten Wirtschaftskreise auf, Vorschläge über die Verteilung der Kontingente innerhalb einer von ihr zu bestimmenden kurzen Frist bei ihr einzureichen. Nach Ablauf der Frist stellt die Regierungskommission den Verteilungsplan fest. Dieser Plan wird den Beteiligten zur Kenntnis gegeben, die ihre Bemerkungen oder Einwendungen binnen einer Frist von einer Woche vorzubringen haben.

Wird Einspruch erhoben, sei es wegen Verweigerung einer Beteiligung an einem Kontingent, sei es um eine Person oder eine Firma von der ihr zu Unrecht zugebilligten Beteiligung an einem solchen Kontingent auszuschließen, sei es zwecks Erhöhung des zugebilligten Kontingentsanteils, so entscheidet über diese Einsprüche ein Ausschuss von drei Mitgliedern, die sämtlich den in Betracht kommenden Interessen fernstehen müssen und für sich selbst weder mittelbar noch unmittelbar Nutzniesser der Verteilung sein dürfen. Eines dieser Mitglieder, das zugleich Vorsitzender des Ausschusses ist, wird vom Präsidenten des Landgerichts Saarbrücken bestellt und, soweit als möglich, aus der Liste der bei diesem Gericht vereidigten Sachverständigen ausgewählt; das zweite Mitglied wird durch die Regierungskommission ernannt, und das dritte wird von der Regierungskommission aus einer Liste von drei Personen bestellt, die ihr durch die amtlich anerkannte Berufsvertretung der in Betracht kommenden Interessengruppe (Handels-, Landwirtschafts-, Handwerkskammer, usw.) vorgelegt wird. Falls die französischen Staatsgruben an der Verteilung der Kontingente interessiert sind, kann die Regierungskommission dem genannten Ausschuss einen Vertreter der Interessen der Staatsgruben beordnen.

Die auf diese Weise ernannten Mitglieder des Ausschusses werden durch Handschlag verpflichtet, nach Billigkeit zu entscheiden.

Die Entscheidungen des Ausschusses werden mit Stimmenmehrheit gefällt; bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden. Die Entscheidungen haben innerhalb 10 Tagen nach Erhebung der Einsprüche zu ergehen. Soweit die Entscheidungen zu einer Änderung des den Nichtreklamanten gewährten Kontingents führen, müssen sie jeden einzelnen Kontingentsteil im Verhältnis zu seiner Höhe betreffen.

Die Regierungskommission hat eine beglaubigte Abschrift des von ihr endgültig festgestellten Verteilungsplans der Deutschen und Französischen Regierung, sowie den amtlichen Berufsvertretungen zu übermitteln; letzteren liegt die Benachrichtigung der Beteiligten ob.

Der Verteilungsplan darf während der Kontingentsperiode keiner Änderung unterzogen werden. Die von den Berechtigten nicht ausgenutzten Kontingentsteile verfallen. Die Kontingente sind unübertragbar.

II. KONTROLLE DER KONTINGENTE.

A. *Ausfuhr aus dem Saargebiet nach Deutschland.*

Waren, die aus dem Saarbeckengebiet nach Deutschland ausgeführt werden und auf Grund dieses Abkommens im Rahmen der Kontingente besondere Zollvergünstigungen genießen, müssen bei ihrem Eintritt ins deutsche Zollgebiet von einer Kontingentsbescheinigung begleitet sein, die von einem Delegierten des Reichswirtschaftsministeriums im Saargebiet ausgestellt wird.

Article 4.

Pour la répartition des contingents prévus aux articles précédents, les deux gouvernements s'engagent à y procéder conformément aux dispositions ci-après, auxquelles, par un échange de lettres en date des 16/18 juin 1925, la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre a déclaré donner son adhésion en ce qui la concerne :

I. RÉPARTITION DES CONTINGENTS.

Les contingents d'importation et d'exportation devront être répartis entre les intéressés sous la direction de la Commission de gouvernement pour la durée de la période de contingentement.

La Commission de gouvernement invitera, immédiatement après l'entrée en vigueur du présent accord, les milieux économiques intéressés à lui présenter, dans un court délai déterminé par elle, des propositions relatives à la répartition des contingents. Après l'expiration du délai, la Commission de gouvernement établira le plan de la répartition. Ce plan sera soumis aux intéressés qui devront présenter leurs observations ou réclamations dans un délai de huit jours.

S'il se produit des réclamations, soit en vue d'obtenir une participation refusée au contingent, soit à l'effet de voir exclure du bénéfice de celui-ci une personne ou une firme indûment admise à y participer, soit aux fins d'augmentation de la part allouée, il sera statué sur ces réclamations par un Comité de trois membres, également étrangers aux intérêts en question, et ne pouvant être directement ou indirectement bénéficiaires eux-mêmes de la répartition. Un de ces membres, qui sera président du comité, sera désigné par le président du Tribunal régional de Sarrebruck, et choisi par lui, autant que possible, parmi les experts assermentés près ce tribunal ; le deuxième sera nommé par la Commission de gouvernement, et le troisième sera choisi par ladite commission sur une liste de trois personnes à elle présentée par l'organisation officiellement reconnue comme représentant la catégorie d'intérêts à laquelle appartient la profession en question (Chambres de Commerce, d'Agriculture, d'Artisans, etc.). Au cas où les mines domaniales seraient intéressées à la répartition des contingents, la Commission de gouvernement pourra adjoindre au comité ci-dessus prévu un représentant de leurs intérêts.

Les membres du comité ainsi désignés s'engageront formellement à statuer en toute équité.

Les décisions du comité seront prises à la majorité des voix, et, dans le cas de partage égal des voix, celle du président sera prépondérante. Les décisions devront intervenir dans les dix jours à dater de l'introduction des réclamations. Ces décisions, en tant qu'elles altéreront le contingent accordé aux non-réclamants, devront affecter chaque part individuelle proportionnellement à son montant.

La Commission de gouvernement devra communiquer une copie, certifiée conforme au plan de répartition définitivement établi, aux Gouvernements allemand et français, ainsi qu'aux organisations officielles représentant les professions auxquelles incombera la notification aux intéressés.

Le plan de répartition ne pourra être soumis à aucune modification pendant la durée de la période de contingentement. Les parties de contingents qui n'auront pas été utilisées par les intéressés, deviendront caduques. Les contingents ne sont pas cessibles.

II. CONTRÔLE DES CONTINGENTS.

A. *Exportations de Sarre en Allemagne.*

Les marchandises exportées du territoire du Bassin de la Sarre vers l'Allemagne et qui bénéficient, en vertu du présent accord, d'avantages douaniers particuliers dans la limite de contingents, devront être accompagnées, à leur passage à la frontière allemande, d'un certificat de contingentement qui sera délivré par un délégué dans le Territoire de la Sarre du Ministère

Die Bescheinigung ist dem deutschen Eingangszollamte vorzulegen. Sie hat folgende Angaben zu enthalten :

1. Name und Anschrift des Ausführenden ;
2. Art der Ware, ihre Benennung nach dem deutschen Zolltarife sowie die Zolltarifnummer, für die der Berechtigte ein Ausfuhrkontingent erhalten hat ;
3. Höhe dieses Kontingents ;
4. wieweit das Kontingent bis zum Tage der Ausstellung der Bescheinigung schon durch frühere Ausfuhr in Anspruch genommen worden ist ;
5. Art, Zeichen und Nummer der Verpackung, Roh- und Reingewicht der Waren, für die die Bescheinigung ausgestellt ist.

Ausserdem muss die ausgeführte Ware, soweit die deutsche Verwaltung es verlangt, von einem Ursprungszeugnis begleitet sein.

B. *Ausfuhr aus Deutschland nach dem Saargebiete.*

Deutsche Waren, die unmittelbar ins Saarbeckengebiet eingeführt werden und auf Grund dieses Abkommens im Rahmen der gewährten Kontingente besondere Zollvergünstigungen geniessen, werden zu diesen Vergünstigungen nur zugelassen, wenn bei der Zolldeklaration für den freien Verkehr eine Kontingentsbescheinigung vorgelegt wird, die der Zolldirektor in Saarbrücken ausstellt.

Die Kontingentsbescheinigungen werden auf Grund des durch die Regierungskommission des Saargebiets aufgestellten Verteilungsplans für den gesamten, dem einzelnen Beteiligten zugewilligten Kontingentsanteil ausgefertigt und haben Gültigkeit für die ganze Dauer der Kontingentsperiode. Jede Einfuhr wird von dem Eingangszollamt auf dem Scheine vermerkt unter Angabe der Menge der eingeführten Waren und der für die Einfuhr noch zur Verfügung stehenden Restmenge. Der Schein wird hierauf dem Interessenten zurückgegeben.

Der deutsche Ursprung der Waren, für die Vergünstigungen auf Grund eines Kontingents verlangt werden, muss bewiesen werden.

Ausserdem muss, wenn die Französische Regierung es für notwendig hält, nach Massgabe der Bestimmungen der französischen Zollgesetzgebung durch einen Bürgschaftsschein sichergestellt werden, dass die Ware an den in den Zolldeklarationen angegebenen Bestimmungsorten eintrifft und im Saarbeckengebiet zum Verbrauche gelangt.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile verpflichten sich, für die Ausstellung der vorerwähnten Kontingentsbescheinigungen und für die Kontrolle der Kontingente keine Abgaben oder Gebühren zu erheben.

C. *Kontrolle bei der Ausfuhr.*

Wenn einer der Hohen Vertragschliessenden Teile eine Kontrolle bei der Ausfuhr für Waren einrichtet, die den Gegenstand der vorstehend behandelten Kontingente bilden oder über diese Kontingente hinaus ausgeführt werden, so soll diese Kontrolle lediglich statistischen Zwecken dienen und dergestalt ausgeübt werden, dass sie die Wirtschaft nicht beeinträchtigt.

Artikel 5.

Die Bestimmungen der vorstehenden Artikel lassen die besonderen Erleichterungen, die die Hohen Vertragschliessenden Teile durch ein Sonderabkommen für den Kleinen Grenzverkehr etwa noch einräumen werden, unberührt.

d'Empire de l'Economie. Le certificat devra être présenté à la douane allemande d'entrée. Il devra contenir les indications suivantes :

- 1° Nom et adresse de l'exportateur ;
- 2° Espèce de la marchandise, sa dénomination d'après le tarif douanier allemand, ainsi que le numéro de l'article de ce tarif pour lequel l'intéressé a obtenu un contingent d'exportation ;
- 3° Le montant de ce contingent ;
- 4° La portion dudit contingent absorbée à la date de la délivrance du certificat par les exportations antérieures ;
- 5° L'espèce, les marques et numéros des emballages, les poids brut et net des marchandises pour lesquelles le certificat a été délivré.

Dans le cas où l'Administration allemande l'exigera, la marchandise exportée devra être accompagnée, en outre, d'un certificat d'origine.

B. Exportations d'Allemagne vers le Territoire de la Sarre.

Les marchandises allemandes importées directement dans le territoire du Bassin de la Sarre, et qui jouissent, en vertu du présent accord, d'avantages douaniers particuliers dans la limite de contingents, ne seront admises au bénéfice desdits avantages, qu'autant qu'il sera produit à l'appui de la déclaration de mise à la consommation, un certificat de contingentement délivré par le directeur des Douanes de Sarrebruck.

Les certificats de contingentement seront établis, au vu du plan de répartition arrêté par la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre, pour la totalité de la part de contingent allouée à chaque intéressé et seront valables pour toute la durée de la période de contingentement. A chaque importation, ils seront revêtus par le bureau de douane d'entrée, d'une mention indiquant la quantité de marchandises introduites et faisant ressortir la quantité restant à importer. Ils seront ensuite rendus aux intéressés.

L'origine allemande des marchandises dont on demandera l'admission au bénéfice d'un contingent, devra être justifiée.

En outre, l'arrivée à la destination indiquée sur leurs déclarations d'importation et la consommation dans le territoire du Bassin de la Sarre desdites marchandises pourront être assurées, si le Gouvernement français le juge utile, au moyen d'un acquit-à-caution, conformément aux dispositions de la législation douanière française.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne percevoir aucune taxe ou redevance pour la délivrance des certificats de contingentement ci-dessus prévus, non plus que pour la tenue du contrôle des contingents.

C. Contrôle à l'exportation.

Si l'une des Hautes Parties contractantes institue un contrôle à l'exportation pour les marchandises qui font l'objet des contingents ci-dessus visés ou qui sont exportées en excédent desdits contingents, ce contrôle n'aura qu'un objet exclusivement statistique et sera appliqué de telle manière qu'il ne constitue pas une entrave au commerce.

Article 5.

Les dispositions des articles ci-dessus s'entendent sans préjudice des facilités spéciales que les Hautes Parties contractantes pourraient accorder pour le trafic frontalier, en vertu d'une convention spéciale.

Artikel 6.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile verpflichtet sich, das Sonderregime für den Warenaustausch zwischen dem Saargebiet und Deutschland, wie es durch die vorliegende Vereinbarung errichtet wird, nicht durch die Anwendung von Gesetzen und Verordnungen, namentlich auf dem Gebiete der Ein- und Ausfuhrverbote, zu behindern.

Artikel 7.

Das gegenwärtige Abkommen ist auf die Dauer von sechs Monaten abgeschlossen. Es wird mit dem Tage, an dem das am heutigen Tage unterzeichnete Handelsabkommen angewendet wird, wirksam. Es wird ratifiziert, und die Ratifikationsurkunden werden sobald wie möglich in Paris ausgetauscht. Wenn in einem der beiden Länder die Zustimmung des Parlaments zur Ratifizierung notwendig ist, wird sie rechtzeitig eingeholt.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten, versehen mit Vollmachten, die in guter und gehöriger Form befunden worden sind, die Vereinbarung unterzeichnet.

Geschehen zu Paris in doppelter Ausfertigung in Deutsch und in Französisch am 5. August 1926.

(L. S.) (gez.) VON HESCH.

(L. S.) (gez.) POSSE.

(L. S.) (gez.) A. BRIAND.

(L. S.) (gez.) M. BOKANOWSKI.

LISTE A

Nummer des französischen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zollbehandlung	Kontingent	
aus 89	Sämereien zur Saat, Rübensamen	Zollfreiheit	25 t	
aus 93	Zuckerrübenkraut	»	200 t	
aus 112	Thymol	Minimaltarif	30 kg	
	Menthol	»	60 kg	
aus 128	Grubenholz	»	15 000 t	
133	Stangen, Stützen und Pfähle, roh, von mehr als 1,10 m Länge und von höchstens 60 cm Umfang am Stammende	»	30 000 t	
	136	Holzkohle und Schäbekohle	»	250 t
aus 177	Rheinische Basalte und Lava, bearbeitet	»	1.000 t	
179	Kaolin	»	500 t	
aus 181 bis	Hohle Mauerziegel	»	7.500 t	
aus 181 quat.	Dachziegel, mechanische oder mit Falz	»	1.250 t	
183	Pflastersteine aus natürlichem Stein	»	10.000 t	
183 bis	Steine, zerschlagen, zur Beschotterung von Strassen	»	30.000 t	

Article 6.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engagent à ne point faire obstacle par l'application des lois et règlements, notamment en ce qui touche le régime des prohibitions, au régime spécial des échanges entre le Territoire de la Sarre et l'Allemagne, qui est institué par le présent arrangement.

Article 7.

Le présent arrangement est conclu pour une durée de six mois. Il prendra effet à la date où sera mis en application l'arrangement commercial signé à la date de ce jour. Il sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés aussitôt que possible à Paris. Si la ratification exige dans l'un ou l'autre pays l'approbation du Parlement, cette approbation sera demandée en temps utile.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-après, munis de pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont signé le présent arrangement, qu'ils ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 5 août 1926.

(L. S.) (Signé) VON HÆSCH.

(L. S.) (Signé) POSSE.

(L. S.) (Signé) A. BRIAND.

(L. S.) (Signé) M. BOKANOWSKI.

LISTE A

Numéros du tarif français	Marchandises	Régime applicable	Contingents
ex 89	Graines à ensemercer de betteraves	Franchise	25 tonnes
ex 93	Zuckerrübenkraut	»	200 tonnes
ex 112	Thymol.	T. M.	30 kg.
	Menthol.	T. M.	60 kg.
ex 128	Bois de mine	T. M.	15.000 tonnes
133	Perches, étauçons et échelas bruts de plus de 1,10 mètre de longueur et de circonférence atteignant au maximum 60 centimètres au gros bout.	T. M.	30.000 tonnes
136	Charbons de bois et de chènevottes	T. M.	250 tonnes
ex 177	Basaltes et laves du Rhin ouvrées	T. M.	1.000 tonnes
179	Kaolin	T. M.	500 tonnes
ex 181 bis	Briques creuses	T. M.	7.500 tonnes
ex 181 quat.	Tuiles mécaniques ou à emboîtement	T. M.	1.250 tonnes
183	Pavés en pierre naturelle.	T. M.	10.000 tonnes
183 bis	Pierres concassées pour l'empierrement des routes	T. M.	30.000 tonnes

Nummer des französischen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zollbehandlung	Kontingent
aus 184 bis	Kalk, hydraulischer, als Stein oder gepulvert, ohne Rücksicht auf die Verpackungs- oder Versendungsweise	Minimaltarif	2.000 t
185 bis	Röhren und geformte Gegenstände aus Zement aus Beton und aus verstärktem Zement		75 t
aus 186	Mauerziegel aus Bimsstein, geformt		21.500 t
aus 210	Ebene Bleche aus Eisen oder Stahl, auch mit Siliziumgehalt, poliert		15 t
011 und 012	Kaliumnitrat, natürliches und Konversionsal-peter		200 t
021 und 022	Ammoniumsalze, andere		400 t
aus 0129	Eisenperchlorid		500 kg
0131	Eisensulfat		500 kg
0139	Magnesiumsulfat		400 kg
aus 0144	Gefälltes Quecksilberweiss		10 kg
	Gelbes Quecksilberoxyd		18 kg
	Quecksilberbichlorid		112 kg
0156	Ätzkali		300 kg
0157	Kaliumkarbonat		500 kg
aus 0208	Basisch essigsäures Blei (Blei-Essig)		2.000 kg
aus 0222	Milchsäure, reine		300 kg
0224	Eisenlaktat		75 kg
0246	Diäthylsulfondimethylmethan (Sulphonal)		20 kg
0249	Diäthylmalonylharnstoff (Diäthylbarbitursäure) (Veronal)		20 kg
0272	Pyrogallol (Pyrogallus-Säure)		33 kg
aus 0329	Diäthylaminophenyldimethylpyrazolon		250 kg
aus 0330	Salicylate		300 kg
aus 0350	Tropakokain		1 kg
aus 0351	Kodeinphosphat		30 kg
aus 0368	Santoninpastillen		20.000 Stück
aus 0370	Strychninnitrat		5 kg
0381	Chemische Erzeugnisse, nicht genannt :		
	Chromalaun		10 t
	Arsensäure		10 kg
	Anästhesin (Äthylparamidobenzoat)		50 kg
	Homatropinbromhydrat		500 g
	Apomorphinchlorhydrat		1 kg
	Hydrastininchlorhydrat		280 g
	Scopolaninchlorhydrat		250 g
	Eukain B	1 kg	
	Eisen, gepulvert	50 kg	
	Eisen, reduziert	50 kg	
	Laktophenin	5 kg	
	Quecksilberbichloridpastillen	20.000 Stück	
	Phenolphtalein	50 kg	
	Quecksilbersalicylat	2,5 kg	
	Künstliches Karlsbader Salz	5.000 kg	
	Tannalbin	150 kg	
	Tannigen	50 kg	
	Tannoform	70 kg	
	Theophyllin	5 kg	
	Andere nicht genannte chemische Produkte	10 t	
303 und 304	Ocker, Kölnische, Casseler, Italienische und Umbra-Erde, gemahlen oder mit Wasser zu-bereitet		75 t

Numéros du tarif français	Marchandises	Régime applicable	Contingents
ex 184 bis	Chaux hydrauliques en pierre ou en poudre, quel que soit le mode d'emballage ou d'expédition	T. M.	2.000 tonnes
185 bis	Tuyaux et objets moulés en ciment, en béton et en ciment armé	T. M.	75 tonnes
ex 186	Briques en pierre ponce agglomérée	T. M.	21.500 tonnes
ex 210	Tôles planes de fer ou d'acier au silicium polies	T. M.	15 tonnes
oII et oI2	Nitrate de potasse naturel et nitrate de potasse de transformation	T. M.	200 tonnes
o2I et o22	Sels ammoniacaux autres:	T. M.	400 tonnes
ex oI29	Perchlorure de fer	T. M.	500 kg.
oI3I	Sulfate de fer	T. M.	500 kg.
oI39	Sulfate de magnésie	T. M.	400 kg.
ex oI44	Précipité blanc de mercure	T. M.	10 kg.
	Oxyde jaune de mercure	T. M.	18 kg.
	Bichlorure de mercure	T. M.	112 kg.
oI56	Potasse caustique	T. M.	300 kg.
oI57	Carbonate de potasse	T. M.	500 kg.
ex o208	Sous-acétate de plomb	T. M.	2.000 kg.
ex o222	Acide lactique pur	T. M.	300 kg.
o224	Lactate de fer	T. M.	75 kg.
o246	Diéthylsulfonediméthylméthane (Sulfonal)	T. M.	20 kg.
o249	Diéthylmalonylurée (acide diéthylbarbiturique) (Véronal)	T. M.	20 kg.
o272	Pyrogallol (acide pyrogallique)	T. M.	33 kg.
ex o329	Diéthylaminophényldiméthylpyrazolone	T. M.	250 kg.
ex o330	Salicylate de phényldiméthylpyrazolone	T. M.	300 kg.
ex o350	Tropacocaïne	T. M.	1 kg.
ex o351	Phosphate de codéine	T. M.	30 kg.
ex o368	Pastilles de santonine	T. M.	20.000 pièces
ex o370	Nitrate de strychnine	T. M.	5 kg.
o381	Alun de chrome	T. M.	10 tonnes
	Acide arsénique	T. M.	10 kg.
	Anesthésine (paramidobenzoate d'éthyle)	T. M.	50 kg.
	Bromhydrate d'homatropine	T. M.	500 grammes
	Chlorhydrate d'apomorphine	T. M.	1 kg.
	Chlorhydrate d'hydrastinine	T. M.	280 grammes
	Chlorhydrate de scopolanine	T. M.	250 grammes
	Eucaïne B	T. M.	1 kg.
	Fer pulvérisé	T. M.	50 kg.
	Fer réduit	T. M.	50 kg.
	Lactophénine	T. M.	5 kg.
	Pastilles de bichlorure de mercure	T. M.	20.000 pièces
	Phénolphtaléine	T. M.	50 kg.
	Salicylate de mercure	T. M.	2,5 kg.
	Sel de Karlsbad artificiel	T. M.	5.000 kg.
	Tannalbine	T. M.	150 kg.
	Tannigène	T. M.	50 kg.
	Tannoforme	T. M.	70 kg.
	Théophylline	T. M.	5 kg.
	Autres produits chimiques non dénommés	T. M.	10 tonnes
303 et 304	Ocres, terres de Cologne, de Cassel, d'Italie et d'Ombre, broyées ou préparées à l'eau	T. M.	75 tonnes

Nummer des französischen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zollbehandlung	Kontingent
305	Schweinfurter Grün, mit oder ohne Zusatz von Bariumsulfat, Kalk, Ocker, Barium-Kalzium und Siliziumkarbonat usw.	Minimaltarif	5 t
306	Berg- und Braunschweiger Grün und Grün, das sich aus der Mischung von Blei-, Barium-, Zinnchromat mit Berliner Blau ergibt . .	»	20 t
aus 307	Quarz, gepulvert.	»	500 t
308	Farben, mit Öl angerieben	»	1.250 kg
316	Zusammengesetzte Heilmittel, nicht genannt .	Zollfreiheit	600.000 Francs
aus 467	Alben, einfach kartoniert, mit Bildern, Sammlungen oder Zeichnungen in schwarz oder farbig, mit erklärendem Text ausschliesslich in deutscher Sprache	»	1.250 kg
600	Holz, gehobelt, genutet und (oder) gespundet, Bretter, Friesen oder Parkettplatten, gehobelt, genutet und (oder) gespundet	Minimaltarif	500 t
601	Türen, Fenster, Jalousien, Persiennes, innere Rollvorhänge, Vorhänge aus Holz, Tafelwerk sowie Schreinerarbeit, zusammengefügt oder nicht	»	300 t
aus 646 u. aus 646 bis	Spielzeug und Christbaumschmuck, mit Ausnahme der übrigen „articles de bimbeloterie“,	Zollfreiheit	60 t

Bei der Einfuhr von deutschen Tabaken in das Saargebiet wird für die Verpackung der Minimaltarif gewährt.

LISTE B

Tarifnummer	Bezeichnung der Waren	Zollbehandlung	Kontingent für die Dauer des Abkommens
aus 220	Tabakerzeugnisse : Rauchtabak Kautabak Zigarren Zigaretten.	14 RM 15 » 40 » 28 »	500 t 18 t 15.000.000 Stück 165.000.000 Stück
aus 230	Gemahlener Kalk	frei	10.000 t
322	Berliner Blau, rein oder versetzt mit mineralischen Stoffen oder Stärke, trocken oder in Teigform	»	50 t
364	Schiesspulver, Sprengpulver und andere in Nr. 363 des allgemeinen Tarifs nicht genannte Sprengmittel	»	200 t
388	Zubereitete Arzneiwaren und sonstige pharmazeutische Erzeugnisse, anderweit nicht genannt oder inbegriffen	»	375 kg
390	Chemische Erzeugnisse, anderweit nicht genannt oder inbegriffen	»	500 kg

Numéros du tarif français	Marchandises	Régime applicable	Contingents
305	Vert de Schweinfurth, additionné ou non de sulfate de baryte, de chaux, d'ocre, de carbonates de barytes, de chaux, de silice, etc. .	T. M.	5 tonnes
306	Verts de montagne et de Brunswick et verts résultant du mélange des chromates de plomb, de baryte, d'étain, avec le bleu de Prusse .	T. M.	20 tonnes
ex 307	Quartz pulvérisé.	T. M.	500 tonnes
308	Couleurs broyées à l'huile	T. M.	1.250 kg.
316	Médicaments composés non dénommés.	Franchise	600.000 francs
ex 467	Albums simplement cartonnés à images, à collections ou à dessins en noir ou en couleur, avec texte interprétatif exclusivement en allemand	Franchise	1.250 kg.
600	Bois rabotés, rainés et (ou) bouvetés, planches frises ou lames de parquets rabotées, rainées et (ou) bouvetées	T. M.	500 tonnes
601	Portes, fenêtres, etc.	T. M.	300 tonnes
ex 646 et 646 bis	Jouets et articles pour arbres de Noël, à l'exclusion des autres articles de bimbeloterie . . .	Franchise	60 tonnes

Le tarif minimum est accordé pour les emballages des tabacs allemands importés en Sarre.

LISTE B

Numéros du tarif allemand	Marchandises	Régime applicable	Contingents pour la durée de l'arrangement
ex 220	Tabac fabriqué :		
	Tabac à fumer	14 reichsmarks	500 tonnes
	Tabac à chiquer.	15 »	18 tonnes
	Cigares	40 »	15.000.000 pièces
	Cigarettes	28 »	165.000.000 pièces
ex 230	Chaux moulue.	Franchise	10.000 tonnes
322	Bleu de Prusse, pur ou additionné de matières minérales ou d'amidon, sec ou en pâte . . .	»	50 tonnes
364	Poudres à tirer, poudres à mines et autres explosifs non dénommés au N° 363 du tarif autonome.	»	200 tonnes
388	Médicaments préparés et autres produits pharmaceutiques non-dénommés ni compris ailleurs	»	375 kg.
390	Produits chimiques non-dénommés ni compris ailleurs	»	500 kg.

Tarif nummer	Bezeichnung der Waren	Zollbehandlung	Kontingent für die Dauer des Abkommens
596	(596/7) Andere Besen als solche aus Reisig, sowie Bürsten und Pinsel : Grobe, auch in Verbindung mit unlackiertem, unpoliertem Holz, Rohr oder Eisen		
597	Grobe in Verbindung mit lackiertem, poliertem, Holz oder Eisen ; feine (insbesondere alle aus Haaren oder Gespinsten sowie Abstauber aus gefärbten Federn), auch in Verbindung mit Holz, Rohr oder Eisen ; auch Abreib-(Frottier-) Bürsten und -Handschuhe sowie Pferdebürsten aus Borsten, Rosshaaren oder dergleichen in Verbindung mit groben Gespinstwaren ; Haarbüschel aus Ross- oder Büffelhaaren ; Teppichkehrer	frei	37,5 t
599	Besen, ausgenommen solche aus Reisig, Bürsten und Pinsel in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit sie nicht dadurch unter höhere Zollsätze fallen	»	10 t
657	Drucke jedes Verfahrens, soweit sie nicht unter den zwölften Abschnitt oder unter Nr. 655 A des allgemeinen Tarifs fallen, auch Bilderpapier, einschliesslich des Kopierverfahrens auf Papier und Pappe ; auch farbig oder schwarz geränderte oder sonst auf irgendeine Weise verzierte Papiere oder Pappen	»	75 t
665	Tüten, Beutel, Säcke, Faltbeutel, Faltschachteln und dergleichen Behältnisse, auch Briefumschläge, unbedruckt oder bedruckt	»	40 t
670/72	Waren aus Steinpappe, Zellstoff oder Steinpappmasse, soweit sie nicht unter die vorhergehenden Nummern des allgemeinen Tarifs fallen, auch Hartpapierwaren	»	50 t
713/14	Mauersteine (Mauerziegel, Backsteine) aus farbig sich brennendem Ziegelton, ungebrannt, oder gebrannt, unglasiert	»	15.000 t
717/18	Dachziegel aus Ton, ungebrannt oder gebrannt	»	5.000 t
720	Waren aus gemeinem Steinzeug (mit Ausnahme der in Nr. 716 und 728 des allgemeinen Tarifs genannten)	»	1.000 t
727	Bauzierate (Knäufe (Kapitälé), Gesimse, Friese, Geländerteile, Bildwerke und dergleichen Verzierungen) aus Ton oder toniger Masse, unglasiert oder glasiert, auch mehrfarbig oder bemalt	»	77 t
728	Bodenplatten aus Ton oder gefrittetem Tonzeug, einschliesslich der 3 cm oder weniger dicken Pflasterplatten aus Ton oder gemeinem Steinzeug, unglasiert oder glasiert, glatt oder verziert	»	16.000 t
729	Wandbekleidungsplatten aus Ton, gefrittetem Tonzeug oder Steingut, unglasiert oder glasiert	»	3.500 t

Numéros du tarif allemand	Marchandises	Régime applicable	Contingents pour la durée de l'arrangement
596	(596/7) Balais autres que balais de brindilles, ainsi que brosses et pinceaux :		
597	Grossiers, même combinés avec du bois, du roseau ou du fer, ni laqués, ni polis :		
599	Grossiers, combinés avec du bois, du fer ; laqués, polis ; fins (notamment tous ceux en poils ou cheveux ou en fils, ainsi que plumeaux en plumes teintes), même combinés avec du bois, du roseau ou du fer ; même brosses et gants à frotter ainsi que brosses de pansage en soies, crins ou matières similaires, combinés avec des ouvrages de fils grossiers ; plumets en crin de cheval ou en poils de buffles, brosses à tapis	Franchise	37 ½ tonnes
657	Balais à l'exception des balais de brindilles, brosses et pinceaux, combinés avec d'autres matières, à moins que, eu égard à cette combinaison, ils ne soient passibles de droits plus élevés	"	10 tonnes
665	Impressions obtenues par un procédé quelconque, à moins qu'elles ne soient comprises dans la douzième Section ou dans le numéro 655 A, ainsi que papier d'imagerie, y compris les impressions obtenues par le procédé dit « de copie » sur papier ou carton ; papier et carton à bordure de couleur ou noir ou orné d'une manière quelconque	"	75 tonnes
670/72	Cornets, sacs, poches, bourses pliantes et boîtes pliantes, et récipients similaires, ainsi qu'enveloppes de lettres, imprimés ou non	"	40 tonnes
713/14	Ouvrages en carton-pierres, cellulose, papiers mâchés, pourvu qu'ils ne soient pas compris dans les numéros précédents du tarif autonome, ainsi qu'ouvrages en papier durci	"	50 tonnes
717/18	Briques en terre à briques se colorant au feu, cuites ou non, non vernissées.	"	15.000 tonnes
720	Tuiles en terre, cuites ou non	"	5.000 tonnes
727	Ouvrages en grès commun (à l'exception de ceux dénommés aux Nos 716 et 728)	"	1.000 tonnes
728	Ornements pour constructions (chapiteaux, corniches, frises, parties de balustrade, ouvrages de sculpture et ornements similaires) en terre ou en masse argileuse, vernissés ou non, même multicolores ou peints	"	77 tonnes
729	Dalles de carrelage en terre ou en masse argileuse frittée, y compris les dalles de pavage ayant 3 centimètres ou moins d'épaisseur — en terre ou grès commun, vernissées ou non, unies ou ornementées	"	16.000 tonnes
	Carreaux de revêtement (pour cloisons, etc.) en terre, masse argileuse frittée ou faïence, vernissés ou non	"	3.500 tonnes

Tarifnummer	Bezeichnung der Waren	Zollbehandlung	Kontingent für die Dauer des Abkommens
730/31	Waren aus Steingut, feinem Steinzeug, feinem Tonzeug, anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannt :		
730	Einfarbig	frei	1.250 t
731	Mehrfarbig, auch mit Lüster- oder mit Metallüberzug	»	1.250 t
732	Tonwaren aller Art (mit Ausnahme von Porzellan und porzellanartigen Waren) in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit sie nicht dadurch unter höhere Zollsätze fallen . . .	»	40 t
aus 737	Glasflaschen, weder geschliffen, noch abgerieben, mattiert, geätzt oder geschnitten, naturfarbig.	»	6.000 t
738	Tafelgerät aus Glas, weder geschliffen, noch abgerieben, mattiert, geätzt oder geschnitten Hohlglas, anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannt, geschliffen (auch poliert), abgerieben, mattiert, geätzt oder geschnitten	»	25 t
739	Hohlglas, anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannt, bemalt, vergoldet oder versilbert, auch durch Auftragen oder Einbrennen von Farben gemustert, auch in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit es nicht durch die Verbindung mit anderen Stoffen unter höhere Zollsätze fällt	»	50 t
aus 741	Tafelglas, einschliesslich des 5 mm oder weniger starken Rohglases, anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannt, weder geschliffen noch poliert, geschnitten, gemustert, gerippt, geschuppt, gebogen, mattiert, geätzt, überfangen, gefeldert (facettiert) oder belegt, nicht gefärbt, nicht undurchsichtig	»	12 ½ t
743	Spiegel- und Tafelglas, anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannt, geschliffen, poliert, geschnitten, gemustert, gerippt (mit Ausnahme des gerippten Rohglases), geschuppt, gebogen (einschliesslich des gebogenen Rohglases), mattiert, geätzt, überfangen, jedoch nicht gefeldert (nicht facettiert), nicht belegt	»	11.000 t
751	Dachpfannen und Dachziegel aus Rohglas, Tafelglas oder Drahtglas	»	500 t
			300 t

ZEICHNUNGSPROTOKOLL.

Indem die Hohen Vertragsschliessenden Teile am heutigen Tage das von ihnen am 11. Juli 1925 über den Warenaustausch zwischen Deutschland und dem Saargebiete geschlossene Abkommen teilweise übernehmen, erklären sie ihre Bereitschaft, diejenigen Abänderungen und Ergänzungen ins Auge zu fassen, die den Bestimmungen des heutigen Abkommens anlässlich der Verhandlung des endgültigen Handelsvertrags und, soweit insbesondere die Eisenindustrie berührt wird, anlässlich der im Gange befindlichen Verhandlungen über ein privatwirtschaftliches Abkommen zwischen den beiderseitigen eisenschaffenden Industrien hinzugefügt werden könnten.

Numéros du tarif allemand	Marchandises	Régime applicable	Contingents pour la durée de l'arrangement
730/31	Ouvrages en faïence, en grès fin, en masse argileuse fine, non dénommés ailleurs au tarif autonome :		
730	Unicolores	Franchise	1.250 tonnes
731	Multicolores, même avec enduit lustré ou métallique	»	1.250 tonnes
732	Ouvrages en terre de toute espèce (à l'exception de ceux en porcelaine et des ouvrages similaires à la porcelaine) combinés avec d'autres matières, à moins que, eu égard à cette combinaison, ils ne soient passibles de droits plus élevés	»	40 tonnes
ex 737	Bouteilles en verre, ni passées à la meule, ni dépolies, ni mattées, ni gravées à l'acide, ni taillées, couleur naturelle	»	6.000 tonnes
738	Services de table, ni passés à la meule, ni dépolis, ni mattés, ni gravés à l'acide, ni taillés . . .	»	25 tonnes
739	Gobeletterie, non dénommée ailleurs au tarif autonome, passée à la meule (même polie), dépolie, mattée, gravée à l'acide ou taillée.	»	50 tonnes
ex 741	Gobeletterie, non dénommée ailleurs au tarif autonome, peinte, dorée ou argentée, même façonnée, par application de couleurs, fixée à froid ou au feu, même combinée avec d'autres matières, à moins que des droits plus élevés ne leur soient applicables en raison de cette combinaison	»	12 ½ tonnes
743	Verre en plaques y compris le verre brut d'une épaisseur de 5 millimètres ou moins, non dénommé ailleurs au tarif autonome, ni passé à la meule, ni poli, ni taillé, ni façonné, ni cannelé, imbriqué, ni courbé, ni rendu mat, ni gravé à l'acide, ni doublé (ni biseauté), ni recouvert, non coloré, non opaque	»	11.000 tonnes
743	Verre à glaces et verre en plaques, non dénommés ailleurs au tarif autonome, passés à la meule, polis, taillés, façonnés, cannelés (à l'exception du verre brut cannelé), imbriqués, courbés (y compris le verre brut courbé), rendus mats, gravés à l'acide, doublés, mais non biseautés (non à facettes) ni recouverts.	»	500 tonnes
751	Pannes et tuiles en verre brut, en verre en plaques, ou en verre armé	»	300 tonnes

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Les Hautes Parties contractantes, en donnant à la date de ce jour une application partielle à l'Arrangement conclu entre elles le 11 juillet 1925 au sujet des échanges commerciaux du Territoire du Bassin de la Sarre avec l'Allemagne, déclarent qu'elles sont disposées à envisager les modifications et compléments qui pourront être apportés aux dispositions de leur accord de ce jour, lors de la négociation du traité de commerce définitif et, en ce qui concerne plus spécialement la métallurgie, lors de leurs consultations au sujet des accords privés en voie de négociation entre les industries idéurgiques des deux pays.

Die Französische Regierung erklärt hinsichtlich der Anwendung von Artikel II, dass sie dem Parlament einen Gesetzentwurf vorlegen wird, der das Abkommen um zwei Monate verlängert, da das vom französischen Parlament ratifizierte Abkommen vom 11. Juli 1925 nur auf die Dauer von vier Monaten abgeschlossen worden ist.

Die Hohen Vertragsschliessenden Teile erkennen hinsichtlich der Auslegung des Artikels III übereinstimmend an, dass dieser Artikel nur einen vorläufigen Ausgleich zwischen ihren auseinandergehenden Auffassungen bezüglich der Berechtigung der Zollvergünstigungen darstellt, die Deutschland gegenüber den aus der Saar in das deutsche Zollgebiet eingeführten Produkten ohne Zustimmung der Französischen Regierung gewähren könnte.

Die Deutsche Regierung erklärt ihrerseits, dass der vorerwähnte Artikel, solange die mit dem Saarzollproblem zusammenhängenden Fragen nur zum Teil geregelt sind, gemäss seinem Wortlaut allein auf die in der Liste B aufgezählten Waren bezügliche autonome Massnahmen der Deutschen Regierung gegenüber dem Saargebiet ausschliesst.

Die Französische Regierung legt gegen diese Erklärung nachdrücklichst Verwahrung ein und erklärt ihrerseits, dass die Deutsche Regierung nicht berechtigt sein würde, ohne Zustimmung der Französischen Regierung Zollvergünstigungen für saarländische Erzeugnisse zu gewähren, welche sich nicht auch auf die gleichen oder ähnlichen Erzeugnisse des ganzen französischen Zollgebiets erstrecken, und dass daher jede Massnahme dieser Art, die von der Deutschen Regierung ergriffen wird, nur einen provisorischen Charakter haben würde, sowie dass das endgültige Abkommen zwischen beiden Regierungen oder jedes andere zwischen ihnen vereinbarte Vorgehen eine Lösung dieser grundsätzlichen Frage bringen müsste.

Nach Erschöpfung des für Tarifnummer 316 festgesetzten Kontingents werden die Erzeugnisse gleicher Art bei ihrer Einfuhr in das Saargebiet bis zur Höhe des gleichen Betrags von 600 000 Franken zu den Sätzen des Minimaltarifs zugelassen werden, die die Importeure zurückerstattet erhalten, wenn das französische Parlament auf Verlangen der Französischen Regierung die Zollfreiheit für das Zusatzkontingent gewährt hat.

Die beiden Regierungen haben die heute von ihnen unterzeichnete Vereinbarung in der gemeinsamen Überzeugung abgeschlossen, dass die beschränkten und zeitlich begrenzten Sondervergünstigungen, die vereinbarungsgemäss dem Saargebiet zugewendet werden, um seinen besonderen wirtschaftlichen Notwendigkeiten Rechnung zu tragen, von keinem Staate, der bei dem einen vertragsschliessenden Teil die Meistbegünstigung geniesst, gefordert oder beanstandet werden könnten.

Sollte jedoch die Regierung irgendeines dritten Landes die Gewährung irgendeiner der erwähnten Sondervergünstigungen beanspruchen oder gegen eine solche Vergünstigung Widerspruch erheben, so würde diese Vergünstigung 45 Tage in Kraft bleiben, gerechnet von der Notifizierung der Inanspruchnahme oder des Widerspruchs durch diejenige Regierung, die Empfängerin dieser Erklärungen ist, an die Regierung des anderen vertragsschliessenden Teiles.

Während dieser Frist sollen durch beide Regierungen Verhandlungen mit dem Ziele eröffnet werden, die Inanspruchnahme oder den Widerspruch auszuschalten, wobei jedoch keine der beiden Regierungen die Verpflichtung übernimmt, für die Aufrechterhaltung des geforderten oder beanstandeten Regimes irgendeine Gegen- oder Ersatzleistung zuzugestehen.

Sollten bei Ablauf der Frist die Verhandlungen nicht zum Ziele geführt haben, würde die geforderte oder beanstandete Vergünstigung in Fortfall kommen, und die beiden vertragsschliessenden Teile würden in Erörterungen über die Folgen dieser teilweisen Abänderung der vorliegenden Vereinbarung eintreten.

(gez.) VON HOESCH.

(gez.) POSSE.

(gez.) A. BRIAND.

(gez.) M. BOKANOWSKI.

PROTOKOLL

GEZEICHNET IN PARIS AM 16 FEBRUAR 1927.

(Ce protocole a paru au vol. LXII, page 195 de ce recueil.)

Pour l'application de l'article 2, le Gouvernement français déclare que l'Arrangement du 11 juillet 1925 ratifié par le Parlement français n'ayant été conclu que pour une durée de quatre mois, il saisira le Parlement français d'un projet de loi le prorogeant de deux mois.

Pour l'interprétation de l'article 3, les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour reconnaître qu'il représente un compromis provisoire entre leurs opinions divergentes quant à la légitimité des faveurs douanières que l'Allemagne pourrait accorder aux produits sarrois importés sur le territoire douanier allemand sans l'assentiment du Gouvernement français.

Le Gouvernement allemand déclare de son côté, que, aussi longtemps que les questions afférentes au problème douanier de la Sarre ne sont que partiellement réglées, l'article susmentionné, conformément à son texte, exclut uniquement des mesures autonomes du Gouvernement allemand vis-à-vis de la Sarre visant des marchandises énumérées à la liste B.

Le Gouvernement français formule, quant à cette déclaration, les plus expresses réserves et déclare, de son côté, que le Gouvernement allemand ne saurait en droit accorder, sans son assentiment, des faveurs douanières aux produits sarrois, qui ne s'étendraient pas aux produits identiques ou similaires de tout le territoire douanier français; et que toute mesure de cette nature prise en fait par le Gouvernement allemand ne saurait avoir un caractère provisoire, l'accord définitif des gouvernements, ou toute autre procédure agréée par eux, devant apporter la solution de principe du problème.

Pour l'application de la liste A, lorsque le contingent fixé pour le N^o 316 se trouvera épuisé, les produits de l'espèce importés en Sarre seront admis jusqu'à concurrence d'une nouvelle somme de 600.000 francs à la consignation des droits du tarif minimum, qui seront ristournés aux importateurs si le Parlement français, saisi par le gouvernement, accorde la franchise pour ce contingent supplémentaire.

Les deux gouvernements ont procédé à l'arrangement signé par eux en date de ce jour avec la commune conviction que les avantages préférentiels de caractère limité et temporaire qu'ils s'accordent à octroyer au Territoire de la Sarre pour faire face à ses nécessités économiques spéciales, ne peuvent être ni réclamés ni incriminés par aucun Etat jouissant chez l'une des Hautes Parties contractantes du traitement de la nation la plus favorisée.

Si toutefois le gouvernement d'un pays tiers réclamait le bénéfice d'un quelconque desdits avantages préférentiels, ou y faisait opposition, ledit avantage ne resterait en vigueur que pendant une durée de quarante-cinq jours, à dater de la notification desdites réclamation ou opposition par le gouvernement auquel elles auraient été adressées au gouvernement de l'autre Partie contractante.

Pendant ce délai, les négociations seraient ouvertes par les deux gouvernements pour écarter les réclamation ou opposition susvisées, sans cependant qu'aucun d'eux s'oblige à consentir pour le maintien du régime réclamé ou incriminé aucune contrepartie ou compensation.

Si, à l'expiration du délai, les négociations n'avaient pas abouti, l'avantage réclamé ou incriminé serait abrogé, et les deux Parties contractantes se consulteraient sur les conséquences de cette modification partielle du présent accord.

(Signé) VON HESCH.

(Signé) POSSE.

(Signé) A. BRIAND.

(Signé) M. BOKANOWSKI.

PROTOCOLE

SIGNÉ A PARIS LE 16 FÉVRIER 1927.

(Ce protocole a paru au vol. LXII, page 195, de ce recueil.)

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1711. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND FRANCE REGARDING COMMERCIAL EXCHANGES BETWEEN GERMANY AND THE SAAR TERRITORY, SIGNED AT PARIS, AUGUST 5, 1926.

THE GERMAN and FRENCH GOVERNMENTS, recognising the expediency of introducing certain modifications and adjustments in the Customs Union régime as established by the Treaty of Versailles for France and the Saar Territory, with a view to providing the industries of the Saar Territory with certain facilities for obtaining supplies of raw materials, and securing for them, on the other hand, certain outlets which the said Territory has hitherto possessed in Germany, have decided upon the following provisions :

Article 1.

The French Government shall permit the importation into the Saar Territory of the products originating in and coming from Germany included in List A under the favoured tariff treatment described in that list, and within the limits of the quotas laid down therein.

Article 2.

The German Government shall permit the importation of the products originating in and coming from the Saar Territory included in the annexed List B under the favoured tariff treatment described in the said list and within the limits of the quotas laid down therein.

Article 3.

The High Contracting Parties undertakes to confine the tariff favours laid down in the annexed Lists A and B strictly to the quotas specified in the said Lists ; the ordinary régime shall be applicable to quantities in excess of those quotas.

The above-mentioned quotas shall be fixed for a period of six months.

Article 4.

With regard to the distribution of the quotas laid down in the preceding Articles, the two Governments undertake to proceed in accordance with the following provisions, to which the Governing Commission of the Saar Territory has declared its accession, so far as it is concerned, in an exchange of Notes dated June 16/18, 1925 :

I. DISTRIBUTION OF QUOTAS.

Import and export quotas shall be allocated to the parties concerned under the direction of the Governing Commission for the duration of the rationing period.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Immediately after the entry into force of the present Agreement, the Governing Commission shall invite the Commercial firms concerned to submit proposals in regard to the allocation of quotas within a short time limit which it shall itself determine. After the expiry of this period the Governing Commission shall draw up the scheme of allocation. This scheme shall be presented to the parties concerned who must submit their observations or objections in regard to it within eight days.

If objections are raised, whether in regard to the refusal of an application to share in a quota, or whether to obtain the exclusion of any person or firm wrongfully admitted to participation therein, or whether with a view to securing an increased share in a quota, such objections shall be adjudicated upon by a Committee of three members, none of whom may have any connection with the interests concerned, or may be in a position to benefit, either directly or indirectly, from the allocation of the quota. One member of the Committee, who shall be its chairman, shall be appointed by the President of the Saarbruck District Court, who shall select him, when possible, from the panel of sworn experts attached to this Court; the second member shall be appointed by the Governing Commission, and the third member shall be chosen by the said Commission from a list of three persons submitted to it by the vocational organisation officially recognised as representing the interests concerned (Chambers of Commerce, Chambers of Agriculture, Operatives' Associations, etc.). Should the State mines of France be interested in the allocation of the quotas, a representative of their interests may be attached to the above-mentioned Committee by the Governing Commission.

The members of the Committee, having been appointed in the manner described above, shall give a solemn undertaking to render equitable decisions.

The Committee's decisions shall be taken by a majority vote, and where the votes are equally divided the chairman shall have the deciding vote. Decisions shall be rendered within ten days from the lodging of the objections. Where such decisions involve modifications of shares allotted to parties which have not raised objections, the extent of such modifications must be proportionate, in each case, to the amount of the share.

The Governing Commission shall forward a certified copy of the scheme of allocation, as finally determined, to the German and French Governments and to the official representatives of the vocational organisations, which shall be responsible for notifying the parties concerned.

The scheme of allocation may not be modified during the rationing period. Any shares of quotas not utilised by the parties entitled to them shall lapse. Quotas are not transferable.

II. CONTROL OF QUOTAS.

A. *Exports from the Saar Territory to Germany.*

Goods exported from the Saar Territory to Germany, which, in virtue of the present Agreement, enjoy special Customs favours within the limit of the quotas must, on crossing the German frontier, be accompanied by a rationing certificate issued by a representative of the Reich Ministry of Commerce in the Saar Territory. The certificate shall be submitted to the German Customs Office of entry. It shall give the following particulars:

- (1) Name address and of the exporter.
- (2) Nature of goods: their nomenclature according to the German Customs tariff, and the number of the heading in the Customs tariff respect of which the party concerned obtained an export quota.
- (3) The total of such quota.
- (4) The proportion of the said quota already accounted for by previous exportations on the date of issue of the certificate.
- (5) The description, marks and numbers of the packages and the gross and net weight of the goods in respect of which the certificate was issued.

If the German administrative authorities so require, the exported goods must, in addition, be accompanied by a certificate of origin.

B. *Exports from Germany to the Saar Territory.*

German goods imported directly into the Saar Territory, which, in virtue of the present Agreement, enjoy special Customs favours within the limit of the quotas, shall only be granted the said favours if a rationing certificate, issued by the Director of Customs in Saarbrück, is produced, in support of the declaration for clearance.

Rationing certificates shall be made out in respect of the whole share of the quota allotted to each party, in accordance with the scheme of allocation laid down by the Saar Governing Commission, and shall be valid for the whole rationing period. On the occasion of each importation the Customs office of entry shall note on the certificate the quantity of goods imported, and state the balance still to be imported. The certificates shall then be returned to the parties concerned.

Proof of German origin must be offered in the case of goods which it is sought to import under the quota system.

Moreover, if the French Government so desires, the arrival of the said goods at the destination shown on the import declarations and their utilisation within the Territory of the Saar shall be guaranteed by a bond, in accordance with the provisions of French Customs law.

The High Contracting Parties undertake to collect no taxes or fees for the issue of the aforementioned rationing certificates or for the control of quotas.

C. *Control on Exportation.*

If either of the High Contracting Parties subjects goods included in the aforementioned quotas, or exported in excess of the said quotas, to a measure of control on exportation, such control shall be solely for statistical purposes and shall be exercised in such a manner that it does not constitute any impediment to trade.

Article 5.

The provisions of the aforementioned Articles shall be without prejudice to the special facilities which the High Contracting Parties may accord in respect of frontier traffic, in virtue of a special convention.

Article 6.

Each of the High Contracting Parties undertakes not to impede the application of the special régime constituted by the present Agreement for the exchange of commodities between the Saar Territory and Germany by means of laws and regulations, and in particular by import and export prohibitions.

Article 7.

The present Agreement is concluded for a period of six months. It shall take effect from the date of the enforcement of the Commercial Agreement signed this day. It shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Paris as soon as possible. If ratification necessitates in either country the approval of Parliament, steps to obtain such approval shall be taken with due diligence.

In faith whereof the following Plenipotentiaries, being furnished with full powers, found in good and due form, have signed the present Agreement, and have thereto affixed their seals.

Done at Paris, in duplicate, August 5, 1926.

(L. S.) (Signed) VON HÆSCH.

(L. S.) (Signed) POSSE.

(L. S.) (Signed) A. BRIAND.

(L. S.) (Signed) M. BOKANOWSKI.

LIST A.

Number of French Tariff	Description of Goods	Treatment	Contingent
ex 89	Seeds for sowing : beet seeds	Free	25 tons
ex 93	Sugar beet	»	200 tons
ex 112	Thymol	Minimum tariff	30 kg.
	Menthol	Minimum tariff	60 kg.
ex 128	Wood (for mining)	Minimum tariff	15,000 tons
133	Perches, poles and staffs, rough, of more than 1.10 m. in length and with a circumference at the thick end of not more than 60 cm.	Minimum tariff	30,000 tons
136	Charcoal and charred boon	Minimum tariff	250 tons
ex 177	Rhine basalt and lava, worked	Minimum tariff	1,000 tons
179	Kaolin	Minimum tariff	500 tons
ex 181(b)	Hollow bricks	Minimum tariff	7,500 tons
ex 181(d)	Tiles, shaped or for dovetailing	Minimum tariff	1,250 tons
183	Paving-stones of natural stone	Minimum tariff	10,000 tons
183(b)	Stone broken up in pieces for road-making	Minimum tariff	30,000 tons
ex 184(b)	Lime, hydraulic, in lumps or powder, howsoever packed or despatched	Minimum tariff	2,000 tons
185(b)	Pipes and other moulded articles made of ordinary cement, concrete or reinforced concrete	Minimum tariff	75 tons
ex 186	Bricks of pumice-stone, shaped	Minimum tariff	21,500 tons
ex 210	Flat sheets of iron or steel, having silicon content, polished	Minimum tariff	15 tons
011 and 012	Potassium nitrate, natural and transformed	Minimum tariff	200 tons
021 and 022	Other ammonia salts	Minimum tariff	400 tons
ex 0129	Perchloride of iron	Minimum tariff	500 kg.
0131	Sulphate of iron	Minimum tariff	500 kg.
0139	Sulphate of magnesium	Minimum tariff	400 kg.
ex 0144	Precipitated white of mercury	Minimum tariff	10 kg.
	Yellow mercury oxide	Minimum tariff	18 kg.
	Mercury bichloride	Minimum tariff	112 kg.
0156	Caustic potash	Minimum tariff	300 kg.
0157	Potassium carbonate	Minimum tariff	500 kg.
ex 0208	Subacetate of lead	Minimum tariff	2,000 kg.
ex 0222	Lactic acid, pure	Minimum tariff	300 kg.
0224	Lactate of iron	Minimum tariff	75 kg.
0246	Diethylsulphonedimethylmethane (Sulphonal)	Minimum tariff	20 kg.
0249	Diethylmalonyl urea (diethylbarbituric acid) (veronal)	Minimum tariff	20 kg.
0272	Pyrogallol (pyrogallic acid)	Minimum tariff	33 kg.
ex 0329	Dimethylaminophenyldimethylpyrazolone	Minimum tariff	250 kg.
ex 0330	Salicylate of phenyldimethylpyrazolone	Minimum tariff	300 kg.
ex 0350	Tropacocaine	Minimum tariff	1 kg.
ex 0351	Phosphate of codeine	Minimum tariff	30 kg.
ex 0368	Santonine pastilles	Minimum tariff	20,000 kg.
ex 0370	Nitrate of strychnine	Minimum tariff	5 kg.
0381	Chemical products not specially mentioned :		
	Chrome alum	Minimum tariff	10 tons
	Arsenic acid	Minimum tariff	10 kg.
	Anæsthesin (ethylparamidobenzoat)	Minimum tariff	50 kg.
	Homatropin hydrobromide	Minimum tariff	500 gr.

Number of French Tariff	Description of Goods	Treatment	Contingent
0381 (continued)	Chemical products not specially mentioned :		
	Apomorphine hydrochloride	Minimum tariff	1 kg.
	Hydrostinine hydrochloride	Minimum tariff	280 gr.
	Scopolanine hydrochloride	Minimum tariff	250 gr.
	Eucaïne B	Minimum tariff	1 kg.
	Iron, pulverized	Minimum tariff	50 kg.
	Iron, reduced	Minimum tariff	50 kg.
	Lactophenine	Minimum tariff	5 kg.
	Pastilles of mercury bichloride	Minimum tariff	20,000 numb.
	Phenolphtaleine	Minimum tariff	50 kg.
	Mercury salicylate	Minimum tariff	2.5 kg.
	Artificial Karlsbad salts	Minimum tariff	5,000 kg.
	Tannalbin	Minimum tariff	150 kg.
	Tannigen	Minimum tariff	50 kg.
	Tannoform	Minimum tariff	70 kg.
	Theophyline	Minimum tariff	5 kg.
	Other unspecified chemical products.	Minimum tariff	10 tons
303 and 304	Ochres and earths of Cologne, Cassel, Italy, Umber, crushed or prepared with water . .	Minimum tariff	75 tons
305	Schweinfurt green, with or without an addition of barium sulphate, lime, ochre and carbonates of barium, lime and silica, etc.	Minimum tariff	5 tons
306	Mountain and Brunswick greens, and greens resulting from a mixture of chromates of lead, barium or tin with Prussian blue. . .	Minimum tariff	20 tons
ex 307	Quartz, pulverized	Minimum tariff	500 tons
308	Colours ground in oil	Minimum tariff	1,250 kg.
316	Compound medicaments, not specified	Free	600,000 Fr.
ex 467	Albums, simply mounted on boards, with pictures, collections or drawings, white, black or coloured, with an explanatory text in the German language only	Minimum tariff	1,250 kg.
600	Wood, planed, grooved and (or) tongued, planks, strips and veneers for floors, planed, grooved and (or) tongued	Minimum tariff	500 tons
601	Doors, windows, Venetian blinds or shutters, roll shutters, roller blinds, wood panelling and joiners' work, whether put together or not	Minimum tariff	300 tons
ex 646 and 646(b)	Playthings and decorations for Christmas trees, with the exception of other " articles de bimbeloterie "	Free	60 tons

The minimum tariff shall be allowed on the packing of German tobaccos imported into the Saar Territory.

LIST B.

Number of German Tariff	Description of Goods	Treatment	Contingent for the Period of the Agreement
ex 220	Manufactured tobacco : Smoking tobacco Chewing tobacco Cigars Cigarettes	14 Reichsmarks 15 Reichsmarks 40 Reichsmarks 28 Reichsmarks	500 tons 18 tons To the number of 15,000,000 To the number of 165,000,000
ex 230	Ground lime	Free	10,000 tons
322	Prussian blue, pure or mixed with mineral substances or starch, dry or in the form of paste	»	50 tons
364	Gunpowder, blasting powder, and other explosives not specified in No. 363 of the General Tariff	»	200 tons
388	Prepared medicaments and other pharmaceutical products, not mentioned in or included under other tariff numbers	»	375 kg.
390	Chemicals not mentioned in or included under other tariff number	»	500 kg.
596	(596/7) Brooms, other than brushwood brooms, also brushes and paint-brushes : Coarse, combined or not with unlacquered, unpolished wood, cane or iron	»	37.5 tons
597	Coarse, combined with lacquered, polished wood or iron ; fine (particularly all those of hair or yarn, and also dusting brushes of dyed feathers), combined or not with wood, cane or iron ; scrubbing brushes and scrubbing-gloves, and horse, brushes of bristles, horsehair and the like, combined with coarse textile materials plumes of horsehair and buffalo hair ; carpet sweepers	»	37.5 tons
599	Brooms, other than those made of brushwood, paint and other brushes, combined with other materials, in so far as they do not thereby become subject to higher rates of duty . .	»	10 tons
657	Impressions obtained by any process in so far as they are not included in the 12th Section or under No. 655 A of the General Tariff ; also " picture paper " including that produced by a copying process on paper and cardboard ; also paper or cardboard, coloured or black-edged, or ornamented in any other way	»	75 tons
655	Cornets, paper bags, sacks, folding bags and boxes, and similar receptacles ; also envelopes, whether printed or plain	»	40 tons
670/672	Articles made of " carton pierre ", cellulose, or papier-maché, in so far as they are not included under the previous numbers of the General Tariff ; also articles of hard paper (cartridge paper)	»	50 tons
713/14	Bricks for building, of brick-clay coloured in the burning, whether baked or not, unglazed	»	15,000 tons

Number of German Tariff	Description of Goods	Treatment	Contingent for the Period of the Agreement
717/18 720	Roofing tiles of clay, whether baked or unbaked Articles of common stoneware (with the exception of those specified in Nos. 716 and 728 of the General Tariff)	Free	5,000 tons
727	Architectural ornaments (capitals, cornices, friezes, parts of balustrades, sculpture and similar ornaments) of clay or clayey substances, glazed or unglazed, even if coloured or painted	»	1,000 tons
728	Paving tiles of clay or calcined clayey substances, including paving tiles of earthenware or common stoneware, 3 cm. or less in thickness, whether glazed or unglazed, plain or ornamented	»	77 tons
729	Wall-facing tiles of clay, calcined clayey substances, or faïence, glazed or unglazed. . .	»	16,000 tons
730/731	Articles of faïence fine stoneware, and fine clayey materials not otherwise specified in the General Tariff :	»	3,500 tons
730	Of one colour	»	1,250 tons
731	Of more than one colour, with or without enamelled or metallic coating	»	1,250 tons
732	Articles of earthenware of all kinds (with the exception of china and articles similar to china porcelain), in combination with other materials, in so far as they do not thereby become liable to higher rates of duty . . .	»	40 tons
ex 737	Glass bottles, neither polished by grinding, smoothed, frosted, engraved or cut, of natural colour	»	6,000 tons
738	Table glass, neither polished by grinding, smoothed, frosted, engraved or cut	»	25 tons
739	Hollow glass not mentioned elsewhere in the General Tariff, polished by grinding (also polished), smoothed, frosted, engraved or cut	»	50 tons
739	Hollow glass not mentioned elsewhere in the General Tariff, painted, gilt or silvered, also figured by colours being applied or burnt in, also in combination with other substances, in so far as it does not thereby become liable to higher Customs duties	»	12 ½ tons
ex 741	Sheet glass, including " crude " glass, 5 mm. or less in thickness, not mentioned elsewhere in the General Tariff, neither polished by grinding, polished, cut, figured, ribbed, scalloped, curved, frosted, engraved, ornamented, bevelled (cut in facets), nor foliated, neither coloured nor transparent	»	11,000 tons
743	Plate and sheet glass not mentioned elsewhere in the General Tariff, polished by grinding, polished, cut, figured, ribbed (with the exception of ribbed " crude " glass) scalloped, curved (including curved " crude " glass), frosted, engraved, ornamented, but not bevelled (not cut in facets) nor foliated	»	500 tons
751	Pantile and skylight tiles of " crude " glass, sheet glass, or wired glass	»	300 tons

PROTOCOL OF SIGNATURE.

The High Contracting Parties, while giving effect, as from this day, to the Agreement concluded between them on July 11, 1925, concerning the exchanges of commodities between Germany and the Saar Territory, declare that they will be prepared to consider any modifying and complementary measures, which might be added to the provisions of their present Agreement, on the occasion of the negotiations for the definitive Commercial Treaty ; and, in so far as the metallurgical industry is concerned, that they are prepared to consider such measures in connection with the negotiations now proceeding for a private agreement between the iron industries of the two countries.

In regard to the application of Article 2, the French Government declares that it will introduce a Bill into Parliament to prolong the Arrangement of July 11, 1925, for two months, since the said Arrangement, as ratified by the French Parliament, was only concluded for a period of four months.

In regard to the interpretation of Article 3, the High Contracting Parties agree that it only represents a provisional compromise between their divergent views concerning the legitimacy of the Customs favours which Germany may grant to Saar products imported into German Customs territory without the consent of the French Government.

The German Government, for its part, declares that, so long as the Customs problems of the Saar Territory remain in any degree unsolved, the aforementioned Article shall, in conformity with its text, exclude only those goods specified in List B from autonomous measures adopted by the German Government in relation to the Saar Territory.

The French Government makes the most express reservations in regard to this declaration, and, for its part, declares that the German Government would not be entitled to grant Customs favours to products of the Saar Territory, without the consent of the French Government, unless such favours should apply also to the same or similar products of any part of the French Customs territory ; and that, in consequence, any measure of this kind adopted by the German Government could only have a provisional character ; and further, that the final Agreement between the two Governments, or any other procedure agreed upon between them, must provide a solution of these fundamental questions.

With regard to the application of List A, when the quota laid down for Tariff No. 316 is exhausted, products of a similar kind may be imported into the Saar Territory up to a maximum value of a further 600,000 francs, on payment of the minimum tariff duty which shall be refunded to the importers in the event of the French Parliament agreeing, at the request of the French Government, to admit the supplementary quota free of duty.

The two Governments have concluded the Agreement signed by them to-day with the common conviction that the special favours, limited in degree and in time, which they have agreed to grant to the Saar Territory in order to meet its peculiar economic needs, cannot be claimed or objected to by any State to which either of the High Contracting Parties has granted most-favoured-nation treatment.

Should, however, the Government of any third State claim the benefit of any of these special favours or object thereto, such favour shall only remain in force for a period of forty-five days as from the notification of the claim or the objection by the Government to which it has been addressed to the Government of the other Contracting Party.

During this period, the two Governments shall open negotiations to secure the withdrawal of the claim or objection. Neither of the two Governments, however, undertakes to grant any countervailing advantage or compensation for maintaining the régime which has been claimed or objected to.

If the negotiations have not proved successful on the expiry of this period, the favour claimed or objected to shall be cancelled, and the two Contracting Parties will confer regarding the consequences of such a partial modification of the present Agreement.

(Signed) VON HÆSCH.

(Signed) A. BRIAND.

(Signed) POSSE.

(Signed) M. BOKANOWSKI.

PROTOCOL

SIGNED AT PARIS, FEBRUARY 16, 1927.

(This Protocol has been published in Vol. LXII, page 195, of this Series.)

N° 1712.

ALLEMAGNE ET TURQUIE

Traité de commerce, avec protocole
de signature. Signés à Angora, le
12 janvier 1927.

GERMANY AND TURKEY

Treaty of Commerce, with Protocol
of Signature. Signed at Angora,
January 12, 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

TEXTE TURC. — TURKISH TEXT.

No. 1712. — HANDELSVERTRAG¹
ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN
REICH UND DER TÜRKISCHEN
REPUBLIK, GEZEICHNET IN
ANGORA, AM 12. JANUAR 1927.

تورکیه جمهوریتی و آلمانیا حکومتی
آراسنده تجارت مقاوله نامه سی¹

*Textes officiels allemand et turc communiqués
par le consul général d'Allemagne à Genève.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le
18 mai 1928.*

*German and Turkish official texts communicated
by the German Consul General at Geneva.
The registration of this Treaty took place
May 18, 1928.*

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT einerseits
und DER PRÄSIDENT DER TÜRKISCHEN REPU-
BLIK andererseits, von dem Wunsche beseelt,
die Handelsbeziehungen zwischen den beiden
Ländern zu fördern, haben beschlossen, zu
diesem Zweck entsprechend dem Deutsch-
Türkischen Freundschaftsvertrag² vom 3. März
1924 einen Vertrag abzuschliessen, und haben
zu ihren Bevollmächtigten ernannt

بر طرفدن
تورکیه جمهوریتی رئیس .
دیگر طرفدن
آلمان حکومتی رئیس

ایکی مملکت آراسنده کی مناسبات اقتصادی نی انکشاف ایتدیرمک
آرزوسیه متحس اولارق، ۳ مارت ۱۹۲۴ تاریخلی تورک —
آلمان محاذت معاهده سنه توفیقاً، بو یابده بر مقاوله نامه عقیدینه
قرار ویرمشار و مرخصلری اولوق اوزره،

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Herrn Rudolf NADOLNY, Botschafter des
Deutschen Reichs in der Türkei,

تورکیه جمهوریتی رئیس :

DER PRÄSIDENT DER TÜRKISCHEN REPUBLIK :

Herrn Ali DJÉNANI Bey, ehemaligen Hän-
delsminister, Abgeordneten von Ghazi
Aintab, und

سابق تجارت وکیلی، غازی عیناب مبعونی علی جنانی
بک اقدی ایله
خارجیه وکالتی مستشاری علی شوق بیکی،

Herrn Ali CHEVKI Bey, Unterstaatssekretär
des Auswärtigen,

آلمان حکومتی رئیس :

آلمان حکومتک تورکیه سفیر کیری و فوق العاده مرخصی

موسیو رودولف نادولنی

تعیین ایشلردر .

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin,
le 22 juin 1927.

² Vol. XLI, page 237, de ce recueil.

¹ The exchange of ratifications took place at
Berlin, June 22, 1927.

² Vol. XLI, page 237, of this Series.

die, nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, die nachstehenden Artikel vereinbart haben :

Artikel I.

Die Boden- und Gewerbeerzeugnisse türkischen Ursprungs sollen bei der Einfuhr in Deutschland keinen höheren als den in der Anlage A festgesetzten Zöllen unterliegen.

Die Boden- und Gewerbeerzeugnisse deutschen Ursprungs sollen bei der Einfuhr in die Türkei keinen höheren als den in der Anlage B festgesetzten Zöllen unterliegen.

Die Boden- und Gewerbeerzeugnisse eines der vertragschliessenden Länder sollen bei der Einfuhr in das andere keinen höheren Zöllen, Koeffizienten, Abgaben oder sonstigen Lasten irgendwelcher Art unterliegen, als die gleichartigen Erzeugnisse irgendeines dritten Landes.

Das Gleiche gilt hinsichtlich der Ausfuhrzölle und sonstigen Abgaben für die Boden- und Gewerbeerzeugnisse, die aus dem Gebiet eines der vertragschliessenden Teile in das Gebiet des anderen Teils ausgeführt werden.

Die Zusicherung gleicher Behandlung mit jedem dritten Lande erstreckt sich auch auf die Art der Erhebung der Ein- und Ausfuhrabgaben, auf die Einlagerung in zollamtlichen Niederlagen, die Gebühren und Zollförmlichkeiten, die Zollbehandlung und die Zollabfertigung der ein-, aus- oder durchgeführten Waren.

Artikel II.

Die Boden- und Gewerbeerzeugnisse eines der vertragschliessenden Teile, die durch die Gebiete eines dritten Landes oder dritter Länder in das Gebiet des anderen Teils eingeführt werden, sollen bei ihrer Einfuhr keinen anderen oder höheren Zöllen oder Abgaben unterliegen, als wenn sie unmittelbar aus dem Ursprungsland eingeführt worden wären.

Diese Bestimmung gilt sowohl für die unmittelbar durchgeführten wie für die nach Umladung, Umpackung oder Lagerung durchgeführten Waren.

مشاورانهم اصوله موافق و معتبر کوریلن صلاحیتنامه لرینی بکدیکرینه بعد التبلیغ آئیده کی ماده لری قرارلاشد برمشردر :

ماده ۱

منشأی تورکیه اولان و آلمانیا به ادخال ایدیلن مستحصلات ارضیه و صناعیه - آ - ملفوفنده تثبیت ایدیلمش بولونان کومروک رسومندن دها یوکسک رسومه تابع طوتولمایاجق در . منشأی آلمانیا اولان و تورکیه به ادخال ایدیلن مستحصلات ارضیه و صناعیه - ب - ملفوفنده تثبیت ایدیلمش بولونان کومروک رسومندن دها یوکسک رسومه تابع طوتولمایاجق در . منشأی طرفین عاقیدیندن برینک مملکتی اولوب طرف دیگر مملکته ادخال ایدیلن مستحصلات ارضیه و صناعیه ، اوچنجی بر مملکتک عینی محصولاته بخش ایدیلمش اولان کومروک رسومی ، امثال ترید ، رسوم ویا هر نه کونه عائدات سارهدن دها یوکسک تابع اولمایاجق در .

طرفین عاقیدیندن برینک اولکسندن دیگر طرف اولکسنته اخراج ایدیلن مستحصلات ارضیه و صناعیه نك اخراجات رسمی و سائر عائداتی حقیقه دخی عینی طرزده معامله اولوناجق در .

اوچنجی بر دولتله مساوی مرتبهده معامله کورمک تأمیناتی ، ادخالات و اخراجات رسومک طرز جایته ، ائتمه نك کومروک آتیره بولرینه وضعه ، کومروک عائدات و معاملاته ، ادخال و اخراج ایدیلن یا خود ترانسیب اولارق سکن ائتمه نك کومروکده سوق و معامله سه دخی شامل در .

ماده ۲

طرفین عاقیدیندن برینک ، بر ویا متعدد مملکت نالته دن ترانسیب صورتیله بکدکدن صوکرا طرف دیگر اولکسنته ادخال ایدیلمش اولان مستحصلات ارضیه و صناعیه سی ، ائشای ادخاللرنده ، منشأ مملکتلرندن دوغروندن دوغرویه ادخاللری تقدیرنده آتاجق کومروک رسومندن یا خود عائداتدن باشقه سه ویا دها یوکسک تابع طوتولمایاجق در .

بو حکم ، دوغروندن دوغرویه ترانسیب ایدیلن ائمه حقیقه جاری اولدینی کبی آقطارمه ، ظروفی تجدید ویا آتیره بویه وضع ایدیلدکدن صوکرا ترانسیب ایدیلن ائمه بده تطبیق اولونور .

Artikel III.

Jeder der vertragschliessenden Teile kann zur Feststellung des Ursprungslandes der eingeführten Erzeugnisse von dem Einführenden die Vorlage eines Ursprungszeugnisses verlangen, aus dem sich ergibt, dass die eingeführte Ware ein nationales Erzeugnis oder Fabrikat des Ausfuhrlandes ist oder dass sie als solches angesehen werden muss mit Rücksicht auf eine in diesem Lande vorgenommene wirtschaftlich gerechtfertigte Umarbeitung oder Bearbeitung.

Die Ursprungszeugnisse, die nach dem diesem Verträge als Anlage C beigefügten Muster auszustellen sind, werden entweder von den für den Absender zuständigen Handels- und Industriekammern oder von den Zollbehörden oder von jedem von dem Bestimmungsland anerkannten Organ oder Verband ausgestellt.

Postpakete brauchen nicht von einem Ursprungszeugnis begleitet zu sein, wenn es sich um Sendungen handelt, die nicht den Charakter einer Handelsware haben.

Artikel IV.

Zwischen den Gebieten der vertragschliessenden Teile soll gegenseitige Freiheit des Handels und der Schifffahrt herrschen. Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich daher, ihre gegenseitigen wirtschaftlichen Beziehungen durch keinerlei Einfuhr-, Ausfuhr-, oder Durchfuhrverbote oder -beschränkungen zu behindern.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich jedoch das Recht vor, Einfuhr- und Ausfuhrverbote und -beschränkungen zu erlassen, sofern sie auf alle oder doch auf alle diejenigen Länder angewandt werden, bei denen die gleichen Voraussetzungen zutreffen :

1. um die Hilfsquellen zu bewahren, die für die Ernährung und für die Sicherung des Wirtschaftslebens der Nation unentbehrlich sind ;

2. aus Rücksicht auf die öffentliche Sicherheit und die Sicherheit des Staates ;

3. aus Rücksicht auf die Gesundheitspolizei oder zum Schutz von Tieren oder Nutzpflanzen gegen Krankheiten, schädliche Insekten und Parasiten gemäss den in dieser Beziehung angenommenen internationalen Grundsätzen ;

ماده ۳

طرفین عاقدین هر بری، ادخال ایدیلن اشیانک منشأ مملکتی ثبت ایتمک ایچون، مواد وارده نك مملکت مذکوره محصولات ویا معمولات ملیه سندن اولدیننی ویا خود اشبو مملکتده شکلک بر تبدله اوغراماسی ویا اسباب اقتصادی دن نبعت بر عملیه کورمه سی اعتباریه اولوجهله قبولی ایجاب ایدیلکنی مین بر منشأ شهادتنامه سنک ادخالناحی طرفدن ابرازینی طلب ایده بیله جک در .

اشبو مقاوله نامه به ربط ایدیلن نمونه - و ت، ملفوفی - موجبجه تنظیم ایدیلنش اولان منشأ شهادتنامه لری، کرک مرسلک منسوب اولدیننی تجارت و صنایع اوطله لری، کرک کورموک اداره لری و کرکه مرسل ایله مملکت قبول ایده جکی هر نوع تشکیلات ویا هیأت طرفدن اعطا اولوناجق در .
پوسته باکتلری، تجاری بر ماهیتی حائر ارسالدن معدود اولمادیننی تقدیرده، منشأ شهادتنامه سنه تابع طوتولمایاجق در .

ماده ۴

طرفین عاقدین اولکلک لری آره سنده تجارت و سیر سفائن متقابلاً سربست اولاجق در .

بناء علیه، طرفین عاقدین متقابل مناسبات تجاریه لری نه ادخالات و اخراجات و نده ترانسیت خصوصلرنده هیچ بر کونه ممنوعیت ویا تفسید اتله سکه دار ایتمه کی تمهد ایلر لر .

بونکله برابر، طرفین عاقدین :

۱ - نغیش و تقدیه الزم اولان منابک محافظه سی و ملاتک اقتصادی فعالیتک وقایه سی ایچون .

۲ - امنیت عامه به و امنیت دولته متعلق اسبابدن دولایی .

۳ - ضابطه صحیه به متدائر اسباب دولایی سیله ویا خود فائده لی حیوانات و نباتاتک خسته لقره، حشرات و طفیلیات مضره به قاوشی، بوباده قبول ایدیلنش اولان بین الملل اساساته توفیقاً، حمایه سنی تأمین ضمنده .

4. für Waren, die den Gegenstand von Staatsmonopolen bilden, und zu dem Zweck, um auf fremde Waren Verhote und Beschränkungen anzuwenden, die durch die innere Gesetzgebung für die Erzeugung, den Vertrieb, die Beförderung oder den Verbrauch gleichartiger einheimischer Waren im Inlande festgesetzt sind oder festgesetzt werden :

5. um die Ausfuhr von gemünztem oder ungemünztem Gold zu verhindern.

Artikel V.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, gegenseitig die Durchfuhr auf den für den internationalen Durchgangsverkehr geeigneten Wegen für Personen, Gepäck, Waren und Gegenstände aller Art, Sendungen, Schiffe, Boote, Wagen und Waggons oder andere Beförderungsmittel zu gewähren, indem sie sich in dieser Beziehung Meistbegünstigung zusichern.

Waren aller Art, die durch das Gebiet eines der vertragschliessenden Teile durchgeführt werden, sollen gegenseitig von jedem Zoll oder jeder sonstigen Abgabe befreit sein, mit Ausnahme der statistischen Gebühren und der Überwachungs- und Einlagerungskosten.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, die Durchfuhr nicht durch Förmlichkeiten oder sonstige Massnahmen, die sie behindern könnten, zu erschweren, jedoch behalten sie sich das Recht vor, die erforderlichen Sicherungsmassnahmen zu ergreifen, damit die Waren, insbesondere solche, die den Gegenstand eines Staatsmonopols bilden, nicht heimlich in das Land eingeführt, sondern wirklich durchgeführt werden.

Die Bestimmungen dieses Artikels gelten sowohl für die unmittelbar durchgeführten wie auch für die nach Umladung, Umpackung oder Lagerung durchgeführten Waren.

Die Durchfuhr von Waren kann, sofern diese Massnahmen auf alle oder doch auf alle diejenigen Länder angewandt werden, bei denen die gleichen Voraussetzungen zutreffen, verboten oder beschränkt werden :

1. aus Rücksicht auf die öffentliche Sicherheit und die Sicherheit des Staates ;

۴ - دولت انحصار برین موضوع تشکیل ایدن ائمه ایچون، وری ائمه نك داخلده استحصال، بیع، نقلیات ویا استهلاکی خصوصنده قوانین داخله ایله وضع ایدیلمش ویا ایدیله جك اولان ممنوعیت و قیداتك عینی جنس اجنبی ائمه سنه تطبیق ضمننده،

۵ - سکه ویا معدن حالده آلتونك اخراجی منع ائمك ایچون ادخالات و اخراجاته ممنوعیت و قیدات وضع ائمك حققی، آنجاق بو تدابیرك بوتون مملكتلره ویا عینی شرائط آئنده بولونان ممالكة تطبیق تقدیرنده، محافظه ایله رلر .

• ماده

طرفین عاقدين، بین الملل ترانسیتك زیاده الوریثلی اولان بولر اوزرنده استحصاصه، اشیای ذاتیه، ائمه یه و هر دورلو مواد، ارسالاته، حرآكب و سفاته، ارابالره و واغونلره ویا سائر و ساائط ثقلیه سربسجه ترانسیت حقك مقابلاً اعطاسی بو بابده یكدیكرینه اك زیاده مظهر مساعده ملت معامله سی تأمین ایده رك، تمهد ایله رلر .

طرفین عاقدين بربنك اولك سندن كچن هر نوع ائمه، استاتیسیتیک رسمی ایله محافظه و مغازه اجور اتندن ماعدا، بالعموم كورمورك رسمندن و سائر بوتون عائداتدن مقابلاً مستنا طوتولاجق در .

طرفین عاقدين، ائمه نك و بالخاصه بولردن دولت انحصارینه تابع اولانلرك مملكته كیزلیجه ادخال ایدیلمه سی و حقیقه ترانسیت صورتیه كچیرلمه سی تأمین ایچون كافه تدابیرك اتخاذی حققی محافظه ائمكله برابر، ترانسیت کیفیتنی قئید ایده بیله جك معاملات ویا سائر تدابیر ایله ترانسیتی سكتنه دار ائمه كي تمهد ایله رلر .

اشبو ماده احكامی دوغروودن دوغروه ترانسیت صورتیه كچن ائمه حقنده جاری اولدینی كي اقطارمه، ظروفی تجدید ویا ائره بویه وضع ایدیلكدن سوكرآ ترانسیت ایدیلمه ائمه یه دخی تطبیق اولونور .

• ائمه نك ترانسیتی :

۱ - امنیت عامه و امنیت دولته متعلق اسباب دولایسیله .

2. aus Rücksicht auf die Gesundheitspolizei oder zum Schutz von Tieren oder Nutzpflanzen gegen Krankheiten, schädliche Insekten und Parasiten gemäss den in dieser Beziehung angenommenen internationalen Grundsätzen.

Artikel VI.

Kaufleute, Fabrikanten und andere Gewerbetreibende eines der vertragschliessenden Teile, die durch Vorweisung einer von den zuständigen Behörden ihres Landes ausgestellten Legitimationskarte nachweisen, dass sie dort zur Ausübung ihres Handels oder ihres Gewerbes berechtigt sind und die gesetzlichen Abgaben und Steuern entrichten, sollen das Recht haben, persönlich oder durch in ihren Diensten stehende Handlungsreisende auf dem Gebiete des anderen vertragschliessenden Teils bei Kaufleuten oder Erzeugern oder in öffentlichen Verkaufsstellen Einkäufe zu machen. Sie können auch Bestellungen bei Kaufleuten oder anderen Personen aufnehmen, die diesen Mustern entsprechende Waren in ihren Handels- oder Gewerbebetrieben verwenden. Sie können ferner Warenproben oder Muster mit sich führen oder sich schicken lassen. Sie werden wegen der in diesem Absatz bezeichneten Tätigkeit keiner weiteren Steuer oder Abgabe unterworfen. Als Warenprobe oder Muster gelten alle Gegenstände, welche eine bestimmte Ware vorstellen, unter dem doppelten Vorbehalt, dass einerseits die Nämlichkeit dieser Gegenstände bei ihrer Wiederausfuhr ausreichend festgestellt werden kann und dass andererseits die Gesamtheit der eingeführten Gegenstände nicht solche Mengen oder Werte darstellt, dass die Gegenstände handelsüblich nicht mehr als Proben gelten können.

Die Legitimationskarte soll entsprechend dem Muster der Anlage D ausgestellt werden. Die vertragschliessenden Teile werden einander die Behörden namhaft machen, die zur Ausstellung dieser Karte zuständig sind, und werden sich die Bestimmungen mitteilen, nach denen sich die Reisenden bei der Ausübung ihres Gewerbes zu richten haben.

Es besteht jedoch Einverständnis darüber, dass die obenerwähnten Handlungsreisenden nicht das Recht haben, Verkaufsgeschäfte für an-

۲ - ضابطه صحیه متعلق أسبابدن دولان ویاخود فائدهلی حیوانات و نباتاتک خسته لقلره، حشرات و طفیلیات مضره به قارشیی، بو باده بین الملل قبوله ایدیلمش اولان اساساته توفیقاً، حایه سنی تأمین ضمنده منع ویا تنقید ایدیه بیله چکدر، شوقدرکه بوتدایر بوتون مملکتله ویا عینی شرائطه تابع اولان ممالکه تطبیق ایدیلمش اوله.

ماده ۶

طرفین عاقدیندن برینه منسوب اولوب کندی مملکتلرندکی صلاحیتدار مقامات جانبندن معطی بر صلاحیت ورفه سی، ابراز ایدیه رک، اوراده تجارت و صنعتلرینی اجراهه مآذون بولونقلرینی و قوانین ایله معین تکالیف و رسومی تبویه ایدیلکلی اثبات ایله بیله چک اولان تاجرلر، فابریقه جیلر و سائر صنعت اربابی، کرک بالذات و کرک کندی خدمتلرند بولونان سیار مأمورلر و اسطه سیله، طرف دیگر اولکهنده کندی تاجرلر ویا مستحصللر نزدنده ویاخود عمومی صائیش محللرند مباحاتده بولونمق حقی حائز اولاجقلردر. بونلر، عرض ایدیلکلی مواده متوافق امتعه کندی تجارت ویا صنعتلرند قوللانان تاجرلردن ویا سائر اشخاصدن سیارشلر دخی آلایه چکلردر. کذلک برابرلنده نمونه لر ویا موده لر نقل ایدیه بیله چکلر ویا بونلری کندیلرینه ارسال ایدیره بیله چکلردر. ایشو فقرده تعداد ایدیلن افضال ایچون هیچ برکونه رسوم ویا عائدات مخصوصه به تابع طوتولمایاچقلردر.

معین بر متاعک ثورنکی اولان کافه مواد، بر جهندن مواد مذکوره تکرار اخراج ائناسنده علی الاصول عینلرینک تثبیت قلماسه صالح بولونمق و دیگر جهندن بویله جه ادخال ایدیلمش اولان مواد، هیأت مجموعه سیله، نمونه لکلرک ماهیت متعاده سنی ضایع ایش اولاجق درجه ده کیمت ویا قیمت اراشه ایله مهمک قید مضاعفی آئنده، نمونه ویا موده لر عد ایدیلرلر.

«صلاحیت ورفه سی» - «ده» ملفوفنده کی - موده له موافق صورتده تنظیم ایدیلمش اولاجق در. طرفین عاقدین، بو ورقه لری اعطایه مأمور اولان مقاماتی و کذلک سیار تجارت مأمورلرینک تجارتلرینی اجرا ایدیلکلی نبعیه مجبور اولدقلری احکامی مقابلاً بکلدیگرینه اشعار ایدیه چکلردر.

مع هذا، شوراسی مقرردرکه: بالاده مذکور سیار تجارت مأمورلری ورقه لرنده محرر اولانلردن باشقه تجار ویا ارباب

dere als die in ihrer Karte bezeichneten Kaufleute und Gewerbetreibenden abzuschliessen.

Mit Ausnahme der Waren, deren Einfuhr verboten ist, werden die einem Zoll oder irgend-einer anderen Abgabe unterliegenden Gegenstände, die als Warenproben oder Muster eingeführt werden, beiderseits unter dem Vorbehalt der Wiederausfuhr unter vorläufiger Befreiung von Ein- und Ausgangsabgaben nach folgenden Bedingungen zugelassen :

A. Bei Abgabe der Zollerklärung sollen diese Reisenden einen von den Zollbehörden des Ausfuhrlandes beglaubigten Musterpass nebst 3 Abschriften vorlegen, der die von ihnen mitgeführten Warenproben oder Muster im einzelnen aufführt. Wenn sie nicht mit dem Musterpass versehen sind, haben sie bei Abgabe ihrer Erklärung eine andere Liste in 3 Exemplaren vorzulegen, die die Warenproben oder Muster im einzelnen aufführt.

Die Zollbehörden des Einfuhrlandes können eine Übersetzung des Musterpasses in der Sprache ihres Landes verlangen.

B. Zum Zwecke der Feststellung der Nämlichkeit der Warenproben oder Muster bei ihrer Wiederausfuhr werden diese im Ausfuhrlande je nach ihrer Art und Beschaffenheit gestempelt oder gesiegelt werden. Die Zollbehörden jedes Teils werden einander amtlich die Muster dieser Stempel und Siegel mitteilen, um die Nachprüfung der Echtheit der auf den Warenproben angebrachten Zeichen zu sichern.

Sollte die Anbringung von Zeichen unmöglich sein oder Unzuträglichkeiten mit sich bringen, so ist der Nachweis der Nämlichkeit durch Lichtbilder, Zeichnungen oder vollständige und eingehende Beschreibungen zugelassen. Jedoch dürfen von den Zollbehörden des Einfuhrlandes auf Kosten der Beteiligten ergänzende Zeichen auf diesen Warenproben in allen Fällen angebracht werden, wo diese Behörden die Ergänzung für die Sicherung der Nämlichkeit der Warenproben bei ihrer Wiederausfuhr für unerlässlich halten.

Ausser in diesem letzten Falle wird die Zollschau lediglich darin bestehen, die Übereinstimmung der Warenproben mit dem Musterpass festzustellen und den Betrag der etwa zu erhebenden Zölle und Abgaben zu bestimmen.

صنعت ایچون ساتیش معاملہ لری عقدندہ بولونمق حقی حائر اولمایا جکلردر .

ادخالی ممنوع امنه مستنا اولق اوزره، برکومروک رسنه ویا سائر کافه رسومه تابع اولان و نمونہ لک ویا مودہ ل صورتیہ ادخال ایدیلن اشیاء، تکرار اخراج اولونماری قیدیلہ، طرفینجه شرائط آتیہ دائرہ سندہ ادخال و اخراج رسمندن معاقت موقتہ ایله قبول ایدیلہ جکلدر :

آ — اشوبسیار مأمورلر، کومروک اداره سنہ بیاننامہ لری ویرر ایکن، اخراجات مملکتی مأمورین رسومیہ سی طرفندن مصدق و برابرلرنده ادخال ایندیگری نمونہ لری ویا مودہ لری علی المفردات مشعر بولونان تعریفاتی بر لیستہ یی اوج صورتیہ بر لکده ابراز ایدہ جکلردر . آکر تعریفاتی لیستہ یی حامل بولونما یورلر ایسه، بیاننامہ لری ویرر ایکن، نمونہ لری ویا مودہ لری علی المفردات اراہ ایدن یکی بر لیستہ یی اوج نسخہ اولارق اعطا ایدہ جکلردر . ادخالات مملکتک مأمورین رسومیہ سی لیسنہ نک لسان محلی یه ترجمہ سی طلب ایدہ بیله جکلردر .

ب — نمونہ لری ویا مودہ لری تکرار اخراج لری اٹانسنہ عینت لریک تثبیت ایدیلہ بیلمہ سی ایچون، بونلر اخراجات مملکتندہ نوع و شکلریہ کورہ دامغالانمش یا خود بال مومی ویا قورشونہ مہرلنمش اولاجکلردر . هر بر طرف عاقدک مأمورین رسومیہ سی، نمونہ لری اوزرینہ وضع ایدیلمش اولان اشارت لریک اصلہ مطابقتک تحقیقی تأمین ایچون بو داغالار و مہر لریک مودہ لریی مقابلاً و رسماً یکدیگریہ کوندہ جکلردر .

اشارات وضعی غیر قابل ویا مشکلاتی داعی اولدی بی تقدیرده، فوطوغرافیلر، رسملر، ویا تعریفات نامہ و مفصلہ ایله عینتک تثبیتی جائزدر . بونکله برابر، ادخالات مملکتک مأمورین رسومیہ سی، بو نمونہ لریک تکرار اخراجی اٹانسنہ عینت لریی تأمین ایچون مقتضی کورہ جکلری بوتون احوالده، مصارفی علاقہ دارلریجه نسویہ ایدیلیمک اوزره، بونلری اشارات منضمہ ایله تجهیز ایدہ بیله جکلردر .

بو سوک کیفیتندن ماعدا، کومروک معاینہ سی، نمونہ لریک سادہ جه عینتک تثبیتندن و اشیایہ کورہ طلب ایدیلہ جکل تکالیف و رسوم مقدارینک تعیینندن عبارت اولاجکلدر .

Wenn die Warenproben oder Muster nicht mit Zeichen des Ausfuhrlandes versehen sind, werden die Zollbehörden des Einfuhrlandes neue Zeichen anbringen.

C. Nach der Vorlage des Musterpasses oder der Erklärung über die Warenproben durch die Einführenden bei der Zollbehörde findet die Zollbeschau statt und, wenn der Musterpass oder die Erklärung mit den Mustern übereinstimmt und die angebrachten Zeichen in Ordnung sind, werden die Zölle sowie gegebenenfalls die Verbrauchsabgaben für jede dieser Warenproben festgesetzt, und der Betrag dieser Zölle und Abgaben wird hinterlegt, und zwar entweder in bar oder in Form einer von den Zollbehörden des Einfuhrlandes für genügend erachteten Sicherheit. Die Bestimmungen über die Sicherheitsleistung sollen von den beteiligten Regierungen allgemein geregelt werden. Wiege- und andere Gebühren werden endgültig entrichtet, und der Musterpass oder ein Stück der von den Zollbehörden ordnungsgemäss beglaubigten Erklärung werden dem Einführenden zurückgegeben.

Der Einführende soll jedoch das Recht haben, an Stelle der Berechnung und der Hinterlegung der Zölle für jede der Warenproben nach den Sätzen des betreffenden Tarifs den Zoll für die gesamten Warenproben nach der Warenprobe zu entrichten, die dem höchsten Satz des Tarifs unterliegt. Die Zollbehörden sind verpflichtet, einem solchen Wunsch nachzukommen.

D. Die auf diese Weise eingeführten Warenproben oder Muster sollen im Verlaufe eines Jahres entweder in das Ausfuhrland oder in ein anderes Land über die Eingangszollstelle oder eine andere Zollstelle wieder ausgeführt werden. Gegebenenfalls kann die Frist von einem Jahr von der Zollbehörde des Einfuhrlandes verlängert werden.

E. Der Musterpass oder die Erklärung und die wieder auszuführenden Warenproben oder Muster sind von dem Beteiligten der Zollbehörde vorzuweisen, und letztere wird nach Prüfung unverzüglich und gegen Empfangsbescheinigung die vollständige Rückzahlung der bei der Einfuhr hinterlegten Abgabebeträge oder die Befreiung von der sonstigen Sicherheitsleistung für die Bezahlung dieser Beträge veranlassen. Die Rückzahlung oder Befreiung wird nur für die wieder ausgeführten Warenproben oder

نمونه ویا موده لار اخراجات مملکتده وضع ایدیلمش اشارتلی حامل بولونماز ایسه ادخال مملکتک مأمورین رسومیسی یکی اشارتلی وضع ایده جکلردر .

ت - ادخالنجی طرفدن کومروک ادارهسه تعریفاتی لیسته نک ویا نمونه لره عائد بیاننامه نک اعطاسدن صوکر . کومروک معاینهسه مباشرت ایدیه جک ، و نمونه لره عائد اولان لیسته ویا بیاننامه ایله بولنره موضوع اشارتلی اصوله موافق ایسه ، بو نمونه لره هر برینک کومروک رسمی و - اگر محل وار ایسه - استهلاك رسومی تثبیت اولوناجق و بو تکالیف و رسومک مقدار بالی ، کرک تقدأ ، کرک ادخالات مملکتک صلاحیتدار مقاماتی طرفدن کافی کورولن تأمینات صورتنده ده بوزیتو ایدیه جک در . تأمینات مستدائر احکام ، حکومت متعلقه سی طرفدن بر صورت عمومیده تنظیم ایدیه جک در . وزن وسائر اجورانی قطعی صورتنده تسویه اولوناجق و مأمورین رسومی طرفدن علی الاصول تصدیق ایدیلن تعریفاتی لیسته ویا بیاننامه نسخه لرندن بری ادخالنجی به اعاده ایدیه جک در .

مع هذا ادخالنجی ، نمونه لر دن هر برینک رسومی تعرفه نک مواد متعلقه سی موجیبجه حساب ایشدروب ده بوزیتو ایسه جک برده ، نمونه لره مجموعی ایچون بو رسومی تعرفه ده اک بوکسک رسمه تابع نمونه اورزدن ، تسویه ایله مک حقی حائز اولاجق در . مأمورین رسومی بو تکلیفی اسعاف ایتمکله مکلف بولوناجق در .

د - بو صورتله ادخال ایدیلمش اولان نمونه لره ویا موده لره ، برسه نک بر مهلت طرفنده کرک ادخال ایدیلدکری و کرک دیگر بر کومروکدن یا اخراجات مملکتسه اعاده ویا هر هانکی بر مملکتسه تکرار اخراج ایدیه جکلردر . بر سه نک مهلت ، ایجاب ایشدیکی تقدیده ، ادخالات مملکتک رسومات اداره سی طرفدن تمدید اولونایلیر .

ه - تعریفاتی لیسته ویا بیاننامه ایله تکرار ایدیه جک نمونه لره ویا موده لره ، علاقه دار طرفدن کومروک اداره شه ابراز اولوناجق و اداره مذکوره ، لدی المعاینه ، حین ادخالده مودوع رسومک تماما اعاده سی ویا بو رسومک تسویه سی مؤتمن کفالتک فسخی معامله سی ایضا ایده جک در . بو اعاده ویا فسخ کفالت کیفیتتی ایجاب تکرار اخراج ایدیلمش اولان نمونه لره ویا موده لره ایچون ایضا قبلناجق در . د - فقره سنده مذکور

Muster gewährt. Für die nach Ablauf der unter D vorgesehenen Frist nicht wieder ausgeführten oder im Lande verkauften Warenproben oder Muster werden die hinterlegten Zollbeträge von der Zollverwaltung endgültig vereinnahmt oder von den Bürgen erhoben.

F. Die Rückzahlung der bei der Einfuhr hinterlegten Abgabebeträge oder die Befreiung von der Sicherheit können von allen Grenzzollämtern oder von allen solchen Zollämtern im Innern des Landes vorgenommen werden, die hierzu ermächtigt worden sind. Die vertragschliessenden Teile werden einander die Listen der Zollämter mitteilen, denen diese Ermächtigung erteilt worden ist.

Der Grundsatz der Gleichbehandlung mit jedem dritten Staat bleibt gegenseitig von den Bestimmungen dieses Artikels unberührt.

Die Bestimmungen dieses Artikels finden keine Anwendung auf das Hausiergewerbe.

Artikel VII.

Die Staatsangehörigen eines der vertragschliessenden Teile, die sich zu Messen oder Märkten begeben, um dort ihren Handel auszuüben, sollen auf dem Gebiet des anderen Teils nicht ungünstiger behandelt werden als die Inländer, sofern sie eine von den Behörden des Landes, dem sie angehören, ausgestellte Identitätskarte nach dem diesem Vertrag angeschlossenen Muster (Anlage E) vorweisen können.

Die Bestimmungen des Abs. 1 finden keine Anwendung auf den Gewerbebetrieb im Umherziehen, auf das Hausiergewerbe und auf das Aufsuchen von Bestellungen bei Personen, die weder ein Gewerbe noch einen Handel ausüben; jeder der vertragschliessenden Teile behält sich in dieser Beziehung vollkommene Freiheit in seiner Gesetzgebung vor.

Artikel VIII.

Gegen den Nachweis der Nämlichkeit und gegebenenfalls gegen Hinterlegung irgendeiner genügenden Sicherheit können folgende Gegenstände, sofern sie innerhalb einer der Dauer ihrer Verwendung entsprechenden Zeit wieder ausgeführt oder zollamtlich eingelagert werden, zollfrei eingeführt werden:

نهلتك ختامندن صوركا تكرار اخراج ايديلمه مش ويا محلده صاتيلمش اولان نمونه ويا موده لارك امانه طوتولان كومروك روسوى، رسومات ادارهنه يراد قيد اولوناجق ويا كميلردن استيفنا قيلمناجق در.

ف - حين ادخالده مودوع رسومك رد و اعاده سى ويا كهالك فسعى، حدودلرده ويا داخل مملكتده كانن اولوب بوباده صلاحيت مقضيه يي حائز بولونان بالعموم كومروك اداره لرجه ايفا ايديله بيله جك در. طرفين عاقدين، صلاحيت مذكوره نك اعطا قيلمديني اداره لارك لسته لريني يكد يكرينه تبليغ ايده جكلردر.

بوماده نك احكامى حقتده بالعموم دول ثالته ايله مساوات اوزره معامله كومرك اساسى، ذاتا مقابل صورتده محفوظ بولونمقده در.

بو ماده نك احكامى آياق صاتييجيلغنه قابل تطبيق اولماياجق در.

ماده ۷

طرفين عاقديندن بريك، تجارتلريني اجرا ضمنده يانايرلره ويا بازارلره كيدن تعمى، ديكريك اولكهنده، تاهيتسنده بولونقلرى مملكت ماموريني طرفندن - ه - ملفوفنده كي نمونه وجهله اعطا ايديلمش بر هويت ورقهنسى ابراز ايده بيلدكلرى قديرده، تبغه محليه دن ده آز مساعد بر صورتده معامله كورمه يه جكلردر.

برجى فقره نك احكامى سيار ارباب صنعته قابل تطبيق اولماديني كچي نه آياق صاتييجيلغنه، نه ده صنعت ويا تجارت اجرا ايمه ين اشخاص تزنده سپارش آلمغه شامل بولونماديفندن، طرفين عاقديندن هر برى بوباده كندى موضوعات قانونيه سنده سربستى تامى محافظه ايدر.

ماده ۸

زيرده مذكور اشيا، استعماللرى مدتته توافق ايدن بر مهلت ظرفنده تكرار اخراج ويا آتره بويه وضع ايديلمش اولدقلرى قديرده، عينلرنيك تئيتى شرطى آتده و، ايجاب ايدرسه، هر هانكي بر تاينات كافيته نك توديبى مقابلنده، كومروك رسمندن معاف اولارق قبول اولونولر:

1. die Gegenstände, die in das Gebiet eines der vertragschliessenden Teile zum Zwecke der Ausbesserung eingeführt werden.

Es versteht sich, dass diese Gegenstände bei der Wiedereinfuhr in das Ausfuhrland vom Einfuhrzoll befreit sind; zollpflichtige Stoffe oder Teile, die diesen Gegenständen bei der Ausbesserung in erheblichem Umfange zugefügt worden sind, werden unabhängig von den Gegenständen selbst nach dem Satz verzollt, dem sie vor ihrer Verwendung unterlagen; das der Verzollung zugrunde zu legende Gewicht kann durch Schätzung ermittelt werden.

2. Säcke, Fässer und andere Umschliessungen die aus dem Gebiet des einen der beiden vertragschliessenden Teile in das Gebiet des anderen Teils eingeführt werden, um daselbst gefüllt und dann wieder ausgeführt zu werden.

3. Gegenstände, die für Märkte, Ausstellungen oder Wettbewerbe bestimmt sind.

Die Beteiligten müssen die Dauer der Verwendung der fraglichen Gegenstände bei ihrer Einfuhr in das Land angeben. Diese Frist kann im Bedarfsfalle von den Zollbehörden verlängert werden.

Artikel IX.

Die Gleichstellung mit jedem dritten Staat findet keine Anwendung:

1. auf Begünstigungen, die von einem der vertragschliessenden Teile einem Nachbarlande im Grenzverkehr für in der Regel nicht über 15 Kilometer beiderseits der Grenze betragende Grenzstrecken eingeräumt sind oder später eingeräumt werden sollten;

2. auf besondere Begünstigungen, die sich aus einer Zollunion ergeben;

3. auf die besonderen Vorteile und Begünstigungen, die hinsichtlich der Zolltarife und im allgemeinen in jeder anderen wirtschaftlichen Beziehung gegenwärtig zwischen der Türkei und den Ländern, die sich 1923 vom Osmanischen Reich getrennt haben, bestehen oder in Zukunft eingeräumt werden.

Artikel X.

Auf Eisenbahnen soll sowohl hinsichtlich der Beförderungspreise als der Zeit und Art der Abfertigung kein Unterschied zwischen den Bewohnern der Gebiete der vertragschliessenden

۱ - ایکی مملکت عاقده دن برینه تعمیر ایدیلیمک اوزره ادخال قیلانن اشیا .

شوراسی مقرر در که: بو اشیا اخراجات مملکتته تکرار ادخال ایدیلیر ایسه، تکرار ادخاللری ائشانسه ادخالات رسمندن مستنادرلر . بو اشیا به ائشای تعمیرده کیلی مقدارده علاوه ایدیلیمش اولوب کومروک رسمنه تابع بولونان مواد ویا اقسام، نفس اشیا دن آیری اولاروق و بونلرک اصل اشیا ایله ترکیب ایدیلیملرندن مقدم تابع اولدقلری ترفهیه کوره، کومروک رسمی تسویه سنه تابع طوتولاجقلردر . تسویه رسمه اساس اولان نقلت، علی التخمین تثبیت اولونابیلیر .

۲ - طرفین عاقدينک بریندن دیکرینک اولکهنه، اوراده دولدورولوق و بالآخره تکرار اخراج ایدیلیمک ایچون، ادخال اولونان قابله، جووالر، فوجیلر و سائره .

۳ - بانایرلره، سرکیلره ویا مسابهلره مرسل اشیا .

موضوع بحث اشیا نک مملکت حین دخولده، علاقه دارلر بونلرک استعمال مدتی تثبیت ایلیمکه اهتمام ایده جکلردر . بو مهلت مأمورین رسمیه طرفندن، احتیاج کورولورسه، تمديد اولونا بیله جک در .

ماده ۹

اوچنجی بر دولتله مساوات اوزره معامله کوزمک اساسی:

۱ - طرفین عاقديندن بری جانبدن، هم حدود مملکتلره حدودک ایکی طرفنده عموماً اون بش کیلو متروی تجاوز ایتمین بر ساحه داخنده وقوع بولاجق حدود تجارتی خصوصده بخش ایدیلیمش ویا بالآخره ایدیه بیله جک اولان امتیازاته .

۲ - بر کومروک اتحادندن منبع مساعدات مخصوصهیه،

۳ - کومروک ترفهسی خصوصده و عمومیله دیکر خصوصات تجاریه ده، تورکیه ایله ۱۹۲۳ سنه سنده عثمانلی امپراطورلندن آیریلیمش اولان مملکتلر آراسنده موجود ویا استقبالده احداث ایدیه بیله جک اولان منافع و مساعداته قابل تطبیق اولمایاجق در .

ماده ۱۰

ده مبر بوللر اوزرنده نه نقلیات اجوراتی، نه ده سوقیانک زمان و طرز اجراسی خصوصلرنده، طرفین عاقدين اولکلری اهالیسی بیتنه فرق کوزه تیلیمه یه جک در . بالخاصه، طرفین

Teile gemacht werden. Namentlich sollen die aus dem Gebiet des einen Teils in das Gebiet des anderen Teils abgehenden oder das letztere transitierenden Sendungen weder in Bezug auf die Abfertigung noch hinsichtlich der Beförderungspreise ungünstiger als die in den betreffenden Gebieten nach einem inländischen Bestimmungsort oder nach dem Ausland abgehenden Sendungen behandelt werden, sofern sie auf derselben Bahnstrecke und in derselben Verkehrsrichtung befördert werden.

Ausnahmen sollen nur insoweit zugelassen werden, als es sich um Beförderungen zu ermäßigten Preisen handelt, um in besonderen Fällen einem vorübergehenden Notstand abzuhelfen, oder um Transporte für milde Zwecke.

Die beiden Regierungen behalten sich weiter vor, im direkten Benehmen der Eisenbahnverwaltungen nähere Bestimmungen über den wechselseitigen Eisenbahnverkehr und den Durchgangsverkehr zu treffen.

Artikel XI.

Die Schiffe und Boote, die die Flagge eines der vertragschliessenden Teile führen und nur mit Ballast oder beladen in die Gewässer und Häfen des anderen Teils einlaufen oder sie verlassen, sollen, welcher immer ihr Ausgangs- oder Bestimmungsort sein mag, dort in jeder Hinsicht die gleiche Behandlung wie die Schiffe des eigenen Landes geniessen und keinen anderen Abgaben oder Gebühren unterworfen werden, als gegenwärtig oder in der Zukunft den Schiffen des eigenen Landes auferlegt werden, mögen diese Abgaben oder Gebühren, unter welcher Bezeichnung immer, im Namen oder zum Vorteil des Staates, einer Provinz, einer Gemeinde oder einer beliebigen, von der Regierung hierzu ermächtigten Körperschaft eingehoben werden.

Artikel XII.

Die Ladungen, gleichgültig welcher Herkunft oder Bestimmung, sollen keinen anderen oder höheren Abgaben oder Gebühren unterworfen und nicht anders behandelt werden, als wenn sie unter der nationalen Flagge eingeführt worden wären. Ihre Passagiere und deren Gepäck sollen gleichfalls so behandelt werden, als wenn sie unter nationaler Flagge reisten.

عاقديندن برينك اولكه سندن ديكرينك اولكه سه چكن ويا اشبو اولكده ترانسيت ايدين ارسالات، سوقيات ويا اجورات قليه خصوصلرنده، بو اولكلرلك برندن كرك داخده بر محل مقصوده و كرك مالك اجنيه كيدن ارسالاتدن دها آز مساعده لي بر صورتده معامله كورمه به جك در، اولورر كه قليات، عيني خط اوزرنده و عيني استقامنده وقوع بولسون.

تتريلا تلي اجورات ايله اجرا ايدين و احوال خصوصده كچيچي بر قضا و فلاكتك تهويستي استهداف ايله ين ويا بر امر خيره مخصوص بولونان قليات موضوع بحث اولماقجه، هيچ بر معامله استايه به جواز و بريلمه به جك در. بوندن ماعدا، ده مير يوللرنده كي منافلات متقابله نك و ترانسيت سوقياتك نقرعاتي، شمندوفر اداره لرينك دوغرودن دوغرويه اتلافي صورتيله، تنظيم ايله مك حقي ايكي حكومت محافظه ايدرلر.

ماده ۱۱

طرفين عاقديندن برينك سانجاني حامل اولوب حمله سز ويا حمله لي اولارق ديكر طرفه عائد صولره و لپانلره كبره جك ويا بورالردن چيقاق اولان مرآكب و سفائ، محل حركت ويا عزيمتلي نره سي اولورسه اولسون، هر كونه خصوصانده عينله سفائ مليه به تطبيق ايدين معامله دن مستفيد اولاجقار و هر نه عنوان آتنده بولونورسه بولونسون، دولت، ولايتلر، ناحيلر ويا طرف حكومتن صلاحتي حائر هر هانكي بر تصؤ نام و منفعته استيفا اولونوب مرآكب مليه به تحمیل ايديلمش ويا ايديله بيله جك اولانلردن باشقه هيچ بر كونه تكاليف ويا رسومه تابع طوتولماياجقلدر.

ماده ۱۲

حواله لر، مورد ويا مخرجلري نره سي اولورسه اولسون، ملي سانجاق آتنده ادخال ويا اخراج ايديلكلري تديرده تابع طوتولاجقلري رسوم و مكلفياتدن نه باشقه سه ونه دها شدينيه تابع اولماياجقار و نعهه بو تديرده باشقه جه بر معامله كورمه به جكلدر. كبلرك بولجلايينه و بونارك اشاي ذاتيره ليه عينا ملي سانجاق آتنده سياحت ايديورلر مش كي معامله اولوناجق در.

Artikel XIII.

Die Bestimmungen der Artikel XI und XII sollen keine Anwendung auf die See-Küstenschiffahrt, die Fischerei, den Lotsendienst und den Gebrauch von Lotsen, den Schleppdienst und andere Hafendienste finden, ebenso nicht auf die Schiffahrt in den Binnengewässern.

Artikel XIV.

Die Nationalität der Seeschiffe und Boote soll beiderseits nach den Urkunden und Patenten anerkannt werden, die diesbezüglich von den zuständigen Behörden der betreffenden Staaten gemäss den Gesetzen und Verordnungen jedes Landes ausgestellt sind.

Die von einem der vertragschliessenden Teile ausgestellten Schiffsmessbriefe oder anderen Urkunden über die Vermessung sollen von dem anderen Teile gemäss den besonderen Vereinbarungen anerkannt werden, die zwischen den beiden vertragschliessenden Teilen etwa geschlossen werden sollten.

Artikel XV.

Die Seeschiffe und Boote unter der Flagge eines der vertragschliessenden Teile, welche einen Hafen des anderen Teiles anlaufen, um daselbst ihre Ladungen zu vervollständigen oder einen Teil derselben zu löschen oder umzuladen, sollen, vorausgesetzt, dass sie sich nach den Gesetzen und Vorschriften des betreffenden Staates richten, den für einen anderen Hafen oder für ein anderes Land bestimmten Teil ihrer Ladung an Bord behalten und ihn wieder ausführen können, ohne gehalten zu sein, für diesen letzten Teil ihrer Ladung irgendeine Abgabe oder Gebühr zu bezahlen ausser den Aufsichtsabgaben, welche übrigens nur nach dem niedrigsten für die nationale Schiffahrt festgesetzten Satz erhoben werden dürfen.

Artikel XVI.

Im Falle Schiffbruchs, Strandens, der Havarie oder des Verlassens in Seenot eines Schiffes des einen der vertragschliessenden Teile in den Gewässern des anderen Teils soll das Schiff und seine Ladung die gleichen Begünstigungen und Befreiungen geniessen, welche die Gesetze und Vorschriften jedes der betreffenden Länder den eigenen Schiffen in gleicher Lage bewilligen.

ماده ۱۳

اون برنجی و اون ایکنجی ماده لرك احكامی، قابوتازه، بالیق اوینه، قلاغوزلق ایتمک و قلاغوز استفاده، رومورکور ایشله تمک و سائر لمان خدماته و کذلک داخلی صولرده سیر سفاته قابل تطبیق اولمایاجق در .

ماده ۱۴

سفائن و مرآکک تابعیتی، هر ایکی طرفجه، دولت عانده سنک صلاحیتدار مقامانی جانبدن، هر مملکتک قوانین و نظاماتنه توفیقاً، بو باده ویریلن و نائق و شهادتنامه لره کوره معتبر طوتولاجق در .

طرفین عاقیدیندن بری جانبدن ویریلن حجم استیعایی شهادتنامه لره حجم استیعایی به متدائر سائر و نائق، ایکی طرف عاقد آراسنده عقد ایدیه بیله جک اولان اتلافات مخصوصه به توفیقاً طرف دیگرجه طانیناجق در .

ماده ۱۵

طرفین عاقیدیندن برینک سانجاغی حامل اولوب دیگر طرفه تاند بر لپانه، محضا حمله لرینی آتام ویا بولردن بر قسمی اخراج ویا آقطارمه ایتمک مقصدیه داخل اولان مرآکک و سفائن، مذکور مملکتک قوانین و نظاماتنه توفیق حرکت ایدره ک، حمله لرینک دیگر بر لپانه ویا دیگر بر مملکتک کیده جک اولان قسمی کبی داخلنده حفظ ایدیه بیله جکلر و حمله لرینک اشبو قسم اخیرى ایچون، محافظه خرج لریندن ماعدا — که ذاتا بو خرجلر آجماق ملی سیر سفائن حقدنه تثبیت ایدیلمش اولان آک آشاغی مقدارده استیقا اولونابیله جک در — هیچ بر خرج ویا اجرت تسویه سنه مجبور طوتولقسزین، بولری تکرار اخراج ایله بیله جکلر در .

ماده ۱۶

طرفین عاقیدیندن برینه منسوب بر سفینه نك طرف دیگر صولزنده غرق اولماسی، قارایه او طورماسی، خسار بجمری ویا توقف مجبوری به اوغراماسی کبی حادثانده، سفینه و حمله سی، اشبو مملکتک قوانین و نظاماتنک احوال مانانده سفائن ملییه بخش ایتدیکی مساعدات و معافاتک عیندن استفاده ایده جک در .

Es soll Hilfe und Beistand dem Führer, der Mannschaft und den Passagieren sowohl für ihre Person als auch für das Schiff und seine Ladung in dem gleichen Masse wie den eigenen Staatsangehörigen gegeben werden.

Auf den Rettungsdienst findet die Gesetzgebung des Staates Anwendung, in dem die Rettung vorgenommen worden ist.

Die aus einem gestrandeten oder schiffbrüchigen Schiffe geretteten Waren sollen keinen Zöllen unterworfen werden, es sei denn, dass sie in das Land für den inneren Verbrauch eingeführt sind.

Artikel XVII.

Innere Abgaben, welche im Gebiet des einen der vertragschliessenden Teile, sei es für Rechnung des Staates oder einer Gemeinde oder einer anderen Körperschaft auf der Erzeugung, der Zubereitung oder dem Verbrauch einer Ware ruhen oder ruhen werden, dürfen Erzeugnisse des anderen Teils unter keinem Vorwand höher oder in lästigerer Weise treffen als die gleichartigen Erzeugnisse des eigenen Landes.

Artikel XVIII.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, die nötigen Massnahmen zu ergreifen, um den Kaufleuten die Möglichkeit zu geben, sich amtliche Auskünfte über die Zolltarife und namentlich über die Höhe der Zollsätze für eine bestimmte Ware zu beschaffen. Die Anfrage muss nach den Vorschriften des Einfuhrlandes ein Muster der Ware oder ihre eingehende Beschreibung, eine Abbildung oder ein Lichtbild enthalten.

Artikel XIX.

Dieser Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen alsbald in Berlin ausgetauscht werden.

Der Vertrag tritt einen Monat nach dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft und gilt für die Dauer von zwei Jahren. Von diesem Zeitpunkt an soll er so lange in Kraft bleiben, als er nicht von einem der vertragschliessenden Teile gekündigt wird;

کینک فایدانیه، مرتباته و یولیارینه، کَرَک بونلر ایچون و کَرَک سفینه و حمله‌سی ایچون، عینله تبعه عملیه به تطبیق ایدیلن طرز و درجه‌ده ایضای معاونت و مظاهرت ایدیله‌جک‌در.

تخلیصه رسنه کتجه، تخلیصک وقوع بولدینی مملکتک موضوعات قانونیه‌سی تطبیق اولوناجق‌در.

قارابه او طورمش ویا غرق اولمش بر کینک قورتاریلان اتمه‌سی، استهلاک داخلی ایچون مملکته ادخال ایدیلمش اولمادجقه، هیچ بر کومروک رسنه تابع طوتو لایاجق‌در.

ماده ۱۷

طرفین عاقیدن برینک اولککسندنه . بر محصولک استحصالی، احضاری ویا استهلاکی اوزرینه، کَرَک دولت و کَرَک نواحی و اصناف جمعیتاری حسابنه، وضع ایدیلمش ویا ایدیله‌جک اولان رسوم داخله، طرف دیگر اولککسنگ مستحصلاتی، هیچ بر بهانه آئنده، نفس مملکتک مستحصلات مائله‌سندن دها آغیر ودها تضیق ایدیلجی بر صورتده تطبیق ایدیله‌به‌جک‌در.

ماده ۱۸

طرفین عاقدین، تاجرله کومروک تعرفه‌ری و بالخاصه معین بر متاع اوزرندن استیفا ایدیله‌جک رسوم مقداری حقدنه معلومات رسبه استحصالی ایلهمه‌ری امکاتی ویرمک ایچون تدابیر مقتضیه اتخاذینی تعهد ایدرلر. استعدا، ادخالات مملکتک نظاماتی موجبجه، متاعک بر نمونه‌سی ویا خود مفصل بر تعرفتی، صورت ویا فوطوغرافیسی احتوا ایلهمه‌لی‌در.

ماده ۱۹

اشبو مقاله‌نامه تصدیق ایدیله‌جک و تصدیق‌نامه‌لر ممکن اولدینی قدر سرعته بولنده تطاطی قیلناجق‌در.

بو مقاله‌نامه، تصدیق‌نامه‌لرک تطاطیسی تاریخندن بر آی سوکرا داخل مرعیت اولاجق و ایکی سنه مدتی حائز بولوناجق‌در. بو تاریخندن اعتباراً طرفین عاقدین بری طرفندن نسخ اولونمادینی مدتجه مرعیتده قالاجق‌در، اشبو

diese Kündigung wird jedoch ihre Wirkung erst nach Ablauf einer Frist von sechs Monaten ausüben.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag gezeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Angora am 12. Januar 1927.

فسخ، آنجاق آلی آیلق بر مهلك خاندن صوكرا حكمنی اجرا ابدہ بیلر .

تصدیقاً للمقال، مرخصر اشبو مقاوله نامہ فی امضا ومہر لریلہ تختیم ایتمشدردر .

اشبو مقاوله نامہ، هریری نسخه اصلیه تلقی ایدلك اوزرہ، ایکی نسخه اوله رق ۱۲ كانون ثانی ۱۹۲۷ تاریخندہ آقرہ دہ تنظیم ایدلشدر .

Rudolf NADOLNY.

Ali DJENANI.

A. CHEVKI.

علی جنانی

شوقی

Rudfol NADOLNY.

ANLAGEN — ANNEXES

ANLAGE A.

LISTE DER DEUTSCHEN ZUGESTÄNDNISSE GEGENÜBER DER TÜRKEI.

Nr. des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zollsatz für 1 dz RM
aus 19	Kanariensaat (Spitzsamen)	2
aus 28	Baumwolle, roh, auch gereinigt	frei
aus 46	Haselnüsse, unreife (grüne) und reife, auch ausgeschält, gemahlen oder sonst zerkleinert oder einfach zubereitet	2
aus 52	Feigen : in Behältnissen bei einem Gewicht von 5 kg oder darunter . . . andere	8 4
aus 54	Rosinen (mit Ausnahme der unter Nr. 53 fallenden)	8
aus 60	Mandeln (mit oder ohne Schale), getrocknet; Pistazien	4
aus 60	Opium	frei
aus 94	Valonea, auch gemahlen	frei
aus 136	Eier von Federvieh, roh oder nur in der Schale gekocht, auch gefärbt, bemalt oder in anderer Weise verziert	5
aus 225	Schmirgel, roh, gemahlen oder geschlämmt, in anderer Verpackung als in Büchsen, Gläsern, Krügen oder ähnlichen für den Klein- verkauf bestimmten Aufmachungen, auch zu Ziegeln geformt	frei
aus 428	Fußbodenteppiche aus Gespinsten von Wolle oder anderen Tier- haaren, auch mit pflanzlichen Spinnstoffen oder Gespinsten gemischt, im Stück als Meterware eingehend oder abgepasst, geknüpft, auch bedruckt oder mit Näharbeit	800

آ. ملقوفی

آلانی طرفدن تورکیه یه ویرلین مساعدا تک
جدولی در

پوز کیلو ایچون کومروک زسی رایج مارق	مستحصلاتک انواعی	آلان نمره سی نومرولی
۲	قوش بی	دن ۱۹
مستنادر	یاموق، خام ویا تمیزلش اولارق	دن ۲۸
۲	کاله ایرمه مش فندیق — یشیل —، یاخود کاله ایرمش، قابوقلری آیقلامش، نوکودولش ویا سائر صورتده آزیلمش ویاخود بسیط صورتده احضار ایدیلمش اولارق	دن ۴۶
	اینجیرلر:	دن ۵۴
۸	بش کیلو ویا ده آز نقلته قابلر دروننده اولارق	
۴	سائرلری	
۸	قورو اوزوملر — ۵۴ نومروده ذکر ایدیلمه مش اولانلر —	
۴	قابوقلی ویا قابوقمز قورو بادم، شام فیصدینی	دن ۵۴
مستنادر	آفیون	دن ۶۰
مستنادر	بالاموط، نوکودولش اولانلر دخی	دن ۹۴
۱۳۶	یومورطه، یشمه مش ویا قابوقلری ایله بسیط بر صورتده یشمش اولارق، بویالی، هشتلی ویا سائر صورتله ترین ایدیلمش اولانلر دخی	دن ۱۳۶
مستنادر	— قوطور، شیشه لر، جوملکلر ویا سائر مماثل قابلر دروننده احضار ایدیلوب بر آکنده صاتیلاجق اولانلردن باشقه صورتله احضار ایدیلمش بولونمق قیدیه — خام زیما، نوکودولش ویا ییقلمش اولارق، کدک طوغلاشکنه قونولش اولانلر دخی	دن ۲۲۵
۸۰۰	زمین خالبرلی، یوک ایپلکندن ویا سائر حیوان توپلری ایپلکندن نباتی الاصل مواد نسجه ویا ایپلکلرله قاریشیق اولانلر دخی، مترو ایله اولچوله جک پارچه حالده ویا کیلمش اولارق، دوکوملو خالبر، باصا هشتلی اولانلر ویا دیکش ایله مربوط بولونانلر دخی	دن ۴۲۸

ANLAGE B.

VERZEICHNIS DER ZUGESTÄNDNISSE DER TÜRKEI AN DEUTSCHLAND.

Nr. des türkischen Zolltarifs	Warenbezeichnung	Zollsatz in Piaster für 100 kg.
zu 196	Waren aus Haut oder Leder in Verbindung mit gemeinen Stoffen, wie Nachahmungen von Elfenbein, Schildpatt, Perlmutter, pelmutterähnlichen Muscheln, Gallalith, Zelluloid, Horn, Knochen, Glas, Porzellan, Kunstseide, wie in Verbindung mit gemeinen Metallen, vernickelt, versilbert oder vergoldet, sind nach Tarifnr. 195 zu verzollen.	
aus 231	Bürstenwaren : b) Bürsten und Pinsel für den Haushalt, für Kunst und Handwerk : aus Schweineborsten oder anderen gemischten tierischen und pflanzlichen Haaren und Fasern d) Zahnbürsten aus Zelluloid oder Gallalith sind nach Tarifnr. 231 d) zu verzollen.	750 × 2
255	Gedruckte Bücher, in Leinen oder Pappe gebunden : b) andere Bücher	zollfrei
441	Werkzeuge und Geräte aus Eisen und Stahl mit oder ohne Stiel : f) andere Werkzeuge und Geräte für Tischler, Bleiarbeiter, Tapezierer, Maurer, Schneider, Gärtner, Uhrmacher und andere Handwerker	450 × 2
aus 472	Bleiwaren in Verbindung mit Zinn sind nicht nach Tarifnr. 482, sondern nach Tarifnr. 472 zu verzollen, wenn der Prozentsatz an Zinn gering ist und 4 v. H. nicht übersteigt.	
aus 491 c)	Mit weniger als 13 pro 1000 Gold belegte Silberwaren werden wie reine Silberwaren verzollt.	
aus 533 b)	Synthetischer Indigo ist wie künstlicher Indigo zu verzollen.	
aus 576	Anilinsalz	165 × 5
aus 581	Erzeugnisse zur Herstellung von synthetischen Gerbstoffen wie Ordoval, Neradol	15 × 5
aus 585 c)	Kalisalpeter (K N O ₃) ist wie anderweitig nicht genanntes Kalisalz zu verzollen.	
aus 594 h)	Hydrosulfit und ähnliche Erzeugnisse wie Blankit, Blankit I, Burmol, Rangolit, Sulfit, Bisulfit	22 × 5
aus 595 i)	Nekal	300 × 5
aus 595 j)		300 × 5
aus 604 a)	Decrolin	150 × 5
aus 607 c)	Chromacyl, Chromosal	150
758	Insektenvertilgungsmittel aller Art in Pulverform, Teigform oder flüssig (einschl. des Gewichts der Umschliessungen)	200 (ohne Koeffizient)
762	Spielzeug : a) mit Mechanik b) ohne "	I 600 × 3 I 350 × 3

توریکه طرفندن آلمانیایه ویرلین مساعدا تک جدولی در

ب. ملفوفی

بوز کیلو ایچون کومروک رسی غروش	مستحصلاتک انواعی	تورک تعرفه نومروسی
	فیل دیشی، باغا و صدف تقلیدلری ایله ویا تروکار، غالایت، سلله لوئید، بوینوز، کیک، جام، پورسلن و صنای اییک کبی قیمتسز مواد ایله و کذک نیکل قابلی ویا خود کوموش ویا آتون یالیزلی قیمتسز معادن ایله ترین ایدیلمش اولان دری ویا کوسله دن معمولات، تعرفه تک ۱۹۵ نومرولو ماده سنه تابع طوتولاجق در .	۱۹۶ یه متفرعاً
	فورچه جی معمولاتی :	۲۳۱ دن
۲×۷۵۰	تانیای طوموز قیلیدن و سائر حیوانات قیللری ایله ایلفندن ویا ایلف حیوانیه و نباتیه ایله قاریشیق لیلر دن معمول فورچه خانه یه و ضایعه مخصوص فورچه لر رابعاً ساله لوئید ویا غالایتدن معمول دیش فورچه لری، تعرفه تک ۲۳۱ نومرولو ماده سنک رابعاً فقره سنه تابع طوتولاجق در	۲۵۵
مستندار	کتب مطبوعه - بزلی ویا مقوا قابلی - :	
	تانیای سائر کتایلر	۴۱۱
	ده میر ویا چلیک آلات و ادوات - صابلی ویا صابسر - :	
۲×۴۵۰	سایس آلات و ادوات سائر - مرانفوز، قورشونجی، چوخه جی، دیوار جی، تزی، باغچوان، ساعتجی و سائر آلات و ادواتی	
	قالای ایله ترکیب ایدیلمش قورشون معمولاتی، اگر قالایک یوزده نسبتی اصغری اولوب یوزده درت مقدارینی متجاوز دکل ایسه، تعرفه تک ۴۸۳ نجی ماده سنه تابع طوتولایارق ۴۷۲ نجی ماده موجنبجه کومروک رسی تسویه سنه تابع اولاجق در .	۴۷۲ یه متفرعاً
	یکه اون اوج نستیدن آز مقداره آتون قابلی کوموش معمولات، ساده کوموشدن معمول مواد کبی تعرفه یه تابع طوتولاجق در .	۴۹۱ ثالثاً فقره سنه متفرعاً ۵۳۳ تانیای فقره سنه متفرعاً
۵×۱۶۵	ترکیب جیوید - آندیقو سنه تیک -، صنای جیوید کبی تعرفه یه تابع طوتولاجق در .	۵۷۶
۵×۱۵	آیلین سالج	۵۸۱ - ۵ متفرعاً
	دباغنده مستعمل مواد کیمویه و کذک « اوردووال » و « نرادول »	۵۸۵ ثالثاً دن
	نترات دوپوتاس - KNO ₃ -، باشقه محله اسملری ذکر ایدیلمه یین بوتاس املاحی کبی تعرفه یه تابع طوتولاجق در .	۵۹۴ ثامناً فقره سنه متفرعاً
۵×۲۲	هیدرو سولفیت و امثالی، کذک بلانکیت، بلانکیت - ۱ -، بورمول، رانفولیت، سولفیت، بی سولفیت	۵۹۵ تاسعاً فقره سنه متفرعاً
۵×۳۰۰	نه قال	۵۹۵ عاشرأ فقره سنه متفرعاً
۵×۱۵۰	ده قرولین	۶۰۴ اولاً فقره سنه متفرعاً
۱۵۰ امثال	قروماسیل، قروموزال	۶۰۷ ثالثاً فقره سنه متفرعاً
تریده تابع دکل در	پیره و امثالی اتلافه مخصوص هر نوع توز - معجون و مایع - موضوع بولونقلری قابک نقلی داخل در -	۷۵۸
۲۰۰ امثال	او یونجاقلر : اولأ - میخانیک حرکتلی	۷۶۲
تریده تابع دکل در	۳×۱۶۰۰	
۳×۱۳۵۰	تانیای - ماکنه سز	

ANLAGE C.

(MUSTER).

URSPRUNGSZEUGNIS

Absender			Empfänger		
Name :			Name :		
Wohnort :			Wohnort :		
Strasse :			Strasse :		
Zahl der Packstücke	Art der Verpackung.	Zeichen Nr.	Gewicht brutto u. netto in kg	Art der Versendung (Bahn, Post, Schiff usw.)	Inhalt

Hiermit wird bescheinigt, dass die obengenannten Waren Ursprungs sind.

....., den 192...

(Stempel)

(Bezeichnung der zuständigen Stelle
und Unterschrift)

منشأ شهادتنامه ی
نمونه سی

دث، ملفوفی

سرسل البهك		سرسلك			
اسمى		اسمى			
اقامتگاهى		اقامتگاهى			
سوقاعى		سوقاعى			
محتوياتى	سوق ايدلديكى طريق « شندوفر، پوسته واپور الخ »	صانئ و غير صانئ تقلئ كبلو	مارقه و نومروسى	آمالازك — ظروفك — شكل و صورق	يارچه عددى

بلاده اوصافى ذكر ايدلين اشيانك منشأك اولدينى تصديق قىلنور

۱۹۲ فى

مهر

— شهادتنامه ی اعطا ايدن صلاحيتدار دائرهك
اسمى و امضا —

ANLAGE D.

(MUSTER)

Name des Staates
(Ausstellende Behörde)GEWERBELEGITIMATIONSKARTE,
gültig für zwölf Monate vom Tage der Ausstellung ab.

Gültig für

Nummer der Karte

Hierdurch wird bescheinigt, dass der Inhaber dieses Ausweises :

Herr

geboren in

wohnhaft in

Strasse Nr.

ein¹

in

unter der Firma besitzt.

(oder) Handlungsreisender im Dienst der Firma
der Firmenin ist, die ein¹ unter der Firma besitzt
besitzen.

Da der Inhaber dieses Ausweises beabsichtigt, in den obengenannten Ländern Aufträge entgegenzunehmen und Käufe für die genannte(n) Firma (Firmen) zu machen, wird bescheinigt, dass die genannte (n) Firma (Firmen) die Berechtigung hat (haben), ihr(e) Gewerbe und ihren Handel in (.....) zu betreiben, und dass sie dort die gesetzlichen Gebühren hierfür entrichtet (entrichten).

(.....), den 19...

Unterschrift des Leiters der Firma (Firmen):

Personalbeschreibung des Inhabers :

Alter

Wuchs

Haare

Besondere Merkmale

Unterschrift des Inhabers :

Lichtbild

¹ Angabe der Fabrik oder des Handelszweiges.

NB. — Nur Rubrik 1 des Formulars ist auszufüllen, wenn es sich um den Leiter eines Handels- oder Industrieunternehmens handelt.

د، ملفوی

دوئک اسمی

ورقه بی اعطا ایدن مقام

سیار تجارت مأمورلرینه مخصوص صلاحیت ورقه سی

اعطا تاریخندن اعتباراً اون ایکی آی مدته مشبرددر .

هانکی ملککنر ایجون معتبر اولدینی :

ورقه نومروسی :

شهرنده متولد و

نومرولو خانه ده مقیم

سوقاغده

شهرینک

شهرنده

اقدینک

عنوان تجاریسی آتده ایشلهین

(۱) فابریقه - ویا تجارتخانه - سنک - لرینک - صاحبی [ویا - نامنه ایفای معاملیه صلاحیتدار سیار تجارت مأموری] اولدینی ومومی الیهک سالف الذکر فابریقه - تجارتخانه - لر - ایجون بالاده محرر ملککنرده سبارشیر آلق ویاخود مبیعات اجرا ایله مک صلاحیتی حائر بولوندینی و مذکور تجارتخانه - فابریقه - نک - لرك - ملککنده اجرای تجارت - صنعت - ایتمک مآذون اولوب بوبابده کی تکالیف قانونیهی تسویه ایتمکده اولدیی - اولدقاری - تصدیق قیلندی .

شهرک اسمی - فی - ۱۹۲

تجارتخانه نک - لرك - صاحبک امضاسی :

ورقه حاملک اشکالی :

باش

پوی

صاج

علامت فارقه نایته

ورقه حاملک امضاسی

نوطوغرائی

ANLAGE E.

« ۵ » ملفوفی

(Muster)

IDENTITÄTSKARTE FÜR BESUCHER VON MESSEN
UND MÄRKTEN

Dem Herrn, Inhaber der vorliegenden Karte, welcher mit seinen Waren die Messen und Märkte in (für die deutschen Reichsangehörigen : in der Türkei, für die türkischen Staatsangehörigen : in Deutschland) zu besuchen beabsichtigt, wird bestätigt, dass er zu wohnhaft ist und die seinem Gewerbe entsprechenden gesetzlichen Steuern und Abgaben zu entrichten hat.

Gegenwärtiges Zeugnis ist gültig für den Zeitraum von Monaten.

(Ort, Datum, Stempel und Unterschrift der ausstellenden Behörde)

پاناییر و بازارلری زیارت ایدنلره مخصوص

هویت ورقه سی

اشبو ورقه نك حاملی اولوب
دهكی - تورك تبعه سی ایچون : آلمان تبعه سی
ایچون : توركیه دهكی - پاناییر و بازارلری زیارت ایتك
آرزوسنده بولونان ائدینك
شهرنده اقامت ایله دیک
وتجارت ویا صنعتك اجراسی ایچون تكالیف و رسوم
قانونیه نی تسویه ایله مكلف اولدینی تصدیق قیلندی .
اشبو ورقه آیلق بر مدت
ایچون معتدردر .

(ورقه نك اعطا قیلدینی محل و تاریخ ایله اعطا ایدن مقامك
امضا و مهری)

ZEICHNUNGSPROTOKOLL.

Im Augenblick der Unterzeichnung des Handelsvertrages haben sich die unterzeichneten Bevollmächtigten auf folgende Erläuterungen geeinigt :

Zu den Artikeln IV und XIX :

Die vertragschliessenden Teile sind darüber einig, dass die in dem Art. IV Abs. 2 Nr. 1 vorgesehenen Ein- und Ausfuhrverbote und -beschränkungen keine Anwendung auf die in den Anlagen A und B dieses Vertrages genannten Erzeugnisse finden.

Das gleiche gilt für die Waren, die bei der Veröffentlichung der Ein- oder Ausfuhrverbote bereits bestellt oder abgesandt worden waren.

Die beiden Teile sind ferner darüber einig, dass der Teil, der sich in seinen Interessen durch den Erlass von Verboten auf Grund des Art. IV Abs. 2 Nr. 1 benachteiligt fühlt, ausserdem berechtigt ist, diesen Vertrag schon vor Ablauf der im Art. XIX Abs. 2 vorgesehenen Geltungsdauer von 2 Jahren mit einer Frist von 6 Monaten zu kündigen.

Die vorstehenden Bestimmungen beziehen sich nicht auf die zur Zeit der Unterzeichnung dieses Vertrages in Geltung befindlichen Verbote. Die beiden Teile werden einander die Liste dieser Verbote mitteilen.

Zu Artikel IX :

Es besteht Einverständnis darüber, dass Art. IX keine Anwendung finden kann, wenn die zu Nr. 3 dieses Artikels erwähnten besonderen Vorteile und Begünstigungen einem dritten Staat gewährt werden.

Zu Artikel XVII :

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Türkei berechtigt ist, unter den gleichen Bedingungen der Gleichstellung ihrer Staats-

امضا پر وتوقولی

تجارت معاو له نامه سنك امضاسی اثناسنده زیرده واضع الامضا مرخصلر. تصریحات آینهك اجراسی خصوصده مطابق قالمشدر :

۱۹ نجی و ۱۰ نجی مادهلر متفرعاً :

طرفین عاقدین، دوردنجی مادهك ایکنجی فقره سنك برنجی نومروسنده ذکر ایدلین اسباب دولایسیله ادخالات و اخراجات اوزرینه موضوع ممنوعیت و قیدلرک اشبو معاو له نامهك - آ - و - ب - مافولرندة محرر مستحصلات حقده احداث ایدیله همسی خصوصده مطابق درلر .

ادخالات و اخراجات ممنوعیتلرینک حین اعلاننده، اولجه سبارش ایدیلمش ویا سوق اولونمش اولان اشبا حقدده دخی عینی صورته معامله ایدیله جک در .

دوردنجی مادهك ایکنجی فقره سنك برنجی نومروسنده کی اساسه مستنداً احداث ایدلین ممنوعیتلرله منافک خللدار اولدیغنی کورهن طرفک، معاو له نامهین، ۱۹ نجی مادهك ایکنجی فقره سنده مذکور ایکی سنهك مدتک ختامدن اول ییله اولر، آتی آیلق بر مهلتله فسخ ایتمک حققی خاتر بولونماسنده دخی، طرفین عاقدین مطابق قالمشدر .

مع هذا بالاده کی احکام اشبو معاو له نامهك امضاسی اثناسنده موجود اولان ممنوعیتلرله تطبیق ایدیلمز. هر ایکی طرف بو ممنوعیتلرله متعلق لیستلری بکدیگرینه اعطا ایده جکلردر .

۹ نجی ماده یه متفرعاً :

شوراسی مقرردرکه دوقوزنجی مادهك اوچنجی نومروسنده تعداد ایدلین مساعدات و منافع مخصوصهك اوچنجی بر دولته بخش ایدیلمش اولماسی تقدیرنده اشبو ماده ما به الاحتجاج اولاماز .

۱۷ نجی ماده یه متفرعاً :

شو جهت مقرردرکه : تورکیه کدی تبعه سیله آلمان تبعه سی آراسنده عینی شرائط مساوات داخلنده اشبو مضبوطیه ملغوف

angehörigen mit den deutschen Reichsangehörigen auf die in der Anlage zu diesem Protokoll aufgeführten Erzeugnisse die in dieser Anlage angegebenen Verbrauchsabgaben weiter zu erheben.

Dieses Protokoll bildet einen integrierenden Bestandteil des gegenwärtigen Vertrags und tritt gleichzeitig mit ihm in Kraft.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Angora am 12. Januar 1927.

Rudolf NADOLNY.

Ali DJENANI.

A. CHEVKI.

جدولہ تعداد ایدیلن محصولات اوزرنندن مذکور جدولہ ارانہ اولونان استهلاك رسومی آریجه استفایہ دوام ایدہ بیله-جک در .

بو مضبطه اشبو مقاوله نامه نك جزؤ منعی اولوب بونكله برلكده داخل مرعیت اولور .

ایکی نسخه اوله رق ۱۲ کانون تانی ۱۹۲۷ تاریخده آقره ده تنظیم ایدلشددر .

علی جنانی

شوقی

Rudolf NADOLNY.

ANLAGE.

امضا پروتوقولنك ملفوفى

VERBRAUCHSABGABEN

استهلاك رسومى

Tee	40 Piaster für 1 kg	۴۰ غروش كيلوسى	جای
Kaffee	20 » » 1 »	» » ۲۰	قهوه
Petroleum	6 » » 1 »	» » ۶	پترول
Reis	10 » » 1 »	» » ۱۰	برنج
Margarine, Oleomargarine u. andere tierische Fette	80 » » 1	» » ۸۰	مارگارین و اوله نو مارگارین
Stearinkerzen	30 » » 1 »	» » ۳۰	و دیگر شحوم حیوانیه
Gewöhnliche Seife	5 » » 1 »	» » ۵	سه آرين موملری
Neue und gebrauchte Säcke	5 » » 1 »	» » ۵	عادى صابون
Eingemachtes	30 » » 1 »	» » ۳۰	يکي و مستعمل طوره و چووال
Streichhölzer	½ » die Büchse mit 60 Streichhölzern	» » ۳۰	بهارات
Wachsstreichhölzer	1 » die Büchse mit 60 Streichhölzern	» » ۶۰	کبريت
Zigarettenpapier	1 » 50 Blätter	» » ۱	موم کبريت
Feuerzeuge	25 » für das Stück	» » ۲۵	سیفاره کاغدی
Zucker	15 » für 1 kg	» » ۱۵	چاقاق
Biskuits	Abgabe nach dem Zuckergehalt	» » ۱۵	شکر
Schokolade			بیسکویتی
Kondensierte Milch			جیقولاته
Zuckersachen			سود خلاصه سی
Nicht alkoholische Getränke und Limonaden (Brause-limonaden)			محتوی اولدقلری یوزده
Andere gezuckerte Produkte			مقدارنده شکره نظراً
Tumbeki	40 Piaster für 1 kg	» » ۴۰	مشروبات غیر کتولیه، غازوز و لیموناطه لرله دیگر بتون شکرلی مستحضرات
			تباکو

¹ TRADUCTION.N^o 1712. — TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE TURQUE. SIGNÉ A ANGORA, LE 12 JANVIER 1927.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, d'une part, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, d'autre part, animés du désir de développer les relations commerciales entre les deux pays, ont, conformément au Traité d'amitié du 3 mars 1924, entre l'Allemagne et la Turquie, résolu de conclure une Convention à cette fin, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Rudolf NADOLNY, ambassadeur du Reich allemand en Turquie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

M. Ali DJÉNANI bey, ancien ministre du commerce, député de Ghazi Aïntab ; et
M. Ali CHEVKI bey, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les produits du sol et de l'industrie, originaires de Turquie, ne seront pas soumis, lors de leur importation en Allemagne, à des droits de douane supérieurs à ceux qui sont fixés dans l'annexe A.

Les produits du sol et de l'industrie, originaires d'Allemagne, ne seront pas soumis, lors de leur importation en Turquie, à des droits de douane supérieurs à ceux qui sont fixés dans l'annexe B.

Les produits du sol et de l'industrie, originaires de l'un des pays contractants, lors de leur importation sur le territoire de l'autre, ne seront pas frappés de droits, coefficients, taxes ou autres charges quelconques, supérieurs à ceux dont sont grevés les produits analogues d'un tiers pays quelconque.

Il en sera de même en ce qui concerne les droits d'exportation et autres taxes frappant les produits du sol et de l'industrie exportés du territoire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre.

La garantie d'un traitement égal à celui de tout tiers pays s'étend également au mode de perception des taxes d'importation et d'exportation, à l'emmagasinage dans les entrepôts douaniers, aux droits et aux formalités de douane, au traitement en douane et au dédouanement des marchandises importées, exportées ou en transit.

Article II.

Les produits du sol et de l'industrie de l'une des Parties contractantes, importés dans le territoire de l'autre Partie après avoir passé en transit par les territoires d'un tiers pays ou de tiers pays, ne seront pas soumis, lors de leur importation, à des droits ou taxes autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement du pays d'origine.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 1712. — TREATY OF COMMERCE BETWEEN THE GERMAN REICH
AND THE TURKISH REPUBLIC. SIGNED AT ANGORA, JANUARY
12, 1927.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, of the one part, and THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, of the other part, being desirous of developing the commercial relations between the two countries, have resolved, in conformity with the Treaty of Friendship between Germany and Turkey of March 3rd, 1924, to conclude a Treaty for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

M. Rudolf NADOLNY, Ambassador of the German Reich in Turkey ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

M. Ali DJÉNANI Bey, former Minister of Commerce, Deputy for Ghazi Aintab ; and

M. Ali CHEVKI Bey, Under-Secretary of State in the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article premier.

Products of the soil and industry of Turkish origin imported into Germany shall not be liable to any higher duties than those mentioned in Annex A.

Products of the soil and industry of German origin imported into Turkey shall not be liable to any higher duties than those mentioned in Annex B.

Products of the soil and industry of either of the contracting countries imported into the other shall not be liable to any higher duties, co-efficients, taxes or other charges whatsoever than those imposed on the like products of any third country.

The same shall apply with regard to export duties and other taxes on products of the soil and industry which are exported from the territory of either Contracting Party into the territory of the other Party.

The guarantee providing for treatment equal to that accorded to any third country shall likewise extend to the manner of levying the import and export duties, warehousing in bonded warehouses, charges and Customs formalities, and Customs treatment and clearance of goods, whether imported, exported or in transit.

Article II.

Products of the soil and industry of either of the Contracting Parties imported into the territory of the other Party after passing in transit through the territory of one or more third countries shall not be subject on importation to duties or taxes other or higher than would be applied if they had been imported direct from the country of origin.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

La présente disposition s'applique aussi bien aux marchandises passant en transit direct qu'à celles qui passent en transit après avoir été transbordées, emballées ou entreposées.

Article III.

Chacune des deux Parties contractantes, en vue de déterminer le pays d'origine des produits importés, pourra exiger de l'importateur la présentation d'un certificat d'origine constatant que la marchandise importée est un produit ou un article national du pays exportateur ou qu'elle doit être considérée comme telle, étant donné la transformation ou le perfectionnement économiquement justifié qu'elle a subi dans ledit pays.

Les certificats d'origine, établis selon le modèle joint en annexe C au présent traité, seront délivrés, soit par les Chambres de commerce ou d'industrie dont relève l'expéditeur, soit par les autorités douanières, soit par tout organe ou groupement agréé par le pays de destination.

Les colis postaux ne devront pas être accompagnés d'un certificat d'origine lorsqu'il s'agit d'envois ne revêtant pas un caractère commercial.

Article IV.

Il y aura, entre les territoires des Parties contractantes liberté réciproque de commerce et de navigation. En conséquence, les Parties contractantes s'engagent à n'entraver leurs relations commerciales réciproques par aucune prohibition ou restriction à l'importation, à l'exportation ou au transit.

Toutefois, les Parties contractantes se réservent, si ces mesures sont appliquées à tous les pays ou, tout au moins, aux pays qui se trouvent dans les mêmes conditions, le droit d'établir des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation :

1^o Pour préserver les ressources indispensables à l'alimentation et sauvegarder l'activité économique de la nation ;

2^o Pour des raisons touchant la sûreté publique et celle de l'Etat ;

3^o Pour des raisons de police sanitaire ou en vue de protéger les animaux ou les plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles, conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet ;

4^o Pour les marchandises faisant l'objet de monopoles d'Etat et en vue d'appliquer aux marchandises étrangères des prohibitions et restrictions qui sont ou seront établies par la législation intérieure en ce qui concerne la production, la vente, le transport ou la consommation à l'intérieur des mêmes marchandises indigènes ;

5^o Pour empêcher l'exportation de l'or monnayé ou non monnayé.

Article V.

Les Parties contractantes s'engagent à accorder réciproquement le transit par les voies les plus appropriées pour le transit international, aux personnes, bagages, marchandises et objets de toute sortes, envois, navires, bateaux, voitures et wagons ou autres moyens de transport, en se garantissant sous le rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Les marchandises de toute nature, passant en transit par le territoire de l'une des Parties contractantes, seront réciproquement exemptes de tous droits de douane ou de toute autre taxe, à l'exception des droits de statistiques, de surveillance et de magasinage.

Les Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le transit par des formalités ou autres mesures de nature à le retarder ; toutefois, elles se réservent le droit de prendre les mesures de précaution nécessaires afin que les marchandises, notamment celles qui font l'objet d'un monopole d'Etat, ne soient pas importées clandestinement dans le pays, mais circulent réellement en transit.

The present provision shall apply both to goods conveyed in direct transit and to goods conveyed in transit after transshipment, re-packing, or warehousing.

Article III.

Each of the Contracting Parties may, in order to establish the country of origin of imported goods, require the importer to produce a certificate of origin attesting that the imported goods are a national product or manufacture of the exporting country, or that they are to be considered as such in view of a process of transformation or working up, justifiable on economic grounds to which the said goods have been subjected in the latter country.

Certificates of origin, which shall be drawn up in accordance with the model annexed to the present Treaty (Annex C), shall be issued by the Chambers of Commerce or Industry to which the consignor belongs, or by the Customs authorities or any organ or body approved by the country of destination.

Certificates of origin shall be dispensed with in the case of postal packets where the non-commercial nature of such consignments is recognised.

Article IV.

There shall be reciprocal freedom of trade and navigation between the territories of the Contracting Parties. The Contracting Parties accordingly undertake not to hamper their mutual economic relations by any import, export or transit prohibitions or restrictions.

The Contracting Parties reserve the right, however, to establish import and export prohibitions or restrictions provided that such measures apply to all countries, or at least to all those countries in which the same conditions prevail :

(1) In order to preserve such resources as are indispensable for safeguarding the food supply and the economic life of the nation ;

(2) For reasons of public safety and national security ;

(3) As a sanitary measure, or for the protection of animals or useful plants from disease and noxious insects and parasites in accordance with the international principles adopted in this connection ;

(4) In the case of goods which constitute state monopolies and for the purpose of applying to foreign goods such prohibitions and restrictions as are or may hereafter be prescribed by domestic legislation in regard to the production, sale, transport or consumption within the country of similar native goods ;

(5) In order to prevent the export of gold specie or bullion.

Article V.

The Contracting Parties reciprocally undertake to grant transit, on the routes which are most suitable for international transit, to persons, baggage, goods and articles of all sorts, consignments, vessels, boats, carriages and wagons or other means of transport, and to guarantee each other in this respect most-favoured-nation treatment.

Goods of all kinds conveyed in transit across the territory of either of the Contracting Parties shall be reciprocally exempt from all Customs duties or other taxes, with the exception of statistical dues and supervision and warehousing charges.

The Contracting Parties undertake not to hamper transit by formalities or other measures likely to impede it ; nevertheless, they reserve the right to take the necessary precautions to ensure that goods, and particularly those which constitute State monopolies, are not imported clandestinely into the country, but are really in transit.

Les dispositions du présent article s'appliquent aussi bien aux marchandises en transit direct qu'à celles qui passent en transit après avoir été transbordées, emballées ou entreposées.

Le transit des marchandises, sous réserve que ces mesures soient appliquées à tous les pays ou, tout au moins, à tous les pays qui se trouvent dans les mêmes conditions, pourra faire l'objet d'une interdiction ou être soumis à des restrictions :

1^o Pour des raisons touchant la sûreté publique et celle de l'Etat ;

2^o Pour des raisons de police sanitaire ou en vue de protéger les animaux ou les plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles, conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet.

Article VI.

Les négociants, fabricants et autres industriels de l'une des Parties contractantes, qui prouvent, en présentant une carte de légitimation délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont autorisés à y exercer leur commerce ou leur industrie, et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit, personnellement, ou par l'intermédiaire de voyageurs à leur service, d'effectuer des achats sur le territoire de l'autre Partie contractante, soit chez des négociants ou producteurs, soit dans les locaux de vente publiques. Ils pourront également prendre des ordres chez les négociants ou autres personnes qui, dans leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant aux échantillons offerts. Ils pourront, en outre, transporter avec eux ou se faire envoyer des échantillons ou modèles. Ils ne seront astreints, en raison de l'activité mentionnée au présent alinéa, à aucune taxe ou redevance spéciale. Seront considérés comme échantillons ou modèles tous les objets représentatifs d'une marchandise donnée, sous la double réserve que, d'une part, lesdits objets puissent être suffisamment identifiés lors de leur réexportation et que, d'autre part, la totalité des objets importés ne représente pas des quantités ou des valeurs telles que ces objets ne puissent plus, selon les usages du commerce, être considérés comme échantillons.

La carte de légitimation devra être établie conformément au modèle de l'annexe D. Les Parties contractantes se feront réciproquement connaître quelles sont les autorités chargées de délivrer cette carte et se communiqueront les dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur activité professionnelle.

Il est entendu, toutefois, que les voyageurs de commerce ci-dessus mentionnés n'auront pas le droit de conclure des ventes pour le compte de commerçants et industriels autres que ceux qui sont mentionnés sur leur carte.

A l'exception des marchandises prohibées à l'importation, les objets passibles d'un droit de douane ou de toute autre taxe, qui seront importés comme échantillons ou modèles, seront, à charge de réexportation, admis par les deux Parties en franchise provisoire de droits d'entrée et de sortie, aux conditions ci-après :

A. En faisant leur déclaration en douane, ces voyageurs présenteront un passavant certifié par les autorités douanières du pays d'exportation et indiquant en détail les échantillons ou modèles importés par eux, ainsi que trois copies de ce passavant. S'ils ne sont pas munis du passavant, ils présenteront, en faisant leur déclaration, une autre liste en trois exemplaires, indiquant en détail les échantillons ou modèles.

Les autorités douanières du pays d'importation pourront exiger la traduction de la liste dans la langue de leur pays.

B. Afin que les échantillons ou modèles puissent être identifiés lors de leur réexportation, ceux-ci seront, dans le pays d'exportation, munis d'une estampille ou d'un sceau selon leur genre et leur nature. Les autorités douanières de chaque Partie contractante se communiqueront officiellement les modèles de ces estampilles et sceaux pour assurer la vérification de l'authenticité des signes apposés sur les échantillons.

Au cas où l'apposition de marques serait impossible ou présenterait des inconvénients, l'identification par voie de photographies, de dessins ou de descriptions complètes et détaillées sera admise. Toutefois, les autorités douanières du pays d'importation pourront aux frais des intéressés, pourvoir

The provisions of this Article shall apply both to goods in direct transit and to goods conveyed in transit after transshipment, repacking or warehousing.

The transit of goods may be prohibited or restricted in so far as measures of this kind extend to all countries, or at least to all those countries in which the same conditions prevail :

- (1) For reasons of public safety and national security ;
- (2) As a sanitary measure or for the protection of animals or useful plants from disease and noxious insects and parasites, in accordance with the international principles adopted in this connection.

Article VI.

Merchants, manufacturers and other business men of either Contracting Party who prove, by producing an identity card issued by the competent authorities of their country, that they are authorised to carry on their trade or industry in that country, and that they pay therein the legally established taxes and imposts, shall have the right, either in person or through travellers in their employ, to make purchases in the territory of the other Contracting Party from merchants or producers, or in public places of sale. They may also take orders from merchants and other persons who in their trade or industry use goods corresponding to the samples offered. They may likewise carry samples or patterns with them, or have them sent. The activities enumerated in this paragraph shall not render them liable to any further tax or duty. All articles representative of a specified commodity shall be considered as samples or patterns provided, first, that the said articles can be satisfactorily identified on re-exportation, and, secondly, that the quantity or value of the articles imported taken as a whole, is not such that they can no longer, in accordance with commercial practice, be regarded as samples.

The identity card shall be drawn up in accordance with the model given in Annex D. The Contracting Parties shall communicate to each other the names of the authorities competent to issue these cards and the regulations which commercial travellers must observe when conducting their business.

It is understood, however, that the aforesaid commercial travellers shall not be entitled to conclude sales for any merchants or business men other than those named on their cards.

With the exception of goods, the importation of which is prohibited, articles liable to Customs duty or to any other charge, imported as samples or patterns, shall, conditionally on re-exportation, be admitted on both sides provisionally free of import and export duties, subject to the following conditions :

A. When making their Customs declaration the said travellers shall produce a samples permit certified by the Customs authorities of the exporting country and containing full particulars of the samples or patterns imported by them, together with three copies of this document. If they have not such a samples permit in their possession, they shall, when making their declaration, present another list in triplicate which shall give full particulars of the samples or patterns.

The Customs authorities of the importing country may require a translation of the permit in the language of their country.

B. To enable samples or patterns to be identified on re-exportation they must be stamped or sealed in the exporting country according to their nature and form. The Customs authorities of each Party shall officially send to each other models of these stamps and seals to enable the authenticity of the marks affixed to the samples to be verified.

When the affixing of such marks is difficult or liable to cause inconvenience, identification by means of photographs, sketches or a full and detailed description shall be permitted. The Customs authorities in the importing country may, however, place additional marks on these samples at the

ces échantillons de signes complémentaires dans tous les cas où lesdites autorités jugeront qu'il est indispensable, pour garantir l'identité de ces échantillons lors de leur réexportation, de munir ceux-ci de ces marques complémentaires.

Hormis ce dernier cas, la vérification douanière se bornera simplement à constater que les échantillons concordent avec le passavant et à déterminer le montant des droits et taxes éventuellement exigibles.

Si les échantillons ou modèles ne sont pas munis de marques du pays d'exportation, les autorités douanières du pays d'importation y apposeront de nouveaux signes.

C. Après que l'importateur aura présenté à la douane le passavant ou la déclaration relative aux échantillons, il sera procédé à la visite douanière et, si le passavant ou la déclaration concorde avec les échantillons et si les signes apposés sont réguliers, les droits de douane et, s'il y a lieu, les taxes de consommation, seront déterminés pour chacun de ces échantillons, et le montant de ces taxes et droits de douane sera consigné, soit en espèces, soit sous forme de caution jugée suffisante par les autorités douanières du pays d'importation. Les dispositions concernant le cautionnement seront réglées d'une manière générale par les gouvernements intéressés. Les droits de pesage et autres droits analogues seront versés à titre définitif, et le passavant ou un exemplaire de la déclaration, dûment légalisée par les autorités douanières, sera rendu à l'importateur.

Toutefois, l'importateur, au lieu de faire calculer et de déposer les droits pour chacun des échantillons d'après les taux du tarif y afférent, aura la faculté d'acquitter, pour l'ensemble des échantillons, le droit dont est grevé l'échantillon soumis au taux le plus élevé du tarif. Les autorités douanières seront tenues de se conformer à ce désir.

D. Les échantillons ou modèles ainsi importés devront être, dans le délai d'un an, réexportés soit dans le pays d'exportation, soit dans un autre pays, par le bureau douanier d'entrée ou par un autre bureau. Le délai d'un an pourra, le cas échéant, être prolongé par l'autorité douanière du pays d'importation.

E. Le passavant ou la déclaration, et les échantillons ou modèles devant être réexportés seront présentés par l'intéressé à l'autorité douanière qui, après vérification, procédera immédiatement et contre reçu au remboursement intégral des droits consignés à l'entrée ou à la libération de toute autre caution garantissant le paiement de ces droits. Ce remboursement ou cette libération ne seront accordés que pour les échantillons ou modèles réexportés. En ce qui concerne les échantillons ou modèles non réexportés à l'expiration du délai prévu sous D, ou vendus dans le pays, les droits de douane consignés seront définitivement acquis à l'administration douanière ou perçus sur les garants.

F. Le remboursement des droits consignés à l'entrée ou la libération de la caution pourront être effectués par tous les bureaux douaniers situés aux frontières, ou par ceux de l'intérieur du pays qui en auront reçu l'autorisation. Les Parties contractantes se communiqueront les listes des bureaux de douane auxquels cette autorisation aura été accordée.

Les dispositions du présent article ne portent pas atteinte, en ce qui concerne l'une et l'autre Partie, au principe du traitement sur le pied d'égalité avec tout Etat tiers.

Les dispositions du présent article ne seront pas applicables au colportage.

Article VII.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes se rendant aux foires ou marchés afin d'y exercer leur commerce, ne seront pas, sur le territoire de l'autre Partie, traités d'une manière moins favorable que les nationaux, pourvu qu'ils puissent présenter une carte d'identité délivrée, conformément au modèle joint au présent traité (Annexe E), par les autorités du pays dont ils sont ressortissants.

Les dispositions de l'alinéa premier ne seront applicables ni aux industries ambulantes, ni au colportage, ni à la recherche des commandes chez les personnes qui n'exercent ni industrie ni commerce; chacune des deux Parties contractantes se réserve à cet égard la pleine et entière liberté de sa législation.

expense of the persons concerned in all cases in which they consider this indispensable for ensuring the identification of the samples on re-exportation.

Except in the last case, Customs inspection shall be confined to identifying the samples by means of the samples permit and determining the amount of any duties and charges to which they may be liable.

If the samples or patterns do not bear marks affixed in the exporting country, new marks shall be affixed by the Customs authorities of the importing country.

C. After the samples permit or the samples declaration has been presented to the Customs authorities by the importers, the Customs inspection shall take place, and if the permit or declaration corresponds with the samples and if the marks affixed thereto are in order, the Customs duty on each of these samples and the consumption taxes, if any, shall be determined and the amount of such duties and taxes deposited either in cash or in the form of such security as the Customs authorities of the importing country may consider adequate. The provisions in regard to this security shall be laid down in general by the respective Governments. Weighing and other charges shall be finally defrayed, and the samples permit or one of the copies of the declaration, duly endorsed by the Customs authorities, shall be returned to the importer.

Instead, however, of depositing the duty on each of the samples calculated according to the corresponding rates in the tariff, the importer may pay duty on the whole of the samples at the rate of the sample assessed most highly. The Customs authorities shall be bound to agree to this proposal.

D. Samples or patterns imported in this manner shall be returned within one year to the exporting country, or reexported to another country, either through the Customs house of entry or through another Customs house. This period of one year may be extended, if necessary, by the Customs authorities of the importing country.

E. The samples permit or declaration, together with the samples or patterns to be re-exported, shall be presented to the Customs authorities by the party concerned, and the former shall, after verification, refund without delay (against receipt) the whole of the duties deposited on entry, or provide for the release of any other security for the payment of these duties. Such refund or release shall apply only to samples or patterns which are re-exported. Customs duties held as a deposit for samples or patterns which are not re-exported on the expiry of the period allowed under D or which are sold within the country, shall finally accrue to the Customs administration or shall be collected from the guarantors.

F. The refund of the duties deposited on importation or the release of the security may be effected at any Customs office at the frontier or at any Customs office in the interior authorised for the purpose. The Contracting Parties shall communicate to each other a list of the offices to which the said authorisation has been given.

The provisions of the present Article shall not, in so far as either Party is concerned, affect the principle of treatment on terms of equality with any third State.

The provisions of this Article shall not apply to hawking.

Article VII.

Nationals of either Contracting Party proceeding to fairs or markets to transact their business there shall not receive less favourable treatment in the territory of the other Party than its own nationals, provided they are able to produce an identity card in accordance with the model annexed to the present Treaty (Annex E), issued by the authorities of the country of which they are nationals.

The provisions of the first paragraph shall not be applicable to itinerant trading, hawking or soliciting orders from persons not engaged in any trade or industry; each of the Contracting Parties reserves to itself full legislative freedom in this respect.

Article VIII.

Moyennant preuve de leur identité et, le cas échéant, contre le dépôt d'une garantie suffisante quelconque, les objets ci-après pourront être importés en franchise de droits de douane, à condition qu'ils soient, dans un délai correspondant à la durée de leur utilisation, réexportés ou placés dans les entrepôts de la douane :

1^o Les objets importés dans le territoire de l'une des Parties contractantes pour y être réparés.

Il est entendu que ces objets seront, lors de leur réimportation dans le pays exportateur, exempts de droits d'entrée ; les matières ou parties, passibles de droits de douane, qui auront été ajoutées en quantité importante à ces objets lors de leur réparation seront, indépendamment des objets eux-mêmes, dédouanées d'après le taux du tarif dont elles étaient passibles avant leur utilisation ; le poids d'après lequel s'effectuera la fixation du droit de douane pourra être déterminé par évaluation.

2^o Les sacs, les tonneaux et autres emballages importés du territoire de l'une des deux Parties contractantes dans le territoire de l'autre, afin d'y être remplis et réexportés ensuite.

3^o Les objets destinés aux marchés, expositions ou concours.

Les intéressés devront, lors de l'importation des objets en question dans le pays, indiquer la durée pendant laquelle ceux-ci seront utilisés. Ce délai pourra, le cas échéant, être prolongé par l'administration douanière.

Article IX.

Le traitement sur un pied d'égalité avec tout Etat tiers ne s'appliquera pas :

1^o Aux faveurs qu'une des Parties contractantes a accordées ou pourra accorder ultérieurement à un pays voisin, en matière de trafic frontalier, pour des zones frontalières ne s'étendant pas, en règle générale, au delà de quinze kilomètres de part et d'autre de la frontière ;

2^o Aux faveurs spéciales découlant d'une union douanière ;

3^o Aux faveurs et avantages particuliers que la Turquie et les pays qui se sont séparés de l'Empire ottoman en 1923, se sont accordés ou s'accorderont à l'avenir en matière de tarif douanier et, d'une façon générale, et à tous autres égards, en matière économique.

Article X.

Sur les chemins de fer, il ne sera fait aucune différence entre les habitants des territoires des Parties contractantes, tant en ce qui concerne les prix de transport que le délai et le mode d'expédition. En particulier, les envois expédiés du territoire de l'une des deux Parties dans le territoire de l'autre, ou passant en transit par le territoire de cette dernière, ne seront — ni en ce qui concerne l'expédition ni au point de vue des prix de transport — traités d'une manière moins favorable que les envois expédiés des territoires en question à un lieu de destination situé dans le pays ou à l'étranger, s'ils sont expédiés sur la même ligne de chemin de fer et dans la même direction.

Il ne sera fait d'exception qu'en ce qui concerne les transports à prix réduit effectués en vue de remédier, dans des cas particuliers, à une crise passagère ou les transports effectués à des fins charitables.

Les deux gouvernements se réservent, en outre, le droit de prendre, par voie d'accord direct entre les Administrations de chemins de fer des dispositions de détail relatives à la circulation par chemin de fer entre les deux pays et au transit.

Article VIII.

On proof of their identity being furnished and, if necessary, on any adequate security being deposited, the following articles may be imported duty-free, provided that they are reexported or placed in bonded warehouses within a period corresponding to that for which they are there required :

(1) Articles which are imported into the territory of either Contracting Party for repairs.

It is understood that the said articles shall be exempt from import duties on their re-importation into the exporting country ; dutiable materials or parts, entering to any considerable extent into the said articles when the latter are repaired shall be assessed for Customs duty independently of the articles themselves, and in accordance with the rate to which they were liable before their employment ; the weight on which the Customs duties are assessed may be determined by means of an estimate.

(2) Sacks, casks and ether containers, imported from the territory of one of the Contracting Parties into that of the other Party in order to be filled in the latter country and then re-exported.

(3) Articles intended for markets, exhibitions or competitions.

The Parties concerned must state, when importing the articles in question into the country the period for which they will be required. This period may, if necessary, be extended by the Customs authorities.

Article IX.

Treatment on the same terms as that accorded to any third State shall not apply in the case of :

(1) Privileges which have been, or may hereafter be granted by either of the Contracting Parties to an adjacent country in respect of frontier traffic in frontier zones not exceeding, as a general rule, fifteen kilometres in breadth on either side of the frontier.

(2) Special privileges resulting from of a Customs union.

(3) Special advantages and privileges which Turkey and the countries that separated from the Ottoman Empire in 1923 at present grant to each other, or may hereafter grant to each other, in regard to Customs tariffs and, in general, any other economic matters.

Article X.

No distinction shall be made on the railways between the inhabitants of the territories of the Contracting Parties, either as regards carriage rates or the time and method of despatch. In particular, goods sent from the territory of one Party to the territory of the other, or carried in transit through the territory of the latter, shall not receive less favourable treatment in respect either of despatch or carriage rates than goods despatched from the respective territories either to an inland destination or to a foreign country, provided they are conveyed over the same railway line and in the same direction.

Exceptions shall only be allowed in the case of consignments at reduced rates for the purpose of relieving temporary distress in special cases, or of consignments for charitable purposes.

The two Governments also reserve the right to settle the details of their reciprocal railway traffic and transit traffic by direct agreement between the railway administrations.

Article XI.

Les navires et bateaux battant pavillon de l'une des Parties contractantes, qui entrent dans les eaux et les ports de l'autre Partie ou les quittent sur lest ou en lourd, y jouiront à tous égards, quel que soit leur point de départ ou leur lieu de destination, du même traitement que les navires nationaux et ne seront pas assujettis à des taxes ou droits autres que ceux auxquels sont ou seront ultérieurement soumis les navires nationaux, que ces taxes ou droits, sous quelque dénomination que ce soit, soient perçus au nom ou au bénéfice de l'Etat, d'une province, d'une commune ou d'un organisme quelconque autorisé à cet effet par le gouvernement.

Article XII.

Les cargaisons de ces navires, quelle que soit leur origine ou leur destination, ne seront pas grevées de taxes ou droits autres ou plus élevés, et ne seront pas traitées autrement, que si elles avaient été importées sous le pavillon national. Leurs passagers et les bagages de ceux-ci seront également traités comme s'ils voyageaient sous le pavillon national.

Article XIII.

Les dispositions des articles XI et XII ne s'appliqueront pas au cabotage, à la pêche, au service de pilotage et à l'emploi de pilotes, au remorquage et aux autres services des ports : elles ne s'appliqueront pas non plus à la navigation dans les eaux intérieures.

Article XIV.

Les deux Parties contractantes reconnaîtront comme établissant la nationalité des navires de mer et des bateaux, les papiers de bord et les certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes de l'Etat en question, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les certificats de jaugeage ou autres documents relatifs au jaugeage, délivrés par l'une des deux Parties contractantes, seront reconnus par l'autre Partie, conformément aux accords particuliers qui pourraient éventuellement être conclus entre les deux Parties contractantes.

Article XV.

Les navires de mer et bateaux, battant pavillon de l'une des deux Parties contractantes, qui font escale dans un port de l'autre Partie pour y compléter leur cargaison, y débarquer ou y transborder une partie de celle-ci pourront, à condition de se conformer aux lois et règlements de l'Etat en question, garder à bord la partie de leur cargaison destinée à un autre port ou à un autre pays et la réexporter sans être tenus d'acquitter pour ladite partie de leur cargaison une taxe ou un droit quelconque, exception faite des droits de surveillance, qui ne pourront, du reste, être fixés que d'après le taux minimum établi pour les navires nationaux.

Article XVI.

Si un navire de l'une des deux Parties contractantes fait naufrage, échoue, subit une avarie ou est abandonné pour cause de fortune de mer dans les eaux de l'autre Partie, le navire et sa cargaison jouiront des faveurs et exonérations que les lois et règlements de chacun des pays inté-

Article XI.

Vessels and boats flying the flag of either of the Contracting Parties and entering or leaving the waters and ports of the other Party in ballast or with cargo shall, whatever may be the place from which they come or to which they are proceeding, be accorded within these waters and ports the same treatment in all respects as national vessels, and shall not be subjected to any duties or charge other than those which are or may hereafter be levied on national vessels; no matter whether these duties or charges under whichever name they may be described are collected on behalf of and for the profit of the State, a province, a commune, or any other body authorised by the Government for this purpose.

Article XII.

Cargoes of vessels, whatever may be the place from which they come or to which they are proceeding, shall not be liable to other or higher duties or charges, nor be treated otherwise, than goods imported under the national flag. Their passengers, together with the baggage of these passengers, shall also be treated as if they were conveyed on vessels flying the national flag.

Article XIII.

The provisions of Articles XI and XII shall not apply to the coasting trade, to fishing, to pilotage and to the employment of pilots, to towage and other port services, or to navigation in inland waters.

Article XIV.

The documents and certificates issued for the purpose by the competent authorities of the respective States in accordance with their laws and regulations shall be recognised by both Parties as establishing the nationality of vessels and boats.

Tonnage measurement certificates and other tonnage measurement documents issued by either Contracting Party shall be recognised by the other Party in conformity with any special agreements which may be concluded between the two Contracting Parties.

Article XV.

Vessels and boats under the flag of either of the Contracting Parties entering a port of the other Party with the object of completing their cargo or of unloading or transhipping some portion thereof, shall be entitled, provided that they comply with the laws and regulations of the State concerned, to retain on board the portion of their cargo which is consigned to another port or to another country, and to re-export such portion of the cargo without being liable to pay any duties or charges thereon, except supervision fees. The latter may, moreover, only be levied at the lowest rate fixed for national vessels.

Article XVI.

If a vessel of one of the Contracting Parties should be wrecked, stranded, damaged or abandoned through peril of the sea in the waters of the other Party, the vessel and its cargo shall be granted the same privileges and immunities as are granted by the laws and regulations of the country

ressés accordent en pareil cas aux navires nationaux. Il sera prêté aide et assistance au capitaine, à l'équipage et aux passagers, tant en ce qui concerne leurs personnes que le navire et sa cargaison, de la même manière qu'aux nationaux.

En ce qui concerne le service de sauvetage, il y aura lieu d'appliquer la législation de l'Etat où s'effectue le sauvetage.

Les marchandises sauvées d'un navire échoué ou naufragé ne seront pas passibles de droits de douane, à moins qu'elles ne soient importées dans le pays pour la consommation intérieure.

Article XVII.

Les taxes intérieures qui, sur le territoire de l'une des Parties contractantes, grèvent ou grèveront au bénéfice de l'Etat, d'une commune ou d'un autre organisme, la production, la préparation ou la consommation d'une marchandise ne pourront, sous aucun prétexte, être plus élevées ou plus onéreuses pour les produits de l'autre Partie que pour les produits nationaux analogues.

Article XVIII.

Les Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures nécessaires en vue de permettre aux négociants de se procurer des renseignements officiels sur les tarifs douaniers et notamment sur le montant des taux du tarif pour une marchandise donnée. La demande doit, conformément au règlement du pays d'importation, contenir un échantillon de la marchandise ou sa description détaillée, un dessin ou une photographie.

Article XIX.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Berlin aussitôt que possible.

Le traité entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des instruments de ratification et restera applicable pendant une durée de deux années. A partir de la date à laquelle expirera ce délai, il restera en vigueur aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des Parties contractantes ; toutefois, cette dénonciation ne produira effet qu'après l'expiration d'un délai de six mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double original à Angora, le 12 janvier 1927.

Rudolf NADOLNY.

Ali DJÉNANI.

A. CHEVKI.

concerned in similar circumstances to national vessels. Assistance and relief shall be given to the master, crew and passengers, both as regards themselves and the vessel and its cargo, to the same extent as to nationals.

As regards salvages services, the laws of the country where salvage takes place shall be applicable.

Goods salvaged from a stranded or wrecked vessel shall not be subject to any Customs duties unless they are imported into the country for consumption therein.

Article XVII.

Internal duties on the productions, preparation or consumption of a commodity which are or may hereafter be levied in the territory of either Contracting Party on behalf of the State, a commune or any other body, may not, under any pretext, be higher or more onerous in the case of products of the other Party than in the case of like products of the country itself.

Article XVIII.

The Contracting Parties undertake to adopt the necessary measures to enable merchants to obtain official information concerning Customs tariffs and, in particular, the scale of tariff rates for a definite commodity. Such enquiries must, in conformity with the regulations of the importing country, be accompanied by a model of the goods or a detailed description thereof, of a sketch or photograph.

Article XIX.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Berlin.

The Treaty shall come into force one month after the date of the exchange of the instruments of ratification and shall remain in operation for a period of two years. On the expiration of this period it shall remain in force until it is denounced by either of the Contracting Parties; such denunciation shall, however, only take effect after the expiration of a period of six months.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Angora, on January 12, 1927.

Rudolf NADOLNY.

Ali DJÉNANI.

A. CHEVKI.

ANNEXE A.

LISTE DES CONCESSIONS ACCORDÉES PAR L'ALLEMAGNE A LA TURQUIE.

Numéro du tarif allemand	Désignation des marchandises	Par quintal métrique
		R. M.
ex 19	Graines d'oiseaux (graines pointues)	2
ex 28	Coton brut, même nettoyé	exempt
ex 46	Noisettes non mûres (vertes) ou mûres, même décortiquées, moulues ou autrement réduites en poudre ou ayant subi une préparation simple	2
ex 52	Figues : En récipients pesant 5 kg. ou moins	8
	Autres	4
	Raisins secs (à l'exception des raisins visés par le N° 53)	8
ex 54	Amandes (avec ou sans coque) séchées ; pistaches	4
ex 60	Opium	exempt
ex 94	Vallanée, même moulue	exempte
ex 136	Œufs de volaille, crus ou simplement cuits dans leur coquille, même teints, peints ou autrement décorés	5
ex 225	Emeri brut, moulu ou lavé, en emballages autres que des boîtes, verres, cruchons, ou autres conditionnements similaires destinés à la vente au détail, même moulés en brique	exempt
ex 428	Tapis pour parquets en tissus de laine ou d'autres poils d'animaux, même mélangés avec des matières textiles ou des tissus d'origine végétale en pièces au métrage ou découpés, noués, même imprimés ou avec travail de couture	800

ANNEXE B.

LISTE DES CONCESSIONS ACCORDÉES PAR LA TURQUIE A L'ALLEMAGNE.

Numéro du tarif turc	Désignation des marchandises	Droits en piastres
		par 100 kg.
Ad 196	Les ouvrages en peau, en cuir, combinés avec des matières communes telles qu'imitations d'ivoire, d'écaille, de nacre, coquillages analogues à la nacre, galalite, celluloid, corne, os, verre, porcelaine, soie artificielle, ainsi que combinés avec des métaux communs, nickelés, argentés ou dorés, seront frappés des droits du N° 195.	
ex 231	Brosserie : b) Brosses et pinceaux de ménage, pour arts et métiers : en soies, ou autres poils et fibres d'origine animale et végétale mélangés d) Les brosses à dents en celluloid ou en galalite seront frappées des droits du N° 231 d).	750 × 2

ANNEX A.

LIST OF CONCESSIONS GRANTED BY GERMANY TO TURKEY.

Number in German Customs Tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. Reichsmarks
ex 19	Canary-seed (pointed seed)	2
ex 28	Cotton, raw, cleaned or not	free
ex 46	Hazelnuts, unripe (green) and ripe, also shelled, ground or otherwise broken up, or simply prepared	2
ex 52	Figs : In containers weighing 5 kg. and under Other	8 4
ex 54	Raisins (except those classified under No. 53)	8
ex 60	Almonds, dried (in the shell or shelled) ; pistachio nuts	4
ex 94	Opium	free
ex 136	Valonia (also ground)	free
ex 225	Eggs of poultry or game birds, raw or only cooked in the shell, also dyed, painted or ornamented in any other way Emery, raw, ground or washed, packed otherwise than in boxes, glasses, jars or similar packages suitable for retail sale ; also shaped in bricks	5 free
ex 428	Carpets, of spun wool or other animal hair, mixed or not with vegetable textile materials or yarns, in the piece for sale by measure or cut ; knotted, also printed or sewn	800

ANNEX B.

LIST OF CONCESSIONS GRANTED BY TURKEY TO GERMANY.

No. in Turkish Customs Tariff	Description of Goods	Duty in piastres per 100 kg.
Ad 196	Goods made of skin or leather combined with common materials such as imitation ivory, tortoiseshell, mother of pearl and similar shells, also galatite, celluloid, horn, bone, glass, porcelain and artificial silk, also combined with common metals, nickelled, plated or gilt, shall be dutiable in accordance with Tariff No. 195.	
ex 231	Brushware : (b) Brooms and brushes for domestic use and for use in arts and trades, made of pig's bristles and other mixed animal and vegetable hairs and fibres (d) Toothbrushes made of celluloid or galalite shall be dutiable in accordance with Tariff No. 231 (d).	750 × 2

Numéro du tarif turc	Désignation des marchandises	Droits en piastres par 100 kg.
255	Livres imprimés, reliés en toile ou en carton :	
	<i>b)</i> Autres livres	exempts
441	Outils et instruments en fer et en acier avec ou sans manche :	
	<i>f)</i> Autres outils et instruments pour menuisiers, plombiers, tapissiers, maçons, tailleurs, jardiniers, horlogers et autres artisans	450 × 2
ex 472	Les articles en plomb, combinés avec du zinc ne seront pas frappés des droits du N ^o 482, mais de ceux du N ^o 472 lorsque la proportion de zinc est faible et ne dépasse pas 4 %.	
ex 491 <i>c)</i>	Les ouvrages en argent recouverts d'une couche d'or inférieure à 13 ‰ seront frappés des mêmes droits que les ouvrages en argent pur.	
ex 533 <i>b)</i>	L'indigo synthétique sera frappé des mêmes droits que l'indigo artificiel.	
576	Sel d'aniline	165 × 5
ex 581	Produits destinés à la fabrication des matières tannantes synthétiques, telles que l'ordoval et le néradol	15 × 5
ex 585 <i>c)</i>	Le nitrate de potasse (K N O ³) sera frappé des mêmes droits que les sels de potassium non dénommés ailleurs.	
ex 594 <i>h)</i>	Hyposulfite et produits analogues tels que blankite, blankite I, burmol, rangolite, sulfite, bisulfite	22 × 5
ex 595 <i>i)</i>	Nékal	300 × 5
ex 604 <i>a)</i>	Decroline	150 × 5
ex 607 <i>c)</i>	Chromacyle, chromosal	150 (sans coefficient)
758	Insecticides de toutes sortes en poudre, en pâte ou liquides (y compris le poids des emballages)	200 (sans coefficient)
762	Jouets :	
	<i>a)</i> Avec mécanisme	1600 × 3
	<i>b)</i> Sans mécanisme	1350 × 3

No. in Turkish Customs Tariff	Description of goods	Duty in piastres per 100 Kg.
255	Printed books bound in cloth or cardboard :	
	(b) Other books	free
441	Tools and instruments of iron and steel, with or without handles :	
	(f) Other tools and instruments for joiners, plumbers, upholsterers, masons, tailors, gardeners, watch-makers and for other trades	450 × 2
ex 472	Articles of lead combined with tin shall not be dutiable under Tariff No. 482 but under Tariff No. 472 where the percentage of tin is low and does not exceed 4 %.	
ex 491 (c)	Silver goods coated with less than 13 per thousand of gold	
ex 533 (b)	shall be dutiable as goods made of pure silver.	
576	Synthetic indigo shall be dutiable as artificial indigo.	
ex 581	Aniline salts	165 × 5
ex 585 (c)	Products for the manufacture of synthetic tanning materials, such as ordoval or neradol	15 × 5
ex 594 (h)	Saltpetre (KNO ₃) shall be dutiable as potassium salts not enumerated elsewhere.	
ex 595 (i)	Hyposulphite and similar products, such as blankit, blankit I, burmol, rangolit, sulphite and bisulphite	22 × 5
ex 595 (j)	Nekal	300 × 5
ex 604 (a)	Decrolin	150 × 5
ex 607 (c)	Chromacyl and Chromosal	150 (without coefficient)
758	Insecticides of all kinds, in powder, paste or liquid (including weight of receptacles)	200 (without coefficient)
762	Toys :	
	(a) With mechanical movements	1,600 × 3
	(b) Without mechanical movements	1,350 × 3

ANNEXE C.

(Modèle)

CERTIFICAT D'ORIGINE.

Expéditeur			Destinataire		
Nom			Nom		
Domicile			Domicile		
Rue			Rue		
Nombre des colis	Nature de l'emballage	Marque N°	Poids brut et net en kg.	Mode d'expédition (chemin de fer, poste, bateau, etc.)	Contenu

Il est attesté par la présente que les marchandises ci-dessus sont originaires de
, le 192....

(Sceau)

(Désignation du Bureau compétent et signature)

.....

ANNEX C.

(Model)

CERTIFICATE OF ORIGIN.

Consignor			Consignee		
Name			Name		
Town or village			Town or village		
Street			Street		
No. of packages	Method of packing	Marks No.	Gross and net weight in kg.	Method of despatch (rail, post, boat, etc.)	Contents

It is hereby certified that the above-mentioned goods are of origin.

..... 192...

(Stamp)

(Designation of competent office and signature)

.....

ANNEXE D.

(Modèle)

Nom de l'Etat :

(Autorité qui délivre la carte)

CARTE DE LÉGITIMATION PROFESSIONNELLE

valable pendant douze mois à compter de la date de la délivrance.

Bon pour.....

Numéro de la carte.....

Il est certifié que la présente que le porteur de cette carte M.....
 né à domicilié à
 rue N^o. possède ¹.....
 à sous la raison sociale
 (ou) est voyageur de commerce au service { de la maison } à
 { des maisons }
 qui possède (ent) ¹..... sous la raison sociale

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays précités et d'effectuer des achats pour la (les) maison (s) ci-dessus désignées, il est certifié que ladite (lesdites) maison (s) est (sont) autorisée (s) à exercer son (leur) industrie et son (leur) commerce à (.....) et y paie (nt) les taxes légales y afférentes.

..... le 192.....

(Signature du chef de la (des) maison (s).

Signalement du porteur :

Age

Taille

Cheveux

Signes particuliers

Signature du porteur :

Photographie

¹ Indication de la fabrique ou du commerce.

N.B. On ne remplira que la première rubrique du formulaire lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial ou industriel.

ANNEX D.

(Model)

NAME OF COUNTRY.

(Issuing authority)

TRADER'S IDENTITY CARD

Valid for twelve months from the date of issue.

Valid for.....

No. of card.....

It is hereby certified that the holder of this card :

M born at..... resident
 at Street No. possesses ¹..... at
 under the name of

(or) is a commercial traveller in the employ of the firm (s) of.....
 at which possess (es)
 at under the name of

As the holder of this card intends to solicit orders in the above-mentioned countries and to make purchases for the above firm (s), it is hereby certified that the said firm (s) is (are) authorised to exercise its (their) trade and industry in (.....) and pays (pay) the statutory taxes for this purpose.

....., 19.....

(Signature of head (s) of the firm (s)) :

.....

Description of holder :

Age

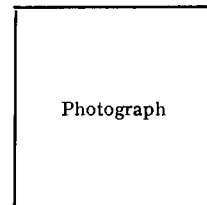
Height.....

Hair.....

Special marks.....

Signature of holder :

.....

¹ State nature of factory or business.

N. B. Only the first part of the form should be filled in, in the case of the head of a commercial or industrial concern.

ANNEXE E.

(Modèle)

CARTE D'IDENTITÉ POUR LES VISITEURS DE FOIRES ET MARCHÉS

Il est certifié que M....., porteur de la présente carte, désirant se rendre avec ses marchandises aux foires et marchés en (pour les ressortissants du Reich allemand : en Turquie; pour les ressortissants turcs : en Allemagne), est domicilié à..... et qu'il est tenu d'acquitter les taxes et impôts légaux afférents à son commerce ou industrie.

Le présent certificat est valable pour un délai de mois.

(Lieu, date, sceau et signature de l'autorité qui a établi le certificat.)

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature du présent traité de commerce, les plénipotentiaires soussignés sont convenus des déclarations explicatives ci-après :

Ad articles IV et XIX.

Les Parties contractantes conviennent que les prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation prévues au paragraphe 1 de l'alinéa 2 de l'article IV ne s'appliqueront pas aux produits désignés dans les annexes A et B du présent traité.

Il en sera de même à l'égard des marchandises déjà commandées ou expédiées lors de la publication des prohibitions à l'importation ou à l'exportation.

Les deux Parties conviennent en outre que la Partie qui se sentira lésée dans ses intérêts par des prohibitions édictées en vertu du paragraphe 1 de l'alinéa 2 de l'article IV aura, en outre, le droit, moyennant préavis de six mois, de dénoncer le présent traité, même avant l'expiration de la durée de validité de deux ans prévue à l'alinéa 2 de l'article XIX.

Les dispositions ci-dessus ne visent pas les prohibitions en vigueur au moment de la signature du présent traité. Les deux Parties se communiqueront la liste de ces prohibitions.

Ad article IX.

Il est entendu que l'article IX ne pourra s'appliquer lorsque les faveurs et avantages spéciaux mentionnés au chiffre 3 de cet article seront accordés à un Etat tiers.

ANNEX E.

(Model)

IDENTITY CARD FOR VISITORS TO FAIRS OR MARKETS

It is hereby certified that M
 the holder of this card, proceeding with his goods to the fairs and markets in
 (insert " Turkey " in the case of nationals of the German Reich and " Germany " in the case of Turkish
 nationals), resides at
 and that he is bound to pay the statutory taxes and duties in respect of his business.

This certificate is valid for a period of months.

(Place, date, stamp and signature of the issuing authority.)

PROTOCOL OF SIGNATURE

At the moment of signing the Commercial Treaty the undersigned Plenipotentiaries have agreed upon the following explanatory statements :

Ad Articles IV and XIX.

The Contracting Parties agree that the import and export prohibitions and restrictions referred to in Article IV, paragraph 2, No. 1, shall not apply to the products specified in Annexes A and B of the present Treaty.

This shall also be the case in respect of goods already ordered or dispatched at the time of the publication of the import or export prohibitions.

The two Parties furthermore agree that the Party which considers that its interests are prejudiced by prohibitions imposed in virtue of Article IV, paragraph 2, No. 1, shall also be entitled, on giving six months' notice, to denounce the present Treaty even before the expiration of the period of validity of two years specified in Article XIX, paragraph 2.

The foregoing provisions shall not be applicable to prohibitions in force at the time of signing the present Treaty. The two Parties shall communicate to each other a list of such prohibitions.

Ad Article IX.

It is agreed that Article IX may not be applied if the special advantages and privileges referred to in No. 3 of the said Article are granted to a third State.

Ad article XVII.

Il est entendu que la Turquie pourra, pourvu qu'elle accorde aux ressortissants du Reich allemand le même traitement qu'à ses propres nationaux, continuer à percevoir sur les produits énumérés à l'annexe au présent protocole les taxes de consommation indiquées dans ladite annexe.

Ce protocole forme une partie intégrante du présent traité et entrera en vigueur en même temps que lui.

Fait en double original à Angora, le 12 janvier 1927.

Rudolf NADOLNY.

Ali DJÉNANI.

A. CHEVKI.

ANNEXE

TAXES DE CONSOMMATION

Thé	40 piastres par kg.
Café	20 » » »
Pétrole	6 » » »
Riz	10 » » »
Margarine, oléomargarine et autres graisses animales	80 » » »
Bougies de stéarine	30 » » »
Savon ordinaire	5 » » »
Sacs neufs et usagés	5 » » »
Confitures et conserves de fruits	30 » » »
Allumettes	½ piastre par boîte de 60 allumettes.
Allumettes bougies	1 piastre par boîte de 60 allumettes.
Papier à cigarettes	1 piastre par 50 feuilles.
Briquets	25 piastres par pièce.
Sucre	15 » » kg.
Biscuits	} Taxe d'après la teneur en sucre.
Chocolat	
Lait condensé	
Sucreries	
Boissons et limonades non alcooliques (limonades gazeuses)	
Autres produits sucrés	} 40 piastres par kg.
Tumbeki	

Ad Article XVII.

It is agreed that, provided Turkey grants nationals of the German Reich the same treatment as her own nationals, she may continue to collect the consumption duties specified in the Annex to the present Protocol in respect of the products named therein.

This Protocol shall form an integral part of the present Treaty, and shall enter into force simultaneously therewith.

Done in duplicate at Angora on January 12, 1927.

Rudolf NADOLNY.

Ali DJÉNANI.

A. CHEVKI.

ANNEX.

CONSUMPTION DUTIES.

Tea	40 piastres per kilogramme.
Coffee	20 » » »
Petroleum	6 » » »
Rice	10 » » »
Margarine, oleomargarine and other animal fats	80 » » »
Stearine candles	30 » » »
Ordinary soap	5 » » »
Sacks, new and used	5 » » »
Preserved fruits and vegetables	30 » » »
Matches	½ » » box of 60 matches.
Wax matches	1 » » »
Cigarette paper	1 » » 50 sheets.
Patent lighters	25 » each.
Sugar	15 » per kilogramme.
Biscuits	} Tax according to sugar content.
Chocolate	
Condensed milk	
Sweetmeats	
Non-alcoholic beverages and lemonades (effervescent lemonades)	
Other products containing sugar	} 40 piastres per kilogramme.
Tombac	

N° 1713.

ALLEMAGNE ET TURQUIE

Convention d'établissement, avec protocole de signature. Signés à Angora, le 12 janvier 1927.

GERMANY AND TURKEY

Convention concerning Conditions of Residence and Business, with Protocol of Signature. Signed at Angora, January 12, 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

TEXTE TURC. — TURKISH TEXT.

N^o 1713. — NIEDERLASSUNGSABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER TÜRKISCHEN REPUBLIK. GEZEICHNET IN ANGORA, AM 12. JANUAR 1927.

تورکیه جمهوریتی ایله المانیا دولتی
آرہ سندہ اقامت مقاولہ نامہ سی

Textes officiels allemand et turc communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 18 mai 1928.

German and Turkish official texts communicated by the German Consul General at Geneva. The registration of this Convention took place. May 18, 1928.

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT einerseits und DER PRÄSIDENT DER TÜRKISCHEN REPUBLIK andererseits, von dem Wunsche beseelt, das Niederlassungsrecht der deutschen Staatsangehörigen in der Türkei und der türkischen Staatsangehörigen in Deutschland zu regeln, haben beschlossen, zu diesem Zweck entsprechend dem Deutsch-Türkischen Freundschaftsvertrag² vom 3. März 1924 ein Abkommen zu schliessen, und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt,

بر طرفدن

تورکیه جمهوریتی رئیس

دیگر طرفدن

آلمان حکومتی رئیس

یورکیه ده کی آلمان تبعه سی و آلمانیا ده کی تورک تبعه سنک اقامت شرطلرینی تنظیم ایتمک آرزوسیه متحس اولار ق ۳ مارت ۱۹۲۴ تاریخلی تورک — آلمان محادنت معاهده سی موجبجه بو باده بر مقاوله عقدینه قرار ویرمشلر و مرخصلری اولوق اوزره .

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Herrn Rudolf NADOLNY, Botschafter des Deutschen Reichs in der Türkei,

تورکیه رئیس جمهوریتی :

تجارت وکیل سابقی غازی عیتاب مبعونی علی جنانی بك
افندی ایله

DER PRÄSIDENT DER TÜRKISCHEN REPUBLIK :

Herrn Ali DJÉNANI Bey, ehemaligen Handelsminister, Abgeordneten von Ghazi Aintab, und
Herrn Ali CHEVKI Bey, Unterstaatssekretär des Auswärtigen,

خارجیه وکالتی مستشاری علی شوقی بکی ، و

آلمان حکومتی رئیس :

تورکیه فوق العاده مرخصی سفیر کیر موسو رودولف
نادولنی بی

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 22 juin 1927.

² Vol. XLI, page 237, de ce recueil.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, June 22, 1927.

² Vol. XLI, page 237, of this Series.

die, nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, die nachstehenden Artikel vereinbart haben :

KAPITEL I.

NIEDERLASSUNGSRECHT.

Artikel 1.

Die Anwendung jeder einzelnen Bestimmung dieses Kapitels auf die Staatsangehörigen und Gesellschaften des einen vertragschliessenden Teils hängt von der ausdrücklichen Bedingung der Gewährung völliger Gegenseitigkeit hinsichtlich der Staatsangehörigen und Gesellschaften des anderen Teils ab.

Falls ein Teil sich auf Grund seiner Gesetze oder sonstwie weigern sollte, in Ansehung irgendeiner der in Frage stehenden Bestimmungen Gegenseitigkeit zu gewähren, so sollen auch seine Staatsangehörigen und Gesellschaften im Gebiete des anderen Teils die Vergünstigungen der gleichen Bestimmung nicht geniessen.

ABSCHNITT I.

EINREISE UND AUFENTHALT.

Artikel 2.

Die Staatsangehörigen des einen vertragschliessenden Teils sollen auf dem Gebiete des anderen Teils hinsichtlich ihrer Person und ihres Eigentums gemäss dem allgemeinen Völkerrecht aufgenommen und behandelt werden. Sie sollen sich des vollständigsten und dauerndsten Schutzes der Gesetze und der Landesbehörden für ihre Person, ihr Eigentum, ihre Rechte und Interessen erfreuen. Vorbehaltlich der Einwanderungsbestimmungen sollen sie völlige Freiheit zur Einreise und zur Niederlassung haben ; sie werden demnach das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teils betreten, verlassen und sich dort aufhalten können, sofern sie die in diesem Lande geltenden Gesetze und Verordnungen beobachten.

تعیین ایشلردر .

مشارالیهم اصوله موافق ومعتبر کورولن صلاحیتامه لرینه
یکدیگرینه بعد التبلیغ آتیده کی ماده لری قرارلاشدرمشلردر :

برنجی فصل

اقامت شرطری

ماده ۱

طرفین عاقدیندن برینک تبعه و شرکتلرینه اشبو فصل
احکامندن هر برینک تطبیق، طرف دیگر تبعه و شرکتلری
حقده مقابلیت تامه شرط مطلقه وابسته در .

طرفیندن بری کندی قوانینی دولایسیله ویا دیگر بر صورتله
موضوع بحث احکامندن هر هانکی برینه متعلق اولوق اوزره
مقابلیت اعطاسنی رد ایدر ایسه اشبو طرفک تبعه و شرکتلری
طرف دیگر اولکه سنده عینی حکمدن استفاده ایدهمه به جکلردر .

قسم ۱

دخول و اقامت

ماده ۲

طرفین عاقدیندن برینک اولکه سنده طرف دیگر تبعه سی،
شخصاری و ماللری اعتباریه عمومی حقوق بین الدوله
توفیقاً قبول ایدیه جکلر و معامله کوره جکلردر .

اشبو تبعه اوراده شخصاری، ماللری، حقوق و منفعلاری
خصوصنده قوانین و مأمورین محلبنک حایه تامه و دائمه سنه
نائل اولاجقلردر .

مهاجرته متعلق احکامه خلل کلمکسزین، تبعه مذکور
ملکنده مرعی قوانین و نظاماته توفیق حرکت ایدره رک اشبو
اولکه به دخول و اوراده اقامت ایله مکده سربستی تامی حائز
اولاجقلر و بناه علیه او اولکه به کیدوب کله بیله جک و اوراده
مکده ایده بیله جکلردر .

Artikel 3.

Die Staatsangehörigen des einen vertragsschliessenden Teils haben im Gebiete des anderen Teils das Recht, unter Beobachtung der Landesgesetze und Verordnungen bewegliches und unbewegliches Vermögen jeder Art zu erwerben, zu besitzen und zu veräussern; sie können insbesondere durch Verkauf, Tausch, Schenkung, letztwillige Verfügung oder in jeder anderen Art darüber verfügen sowie auf Grund gesetzlicher Erbfolge oder Verfügung unter Lebenden oder testamentarischer Verfügung in seinen Besitz kommen.

Artikel 4.

Die Staatsangehörigen jedes vertragschliessenden Teils haben auf dem Gebiete des anderen Teils das Recht, unter Beobachtung der Landesgesetze und Verordnungen jede Art von Industrie und Handel zu betreiben und jede Erwerbstätigkeit und jeden Beruf auszuüben, soweit diese nicht den eigenen Staatsangehörigen vorbehalten sind.

Artikel 5.

Handels-, Industrie- oder Finanzgesellschaften einschliesslich der Transport- oder Versicherungsgesellschaften, die im Gebiete des einen vertragsschliessenden Teils ordnungsmässig errichtet sind, werden im Gebiete des anderen Teils anerkannt.

In allen Fragen hinsichtlich ihrer Verfassung, ihrer Geschäftsfähigkeit und des Rechts, vor Gericht aufzutreten, werden sie nach dem Gesetz ihres Heimatlandes behandelt.

Die Zulassung dieser Gesellschaften zur Ausübung ihres Handels oder Gewerbes im Gebiete des anderen vertragsschliessenden Teils hängt von ihrer Unterwerfung unter die Gesetze und Vorschriften, die in diesem Gebiete gelten oder gelten werden, ab.

Diese Gesellschaften können im Rahmen und gemäss den Bedingungen der Landesgesetze jede Art von beweglichem Vermögen erwerben, ebenso unbewegliches Vermögen, soweit es für den Betrieb der Gesellschaft erforderlich ist, wobei jedoch darüber Übereinstimmung herrscht, dass dieser Erwerb nicht den Zweck der Gesellschaft bilden darf.

ماده ۳

طرفین عاقدیندن برینک اولکه سنده، طرف دیگر تبعه سی، ملکتنک قوانین و نظاماتنه توفیقاً هر نوع اموال منقوله و غیر منقوله بی احراز، تصرف و فراغ حقّی حائز اولاجقلا در تبعه مذکورہ بو اموالی بالخاصہ بیع، مبادلہ، ہبہ، وصیت و یاخود دیگر هر صورتلہ تصرف ایدہ بیلہ جکلری کی قانون موجبہ وراثت طریقہ یاخود ہبہ و وصیت صورتلریلہ دخی بولنرہ مالک اولابیلہ جکلردر.

ماده ۴

طرفین عاقدیندن هر برینک تبعه سی دیگرینک اولکه سنده قوانین و نظامات مملکتہ توفیق حرکت ایدہ رک، اجراسی تبعه عملیہ حصر ایدیلمش اولانلردن ماعدا، هر نوع صنعت و تجارتی اجرا و هر هانکی بر حرفت و مسلکہ سلوک ایشک حقّی حائز اولاجقلا در.

ماده ۵

طرفین عاقدیندن برینک اولکه سنده اصولہ توفیقاً مؤسس اولان تجاری، صناعی و یا مالی شرکتلر — نقلیات و سیغورطہ شرکتلری داخلدر — طرف دیگر مملکتہ طانیاجقلا در. شرکت مذکورہ تشکیلرینہ، اہیلترینہ، اقامہ و دفع دعوی حقّیہ متعلق بالجلہ خصوصاتہ قانون میلرینہ توفیقاً ماملہ کورہ جکلردر.

موضوع بحث شرکتلرک دیگر طرف عاقد اولکه سنده صنعت و یا تجارتلری اجرا ایلہ مہلری خصوصتک قبولی، اشبو مملکتہ مرعی بولونان و یا مرعی اولاجق اولان قوانین احکامہ تبیلترینہ و ابستہ در. اشبو شرکتلر مملکتک موضوعات قانونیہ سی دائرہ سنده بو موضوعاتک اشکال و قودی آلتدہ اولق اوزرہ هر دورلو اموال منقوله بی و کذلک شرکتک ایشلہ مہ سنہ مقتضی اموال غیر منقوله بی احراز ایدہ بیلہ جکلردر، بو تقدیردہ اموال غیر منقوله احراز بی کیفیتی شرکتک غایہ تشکیلی اولماق مقرردر.

Artikel 6.

Die Staatsangehörigen des einen vertragsschliessenden Teils sind im Gebiete des anderen Teils nicht den Gesetzen über den militärischen Dienst unterworfen. Sie sind von jedem Dienst und von jeder Verpflichtung oder Last befreit, die an Stelle des militärischen Dienstes tritt.

Sie können nicht enteignet oder auch nur vorübergehend im Genuss ihres Eigentums beschränkt werden, es sei denn aus einem Grunde der gesetzlich als dem allgemeinen Nutzen dienlich anerkannt ist, und gegen angemessene Entschädigung. Es kann keine Enteignung ohne vorhergehende Veröffentlichung stattfinden.

Artikel 7.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich das Recht vor, die Staatsangehörigen des anderen Teils im Wege von Einzelmassnahmen auszuweisen, entweder auf Grund eines Gerichtsurteils oder gemäss den Gesetzen oder den sitten-, gesundheits- oder armenpolizeilichen Verordnungen oder aus Gründen der inneren oder äusseren Sicherheit des Staates. Der andere Teil verpflichtet sich, seine Staatsangehörigen und ihre Familien, soweit ihre Staatsangehörigkeit durch den zuständigen Konsul bescheinigt ist, jederzeit aufzunehmen.

Die Ausweisung wird unter den Bedingungen durchgeführt werden, die den Anforderungen der Hygiene und Menschlichkeit entsprechen

ABSCHNITT II.

STEUERBESTIMMUNGEN.

Artikel 8.

Die Staatsangehörigen des einen vertragsschliessenden Teils, die sich in dem Gebiete des anderen Teils aufhalten oder niederlassen oder dort irgendeine Art von Handel, Beruf, Gewerbe, Betrieb oder irgendeine sonstige den Staatsangehörigen des anderen vertragsschliessenden Teils gemäss Artikel 4 gestattete Tätigkeit ausüben, unterliegen keinen anderen oder höheren Abgaben (Steuern und Zöllen), Gebühren, soweit sie steuergleich sind, oder anderen ähnlichen Lasten, als die eigenen Staatsangehörigen.

ماده ۶

طرفین عاقبتیدن برینک تبعه سی دیگر طرف اولکه سنده خدمت عسکریه به متعلق قانونلره تابع اولمایاجقردر. بونلر خدمت عسکریه برینه قائم اولان بوتون خدمت ومجبوریت ویا خود مکلفیتدن استننا ایدیله جکلردر. منفعت عامه به مستند اولدینی قانوناً متحقق بر سبب اولمادقجه وتضمینات محقه سی ویرلهمه دیکه تبعه مذکورنه اموالی استملاک اولونامایاجق ویا - ولو موقه اولسون - بونلر ماللرنده کی انتفاعلرندن محروم ایدیلهمه به جکلردر. هیچ بر استملاک معامه سی اولجه اعلان ایدیلیمکسزین وقوع بولامایاجقردر.

ماده ۷

طرفین عاقبتین، کرک بر حکم قانونی نتیجه سنده، کرک ضابطه اخلاقیه، ضابطه صحیه، یاخود تسأل حقنده کی قوانین ویا نظامات توفیقاً، کرک دولتک داخلی وخارجی امنیته متعلق اسبابدن دولایی طرف دیگر تبعه سینی تدابیر فردیه ایله طرد وایخراج ایله مک حقی محافظه ایدرلر. اشبو طرف دیگر، طرد وایخراج اولونانلر ایله عائله لرینی، اگر بونلرک تاجبیلری صلاحیتدار شهیدرلری طرفندن تصدیق ایدیلمش ایسه، هر زمان قبول ایتمکی تعهد ایلهر.

طرد وایخراج کیفیت، حفظ الصحه وانسانیته موافق شرائط دائره سنده اجرا اولوناجقدر.

قسم ۲

احکام مالیه

ماده ۸

طرفین عاقبتیدن برینک اولکه سنده مک و اقامت ایچون وکذلک دردنجی ماده ده مذکور شرائط آلتده طرف دیگر تبعه سینه مساعده ایدیلمش اولان هر نوع تجارت، مملک، صنعت، استنارات، یاخود هر هانکی بر ماهینده اولورسه اولسون فعالیت اجراسی ایچون اشبو طرف دیگر تبعه سی، تبعه محلیه نک تابع طوتولدقلرندن باشقه ویا دهه فضله هیچ بر کونه رسومه - ویرکویه وکومروک رسنه - وآنجاج ویرکولره معادل بولوناجق هیچ بر کونه عائداته یاخود سائر مثال مکلفیته تابع اولمایاجقردر.

Die Staatsangehörigen des einen vertragschliessenden Teils, die im Ausland ihren Wohnsitz haben und auf der Durchreise durch das Gebiet des anderen Teils dort irgendeine Tätigkeit ausüben, unterliegen keinen anderen oder höheren Abgaben (Steuern und Zöllen), Gebühren, soweit sie steuergleich sind, oder anderen ähnlichen Lasten, als die eigenen Staatsangehörigen oder alle anderen Ausländer für eine Tätigkeit gleicher Art und Bedeutung nach Massgabe der im Lande geltenden Steuerbestimmungen.

Die Güter, Rechte und Interessen der Staatsangehörigen des einen vertragschliessenden Teils unterliegen in dem Gebiete des anderen Teils keiner anderen oder höheren Last, Abgabe oder direkten oder indirekten Steuer, als die Güter, Rechte und Interessen der Staatsangehörigen dieses Teils, sowohl hinsichtlich des Erwerbs, Besitzes und des Genusses dieser Güter, als hinsichtlich ihrer Übertragung durch Abtretung, Besitzwechsel oder Erbgang.

Die Staatsangehörigen der vertragschliessenden Teile sind insbesondere befugt, den Erlös aus dem Verkauf ihres Vermögens und ihr Vermögen selbst nach Massgabe der in dem Lande geltenden gesetzlichen Bestimmungen auszuführen; sie sind dabei in ihrer Eigenschaft als Ausländer keinen anderen Steuern, Abgaben und Gebühren unterworfen, als die Inländer.

Artikel 9.

Die Handels-, Industrie- oder Finanzgesellschaften einschliesslich der Transport- und Versicherungsgesellschaften, die nach dem Gesetz des einen der vertragschliessenden Teile errichtet sind und sich nach Massgabe der Bestimmungen des Artikel 5 in dem Gebiete des anderen Teils niederlassen oder dort ihre Tätigkeit ausüben, unterliegen keinerlei Abgaben (Steuern und Zöllen), Gebühren, soweit sie steuergleich sind, oder anderen ähnlichen Lasten, denen nicht auch die gleichartigen Gesellschaften dieses Teils unterliegen.

Die gleichen Bestimmungen finden auf die Filialen, Nebenstellen, Agenturen und sonstigen Vertretungen von Firmen oder Gesellschaften des einen vertragschliessenden Teils Anwendung, die nach Massgabe des Artikel 5 sich im Gebiete des anderen Teiles niedergelassen haben oder tätig sind; dabei besteht Einverständnis, dass,

طرفین عاقدیندن برینک، ممالک اجنبیه ده مقیم اولان و طرف دیگر اولکسندن کچدیکی ائشاده هر هانکی بر فعالیتده بولونان تبعه سی، مملکتده مرعی احکام مالبه مفادینجه عینی ماهیت و اهمیتده بر فعالیت ایچون تبعه محلیه نیک و یا بوتون دیگر اجنبیلرک تابع طوتولدقلرندن باشقه و یا ده فضلده هیچ برکونه رسومه — ویرکویه و کومروک رسومه — و آنجاق ویرکولره معادل بولوناجق هیچ برکونه عائداته یا خود سائر مائل مکلفیه تابع اولمایاجق قدردر.

طرفین عاقدیندن برینک تبعه سنک دیگر طرف اولکسندنکی اموالک، حقوق و منافعی، کرک اشبو اموالک احراز، تصرف و انتفاعی خصوصلرندن و کرک بوتونلرک فراغ، انتقال و توارشده تبعه محلیه نیک اموالک، حقوق و منافعه موضوع اولانلرندن باشقه و یا ده بوکسک هیچ برکونه مکلفیه، رسومه، یا خود باواسطه و یا بلا واسطه ویرکویه تابع طوتولمایاجق قدردر.

طرفین عاقدینک تبعه سی، ماللرینک فروختدن متحصل ائمانی و یا عیناً بو ماللرینی، مملکتده جاری احکام قانونیه قیدی آئنده، سر بستجه اخراج ایتمک صورت مخصوصده مأذون اولوب بو خصوصده تبعه محلیه نیک تأدیبه ایده جکی مقداردن ده بوکسک ویرکولره، خرجلره، و عائداته، اجنبی صفتیه، تابع طوتولمایاجق قدردر.

ماده ۹

طرفین عاقدیندن برینک قانونی موجینجه شکل ایتمش اولوب بشنجی ماده ده مذکور شرائط آئنده طرف دیگر اولکسندن تأسس ایله یین و اوراده اجرای فعالیت ایدن تجاری، صناعی، و یا مالی شرکتلر — نقلیات و سیفورطه شرکتلری داخلدر — اشبو طرف دیگرک قوانینی موجینجه کندی اولکسندن شکل ایتمش عینی ماهیتده کی شرکتلرک تابع طوتولدقلرندن باشقه هیچ برکونه رسومه — ویرکو، کومروک رسمی — و آنجاق ویرکولره معادل بولوناجق هیچ برکونه عائداته، یا خود سائر مائل مکلفیه تابع اولمایاجق قدردر.

عینی احکام، طرفین عاقدیندن بریته منسوب فیما و یا شرکتلرک، بشنجی ماده ده مذکور شرائط آئنده طرف دیگر اولکسندن تأسس ایتمش اولان و یا اوراده اجرای فعالیت ایتمکده بولونان «فیلال»، شعبه، آجته و یا سائر ممثلکلرینه دخی تطبیق اولوناجقدر.

wenn die Leitung dieser Firmen oder Gesellschaften sich ausserhalb des Gebiets dieses Teils befindet, die Filialen, Nebenstellen, Agenturen und Vertretungen nur für das in diesem Gebiet tatsächlich investierte Kapital oder die dort tatsächlich erworbenen Gewinne und Einkünfte zur Steuer herangezogen werden dürfen; dabei können diese zur Ermittlung des zu versteuernden Kapitals dienen, wenn es nicht anderweitig festgestellt werden kann.

Artikel 10.

Falls die Regierung des einen der vertragsschliessenden Teile hinsichtlich der steuerlichen Belastung Befreiungen irgendwelcher Art oder Bezeichnung einführt, so werden diese Befreiungen auch den Staatsangehörigen oder Gesellschaften des anderen Teils, die auf seinem Gebiet niedergelassen sind, ebenso gewährt, wie den eigenen Staatsangehörigen oder Gesellschaften.

Steuerbefreiungen, die staatlichen Unternehmungen oder konzessionierten Inhabern öffentlicher Unternehmungen gewährt werden, können auf Grund dieser Bestimmung nicht in Anspruch genommen werden.

Artikel 11.

Die von den Staatsangehörigen der vertragsschliessenden Teile durch Provinzial- oder Ortsbehörden zu erhebenden Abgaben (Steuern und Zölle), Gebühren, soweit sie steuergleich sind, und anderen ähnlichen Lasten dürfen für alle in den Artikeln 8 bis 10 bezeichneten Belange keine anderen oder höheren sein, als für die Inländer.

Artikel 12.

Zwangsanleihen oder ausserordentliche Abgaben, die nicht allen Ausländern auferlegt werden, dürfen selbst im Kriegsfall durch den einen vertragsschliessenden Teil den Staatsangehörigen des anderen Teils, die sich auf seinem Gebiet niedergelassen haben oder dort tätig sind, ihren Gütern, Rechten und Interessen, sowie den Gesellschaften, Filialen, Nebenstellen oder Agenturen, die nach der Gesetzgebung eines der vertragsschliessenden Teile errichtet und dort niedergelassen sind oder ihre Tätigkeit ausüben, nicht auferlegt werden.

شوراسی مقرر در كه: بوفيرما ويا شركتير، مركز اداره لری اشبو طرف ديكر ك خارجنده بولونديني تقدريده سالف الذكر فيلاليير، شعبير، آجتهلر ومثللكلرك طرف مسذكور اولكه سنده بالفعل ابشله تيلين سرمايه لری ايجون ويا خود وركويه تابع طوتيلاجق سرمايه نك تحقيقيمكن اولمازسه، اوراده حقيقيه اكتساب اينديكلري نفع و ايرادلرينك مسذكور سرمايه يي تينه خادم اولاييله سي حسييله، بولر اوزرندن نكالبه تابع اولاجقلردر.

ماده ۱۰

طرفين عاقديندن برينك حكومتی، هر نه نام و ماهينده اولورسه اولسون مكلفيات ماليه دن معافيات احداث ايدربه بو معافيات كندی تبعه ويا شركتلری حقده اولديني كي كندی اولكه سنده مؤسس طرف ديكر تبعه ويا شركتلرينه دخي بخش اولوناجقدر.

اشبو حكم، دولت طرفدن وجوده كتيريلن مؤسسه لره ويا رخدمت عموميه امتيازيني حانز اولانلره بخش ايديلمش اولان وركو معافيتلرندن استفاده يي طلب ايجون ما به الاحتجاج اولاماز.

ماده ۱۱

سكزنجي ماده دن اوننجي ماده يه قدر ذكر ايديلمش اولان خصوصياتك كافه سنده، ولايتلر ويا محلي اداره لرجه طرفين حاقدين تبعه سه طرح اولوناجق رسوم - وركو وكومروك رسی - و آجماق وركولره معادل بولوناجق عائدات ويا ساتر مماثل مكلفيات، تبعه محليه طرح اولوناجقلردن قطعياً باشقه ويا دها بوكسك اولماياجقدر.

ماده ۱۲

طرفين عاقديندن بری طرفدن اشبو طرف مملكتده مؤسس ويا اوراده اجزای فعاليت ايشمكده بولونان طرف ديكر تبعه سه و بولنرك اموال، حقوق و منافعه و كذلك طرفين مذكوره دن برينك قوانيني موجبجه متشكل و اشبو طرف ديكره مؤسس ويا اوراده اجزای فعاليت ايشمكده بولونان شركتلرينه، فيلاليير، شعبير ويا آجتهلرينه، حال حربده بيله، هيچ بر استقراض مجبوري، يا خود بوتون اجنيلردن جبايت اولونمايان ساتر استثنائي وركولر تحمیل ايديلمه يه چكدر.

KAPITEL II.

RECHTSSCHUTZ.

Artikel 13.

Die Staatsangehörigen jedes vertragschliessenden Teils geniessen im Gebiete des anderen Teils in allem, was den gesetzlichen und gerichtlichen Schutz ihrer Person und ihres Vermögens angeht, die gleiche Behandlung, wie die eigenen Staatsangehörigen.

Demgemäss haben sie freien und ungehinderten Zutritt zu den Gerichten und können vor Gericht unter den gleichen Bedingungen auftreten, wie die eigenen Staatsangehörigen.

Die Bestimmungen über Sicherheitsleistung für Prozesskosten und über das Armenrecht werden bis zur Regelung dieser Fragen im Wege einer von den vertragschliessenden Teilen zu schliessenden besonderen Vereinbarung durch die örtliche Gesetzgebung geregelt.

KAPITEL III.

SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

Artikel 14.

Das gegenwärtige Abkommen soll ratifiziert, und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Berlin ausgetauscht werden.

Das Abkommen tritt einen Monat nach dem Tage des Austauschs der Ratifikationsurkunden in Kraft und gilt für die Dauer von drei Jahren.

Wird das Abkommen nicht von dem einen oder dem andern vertragschliessenden Teil wenigstens sechs Monate vor Ablauf des Zeitraums von drei Jahren gekündigt, so bleibt es in Kraft bis zum Ablauf einer Frist von einem Jahre seit dem Tage, an dem es von einem der vertragschliessenden Teile gekündigt wird.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen gezeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

فصل ۲

صلاحیت عدليه

ماده ۱۳

طرفین عاقدیندن هر برینک تبعه سی طرف دیگر اولک سنده شخص و ماللرینک حایه قانونیه و عدلیسنه متعلق اولان کافه خصوصانده عینله تبعه محلیه به ایدیلن معاملهدن مستفید اولاجقدردر.

بناء علیه: عینله تبعه محلیه نك تابع اولدینی شرایط دائره سنده محکمه لره کمال سهولت و حریتله مراجعت و اقامه و دفع دعوی ایده بیله جکقدردر. مصارف محاکمه بی مؤمن کفالت آقجه سنه و مجانی مظاهرت عدلیه متعلق احکام، بو مسائلک طرفین آره سنده عقد ایدیله جک بر مقاوله مخصوصه ایله تنظیمنه ندر، محلی موضوعات قانونیه دائره سنده اجرا ایدیله جکدر.

فصل ۳

احکام نهایی

ماده ۱۴

اشبو مقاوله نامه تصدیق اولوناجق و تصدیق نامه لر ممکن اولدینی قدر سرعتله برلینده تعاطی ایدیله جکدر.

بو مقاوله نامه، تصدیق نامه لرک تعاطیسی تاریخندن بر آی صوکره داخل مرعبت اولاجق و اوچ سنه مدته معتبر طوتولاجقدردر.

اوچ سنه لک دوره نك خاتمندن لا اقل آلی آی اول طرفین عاقدیندن بری ویا دیگرکی جانبندن مقاوله نامه فسخ اولونمادینی تهدیده، ایکی طرفندن بری جانبندن فسخ ایدیلدیکی کوندن بالا اعتبار بر سنه لک مهلتک ختامه قدر مرعبته قالا جقدردر.

تصدیقاً للمقال مرخصلر اشبو مقاوله نامه بی امضا و مهرلرله تختم ایله دیلر.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Angora am 12. Januar 1927.

Rudolf NADOLNY.

Ali DJÉNANI.

A. CHEVKI.

اشبو مقاله نامه . هربری نسخه اصلیه تلقی ایدلک اوزره .
ایکی نسخه اولهرق ۱۷ کانون ثانی ۱۹۲۷ تاریخده آفرده
تنظیم ایدلشدر .

علی جنانی

شوقی

RUDOLF NADOLNY

ZEICHNUNGSPROTOKOLL.

Im Augenblick der Unterzeichnung des Niederlassungsabkommens haben sich die unterzeichneten Bevollmächtigten auf folgende Erläuterungen geeinigt :

Zu Artikel 2.

1. Es besteht Einverständnis darüber, dass die Bestimmungen des Artikel 2 die Gesetze und Verordnungen über das Passwesen nicht berühren.

2. Jeder vertragschliessende Teil erklärt seine Bereitwilligkeit, unter der Bedingung der Gegenseitigkeit den Angehörigen des anderen Teils, die mittellos sein Gebiet zu verlassen wünschen, unentgeltlich das Visum zu erteilen, wenn ihre Bedürftigkeit durch den zuständigen diplomatischen oder konsularischen Vertreter bescheinigt ist.

Zu Artikel 8.

1. Die Türkische Regierung wird veranlassen, dass diejenigen Staatsangehörigen des anderen Teils, die, ohne die Absicht der Niederlassung, zu einem vorübergehenden Aufenthalt von nicht längerer Dauer als sechs Monaten in die Türkei kommen, von den für die im Lande ansässigen Personen zu entrichtenden Steuern, z. B. von den Wegeabgaben und den Schulsteuern, befreit werden. Es besteht Einverständnis darüber, dass die indirekten Steuern und die Steuern auf Geschäftsgewinne, die nach den betreffenden Gesetzen zu erheben sind, nicht unter diese Bestimmung fallen.

2. Die Türkische Regierung erklärt aus Gründen der Menschlichkeit ihre Bereitwilligkeit, die im Jahre 1918 unter Verlust ihres

امضا پروتوقولی

اقامت مقاله نامه سنک امضای اتاسنده زرده واضع
الامضا مرخصر توضیحات آینه ده بولونوق خصوصده مطابق
قالشدر :

ایکنجی ماده به منفرعاً :

۱ - ایکنجی ماده احکامک بسا بوردلر حقده کی قوانین
وظایمات خلل کنیره مبی مقررر .

۲ - طرفین عاقیدندن هر بری . اشبو طرف اولکسندن
مفارت ایتمک ایستین وسائط ماله دن محروم طرف دیگر
تبعه منه . بونلرک فقر و ضرورتلری صلاحیتدار مثل سیاسی
ویا شهیدری طرفندن مصدق اولدینی تقدیرده . بجانی ویزا
اعطا ایله مکه . مقابلیت اساسی دازه سنده . آماده بولوندینی
بیان ایدر .

سکزنجی ماده به منفرعاً :

۱ - تورکیه حکومتی آلتی آی مدنی تجاوز ایتمه بر مک
موقت ایچون . و مملکنده اقامت مقصدینی حائز اولقسزین
تورکیه به کن طرف دیگر ساحلرینه . یول مکلفیتی و مکتب
ویرکوسی کی مملکنده مقیم بولونانلر ایچون مجبوری اولان
ویرکولری تمجیل ایتمک خصوصه اعتا ایدر جکدر .

شو قدرکه قوانین عائده سی موجبجه استیفا ایدیله جک
اولان بلا واسطه ویرکولر ایله قازانچ ویرکوسنک . بو حکمک
شمولی آتله کبرمه سی مقررر .

۲ - بر حس انسانیتیه متحلی اولان تورکیه حکومتی ۱۹۱۸
سنه سنده ژونلرینی ضیاعه معروض بر اقرار مملکندن اخراج

Vermögensvertriebenen Deutschen, die später in die Türkei zurückgekehrt sind, von der Zahlung der rückständigen Temettu-Steuer zu befreien.

3. Die vertragschliessenden Teile sind darüber einig, in Verhandlungen über den Abschluss einer Vereinbarung zur Vermeidung der Doppelbesteuerung, d. h. der Erhebung von Steuern auf das gleiche Einkommen und das gleiche Vermögen in den beiden Ländern, einzutreten.

Zu Artikel 10.

Es besteht Einverständnis, dass die Bestimmungen des Artikel 10 Abs. 1 sich nicht auf Begünstigungen beziehen, die einer der vertragschliessenden Teile einem dritten Staat in Abkommen oder Vereinbarungen eingeräumt hat oder einräumen wird, um die Doppelbesteuerung zu vermeiden, oder um sich gegenseitig Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuer-sachen zu sichern.

Dieses Protokoll bildet einen integrierenden Bestandteil des gegenwärtigen Abkommens und tritt gleichzeitig mit ihm in Kraft.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Angora am 12. Januar 1927.

Rudolf NADOLNY.

Ali DJÉNANI.

A. CHEVKI.

ایدیلیمش و او وقتدئیری تو رکیه عودت ایله مش اولان المانلری، تمتع ویرکوسی بقایاسنی تأدییه دن عفو ایتمکه آماده بولوندیغنی بیان ایدر.

۳ - طرفین عاقدین، تکالیف مضاعفه بی یینی عینی واردات و عینی ثروت اوزرینه ایکی مملکتده ویرکولر جاتی کیفیتیه برطرف ایتمک ایچون بر صورت حل مستهدف مذاکراته کیریشمک خصوصده مطابق قالمشدر.

اوننجی مادهیه مقررأ:

شوراسی مقرردرکه: طرفین عاقدیندن برینک، تکلیف مضاعفی بر طرف ایتمک ایچون یاخود ویرکولره عائد خصوصاتده متقابلاً بکدیگرینه معاونت ومظاهرت ابرازی ضمننده مقاولات ویا استلافات ایله اوننجی بر دولته بخش ایتمش اولدیغنی ویا آتیده بخش ایده چیکی امتیازاته اوننجی ماده نیک برنجی فقره سی احکامی تعلق ایتمز.

بو مضبئه اشبو مقاوله نامه نیک جزؤ متممی اولوب مقاوله نامه ایله برلکده اکتساب مرعبت ایدر.

ایکی نسخه اوله رق ۱۲ کانون ثانی ۱۹۲۷ تاریخده آقره ده تنظیم ایدلمشدر.

علی جنانی

شوقی

RUDOLF NADOLNY

¹ TRADUCTION.

N^o 1713. — CONVENTION D'ÉTABLISSEMENT ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE TURQUE. SIGNÉE A ANGORA, LE 12 JANVIER 1927.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, d'une part, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE d'autre part, animés du désir de fixer les conditions juridiques de l'établissement des ressortissants allemands en Turquie et des ressortissants turcs en Allemagne, ont, conformément au Traité d'amitié du 3 mars 1924, entre l'Allemagne et la Turquie, résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Rudolf NADOLNY, ambassadeur du Reich allemand en Turquie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

M. Ali DJENANI bey, ancien ministre du Commerce, député de Ghazi Aïntab ; et

M. Ali CHEVKI bey, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après :

TITRE PREMIER

CONDITIONS JURIDIQUES DE L'ÉTABLISSEMENT.

Article premier.

L'application de chacune des dispositions du présent titre aux ressortissants et sociétés de

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 1713. — CONVENTION BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE TURKISH REPUBLIC CONCERNING CONDITIONS OF RESIDENCE AND BUSINESS. SIGNED AT ANGORA, JANUARY 12, 1927.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, of the one part, and THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, of the other part, being desirous of determining the legal conditions under which German nationals may establish themselves in Turkey and Turkish nationals in Germany, have resolved, in conformity with the Treaty of Friendship between Germany and Turkey of March 3rd, 1924, to conclude a Convention for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

M. Rudolf NADOLNY, Ambassador of the German Reich in Turkey ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

M. Ali DJENANI bey, former Minister for Commerce, Deputy for Ghazi Aintab, and

M. Ali CHEVKI bey, Under-Secretary of State in the Ministry of Foreign Affairs,

Who, having communicated their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

CHAPTER I.

CONDITIONS OF RESIDENCE AND BUSINESS.

Article I.

The application of the several provisions of the present Chapter to nationals and companies

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

l'une des Parties contractantes, est formellement subordonnée à l'octroi d'une pleine et entière réciprocité aux ressortissants et sociétés de l'autre Partie.

Au cas où une Partie, se fondant sur sa législation, ou pour tout autre motif, refuserait d'accorder la réciprocité, en ce qui concerne l'une quelconque des dispositions en question, les ressortissants et sociétés de cette Partie ne jouiront pas, sur le territoire de l'autre Partie, du bénéfice de ladite disposition.

SECTION I.

Entrée et séjour.

Article 2.

Les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes seront, sur le territoire de l'autre Partie, accueillis et traités, en ce qui concerne leur personne et leurs biens, selon les principes généraux du droit des gens. Ils jouiront de la protection la plus complète et la plus constante des lois et des autorités du pays, en ce qui concerne leur personne, leurs biens, leurs droits et leurs intérêts. Sous réserve des dispositions relatives à l'immigration, ils auront toute liberté d'entrer dans le pays et de s'y établir ; en conséquence, ils pourront pénétrer sur le territoire de l'autre Partie contractante, le quitter et y séjourner, à condition de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans ce pays.

Article 3.

Les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes auront le droit, en se conformant aux lois et règlements du pays, d'acquérir, de posséder et d'aliéner, sur le territoire de l'autre Partie, des biens mobiliers et immobiliers ; ils pourront notamment en disposer par acte de vente, échange, donation, disposition de dernière volonté ou d'une autre manière quelconque, ainsi qu'entrer en possession de ces biens par voie de succession légale, de disposition entre vifs ou de disposition testamentaire.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, sur le territoire de l'autre

of either Contracting Party is made expressly conditional on the granting of full reciprocity to the nationals and companies of the other Party.

Should either Party refuse to grant reciprocity in respect of any one of the provisions in question as a result of its laws or for any other reason, the nationals and companies of that Party shall not enjoy, within the territory of the other Party, the benefits of that provision.

SECTION I.

Entry and Residence.

Article 2.

Nationals of either Contracting Party in the territory of the other Party shall be received and treated as regards their person and property in accordance with the general principles of international law. They shall enjoy the fullest and most constant protection of the laws and national authorities in respect of their person, property, rights and interests. They shall have full freedom to enter and establish themselves subject to the immigration regulations ; they shall therefore be entitled to enter and leave the territory of the other Party and reside therein subject to compliance with the laws and regulations in force in that country.

Article 3.

Subject to compliance with the laws and regulations of the country, nationals of either Contracting Party shall have the right to acquire, possess and dispose of all kinds of movable and immovable property in the territory of the other Party ; they may in particular dispose thereof by sale, exchange, gift, testament or in any other way, and take possession thereof by inheritance in accordance with the law or under dispositions *inter vivos* or by will.

Article 4.

Subject to compliance with the laws and regulations of the country, nationals of either

Partie, le droit de se livrer, en observant les lois et règlements du pays, toute espèce d'industrie et de commerce et d'exercer tous les métiers et toutes les professions, à l'exception des métiers et professions réservés aux nationaux.

Article 5.

Les sociétés commerciales industrielles ou financières, y compris les compagnies de transports ou d'assurances, légalement constituées sur le territoire de l'une des deux Parties contractantes, seront reconnues comme telles sur le territoire de l'autre Partie.

Toutes les questions relatives à leurs statuts, à leur capacité et au droit d'ester en justice seront tranchées conformément à la législation de leur pays d'origine.

L'admission desdites sociétés à l'exercice de leur commerce ou de leur industrie sur le territoire de l'autre Partie contractante, sera subordonnée à leur soumission aux lois et prescriptions qui sont ou seront en vigueur sur ce territoire.

Les sociétés pourront, dans les limites autorisées par les lois du pays et aux conditions prescrites par celles-ci, acquérir toute espèce de biens mobiliers ainsi que les biens immobiliers nécessaires au fonctionnement de la société, étant entendu dans ce cas que l'acquisition de ces biens ne peut constituer l'objet même de la société.

Article 6.

Les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes ne seront pas soumis, sur le territoire de l'autre Partie, aux lois relatives au service militaire. Ils seront exempts de tout service et de toute obligation ou charge remplaçant le service militaire.

Ils ne pourront être ni expropriés ni privés, même temporairement, de la jouissance pleine et entière de leurs biens que pour une cause légalement reconnue d'utilité publique et moyennant une équitable indemnité. Aucune expropriation ne pourra avoir lieu sans publicité préalable.

Article 7.

Les deux Parties contractantes se réservent le droit d'expulser les ressortissants de l'autre

Contracting Party shall be entitled to engage in any form of industry or commerce within the territory of the other Party, and follow any occupation or profession, provided such occupation or profession is not reserved for nationals of the country.

Article 5.

Commercial, industrial and financial companies, including transport and insurance companies, which are regularly incorporated in the territory of either Contracting Party, shall be recognised in the territory of the other.

They shall be treated in accordance with their national law in regard to all matters relating to their constitution, their legal capacity and their right to appear in the Courts.

The admission of such companies to the exercise of their trade or industry in the territory of the other Contracting Party shall be conditional on their complying with the laws and regulations which are or may hereafter be in force in that territory.

Within the limits and subject to the conditions prescribed in the law of the country, the said companies may acquire all kinds of movable property, and also such immovable property as is necessary for the operations of the company, it being understood, however, that the acquisition of such property cannot constitute the object of the company's existence.

Article 6.

Nationals of either Contracting Party within the territory of the other Party shall not be subject to the laws concerning military service. They shall be exempt from all service and from all obligations or charges imposed in lieu of military service.

Their property may not be expropriated or the use of it denied to them even temporarily, except for reasons of public interest recognised by law as such, and in return for fair compensation. No expropriation may take place without public notice being previously given.

Article 7.

The Contracting Parties reserve to themselves the right to expel, in individual cases,

Partie par voie de mesures individuelles, soit à la suite d'une sentence judiciaire, soit en vertu des lois ou des règlements sur la police des mœurs, sur la police sanitaire ou sur la mendicité, soit pour des motifs de sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat. L'autre Partie s'engage à accueillir en tout temps ses ressortissants et leurs familles, pourvu que leur nationalité soit attestée par le consul compétent.

L'expulsion aura lieu dans des conditions compatibles avec les exigences de l'hygiène et de l'humanité.

nationals of the other Party, either under the order of a Court or in accordance with laws or regulations relating to public morality, public health or mendicancy, or for reasons affecting the internal or external safety of the State. The other Party undertakes to receive its nationals and their families at any time, provided that their nationality is certified by the competent Consul.

The expulsion shall be carried out under conditions complying with the requirements of health and humanity.

SECTION 2.

Dispositions fiscales.

Article 8.

Les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes qui séjournent sur le territoire de l'autre Partie, s'y établissent ou y exercent toute espèce de commerce, de profession, d'industrie, de métier ou toute autre activité à laquelle, aux termes de l'article 4 les ressortissants de l'autre Partie contractante sont autorisés à se livrer, ne seront pas assujettis à des taxes (impôts et droits de douane), des droits ayant un caractère fiscal, ou des charges analogues, autres ou plus élevés que ceux auxquels sont soumis les nationaux.

Les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes qui sont domiciliés à l'étranger et exercent, en passant par le territoire de l'autre Partie, une activité quelconque, dans ledit territoire, ne seront pas assujettis à des taxes (impôts et droits de douane), des droits ayant un caractère fiscal, ou des charges analogues, autres ou plus élevés que ceux auxquels sont soumis les nationaux ou tous les autres étrangers, en raison d'une activité de même nature et de même importance, conformément aux dispositions fiscales en vigueur dans le pays.

Les biens, droits et intérêts des ressortissants de l'une des deux Parties contractantes ne seront pas grevés sur le territoire de l'autre Partie, de charges, taxes, impôts directs ou indirects, autres ou plus élevés que ceux dont sont frappés les biens, droits et intérêts des ressortissants de cette Partie, tant en ce qui concerne l'acquisition, la possession et la jouissance de ces biens que leur transfert par cession, mutation ou héritage.

SECTION 2.

Fiscal clauses.

Article 8.

Nationals of either Contracting Party who stay or reside in the territory of the other Party, or who exercise therein any form of commerce, profession, industry or occupation, or any other activity open to nationals of the other Contracting Party in virtue of Article 4, shall not be subject to any duties (taxes and Customs duties), charges of a fiscal character or other similar imposts, other or higher than those imposed on nationals.

Nationals of either Contracting Party who are domiciled abroad and who, while passing through the territory of the other Party, undertake any business therein shall not be subjected to any duties (taxes and Customs duties), charges of a fiscal character or other similar imposts other or higher than those to which nationals or all other foreigners are liable under the fiscal provisions in force in the country, in respect of an activity of the same kind and importance.

The property right and interests of nationals of either Contracting Party shall not be liable in the territory of the other Party to any charges, imposts or taxes, direct or indirect, other or higher than those which may be imposed on the property rights and interests of nationals, whether as regards the acquisition, possession or enjoyment of such property, or as regards its transfer by grant, exchange or succession.

Les ressortissants des deux Parties contractantes auront notamment le droit d'exporter le produit de la vente de leurs biens et leurs biens mêmes, conformément aux dispositions légales en vigueur dans le pays ; à cette occasion, ils ne seront pas, en leur qualité d'étrangers, assujettis à des impôts, taxes et droits, autres que ceux auxquels sont soumis les nationaux.

Article 9.

Les sociétés commerciales, industrielles ou financières, y compris les compagnies de transports et d'assurances, qui sont constituées conformément à la législation de l'une des Parties contractantes et s'établissent, en vertu des dispositions de l'article 5, sur le territoire de l'autre Partie ou y exercent leur activité, ne seront pas assujettis à des taxes (impôts et droits de douane), des droits ayant un caractère fiscal, ou d'autres charges analogues, auxquels ne seraient pas également soumises les sociétés similaires de ladite Partie.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux succursales, bureaux auxiliaires, agences et autres représentations de maisons ou sociétés de l'une des Parties contractantes qui se sont établis, aux termes de l'article 5, sur le territoire de l'autre Partie ou y exercent une activité, étant entendu que si la direction de ces maisons ou sociétés se trouve hors du territoire de cette Partie, les succursales, bureaux auxiliaires, agences et représentations ne peuvent être imposés qu'en raison du capital effectivement engagé sur ce territoire ou des bénéfices et revenus qui y ont été effectivement acquis ; ces bénéfices et revenus peuvent servir à fixer le montant du capital imposable, si celui-ci ne peut être déterminé d'une autre manière.

Article 10.

Au cas où le gouvernement de l'une des deux Parties contractantes introduirait, en matière fiscale, des exonérations de quelque nature ou dénomination que ce soit, ces exonérations seront également consenties aux ressortissants ou sociétés de l'autre Partie qui se sont établis sur son territoire, comme aux ressortissants ou aux sociétés dudit pays.

La présente disposition ne pourra être invoquée en vue de revendiquer le bénéfice d'exo-

Subject to compliance with the laws in force in the country, nationals of the Contracting Parties shall in particular be entitled to export the proceeds of the sale of their property and the property itself ; in doing so they shall not be subjected, as foreigners, to taxes, imposts and duties other than those which nationals would have to pay.

Article 9.

Commercial, industrial and financial companies, including transport and insurance companies, which are incorporated in accordance with the law of one of the Contracting Parties and which in conformity with the provisions of Article 5, establish themselves in the territory of the other Party, or carry on their affairs there, shall not be liable to any duties (taxes and Customs duties), charges of a fiscal character, or other similar imposts, which are not imposed on like companies of the latter Party.

The same provisions shall apply to associated companies, branches, agencies and other representatives of firms or companies of either Contracting Party which, in accordance with Article 5, are established or carry on their affairs in the territory of the other Party, it being understood that when the control of these firms or companies is outside the territory of this Party, the associated companies, branches, agencies and representatives may only be taxed in respect of capital actually invested in the territory, or in respect of profits and revenues actually accruing therein ; those profits and revenues may be used to determine the taxable capital if the latter cannot be otherwise established.

Article 10.

Should the Government of either Contracting Party establish exemptions of any kind or description whatsoever from fiscal charges, such exemptions shall be granted to nationals or companies of the other Party established within its territory in the same way as to its own nationals or companies.

This provision cannot be used to support a claim to the benefit of exemptions from fiscal

nérations fiscales qui sont accordées à des entreprises d'Etat ou à des concessionnaires d'entreprises publiques.

Article 11.

Les taxes (impôts et droits de douane), les droits ayant un caractère fiscal, et autres charges analogues, perçus par les autorités provinciales ou locales sur les ressortissants des Parties contractantes, ne pourront être, dans tous les cas mentionnés aux articles 8 à 10, autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus sur les nationaux.

Article 12.

Même en cas de guerre, l'une des deux Parties contractantes ne pourra assujettir à des emprunts forcés ou autres taxes extraordinaires qui ne frappent pas tous les étrangers, ni les ressortissants de l'autre Partie qui se sont établis sur son territoire ou y exercent une activité, ni leurs biens, droits et intérêts, ni les sociétés, succursales, bureaux auxiliaires ou agences qui sont constitués conformément à la législation de l'une des Parties contractantes et sont établis ou exercent leur activité sur le territoire de la Partie qui a décrété l'emprunt forcé ou la taxe extraordinaire.

TITRE II

PROTECTION LÉGALE.

Article 13.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, en tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens, du même traitement que les nationaux.

En conséquence, ils auront libre et facile accès auprès des tribunaux et pourront ester en justice aux mêmes conditions que les nationaux.

Les dispositions relatives au cautionnement des frais de procédure et à l'assistance judiciaire, seront réglées par la législation locale jusqu'au moment où ces questions auront été tranchées par un accord spécial que conclueront les Parties contractantes.

charges granted to undertakings established by the State or to concessionaires of a public utility service.

Article 11.

In respect of all matters referred to in Articles 8 to 10, the duties (taxes and Customs duties), charges of a fiscal character and other similar imposts leviable on nationals of the Contracting Parties by provincial or local authorities may not be other or higher than those levied on nationals of the country.

Article 12.

Forced loans or exceptional taxes, which are not levied on all foreigners may not, even in case of war, be imposed by either of the Contracting Parties on nationals of the other Party established in its territory or carrying on their affairs therein, nor on their property, rights and interests, nor on their companies, associated companies, branches and agencies constituted under the law of either of the Contracting Parties and established or carrying on their affairs in the territory of the Party imposing the loan or tax.

CHAPTER II.

LEGAL PROTECTION.

Article 13.

Nationals of either Contracting Party in the territory of the other Party shall enjoy, as regards the legal and judicial protection of their person and property, the same treatment as is accorded to nationals.

They shall accordingly have free and unhindered access to the Courts and may appear in court under the same conditions as nationals.

The regulations relating to security for legal costs and free judicial assistance shall be governed by local legislation until these questions are settled by a special agreement to be concluded between the Contracting Parties.

TITRE III

DISPOSITIONS FINALES.

Article 14.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Berlin aussitôt que possible.

La convention entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification et restera applicable pendant une durée de trois années.

Si la convention n'est pas dénoncée par l'une ou l'autre des Parties contractantes, six mois au moins avant l'expiration du délai de trois ans, elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date à laquelle elle aura été dénoncée par l'une des Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait en double original à Angora, le 12 janvier 1927.

Rudolf NADOLNY.
Ali DJÉNANI.
A. CHEVKI.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer la Convention d'établissement, les plénipotentiaires soussignés sont convenus des déclarations explicatives ci-après :

Ad article 2.

1. Il est entendu que les dispositions de l'article 2 ne portent pas atteinte aux lois et règlements concernant le régime des passeports.

2. Chacune des deux Parties contractantes se déclare disposée, sous réserve de réciprocité, à accorder gratuitement le visa aux ressortissants de l'autre Partie qui sont sans ressources et désirent quitter son territoire, à condition que l'indigence des intéressés soit certifiée par le représentant diplomatique ou consulaire compétent.

CHAPTER III.

FINAL PROVISIONS.

Article 14.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Berlin.

The Convention shall enter into force one month after the date of the exchange of the instruments of ratification and shall be valid for a period of three years.

If the Convention is not denounced by either of the Contracting Parties at least six months prior to the expiry of the period of three years, it shall remain in force until the expiry of a period of one year as from the date of its denunciation by either of the Contracting Parties.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Angora, January 12, 1927.

Rudolf NADOLNY.
Ali DJÉNANI.
A. CHEVKI.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of signing the Convention concerning Conditions of Residence and Business, the undersigned Plenipotentiaries have agreed upon the following explanatory statements :

Ad Article 2.

1. It is agreed that the provisions of Article 2 shall not affect the laws and regulations relating to passports.

2. Each Contracting Party declares its willingness to grant, subject to reciprocity, free visas to those nationals of the other Party, who, being without resources, desire to leave its territory, provided that the competent diplomatic or consular representative certifies that they are without adequate means.

Ad article 8.

1. Le Gouvernement turc prendra les mesures nécessaires pour que les ressortissants de l'autre Partie qui, sans avoir l'intention de s'établir en Turquie, s'y rendent en vue d'un séjour passager d'une durée de six mois, soient exemptés des impôts que doivent acquitter les personnes domiciliées dans le pays, comme par exemple, des taxes de voirie et des impôts scolaires. Il est entendu que les impôts indirects et les impôts sur les bénéfices commerciaux, qui doivent être perçus aux termes des lois y afférentes, ne sont pas visés par la présente disposition.

2. Pour des raisons d'humanité, le Gouvernement turc se déclare disposé à exonérer des arriérés de l'impôt du « *temettu* », les Allemands qui, en 1918, ont été dépossédés de leurs biens et chassés de Turquie et qui y sont revenus ultérieurement.

3. Les Parties contractantes conviennent d'entrer en négociations au sujet de la conclusion d'un arrangement destiné à éviter la double imposition, c'est-à-dire la perception dans les deux pays d'impôts sur le même revenu et sur la même fortune.

Ad article 10.

Il est entendu que les dispositions de l'alinéa 1 de l'article 10 ne visent pas les faveurs que l'une des Parties contractantes a accordées ou accordera à un Etat tiers par convention ou arrangement, en vue d'éviter le double imposition ou de s'assurer réciproquement la protection légale et la coopération judiciaire en matière fiscale.

Ce protocole formera partie intégrante de la présente convention et entrera en vigueur en même temps que cette dernière.

Fait en double original à Angora, le 12 janvier 1927.

Rudolf NADOLNY.
Ali DJÉNANI.
A. CHEVKI.

Ad Article 8.

1. The Turkish Government will take the necessary steps to ensure that those nationals of the other Party who enter Turkey with a view to residing temporarily there for not longer than six months, but without the intention of establishing themselves in the country, will be exempted from taxes levied on persons settled therein, such as duties levied for the upkeep of roads and education taxes. It is agreed that the present provision shall not apply to indirect taxes and taxes on profits derived from business, which shall be levied in accordance with the respective laws.

2. For reasons of humanity, the Turkish Government declares its willingness to exempt from the payment of arrears of the " *temettu* " tax those Germans who were expelled in the year 1918 and lost their property, but who later returned to Turkey.

3. The Contracting Parties agree to enter into negotiations concerning the conclusion of an agreement for the prevention of double taxation, that is, the imposition of taxes on the same income and the same property in both countries.

Ad Article 10.

It is agreed that the provisions of Article 10, paragraph 1, shall not refer to privileges which either of the Contracting Parties has granted or may hereafter grant by means of conventions or agreements to a third State for the purpose of preventing double taxation or for the purpose of reciprocally ensuring legal protection and legal assistance in fiscal matters.

This Protocol shall form an integral part of the present Convention and shall enter into force simultaneously therewith.

Done in duplicate at Angora, January 12, 1927.

Rudolf NADOLNY.
Ali DJÉNANI.
A. CHEVKI.

N° 1714.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE

Convention concernant les questions
de succession. Signée à Vienne,
le 5 février 1927.

GERMANY AND AUSTRIA

Convention regarding Questions of
Succession. Signed at Vienna,
February 5, 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1714. — NACHLASSABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER REPUBLIK ÖSTERREICH, GEZEICHNET IN WIEN, AM 5. FEBRUAR 1927.

Texte officiel allemand communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 18 mai 1928.

German official text communicated by the German Consul General at Geneva. The registration of this Convention took place May 18, 1928.

Das DEUTSCHE REICH und die REPUBLIK ÖSTERREICH sind übereingekommen, zur Förderung der rechtlichen Beziehungen ihrer Staatsangehörigen und zur Vermeidung von Schwierigkeiten, die aus der Verschiedenheit des Rechts beider Staaten erwachsen können, die Nachlassangelegenheiten ihrer Staatsangehörigen durch gemeinsame Bestimmungen zu ordnen.

Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

die Herren Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister Hugo Graf LERCHENFELD-KÖFERING,
Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amt Dr. Carl GOES und
Ministerialrat im Reichsjustizministerium, Geheimen Regierungsrat Dr. Wilhelm KIESOW,

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

die Herren Bundeskanzler Dr. Ignaz SEIPEL,
Ministerialrat im Bundeskanzleramt Dr. Markus LEITMAIER und
Ministerialrat im Bundeskanzleramt Dr. Edmund KRAUTMANN,

die ihre Vollmachten vorgelegt, in guter und gehöriger Form befunden und folgendes vereinbart haben :

ERSTER ABSCHNITT.

ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN.

§ 1

Gleichbehandlung der Angehörigen beider Staaten.

(1) Die Angehörigen des einen Staates werden hinsichtlich des Erwerbes von Todes wegen in dem andern Staate in privatrechtlicher und öffentlich-rechtlicher Beziehung wie die Inländer behandelt ; dies gilt insbesondere auch für die Abgaben von Todes wegen. Die Angehörigen des

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 23 août 1927.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, August 23, 1927.

einen Staates, die in dem andern Staate erbrechtliche Ansprüche erheben, müssen nach dem Heimatrechte des Erblassers und nach ihrem eigenen Heimatrecht erbfähig sein.

(2) Die in einem der beiden Staaten geltenden Vorschriften, wonach juristische Personen zum Erwerbe von Todes wegen einer staatlichen Genehmigung bedürfen, bleiben unberührt.

§ 2

Vertretungsbefugnis der Konsularbehörde.

In allen Nachlasssachen, die im Gebiet eines der beiden Staaten abgehandelt werden, ist die Konsularbehörde kraft Gesetzes befugt, ihre Staatsangehörigen vor der Ortsbehörde zu vertreten, sofern sie abwesend sind und keinen andern Bevollmächtigten ernannt haben.

ZWEITER ABSCHNITT.

ERBFOLGE UND VERFÜGUNGEN VON TODES WEGEN.

§ 3

Beerbung nach Heimatrecht.

(1) Die Angehörigen des einen Staates werden in Ansehung des in dem andern Staat befindlichen beweglichen und unbeweglichen Vermögens nach dem Rechte des Staates beerbt, dem der Erblasser zur Zeit seines Todes angehört hat ; dies gilt auch hinsichtlich der Haftung des Erben für die Nachlassverbindlichkeiten.

(2) Bei Gegenständen, die nach dem Rechte des Staates, in dem sie sich befinden, einer besonderen Güterordnung unterliegen (Fideikomnisse, Anerbengüter und dergleichen), bestimmt sich die Rechtsnachfolge nach dem Rechte dieses Staates.

§ 4

Erbloser Nachlass.

Der Nachlass, der nach dem Heimatrechte des Erblassers mangels sonstiger Erbberechtigter kraft Gesetzes einer juristischen Person, insbesondere dem Staate, zufiele, unterliegt, soweit er sich zur Zeit des Todes des Erblassers in dem andern Staate befindet, dem Rechte dieses Staates. Der Nachlass fällt der juristischen Person zu, der er zufiele, wenn ihn ein Inländer hinterlassen hätte.

§ 5

Errichtung der Verfügungen von Todes wegen: a) Form ;

Die Form für die Errichtung einer Verfügung von Todes wegen bestimmt sich nach dem Rechte des Staates, dem der Erblasser zur Zeit der Errichtung angehört hat ; es genügt jedoch die Beobachtung der Gesetze des Ortes, wo die Verfügung errichtet wird. Das gleiche gilt für die Aufhebung einer Verfügung von Todes wegen.

§ 6

b) *Fähigkeit, Willensmängel.*

(1) Die Fähigkeit zur Errichtung einer Verfügung von Todes wegen bestimmt sich nach dem Rechte des Staates, dem der Erblasser zur Zeit der Errichtung angehört hat. Dieses Recht ist auch dafür massgebend, ob die Errichtung eines gemeinschaftlichen Testaments oder eines Erbvertrags zulässig ist, und ob bestimmte Personen Verfügungen von Todes wegen nur in besonderer Form treffen können.

(2) Die rechtliche Bedeutung von Willensmängeln (Irrtum, Betrug, Drohung) für Verfügungen von Todes wegen bestimmt sich nach dem Rechte des Staates, dem der Erblasser zur Zeit der Errichtung der Verfügung angehört hat.

§ 7

Aufhebung der Verfügungen von Todes wegen.

Die Bestimmungen über die Errichtung einer Verfügung von Todes wegen (§§ 5 und 6) sind auf die Aufhebung einer solchen Verfügung sinngemäss anzuwenden. Ein Wechsel der für den Erblasser zur Zeit der Errichtung einer Verfügung von Todes wegen massgebenden Staatsangehörigkeit lässt jedoch seine Fähigkeit zur Aufhebung einer Verfügung von Todes wegen unberührt.

DRITTER ABSCHNITT.

ZUSTÄNDIGKEIT DER BEHÖRDEN, VERFAHREN.

§ 8

Zuständigkeit der Nachlassbehörden.

(1) Die Verrichtungen, die bei der Regelung eines Nachlasses den Behörden obliegen, werden von den Behörden des Staates vorgenommen, dem der Erblasser zur Zeit seines Todes angehört hat (Heimatbehörden). Als Heimatbehörden gelten auch die Konsularbehörden, soweit ihnen die Verrichtungen durch das Recht ihres Staates im Rahmen dieses Vertrags übertragen werden.

(2) Im Falle des § 3 Abs. 2 sind die Behörden des Staates zuständig, nach dessen Rechte sich die Rechtsnachfolge bestimmt.

§ 9

Mitteilung von Todesfällen.

(1) Die Ortsbehörde hat der Konsularbehörde des Staates, dem der Erblasser zur Zeit seines Todes angehört hat, unverzüglich von dem Todesfall Kenntnis zu geben und ihr mitzuteilen, was ihr über die Erben und ihren Aufenthalt, über den Nachlass sowie über das Vorhandensein einer Verfügung von Todes wegen bekannt ist.

(2) Erhält zuerst die Konsularbehörde von dem Todesfalle Kenntnis, so hat sie die Ortsbehörde in gleicher Weise zu benachrichtigen.

§ 10

Sicherungsmassnahmen : a) Anordnung.

(1) Die Behörden jedes der beiden Staaten haben für die Sicherung der in ihrem Gebiete befindlichen Nachlassgegenstände zu sorgen, soweit und solange ein Bedürfnis besteht ; sie können insbesondere einen Nachlasspfleger bestellen. Ein Nachlasspfleger ist zu bestellen, wenn ein Anspruch gegen den Nachlass vor Gerichten oder anderen Behörden geltend gemacht werden soll.

(2) Trifft die Ortsbehörde trotz Ersuchens der Konsularbehörde keine Sicherungsmassnahmen, oder liegt ein dringender Fall vor, so darf die Konsularbehörde nach dem Rechte ihres Staates den Nachlass siegeln und ein Nachlassverzeichnis aufnehmen.

(3) Die Ortsbehörde und die Konsularbehörde haben, soweit es die Umstände gestatten, einander von den beabsichtigten und von den getroffenen Sicherungsmassnahmen Mitteilung zu machen. Sie haben, falls nicht Gefahr im Verzug ist, einander Gelegenheit zu geben, bei Siegelung des Nachlasses und bei Aufnahme des Nachlassverzeichnisses sowie bei Abnahme der Siegel mitzuwirken.

§ 11

b) Aufhebung.

Die auf Grund des § 10 Abs. 1 getroffenen Massnahmen sind auf Ersuchen der Heimatbehörde aufzuheben. Die Aufhebung einer Nachlasspflegschaft kann jedoch nur dann verlangt werden, wenn für die Vertretung der Erben oder des Nachlasses in anderer Weise gesorgt ist.

§ 12

Behandlung der Verfügungen von Todes wegen.

(1) Eine von einem Angehörigen des einen Staates errichtete Verfügung von Todes wegen, die sich in dem andern Staate befindet, ist von den Ortsbehörden zu beschaffen und zu eröffnen. Der Heimatbehörde ist eine beglaubigte Abschrift der Verfügung von Todes wegen sowie der über die Eröffnung aufgenommenen Niederschrift zu übermitteln. Auf ihr Verlangen ist ihr die Urschrift der Verfügung von Todes wegen zu übersenden ; in diesem Falle ist eine beglaubigte Abschrift zurückzubehalten.

(2) Die Heimatbehörde hat eine in ihrem Besitze befindliche Verfügung von Todes wegen der Ortsbehörde auf ihr Verlangen zur Einsicht zu übersenden und eine beglaubigte Abschrift davon zu erteilen.

§ 13

*Rechte und Pflichten der Konsularbehörde :**a) Besitznahme und Verwaltung des Nachlasses ;*

(1) Die Konsularbehörde hat das Recht, den Nachlass, auch wenn er von der Ortsbehörde sichergestellt ist, in Besitz zu nehmen, soweit der Erbe hierzu befugt wäre. In diesem Falle ist eine auf Grund des § 10 Abs. 1 angeordnete Nachlasspflegschaft aufzuheben.

(2) Die Konsularbehörde kann Erklärungen eines Erbberechtigten, die sich auf den Nachlass beziehen, entgegennehmen, beglaubigen oder beurkunden sowie Auseinandersetzungen unter den Erbberechtigten, soweit sie freiwillig erscheinen, vermitteln.

(3) Hat die Konsularbehörde den Nachlass in Besitz genommen, so hat sie für seine ordnungsmässige Verwaltung zu sorgen. Sie kann insbesondere über die Nachlassgegenstände innerhalb

der Grenzen einer ordnungsmässigen Verwaltung verfügen, die zum Nachlasse gehörigen Rechte vor den Ortsbehörden geltend machen und wegen der von dem Erblasser herrührenden Verbindlichkeiten vor den Ortsbehörden in Anspruch genommen werden.

§ 14

b) *Sicherung der Nachlassgläubiger ;*

(1) Die Konsularbehörde hat die Nachlassgegenstände, die sie in Besitz genommen hat, bis zum Ablaufe von drei Monaten seit dem Tode des Erblassers aufzubewahren. Sie ist jedoch jederzeit berechtigt, aus dem Nachlass im voraus die Kosten der letzten Krankheit und des Begräbnisses des Erblassers, den halbjährigen Mietzins, die Vergütung der Haushaltsangestellten, die Gerichts-, Konsulats- und ähnlichen Kosten sowie im Notfalle die erforderlichen Kosten des Unterhaltes der Familie des Erblassers zu bestreiten.

(2) Die Konsularbehörde darf Nachlassgegenstände nicht eher in das Ausland-gelangen lassen oder dem Erben, einem Testamentsvollstrecker oder einem andern Berechtigten herausgeben, als bis die bei ihr angemeldeten Ansprüche befriedigt oder sichergestellt sind. Die Verpflichtung erlischt, wenn die Konsularbehörde nicht binnen sechs Monaten seit dem Tode des Erblassers davon Kenntnis erhält, dass der Anspruch anerkannt oder eingeklagt worden ist.

§ 15

c) *Sicherung der Abgaben von Todes wegen.*

(1) Die Konsularbehörde hat so bald wie möglich der für die Feststellung der Abgaben von Todes wegen und der sonstigen öffentlichen Abgaben zuständigen Ortsbehörde den Namen des Erben oder Vermächtnisnehmers, der sein Recht nachgewiesen hat, sowie die Grösse des Erbteils oder den Gegenstand des Vermächtnisses und die sonstigen für die Berechnung der Abgaben von Todes wegen in Betracht kommenden Umstände mitzuteilen.

(2) Die Konsularbehörde darf trotz Ablaufs der im § 14 Abs. 2 bezeichneten Frist Nachlassgegenstände nicht eher in das Ausland gelangen lassen oder dem Erben, einem Testamentsvollstrecker oder einem andern Berechtigten herausgeben, als bis die Abgaben von Todes wegen gezahlt oder sichergestellt sind, die in dem Staate zu entrichten sind, in dem sich der Nachlass befindet. Sie hat sich vor der Herausgabe mit der Ortsbehörde darüber ins Einvernehmen zu setzen, ob die Abgaben von Todes wegen gezahlt sind, oder welcher Teil des Nachlasses zu ihrer Sicherstellung zurückzubehalten ist.

§ 16

Zwangsvollstreckung in Nachlassgegenstände.

Die Zwangsvollstreckung in die Nachlassgegenstände bleibt zulässig, auch wenn sie sich im Besitze der Konsularbehörde befinden ; jedoch ist die Anwendung unmittelbaren Zwanges ausgeschlossen. Die Konsularbehörde hat auf Ersuchen der Ortsbehörde die Nachlassgegenstände zum Zwecke der Zwangsvollstreckung herauszugeben.

§ 17

Herausgabe des Nachlasses durch die Ortsbehörde.

Wenn die Konsularbehörde die Nachlassgegenstände nicht in Besitz genommen hat, so hat die Ortsbehörde den Nachlass nach Ablauf von drei Monaten seit dem Tode des Erblassers dem Erben oder einem Testamentsvollstrecker oder, wenn sich bis dahin weder ein Erbe noch ein Testamentsvollstrecker ausgewiesen hat, der Heimatbehörde herauszugeben. Die Ortsbehörde kann

über diese Frist hinaus Nachlassgegenstände, die sie im Besitze hat, zur Sicherstellung der Abgaben von Todeswegen sowie der Ansprüche von Nachlassgläubigern unter denselben Voraussetzungen zurückbehalten, unter denen die Konsularbehörde nach den §§ 14 und 15 dazu verpflichtet.

§ 18

Erbrechtliche Zeugnisse.

(1) Ein Zeugnis über erbrechtliche Verhältnisse, insbesondere über das Recht des Erben oder eines Testamentsvollstreckers, das von den Behörden des Heimatstaates ausgestellt ist, genügt auch in dem andern Staate zum Nachweise dieser Verhältnisse.

(2) Auf Grund eines solchen Zeugnisses kann der Berechtigte auch in dem andern Staate die Einverleibung oder sonstige Eintragung eines Rechtes in die öffentlichen Bücher und Register von den Behörden verlangen, welche die Bücher oder Register führen. Die Einverleibung oder die Eintragung darf nicht deshalb verweigert werden, weil die Liegenschaft oder das Recht in dem Zeugnisse nicht ausdrücklich angeführt ist.

§ 19

Klagen aus erbrechtlichen Verhältnissen.

Für Klagen, welche die Feststellung des Erbrechts, Ansprüche eines Erben gegen einen Erbschaftsbesitzer, Ansprüche aus Vermächtnissen oder sonstigen Verfügungen von Todes wegen, Pflichtteilsansprüche oder die Teilung der Erbschaft zum Gegenstande haben, sind die Gerichte des Staates zuständig, nach dessen Rechte sich die Erbfolge bestimmt. Durch ausdrückliche oder stillschweigende Vereinbarung der Parteien wird jedoch auch für diese Klagen ein Gericht des andern Staates zuständig; dies gilt nicht in den Fällen des § 3 Abs. 2.

§ 20

Arreste und einstweilige Verfügungen.

(1) Zur Sicherung erbrechtlicher Ansprüche (§ 19) können die Gerichte des Staates, in dem sich Nachlassgegenstände befinden, nach ihrem Rechte vorläufige Massnahmen treffen, insbesondere Arreste und einstweilige Verfügungen erlassen.

(2) Eine solche Massnahme ist auf Antrag eines Beteiligten auch dann aufzuheben:

1. wenn ein nach § 19 zuständiges Gericht rechtskräftig entschieden hat, dass die gesicherten Ansprüche nicht bestehen, und wenn die Entscheidung in dem andern Staate anzuerkennen ist;

2. wenn seit der Anordnung der Massnahme sechs Monate verstrichen sind und nicht vor der Aufhebung der Nachweis erbracht wird, dass bei einem nach § 19 zuständigen Gerichte Klage erhoben worden ist.

§ 21

Nachlasskonkurs.

(1) Auf Antrag eines Erbberechtigten oder eines Nachlassgläubigers kann von der Ortsbehörde nach ihrem Rechte der Konkurs über den Nachlass eröffnet werden. Der Konkurs umfasst nur den Teil des Nachlasses, der sich in dem Staate befindet, dessen Behörde den Konkurs eröffnet hat.

(2) Ist der Konkurs eröffnet worden, so hat die Konsularbehörde alle Nachlassgegenstände, die zur Konkursmasse gehören, der Ortsbehörde oder dem Konkursverwalter herauszugeben.

§ 22

Nachlässe von Schiffsfleuten und Reisenden.

(1) Stirbt in dem einen Staate ein Angehöriger des andern Staates, der zur Besatzung eines Schiffes eines der beiden Staaten gehört hat, so sollen seine Habseligkeiten und der ihm zukommende Lohn (Heuer) der Konsularbehörde zur Verfügung gestellt werden.

(2) Stirbt ein Angehöriger des einen Staates auf der Reise in dem andern Staate, ohne dort seinen Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt gehabt zu haben, so sollen die von ihm mitgeführten Sachen ohne weiteres der Konsularbehörde zur Verfügung gestellt werden.

(3) Die Konsularbehörde, der die in den Abs. 1 und 2 bezeichneten Sachen zur Verfügung gestellt worden sind, wird damit nach den Vorschriften ihres Staates verfahren, nachdem sie die von dem Verstorbenen während seines Aufenthaltes in dem Lande gemachten Schulden geregelt hat.

VIERTER ABSCHNITT.

SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

§ 23

Begriff der Erbberechtigten.

Erbberechtigte im Sinne dieses Abkommens sind die Erben, die Vermächtnisnehmer und die Pflichtteilsberechtigten.

§ 24

Immunität der Konsularbeamten.

Ein Beamter der Konsularbehörde darf in dem Staate, in dem er seinen Amtssitz hat, nicht verklagt werden, soweit es sich um seine Tätigkeit auf Grund dieses Abkommens handelt.

§ 25

Verkehr der Behörden.

Die Bestimmungen des Vertrags über Rechtsschutz und Rechtshilfe sind auf den gegenseitigen Verkehr der Ortsbehörden und der Heimatbehörden (§ 8) auch dann anzuwenden, wenn die ersuchende oder die ersuchte Behörde keine gerichtliche Behörde ist.

§ 26

*Abgaben von Todes wegen :*a) *Innerstaatliche Vorschriften.*

Die in beiden Staaten bestehenden Vorschriften über die Abgaben von Todes wegen, insbesondere die Vorschriften über die Verpflichtungen der Erbberechtigten und anderer Personen, bleiben unberührt.

§ 27

b) *Begriffsbestimmung.*

Unter Abgaben von Todes wegen sind die Abgaben zu verstehen, die im Artikel V des Vertrages zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der Abgaben von Todes wegen vom 28. Mai 1922 bezeichnet sind.

§ 28

Uebergangsbestimmungen.

Das Abkommen ist anzuwenden, wenn der Erblasser nach dem Inkrafttreten des Abkommens stirbt.

§ 29

Zusatzvereinbarungen.

Die Regierungen der beiden Staaten können Vereinbarungen zur Durchführung und Ergänzung dieses Abkommens treffen, insbesondere darüber, unter welchen Voraussetzungen die Ortsbehörden auf Antrag berechtigt sind, den Nachlass zu regeln.

§ 30

Inkrafttreten und Kündigung.

(1) Dieses Abkommen soll ratifiziert werden; die Ratifikationsurkunden sollen so bald wie möglich in Berlin ausgetauscht werden.

(2) Das Abkommen tritt zwei Monate nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

(3) Es kann von jedem der beiden Staaten gekündigt werden, bleibt jedoch nach der Kündigung noch ein Jahr in Geltung.

Urkund dessen haben die Bevollmächtigten das Abkommen in doppelter Urschrift unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

So geschehen in Wien, am 5. Februar 1927.

Hugo Graf LERCHENFELD.

Dr. Carl GOES.

Dr. Wilhelm KIESOW.

Dr. Ignaz SEIPEL.

Dr. Markus LEITMAIER.

Dr. Edmund KRAUTMANN.

¹ TRADUCTION.

N^o 1714. — CONVENTION ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE CONCERNANT LES QUESTIONS DE SUCCESSION. SIGNÉE A VIENNE, LE 5 FÉVRIER 1927.

LE REICH ALLEMAND et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, en vue d'améliorer les rapports d'ordre juridique entre leurs ressortissants et de prévenir les difficultés pouvant résulter de la dissemblance des lois des deux États, sont convenus de régler, par des dispositions communes, les questions de succession intéressant leurs ressortissants respectifs.

A cet effet, ils ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Le comte Hugo LERCHENFELD-KÖFERING, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Le Dr Carl GOES, conseiller référendaire de légation au Ministère des Affaires étrangères ; et

Le Dr Wilhelm KIESOW, conseiller intime de gouvernement, conseiller au Ministère de la Justice du Reich ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'AUTRICHE :

Le Dr Ignaz SEIPEL, chancelier fédéral ;
Le Dr Markus LEITMAYER, conseiller ministériel à la Chancellerie fédérale ; et

Le Dr Edmund KRAUTMANN, conseiller ministériel à la Chancellerie fédérale ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 1714. — CONVENTION BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE AUSTRIAN REPUBLIC REGARDING QUESTIONS OF SUCCESSION. SIGNED AT VIENNA, FEBRUARY 5, 1927.

THE GERMAN REICH and the REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of promoting legal relations between their nationals and of obviating the difficulties which may arise out of differences between the laws of the two countries, have agreed upon joint provisions for the settlement of questions of succession affecting their nationals.

For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Count Hugo LERCHENFELD-KÖFERING, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

Dr. Carl GOES, Counsellor of Legation at the Foreign Office ; and

Dr. Wilhelm KIESOW, Ministerial Counsellor of the Reich, Minister of Justice, and Privy Government Counsellor ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Dr. Ignaz SEIPEL, Federal Chancellor ;
Dr. Markus LEITMAYER, Ministerial Counsellor at the Federal Chancellor's Office ;
and

Dr. Edmund KRAUTMANN, Ministerial Counsellor at the Federal Chancellor's Office ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

*Paragraphe 1.**Egalité de traitement des ressortissants des deux Etats.*

1. Les ressortissants de chacun des deux Etats seront, en ce qui concerne l'acquisition de biens par voie de succession, traités dans l'autre Etat comme les nationaux sous le rapport du droit privé et du droit public ; cette règle s'applique particulièrement aussi aux droits de succession. Les ressortissants de l'un des Etats qui, dans l'autre Etat, prétendent droit à une succession devront être capables d'hériter en vertu des lois du pays du défunt et de celles de leur propre pays.

2. La présente convention ne déroge pas aux règles en vigueur dans l'un des deux Etats, selon lesquelles les personnes juridiques doivent, pour pouvoir acquérir des biens par voie de succession, être munies d'une autorisation de l'Etat.

*Paragraphe 2.**Compétence de l'autorité consulaire en matière de représentation.*

Dans toutes les affaires de succession en cours de règlement sur le territoire de l'un des deux Etats, l'autorité consulaire est légalement compétente pour représenter, vis-à-vis des autorités locales, les ressortissants de son pays, lorsque ceux-ci sont absents et n'ont pas désigné d'autre mandataire.

CHAPITRE II

ORDRE DE SUCCESSION ET DISPOSITIONS TESTAMENTAIRES.

*Paragraphe 3.**Attribution de l'hérédité en vertu du droit du pays du défunt.*

1. La succession des ressortissants de l'un des Etats, en ce qui concerne les biens mobiliers et

SECTION ONE.

GENERAL PROVISIONS.

*Paragraph 1.**Equality of treatment for nationals of both countries.*

(1) The nationals of the one country shall receive in the other country the same treatment under private and public law with regard to the acquisition of property *mortis causa* as nationals of the latter country. This applies in particular to succession-duties. Nationals of the one country who claim statutory rights of inheritance in the other, must possess capacity to inherit, according to both the law of the country of the deceased and the law of their own country.

(2) The rules in force in either of the two countries, which provide that juridical persons must have the authorisation of the State to acquire property *mortis causa*, shall remain unaffected by the present Convention.

*Paragraph 2.**Powers of representation vested in the consular authorities.*

In all questions of succession which are dealt with in the territory of one of the two countries, the consular authorities shall be empowered by law to represent their nationals before the local authorities, if the said nationals are absent and have appointed no other agent with full powers.

SECTION TWO.

ORDER OF SUCCESSION AND DISPOSITIONS MORTIS CAUSA.

*Paragraph 3.**Statutory rights of inheritance to be governed by lex loci.*

(1) The nationals of the one country shall be governed, as regards their statutory rights

immobiliers situés dans l'autre Etat, sera régie par le droit de l'Etat dont le *de cuius* était ressortissant au moment de sa mort; il en sera de même de la responsabilité de l'héritier quant aux obligations afférentes à la succession.

2. En ce qui concerne les objets qui, selon le droit de l'Etat où ils se trouvent, sont soumis à un régime des biens particulier (fidéi-commis, biens intégralement transmissibles, etc.) l'ordre de succession sera régi par le droit dudit Etat.

Paragraphe 4.

Successions en déshérence.

Toute succession qui, selon le droit du pays du défunt et à défaut d'autres successibles légaux échoit à une personne juridique, notamment à l'Etat, et qui lors du décès du *de cuius* se trouve dans l'autre Etat, sera régie par le droit de cet Etat. La succession échoit à la personne juridique à laquelle elle écherrait si elle provenait d'un ressortissant du pays même.

Paragraphe 5.

Dispositions testamentaires.

a) *Forme :*

La forme dans laquelle doit être dressé un testament est déterminée par le droit de l'Etat dont le défunt était ressortissant au moment où a été établi le testament; il suffira, toutefois, que soient observées les lois du lieu où est dressé le testament. Il en sera de même en ce qui concerne la révocation d'un testament.

Paragraphe 6.

b) *Capacité, vices de consentement.*

1. La capacité de tester est régie par le droit de l'Etat dont le défunt était ressortissant au moment où le testament a été établi. C'est également en vertu de ce droit qu'il sera déterminé si l'établissement d'un testament commun ou d'un contrat d'hérédité est permis, ou si certaines personnes ne peuvent tester que sous une forme particulière.

of inheritance in respect of movable and immovable property situated in the other country, by the law of the country to which the deceased belonged at the time of his death; this also applies to the devolution of the liabilities of the estate upon the heirs.

(2) In the case of real property, which, under the law of the country in which it is situated, is subject to a special régime (trusts, entails, and the like), the order of succession shall be determined by the law of the said country.

Paragraph 4.

Successions in the absence of heirs.

An estate which would, according to the law of the country of the deceased, legally pass in the absence of any other statutory heir, to a juridical person, more particularly the State, shall, in so far as it may be situated in the other country at the time of the deceased's death, be governed by the law of the said country. The estate shall pass to the juridical person to whom it would descend if the deceased had been a national of that country.

Paragraph 5.

Dispositions mortis causa.

(a) *Form.*

The form in which dispositions *mortis causa* should be made shall be governed by the law of the country to which the deceased belonged at the time of making such disposition. The observance of the local laws at the place at which the said disposition was made, shall suffice. This applies also to the revocation of a disposition *mortis causa*.

Paragraph 6.

(b) *Capacity : Absence of intention.*

(1) Capacity to make a disposition *mortis causa* shall be determined by the law of the country to which the deceased belonged at the time of making such disposition. The said law shall also decide whether a joint will or contract of inheritance is allowable, and whether certain persons can only make dispositions *mortis causa* in a special form.

2. La portée juridique des vices de consentement (erreur, fraude, menace) en matière testamentaire est régie par le droit de l'Etat dont le défunt était ressortissant au moment où a été dressé le testament.

Paragraphe 7.

Révocation des testaments.

Les règles concernant l'établissement de testaments (paragraphe 5 et 6) s'appliquent aussi, par analogie, à leur révocation. Toutefois, si la nationalité que possédait le testateur au moment où il a dressé un testament se trouve modifiée par la suite, sa capacité de révoquer le testament n'en sera pas affectée.

CHAPITRE III

COMPÉTENCE DES AUTORITÉS, PROCÉDURE.

Paragraphe 8.

Compétence des autorités en matière de succession.

1. Les fonctions qui, à l'occasion du règlement d'une succession, incombent aux autorités seront assumées par les autorités de l'Etat dont le défunt était ressortissant au moment de sa mort (*Heimatbehörden*). Les autorités consulaires seront également réputées autorités du pays (*Heimatbehörde*) si le droit de leur Etat leur confère lesdites fonctions dans le cadre de la présente convention.

2. Dans le cas visé au paragraphe 3, alinéa 2, les autorités compétentes seront celles de l'Etat par le droit duquel est régi l'ordre de succession.

Paragraphe 9.

Notification des décès.

1. En cas de décès, l'autorité locale avisera sans retard l'autorité consulaire de l'Etat dont le défunt était ressortissant au moment de sa

(2) The legal meaning of absence of intention (*Willensmängel*) (mistake, fraud, intimidation), in dispositions *mortis causa* shall be construed according to the law of the country to which the deceased belonged at the time of making such disposition.

Paragraph 7.

Revocation of dispositions mortis causa.

The provisions governing the making of dispositions *mortis causa* (Paragraphs 5 and 6), shall apply *mutatis mutandis* to the revocation of such dispositions. If the nationality of the deceased, which determined the law applicable at the time of the making of the disposition *mortis causa*, shall have changed in the meanwhile, his capacity to revoke a disposition *mortis causa* shall nevertheless remain unaffected.

SECTION THREE.

COMPETENCE OF THE AUTHORITIES, PROCEDURE.

Paragraph 8.

Competence of the authorities dealing with succession.

(1) The duties devolving upon the authorities in the settlement of successions shall be undertaken by authorities of the country to which the deceased belonged at the time of his death (home authorities). The consular authorities shall also be deemed to be home authorities in so far as the duties to be performed under the terms of the present Treaty devolve upon them under the law of their country.

(2) In the case referred to in paragraph 3, subparagraph 2, the competent authorities shall be those of the country whose law determines the order of succession.

Paragraph 9.

Notification of death.

(1) The local authorities must give the consular authorities of the country to which the deceased belonged at the time of his death

mort et lui communiquera les renseignements qu'elle possède sur les héritiers et leur lieu de séjour, sur la succession ainsi que sur l'existence d'un testament.

2. Si c'est l'autorité consulaire qui, la première, est informée du décès, elle en avisera l'autorité locale de la même manière.

Paragraphe 10.

Mesures conservatoires.

a) *Institution.*

1. Les autorités de chacun des deux Etats assureront la conservation des biens de la succession se trouvant dans leur pays, s'il est nécessaire et aussi longtemps qu'il sera nécessaire; elles pourront notamment désigner un curateur à la succession. Il y aura lieu de désigner un curateur si la succession doit faire l'objet d'une action par devant les tribunaux ou d'autres autorités.

2. Si, malgré la requête de l'autorité consulaire, l'autorité locale ne prend aucune mesure conservatoire, ou s'il y a urgence, l'autorité consulaire pourra, en se conformant au droit de son Etat, apposer les scellés sur les biens de la succession et en dresser l'inventaire.

3. L'autorité locale et l'autorité consulaire, si les circonstances le permettent, devront se notifier réciproquement les mesures conservatoires envisagées et celles qui ont été prises. S'il n'y a pas péril en la demeure, elle devront mutuellement se fournir la possibilité de coopérer à l'apposition des scellés et à l'établissement de l'inventaire de la succession, ainsi qu'à la levée des scellés.

Paragraphe 11.

b) *Abrogation.*

Les mesures prises en vertu du paragraphe 10, premier alinéa devront être rapportées si les autorités du pays du défunt le requièrent. L'abrogation d'une curatelle à la succession ne pourra toutefois être exigée que lorsque d'autres mesures auront été prises pour que les héritiers ou la succession soient représentés.

immediate notice of the death, and supply them with all available particulars as to the heirs, and their place of residence, the estate, and the existence of a disposition *mortis causa*.

(2) If the consular authorities are the first to receive information of the death they shall, in a like manner, inform the local authorities.

Paragraphe 10.

Precautionary measures for the preservation of the estate:

(a) *Institution of such measures.*

(1) The authorities of each of the two countries shall take steps for the preservation of such property belonging to the estate as is situated within their territory, so far, and for so long as, such measures are required; they may, in particular, appoint a curator for the estate. The curator of the estate shall be appointed if claims against the estate are to be lodged in Court or with other authorities.

(2) If in spite of the request of the consular authorities the local authorities take no precautionary measures, or if the case is urgent, then the consular authorities shall be entitled to place the estate under seal and to take an inventory in accordance with the law of their own country.

The local authorities and the consular authorities shall, so far as circumstances permit, notify each other of the precautionary measures contemplated and instituted. Unless delay would be dangerous, they shall give each other the opportunity of participating in the affixing of the seals, the taking of the inventory of the estate and the removal of the seals.

Paragraphe 11.

(b) *Revocation of the measures.*

The measures taken under paragraph 10, subparagraph (1) shall be revoked at the request of the home authorities. The termination of the curatorship of the estate may, however, not be demanded unless the representation of the heirs or of the estate has been otherwise provided for.

Paragraphe 12.

Procédure applicable aux testaments.

1. Tout testament dressé par un ressortissant de l'un des Etats et se trouvant dans l'autre Etat sera recueilli et ouvert par les autorités locales. Une copie certifiée conforme du testament ainsi que le procès-verbal en constatant l'ouverture seront communiqués à l'autorité du pays du défunt. Si celle-ci en fait la demande, l'original du testament lui sera transmis ; en ce cas, l'autorité locale en gardera une copie certifiée conforme.

2. Si l'autorité locale en fait la demande, l'autorité du pays du défunt lui communiquera, pour examen, tout testament se trouvant entre ses mains et lui en délivrera une copie certifiée conforme.

Paragraphe 13.

*Droits et obligations de l'autorité consulaire :**a) Prise de possession et administration de la succession.*

1. L'autorité consulaire pourra, dans les cas où l'héritier serait lui-même en droit de le faire, prendre possession de la succession même si l'autorité locale a soumis celle-ci à des mesures conservatoires. En ce cas, toute curatelle à la succession, instituée en vertu du paragraphe 10, premier alinéa, sera abrogée.

2. L'autorité consulaire pourra recevoir, légaliser ou authentifier les déclarations d'une personne successible se rapportant à la succession et servir de médiateur dans les contestations entre successibles lorsque ceux-ci comparaissent de leur plein gré.

3. Lorsque l'autorité consulaire aura pris possession d'une succession, elle sera tenue de pourvoir à son administration régulière. Elle pourra notamment disposer des biens de la succession dans les limites d'une administration régulière, faire valoir vis-à-vis des autorités locales les droits afférents à la succession et être actionné par devant les autorités locales à raison des obligations contractées par le défunt.

Paragraph 12.

Procedure to be followed in dealing with disposition mortis causa.

(1) A disposition *mortis causa* made by a national of the one country and deposited in the territory of the other country shall be secured and opened by the local authorities. A certified true copy of the disposition *mortis causa* and the written record of the proceedings at the opening thereof shall be transmitted to the home authorities. At the request of the latter, the original of the disposition *mortis causa* shall be forwarded to them ; in this case a certified true copy shall be retained.

(2) The home authorities shall, on request, send a disposition *mortis causa* in its possession to the local authorities for examination, and shall supply them with a certified true copy thereof.

Paragraph 13.

*Rights and duties of the consular authorities :**(a) Taking possession of the estate, and its administration.*

(1) The consular authorities shall be entitled to take possession of the estate, even though precautionary measures for its preservation may have been taken by the local authorities, provided the heir would be entitled to do so. In such a case any curatorship of the estate which may have been instituted under paragraph 10, subparagraph 1, shall be terminated.

(2) The consular authorities may take, certify, or authenticate the declarations of a statutory heir which relate to the estate and may also act as intermediary in discussions among the statutory heirs, if they attend of their own free will.

(3) If the consular authorities have taken possession of the estate, they must provide for its proper administration. In particular, they shall have such control over the property of the estate as is consistent with the requirements of good administration ; they may enforce the rights attaching to the estate before the local authorities and may be proceeded against by the local authorities in respect of liabilities contracted by the deceased.

Paragraphe 14.

b) *Mise à couvert des créanciers de la succession.*

1. L'autorité consulaire gardera en dépôt pendant trois mois, à partir de la mort du défunt, les biens de la succession dont elle aura pris possession. Toutefois, elle pourra en tout temps payer par anticipation sur le montant de la succession, les frais de la dernière maladie et d'enterrement du défunt, le loyer semestriel, le salaire des domestiques, les frais judiciaires, taxes consulaires et autres dépenses analogues et, en cas de besoin, les sommes nécessaires à l'entretien de la famille du défunt.

2. L'autorité consulaire ne devra ni permettre le transfert à l'étranger de biens de la succession, ni opérer remise de ces biens à l'héritier, à un exécuteur testamentaire ou à tout autre ayant-droit, avant qu'il ait été pourvu au règlement ou au cautionnement des créances qui lui auront été notifiées. Cette obligation expirera si, dans le délai de six mois à partir de la mort du défunt, l'autorité consulaire n'a pas été avisée que la créance a été reconnue ou a fait l'objet d'une action en justice.

Paragraphe 15.

c) *Cautionnement des droits de succession.*

1. L'autorité consulaire fera connaître aussitôt que possible à l'autorité locale ayant compétence pour déterminer le montant des droits de succession et autres taxes publiques, le nom de l'héritier ou du légataire qui aura justifié de ses droits, ainsi que l'importance de la part de succession ou l'objet du legs, et lui communiquera tous autres renseignements utiles pour le calcul des droits de succession.

2. Même après l'expiration du délai spécifié au paragraphe 14, alinéa 2, l'autorité consulaire ne pourra ni permettre le transfert à l'étranger de biens de la succession, ni opérer remise de ces biens à l'héritier, à un exécuteur testamentaire ou à un autre ayant-droit, avant qu'aient été payés ou cautionnés les droits de succession dus dans le pays où se trouve la succession. Avant de procéder à la remise, elle se concertera avec l'autorité locale en vue d'établir si les droits de succession ont été payés ou quelle portion de la

Paragraphe 14.

(b) *Provision and security for creditors of the estate.*

(1) The consular authorities shall keep the property of the estate of which it has taken possession until three months have elapsed after the death of the deceased. They shall be entitled at all times to make advance payments out of the estate to cover the cost of the deceased's last illness and funeral, the half-yearly rent, the wages of domestic servants, the judicial, consular and other similar fees, and if necessary, the maintenance of the deceased's family.

(2) The consular authorities must not allow property belonging to the estate to be conveyed abroad, or to be delivered to the heir, executor, or other person entitled to it, until a settlement has been effected, or security provided, in respect of the claims lodged with the said authorities. The liabilities shall lapse unless the consular authorities receive information within six months of the death of the deceased that the claim has been recognised or that legal proceedings have been taken in regard thereto.

Paragraphe 15.

(c) *Security in respect of death duties.*

(1) The consular authorities shall, as soon as possible, inform the authorities responsible for the assessment of death duties and of public taxes of the name of the heir or legatee who has established his right, as well as of the extent of the inherited portion of the estate or of the object of the legacy, and of all other particulars required for the assessment of death duties.

(2) Notwithstanding the expiry of the period specified in paragraph 14, subparagraph 2, the consular authorities shall not allow objects belonging to the succession to be conveyed abroad and shall not deliver them to the heir, an executor or other person entitled until payment has been made or security given in respect of the death duties payable to the country in which the estate is situated. Before surrendering such objects they shall consult the local authorities with a view to ascertaining

succession il convient de retenir en vue de cautionner lesdits droits.

Paragraphe 16.

Exécution forcée sur les biens de la succession.

L'exécution forcée sur les biens de la succession pourra avoir lieu même si ces biens se trouvent entre les mains de l'autorité consulaire ; toutefois, il ne pourra être fait usage, à cet effet, de la contrainte directe. L'autorité consulaire sera tenue, à la requête de l'autorité locale, de se dessaisir des biens de la succession aux fins de l'exécution forcée.

Paragraphe 17.

Remise de la succession par l'autorité locale.

Si l'autorité consulaire n'a pas pris possession des biens de la succession, l'autorité locale, à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la mort du *de cuius*, délivrera la succession à l'héritier, à l'exécuteur testamentaire ou, s'il ne s'est présenté ni héritier ni exécuteur testamentaire attitrés, à l'autorité du pays du défunt. L'autorité locale pourra, en vue de garantir le paiement des droits de succession, et le règlement des comptes présentés par les créanciers de la succession, conserver au delà de ce délai les biens de la succession détenus par elle, dans les cas identiques à ceux où l'autorité consulaire est tenue de le faire, en vertu des paragraphes 14 et 15.

Paragraphe 18.

Certificats ayant trait à des droits de succession.

1. Un certificat, attestant un rapport juridique successoral et, notamment, le droit d'un héritier ou d'un exécuteur testamentaire, délivré par les autorités du pays dont le défunt était ressortissant suffira, même dans l'autre pays, pour établir le rapport juridique en question.

2. L'ayant-droit pourra, en se fondant sur un certificat de cette nature, demander aux autori-

whether the death duties have been paid or what portion of the estate should be set aside as security therefor.

Paragraph 16.

Compulsory execution against property belonging to the estate.

Compulsory execution against property belonging to the estate shall be permissible even though it is in the possession of the consular authorities ; measures of constraint shall, however, not be allowable. The consular authorities shall be required to surrender the property belonging to the estate for purposes of compulsory execution at the request of the local authorities.

Paragraph 17.

Handing over of estate by the local authorities.

If the consular authorities have not taken possession of the property belonging to the estate, the local authorities shall be required, at the expiry of the period of three months reckoned from the date of the death of the deceased to hand over the estate to the heir or to an executor ; or, if no heir or executor has established his status by that time, to the home authorities. The local authorities shall be entitled, after the expiry of the aforesaid period and in the circumstances in which the consular authorities are compelled to take such action in accordance with paragraphs 14 and 15, to retain property belonging to the estate, which is in its possession as security for death duties and for the claims of creditors of the estate.

Paragraph 18.

Certificates of inheritance.

(1) A certificate as to the holder's status under the law of succession, and especially as to the rights of the heir or of an executor, which has been issued by the authorities of the home country, shall suffice, in the other country, to establish such status.

(2) On the strength of such a certificate, the person entitled can also claim that his

tés chargées de la tenue des livres et registres publics, même dans l'autre pays, l'intabulation, ou l'inscription, sous une autre forme, d'un droit dans lesdits livres et registres. L'intabulation ou l'inscription ne pourra être refusée pour le motif que l'immeuble ou le droit en question n'est pas expressément spécifié dans le certificat.

Paragraphe 19.

Actions ayant trait à des rapports juridiques successoraux.

Les tribunaux de l'Etat par le droit duquel est régie l'ordre de succession seront seuls compétents pour connaître des actions ayant pour objet la reconnaissance du droit d'hérédité, les réclamations d'un héritier contre un possesseur d'hérédité, les réclamations relatives à un legs ou à d'autres dispositions testamentaires, des droits à la réserve ou le partage de la succession. Toutefois, en vertu d'un accord exprès ou tacite des parties, un tribunal de l'autre Etat pourra également connaître des actions de cette nature ; la présente disposition n'est pas applicable aux cas prévus au paragraphe 3, alinéa 2.

Paragraphe 20.

Saisies-arrêts et mesures provisoires.

1. En vue de garantir la satisfaction des revendications d'ordre successoral visées au paragraphe 19, les tribunaux de l'Etat dans lequel se trouvent les biens de la succession pourront, en se conformant à la législation de leur pays, prendre des mesures conservatoires et, notamment, ordonner des saisies-arrêts et rendre des décisions provisoires (*einstweilige Verfügungen*).

2. Lesdites mesures seront rapportées, à la requête de l'un des intéressés, notamment :

1^o Si un tribunal compétent en vertu du paragraphe 19, a décidé, par un arrêt ayant acquis force de chose jugée, que les réclamations ainsi garanties ne sont pas fondées, et si l'arrêt doit être reconnu dans l'autre Etat.

2^o Si un délai de six mois s'est écoulé depuis l'institution desdites mesures et s'il n'a pas été prouvé, avant leur abrogation, qu'une action en justice a été introduite auprès de l'un des tribunaux compétents en vertu du paragraphe 19.

right shall be entered or otherwise recorded in the public books and registers of the authorities keeping such books and registers in the other country. Such entry or record may not be refused on the ground that the real estate or right has not been specified in the certificate.

Paragraph 19.

Actions with reference to status under the law of succession.

In actions concerned with the establishment of rights of inheritance, the claim of an heir against the holder of inherited property, claims arising out of legacies or other dispositions *mortis causa*, claims to legitimate portions, or for the partition of the estate, the competent courts shall be those of the country whose law determines the order of succession. By express or tacit agreement among the parties, the court of another country may nevertheless become competent ; this does not apply to the cases referred to in paragraph 3, subparagraph 2.

Paragraph 20.

Attachments and provisional decrees.

(1) In order to secure claims under the law of inheritance (paragraph 19) the courts of the country in which the property belonging to the estate is situated may take such provisional measures as are provided for in their law, and may in particular order attachments and issue provisional decrees (*einstweilige Verfügungen*).

(2) Such measures shall be revoked at the request of one of the parties :

1. Even if a court which is competent under paragraph 19 has given a ruling, having force of law, that the claims to be secured do not exist, and such ruling has to be recognised in the other country ;

2. If six months have elapsed since the institution of the said measures and if, before their revocation, no evidence is produced to show that proceedings have been taken in a court which is competent under paragraph 19.

*Paragraphe 21.**Faillite déclarée de la succession.*

1. Sur la requête d'une personne successible ou d'un créancier de la succession, l'autorité locale pourra, en se conformant aux lois de son pays, déclarer la faillite sur le succession. La faillite n'englobera que la fraction des biens successoraux située dans l'Etat dont relève l'autorité qui a déclaré la faillite.

2. En cas de déclaration de faillite l'autorité consulaire sera tenue de remettre à l'autorité locale ou au syndic de la faillite tous les biens successoraux faisant partie de la masse de la faillite.

*Paragraphe 22.**Successions de marins et de voyageurs.*

1. En cas de décès, dans l'un des Etats, d'un ressortissant de l'autre Etat ayant appartenu à l'équipage d'un navire de l'un des deux Etats, ses hardes et le montant du salaire (paye) qui lui restait dû, seront mis à la disposition de l'autorité consulaire.

2. Si un ressortissant de l'un des Etats meurt en cours de voyage sur le territoire de l'autre Etat, sans y avoir eu son domicile ou sa résidence habituelle, les objets qu'il avait avec lui seront mis à la disposition de l'autorité consulaire, sans autre formalité.

3. L'autorité consulaire à la disposition de laquelle auront été mis les objets mentionnés aux alinéas 1 et 2, se comportera à leur égard conformément aux lois de son pays, après avoir réglé les dettes contractées par le défunt pendant son séjour dans le pays.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINALES.

*Paragraphe 23.**Définition du terme « successibles ».*

Au sens de la présente convention, les successibles sont les héritiers, les légataires et les réservataires.

*Paragraph 21.**Bankruptcy of estate.*

(1) On the application of a statutory heir or of a creditor of the estate, bankruptcy proceedings against the estate can be opened by the local authorities in accordance with their law. The bankruptcy shall only affect such part of the estate as is situated in the country whose authority has instituted proceedings in bankruptcy.

(2) If proceedings in bankruptcy have been instituted, the consular authorities shall be required to surrender to the local authorities or to the official receiver all objects which belong to the bankrupt estate.

*Paragraph 22.**Estate of sailors and travellers.*

(1) If a national of the one country who belonged to the ship's company of a vessel of either of the two countries dies in the other country, his goods and chattels and the wages (pay) due to him shall be handed over to the consular authorities.

(2) If a national of one of the countries dies whilst travelling in the other country, and was not domiciled or normally resident in the latter country, the articles in his possession shall be handed over forthwith to the consular authorities.

(3) The consular authorities to whom the articles mentioned in paragraphs 1 and 2 have been handed over, will deal with them in accordance with the regulations of their country, after having first settled the debts contracted by the deceased during his stay in the country.

SECTION FOUR.

FINAL PROVISIONS.

*Paragraph 23.**Definition of the term " statutory heir ".*

Statutory heirs within the meaning of this Convention shall be the heirs, the legatees and the person entitled to legitimate portions.

*Paragraphe 24.**Immunité des fonctionnaires consulaires.*

Tout fonctionnaire consulaire ne pourra être assigné dans le pays de sa résidence à raison d'actes se rapportant aux attributions qu'il exerce en vertu de la présente convention.

*Paragraphe 25.**Rapports entre les autorités.*

Les dispositions du traité concernant la protection légale et la coopération judiciaire seront applicables aux rapports entre les autorités locales et celles du pays du défunt (paragraphe 8) même lorsque l'autorité requérante ou l'autorité requise n'est pas une autorité judiciaire.

*Paragraphe 26.**Droits de succession :*a) *Dispositions intérieures.*

La présente convention ne dérogera pas aux dispositions légales en vigueur dans les deux Etats en matière de droits de succession, et notamment à celles qui ont trait aux obligations des successibles et autres personnes.

*Paragraphe 27.*b) *Définition.*

Par « droits de succession », il convient d'entendre les droits spécifiés à l'article V du Traité du 28 mai 1922 destiné à éviter la double imposition en matière de droits de succession.

*Paragraphe 28.**Dispositions transitoires.*

La présente convention sera applicable au cas de toute personne décédée après l'entrée en vigueur de la convention.

*Paragraph 24.**Immunity of consular officials.*

A consular official may not be proceeded against in the country in which he has his official residence for any action taken under the terms of this Convention.

*Paragraph 25.**Relations between the authorities.*

The provisions of the Treaty on legal protection and legal cooperation shall apply in relations between the local authorities and the home authorities (paragraph 8) even if the authority making or receiving an application is not a judicial authority.

*Paragraph 26.**Death duties :*(a) *Internal regulations.*

The regulations governing death duties, in force in both countries, more particularly the provisions governing the liabilities of statutory heirs and other persons shall remain unaffected.

Paragraph 27.(b) *Definition.*

By death duties is meant the duties referred to in Article V of the Treaty for the prevention of double taxation in the matter of death duties, concluded on May 28th, 1922.

*Paragraph 28.**Transitional provisions.*

This Convention shall apply if the deceased dies after the date of its coming into force.

*Paragraphe 29.**Arrangements additionnels.*

Les gouvernements des deux Etats pourront convenir d'arrangements en vue d'exécuter et de compléter la présente convention, notamment en ce qui concerne les conditions dans lesquelles les autorités locales sont qualifiées pour procéder au règlement d'une succession lorsqu'elles en sont requises.

*Paragraphe 30.**Entrée en vigueur et dénonciation.*

1. La présente convention devra être ratifiée ; les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Berlin.

2. La convention entrera en vigueur deux mois après l'échange des instruments de ratification.

3. Elle pourra être dénoncée par chacun des deux Etats, mais restera encore en vigueur pendant un an à dater du jour de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention en double original et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Vienne, le 5 février 1927.

*Paragraph 29.**Additional Convention.*

The Governments of both countries may conclude agreements with a view to executing and supplementing the present Convention, especially with reference to the conditions under which the local authorities shall be entitled on request to effect a settlement in matters of succession.

*Paragraph 30.**Coming into force and denunciation.*

(1) The present Convention shall be ratified ; the instruments of ratification shall be exchanged at Berlin as soon as possible.

(2) The present Convention shall come into force two months after the exchange of the instruments of ratification.

(3) It may be denounced by either country, but shall remain in force for a period of one year following denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention in two original copies and have thereto affixed their seals.

Done at Vienna, February 5, 1927.

Hugo Graf LERCHENFELD.

D^r Carl GOES.

D^r Wilhelm KIESOW.

D^r Ignaz SEIPEL.

D^r Markus LEITMAYER.

D^r Edmund KRAUTMANN.

N° 1715.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE

Convention relative à la tutelle. Signée à Vienne, le 5 février 1927.

GERMANY AND AUSTRIA

Convention regarding Guardianship. Signed at Vienna, February 5, 1927.

TEXTE ALLEMAND — GERMAN TEXT.

No. 1715. — VORMUNDSCHAFTSABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER REPUBLIK ÖSTERREICH, GEZEICHNET IN WIEN, AM 5. FEBRUAR 1927.

Texte officiel allemand communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 18 mai 1928. *German official text communicated by the German Consul General at Geneva. The registration of this Convention took place May 18, 1928.*

DAS DEUTSCHE REICH und DIE REPUBLIK ÖSTERREICH sind übereingekommen, zum Wohle der Angehörigen beider Staaten gemeinsame Bestimmungen zur Regelung der Vormundschaft über Minderjährige zu treffen.

Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Die Herren Ausserordentlichen Gesandten und Bovollmächtigten Minister Hugo Graf LERCHENFELD-KÖFERING,

Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amt Dr. Carl GOES,
und Ministerialrat im Reichsjustizministerium Dr. Ernst BRANDIS ;

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Die Herren

Bundeskanzler Dr. Ignaz SEIPEL,
Ministerialrat im Bundeskanzleramt Dr. Markus LEITMAIER
und Ministerialrat im Bundeskanzleramt Dr. Edmund KRAUTMANN,

die ihre Vollmachten vorgelegt, in guter und gehöriger Form befunden und folgendes vereinbart haben :

Artikel 1.

1. Ein Minderjähriger, der dem einen Staate angehört (Heimatstaat), sich aber gewöhnlich in dem andern Staate aufhält (Aufenthaltsstaat) wird von den Behörden des Aufenthaltsstaates bevormundet.

2. Die Behörden des Heimatstaates können jederzeit die Aufhebung der Vormundschaft verlangen. Von der Aufhebung ist der ersuchenden Behörde Mitteilung zu machen.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 23 août 1927.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, August 23, 1927.

Artikel 2.

1. Verlegt ein Minderjähriger, der in seinem Heimatstaate bevormundet wird, seinen gewöhnlichen Aufenthalt in den andern Staat, so ist er dort zu bevormunden, wenn die Vormundschaftsbehörde des Heimatstaates es verlangt.

2. Von dem Eintritte der neuen Vormundschaft ist der bisherigen Vormundschaftsbehörde Mitteilung zu machen.

Artikel 3.

1. Die Vormundschaft erstreckt sich auf die Person und das gesamte Vermögen des Minderjährigen, gleichviel wo es sich befindet.

2. Dies gilt nicht für Grundstücke, die nach dem Rechte des Staates, in dem sie liegen, einer besonderen Güterordnung unterworfen sind.

Artikel 4.

1. In den Fällen der Artikel 1 und 2 ist das Recht des Heimatstaates dafür massgebend, wann und aus welchem Grunde eine Vormundschaft beginnt oder endet.

2. In allen übrigen Beziehungen gilt das Recht des Staates, dessen Behörde die Vormundschaft führt; dabei kommen jedoch die Vorschriften des Aufenthaltsstaates, nach denen eine Vormundschaft ohne Anordnung der Vormundschaftsbehörde eintritt, für Angehörige des andern Staates nur in Betracht, soweit der Aufenthaltsstaat dies bestimmt.

Artikel 5.

1. Solange eine Vormundschaft noch nicht besteht sowie in allen dringenden Fällen haben die Ortsbehörden nach den für sie geltenden Vorschriften die Massnahmen zu treffen, die zum Schutze der Person und des Vermögens eines minderjährigen Angehörigen des andern Staates erforderlich sind.

2. Von jeder Massnahme ist der zur Führung der Vormundschaft zuständigen Behörde Mitteilung zu machen. Auf Verlangen dieser Behörde ist die Massnahme aufzuheben.

Artikel 6.

Die Bestimmungen des Vertrags über Rechtsschutz und Rechtshilfe sind auf den gegenseitigen Verkehr der Vormundschaftsbehörden auch dann anzuwenden, wenn für die den Vormundschaftsgerichten obliegenden Verrichtungen andere als gerichtliche Behörden zuständig sind.

Artikel 7.

1. In den Fällen der Artikel 1 und 2 sind der Behörde, die eine neue Vormundschaft führt, auf ihr Verlangen die Akten oder Teile davon zu überlassen; an Stelle der Urschriften können Abschriften mitgeteilt werden.

2. Diese Bestimmungen gelten entsprechend für die im Artikel 5 bezeichneten Fälle.

Artikel 8.

Die Regierungen der beiden Staaten können zur Durchführung und Ergänzung dieses Abkommens Vereinbarungen über die weitere Regelung der Fürsorge für Minderjährige treffen.

Artikel 9.

Die Bestimmungen des Haager Abkommens¹ zur Regelung der Vormundschaft über Minderjährige vom 12. Juni 1902 finden im Verhältnisse zwischen den beiden Staaten keine Anwendung.

Artikel 10.

1. Dieses Abkommen soll ratifiziert werden; die Ratifikationsurkunden sollen sobald wie möglich in Berlin ausgetauscht werden.

2. Das Abkommen tritt zwei Monate nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft. Es kann von jedem der beiden Staaten gekündigt werden, bleibt jedoch nach der Kündigung noch sechs Monate in Geltung.

Urkund dessen haben die Bevollmächtigten das Abkommen in doppelter Urschrift unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

So geschehen in Wien, am 5. Februar 1927.

Hugo Graf LERCHENFELD.

Dr. Carl GOES.

Dr. Ernst BRANDIS.

Dr. Ignaz SEIPEL.

Dr. Markus LEITMAIER.

Dr. Edmund KRAUTMANN.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXI, page 724.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 95, page 421.

¹ TRADUCTION.

N^o 1715. — CONVENTION ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE RELATIVE A LA TUTELLE. SIGNÉE A VIENNE, LE 5 FÉVRIER 1927.

LE REICH ALLEMAND et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE sont convenus d'édicter dans l'intérêt des ressortissants des deux Etats des dispositions communes au sujet de la tutelle des mineurs.

A cet effet, ils ont nommé pour plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Le comte Hugo LERCHENFELD-KÖEFERING, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

M. le D^r Carl GOES, conseiller référendaire de Légation au Ministère des Affaires étrangères ; et

M. le D^r Ernst BRANDIS, conseiller au Ministère de la Justice du Reich ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. le D^r Ignaz SEIPEL, chancelier fédéral ;

M. le D^r Markus LEITMAIER, conseiller ministériel à la Chancellerie fédérale ; et

M. le D^r Edmund KRAUTMANN, conseiller ministériel à la Chancellerie fédérale ;

Qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

1. A l'égard de tout mineur ressortissant à l'un des deux Etats (Etat d'origine) mais qui

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 1715. — CONVENTION BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE REPUBLIC OF AUSTRIA REGARDING GUARDIANSHIP. SIGNED AT VIENNA, FEBRUARY 5, 1927.

THE GERMAN REICH and THE REPUBLIC OF AUSTRIA have agreed, in the interests of their respective nationals, to frame joint instructions for the settlement of questions concerning the guardianship of minors.

For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Count Hugo LERCHENFELD-KÖEFERING, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

Dr. Carl GOES, Councillor of Legation in the Ministry of Foreign Affairs ; and

Dr. Ernest BRANDIS, Ministerial Councillor in the Reich Ministry of Justice ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Ignaz SEIPEL, Federal Chancellor ;

Dr. Markus LEITMAIER, Ministerial Councillor in the Federal Chancellery ; and

Dr. Edmund KRAUTMANN, Ministerial Councillor in the Federal Chancellery ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

(1) The guardianship of a minor who is a national of one of the two countries (country of

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

réside habituellement dans l'autre Etat (Etat de résidence), la tutelle sera exercée par les autorités de l'Etat de résidence.

2. Les autorités de l'Etat d'origine pourront, à tout moment, demander la levée de la tutelle. Si la tutelle est levée, l'autorité requérante devra en être avisée.

Article 2.

1. Si un mineur placé sous tutelle dans son Etat d'origine, transfère sa résidence habituelle dans l'autre Etat, il sera constitué une nouvelle tutelle dans ce dernier sur la demande de l'autorité des tutelles de l'Etat d'origine.

2. L'ancienne autorité des tutelles devra être informée du changement effectif de la tutelle.

Article 3.

1. La tutelle s'étend à la personne et à l'ensemble des biens du mineur, quel que soit le lieu où ces biens se trouvent.

2. La présente disposition ne s'applique pas aux biens-fonds placés sous un régime foncier spécial par le droit de l'Etat où ils se trouvent.

Article 4.

1. Dans les cas prévus aux articles 1 et 2, la question de savoir à quelle date et pour quel motif la tutelle s'ouvre ou cesse, sera tranchée d'après le droit de l'Etat d'origine.

2. A tous autres égards, il conviendra d'appliquer le droit de l'Etat dont l'autorité exerce la tutelle ; toutefois, les dispositions de l'Etat de résidence concernant les cas dans lesquels la tutelle est constituée sans ordonnance de l'autorité des tutelles ne s'appliqueront aux ressortissants de l'autre Etat que si l'Etat de résidence le prescrit.

Article 5.

1. En attendant la constitution de la tutelle, ainsi que dans tous les cas d'urgence, les autorités locales prendront en appliquant les dispositions

origin) but ordinarily resides in the other country (country of residence) shall be exercised by the authorities of the country of residence.

(2) The authorities of the country of origin may at any time demand that the guardianship be terminated. The authorities who have made the demand shall be informed of the termination of the guardianship.

Article 2.

(1) Should a minor who is a ward in his country of origin transfer his habitual residence to the other country he shall be placed under guardianship therein, if the guardianship authorities of the country of origin so request.

(2) The commencement of the new guardianship must be notified to the former guardianship authorities.

Article 3.

(1) The guardianship shall extend to the person and the whole estate of the minor, no matter where the said estate is situated.

(2) This shall not apply to landed property which, under the legislation of the country wherein it is situated, is subject to special land laws.

Article 4.

(1) In cases arising under Articles 1 and 2 the date on which and the reasons for which a guardianship begins or ends shall be determined according to the laws of the country of origin.

(2) In all other respects the laws of the country whose authorities exercise the guardianship shall apply. Nevertheless, the regulations of the country of residence under which a guardianship may be instituted without an order from the guardianship authorities, shall only apply to nationals of the other country if the country of residence so directs.

Article 5.

(1) In cases where a guardianship has not yet been instituted, and in all urgent cases, the local authorities shall take such measures as

qui les concernent, toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection de la personne et des biens du ressortissant mineur de l'autre Etat.

2. L'autorité chargée d'exercer la tutelle devra être avisée de toute mesure de ce genre. Sur la demande de cette autorité, la mesure en question devra être rapportée.

Article 6.

Les dispositions du traité concernant la protection légale et la collaboration des autorités judiciaires, s'appliqueront également aux rapports entre les autorités des tutelles, même si les autorités compétentes pour l'accomplissement des opérations qui incombent aux tribunaux des tutelles ne sont pas des autorités judiciaires.

Article 7.

1. Dans les cas prévus aux articles 1 et 2, les dossiers ou des pièces desdits dossiers devront être transmis, sur sa demande, à l'autorité qui assume la nouvelle tutelle ; des copies pourront être communiquées à la place des originaux.

2. Les présentes dispositions s'appliquent par analogie aux cas visés à l'article 5.

Article 8.

En vue d'exécuter et de compléter la présente convention, les gouvernements des deux Etats pourront conclure des arrangements sur d'autres points intéressant la protection des mineurs.

Article 9.

Les dispositions de la Convention de La Haye, du 12 juin 1902, concernant la tutelle des mineurs, ne s'appliqueront pas dans les relations entre les deux Etats.

Article 10.

1. La présente convention sera ratifiée ; les instruments de ratification seront échangés à Berlin, aussitôt que possible.

are lawful under the relevant regulations in force in their country to protect the person or property of a minor who is a national of the other country.

(2) Any measures so taken shall be communicated to the authority competent for the exercise of guardianship, and shall be revoked on the demand of the said authority.

Article 6.

The provisions of the Treaty concerning legal protection and cooperation between the judicial authorities shall also govern the relations between the guardianship authorities, even where the duties of guardians' courts are discharged by non-judicial authorities.

Article 7.

(1) In cases arising under Articles 1 and 2 the documents or parts thereof relating to the case shall on their request be handed over to the authorities who undertake the new guardianship. Copies of documents may be supplied in place of originals.

(2) This shall apply *mutatis mutandis* to cases arising under Article 5.

Article 8.

With a view to enabling the present Convention to be carried out, and supplemented where necessary, the Governments of the two countries may conclude agreements making further provisions for the care of minors.

Article 9.

The provisions of The Hague Convention of June 12, 1902, concerning the guardianship of minors shall not apply to the relations between the two contracting countries.

Article 10.

(1) The present Convention shall be ratified ; the instruments of ratification shall be exchanged in Berlin as soon as possible.

2. La convention entrera en vigueur deux mois après l'échange des instruments de ratification. Elle pourra être dénoncée par chacun des deux Etats, mais restera encore en vigueur pendant un délai de six mois à dater du jour de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention, en double original, et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Faite à Vienne, le 5 février 1927.

(2) The Convention shall come into force two months after the exchange of the instruments of ratification. It may be denounced by either of the contracting countries but shall continue in force for a period of six months after the date of denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention in two original texts and have thereto affixed their seals.

Done at Vienna, February 5, 1927.

Comte Hugo LERCHENFELD.

D^r Carl GOES.

D^r Ernest BRANDIS.

D^r Ignaz SEIPEL.

D^r Markus LEITMAIER.

D^r Edmund KRAUTMANN.

ALLEMAGNE ET PARAGUAY

Echange de notes concernant la prorogation de la validité du Traité du 21 juillet 1887, établissant le traitement de la nation la plus favorisée entre l'Allemagne et le Paraguay, Asuncion, le 26 février 1927, et échange de notes prorogeant cet accord jusqu'au 27 février 1929, Asuncion, les 7 et 9 janvier 1928.

GERMANY AND PARAGUAY

Exchange of Notes regarding the Prolongation of the Validity of the Treaty of July 21, 1887, establishing most-favoured-nation Treatment between Germany and Paraguay, Asuncion, February 26, 1927, and Exchange of Notes renewing this Agreement until February 27, 1929, Asuncion, January 7 and 9, 1928.

Nº 1716. — VEREINBARUNG ÜBER DIE VERLÄNGERUNG DER GELTUNGSDAUER DES MEIST-BEGÜNSTIGUNGSVERTRAGES ¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND PARAGUAY VOM 21. JULI 1887. ASUNCION, DEN 26. FEBRUAR 1927.

Nº 1716. — ACUERDO PARA PRO-LONGAR LA VALIDEZ DEL TRATADO¹ DE 21 DE JULIO 1887 ENTRE ALEMANIA Y EL PARAGUAY. ASUNCION, 26 DE FEBRERO DE 1927.

Textes officiels allemand et espagnol communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 18 mai 1928.

German and Spanish official texts communicated by the German Consul General at Geneva. The registration of this Exchange of Notes took place May 18, 1928.

I.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DEL PARAGUAY.
MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES.
SECCIÓN POLÍTICA Y DIPLOMÁTICA.
Número 115.

ASUNCIÓN, *Febrero 26 de 1927.*

SEÑOR ENCARGADO DE LOS NEGOCIOS DE LA LEGACION DE ALEMANIA,

En referencia á las negociaciones para la celebración de un nuevo Tratado de Comercio entre el Paraguay y Alemania, cúmpleme manifestar á V. S. que mi Gobierno concuerda con el de V. S. en el deseo de proseguir las precitadas negociaciones, basándose en el proyecto presentado por el Gobierno de Alemania, hasta obtener su terminación en el menor tiempo posible.

En vista de que la expiración del Tratado de Comercio de 1887, es inminente, el Gobierno del Paraguay está conforme con la prórroga del Tratado denunciado hasta el 27 de Febrero de 1928, con la restricción de que, durante ese tiempo el Paraguay se reservará el derecho de acordar ventajas especiales y mantener las ya acordadas a los países vecinos.

Con tal motivo, saludo a Vd. muy att.

(Firmado) Enrique BORDENAVE,
Ministro.

A S. S. el señor
Encargado de los Negocios
de la Legación de Alemania
Don Max Just,
Presente.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XV, page 503.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 78, page 771.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT.

ASUNCIÓN.

Nr. 5.

ASUNCIÓN, den 26. Februar 1927.

HERR MINISTER !

Euerer Exzellenz beehre ich mich den Empfang der heutigen Note — Nr. 115 — ergebenst zu bestätigen.

Auch die Deutsche Regierung ist mit der Regierung Eurer Exzellenz in dem Wunsche einig, die über den neu abzuschliessenden Handelsvertrag eingeleiteten Verhandlungen in möglichst kurzer Zeit zum Abschluss zu bringen, und zwar auf der Grundlage des von der Deutschen Regierung vorgelegten Entwurfes.

Da jedoch der Ablauf der Kündigungsfrist des Handelsvertrages von 1887 unmittelbar bevorsteht, ist die Deutsche Regierung mit der Verlängerung des gekündigten Vertrages bis zum 27. Februar 1928 mit der Einschränkung einverstanden, dass Paraguay sich für diese Zeit das Recht vorbehält, seinen Nachbarländern besondere Begünstigungen einzuräumen und bereits bewilligte Begünstigungen weiterzugewähren.

Ich benutze diesen Anlass, um Ihnen, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zum Ausdruck zu bringen.

(Gez.) JUST.

Deutscher Geschäftsträger.

Seiner Exzellenz

dem Minister der Auswärtigen Angelegenheiten

Herrn Dr. Enrique Bordenave,

Asunción.

NOTENWECHSEL¹ ZUR VERLÄNGERUNGCANJE DE NOTAS¹DIESES ÜBEREINKOMMENS BIS ZUM 27. FEBRUAR
1929. ASUNCIÓN, 7./9. JANUAR 1928.PARA PRORROGAR LA VALIDEZ DE ESTE ACUERDO
HASTA EL 27 DE FEBRERO DE 1929. ASUNCIÓN
7 Y 9 de ENERO de 1928.*Communiqué par le Consul général d'Allemagne
à Genève, le 4 août 1928.**Communicated by the German Consul General
at Geneva, August 4, 1928.*

I.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DEL PARAGUAY.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES.

Sección Política y Diplomática.

Numero 26.

ASUNCIÓN, Enero 7 de 1928.

SEÑOR MINISTRO,

En referencia á las negociaciones para la celebración de un nuevo Tratado de Comercio entre el Paraguay y Alemania, cúmpleme manifestar a V. E. que mi Gobierno concuerda con el de V. E.

¹ L'instrument de ratification du Reich a été remis le 18 février 1928 au Gouvernement du Paraguay.

¹ The instrument of ratification by the German Reich was forwarded to the Government of Paraguay on February 18, 1928.

en el deseo de proseguir las precitadas negociaciones, basándose en el proyecto presentado por el Gobierno de Alemania, hasta obtener su terminación en el tiempo más breve posible.

En vista de que la expiración de la prórroga anterior del Tratado de Comercio de 1887, es inminente, el Gobierno del Paraguay está conforme en extenderla hasta el 27 de Febrero de 1929, con la restricción de que, durante ese tiempo el Paraguay se reservará el derecho de acordar ventajas especiales y mantener las ya acordadas a los países vecinos.

Con tal motivo, reitero a V. E. las seguridades de mi más alta consideración.

(*Ido*) Enrique BORDENAVE,
Ministro.

A Su Excelencia
el Señor Enviado Extraordinario
y Ministro Plenipotenciario de Alemania
Don Rodolfo von Bülow.
Presente.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT.
ASUNCIÓN.

Nr. 5.

ASUNCIÓN, den 9. Januar 1928.

HERR MINISTER !

Euerer Exzellenz beehre ich mich den Empfang der Note vom 7. d. M. — Nr. 26 — ergebenst zu bestätigen.

Auch die Deutsche Regierung ist mit der Regierung Eurer Exzellenz in dem Wunsche einig, die über den neu abzuschliessenden Handelsvertrag eingeleiteten Verhandlungen in möglichst kurzer Zeit zum Abschluss zu bringen, und zwar auf der Grundlage des von der Deutschen Regierung vorgelegten Entwurfs.

Da jedoch der Ablauf der früheren Verlängerung des Handelsvertrags von 1887 unmittelbar bevorsteht, ist die Deutsche Regierung mit einer weiteren Verlängerung bis zum 27. Februar 1929 mit der Einschränkung einverstanden, dass Paraguay sich für diese Zeit das Recht vorbehält, seinen Nachbarländern besondere Begünstigungen einzuräumen und bereits bewilligte Begünstigungen weiterzugewähren.

Ich benutze diesen Anlass, um Ihnen, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zum Ausdruck zu bringen.

(*Gezeichnet*) R. VON BÜLOW.

Seiner Exzellenz dem Minister
der Auswärtigen Angelegenheiten,
Herrn Dr. Enrique Bordenave,
Asunción.

¹ TRADUCTION.

N^o 1716. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY, CONCERNANT LA PROROGATION DE LA VALIDITÉ DU TRAITÉ DU 21 JUILLET 1887, ÉTABLISSANT LE TRAITEMENT DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE PARAGUAY. ASUNCION, LE 26 FÉVRIER 1927.

RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
SECTION POLITIQUE
ET DIPLOMATIQUE.
N^o 115.

ASUNCION, le 26 février 1927.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Me référant aux négociations tendant à la conclusion d'un nouveau Traité de commerce entre le Paraguay et l'Allemagne, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que mon gouvernement partage avec le gouvernement de Votre Excellence le désir de poursuivre lesdites négociations sur la base du projet présenté par le Gouvernement allemand et de les voir aboutir le plus tôt possible.

Toutefois, étant donné que l'expiration du Traité de commerce de 1887 est imminente, le Gouvernement du Paraguay consent à la prorogation, jusqu'au 27 février 1928, du

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 1716. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PARAGUAY, REGARDING THE PROLONGATION OF THE VALIDITY OF THE TREATY OF JULY 21, 1887, ESTABLISHING MOST-FAVOUR-ED-NATION TREATMENT BETWEEN GERMANY AND PARAGUAY. ASUNCION, FEBRUARY 26, 1927.

REPUBLIC OF PARAGUAY.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
POLITICAL AND DIPLOMATIC
SECTION.
No. 115.

ASUNCION, February 26, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the negotiations for the conclusion of a new Commercial Treaty between Paraguay and Germany, I have the honour to inform Your Excellency that my Government concurs with Your Excellency's Government in desiring to pursue the said negotiations on the basis of the draft submitted by the German Government and to bring them to a successful issue as soon as possible.

In view of the fact that the Commercial Treaty of 1887 is about to expire, the Government of Paraguay agrees to the prolongation of the denounced Treaty until February 27,

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

traité dénoncé, le Paraguay se réservant cependant, pour cette période, le droit d'accorder des avantages spéciaux aux pays voisins et de leur maintenir ceux qu'il leur a déjà octroyés.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Enrique BORDENAVE,
Ministre.

A Son Excellence
M. Max Just,
Chargé d'Affaires d'Allemagne,
Asuncion.

LÉGATION D'ALLEMAGNE
ASUNCION.

N° 5.

ASUNCION, le 26 février 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa note N° 115 en date de ce jour.

Le Gouvernement allemand partage, lui aussi, avec le Gouvernement de Votre Excellence, le désir de voir aboutir le plus tôt possible, sur la base du projet présenté par le Gouvernement allemand, les négociations entamées au sujet du Traité de commerce dont la conclusion est envisagée.

Toutefois, étant donné que l'expiration du Traité de commerce de 1887 est imminente, le Gouvernement allemand consent à la prorogation, jusqu'au 27 février 1928, du traité dénoncé, le Paraguay se réservant cependant, pour cette période, le droit d'accorder des avantages spéciaux aux pays voisins et de leur maintenir ceux qu'il leur a déjà octroyés.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) JUST,
Chargé d'Affaires d'Allemagne.

A Son Excellence
M. le Dr Enrique Bordenave,
Ministre des Affaires étrangères,
Asuncion.

1928, Paraguay reserving the right during this period to accord special advantages to neighbouring States and to maintain those which have already been granted.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) Enrique BORDENAVE,
Minister.

To His Excellency
M. Max Just,
German Chargé d'Affaires,
Asuncion.

GERMAN LEGATION
ASUNCION.

No. 5.

ASUNCION, February 26, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's Note No. 115 of even date.

The German Government shares the desire of Your Excellency's Government that the negotiations for the conclusion of the new Commercial Treaty should be brought to a successful issue as soon as possible on the basis of the draft submitted by the German Government.

In view, however, of the fact that the Commercial Treaty of 1887 is about to expire, the German Government agrees to the prolongation of the denounced Treaty until February 27, 1928, Paraguay reserving the right during this period to accord special advantages to neighbouring States and to maintain those which she has already granted.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) JUST,
German Chargé d'Affaires.

To His Excellency
Dr. Enrique Bordenave,
Minister for Foreign Affairs,
Asuncion.

ECHANGE DE NOTES

PROROGÉANT CET ARRANGEMENT JUSQU'AU
27 FÉVRIER 1929. ASUNCION, LES 7 ET
9 JANVIER 1928.

RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

SECTION POLITIQUE
ET DIPLOMATIQUE.

N^o 26.

ASUNCION, le 7 janvier 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux négociations engagées en vue de la conclusion d'un nouveau traité de commerce entre le Paraguay et l'Allemagne, j'ai l'honneur de vous faire connaître que mon gouvernement partage le désir exprimé par le Gouvernement de votre Excellence de mener à bonne fin, dans le plus bref délai possible, lesdites négociations en prenant pour base le projet présenté par le Gouvernement allemand.

L'expiration de la prorogation antérieure du Traité de commerce de 1887 étant imminente, le Gouvernement du Paraguay consent à une nouvelle prorogation jusqu'au 27 février 1929, avec cette restriction que le Paraguay se réserve, pour cette période, le droit d'accorder des avantages spéciaux aux pays voisins et de proroger ceux qu'il leur a déjà accordés.

Je saisis cette occasion,

Le Ministre :

(Signé) Enrique BORDENAVE.

A Son Excellence

M. R. von Bülow,

Envoyé extraordinaire

et ministre plénipotentiaire d'Allemagne,
Asuncion.

EXCHANGE OF NOTES

RENEWING THIS AGREEMENT UNTIL FEBRUARY 27,
1929. ASUNCION, JANUARY 7 AND 9 1928.

REPUBLIC OF PARAGUAY.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

POLITICAL
AND DIPLOMATIC SECTION.

No. 26.

ASUNCION, January 7, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Referring to the negotiations opened with a view to the conclusion of a new Treaty of Commerce between Paraguay and Germany, I have the honour to inform you that my Government shares the desire expressed by your Government to proceed with the aforesaid negotiations based upon the draft submitted by the German Government, and to bring them to a conclusion as soon as possible.

The expiry of the previous prolongation of the Treaty of Commerce of 1887 being imminent, the Government of Paraguay consents to a further prolongation until February 27, 1929, with the proviso that Paraguay shall reserve the right, during that period, to grant special advantages to neighbouring countries and to prolong those which it has already granted.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) Enrique BORDENAVE,
Minister.

To His Excellency

M. R. von Bülow,

Envoy Extraordinary

and Minister Plenipotentiary of Germany,
Asuncion.

LÉGATION D'ALLEMAGNE,
ASUNCIÓN.

N^o 5.

ASUNCIÓN, le 9 janvier 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note du 7 crt. — N^o 26 — à Votre Excellence.

Le Gouvernement allemand partage également le désir exprimé par le Gouvernement de Votre Excellence de mener à bonne fin dans le plus bref délai possible, les pourparlers engagés en vue de conclure un nouveau traité commercial, en prenant pour base le projet présenté par le Gouvernement allemand.

L'expiration de la prorogation antérieure du traité de commerce de 1887 étant imminente, le Gouvernement allemand consent à une nouvelle prorogation jusqu'au 27 février 1929, avec cette restriction que le Paraguay se réserve, pour cette période, le droit d'accorder des avantages spéciaux aux pays voisins et de proroger ceux qu'il lui a déjà accordés.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) VON BÜLOW.

A son Excellence
le ministre des Affaires étrangères,
Monsieur le D^r Enrique Bordenave,
Assuncion.

GERMAN LEGATION,
ASUNCIÓN.

No. 5.

ASUNCIÓN, January 9, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note dated Jan. 7, last, No. 26.

The German Government also shares the desire expressed by your Government that the negotiations opened with a view to the conclusion of a new Treaty of Commerce based upon the draft presented by the German Government should be brought to a conclusion as soon as possible.

The expiry of the previous prolongation of the Treaty of Commerce of 1887 being imminent the German Government consents to a further prolongation until February 27, 1929, with the proviso that Paraguay, during that period, shall reserve the right to grant special advantages to neighbouring countries and to prolong those she has already granted.

I avail myself, etc.,

(Signed) VON BÜLOW.

To His Excellency
Dr. Enrique Bordenave,
Minister for Foreign Affairs,
Asuncion.

N° 1717.

ALLEMAGNE ET FRANCE

Arrangement concernant la prorogation des arrangements intervenus entre l'Allemagne et la France au sujet des échanges commerciaux de l'Allemagne avec le Territoire de la Sarre, avec protocole de signature. Signés à Paris, le 30 juin 1927.

GERMANY AND FRANCE

Arrangement regarding the Prolongation of the Agreements concluded between Germany and France concerning the Exchange of Commodities between Germany and the Saar Territory, with Protocol of Signature. Signed at Paris, June 30, 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1717. — VEREINBARUNG¹ ÜBER DIE VERLÄNGERUNG DER VEREINBARUNGEN ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND FRANKREICH ÜBER DEN WARENAUSTAUSCH ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND DEM SAARBECKENGEBIET, GEZEICHNET IN PARIS, AM 30. JUNI 1927.

N^o 1717. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LA PROROGATION DES ARRANGEMENTS INTERVENUS ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE AU SUJET DES ÉCHANGES COMMERCIAUX DE L'ALLEMAGNE AVEC LE TERRITOIRE DE LA SARRE. SIGNÉ A PARIS, LE 30 JUIN 1927.

Textes officiels allemand et français communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 18 mai 1928.

German and French official texts communicated by the German Consul General at Geneva. The registration of this Agreement took place May 18, 1928.

Die im Gange befindlichen Verhandlungen über eine möglichst umfassende Regelung der deutsch-französischen Wirtschaftsbeziehungen haben trotz aller Bemühungen der beiden Regierungen bisher zu einem Abschluss nicht gebracht werden können. Mit Rücksicht auf den Geist, in dem diese Verhandlungen geführt worden sind, und zum Ausdruck des beiderseits auf eine glückliche Lösung gerichteten Willens, haben sich die Deutsche und die Französische Regierung entschlossen, den Bedürfnissen des Saarbeckengebiets wie bisher durch besondere Erleichterungen Rechnung zu tragen, und demgemäss folgendes vereinbart :

Artikel 1.

Die durch das Protokoll² vom 16. Februar 1927 und das Zusatzabkommen zu dem vorläufigen Handelsabkommen und den wirtschaftlichen Vereinbarungen zwischen Deutsch-

Les négociations en cours en vue d'un règlement aussi étendu que possible des relations économiques germano-françaises n'ont pu, malgré les efforts des deux gouvernements, aboutir jusqu'ici à un résultat définitif. S'inspirant de l'esprit qui a dirigé ces négociations et désireux d'attester leur volonté commune de les conduire à une heureuse issue, les Gouvernements allemand et français ont décidé de faire face, comme par le passé, aux besoins du Bassin de la Sarre, en lui accordant des facilités spéciales et ont à cet effet, convenu ce qui suit :

Article premier.

Les arrangements intervenus entre l'Allemagne et la France, prorogés en vertu du protocole² du 16 février 1927 et de l'Avenant à l'accord commercial provisoire et aux arrangements

¹ Entré en vigueur le 15 juillet 1927.

² Vol. LXII, page 195, de ce recueil.

¹ Came into force July 15, 1927.

² Vol. LXII, page 195, of this Series.

land und Frankreich vom 31. März 1927 verlängerten Vereinbarungen zwischen Deutschland und Frankreich :

1. Über den Warenaustausch zwischen Deutschland und dem Saarbeckengebiet vom 5. August 1926 und

2. Vom 6. November 1926 über den Austausch von Erzeugnissen einiger deutscher und saarländischer Industrien, bleiben mit den in Ziffer II und III der Liste D des genannten Zusatzabkommens vorgesehenen Änderungen in Kraft.

Das gleiche gilt für die Vereinbarungen, die im Notenwechsel vom 18. März 1927 und in dem dazugehörigen Protokoll vom 31. März 1927 getroffen sind.

Artikel 2.

Wenn bis zum 31. Juli 1927 das deutsch-französische Handelsabkommen, hinsichtlich dessen zur Zeit die Verhandlungen schweben, nicht hat zum Abschluss gebracht oder ratifiziert werden können, so soll die Französische Regierung berechtigt sein, die im vorhergehenden Artikel genannten Vereinbarungen zum 31. August 1927 zu kündigen. Ebenso soll die Französische Regierung nach diesem Zeitpunkt das Recht haben, die genannten Vereinbarungen jederzeit mit der Massgabe zu kündigen, dass sie mit Ablauf des folgenden Monats ausser Kraft treten ; das gleiche Kündigungsrecht soll der Deutschen Regierung vom 30. September 1927 ab zustehen.

Artikel 3.

Hinsichtlich der Kontingente wird für die Geltungsdauer des Abkommens folgendes bestimmt :

1. Für die Monate Juli und August 1927 werden der Laufzeit der alten Abkommen entsprechende Zusatzmengen der Kontingente festgesetzt. Dementsprechend endigen die laufenden Kontingentsperioden der genannten Abkommen am 31. August 1927.

2. Dementsprechend werden die Zusatzmengen der Kontingente für die Monate

économiques conclus entre l'Allemagne et la France du 31 mars 1927 :

1^o Au sujet des échanges commerciaux de l'Allemagne avec le Territoire du Bassin de la Sarre, du 5 août 1926 ; et

2^o Du 6 novembre 1926 relatif à l'échange des produits de certaines industries allemandes et sarroises, y compris les modifications prévues dans la liste D, sous II et III dudit avenant, restent en vigueur.

Resteront également en vigueur les dispositions de l'échange de notes du 18 mars 1927, ainsi que celles du protocole du 31 mars 1927, s'y rapportant.

Article 2.

Si à la date du 31 juillet 1927, l'Accord commercial germano-français en voie de négociation n'a pu être conclu ou ratifié, le Gouvernement français aura la faculté de dénoncer les arrangements visés à l'article précédent pour prendre fin le 31 août 1927. De même, le Gouvernement français aura la faculté de dénoncer lesdits arrangements après cette date à tout moment pour prendre fin à l'expiration du mois qui suivra celui de la dénonciation ; la même faculté de dénonciation est reconnue au Gouvernement allemand à dater du 30 septembre 1927.

Article 3.

En ce qui concerne les contingents, il a été convenu pour la durée de l'arrangement, ce qui suit :

1^o Pour les mois de juillet et d'août 1927, des contingents complémentaires sont fixé en conformité avec la durée des arrangements antérieurs. En conséquence la durée des périodes de contingentement résultant desdits arrangements prendra fin le 31 août 1927.

2^o De ce fait, les contingents complémentaires pour les mois de juillet et d'août

Juli und August 1927 auf zwei Sechstel der in der Vereinbarung¹ zwischen Deutschland und Frankreich über den Warenaustausch zwischen Deutschland und dem Saarbeckengebiet vom 5. August 1926 vorgesehenen Kontingente sowie auf zwei Zwölftel der in der Vereinbarung zwischen Deutschland und Frankreich vom 6. November 1926 über den Austausch von Erzeugnissen einiger deutscher und saarländischer Industrien vorgesehenen Kontingente festgesetzt. Diese Zusatzmengen werden unter den in den genannten Abkommen und Vereinbarungen vorgesehenen Bedingungen gewährt, ohne dass dadurch die Ausnutzung der bisher festgesetzten und noch nicht in Anspruch genommenen Mengen während der Monate Juli und August ausgeschlossen wird.

3. Vom 1. September 1927 ab werden die Kontingente auf Monate abgestellt; dementsprechend betragen die Kontingentsmengen die Hälfte der in Absatz II erwähnten Zusatzmengen. Die von den Berechtigten nicht ausgenutzten Kontingenteile verfallen, mit Ausnahme derjenigen, welche die in der Vereinbarung vom 6. November 1926 enthaltenen Erzeugnisse betreffen.

Artikel 4.

Die vorstehende Vereinbarung soll, soweit erforderlich, den Parlamenten zur Genehmigung vorgelegt werden. Sie soll ratifiziert und sobald wie möglich in einer Form in Kraft gesetzt werden, die von den beiden Regierungen in gemeinsamem Einvernehmen festgesetzt werden soll.

In doppelter Urschrift ausgefertigt, auf deutsch und auf französisch, zu Paris am 30. Juni 1927.

(gez.) RIETH.
(gez.) POSSE.
(gez.) A. BRIAND.
(gez.) M. BOKANOWSKI.

1927 sont fixés à deux sixièmes des contingents prévus à l'Arrangement¹ conclu entre l'Allemagne et la France au sujet des échanges commerciaux de l'Allemagne avec le Territoire du Bassin de la Sarre, du 5 août 1926, ainsi qu'à deux douzièmes des contingents prévus à l'Arrangement entre l'Allemagne et la France du 6 novembre 1926 relatif à l'échange des produits de certaines industries allemandes et sarroises. Ces contingents complémentaires seront applicables dans les conditions prévues auxdits accords et arrangements, sans préjudice de l'utilisation des quantités antérieurement fixées et non encore utilisées au cours des mois de juillet et d'août.

3^o A partir du 1^{er} septembre 1927 les contingents seront mensuels et calculés à raison de la moitié des contingents complémentaires prévus à l'alinéa II ci-dessus. Les parties de contingents qui n'auront pas été utilisées par les intéressés deviendront caduques, à l'exception toutefois de celles qui concernent des produits visés à l'Arrangement du 6 novembre 1926.

Article 4.

Le présent arrangement sera soumis, en tant que de besoin, à l'approbation parlementaire. Il sera ratifié, et il sera mis en vigueur à une date aussi rapprochée que possible et dans les formes qui seront fixées d'un commun accord entre les deux gouvernements.

Fait à Paris, en double exemplaire, en allemand et en français, le 30 juin 1927.

(Signé) POSSE.
(Signé) BRIAND.
(Signé) RIETH.
(Signé) M. BOKANOWSKI.

¹ Page 105, de ce volume.

¹ Page 105, of this Volume.

ZEICHNUNGSPROTOKOLL.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Die Hohen Vertragschliessenden Teile stimmen darin überein, dass für die Laufzeit der heute am 30. Juni 1927 unterzeichneten Vereinbarung die Vergünstigungen gewährt werden können, die in Ziffer 2 des Notenwechsels vom 6. November 1926 zur Vereinbarung zwischen Deutschland und Frankreich vom gleichen Datum über den Austausch von Erzeugnissen einiger deutscher und saarländischer Industrien zu Nummern 793 bis 795 der Liste B 2 vorgesehen sind.

Les Hautes Parties contractantes ont décidé d'un commun accord que les avantages prévus, pour les positions 793 à 795 de la liste B 2 au chiffre 2 de l'échange de notes du 6 novembre 1926, annexé à l'Arrangement germano-français en date du même jour au sujet de l'échange de produits de certaines industries allemandes et sarroises, pourront être accordés pendant la durée de l'arrangement signé aujourd'hui, le 30 juin 1927.

(gez.) RIETH.

(gez.) POSSE.

(gez.) A. BRIAND.

(gez.) M. BOKANOWSKI.

(Signé) RIETH.

(Signé) POSSE.

(Signé) A. BRIAND.

(Signé) M. BOKANOWSKI.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1717. — ARRANGEMENT REGARDING THE PROLONGATION OF THE AGREEMENTS CONCLUDED BETWEEN GERMANY AND FRANCE CONCERNING THE EXCHANGE OF COMMODITIES BETWEEN GERMANY AND THE SAAR TERRITORY. SIGNED AT PARIS, JUNE 30, 1927.

The negotiations now proceeding with a view to settling the economic relations between France and Germany in as comprehensive a manner as possible, have hitherto failed, notwithstanding the efforts of the two Governments, to lead to any definitive results. The German and French Governments, being animated by the spirit in which the said negotiations were conducted, and desirous of manifesting their desire to bring them to a successful issue, have decided to meet the requirements of the Saar Territory, by granting it special facilities as has been done in the past, and have accordingly agreed upon the following provisions :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 1.

The Agreements concluded between Germany and France, and prolonged in virtue of the Protocol of February 16, 1927, and of the Supplementary Agreement to the Provisional Commercial Arrangement and to the economic arrangements concluded between Germany and France on March 31, 1927, namely :

(1) The agreement concerning the exchange of commodities between Germany and the Saar Territory of August 5, 1926 ; and

(2) The agreement of November 6, 1926, concerning the exchange of the products of certain German and Saar industries,

together with the modifications specified under Sections II and III in List D of the above-mentioned Supplementary Agreement, shall remain in force.

The arrangements provided by the Exchange of Notes of March 18, 1927, and by the Protocol of March 31, 1927, relating thereto shall also remain in force.

Article 2.

If the Franco-German commercial agreement now in course of negotiation shall not have been concluded or ratified by July 31, 1927, the French Government shall be entitled to denounce the arrangements specified in the preceding Article, such denunciation to take effect as from August 31, 1927. Similarly, the French Government shall be entitled to denounce the said arrangements thenceforward at any time, such denunciation to take effect as from the end of the following month ; the German Government shall have the same right of denunciation as from September 30, 1927.

Article 3.

For the duration of the Arrangement, the following provisions have been made in regard to quotas :

(1) Supplementary quotas in amounts corresponding to the duration of the previous agreements, shall be fixed for the months of July and August 1927. In consequence, the rationing period under the said agreements shall end on August 31, 1927.

(2) The supplementary quotas for the months of July and August 1927 shall therefore be fixed at two-sixths of the quotas stipulated under the Agreement concluded between Germany and France concerning the exchange of commodities between Germany and the Saar Territory, dated August 5, 1926, and at two-twelfths of the quotas specified in the Agreement between Germany and France of November 6, 1926, concerning the exchange of the products of certain German and Saar industries. These supplementary quotas shall be granted subject to the conditions laid down in the aforementioned agreements and arrangements, and without prejudice to the utilisation during the months of July and August of quotas previously fixed and not yet utilised.

(3) As from September 1, 1927, quotas shall be on a monthly basis, and calculated at the rate of one-half of the supplementary quotas laid down in paragraph II above. Parts of quotas not used by the parties concerned shall lapse, with the exception of those relating to the products dealt with in the Arrangement of November 6, 1926.

Article 4.

The present Arrangement shall be submitted to Parliament for sanction, in so far as such sanction is necessary. It shall be ratified and shall come into force as early as possible and in a form to be fixed by agreement between the two Governments.

Done at Paris, in duplicate, in German and French, June 30, 1927.

(Signed) RIETH.
(Signed) POSSE.
(Signed) A. BRIAND.
(Signed) M. BOKANOWSKI.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

The High Contracting Parties agree that the favours specified for Nos. 793-795 of List B. 2 under No. 2 of the Exchange of Notes of November 6, 1926, annexed to the Franco-German Agreement of the same date relating to the exchange of the products of certain German and Saar industries, may be granted for the duration of the Arrangement signed on this day, June 30, 1927.

(Signed) RIETH.
(Signed) POSSE.
(Signed) A. BRIAND.
(Signed) M. BOKANOWSKI.

N° 1718.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Convention concernant l'assistance
aux sans-travail et l'assurance
contre le chômage, avec protocole
final. Signés à Berlin, le 14 juillet
1927.

GERMANY AND POLAND

Convention concerning Unemploy-
ment Relief and Unemployment
Insurance, with Final Protocol.
Signed at Berlin, July 14, 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1718. — ABKOMMEN ¹ ZWISCHEN DER REGIERUNG DES DEUTSCHEN REICHS UND DER REGIERUNG DER POLNISCHEN REPUBLIK ÜBER ERWERBSLOSENFÜRSORGE UND ARBEITSLOSENVERSICHERUNG, GEZEICHNET IN BERLIN, AM 14. JULI 1927.

Textes officiels allemand et polonais communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 18 mai 1928.

DIE REGIERUNG DES DEUTSCHEN REICHS und DIE REGIERUNG DER POLNISCHEN REPUBLIK haben beschlossen, die gegenseitigen Beziehungen auf dem Gebiete der Erwerbslosenfürsorge und Arbeitslosenversicherung zu regeln und zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DIE REGIERUNG DES DEUTSCHEN REICHS :

Herrn Dr. Georg MARTIUS, Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amte, und Herrn Dr. Bernhard LEHFELDT, Ministerialrat im Reichsarbeitsministerium,

DIE REGIERUNG DER POLNISCHEN REPUBLIK :

Herrn Dr. Witold PRĄDZYŃSKI, Mitglied der Kodifikationskommission der Polnischen Republik, und Herrn Dr. Herman HOROWITZ, Abteilungschef im Ministerium für Arbeit und Soziale Fürsorge,

welche nach Prüfung ihrer Vollmachten, die in guter und gehöriger Form befunden worden sind, sich über nachstehende Bestimmungen geeinigt haben :

Artikel 1.

Polnischen Staatsangehörigen werden im Deutschen Reiche die Leistungen der Erwerbslosenfürsorge und nach Einführung einer Arbeitslosenversicherung deren Leistungen unter den gleichen Voraussetzungen und im gleichen Umfang gewährt wie deutschen Reichsangehörigen. Ebenso stehen deutschen Reichsangehörigen in der Polnischen Republik die Leistungen der Arbeitslosenversicherung unter den gleichen Voraussetzungen und im gleichen Umfang wie polnischen Staatsangehörigen zu.

Artikel 2.

Polnischen Staatsangehörigen werden im Deutschen Reiche die Leistungen der Krisenfürsorge unter den gleichen Voraussetzungen und im gleichen Umfang gewährt wie deutschen Reichsangehörigen. Ebenso stehen deutschen Reichsangehörigen die Leistungen der staatlichen Notstandshilfe für Arbeitslose in der Polnischen Republik unter den gleichen Voraussetzungen und im gleichen Umfang wie polnischen Staatsangehörigen zu.

¹ Entré en vigueur le 18 juillet 1927.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 1718. — UKŁAD ¹ POMIĘDZY RZĄDEM RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ A RZĄDEM RZESZY NIEMIECKIEJ W SPRAWIE POMOCY DLA POZBAWIONYCH ZAROBKU I UBEZPIECZENIA NA WYPADEK BEZROBOCIA PODPISANY W BERLINIE DNIA 14 LIPCA 1927 r.

German and Polish official texts communicated by the German Consul General at Geneva. The registration of this Convention took place May 18, 1928.

RZĄD RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ i RZĄD RZESZY NIEMIECKIEJ postanowiły uregulować wzajemne stosunki w dziedzinie pomocy dla pozbawionych zarobku i ubezpieczenia na wypadek bezrobocia i w tym celu mianowały swymi Pełnomocnikami :

RZĄD RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ PP. :

dr. Witolda PRĄDZYŃSKIEGO, Członka Komisji Kodyfikacyjnej Rzeczypospolitej Polskiej i dr. Hermana HOROWITZA, Naczelnika Wydziału w Ministerstwie Pracy i Opieki Społecznej,

RZĄD RZESZY NIEMIECKIEJ PP. :

dr. Georg MARTIUS, Radcę Legacyjnego-Referendarza w Urzędzie Spraw Zagranicznych i

dr. Bernhard LEHFELDT, Radcę Ministerjalnego w Ministerstwie Pracy Rzeszy Niemieckiej,

którzy po zbadaniu swych pełnomocnictw, uznanych za sporządzone w dobrej i należytej formie, zgodzili się na następujące postanowienia :

Artykuł 1.

Obywatelom polskim przyznane zostają na obszarze Rzeszy Niemieckiej świadczenia pomocy dla pozbawionych zarobku, a po wprowadzeniu ubezpieczenia na wypadek bezrobocia świadczenia tegoż na tych samych warunkach i w takim samym zakresie, jak obywatelom Rzeszy. Tak samo obywatelom Rzeszy Niemieckiej przysługuje na obszarze Rzeczypospolitej Polskiej prawo do świadczeń zabezpieczenia na wypadek bezrobocia na tych samych warunkach i w takim samym zakresie, jak obywatelom polskim.

Artykuł 2.

Obywatelom polskim przyznane zostają na obszarze Rzeszy Niemieckiej świadczenia pomocy na wypadek kryzysów gospodarczych na tych samych warunkach i w takim samym zakresie, jak obywatelom Rzeszy. Tak samo obywatelom Rzeszy Niemieckiej przysługuje na obszarze Rzeczypospolitej Polskiej prawo do świadczeń państwowej pomocy doraźnej dla bezrobotnych na tych samych warunkach i w tym samym zakresie, jak obywatelom polskim.

¹ Came into force July 18, 1927.

Artikel 3.

Leistungen, die nach den Artikeln 1 und 2 dieses Abkommens gewährt werden, haben nicht die Folgen der öffentlichen Fürsorge (Armenpflege).

Artikel 4.

(1) Die deutsche und die polnische Regierung verpflichten sich, einander mit möglichster Beschleunigung jede wesentliche Änderung der in den Artikeln 1 und 2 dieses Abkommens genannten Formen der Arbeitslosenhilfe (Erwerbslosenhilfe) mitzuteilen.

(2) Wesentlich ist eine Änderung, wenn sie

1. ein Gesetz oder eine Verordnung betrifft oder
2. durch Beschluss des Kabinetts angeordnet ist oder
3. sich auf das ganze Staatsgebiet oder Grosstädte oder Industriebezirke erstreckt.

Artikel 5.

Für diejenigen Anspruchsberechtigten, denen auf Grund dieses Abkommens Leistungen zu gewähren sind, gilt die Wartezeit auch durch eine Anmeldung als in Lauf gesetzt, die vor dem Inkrafttreten dieses Abkommens liegt. Das gilt auch dann, wenn auf Grund der früheren Anmeldung der Anspruch wegen der fremden Staatsangehörigkeit abgewiesen worden war.

Artikel 6.

(1) Dieses Abkommen tritt am 18. Juli 1927 in Kraft und gilt zunächst ein Jahr. Seine Geltungsdauer verlängert sich jeweils um ein weiteres Jahr, wenn es nicht drei Monate vor Ablauf der Geltungsdauer gekündigt worden ist.

2. Ändert sich in einem der vertragschliessenden Staaten der Rechtszustand einer der in den Artikeln 1 und 2 genannten Formen der Arbeitslosenhilfe (Erwerbslosenhilfe) wesentlich (Artikel 4), so kann die Regierung des anderen Staates, falls sie in dieser Änderung eine erhebliche Verschlechterung der Leistungen erblickt, bis zum Ablauf von zwei Monaten seit dem Eingang der Mitteilung, die ihr nach Artikel 4 zu machen ist, das Abkommen kündigen. Die Kündigung ist nur zum Schlusse eines Kalendermonats zulässig; die Kündigungsfrist beträgt drei Monate.

3. Um bei Änderung des Rechtszustandes eine Kündigung des Abkommens zu vermeiden, werden in einem solchen Falle die vertragschliessenden Regierungen, soweit erforderlich, zunächst versuchen, durch Verhandlungen eine Einigung herbeizuführen.

Artikel 7.

Dieses Abkommen wird in deutscher und polnischer Sprache, und zwar in zwei Stücken ausgefertigt, von denen jede vertragschliessende Regierung ein Stück in deutscher und polnischer Sprache erhält. Der deutsche und der polnische Wortlaut stimmen überein und sind gleichwertig.

BERLIN, den 14. Juli 1927.

Dr. Georg MARTIUS.
Dr. Bernhard LEHFELDT.

Artykuł 3.

Świadczenia, udzielane stosownie do art. 1 i 2 niniejszego układu, nie pociągają za sobą skutków opieki społecznej (pomocy dla ubogich).

Artykuł 4.

1. Rządy Polski i Niemiecki zobowiązują się do wzajemnego zawiadamiania się możliwie spieszenie o każdej istotnej zmianie form pomocy dla bezrobotnych (pomocy dla pozbawionych zarobku), wymienionych w art. 1 i 2 niniejszego układu.

2. Istotną jest zmiana, o ile :

1. dotyczy ustawy albo rozporządzenia lub
2. zarządzona zostaje uchwałą Rady Ministrów lub
3. rozciąga się na cały obszar państwa albo na wielkie miasta lub obwody przemysłowe.

Artykuł 5.

Dla tych uprawnionych do roszczeń, którym na mocy niniejszego układu winny być udzielane świadczenia, uważa się bieg okresu wyczekiwania za rozpoczęty również przez zgłoszenie, które dokonane zostało przed wejściem w życie niniejszego układu. Dotyczy to również wypadku, kiedy na podstawie wcześniejszego zgłoszenia roszczenie zostało oddalone z powodu obcej przynależności państwowej.

Artykuł 6.

1. Układ niniejszy wchodzi w życie z dniem 18 lipca 1927 r. i obowiązuje narazie na rok. Okres jego ważności przedłuża się każdorazowo na rok następny, o ile nie zostaje wypowiedziany na trzy miesiące przed upływem tego okresu ważności.

2. Jeśli w jednym z układających się państw zmieni się istotnie (art. 4) stan prawny jednej z wymienionych w art. 1 i 2 form pomocy dla bezrobotnych (pomocy dla pozbawionych zarobku), to Rząd drugiego państwa, o ile upatrywać będzie w tej zmianie znaczne pogorszenie świadczeń, może układ wypowiedzieć w terminie dwóch miesięcy od czasu otrzymania zawiadomienia, mającego nastąpić zgodnie z art. 4. Wypowiedzenie dopuszczalne jest jedynie z końcem miesiąca kalendarzowego ; termin wypowiedzenia jest trzymiesięczny.

3. Aby uniknąć wypowiedzenia w razie zmiany stanu prawnego, układające się Rządy w takim wypadku wprawdzie dążyć będą, o ile to będzie potrzebne, do osiągnięcia porozumienia w drodze rokowań.

Artykuł 7.

Układ niniejszy sporządzony zostaje w języku polskim i niemieckim i to w dwóch egzemplarzach, z których każdy układających się Rządów otrzymuje jeden egzemplarz w języku polskim i niemieckim. Teksty polski i niemiecki są zgodne i autentyczne.

BERLIN, dnia 14 lipca 1927 r.

Dr. Witold PRADZYŃSKI.
Dr. Herman HOROWITZ.

SCHLUSSPROTOKOLL.

I. Die vertragschliessenden Regierungen sind darüber einig, dass landwirtschaftliche Wanderarbeiter polnischer Staatsangehörigkeit, solange sie im Deutschen Reiche auf Grund einer Vereinbarung zwischen der deutschen und der polnischen Regierung durch die Achte Ausführungsverordnung zur Verordnung über Erwerbslosenfürsorge vom 24. März 1927 (Reichsgesetzbl. I S. 81) oder eine an ihre Stelle tretende Vorschrift von der Beitragspflicht zur Erwerbslosenfürsorge befreit sind, nicht unter dieses Abkommen fallen und demnach auch die Leistungen der deutschen Erwerbslosenfürsorge nicht erhalten. Entsprechendes gilt auch nach Einführung einer Arbeitslosenversicherung im Deutschen Reiche.

II. Die vertragschliessenden Regierungen sind ferner darüber einig, dass durch dieses Abkommen das Deutsch-Polnische Abkommen¹ über Oberschlesien vom 15. Mai 1922 nicht berührt wird, soweit den Arbeitslosen (Erwerbslosen) durch das gegenwärtige Abkommen nicht weitergehende Rechte zuerkannt werden.

III. Die vertragschliessenden Regierungen sind schliesslich darüber einig, dass der Streit über das polnische Gesetz über Arbeitslosenversicherung, der zur Zeit auf Antrag der deutschen Regierung auf Grund des Artikels 2 § 1 Abs. 1 des Deutsch-Polnischen Abkommens über Oberschlesien vom 15. Mai 1922 vor der Gemischten Kommission für Oberschlesien schwebt, mit dem Abschluss des gegenwärtigen Abkommens erledigt wird. Sie werden nach Unterzeichnung dieses Abkommens ihre Staatsvertreter bei der Gemischten Kommission für Oberschlesien anweisen, dies dem Herrn Präsidenten der Gemischten Kommission für Oberschlesien in einem gemeinsamen Schriftsatz amtlich mitzuteilen.

BERLIN, den 14. Juli 1927.

Dr. Georg MARTIUS.

Dr. Bernhard LEHFELDT.

¹ Vol. IX, page 465; et vol. XIX, page 282, de ce recueil.

PROTOKÓŁ KOŃCOWY.

I. Układające się Rządy zgodne są co do tego, że sezonowi robotnicy rolni, obywatele polscy, nie podlegają postanowieniom niniejszego układu i nie otrzymują zatem świadczeń pomocy dla pozbawionych zarobku, dopóki na podstawie porozumienia pomiędzy Rządami Polskim i Niemieckim mocą ósmego rozporządzenia wykonawczego z dnia 24 marca 1927 r. (Reichsgesetzbl. I S. 81) do rozporządzenia o pomocy dla pozbawionych zarobku lub mocą innego przepisu, który zmieni to rozporządzenie wykonawcze, zwolnieni są od obowiązku płacenia na obszarze Rzeszy Niemieckiej składek na rzecz pomocy dla pozbawionych zarobku. To samo stosuje się odpowiednio po wprowadzeniu na obszarze Rzeszy Niemieckiej ubezpieczenia na wypadek bezrobocia.

II. Układające się Rządy zgodne są następnie co do tego, że układ niniejszy nie narusza polsko-niemieckiej Konwencji¹ Górnośląskiej z dnia 15 maja 1922 r., o ile bezrobotnym (pozbawionym zarobku) na zasadzie niniejszego układu nie zostają przyznane dalej idące prawa.

III. Wreszcie układające się Rządy zgodne są co do tego, że spór dotyczący ustawy polskiej o zabezpieczeniu na wypadek bezrobocia, toczący się obecnie w Komisji Mieszanej dla Górnego Śląska na wniosek Rządu Niemieckiego na podstawie art. 2 § 1 u. t. 1 polsko-niemieckiej Konwencji Górnośląskiej z dnia 15 maja 1922 r., przez zawarcie niniejszego układu zostaje zakończony. Po podpisaniu niniejszego układu poleca One swoim przedstawicielom przy Komisji Mieszanej dla Górnego Śląska zakomunikowanie tego w drodze urzędowej we wspólnym piśmie Panu Prezydentowi Komisji Mieszanej dla Górnego Śląska.

BERLIN, dnia 14 lipca 1927 r.

Dr. Witold PRĄDZŃYSKI.

Dr. Herman HOROWITZ.

¹ Vol. IX, page 465 ; and Vol. XIX, page 282, of this Series.

¹ TRADUCTION.

N^o 1718. — CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE CONCERNANT L'ASSISTANCE AUX SANS-TRAVAIL ET L'ASSURANCE CONTRE LE CHOMAGE. SIGNÉE A BERLIN, LE 14 JUILLET 1927.

LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE ont décidé de procéder à un règlement de leurs rapports mutuels en ce qui concerne l'assistance aux sans-travail et l'assurance contre le chômage, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND :

- M. le D^r Georg MARTIUS, conseiller référendaire de Légation au Ministère des affaires étrangères ; et
- M. le D^r Bernhard LEHFELDT, conseiller au Ministère du travail du Reich ;

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

- M. le D^r Witold PRĄDZYŃSKY, membre de la Commission de codification de la République polonaise ; et
- M. le D^r Herman HOROWITZ, chef de Section au Ministère du travail et de la Prévoyance sociale ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs qui ont été reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les prestations de l'assurance aux sans-travail, ainsi que celles de l'assurance contre le chômage lorsque celle-ci aura été instituée, sont garanties aux ressortissants polonais dans le Reich allemand, aux mêmes conditions et dans la même mesure qu'aux ressortissants du Reich allemand. De même, les ressortissants du Reich allemand bénéficieront, en Pologne, des prestations de l'assurance contre le chômage aux mêmes conditions et dans la même mesure que les ressortissants polonais.

Article 2.

Les prestations de l'assistance en temps de crise économique sont garanties aux ressortissants polonais dans le Reich allemand, aux mêmes conditions et dans la même mesure qu'aux ressortissants du Reich allemand. De même, les ressortissants du Reich allemand bénéficieront, en Pologne, des prestations de l'assistance octroyée par l'Etat aux chômeurs en temps de crise, aux mêmes conditions et dans la même mesure que les ressortissants polonais.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 1718. — CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH AND THE GOVERNMENT OF THE POLISH REPUBLIC CONCERNING UNEMPLOYMENT RELIEF AND UNEMPLOYMENT INSURANCE. SIGNED AT BERLIN, JULY 14, 1927.

THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH and THE GOVERNMENT OF THE POLISH REPUBLIC have resolved to regulate their mutual relations in the matter of unemployment relief ; and unemployment insurance, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Georg MARTIUS, Counsellor of Legation at the Ministry of Foreign Affairs ; and

Dr. Bernhard LEHFELDT, Ministerial Counsellor in the Reich Ministry of Labour ;

THE GOVERNMENT OF THE POLISH REPUBLIC :

Dr. Witold PRĄDZYŃSKI, Member of the Codification Commission of the Polish Republic ;
and

Dr. Herman HOROWITZ, Chief of Section in the Ministry of Labour and Social Welfare ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Polish nationals in the German Reich shall be granted the benefits of unemployment relief and, when instituted, of unemployment insurance, under the same conditions and to the same extent as nationals of the German Reich. Similarly, nationals of the German Reich in the Polish Republic shall enjoy the benefits of unemployment insurance under the same conditions and to the same extent as Polish nationals.

Article 2.

Polish nationals in the German Reich shall be granted the relief allowed in times of economic crisis under the same conditions and to the same extent as nationals of the German Reich. Similarly, nationals of the German Reich in the Polish Republic shall enjoy the benefits of emergency Government assistance for unemployed under the same conditions and to the same extent as Polish nationals.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Les prestations garanties en vertu des articles 1 et 2 de la présente convention, n'entraîneront pas les mêmes conséquences que l'assistance publique (assistance aux indigents).

Article 4.

1. Les Gouvernements allemand et polonais s'engagent à se communiquer réciproquement, le plus rapidement possible, toute modification essentielle apportée aux formes de l'assistance aux chômeurs (assistance aux sans-travail) mentionnée aux articles premier et 2 de la présente convention.

2. Sera considérée comme essentielle, toute modification :

1^o Se rapportant à une loi ou à un décret ;

2^o Décrétée par décision du Cabinet des Ministres ; ou

3^o S'étendant à l'ensemble du territoire national, à des grandes villes, ou à des districts industriels.

Article 5.

A l'égard des ayants-droits auxquels la présente convention garantit des prestations, le délai d'attente sera considéré comme ayant commencé à courir à partir du moment de la déclaration, même si cette déclaration a été faite antérieurement à l'entrée en vigueur de la convention. Il en sera également ainsi même si, à la suite de la déclaration antérieure, la réclamation a été rejetée en raison de la nationalité étrangère de l'intéressé.

Article 6.

1. La présente convention entrera en vigueur le 18 juillet 1927 et sera applicable tout d'abord pendant un an. Sa validité sera prolongée, par périodes d'une année, sauf en cas de dénonciation notifiée trois mois avant l'expiration de la période de validité.

2. Si, dans l'un des Etats contractants, le régime juridique de l'une des formes d'assistance aux chômeurs (assistance aux sans-travail) mentionnées aux articles premier et 2, se trouve essentiellement modifié (article 4) le gouvernement de l'autre Etat, s'il estime que cette modification réduit sensiblement les prestations, pourra dénoncer la convention jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois à dater de la réception de la notification qui doit lui être faite conformément à l'article 4. La convention ne pourra être dénoncée que pour la fin d'un mois de l'année civile ; le délai de dénonciation est fixé à trois mois.

3. Afin d'éviter la dénonciation de la convention, en cas de modification des dispositions en vigueur, les gouvernements contractants, s'ils le jugent nécessaire, s'efforceront tout d'abord, en ce cas, d'arriver à un accord par voie de négociations.

Article 7.

La présente convention est rédigée en langue allemande et en langue polonaise, en double original, chacun des gouvernements contractants en recevant un exemplaire en langue allemande et en langue polonaise. Le texte allemand et le texte polonais concordent et font également foi.

BERLIN, le 14 juillet 1927.

D^r Georg MARTIUS.

D^r Bernhard LEHFELDT.

D^r Witold PRĄDZYŃSKI.

D^r Herman HOROWITZ.

Article 3.

Benefits granted in virtue of Articles 1 and 2 of the present Convention shall not involve the consequences attaching to poor relief.

Article 4.

1. The German and Polish Governments undertake to notify each other as soon as possible of any substantial modification of the kinds of assistance to unemployed (unemployment relief) mentioned in Articles 1 and 2 of the present Convention.

2. A modification shall be regarded as substantial if it :

- (1) Concerns a law or decree,
- (2) Is decreed by a decision of the Cabinet, or
- (3) Extends to the whole territory of the State, or to its cities or its industrial areas.

Article 5.

In the case of claimants who are granted benefits in virtue of the present Convention, the "waiting period" shall be reckoned from the date of registration, even where such registration was effected prior to the entry into force of the present Convention. The same shall also apply where, in cases of earlier registration, the claim had been refused owing to the foreign nationality of the claimant.

Article 6.

1. The present Convention shall come into force on July 18, 1927, and shall be valid in the first place for one year. Its validity shall be extended by periods of one year, unless denounced three months prior to the expiry of such periods of validity.

2. If, in either of the Contracting States, the legal status of one of those kinds of assistance to unemployed (unemployment relief) mentioned in Articles 1 and 2 should undergo a substantial modification (Article 4), the Government of the other State may, if it considers that the benefits are considerably reduced thereby, denounce the Convention within a period of two months from the receipt of the notification to be made to it in conformity with Article 4. The denunciation may only have effect as from the end of a calendar month ; the period of denunciation is fixed at three months.

3. In order to avoid denunciation of the Convention in the event of any modification of the legal status, the Contracting Governments shall, in such a case, first endeavour, when necessary, to come to an agreement by means of negotiations.

Article 7.

The present Convention is drawn up in German and Polish in two originals, of which each Contracting Government shall receive one copy in German and in Polish. The German and Polish texts agree and are equally authentic.

BERLIN, July 14, 1927.

Dr. Georg MARTIUS.
Dr. Bernhard LEHFELDT.

Dr. Witold PRĄDZYŃSKI.
Dr. Herman HOROWITZ.

PROTOCOLE FINAL

I. Les gouvernements contractants conviennent qu'aussi longtemps qu'en vertu d'un arrangement intervenu entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement polonais, les ouvriers agricoles saisonniers de nationalité polonaise, conformément au Huitième Arrêté d'exécution de l'Arrêté du 24 mars 1927 relatif à l'assistance aux sans-travail (*Reichsgesetzbl. I, p. 81*), ou conformément à une prescription qui viendrait à remplacer ledit arrêté, seront dispensés, dans le Reich allemand, de l'obligation de verser la cotisation afférente à l'assistance aux sans travail, les ouvriers ne seront pas visés par la présente convention et ne recevront donc pas non plus les prestations de l'assistance allemande aux sans-travail. La même règle sera applicable par analogie à l'assurance contre le chômage, lorsque cette assurance aura été introduite dans le Reich allemand.

II. Les gouvernements contractants sont convenus, en outre, que la présente convention ne déroge pas à la Convention germano-polonaise du 15 mai 1922 relative à la Haute-Silésie, sauf dans les cas où la présente convention reconnaît des droits plus étendus aux chômeurs (sans-travail).

III. Les gouvernements contractants conviennent enfin que le différend relatif à la loi polonaise sur l'assurance contre le chômage, actuellement en instance devant la Commission mixte de Haute-Silésie comme suite à la requête présentée par le Gouvernement allemand en vertu de l'article 2, alinéa 1, de la Convention germano-polonaise du 15 mai 1922 relative à la Haute-Silésie, se trouvera réglée par la conclusion de la présente convention. Après la signature de la présente convention, les gouvernements contractants chargeront leurs représentants auprès de la Commission mixte de Haute-Silésie de notifier officiellement ce fait au président de la Commission mixte de Haute-Silésie dans une note commune.

BERLIN, le 14 juillet 1927.

D^r Georg MARTIUS.
D^r Bernhard LEHFELDT.

D^r Witold PRĄDZYŃSKI.
D^r Herman HOROWITZ.

FINAL PROTOCOL.

I. The Contracting Governments have agreed that, so long as seasonal agricultural workers of Polish nationality in the German Reich are exempt in virtue of an agreement between the German and Polish Governments and in conformity with the Eighth Executive Order under the Decree concerning unemployment relief dated March 24, 1927, (*Reichsgesetzbl. I, page 81*), or in conformity with any regulations in lieu thereof, from the liability to pay contributions in connection with unemployment relief, they shall not fall within the scope of the present Convention and shall not in consequence receive the benefits of German unemployment relief. The same rule shall also apply after the introduction of a measure of unemployment insurance in the German Reich.

II. The Contracting Governments have further agreed that the present Convention shall be without prejudice to the German-Polish Convention concerning Upper Silesia of May 15, 1922, except in so far as the present Convention confers more extensive rights on the unemployed.

III. In conclusion, the Contracting Parties have agreed that the dispute in regard to the Polish law concerning unemployment insurance which, owing to the request submitted by the German Government in virtue of Article 2, paragraph 1, of the German-Polish Convention concerning Upper Silesia of May 15, 1922, is now pending before the Mixed Commission for Upper Silesia, shall be settled with the conclusion of the present Convention. After signing the present Convention the Contracting Governments shall instruct their representatives accredited to the Mixed Commission for Upper Silesia to notify the President of the Commission to this effect by means of a joint Note.

BERLIN, July 14, 1927.

Dr. Georg MARTIUS.
Dr. Bernhard LEHFELDT.

Dr. Witold PRĄDZYŃSKI.
Dr. Herman HOROWITZ.

N° 1719.

FRANCE ET POLOGNE

Convention consulaire. Signée à Paris, le 30 décembre 1925.

FRANCE AND POLAND

Consular Convention. Signed at Paris, December 30, 1925.

N° 1719. — CONVENTION¹ CONSULAIRE ENTRE LA FRANCE ET LA POLOGNE. SIGNÉE A PARIS, LE 30 DÉCEMBRE 1925.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 23 mai 1928.*

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, reconnaissant l'utilité de déterminer les droits, immunités et privilèges réciproques des consuls et étant tombés d'accord pour conclure une convention consulaire, les soussignés dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir des consulats généraux consulats, vice-consulats et agences consulaires sur le territoire de l'autre Partie. Elles se réservent toutefois le droit de désigner les localités qu'elles jugeront convenable d'excepter, pourvu que cette réserve soit également applicable à toutes les Puissances.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, sur la présentation de leurs provisions, seront admis et reconnus selon les règles et formalités établies dans le pays de leur résidence. L'exequatur nécessaire pour le libre exercice des fonctions desdits agents leur sera délivré sans retard et sans frais, et, sur la production dudit exequatur, les autorités supérieures de leur circonscriptions consulaires prendront immédiatement les mesures nécessaires pour qu'ils puissent s'acquitter des devoirs de leur charge, et qu'ils soient admis à la jouissance des immunités et exemptions qui y sont attachées.

Article 2.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls pourront nommer des agents consulaires dans les villes ports et localités de leurs circonscriptions consulaires respectives, sauf l'approbation du gouvernement de l'Etat de résidence.

Ces agents consulaires pourront être indistinctement choisis parmi les citoyens des deux Etats comme parmi ceux de nations tierces, et seront munis d'un brevet délivré par le consul qui les aura nommés et sous les ordres duquel ils seront placés.

Article 3.

Les chefs des postes consulaires (consulats généraux, consulats, vice-consulats et agences consulaires) et les agents du service consulaire (consuls suppléants et adjoints, vice-consuls, attachés et secrétaires de chancellerie, chanceliers, élèves chanceliers, attachés et secrétaires consulaires,

¹ Entré en vigueur le 27 mai 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1719. — CONSULAR CONVENTION² BETWEEN FRANCE AND POLAND. SIGNED AT PARIS, DECEMBER 30, 1925.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Convention took place May 23, 1928.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE POLISH REPUBLIC, recognising the desirability of defining the reciprocal rights, immunities and privileges of consuls, and having resolved to conclude a Consular Convention, the undersigned, being duly authorised, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Each of the High Contracting Parties shall be entitled to establish Consulates-General, Consulates, Vice-Consulates and consular Agencies within the territory of the other Party. They nevertheless reserve the right to designate the places which they may deem it desirable to except, provided that the said reservation shall apply to all Powers.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents, on presentation of their credentials, shall be admitted and recognised according to the rules and formalities established in the country in which they reside. The exequatur necessary for the free exercise of the functions of the said Agents shall be issued without delay and without charge, and on the production of the said exequatur the higher authorities of their consular area shall immediately take the necessary steps to enable them to discharge the duties entrusted to them and to give them the benefit of the immunities and exemptions connected therewith.

Article 2.

Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls may appoint consular Agents in the towns, ports and places in their consular districts, subject to the approval of the Government of the State in which they reside.

These consular Agents may be chosen either from citizens of the two States or from citizens of other countries, and shall be provided with authorisation in writing issued by the consul who appoints them and under whose orders they will be placed.

Article 3.

Heads of consular offices (Consulates-General, Consulates, Vice-Consulates and consular Agencies) and Agents of the consular service (acting and assistant Consuls, Vice-Consuls, chancery attachés and secretaries, chief clerks, chancery assistants, consular attachés and secretaries,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force May 27, 1928.

interprètes, commis de chancellerie), citoyens de l'Etat qui les nomme, jouiront de l'exemption de toute réquisition militaire personnelle, mobilière ou immobilière, ainsi que des contributions directes mobilières ayant le caractère d'impôt personnel, imposées par une autorité quelconque des Etats respectifs.

Ils seront également exempts de droits de douane ou autre taxe pour le mobilier à leur usage personnel qu'ils importeront pendant un délai de six mois courant du jour de la prise de possession de leur emploi.

Si toutefois lesdits agents possèdent des biens immeubles, font le commerce, exercent quelque industrie ou profession, ou ont des capitaux engagés dans des entreprises industrielles ou commerciales, ils ne pourront prétendre sous ces divers rapports à aucun privilège et resteront soumis aux mêmes taxes, charges et impositions que les autres particuliers dans les mêmes conditions ; mais ils seront exempts de la charge des logements militaires pour les locaux affectés au bureau de leur chancellerie et à leurs archives, immunité dont seront appelés à bénéficier même les agents ressortissants de tierces Puissances ou ressortissants de l'Etat de leur résidence.

Article 4.

Les chefs de poste et agents du service consulaire, citoyens ou non de l'Etat qui les nomme ne seront pas justiciables des tribunaux de l'Etat de leur résidence à raison des actes de leurs fonctions accomplis par eux dans les limites des attributions qui leur sont reconnues par la présente convention.

Au cas où un agent invoquerait cette exception devant une autorité de l'Etat de sa résidence, celle-ci devra s'abstenir de statuer, toutes les difficultés de cette nature devant toujours être réglées par la voie diplomatique.

Les chefs de poste et agents du service consulaire, citoyens de l'Etat qui les nomme, ne pourront être mis en état d'arrestation préventive, sauf pour les infractions punissables d'après la législation locale d'un emprisonnement de cinq ans au moins. En cas d'arrestation ou de poursuites, le gouvernement de l'Etat de résidence en informera aussitôt que possible l'agent diplomatique dont relèvent les fonctionnaires précités.

Les chefs de poste et agents du service consulaire, citoyens de l'Etat qui les nomme, seront exempts de la contrainte par corps, tant en matière civile qu'à l'occasion d'actes de commerce isolés (tels que la signature ou l'endossement d'une lettre de change) et, s'ils sont négociants, la contrainte par corps ne pourra leur être appliquée que pour les seuls faits de leur commerce et non pour causes civiles.

Les chefs de poste et agents du service consulaire, non citoyens de l'Etat de leur résidence, devront déférer aux invitations qui leur seront adressées, sans menace de sanctions pénales en cas de non-comparution, par les tribunaux de l'Etat de leur résidence, à l'effet de comparaître comme témoins ; mais ils pourront, s'il échet, faire valoir comme motifs légitimes, pour remise de leur audition à une date ultérieure, mais peu éloignée, des empêchements résultant des nécessités urgentes de service.

Ils pourront également se refuser à déposer ou à produire des pièces dont ils seraient détenteurs, en opposant le secret professionnel ou d'Etat. Au cas où elle n'admettrait pas cette excuse ou cette exception comme fondée, l'autorité judiciaire devra s'abstenir de toute mesure coercitive à l'égard de l'agent, les difficultés de cette nature devant toujours être réglées par la voie diplomatique.

Sous réserve des privilèges et immunités mentionnés ci-dessus, les chefs de poste et agents du service consulaire seront soumis dans les mêmes conditions que les nationaux, tant en matière civile qu'en matière criminelle, à la juridiction des tribunaux de l'Etat de leur résidence.

Article 5.

Les chefs de poste et les agents du service consulaire des deux Hautes Parties contractantes pourront placer au-dessus de la porte extérieure de la maison consulaire l'écusson des armes de leur nation avec cette inscription :

Consulat général, consulat, vice-consulat ou agence consulaire de...

interpreters, chancellery clerks), when citizens of the State which appoints them, shall be exempt from any military requisition, whether personal or in respect of movable or immovable property, and from direct imposts on immovable property in the nature of a personal tax, imposed by any authority of the State in question.

They shall also be exempt from Customs duties and other charges on furniture for their personal use which they import within a period of six months from the date on which they take over their duties.

If, however, the said Agents are in possession of immovable property, engage in commerce or carry on any industry or profession, or have capital invested in industrial or commercial undertakings, they are not entitled to claim any privilege in respect of such activities, and shall be subject to the same dues, charges and taxes as other private persons under the same conditions. Nevertheless, they shall be exempt from any obligation in respect of military billeting so far as concerns the premises used for their chancellery and archives, which immunity shall be extended even to Agents who are nationals of third Powers or nationals of the State in which they reside.

Article 4.

Heads of consular offices and Agents of the consular service, whether or not citizens of the State which appoints them, shall not be amenable to the jurisdiction of the Courts of the country in which they reside in respect of acts done by them in the exercise of their functions within the limits of the powers conferred upon them by the present Convention.

Should an Agent put forward this plea before an authority of the country in which he resides, such authority shall not take any decision on the matter, since all difficulties of this character must always be settled through the diplomatic channel.

Heads of consular offices and Agents of the consular service who are citizens of the State which appoints them may not be subjected to preventive detention except for offences which under the local legislation are punishable with imprisonment for not less than five years. In the case of arrest or prosecution, the Government of the country of residence shall as soon as possible advise the diplomatic representative under whose authority the above-mentioned officials are placed.

Heads of consular offices and Agents of the consular service who are citizens of the State which appoints them shall be immune from arrest both in civil matters and in connection with isolated commercial acts (such as signing or endorsing a bill of exchange), and if they are engaged in commerce they may only be arrested for acts exclusively connected with their business, and not for civil matters.

Heads of consular offices and Agents of the consular service who are not citizens of the State in which they reside shall appear as witnesses when called upon to attend by the Courts of the State in which they reside, but without any threat of penalties in the event of their non-appearance. Nevertheless, they may if necessary adduce the fact that they are prevented from appearing by the urgent requirements of their service as a legitimate reason for postponing their attendance to a later, but not very distant, date.

They may also refuse to give evidence or to produce documents in their possession on the ground that they would be guilty of a violation of professional or State secrecy. Should the judicial authority consider that the excuse or plea is not warranted, it shall refrain from employing any measures of constraint against the Agent since difficulties of this kind must always be settled through the diplomatic channel.

Subject to the above-mentioned privileges and immunities, heads of consular offices and Agents of the consular service shall be amenable both in civil and in criminal matters to the jurisdiction of the courts of the country in which they reside under the same conditions as nationals.

Article 5.

Heads of consular offices and Agents of the consular service of the two High Contracting Parties shall be entitled to place above the outer door of the consular building the coat-of-arms of their country with the inscription: Consulate-General, Consulate, Vice-Consulate or Consular Agency of...

Ils pourront également arborer le pavillon de leur pays sur la maison consulaire aux jours de solennités publiques, ainsi que dans d'autres circonstances d'usage, étant bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile.

Ils pourront, dans les mêmes conditions et sous les réserves formulées dans le paragraphe précédent en ce qui concerne le droit d'asile, arborer le pavillon de leur nation sur le bateau qu'ils monteraient dans le port pour l'exercice de leurs fonctions.

Article 6.

Les archives consulaires seront inviolables en tout temps, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, visiter ou saisir les papiers, documents et registres qui en font partie.

Ces papiers documents et registres devront toujours être complètement séparés des livres, papiers et documents personnels ou relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les fonctionnaires consulaires respectifs.

Si un chef de poste ou un agent du service consulaire de l'une des deux Hautes Parties contractantes requis par l'autorité judiciaire ou administrative locale de se dessaisir de papiers, documents ou registres classés dans ces archives ou de les produire, se refuse à le faire, l'autorité judiciaire ou administrative ne pourra user à son égard d'aucune mesure coercitive, toutes difficultés de cette nature devant être réglées par la voie diplomatique.

Article 7.

En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des chefs de poste, les agents du service consulaire seront admis de plein droit, dans l'ordre prescrit par les règlements de chacune des Hautes Parties contractantes, à exercer par intérim les fonctions consulaires.

Les autorités locales devront leur prêter assistance et protection, et leur assurer pendant leur gestion intérimaire la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités et privilèges réciproquement reconnus par la présente convention aux titulaires. Elles devront également donner toutes les facilités désirables aux agents intérimaires que les consuls généraux, consuls et vice-consuls désigneraient pour remplacer momentanément les agents consulaires ou décédés.

Article 8.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires sont admis à protéger les ressortissants de l'Etat qui les a nommés et à défendre, en vertu du droit et des usages internationaux, tous les droits et intérêts de ces ressortissants.

A cet effet, ils pourront s'adresser à toutes les autorités de leur circonscription pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre les deux pays, et contre tout abus dont leurs nationaux pourraient avoir à se plaindre. Si leurs réclamations n'étaient pas accueillies par ces autorités, ils ne pourraient avoir recours directement au gouvernement de l'Etat dans lequel ils résident qu'en l'absence de tout agent diplomatique de leur pays.

Article 9.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront recevoir en chancellerie les déclarations des naissances et décès de leurs nationaux, mais les intéressés seront tenus d'effectuer les déclarations imposées par les lois territoriales.

They may also fly the flag of their country on the consular building on days of public solemnities and on other customary occasions, it being understood that these external signs shall never be interpreted as constituting a right of asylum.

Under the same conditions and subject to the reservations made in the preceding paragraph with regard to the right of asylum, they may also fly the flag of their country on the vessel which they employ in the port in the exercise of their functions.

Article 6.

The consular archives shall at all times be inviolable, and the local authorities may not, under any pretext, examine or seize any papers, documents or files forming part thereof.

These papers, documents and files shall always be kept completely separate from books, papers and documents which are of a personal character, or which relate to the commerce or industry in which the respective consular officials may be engaged.

If a head of a consular office or an Agent of the consular service of one of the two High Contracting Parties who is called upon by the local judicial or administrative authorities to hand over or to produce papers, documents or files kept in such archives refuses to do so, the judicial or administrative authority shall refrain from employing any measure of constraint against the said official, all difficulties of this nature having to be settled through the diplomatic channel.

Article 7.

Should the head of a consular office be absent, or die, or be prevented for any reason from exercising his functions, the Agents of the consular service shall be admitted as of full right, in the order fixed by the regulations of the respective High Contracting Parties, to discharge the consular duties *ad interim*.

The local authorities shall render them assistance and protection, and shall accord them during their temporary conduct of business the benefits of the exemptions, prerogatives, immunities and privileges reciprocally conferred upon titular consuls by the present Convention. They shall also give all desirable facilities to such *ad interim* Agents as the Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls may designate to replace temporarily consular Agents who have resigned or died.

Article 8.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents shall be entitled to protect the nationals of the State which has appointed them and to defend, in accordance with international law and usage, all the rights and interests of such nationals.

To this end they may apply to all authorities in their area for the purpose of protecting against any breach of the treaties or conventions existing between the two countries and against any abuse of which their nationals may have to complain. Should their complaints not be attended to by these authorities, they may apply direct to the Government of the State in which they reside only in the absence of any diplomatic representative of their country.

Article 9.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents shall be entitled to receive declarations of births and deaths of their nationals in their offices, but the persons concerned shall be obliged to make the declarations required by the law of the country in question.

Article 10.

En cas de décès d'un ressortissant de l'un des Etats contractants sur le territoire de l'autre, l'autorité territoriale compétente devra en aviser immédiatement l'agent dans la circonscription duquel le décès a eu lieu et lui transmettre dans le plus bref délai une expédition sans frais de l'acte de décès du défunt.

Article 11.

Si un Français laisse des biens en Pologne ou si un Polonais laisse des biens en France et que les ayants-droit à sa succession ou certains d'entre eux soient inconnus ou absents, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront qualité pour requérir l'apposition des scellés sur les effets, papiers et autres biens mobiliers du défunt et assister à l'accomplissement de cette formalité. Ils veilleront à ce que l'autorité compétente recherche s'il y a un testament, et recevront communication de tous renseignements et documents qui leur permettront de retrouver les ayants-droit. Ils pourront, en outre, s'ils le jugent utile, provoquer la nomination par l'autorité locale compétente d'un administrateur ou curateur de la succession qui sera choisi sur leur présentation parmi les personnes désignées par la loi ou l'usage pour remplir cette fonction.

L'administrateur ou curateur, toutes les fois qu'il en sera requis, devra communiquer au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire tous renseignements concernant la liquidation de la succession.

L'intervention consulaire ne sera plus admise dès qu'il aura été constaté qu'il n'y a pas d'ayants-droit de la nationalité de l'Etat qui a nommé l'agent ou que tous les héritiers sont présents ou représentés.

Article 12.

Lorsque la succession sera liquidée, l'administrateur ou curateur en informera aussitôt le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire et les ayants-droit dont les noms et adresses sont connus, ces derniers par lettre recommandée.

Si, dans un délai de six mois courant du jour de la notification au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire, les ayants-droit ou certains d'entre eux n'ont pas fait valoir leurs droits les agents précités pourront, comme représentants de droit des absents, se faire remettre par l'administrateur, curateur ou toute autorité les détenant, les parts non réclamées de l'actif de la succession.

Ils devront à cet effet produire tous les documents et justifications comme les héritiers eux-mêmes.

Article 13.

Les dispositions des articles 11 et 12 seront applicables lorsque des ressortissants de l'un des Etats contractants, absents ou incapables, et non représentés, seront intéressés dans une succession ouverte sur le territoire de l'autre Etat, quelle que soit la nationalité du *de cuius*. Mais l'intervention consulaire ne sera plus admise dès que les ayants-droit de la nationalité de l'Etat qui a nommé l'agent seront présents ou représentés.

Article 14.

Si un Français laisse des biens en Pologne ou si un Polonais laisse des biens en France et que l'autorité territoriale estime la valeur de ces biens inférieure :

- En France, à 500 francs ;
- En Pologne, à 500 zloty,

Article 10.

On the death of a national of either of the Contracting Parties in the territory of the other, the competent territorial authorities shall immediately advise the consular Agent in whose area the death took place and forward to him as soon as possible without charge a copy of the death certificate.

Article 11.

Should a French national leave property in Poland or a Polish national leave property in France and should the heirs, or some of their number, be unknown or absent, Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents shall be entitled to demand that seals be affixed to the effects, papers and other movable property of the deceased and to be present when this formality is carried out. They shall take steps to ensure that the competent authorities make investigations for the purpose of discovering whether a will exists, and shall receive communication of all information and documents which may enable them to ascertain the heirs. They may, further, should they think it desirable, demand the appointment by the competent local authorities of an administrator or curator of the estate, who shall be chosen at their suggestion from among the persons designated by law or custom to carry out such duties.

The administrator or curator shall, whenever he is called upon to do so, communicate to the Consul-General, Consul, Vice-Consul or consular Agent all information connected with the winding up of the estate.

The Consular authorities may no longer intervene when it is ascertained that none of the heirs are of the nationality of the State which appointed the consular Agent or that all the heirs are present or represented.

Article 12.

When an estate is wound up, the administrator or curator shall immediately notify the Consul-General, Consul, Vice-Consul or consular Agent and those heirs whose names and addresses are known, in the latter case by registered letter.

If, within a period of six months from the date of notification to the Consul-General, Consul, Vice-Consul or consular Agent, the heirs, or some of their number, have not claimed their rights, the above-mentioned Agents may, as legal representatives of the persons absent, require that those parts of the assets of the estate which have not been claimed should be handed over to them by the administrator, curator or other authority in possession of the same.

For this purpose they shall produce all documents and proof which would be required of the heirs themselves.

Article 13.

The provisions of Articles 11 and 12 shall apply when nationals of one of the Contracting States, who are absent or without capacity, and not legally represented, are interested in a succession opened on the territory of the other State, whatever be the nationality of the deceased. The consular authorities, however, may no longer intervene when the heirs of the nationality of the State which has appointed the Agent are present or represented.

Article 14.

Should a French national leave property in Poland or a Polish national leave property in France and the territorial authorities assess the value of such property at a sum inferior to :

500 francs in France ;
500 zloty in Poland,

le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire pourra se faire remettre ces biens. Il sera seul chargé de la liquidation de la succession, mais ne pourra en transmettre le produit hors du territoire de l'Etat de résidence qu'après le règlement du passif et le paiement de toutes taxes qui pourraient être dues.

Les sommes indiquées dans le présent article sont calculées à parité avec l'or.

Article 15.

Lorsque les ressortissants de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes seront intéressés dans la succession d'un national d'une tierce Puissance, les stipulations de la présente convention ne pourront porter atteinte aux droits reconnus par des traités antérieurs aux agents du service consulaire de l'Etat dont le défunt était ressortissant.

Article 16.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux Hautes Parties contractantes auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, au domicile des parties et à bord des navires de commerce et de guerre de l'Etat qui les a nommés les déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage, les passagers, les négociants et tous autres ressortissants de ce même Etat.

Ils seront également autorisés à recevoir comme notaires les dispositions testamentaires de leurs nationaux.

Ils auront, en outre, le droit de recevoir dans leur chancellerie tous actes, pourvu que ceux-ci aient rapport à des biens situés, à des affaires à traiter ou à tous droits à faire valoir hors du territoire du pays de leur résidence.

Les copies ou extraits des actes dressés en vertu des paragraphes précédents, dûment légalisés par lesdits agents, et scellés du sceau officiel du poste, feront foi, tant en justice que hors justice, soit en Pologne, soit en France, au même titre que les originaux et auront le même caractère d'authenticité et la même force probante que s'ils avaient été passés devant un notaire ou autre officier public de l'un ou de l'autre pays, pourvu que ces actes aient été rédigés dans les formes requises par les lois de l'Etat qui a nommé ces agents et qu'ils aient été soumis au timbre et à l'enregistrement, ainsi qu'à toutes les autres formalités qui régissent la matière dans le pays où l'acte doit recevoir son exécution.

Dans le cas où un doute s'élèverait sur l'authenticité de copies ou extraits d'actes dressés dans les chancelleries des consuls respectifs, on ne pourra en refuser la confrontation avec l'original à l'intéressé qui en fera la demande et qui pourra assister à cette collation, s'il le juge convenable.

Article 17.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux Hautes Parties contractantes pourront traduire et légaliser toute espèce de documents émanant d'autorités ou de fonctionnaires de leur pays, ainsi que d'autorités ou fonctionnaires de pays tiers, mais, dans ce dernier cas, intéressant leurs nationaux.

Les traductions faites par eux auront dans le pays de leur résidence la même force et la même valeur que si elles eussent été faites par les traducteurs assermentés du pays de résidence.

Lesdits agents pourront également légaliser la signature de leurs nationaux.

Article 18.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux Hautes Parties contractantes pourront signaler à l'autorité compétente de l'Etat de résidence l'utilité d'organiser une tutelle à leurs nationaux mineurs, étant entendu que cette autorité reste juge de la décision à prendre.

the Consul-Général, Consul, Vice-Consul or consular Agent may have the property in question handed over to him. He shall have the sole charge of winding up the estate, but may not send the proceeds thereof outside the territory of the State in which he resides till all liabilities have been discharged and all taxes which may be due have been paid.

The sums indicated in the present Article should be reckoned on a gold basis.

Article 15.

When nationals of one or other of the High Contracting Parties are interested in the estate of a national of a third Power, the provisions of the present Convention shall not affect the rights conferred by earlier treaties on Agents of the consular service of the State of which the deceased was a national.

Article 16.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents of the two High Contracting Parties shall be entitled to receive in their offices, at the residence of the parties and on board merchant vessels and warships of the State which has appointed them, the declarations which may have to be made by captains, members of the crew, passengers, traders or any other nationals of the said State.

They shall also be entitled to receive, as notaries, the testamentary dispositions of nationals of their country.

They shall furthermore have the right to receive all acts in their offices provided that these acts relate to property situated, to business to be transacted, or to rights to be established outside the territory of the country in which they reside.

Copies of or extracts from acts drawn up in virtue of the preceding paragraphs, duly legalised by the said Agents and bearing the official seal of the consular office shall have the same validity as the originals for judicial or other purposes, both in Poland and in France, and shall have the same character of authenticity and the same value as evidence as if they had been executed before a notary or other public officer of either country, provided that these acts were drawn up in the form prescribed by the laws of the State which appointed these Agents, that they were stamped and registered and that they satisfy all the other requirements prescribed in connection therewith in the country in which effect is to be given to the act.

Should any doubt arise as to the authenticity of copies or of extracts from acts drawn up in the offices of the respective Consuls, they shall be compared with the originals if the person interested so requests, and he may be present when this is done if he thinks it desirable.

Article 17.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents of the two High Contracting Parties may translate and legalise any kind of document emanating from authorities or officials of their country, or from authorities or officials of third countries, but in the latter case only if the said documents concern their nationals.

Translations made by them shall have the same force and the same authority in the country in which they reside as if they had been drawn up by sworn translations of that country.

The said consular Agents may also legalise the signature of their nationals.

Article 18.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents of the two High Contracting Parties may draw the attention of the competent authorities of the State in which they reside to the desirability of providing guardianship for nationals of their country who are minors, it being understood that the said authorities alone have the right to decide this question.

Article 19.

Les autorités judiciaires et administratives de l'Etat de résidence pourront demander aux consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux Hautes Parties contractantes de servir d'interprète ou de désigner un interprète pour assister leurs ressortissants.

Article 20.

Les rentes ou indemnités dues pour les accidents du travail pourront être versées entre les mains des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de l'Etat dont le bénéficiaire est ressortissant, si ce dernier se trouve hors de l'Etat de résidence des agents précités.

Les sociétés d'assurances et autres intéressés sont libérés par les quittances délivrées par lesdits agents.

Article 21.

Les ressortissants indigents des deux Hautes Parties contractantes, sur la présentation du certificat prévu à l'article 4 de la Convention en date de ce jour relative à la protection et à l'assistance judiciaire pourront réciproquement obtenir gratuitement ou à tarif réduit des expéditions d'actes de l'état civil dans les cas où les lois du pays où ces actes sont réclamés accordent cette faveur aux nationaux. Les pièces nécessaires à leur mariage seront légalisées gratuitement par les agents diplomatiques ou consulaires des deux Hautes Parties contractantes.

Article 22.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront délivrer à leurs ressortissants des passeports et autres documents personnels et viser tous passeports et autres documents.

Il pourra être fait usage de ces passeports et documents devant l'autorité locale, dans la mesure où les usages, ainsi que la loi et les règlements de l'Etat de résidence, le permettent.

Article 23.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des deux Etats connaîtront exclusivement des actes d'inventaire et des autres opérations pratiquées pour la conservation des biens ou objets de toute nature laissés par les gens de mer et les passagers de la nationalité de l'Etat qui a nommé ces agents, morts pendant la traversée ou dans le port de leur arrivée, soit à terre, soit à bord d'un navire de ce même Etat.

Les salaires, appointements, valeurs et effets appartenant aux marins ou passagers ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes, morts à bord d'un d'un navire de l'autre Partie, seront remis dans le port d'arrivée à l'autorité compétente du pays du défunt, ou entre les mains du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire de sa nation.

Article 24.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires de leur nation, après qu'ils auront été admis en libre pratique, interroger les capitaines et l'équipage, examiner les papiers de bord, recevoir les déclarations sur leur voyage, leur destination et les incidents de la traversée, dresser les manifestes et faciliter l'expédition de ces navires.

Article 19.

The judicial and administrative authorities of the State in which they reside shall be entitled to request Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents of the two High Contracting Parties to act as interpreters or to designate an interpreter to assist their nationals.

Article 20.

Allowances or compensation due for occupational accidents may be paid to Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents of the State of which the person entitled is a national, should he not be at the moment in the territory of the State in which the above-mentioned agents reside.

Insurance companies and others concerned shall be relieved of liability on obtaining receipts given by the said agents.

Article 21.

Indigent nationals of either High Contracting Party who present in the other country the certificate provided for in Article 4 of the Convention of to-day's date concerning Legal Protection and Assistance, shall be entitled to obtain free or at a reduced charge copies of extracts from the register of births, marriages, and deaths, if the legislation of the country in which these documents are applied for grants a similar right to the nationals of the country. Documents necessary for their marriages shall be legalised free of charge by the diplomatic or consular agents of the two High Contracting Parties.

Article 22.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents may issue passports and other personal documents to their nationals and visa all passports and other documents.

These passports and documents may be used before the local authorities to the extent allowed by the practise and by the laws and regulations of the State in which they reside.

Article 23.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, or consular Agents of the two States shall alone be competent in regard to acts of inventory and other steps taken for safeguarding property or articles of any kind left by seamen and travellers of the nationality of the State which has appointed the said Agents, who died during the voyage or in the port of arrival either on land or on board a vessel of the said State.

Wages, emoluments, securities and effects belonging to seamen or travellers, nationals of either of the High Contracting Parties, who die on board a ship of the other Party shall be handed over, in the port of arrival to the competent authority of the country of the deceased, or to the Consul-General, Consul, Vice-Consul or consular Agent of his country.

Article 24.

Consul-General, Consuls, Vice-Consuls or consular Agents may proceed in person or send representatives on board ships of their country after those ships have been admitted to free pratique, may question the captains and crews, examine the ship's papers, receive declarations regarding their voyage, their destination and the events of the passage, draw up manifests and facilitate the departure of their vessels.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif et les officiers et agents de la douane du pays ne pourront, dans les ports où réside un consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire de l'un des deux Etats respectifs, opérer à bord ni arrestations (sauf le cas de flagrant délit), ni recherches, ni visites, autre que les visites ordinaires de douane et de santé, sans prévenir auparavant, ou, en cas d'urgence, au moment même de la perquisition, l'agent de la nation à laquelle le bâtiment appartiendra, afin qu'il puisse assister à la visite. Ils devront également donner, en temps opportun, au consul ou à l'agent consulaire les avis nécessaires pour qu'il puisse assister aux déclarations que les capitaines et les équipages auraient à faire devant les tribunaux ou l'administration du pays.

L'invitation qui sera adressée dans les cas précités aux consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, indiquera une heure précise, et si les agents précités négligeaient de s'y rendre en personne, ou de se faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence.

Article 25.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de l'Etat qui les a nommés ; ils régleront eux-mêmes les contestations de toute nature qui surviendraient entre les capitaines, les officiers et les matelots de ces navires, et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement constatés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque des désordres survenus à bord des navires seraient de nature à troubler la tranquillité publique à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter leur appui aux consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, si elles en sont requises par eux, pour leur faciliter l'accomplissement de leurs fonctions et notamment pour faire arrêter et conduire en prison tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage, chaque fois que pour un motif quelconque lesdits agents le jugeront convenable, s'il ne s'agit pas d'un ressortissant du pays, et, en outre, pour la Pologne d'un ressortissant de la Ville libre de Dantzig.

Article 26.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires pourront faire arrêter et renvoyer à bord, soit dans leur patrie, les marins et toute autre personne faisant partie, à quelque titre que ce soit, des équipages de navires de guerre ou de commerce de l'Etat qui a nommé ces agents, qui auraient déserté sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier en produisant soit les registres du bâtiment ou le rôle d'équipage, soit un extrait authentique de ces documents, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée.

On donnera, en outre, auxdits fonctionnaires consulaires tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs qui seront conduits dans les prisons du pays, et y seront détenus à la demande écrite et aux frais de l'autorité consulaire jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les rapatrier. Si toutefois cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, ou si les frais de leur détention n'étaient pas régulièrement acquittés, moyennant un avis donné au fonctionnaire consulaire trois jours à l'avance, lesdits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque infraction à terre, l'autorité locale pourrait surseoir à la remise, jusqu'à ce que le tribunal eût rendu sa sentence et que celle-ci eût reçu pleine et entière exécution.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que les marins ou autres individus de l'équipage, ressortissants du pays dans lequel ils auraient déserté (en outre, pour la Pologne, les ressortissants de la Ville libre de Dantzig) sont exceptés des stipulations du présent article.

In ports in which a Consul-General, Consul, Vice-Consul or consular Agent of one of the two States resides, the judicial and administrative officials and the Customs officers and agents of the country may not effect any arrest on board (save in cases in which the offenders are taken in the act) or carry out any search or inspection on board other than the usual Customs and medical inspection without notifying previously, or in urgent cases at the actual moment of the search, the Agent of the country to which the vessel belongs in order that he may be present during the examination. They must also give the Consul or consular Agent the necessary notice in good time to enable him to be present when any declarations are made by captains or crews before the courts or administrative authorities of the country.

The invitation addressed in the above-mentioned cases to Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents shall specify the exact hour and, should the above-mentioned Agents fail to attend in person or to send a representative, the case shall be dealt with in their absence.

Article 25.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents shall alone be responsible for the maintenance of internal order on board merchant ships of the State which has appointed them. They shall themselves decide disputes of all kinds which may arise between the captains, officers and seamen of such vessels, especially those relating to pay and the execution of contracts entered into between them.

The local authorities may only intervene when disturbances occurring on board ship are of a nature to disturb public tranquillity on land or in the port or when a person belonging to the country or not forming part of the crew is involved.

In all other cases the said authorities shall confine themselves to giving their support to the Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or consular Agents, if asked to do so by the latter, in order to assist them in the discharge of their duties, and in particular to arrest and imprison any person entered as a member of the crew, whenever for any reason the said Agents deem it necessary, provided he is not a national of the country and, furthermore in the case of Poland, a national of the Free City of Danzig.

Article 26.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and consular Agents may cause to be arrested and sent back to their ships or to their country seamen or any other persons who belong, in whatever capacity, to the crew of warships or merchant ships of the State which has appointed the said Agents, and who have deserted on the territory of one of the High Contracting Parties.

For this purpose they must apply in writing to the competent local authorities and prove, by producing either the registers of the vessel or the muster-roll of the crew, or a certified extract therefrom, that the persons claimed really belonged to the crew.

On the receipt of such a duly authenticated request, the handing over of the deserters may not be refused.

The said consular officials shall, moreover, be given every help and assistance in searching for and arresting such deserters, who shall be placed in a prison of the country and detained there on the written request and at the expense of the consular authorities until they are returned to their vessel or until an opportunity occurs to repatriate them. If, however, such opportunity should not occur within two months from the date of arrest, or should the expense incurred by their detention not be regularly paid, after notification has been given to the consular official three days in advance, the said deserters shall be released and may not be re-arrested for the same cause.

Should the deserter have committed an offence on shore, the local authority may defer his release until the court has given judgment and the said judgment has been fully and completely carried out.

The High Contracting Parties agree that seamen and other members of the crew who are nationals of the country in which they have deserted (and further in the case of Poland, nationals of the Free City of Danzig) shall be excepted from the provisions of the present Article.

Article 27.

Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, les avaries que les navires des deux pays auraient souffertes en mer, soit qu'ils entrent dans les ports respectifs volontairement ou par relâche forcée, seront réglées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de la nation, à moins que des ressortissants de l'Etat dans lequel résident lesdits agents ou ceux d'une tierce Puissance ne soient intéressés dans ces avaries : dans ce cas, et à défaut de compromis amiable entre toutes les parties intéressées, elles devront être réglées par l'autorité locale.

Article 28.

Lorsqu'un navire appartenant au gouvernement ou à des ressortissants de l'un des deux Etats fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre, les autorités locales devront en avertir sans retard le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus proche.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires de l'un des deux Etats qui naufrageraient ou s'échoueraient dans les eaux territoriales de l'autre Etat seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu dans les deux Etats que pour assister les agents précités, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires ou de leurs délégués, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune sorte, sauf toutefois ceux que nécessiteront les opérations de sauvetage, ainsi que la conservation des objets sauvés et ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux ou ceux de la nation la plus favorisée.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les fonctions mentionnées dans le présent article seront de la compétence exclusive de l'autorité locale.

Les marchandises et effets sauvés ne sont sujets au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure.

Article 29.

Il est, en outre, convenu que les chefs de poste et les agents du service consulaire de chacun des deux Etats jouiront dans l'autre, à charge de réciprocité, de tous les privilèges et immunités qui sont ou seront accordés aux agents de la même classe de la nation la plus favorisée.

Article 30.

La présente convention sera ratifiée.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

Ses effets cesseront à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la dénonciation notifiée par l'une ou l'autre Partie contractante.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés à cet effet ont revêtu la présente convention de leurs signatures et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 30 décembre 1925.

(Signé) Alfred CHLAPOWSKI.

(Signé) Waclaw BABINSKI.

(Signé) BRIAND.

Article 27.

Whenever no provisions to the contrary have been agreed on by the shipowners, freighters or underwriters, questions relating to damage suffered at sea by ships of the two countries, whether they enter the respective ports voluntarily or for some unavoidable reason, shall be settled by the Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or consular Agents of their country unless nationals of the State in which the said Agents reside, or nationals of a third Power, are interested in such damage; in this case and in the absence of a friendly agreement between all the parties concerned, they shall be settled by the local authorities.

Article 28.

When a vessel belonging to the Government or to nationals of one of the two States is wrecked or runs aground on the coast of the other, the local authorities shall notify without delay the nearest Consul-General, Consul, Vice-Consul or consular Agent.

All operations connected with the salvage of ships of one of the two States which have been wrecked or have run aground in the territorial waters of the other State shall be carried out under the direction of the respective Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or consular Agents.

The local authorities of the two States shall only intervene to assist the above-mentioned Agents to keep order, to safeguard the interests of salvors not belonging to the crew and to ensure the execution of the regulations with regard to the import and export of the goods.

In the absence and until the arrival of the Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or consular Agents, or their representatives, the local authorities shall take all necessary steps for the protection of persons and the preservation of effects saved from the wreck.

No charges of any kind shall be made in respect of the intervention of the local authorities in these cases, except those necessitated by the salvage operations and the preservation of the salvaged effects, and those to which the ships of the nation itself or of the most favoured nation would be liable in similar circumstances.

In case of doubt as to the nationality of a wrecked vessel, the local authorities shall alone be competent to take the measures mentioned in the present Article.

Salvaged goods and effects shall not be liable to any Customs duty unless they are cleared for consumption within the country.

Article 29.

It is further agreed that heads of consular offices and agents of the consular service of either State shall, subject to reciprocity, enjoy in the other State all privileges and immunities which are or may hereafter be granted to officials of the same class belonging to the most favoured nation.

Article 30.

The present Convention shall be ratified.

It shall come into force one month after the exchange of ratifications.

It shall cease to have effect on the expiration of a period of six months dating from the notice of denunciation given by either of the Contracting Parties.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for the purpose, have signed the present Convention and affixed their seals thereto.

Done in Paris, in duplicate, December 30, 1925.

(Signed) Alfred CHLAPOWSKI.

(Signed) BRIAND.

(Signed) Waclaw BABINSKI.

N° 1720.

**BELGIQUE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale.
Signée à Bruxelles, le 19 juillet
1927.

**BELGIUM
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention regarding Extradition
and Legal Assistance in Criminal
Matters. Signed at Brussels,
July 19, 1927.

TEXTE TCHÈQUE. — CZECK TEXT.

N^o 1720. — CONVENTION ¹ D'EX-
TRADITION ET D'ASSISTANCE
JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉ-
NALE ENTRE LE ROYAUME DE
BELGIQUE ET LA RÉPUBLIQUE
TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉE A
BRUXELLES, LE 19 JUILLET
1927.

N^o 1720. — ÚMLUVA ¹ O VYDÁ-
VÁNÍ ZLOČINCŮ A PRÁVNÍ PO-
MOCI VE VĚCÍCH TRESTNÍCH,
UŽAVŘENÁ MEZI REPUBLIKOU
ČESKOSLOVENSKOU A KRÁ-
LOVSTVÍM BELGICKÝM. PO-
DEPSÁNA V BRUSELU DNE 19.
ČERVENCE 1927.

*Textes officiels français et tchécoslovaque commu-
niqués par le ministre des Affaires étrangères
de Belgique et le délégué permanent de la
République tchécoslovaque à la Société des
Nations. L'enregistrement de cette convention
a eu lieu le 24 mai 1928.*

*French and czechoslovak official texts communi-
cated by the Belgian Minister for Foreign
Affairs and the Permanent Delegate of the
Czechoslovak Republic accredited to the League
of Nations. The registration of this Convention
took place May 24, 1928.*

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLO-
VAQUE, désirant régler les rapports juridiques
entre les deux Etats en ce qui concerne l'ex-
tradition et le transit des criminels, ainsi que
l'assistance judiciaire en matière pénale, ont
décidé de conclure à cet effet une convention
et ont nommé comme plénipotentiaires :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ, a
JEHO VELIČENSTVO KRÁL BELGIČANŮ, přejíce
si upravití první styky mezi oběma státy
pokud se týče vydávání a provozu zločinců,
jakož i proní pomoci ve věcech trestních,
rozhodli se, že sjednají k tomu účelu Umluvu a
jmenovali zmocněnci :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

- M. Maurice COSTERMANS, officier de l'ordre
de Léopold, directeur général au Ministère
des Affaires étrangères ;
- M. Emile MEYERS, officier de l'ordre de
Léopold, directeur général au Ministère
de la Justice ;

- pana Emila SPIRU, odborového přednostu
v ministerstvu spravedlnosti,
- pana Karla HALFARA, přednostu odboru
mezinárodních smluv v ministerstvu
zahraničních věcí,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCO-
SLOVAQUE :

JEHO VELIČENSTVO KRÁL BELGIČANŮ :

- M. Emil SPIRA, chef de Département au
Ministère de la Justice ;
- M. Karel HALFAR, chef du Département
des traités internationaux au Ministère
des Affaires étrangères ;

- pana Mořice COSTERMANS, důstojníka
řádu Leopoldova, generálního ředitele
v ministerstvu zahraničních věcí,
- pana Emila MEYERSA, důstojníka řádu
Leopoldova, generálního ředitele v mini-
sterstvu spravedlnosti,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague,
le 23 avril 1928.

¹ The exchange of ratifications took place at
Prague, April 23, 1928.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

Article premier.

EXTRADITION DES CRIMINELS.

Les Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, dans les circonstances et les conditions établies par la présente convention, les personnes se trouvant sur le territoire de l'une d'elles et poursuivies ou condamnées par les autorités judiciaires de l'autre Partie pour toute infraction énumérée ci-dessous (Article 2), pour laquelle l'extradition peut être autorisée d'après les lois de la Partie requise, si cette infraction, d'après les lois des deux Etats, constitue un crime ou un délit.

L'extradition sera également accordée pour tentative des infractions visées par la présente convention ou pour complicité, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation des deux Parties contractantes.

Article 2.

INFRACTIONS POUR LESQUELLES L'EXTRADITION PEUT ÊTRE ACCORDÉE.

Les crimes et les délits donnant lieu à extradition sont :

1^o Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre ;

2^o Coups portés ou blessures faites volontairement soit avec préméditation, soit ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe, une mutilation grave ou la mort sans intention de la donner ;

3^o Administration volontaire et coupable, mais sans intention de donner la mort, de substances pouvant la donner ou altérer gravement la santé ;

4^o Avortement ;

5^o Viol ; attentat à la pudeur commis avec violence ; attentat à la pudeur commis

kteří, vyměňivše si své plné moci, jež byly shledány v dobré a náležitě formě, dohodli se na těchto ustanoveních.

HLAVA I.

Článek 1.

VYDÁVÁNÍ ZLOČINCŮ.

Smluvní strany se zavazují, že za okolností a podmínek stanovených touto Úmluvou vydají si vzájemně osoby, které jsou na území jedné z nich a jsou stíhány nebo byly odsouzeny soudy druhé strany pro kterýkoli trestný čin, vypočtený níže (článek 2), pro který lze povolit vydání podle zákonů dožádané strany, je-li tento trestný čin podle zákonů obou států buď zločinem nebo přčinem.

Vydání bude povoleno i pro pokus trestných činů, uvedených v této Úmluvě nebo pro spoluvinu, jsou-li trestny podle zákonodárství obou smluvních stran.

Článek 2.

PRO KTERÉ TRESTNÉ ČINY LZE POVOLITI VYDÁNÍ.

Vydání lze povolit pro tyto zločiny a přčiny :

1) vraždu, otrávení, vraždu rodičů, vraždu dítěte, úmyslné usmrcení bez rozvahy ;

2) ublížení na těle nebo zranění přivoděné zlomyslně, buď v předem rozváženém úmyslu, buď má-li za následek nemoc patrně nezhojitelnou, trvalou nezpůsobilost k osobní práci, ztrátu neobmezeného používání některého orgánu, těžké zmrzačení nebo smrt, avšak bez úmyslu ji způsobiti ;

3) úmyslné a zaviněné podávání prostředků, způsobilých přivoditi smrt nebo vážně uškoditi na zdraví, avšak bez úmyslu usmrtiti ;

4) vyhnání plodu ;

5) násilné smilstvo ; násilné jednání necudné ; necudné jednání bez násilí ni

sans violence ni menaces sur la personne ou à l'aide de la personne d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de seize ans accomplis ; attentat à la pudeur commis sans violence, ni menaces, par un ascendant sur la personne ou à l'aide de la personne d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, même âgé de plus de seize ans accomplis, mais n'ayant pas contracté mariage ; attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe ; embauchage, entraînement ou détournement d'une femme ou fille majeure en vue de la débauche, lorsque le fait a été commis par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte, pour satisfaire les passions d'autrui ; rétention contre son gré d'une personne dans une maison de débauche ou contrainte sur une personne majeure pour la débauche ;

6° Bigamie ;

7° Enlèvement de mineurs ;

8° Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'enfant ;

9° Exposition ou délaissement d'enfant ;

10° Association de malfaiteurs ;

11° Vol, extorsion, escroquerie, abus de confiance, tromperie ;

12° Menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés punissables de la peine de mort, des travaux forcés ou de réclusion ;

13° Offres ou propositions de commettre un crime ou d'y participer ou acceptation desdites offres ou propositions ;

14° Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers ;

15° Fausse monnaie comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée, ainsi que les fraudes dans le choix des échantillons pour la vérification du titre et du poids des monnaies ;

16° Contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres

hrozeb na osobě nezletilé toho či onoho pohlaví mladší 16 let nebo s pomocí takové osoby ; necudné jednání bez násilí ni hrozeb na osobě nezletilé toho či onoho pohlaví i starší 16 let, avšak nenabyví svéprávnosti sňatkem nebo s pomocí takové osoby, bylo-li spácháno osobou příbuznou v linii vzestupné ; necudné jednání vzbu-
zováním, usnadňováním nebo podporováním mravní zkázy, rozvratu nebo prostituce osoby nezletilé toho či onoho pohlaví za účelem ukojení chlípných vášní osoby jiné ; svedení nebo přiměnění ženy neb zletilé dívky za účelem její mravní zkázy, byl-li trestný čin spáchán lstí nebo násilím, hrozbami, zneužitím moci nebo jiným způsobem donucení, stalo-li se v úmyslu ukojiti chlípné vášně osoby jiné ; zadržení osoby proti její vůli v domě pro živnost smilnou nebo donucení osoby zletilé k smilnému jednání ;

6) dvojženství ;

7) únos nezletilých osob ;

8) únos, skrývání dítěte, zatajení jeho občanského stavu, záměnu nebo podvržení dítěte ;

9) odložení nebo opuštění dítěte ;

10) spolčení zločinců ;

11) krádež, vydírání, podvod, zpronevěru ;

12) hrozbu násilím proti osobě nebo majetku, je-li na ně stanoven trest smrti, káznice nebo těžkého žaláře ;

13) návrhy nebo vybízení k zločinu nebo k úcastenství na něm ; přijetí takových návrhů nebo vybízení ;

14) násilí spáchané osobami soukromými proti osobní svobodě nebo proti nedotknutelnosti domovní ;

15) penězokazectví, čítajíc sem padělání i falšování mincí, vydávání a uvádění v oběh padělaných neb falšovaných mincí, jakož i podvod při volbě vzorků pro ověření hodnoty a váhy mincí ;

16) padělání nebo falšování veřejných úvěrních listin nebo bankovek, titrů veřej-

publics ou privés ; émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés ; faux en écriture ou dans les dépêches télégraphiques et usage de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés ;

17° Contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons, marques, coupons pour le transport des personnes ou des choses, timbres-poste ou autres timbres adhésifs ; usage de ces objets contrefaits ou falsifiés ; usage préjudiciable des vrais sceaux, timbres, poinçons et marques ; application méchante ou frauduleuse sur un objet d'art, un ouvrage de littérature ou de musique du nom d'un auteur ou de tout signe distinctif adopté par lui pour désigner son œuvre ; vente, exposition en vente, détention dans les magasins, introduction sur le territoire, pour être vendus, desdits objets ;

18° Faux témoignages et fausses déclarations d'experts ou d'interprètes ; subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes ;

19° Faux serments ;

20° Concussion, détournement commis par des fonctionnaires publics, corruption de fonctionnaires publics ;

21° Banqueroute frauduleuse et fraudes commises au cours de la faillite ;

22° Entraves volontaires à la circulation d'un convoi sur un chemin de fer par le dépôt d'objets quelconques, par le dérangement de rails ou de leurs supports ; par l'enlèvement de chevilles ou clavettes ou par l'emploi de tout autre moyen de nature à arrêter le convoi ou à le faire sortir des rails ;

23° Incendie volontaire ;

24° Destruction de constructions, machines à vapeur ou appareils télégraphiques, destruction ou dégradation de tombeaux, monuments, objets d'art, titres publics ou privés ; destruction ou détérioration de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces, destruction ou détérioration méchante ou frauduleuse de marchandise ou de matières servant à la fabrication ;

25° Destruction et dévastation de récoltes, plants, arbres ou greffes ;

ných nebo soukromých ; vydání nebo uvádění do oběhu takových padělaných nebo falšovaných úvěrních listin, bankovek nebo titrů ; falšování listin nebo depeší telegrafických a použití takových padělaných, vyrobených nebo zfalšovaných depeší, úvěrních listin nebo titrů ;

17) padělání nebo falšování pečeti, kolků, značek, známek, lístků pro dopravu osob nebo věcí, poštovních známek a jiných známek podobných ; používání těchto padělaných nebo falšovaných věcí ; nesprávně použití pravých pečeti, kolků, značek a známek ; zlomyslné nebo podvodné použití jména původcova nebo značky používané jim k označení jeho výtvoru na díle uměleckém, literárním nebo hudebním ; prodej těchto věcí, vystavení k prodeji, držení na skladě a dovážení jich za účelem prodeje ;

18) křivé svědectví a nepravdivá seznání znalců nebo tlumočnicků ; svádění svědků znalců nebo tlumočnicků ke křivé výpovědi ;

19) pro křivou přísahu ;

20) pro zneužití moci úřední ze zjištěnosti, zpronevěru spáchanou veřejným úředníkem ; brání úplatků veřejnými úředníky a jich podplácení ;

21) podvodný úpadek a podvody spáchané v řízení úpadekovém ;

22) zlomyslné rušení provozu železnic skládáním jakýchkoli věcí, poruchou kolejí nebo jich podkladů, odstraněním šroubů nebo spojek nebo užitím jakéhokoliv jiného prostředku, který jest s to přivoditi zastavení vlaku nebo jeho vykolejení ;

23) zhárství ;

24) zničení konstrukcí, parostrojů nebo přístrojů telegrafických, zničení nebo porušení náhrobků, pomníků, uměleckých děl, veřejných nebo soukromých titrů ; zničení nebo poškození movitých věcí násilím nebo hrozbou, zlomyslné nebo podvodné zničení nebo poškození zboží nebo věci sloužících k výrobě ;

25) zničení nebo poškození úrody, rostlin, stromů nebo štěpů ;

26° Destruction d'instruments d'agriculture, destruction ou empoisonnement de bestiaux ou autres animaux ;

27° Opposition à l'exécution de travaux publics ;

28° Abandon par le capitaine, hors les cas prévus par la loi des deux Etats, d'un navire ou bâtiment de commerce ou de pêche ;

29° Echouement, perte, destruction par le capitaine ou les officiers et gens de l'équipage ; détournement par le capitaine d'un navire ou d'un bâtiment de commerce ou de pêche ; jet ou destruction sans nécessité de tout ou partie du chargement, des vivres ou des effets du bord ; fausse route, emprunts sans nécessité sur le corps, ravitaillement ou équipement du navire, ou mise en gage ou vente des marchandises ou victuailles, ou emploi dans les comptes d'avaries ou dépenses supposées ; vente du navire sans pouvoir spécial, hors le cas d'innavigabilité ; vol commis à bord ; altération de vivres ou de marchandises commise à bord par le mélange de substances malfaisantes ; attaque ou résistance avec violence et voies de fait envers le capitaine par plus du tiers de l'équipage ; refus d'obéir aux ordres du capitaine ou officier du bord pour le salut du navire ou de la cargaison, avec coups et blessures ; complot contre la sûreté, la liberté ou l'autorité du capitaine ; prise du navire par les marins ou passagers par fraude ou violence envers le capitaine ;

30° Recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente convention.

31° Trafic d'esclaves.

26) zničení zemědělského nářadí, zničení nebo otrávení dobytka nebo jiných zvířat ;

27) odpor proti konání veřejných prací ;

28) opuštění lodi nebo plavidla obchodního nebo rybářského kapitánem, vyjma případy stanovené zákonem obou států ;

29) pro ztroskotání, ztrátu, zničení ať kapitánem, důstojníky ať lodním mužstvem, zpronevěru lodi nebo plavidla obchodního či rybářského kapitánem ; svržení nebo zničení nákladu ať celého ať části, potravin nebo předmětů na palubě mimo případ nouze ; pro nesprávnou cestu, bezdůvodné zápůjčky na loď, zásoby nebo výzbroj lodní, nebo zastavení nebo prodej zboží nebo potravin nebo uvádění v účtech předstíraných poruch nebo výdajů ; prodej lodi bez zvláštní plné moci, kromě případu nezpůsobilosti k plavbě ; krádež na lodi ; zkažení zboží nebo potravin na lodi způsobené přimísením škodlivých látek ; útoky nebo násilný odpor nebo násilí proti kapitánovi spáchané více než třetinou mužstva ; odepření poslušnosti rozkazům kapitána nebo důstojníka lodního na záchranu lodi nebo lodního nákladu, stalo-li se s ublížením na těle nebo poraněním ; spiknutí proti bezpečnosti, svobodě nebo moci kapitánově ; zmocnění se lodi námořníky nebo cestujícími lští nebo násilím proti kapitánovi ;

30) ukrývání věci pocházejících z některého zločinu nebo přečinu zmíněného v této Úmluvě ;

31) obchod otroky.

Article 3.

NON-EXTRADITION DES NATIONAUX.

Les Parties contractantes n'extraderont pas leurs nationaux respectifs.

Článek 3.

NEVYDÁVÁNÍ VLASTNÍCH STÁTNÍCH PŘÍSLUŠNÍKŮ.

Smluvní strany nebudou vydávati vlastních státních příslušníků.

Article 4.

INFRACTIONS POUR LESQUELLES L'EXTRADITION
NE SERA PAS ACCORDÉE.

L'extradition n'aura pas lieu :

1^o Lorsque le crime ou le délit a été commis sur le territoire de l'Etat requis, ou si la poursuite de l'infraction appartient, en vertu des lois de l'Etat requis à ses tribunaux ou lorsque, l'infraction ayant été commise hors du territoire de l'Etat requérant, la législation de l'Etat requis n'autorise pas la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire ;

2^o Si, au moment où la remise pourrait avoir lieu, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois de l'une des Parties contractantes ;

3^o Si l'individu réclamé est poursuivi dans l'Etat requis pour la même infraction ou s'il y a déjà été mis hors de cause, condamné ou acquitté pour les mêmes faits ;

4^o S'il s'agit d'un crime ou délit politique ou fait connexe à une semblable infraction.

L'Etat requis est seul appelé à juger si une infraction est de cette nature.

Ne sera pas réputé délit politique ni fait connexe à un semblable délit, l'attentat contre la personne du chef d'un Etat ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait soit de meurtre, soit d'assassinat ou d'empoisonnement.

Article 5.

DEMANDE D'EXTRADITION.

La demande d'extradition sera faite par voie diplomatique.

Elle sera accompagnée du mandat d'arrêt ou de tout autre acte judiciaire équivalant à celui-ci, ou de la sentence prononcée contre la personne réclamée.

Ces actes seront produits en originaux ou en expéditions authentiques ; ils indiqueront brièvement le fait incriminé, sa qualification et dénomination et seront accompagnés du texte de la loi pénale de l'Etat requérant applicable

Článek 4.

PRO KTERÉ TRESTNÉ ČINY NELZE POVOLITI
VYDÁNÍ.

Vydání nebude povoleno :

1) byl-li zločin nebo přečin spáchán na území dožádaného státu, nebo je-li podle zákonodárství dožádaného státu stíhání pro ně vyhrazeno jeho vlastním soudům anebo byl-li trestný čin spáchán mimo území dožadujícího státu a zákonodárství dožádaného státu nedovoluje stíhání takových trestných činů spáchaných mimo jeho území ;

2) je-li v době, kdy vydání by mohlo být provedeno, trestnost činu anebo trest promlčen podle zákonodárství jedné ze smluvních stran ;

3) je-li vyžadovaná osoba stíhána v dožádaném státě pro týž trestný čin nebo bylo-li tam trestní řízení pro čin ten proti ní zastaveno, nebo vynesena rozsudek odsuzující nebo osvobozující ;

4) jde-li o zločin nebo přečin politický nebo čin s takovým trestným činem souvislý.

Dožádaný stát jest sám povolán rozhodovati o tom, zda jde o trestný čin této povahy.

Ža trestný čin politický nebo čin s takovým trestným činem souvislý nebude pokládán útok proti hlavě státu nebo proti členům její rodiny, zakládá-li tento útok skutkovou podstatu ať vraždy ať usmrcení nebo otrávení.

Článek 5.

ŽÁDOST ZA VYDÁNÍ.

Žádost za vydání dlužno podati v cestě diplomatické.

Jest k ní připojiti zatykač nebo jinou listinu soudní jemu na roveň postavenou nebo rozsudek vnesený proti osobě vyžadované.

Tyto listiny třeba připojiti buď v prvopisech nebo v autentických vyhotoveních ; bude v nich uvésti stručné vyličení trestného činu, který se klade za vinu, jeho kvalifikaci a pojmenování a připojiti k nim znění trestního

à l'infraction et mentionnant la peine qu'elle entraîne.

Dans la mesure du possible, le signalement de la personne réclamée sera joint, ainsi que sa photographie ou d'autres données pouvant servir à établir son identité.

Lorsqu'il s'agit d'actes contre la propriété, il sera indiqué le montant du dommage réellement causé ou, si faire se peut, de celui que le malfaiteur a voulu causer.

Article 6.

EXPLICATIONS COMPLÉMENTAIRES.

S'il y a doute sur la question de savoir si l'infraction pour laquelle l'extradition est réclamée rentre dans les prévisions de la présente convention, des explications complémentaires seront demandées à l'Etat requérant et l'extradition ne sera accordée que lorsque les explications fournies seront de nature à écarter ces doutes.

L'Etat requis pourra, dans chaque cas, fixer un délai pour la production des renseignements complémentaires ; ce délai sera cependant, sur demande motivée, susceptible de prolongation.

Article 7.

CONCOURS DE DEMANDES.

En cas de concours de demandes, l'Etat requis décidera, en tenant compte d'abord de la nationalité de la personne réclamée, puis du lieu de l'infraction, ensuite de sa gravité et enfin de l'ancienneté de la demande.

Si l'Etat dont la personne est ressortissante ne se trouve pas parmi les Etats requérants, l'Etat requis pourra l'informer des demandes d'extradition reçues d'autres Etats, en lui fixant un délai de quinze jours pour faire connaître s'il entend, lui aussi, réclamer l'extradition.

Les dispositions ci-dessus ne portent pas atteinte aux engagements pris antérieurement par l'un des Etats contractants vis-à-vis d'autres Etats.

zákona státu, jenž o vydání žádá, jehož bude použití na trestný čin a který uvádí trest naň uložený.

Dle možnosti jest připojiti popis vyžádané osoby, její podobenku anebo jiné doklady, jež mohou sloužiti ku zjištění její totožnosti.

Jde-li o trestné činy proti majetku, jest uvésti i výši škody, jež byla skutečně způsobena nebo pokud možno výši škody, kterou pachatel způsobiti zamýšlel.

Článek 6.

DODATEČNÁ OBJASNĚNÍ.

Vzejdou-li pochybnosti zda trestný čin, pro který se žádá za vydání spadá pod ustanovení této Úmluvy, bude dožadující stát požádán o objasnění a vydání bude povoleno jen tehdy, budou-li podaná objasnění s to odstraniti tyto pochyby.

Dožádaný stát může stanoviti v každém případě lhůtu pro předložení dodatečného objasnění ; na odůvodněnou žádost bude arci lze tuto lhůtu prodloužiti.

Článek 7.

DOŽÁDÁNÍ RŮZNÝCH STÁTŮ ZA VYDÁNÍ.

Jde-li o několik žádosti za vydání, rozhodne stát dožádaný přihlížeje především k státní příslušnosti vyžadované osoby, dále k místu, kde byl trestný čin spáchán, pak k jeho tíži a konečně k pořadí žádosti za vydání.

Není-li mezi státy, které žádají za vydání, stát, jehož příslušníkem jest tato osoba, může stát dožádaný o vydání dáti mu vědomost o žádostech za vydání došlých od jiných států a stanoviti mu lhůtu 15 dnů pro sdělení, zda hodlá rovněž požádati o její vydání.

Ustanovení tato nedotýkají se závazků, jež jeden ze smluvních států na se vzal již dříve vůči jiným státům.

Article 8.

MESURES EN VUE D'ASSURER L'EXTRADITION.

Dès l'arrivée de la demande d'extradition accompagnée des actes prévus à l'article 5, l'Etat requis prendra toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de la personne réclamée et pour prévenir son évasion, à moins que, de prime abord, il n'apparaisse que l'extradition ne pourra être accordée.

Article 9.

ARRESTATION PROVISOIRE.

En cas d'urgence, l'arrestation provisoire pourra être effectuée sur avis transmis directement par la poste ou le télégraphe, de l'existence d'un des documents mentionnés à l'article 5. Toutefois, l'avis télégraphique devra être confirmé, dans un délai de huit jours, par l'autorité requérante.

Sera considérée comme équivalant à ces avis, l'insertion au bulletin de police de l'un des deux Etats, pourvu qu'elle mentionne l'existence de l'un des documents visés à l'article 5 et qu'il ait été porté à la connaissance des autorités de l'Etat requis que l'extradition sera réclamée en cas de découverte de l'individu recherché.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation de l'Etat requis.

L'autorité qui a procédé à l'arrestation conformément aux dispositions du présent article, en informera sans retard l'autorité qui l'a provoquée, en indiquant en même temps l'endroit de la détention.

Article 10.

ARRESTATION DÉFINITIVE.

L'arrestation deviendra définitive : en Belgique, si, dans le délai de trois semaines après son arrestation provisoire, l'étranger reçoit communication de l'un des documents mentionnés dans l'article 5 ; en Tchécoslovaquie, si, dans le même délai, la demande d'extradition par la voie diplomatique, avec remise de l'un de ces documents, y est parvenue.

A défaut de l'accomplissement de cette condition, l'étranger, en Belgique, sera remis

Článek 8.

OPATŘENÍ K ZAJIŠTĚNÍ VYDÁNÍ.

Jakmile dojde žádost za vydání, opatřená doklady uvedenými v článku 5., zařídí dožádaný stát vše, čeho je třeba, aby zajistil se osobou vyžadovanou a aby zabránil jejímu útěku, leč, že by již předem bylo patrné, že vydání nebude lze povoliti.

Článek 9.

PROZATÍMNÍ ZATČENÍ.

V případech nutných bude lze zaříditi prozatímní zatčení, bude-li podána přímo poštou nebo telegraficky zpráva, že je tu některý z dokladů uvedených v článku 5. Zpráva telegrafická však musí býti do osmi dnů potvrzena dožadujícím úřadem.

Za rovnocenné s těmito zprávami bude pokládána vyhláška v policejním listě jednoho z obou států, činí-li se ve vyhlášce zmínka o existenci některého z dokladů uvedených v článku 5. a bylo-li úřadům dožádaného státu sděleno, že v případě dopadení stíhané osoby bude žádáno za její vydání.

Prozatímní zatčení bude provedeno způsobem a podle zásad, které stanoví zákonodárství dožádaného státu.

Úřad, který zařídil zatčení osoby podle předpisu tohoto článku, uvědomí o tom bez průtahů úřad, který dal k němu podnět a sdělí mu zároveň místo vazby.

Článek 10.

KONEČNÉ ZATČENÍ.

Zatčení stane se konečným : v Belgii, byl-li cizinec do tří neděl po jeho prozatímním zatčení sdělen některý z dokladů, uvedených v článku 5 ; v Československu, došla-li v téže lhůtě vládě tohoto státu cestou diplomatickou žádost za vydání s jedním z těchto dokladů.

Pak-li tato podmínka splněna nebude, bude cizinec v Belgii propuštěn na svobodu ; v

en liberté ; en Tchécoslovaquie, il sera procédé à son égard conformément à la législation de cet Etat.

Article II.

AJOURNEMENT DE L'EXTRADITION.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou s'il a été condamné dans l'Etat requis pour une infraction autre que celle qui a motivé la demande d'extradition, ou bien s'il y est détenu pour d'autres causes, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient terminées, qu'il ait subi sa peine ou en ait obtenu la remise, ou jusqu'à ce que sa détention pour d'autres causes ait pris fin.

La décision concernant la demande d'extradition sera néanmoins prise immédiatement, sauf motifs spéciaux qui seront portés aussitôt à la connaissance de l'Etat requérant.

Article 12.

DÉLAI POUR L'ACCOMPLISSEMENT DE L'EXTRADITION.

Si, dans les trois mois à compter du jour où l'Etat requérant a été informé que l'extradition lui était accordée, il n'a pas fait connaître que les Etats intermédiaires autorisent le transit par leur territoire, la personne à extraditer sera remise en liberté et ne pourra plus être arrêtée pour le fait incriminé.

Article 13.

EXTENSION DES EFFETS DE L'EXTRADITION.

L'individu extradé pourra être poursuivi ou puni pour une infraction autre que celle qui a motivé l'extradition et commise avant celle-ci :

a) S'il a demandé lui-même à être jugé ou à subir sa peine. Dans ce cas, sa demande sera actée dans un procès-verbal contre-signé, le cas échéant, par son défenseur ; ce procès-verbal sera communiqué au gouvernement qui l'a livré ;

b) Si l'Etat qui avait accordé l'extradition y consent. Ce consentement ne pourra être refusé si l'extradition pour l'infraction en question est prévue par la

Československu bude s ním naloženo podle zákonodárství tohoto státu.

Článek II.

ODLOŽENÍ VYDÁNÍ.

Je-li vyžadovaná osoba v dožádaném státě stíhána nebo byla-li tam odsouzena pro jiný trestný čin než ten, jenž dal podnět k žádosti za vydání, anebo je-li tam z jiných důvodů ve vazbě, bude lze odložit její vydání až do té doby, kdy bude řízení skončeno, kdy odpyká svůj trest nebo kdy trest jí bude prominut nebo kdy skončí její vazba uvalená na ni z jiného důvodu.

O žádosti za vydání bude nicméně rozhodnuto neprodleně, leč by zvláštní důvody tomu bránily ; důvody ty třeba ihned sdělití státu, který o vydání žádal.

Článek 12.

LHŮTA PRO PRAVIDENÍ VYDÁNÍ.

Nedá-li dožadující stát do tří měsíců ode dne, kdy byl zpraven, že mu vydání bylo povoleno, věděti, že státy, jichž územím průvoz má býti proveden, průvoz povolují, bude osoba, kterou jest vydati, propuštěna na svobodu, aniž bude lze zatknouti ji znova pro týž čin.

Článek 13.

ROZSÍŘENÍ UČINKŮ VYDÁNÍ.

Osobu vydanou bude lze stíhati nebo potrestati pro jiný trestný čin než pro ten, který zaval podnět k vydání, spáchaný před vydáním :

a) požádá-li sama o to, aby byla stíhána nebo vzata do trestu. V takovém případě jest o žádosti její sepsati protokol, podepsaný po případě též jejím obhájcem ; tento protokol jest sdělití vládě, která osobu vydala ;

b) svolí-li k tomu stát, který povolil vydání. Svolení toto nebude lze odepřítí, stanoví-li tato Úmluva povinnost k vydání pro tento jiný trestný čin. Stát, který vydal

présente convention. L'Etat qui a extradé pourra exiger que ce consentement soit demandé dans la forme prescrite pour la demande d'extradition, avec les pièces à l'appui énumérées à l'article 5. L'Etat qui a obtenu le consentement informera l'autre du résultat final de la poursuite en lui envoyant une copie de la décision intervenue ;

c) Si, ayant eu la liberté de le faire, il n'a pas quitté pendant le mois qui suit son élargissement définitif le territoire de l'Etat auquel il a été livré ou s'il y est retourné par la suite.

La réextradition à un Etat tiers est soumise aux mêmes règles.

Article 14.

TRANSIT.

Le transit sur les territoires respectifs des Etats contractants d'un individu extradé n'appartenant pas à l'Etat de transit, sera accordé sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des documents mentionnés dans l'article 5.

Les dispositions relatives à l'extradition s'appliquent également à ce transit.

Le transit sera effectué par les agents de la Partie requise dans les conditions et par la voie qu'elle déterminera.

CHAPITRE II

ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE

Article 15.

Les Parties contractantes se prêteront réciproquement l'assistance judiciaire. Elles feront notamment signifier les actes de procédure pénale à des personnes se trouvant sur leur territoire, procéderont aux actes d'instruction tels que l'audition des témoins, les expertises, le constat judiciaire, les perquisitions et les saisies d'objets, et elles se remettront réciproquement les actes judiciaires et les pièces à conviction.

Il sera donné suite à la demande d'assistance judiciaire en observant les lois de l'Etat sur le

zločince, může trvati na tom, aby o jeho svolení bylo žádáno ve formě stanovené pro žádost za vydání s doklady uvedenými ve článku 5. Stát, jemuž svolení toto bylo dáno, oznámí druhému státu konečný výsledek trestního řízení a zašle mu opis rozhodnutí ;

c) jestliže osoba vydaná, ač mohla tak učiniti, neopustí během jednoho měsíce po svém konečném propuštění na svobodu území státu, jemuž byla vydána, nebo jestliže se tam později navrátí.

Další vydání třetímu státu se řídí týmiž pravidly.

Článek 14.

PRŮVOZ.

Průvoz osoby, která není příslušníkem průvozního státu, územím smluvních států bude povolen, bude-li předložen ať v prvopise nebo v autentickém vyhotovení některý z dokladů uvedených v článku 5.

Předpisy o povolení vydání platí i pro průvoz.

Průvoz bude proveden orgány dožádaného státu za podmínek a směrem, které tento stát určí.

HLAVA II.

PRÁVNÍ POMOC VE VĚCECH TRESTNÍCH.

Článek 15.

Smluvní strany poskytnou si navzájem právní pomoc v řízení trestním. Zejména dají doručiti listiny o trestním řízení osobám, které jsou na jejich území, provedou vyšetřovací úkony, jako výslech svědků a znalců, soudní ohledání, prohlídku a zabavení věcí a zapůjčí si vzájemně soudní spisy a věci doličné.

Dožádání o právní pomoc bude vyhověno podle zákonů státu, na jehož území má být

territoire duquel l'acte d'instruction demandé doit avoir lieu. Les procès-verbaux y relatifs ne seront pas traduits dans la langue officielle de l'Etat requérant.

Toutes les communications relatives à l'assistance judiciaire s'échangeront directement entre, d'une part, le Ministère de la Justice belge, et, d'autre part, le Ministère de la Justice ou le Ministère de la Défense nationale tchécoslovaque, suivant les cas.

L'assistance judiciaire pourra être accordée, dans les limites prévues par la législation de chaque Etat, même dans les cas où, d'après les dispositions de la présente convention, il n'y aurait pas d'obligation d'extrader.

Article 16.

CITATION ET COMPARUTION DES TÉMOINS ET DES EXPERTS.

Si, dans une cause pénale pendante devant les tribunaux d'un Etat contractant, la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert se trouvant sur le territoire de l'autre est jugée nécessaire ou désirable, les autorités de celui-ci lui communiqueront l'invitation qui lui sera adressée à cet effet.

Les frais de la comparution personnelle d'un témoin ou expert seront supportés par l'Etat requérant et l'invitation indiquera la somme à allouer au témoin ou expert à titre de frais de voyage et de séjour, ainsi que le montant de l'avance que l'Etat requis pourra lui faire, à charge de remboursement par l'Etat requérant.

Aucun témoin ou expert, quelle que soit sa nationalité, se trouvant sur le territoire de l'une des Parties contractantes et qui, cité par l'autre, comparaitra volontairement devant les tribunaux de celle-ci, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des infractions antérieures ni sous prétexte de complicité dans les faits, objet du procès où il figure.

Ces personnes perdront toutefois cet avantage si, ayant eu la liberté de le faire, elles n'ont pas quitté le territoire de l'Etat requérant dans les trois jours à partir du moment où leur présence devant les autorités judiciaires n'y était plus nécessaire.

proveden žádaný vyšetřovací úkon. Protokoly o tomto sepsané nebudou opatřeny překladem v oficiálním jazyku dožadujícího státu.

Veškerá sdělení o právní pomoci budou vyměňována přímo mezi belgickým ministerstvem spravedlnosti se strany jedné a mezi československým ministerstvem spravedlnosti nebo podle okolností mezi československým ministerstvem národní obrany se strany druhé.

Právní pomoc ve věcech trestních bude lze v mezích stanovených zákonodárstvím každého státu poskytnouti i v těch případech, kde podle ustanovení této Umluvy nebyly by povinnosti k vydání.

Článek 16.

OBESLÁNÍ A DOSTAVENÍ SE SVĚDKŮ A ZNALCŮ

Jestliže v trestním řízení před soudy jednoho ze smluvních států bude shledáno nutným anebo žádoucím, aby se osobně dostavil svědek nebo znalec, který jest na území druhého smluvního státu, doručí mu úřady tohoto státu obeslání, které bude k tomu cíli jemu zasláno.

Náklady osobního dostavení se svědka nebo znalce půjdou k tíži státu dožadujícího a v obeslání bude uvést částku, která bude svědku nebo znalci nahrazena jako náklady cesty a pobytu, jakož i částku, kterou dožadovaný stát může poskytnouti zálohou s výhradou náhrady dožadujícím státem.

Žádný svědek ani znalec, ať jest jakýmkoli státním příslušníkem, který jest na území jedné ze smluvních stran a který byv obeslán druhou dobrovolně se dostaví před její soudy nesmí tam býti stíhán ani uvězněn pro dřívější, trestné činy nebo pod záminkou spoluviny na trestných činech, které jsou předmětem řízení, v němž se dostavil.

Výhody té tyto osoby však pozbudou, neopustí-li území dožadujícího státu, ač tak mohly učiniti, ve lhůtě tří dnů od té doby, kdy jejich přítomnosti před soudními úřady nebylo již potřebí.

Article 17.

REMISE DES PIÈCES A CONVICTION.

Quand il y aura lieu à extradition, tous les objets provenant du crime ou du délit ou pouvant servir de pièces à conviction, qui seront trouvés en la possession de l'individu réclamé au moment de son arrestation, ou qui seront découverts ultérieurement, seront, dans les limites de la législation de l'Etat requis, saisis et remis à l'Etat requérant.

Cette remise pourra se faire même si l'extradition ne peut s'accomplir par suite de l'évasion ou de la mort de l'individu réclamé.

Sont cependant réservés les droits que l'Etat requis ou des tiers auraient pu acquérir sur lesdits objets qui devront, le cas échéant, leur être rendus, sans frais, à la fin du procès.

L'Etat requis pourra retenir provisoirement les objets saisis, s'il les juge nécessaires pour une instruction criminelle. Il pourra de même, en les transmettant, se réserver leur restitution pour le même but, en s'obligeant à les retourner à son tour, dès que faire se pourra.

CHAPITRE III

Article 18.

COMMUNICATION DES SENTENCES DE CONDAMNATION ET DES EXTRAITS DU CASIER JUDICIAIRE.

Les Parties contractantes se communiqueront réciproquement, chaque trimestre, les extraits de toutes les sentences définitives de condamnation, y compris les sentences conditionnelles, prononcées par leurs autorités judiciaires contre les ressortissants de l'autre Partie.

Elles se communiqueront également les décisions et mesures ultérieures concernant lesdites sentences.

Les autorités d'une des Parties contractantes chargées de la tenue des casiers ou registres judiciaires fourniront gratuitement aux autorités de l'autre Partie, sur leur demande, des informations sur la base des casiers ou registres judiciaires concernant des cas particuliers.

Les communications visées ci-dessus seront échangées directement entre, d'une part, le Ministère de la Justice belge, et, d'autre part, le Ministère de la Défense nationale tchécoslovaque suivant les cas.

Článek 17.

VYDÁNÍ VĚCÍ DOLIČNÝCH.

Bude-li povoleno vydání, budou věci pocházející z trestného činu nebo věci doličné, které budou při zatčení požadované osoby shledány v jejím držení, nebo které budou později nalezeny, v mezích zákonodárství dožadovaného státu zabaveny a předány dožadujícímu státu.

Toto předání bude možno i když nebude lze provésti vydání pro útěk neb úmrtí požadované osoby.

Práva, jichž dožadovaný stát nebo osoby třetí k těmto věcem snad nabyly, zůstávají ovšem nedotčena; věci ty nutno po případě vrátiti jim a to bezplatně po skončení trestního řízení.

Stát, který bude požádán o vydání těchto věcí, může je prozatím zadržeti, pokládá-li je za nutné pro trestní řízení. Rovněž může si vyhraditi při jejich vydání, že mu budou k tomu cíli vráceny se závazkem, že je pak sám znovu vrátí, jakmile to bude možno.

HLAVA III.

Článek 18.

SDĚLOVÁNÍ ODSUZUJÍCÍCH ROZSUDKŮ A VÝTAHŮ Z TRESTNÍHO REJSTŘÍKU.

Smluvní strany budou si navzájem sdělovati čtvrtletně výtahy všech právoplatných odsuzujících rozsudků, i podmínečných, vynesených jejich soudy proti státním příslušníkům druhé strany.

Rovněž si budou vzájemně sdělovati rozhodnutí a pozdější opatření vztahující se na tyto rozsudky.

Úřady jedné ze smluvních stran, pověřené vedením trestního rejstříku nebo soudních záznamů, dodají na požádání úřadům druhé strany bezplatně informace z trestního rejstříku nebo ze soudních záznamů o jednotlivých případech.

Šdělení tuto uvedená budou se díti přímo mezi belgickým ministerstvem spravedlnosti se strany jedné a buď československým ministerstvem spravedlnosti nebo podle případu československým ministerstvem národní obrany se strany druhé.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 19.

LANGUE A EMPLOYER.

Les documents annexés à la requête d'extradition en vertu de l'article 5 de la présente convention, ainsi que les pièces à l'appui de la demande de transit en vertu de l'article 14, les demandes d'assistance judiciaire visées à l'article 15 et les demandes de renseignements sur la base des casiers ou registres judiciaires concernant des cas particuliers dont il s'agit à l'article 18 seront rédigés dans la langue officielle de l'Etat requérant, dans la forme prévue par ses lois et munis du sceau officiel.

Il appartiendra à l'Etat requis de les faire traduire, s'il y a lieu, dans sa langue officielle.

*Article 20.*FRAIS D'ASSISTANCE JUDICIAIRE
EN MATIÈRE PÉNALE.

Les frais occasionnés par la demande d'extradition ou par toute autre assistance judiciaire en matière pénale, seront à la charge de la Partie sur le territoire de laquelle ils ont été occasionnés.

Resteront à charge de l'Etat requérant les indemnités pour les expertises de toute nature et les frais de transit.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS FINALES.

Article 21.

La présente convention ne s'applique pas à la colonie du Congo.

Article 22.

La présente convention rédigée en langues tchécoslovaque et française, dont les deux textes font foi, sera ratifiée et les ratifications seront échangées le plus tôt possible, à Prague.

HLAVA IV.

USTANOVENÍ VŠEOBECNÁ.

Článek 19.

KTERÉHO JAZYKA JEST POUŽÍTI.

Doklady, které třeba připojiti k žádosti za vydání podle článku 5. této Úmluvy, jakož i přílohy žádosti za průvoz podle čl. 14., dožádání o právní pomoc podle článku 15. a o informace z trestního rejstříku nebo ze soudních záznamů o jednotlivých případech, uvedená v článku 18., jest sepsati v jazyku oficiálním dožadujícího státu ve formě předepsané jeho zákony a opatřiti úřední pečeti.

Státu dožádanému se zůstavuje, aby opatřil jejich překlad do svého jazyka oficiálního, je-li toho třeba.

Článek 20.

NÁKLADY PRÁVNÍ POMOCI VE VĚCÍCH TRESTNÍCH.

Výlohy spojené se žádostí za vydání nebo jakoukoli jinou právní pomocí ve věcech trestních zatěžují stranu, na jejímž území vznikly.

K tíži dožadujícího státu jde znalečné jakéhokolli druhu a výlohy průvozu.

HLAVA V.

USTANOVENÍ KONEČNÁ.

Článek 21.

Tato Úmluva nevztahuje se na kolonii Kongo.

Článek 22.

Tato Úmluva, sepsaná jazykem československým a francouzským, jejíž obě znění jsou stejně původní, bude ratifikována a ratifikační listiny budou vyměněny v Praze co nejdříve.

Elle sera exécutoire un mois après l'échange des ratifications.

Elle demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où l'une des Parties contractantes aura déclaré vouloir en faire cesser les effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait en double exemplaire à Bruxelles, le 19 juillet 1927.

(L. S.) Emil SPIRA.

(L. S.) Karel HALFAR.

(L. S.) Maurice COSTERMANS.

(L. S.) Emile MEYERS.

Nabude účinnosti měsíc po výměně ratifikačních listin.

Zůstane v platnosti šest měsíců ode dne, kdy jedna ze smluvních stran prohlásí, že si přeje, aby její účinky přestaly.

Tomu na svědomí podepsali zmocněnci tuto Úmluvu a opatřili ji svými pečeti.

Dáno ve dvojím vyhotovení v Bruselu dne 19. července 1927.

(L. S.) Dr. Emil SPIRA. v. r.

(L. S.) Dr. Karel HALFAR. v. r.

(L. S.) Maurice COSTERMANS.

(L. S.) Emile MEYERS.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 12 juin 1928.

Directeur des Archives a. i.

D^r Karel Kazbunda.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1720. — CONVENTION BETWEEN THE KINGDOM OF BELGIUM AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC REGARDING EXTRADITION AND LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS. SIGNED AT BRUSSELS, JULY 19, 1927.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, being desirous of regulating the legal relations between the two countries in regard to the extradition and conveyance of criminals, and also legal assistance in criminal matters, have decided to conclude a Convention for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Maurice COSTERMANS, Officer of the Order of Leopold, Director-General at the Ministry of Foreign Affairs ;

M. Emile MEYERS, Officer of the Order of Leopold, Director-General at the Ministry of Justice ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Emil SPIRA, Head of Department at the Ministry of Justice ;

M. Karel HALFAR, Head of the International Treaties Department at the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

CHAPTER I.

Article 1.

EXTRADITION OF CRIMINALS.

The Contracting Parties undertake to deliver up to each other, in the circumstances and under the conditions established by the present Convention, persons in the territory of the one Party who are being proceeded against or have been convicted by the judicial authorities of the other Party for any of the offences enumerated below (Article 2), in respect of which extradition may be authorised under the laws of the Party applied to if such offence, according to the laws of the two countries, constitutes a crime or misdemeanour.

Extradition shall also be granted in respect of attempts to commit offences covered by the present Convention or for complicity therein, when these are punishable according to the laws of the two Contracting Parties.

Article 2.

OFFENCES IN RESPECT OF WHICH EXTRADITION MAY BE GRANTED.

The crimes and misdemeanours for which extradition may be granted are as follows :

(1) Assassination, poisoning, parricide, infanticide, murder ;

(2) Deliberate and premeditated assault, or deliberate assault which has caused an apparently incurable disease, permanent incapacity for work, complete loss of the use of an organ, serious mutilation or unintended death ;

(3) The deliberate and culpable administering of substances capable of causing death or of seriously injuring health, but without intent to cause death ;

(4) Abortion ;

(5) Rape ; indecent assault with violence ; indecent assault, without violence or threats, on or with the aid of the person of a minor of either sex who has not completed his or her sixteenth year ; indecent assault, without violence or threats, by a relative in the ascending line on or with the aid of the person of a minor of either sex, even if he or she is over sixteen, but without marriage ; offences committed against morals by encouraging, aiding or abetting, in order to gratify the passions of another, the debauching, corruption or prostitution of a minor of either sex ; procuring, enticing or leading away for immoral purposes, a woman or girl of full age, when the act was committed by fraud or by violence, threats, abuse of authority or any other means of compulsion, in order to gratify the passions of another ; detention of a person in a disorderly house against her will, or coercion for immoral purposes of a person of full age ;

(6) Bigamy ;

(7) The abduction of minors ;

(8) The abduction, receiving, removal, replacement or substitution of a child ;

(9) The exposing or abandoning of a child ;

- (10) Conspiracy ;
- (11) Larceny, extortion, obtaining money or goods by false pretences, breach of trust, fraud ;
- (12) Threats to commit offences against persons or property, when such offences are punishable by death, hard labour or solitary confinement ;
- (13) Offers or proposals to commit or be a party to a crime, or the acceptance of such offers or proposals ;
- (14) Offences by private persons against personal liberty or inviolability of domicile ;
- (15) Counterfeiting, including the counterfeiting and altering of currency, the uttering and putting into circulation of counterfeit or altered currency, and fraud in the choice of samples for assaying the standard and weight of coins ;
- (16) The counterfeiting or falsification of public bonds or banknotes or public or private securities ; the issuing or putting into circulation of such counterfeit or forged bonds, banknotes or securities ; falsification of documents or telegrams and the use of such counterfeit, forged or falsified telegrams, bonds, notes or securities ;
- (17) The counterfeiting or falsification of seals, dies, stamps, marks, tickets for the conveyance of persons or things, postage or other adhesive stamps ; use of such counterfeit or forged articles ; improper use of genuine seals, stamps, dies and marks ; the malicious or fraudulent placing upon a work of art or literary work or musical composition of the name of an author or of any distinctive sign adopted by him to indicate his work ; the sale, offering for sale, possession in shops, and introduction into the country for sale, of the said objects ;
- (18) Perjury and false statements by experts or interpreters ; subornation of witnesses, experts or interpreters ;
- (19) False swearing ;
- (20) Embezzlement and malversation by public officials, bribery of public officials ;
- (21) Fraudulent bankruptcy and fraud committed in bankruptcy ;
- (22) Deliberate obstruction of railway traffic by placing objects of any kind on the line, by interfering with the rails or their supports, by removing bolts or pins, or by the use of any other means calculated to stop the train or cause it to leave the rails ;
- (23) Arson ;
- (24) Destruction of buildings, steam engines or telegraphic apparatus ; destruction or defacement of tombs, monuments, works of art, or public or private title-deeds ; destruction of or injury to movable property by means of violence or threats ; wilful or fraudulent destruction of or damage to goods or materials used in manufacture ;
- (25) Destruction or devastation of crops, plants, trees or shoots ;
- (26) Destruction of agricultural implements ; destruction or poisoning of cattle or other animals ;
- (27) Opposition to the execution of public works ;
- (28) Abandonment of a merchant or fishing vessel by the master, except in cases provided for by the laws of the two countries ;
- (29) Stranding, loss or destruction by the master or officers and crew ; appropriation of any ship or merchant or fishing vessel by the captain ; unnecessary jettisoning and destruction of all or part of the cargo, provisions or effects on board ; altering the course ; the unnecessary raising of money on the ship or on the ship's provisions or stores ; the pledging or sale of merchandise or food and the insertion of fictitious damage or expenditure in the accounts ; the sale of the ship without special authority, except in the event of unseaworthiness ; pilferage ; the adulteration of food or the alteration of merchandise

effected on board by the admixture of noxious substances ; attack upon or resistance to the master by more than one-third of the crew, accompanied by violence or assault ; the refusal to obey orders issued by the master or officer in command in the interests or the safety of the vessel or cargo, when accompanied by assault ; conspiracy against the safety, liberty or authority of the master ; seizure of the vessel by the crew or passengers by the use of fraud or violence against the master ;

(30) Receiving of articles obtained by means of one of the crimes or misdemeanours covered by the present Convention ;

(31) Dealing in slaves.

Article 3.

NON-EXTRADITION OF NATIONALS.

The Contracting Parties shall not surrender their own nationals.

Article 4.

NON-EXTRADITABLE OFFENCES.

Extradition shall not take place :

(1) When the crime or misdemeanour has been committed in the territory of the State applied to, or if, under the laws of the State, the prosecution in respect of the offence is within the jurisdiction of its Courts, or when the offence was committed outside the territory of the applicant State and the legislation of the State applied to does not authorise prosecution in respect of the same offences committed outside its territory ;

(2) If, at the time when the surrender of the accused person might take place, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time under the laws of one of the Contracting Parties ;

(3) If the person claimed is being prosecuted for the same offence in the country applied to, or if he has already been finally discharged, sentenced or acquitted in respect of that offence ;

(4) For a political crime or offence or act connected therewith.

The State applied to shall alone be competent to decide whether an offence is of this nature.

An attack made or attempted upon the person of the head of a State or the members of his family shall not be regarded as a political offence, or as an act connected with a political offence, when it constitutes murder, assassination, or poisoning.

Article 5.

REQUEST FOR EXTRADITION.

The request for extradition shall be made through the diplomatic channel.

It shall be accompanied by the warrant of arrest or other equivalent judicial instrument, or the judgment pronounced against the person claimed.

The originals of these documents or certified copies must be produced ; they should indicate briefly the offence alleged, its particular character and denomination, and should be accompanied by the text of the penal law, applicable to the offence, of the State making the request, with a statement of the penalty which it involves.

Whenever possible, the said documents should be accompanied by a description of the person claimed, and his photograph or other particulars which might help to establish his identity.

In the case of offences against property, the amount of the damage actually caused, or, if possible, of the damage which the offender purposed to cause, shall be indicated.

Article 6.

ADDITIONAL EXPLANATIONS.

If there is any doubt whether the offence in respect of which extradition is claimed comes within the provisions of the present Convention, the applicant State shall be asked to furnish additional explanations, and extradition shall only be granted if the explanations furnished are of a nature to dispel such doubt.

The State applied to may in every case fix a date for the presentation of the additional information; this date may, however, be postponed upon request, if sufficient cause is shown

Article 7.

REQUESTS SUBMITTED BY MORE THAN ONE STATE.

Should requests for extradition be received from more than one State, the State applied to shall decide to which country the person is to be surrendered, taking into account, first, the nationality of the person claimed, secondly, the territory in which the offence was committed, thirdly, the gravity of the offence, and lastly, the date of the request.

If the State of which the person in question is a national is not one of the applicant States, the State applied to may inform it of the requests for extradition received from other States, granting it a period of fifteen days within which it must announce whether it also intends to apply for extradition.

The above provisions shall not affect any undertakings entered into previously by one of the contracting States with other States.

Article 8.

MEASURES TO ENSURE EXTRADITION.

On receipt of the request for extradition, together with the documents mentioned in Article 5, the State applied to shall take all necessary steps to arrest the person claimed and prevent his escape, unless extradition should appear to be *a priori* inadmissible.

Article 9.

PROVISIONAL ARREST.

In urgent cases, provisional arrest may be effected on notification, transmitted direct by post or telegraph, of the existence of one of the documents mentioned in Article 5. Notification by telegraph must, however, be confirmed within eight days by the applicant authority.

An announcement in the Police Bulletin of one of the two States shall be regarded as equivalent to notification in the above form, provided that it mentions the existence of one of the documents referred to in Article 5, and that the authorities of the State applied to have been informed that extradition will be requested if the person wanted is discovered.

Provisional arrest shall take place in the form and in accordance with the regulations established by the laws of the State applied to.

The authority which has effected the arrest in conformity with the provisions of the present Article shall at once inform the authority applying for this arrest, at the same time stating where the person is being kept in custody.

Article 10.

DEFINITIVE ARREST.

The arrest shall become definitive : in Belgium if, within three weeks after his provisional arrest, the alien has received one of the documents mentioned in Article 5 ; in Czechoslovakia, if the request for extradition made through the diplomatic channel and accompanied by one of those documents has been received by that State within the same period.

Should these conditions not be complied with, the alien in Belgium shall be set at liberty ; in Czechoslovakia, he shall be dealt with in accordance with the laws of that State.

Article 11.

POSTPONEMENT OF EXTRADITION.

If the person claimed is being proceeded against or has been convicted in the country applied to for an offence other than that for which extradition is requested, or if he is being kept there in custody for other reasons, his extradition may be deferred until the conclusion of the proceedings, or until he has served his sentence or the sentence has been remitted or he ceases to be kept in custody for other reasons.

The decision in regard to the request for extradition shall, however, be taken without delay, unless there are special reasons, which must be brought immediately to the knowledge of the applicant State, for its postponement.

Article 12.

PERIOD ALLOWED FOR EXTRADITION.

If, within three months from the date on which the applicant State is informed that extradition has been granted, it fails to notify the State applied to that the intermediate States will allow the person to be extradited to be conveyed through their territory, that person shall be set at liberty and may not be re-arrested for the offence in question.

Article 13.

EXTENSION OF THE EFFECTS OF EXTRADITION.

An extradited person may be proceeded against or punished for an offence committed before his extradition other than that for which the extradition was granted :

(a) If he has asked to be brought to trial or to serve his sentence. In this case, his statement to that effect shall be drawn up and countersigned by his counsel, if any, this statement shall be communicated to the Government by which he was surrendered ;

(b) If the State granting extradition consents to this course. Such consent may not be refused if the offence is an extraditable one under the present Convention. The State which has surrendered the offender may require that such consent be requested in the manner laid down for requests for extradition, with the documents in support mentioned in Article 5. The State which has obtained consent shall notify the other of the final result of the proceedings and shall transmit to it a copy of the judgment ;

(c) If, having been at liberty to do so, he did not leave the territory of the State to which he was surrendered within one month after his final release, or if he subsequently returned to that territory.

Re-extradition to a third State shall be subject to the same regulations.

Article 14.

CONVEYANCE IN TRANSIT.

The conveyance in transit, over the respective territories of the Contracting States, of an extradited person not belonging to the State through which he is so conveyed shall be authorised on the production, either in the original or in a certified copy, of one of the documents mentioned in Article 5.

The provisions relating to extradition shall also apply to this conveyance in transit.

The conveyance shall be effected by the agents of the Party applied to, under such conditions and by such means as it may determine.

CHAPTER II.

JUDICIAL COOPERATION IN CRIMINAL MATTERS.

Article 15.

The Contracting Parties shall afford each other judicial cooperation. They shall provide for the service of writs in connection with penal proceedings upon persons within their territory; they shall institute judicial investigations, such as the examination of witnesses and experts, the taking of affidavits, the conducting of searches and the seizure of objects; they shall transmit to each other legal documents and articles serving as proof of the crime.

The action to be taken on a request for legal assistance shall be subject to the laws of the State in whose territory the required judicial investigation is to take place. The record of proceedings shall not be translated into the official language of the applicant State.

All communications concerning legal assistance shall be exchanged direct between the Belgian Ministry of Justice and the Czechoslovak Ministry of Justice or the Ministry of National Defence as the case may be.

Legal assistance may be given within the limits stipulated by the laws of each State even when extradition is not compulsory under the present Convention.

Article 16.

SUMMONING AND ATTENDANCE IN COURT OF WITNESSES AND EXPERTS.

Should it be considered necessary or desirable, in a penal case pending before the Courts of one Contracting State, to secure the attendance in court of a witness or expert who is in the territory of the other, the authorities of the latter State shall transmit to him the summons to attend that Court.

The expenses arising out of the attendance in court of a witness or expert shall be borne by the applicant State, and the summons shall indicate the sum to be assigned to the witness or expert by way of travelling expenses and subsistence allowance; it shall also indicate the sum which may be advanced to him by the State applied to, such sum to be repaid by the applicant State.

No witness or expert, whatever his nationality, who is in the territory of one of the Contracting Parties and who, when summoned by the other Party, voluntarily attends in the Courts of the latter, may be prosecuted or detained in the territory of that Party for previous offences or on the ground of complicity in the acts forming the subject of the case in which he is appearing.

Such persons shall, however, forfeit this privilege if they fail of their own free will to leave the territory of the applicant State within three days from the date on which their attendance in Court has ceased to be necessary.

Article 17.

STANDING OVER OF ARTICLES SERVING AS PROOF OF THE CRIME.

In extradition cases, all the articles having reference to the crime or misdemeanour or which may serve as proof, found in the possession of the person claimed at the time of his arrest or discovered later, shall, so far as the laws of the State applied to permit, be seized and delivered up to the applicant State.

These articles may be handed over even if extradition cannot take place owing to the escape or death of the person claimed.

Nevertheless, the rights which the State applied to or third parties may have acquired over these articles shall be reserved, and such articles shall, if necessary, be returned to them free of charge after the trial.

The State applied to may provisionally retain the articles seized, if it requires them in connection with penal proceedings. It may also, when handing them over, reserve its right to have them restored for the same purpose, undertaking in turn to restore them as soon as possible.

CHAPTER III.

Article 18.

COMMUNICATION OF CONVICTIONS AND EXTRACTS FROM CRIMINAL RECORDS.

The Contracting Parties shall communicate to each other every quarter extracts from final judgments, including conditional sentences, pronounced by their judicial authorities against nationals of the other Party.

They shall also communicate to each other any further decisions and measures concerning the said judgments.

The authorities of either of the Contracting Parties responsible for keeping the records of previous convictions or the records of the Courts shall furnish without charge to the authorities of the other Party, upon their request, information from the records of previous convictions or the records of the Courts concerning particular cases.

The communications in question shall be exchanged direct between the Belgian Ministry of Justice and the Czechoslovak Ministry of Justice or the Ministry of National Defence as the case may be.

CHAPTER IV.

GENERAL PROVISIONS.

Article 19.

LANGUAGE TO BE EMPLOYED.

The documents attached to the request for extradition under Article 5 of the present Convention, as also documents in support of the application for transit under Article 14, requests for legal

assistance under Article 15 and for information based on the records of previous convictions or the records of the Courts in particular cases as mentioned in Article 18, shall be drawn up in the official language of the applicant State, in the form required by its laws, and shall bear its official seal.

It shall be for the State applied to, to have them translated into its official language if necessary.

Article 20.

COSTS OF LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS.

Expenses occasioned by requests for extradition or any other form of judicial assistance in criminal matters shall be borne by the Party in whose territory they were incurred.

Nevertheless, fees paid for expert opinions of any kind and the cost of conveyance in transit shall be borne by the applicant State.

CHAPTER V.

FINAL PROVISIONS.

Article 21.

The present Convention shall not apply to the Colony of the Congo.

Article 22.

The present Convention, drawn up in the Czechoslovak and French languages, both texts being equally authentic, shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Prague as soon as possible.

It shall come into force one month after the exchange of ratifications, and shall remain in force until six months after one of the Contracting Parties has notified the other of its intention to terminate the Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention, and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Brussels on July 19, 1927.

(L. S.) Emil SPIRA.

(L. S.) Karel HALFAR.

(L. S.) Maurice COSTERMANS.

(L. S.) Emile MEYERS.

N° 1721.

**BELGIQUE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Accord concernant l'assistance judiciaire réciproque en matière civile et commerciale, avec protocole additionnel. Signés à Bruxelles, le 19 juillet 1927.

**BELGIUM
AND CZECHOSLOVAKIA**

Agreement regarding reciprocal Judicial Assistance in Civil and Commercial Matters, with Additional Protocol. Signed at Brussels, July 19, 1927.

TEXTE TCHÈQUE. — CZECK TEXT.

N^o 1721. — ACCORD¹ ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, CONCERNANT L'ASSISTANCE JUDICIAIRE RÉCIPROQUE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 19 JUILLET 1927.

N^o 1721. — DOHODA¹ MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A KRÁLOVSTVÍM BELGICKÝM O VZÁJEMNÉ PRÁVNÍ POMOCI VE VĚCECH OBCAŇSKÝCH A OBCHODNÍCH. PODEPSÁNA V BRUSELU, DNE 19 ČERVENCE 1927.

Textes officiels français et tchécoslovaque communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique et le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 24 mai 1928.

French and Czechoslovak official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place May 24, 1928.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, désireux d'établir les mesures d'exécution de certaines dispositions de la Convention² de La Haye du 17 juillet 1905 sur la procédure civile, dont la Belgique et la Tchécoslovaquie sont parties, et de régler la question de la légalisation de documents et celle de la communication de renseignements juridiques, ont décidé de conclure un accord à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Maurice COSTERMANS, officier de l'ordre de Léopold, directeur général au Ministère des Affaires étrangères ;

M. Emile MEYERS, officier de l'ordre de Léopold, directeur général au Ministère de la Justice ;

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ a JEHO VELIČENSTVO KRÁL BELGIČANŮ, přejíce si stanoviti, kterak prováděti jisté předpisy haagské úmluvy² ze dne 17. července 1905 o civilním řízení mezi jejímiž smluvními stranami jsou Československo a Belgie, a upravití otázku ověření listin a sdělování právních informací, rozhodli se uzavřítí k tomuto účelu dohodu a jmenovali svými zmocněnci :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

pana Emila SPIRU, odborového přednostu v ministerstvu spravedlnosti,

pana Karla HALFARA, přednostu odboru mezinárodních smluv v ministerstvu zahraničních věcí,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 23 avril 1928.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

¹ The exchange of ratifications took place at Prague, April 23, 1928.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Emil SPIRA, chef de Département au Ministère de la Justice ;

M. Karel HALFAR, chef du Département des Traités internationaux au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

I. — NOTIFICATION D'ACTES ET EXÉCUTION DE COMMISSIONS ROGATOIRES.

Article premier.

L'aide judiciaire réciproque dont il s'agit dans les titres I et II de la Convention de La Haye du 17 juillet 1905 sur la procédure civile comprend :

a) La notification d'actes judiciaires et extrajudiciaires, y compris ceux de la juridiction non contentieuse (les actes concernant les affaires de tutelle, de curatelle, etc.), ainsi que les actes de la juridiction administrative et les actes concernant les affaires de faillite.

b) L'exécution de commissions rogatoires concernant les affaires reprises sous le littera a).

Elle ne s'applique pas en matière fiscale proprement dite (douanes, accises et autres impôts).

Article 2.

Les actes à notifier ainsi que les commissions rogatoires à exécuter seront transmis directement par le Ministère de la Justice de Belgique à Bruxelles au Ministère de la Justice de la République tchécoslovaque à Prague, et directement par le Ministère de la Justice de la République tchécoslovaque à Prague au Ministère de la Justice de Belgique à Bruxelles.

Ces deux Ministères provoqueront le règlement rapide de ces demandes d'aide judiciaire par les autorités tchécoslovaques ou belges compétentes. Dans leurs relations, ces ministères utiliseront exclusivement la langue française.

Jeho Veličenstvo Král Belgičanů :

pana Maurice COSTERMANS, důstojníka řádu Leopoldova, generálního ředitele v ministerstvu zahraničních věcí, pana Emila MEYERSA, důstojníka řádu Leopoldova, generálního ředitele v ministerstvu spravedlnosti,

kterí, vyměnivše si své plné moci, jež byly shledány v dobré a náležitě formě, dohodli se na těchto ustanoveních :

I. — DORUČOVÁNÍ SPISŮ A VÝKON DOŽÁDÁNÍ O PRÁVNÍ POMOC.

Článek 1.

Vzájemná právní pomoc, o níž jde v titulech I a II haagské úmluvy ze dne 17. července 1905 civilním řízení, zahrnuje :

a) doručování soudních a mimosoudních spisů, včetně spisů soudnictví nesporného (spisů týkajících se věcí poručenských, opatrovnických atd) jakož i spisů soudnictví správního a spisů týkajících se věcí úpadkových ;

b) výkon dožádání o právní pomoc týkajících se věcí uvedených pod lit a).

Nevztahuje se na záležitosti fiskální v pravém slova smyslu (cla, poplatky, daně).

Článek 2.

Spisy, které jest doručiti, jakož i dožádání o právní pomoc, kterou jest vykonati, budou zaslány ministerstvem spravedlnosti belgickým v Bruselu přímo ministerstvu spravedlnosti republiky Československé v Praze a ministerstvem spravedlnosti republiky Československé v Praze přímo ministerstvu spravedlnosti belgické v Bruselu.

Tato dvě ministerstva postarají se o rychlé vyřízení těchto žádostí o právní pomoc příslušnými československými nebo belgickými úřady. Ve svých stycích budou tato ministerstva užívatí výlučně jazyka francouzského.

Les actes judiciaires et extrajudiciaires à notifier pourront également être adressés directement aux destinataires par la voie de la poste.

Les deux Parties contractantes se reconnaissent la faculté de faire effectuer directement et sans menace ou contrainte, par leurs agents diplomatiques ou consulaires, les remises d'actes sur le territoire de l'autre Partie, quelle que soit la nationalité du destinataire.

Article 3.

Les actes à notifier suivant les articles premier et 2 de la Convention de La Haye du 17 juillet 1905 sur la procédure civile seront rédigés, en Belgique, dans la langue de l'autorité requérante, en Tchécoslovaquie, en langue tchécoslovaque ou, en tant que les prescriptions en vigueur le permettent, dans la langue de la minorité nationale. Ces actes, de même que ceux à notifier conformément à l'article 3 de ladite convention, seront munis, en Tchécoslovaquie, de la signature et du sceau ou du timbre de l'autorité requérante; en Belgique, de la signature de l'autorité judiciaire ou de l'huissier. La légalisation n'est pas exigée.

Pour ce qui concerne la notification suivant l'article 3 de la Convention de La Haye, l'acte à notifier en Tchécoslovaquie sera rédigé en langue tchécoslovaque ou accompagné d'une traduction dans cette langue, certifiée conforme par un traducteur (interprète) assermenté ou par un agent diplomatique ou consulaire de l'un des deux États contractants; l'acte à notifier en Belgique sera rédigé dans la langue officielle de l'autorité belge requise ou accompagné d'une traduction dans cette langue, certifiée conforme de la même façon. Ces traductions seront, sur demande, faites par les soins de l'État requis aux frais de l'autorité requérante.

Le remboursement des frais d'une notification par voie de contrainte ne pourra être exigé que si celle-ci a été expressément demandée par l'État requérant.

Article 4.

Les commissions rogatoires belges et leurs annexes seront rédigées dans une des langues officielles de l'État belge et accompagnées d'une traduction en langue tchécoslovaque, certifiée conforme par un traducteur assermenté en Belgique; les commissions rogatoires tchéco-

Soudni a mimosoudni spisy, které jest doručiti, bude také lze zaslati přímo adresátům poštou.

Obě smluvní strany si přiznávají oprávnění dáti doručovati spisy na uzemí strany druhé svými diplomatickými nebo konsulárními zástupci přímo a bez hrozby nebo nátlaku, ať je adresát kterékoli státní příslušnosti.

Článek 3.

Spisy, které jest doručiti, podle článků 1. a 2. haagské úmluvy ze dne 17. července 1905 o civilním řízení, budou sepsány v Belgii v jazyku úřadu dožadujícího, v Československu v jazyku československém, nebo pokud platné předpisy to dovolují, v jazyku národnostní menšiny. Tyto spisy, jakož i spisy, které jest doručiti podle článku 3. řečené úmluvy, budou opatřeny v Československu podpisem a pečetí nebo razítkem úřadu dožadujícího, v Belgii podpisem soudního úřadu nebo soudního zřizence. Ověření není třeba.

Pokud se týče doručování podle článku 3. haagské úmluvy, bude spis, který jest doručiti v Československu, sepsán v jazyku československém nebo bude k němu připojen překlad do tohoto jazyka, ověřený přísežným překladatelem (tlumočnickem) nebo zástupcem diplomatickým či konsulárním jednoho z obou smluvních států; spis, který jest doručiti v Belgii, bude sepsán v úředním jazyku dožádaného úřadu belgického nebo bude k němu připojen překlad do tohoto jazyka, ověřený tímže způsobem. Tyto překlady budou k žádosti vyhotoveny státem dožádaným na náklad dožadujícího úřadu.

Úhradu výloh nuceného doručování bude lze požadovati jen tehdy, bylo-li o takovéto doručování dožadujícím státem výslovně žádáno.

Článek 4.

Belgická dožádání o výkon právní pomoci a jejich přílohy budou sepsána v jednom z úředních jazyků belgického státu a opatřena překladem do jazyka československého, ověřeným přísežným překladatelem belgickým; československá dožádání o právní pomoc a jejich přílohy

slovaques et leurs annexes seront rédigées en langue tchécoslovaque et accompagnées d'une traduction française certifiée conforme par un interprète tchécoslovaque. Ces traductions seront, sur demande, faites par les soins de l'Etat requis, aux frais de l'autorité requérante.

Les commissions rogatoires seront munies de la signature et du sceau ou du timbre de l'autorité requérante. La légalisation n'est pas exigée.

Article 5.

L'aide judiciaire mentionnée aux articles 1 à 4 du présent accord ne pourra être refusée pour le motif que l'autorité requérante n'aura pas déposé de provision en vue de garantir le remboursement des frais.

Les frais d'envoi par la poste resteront à charge de l'Etat qui fera l'expédition.

II. — EXÉCUTION DES DÉCISIONS RELATIVES AUX FRAIS ET DÉPENS.

(*Cautio judicatum solvi.*)

Article 6.

Les décisions relatives aux frais et dépens visées à l'article 18, alinéas 1 et 2 de la Convention de La Haye, prononcées par les tribunaux de l'un des deux États, seront, par application de l'alinéa 3 dudit article 18, rendues gratuitement exécutoires à la requête directe de la partie intéressée, sur le territoire de l'autre Etat.

Cette requête sera adressée, en Tchécoslovaquie, au tribunal compétent, en Belgique, au procureur du Roi près le tribunal compétent.

La procédure en exequatur se fera conformément aux stipulations de l'article 19 de la Convention de La Haye du 17 juillet 1905; les frais de traduction nécessités par cette procédure seront à charge de l'Etat requis qui les récupérera contre le demandeur originaire.

III. — LÉGALISATION.

Article 7.

Les actes ou documents dressés, délivrés ou légalisés par les tribunaux d'un des deux Etats n'ont besoin, pourvu qu'ils soient munis du

budou sepsána v jazyku československém a opatřena francouzským překladem, ověřeným tlumočnickem československým. Tyto překlady budou k žádosti vyhotoveny státem dožadným na náklad dožadujícího úřadu.

Dožádání o právní pomoc budou opatřena podpisem a pečeti nebo razítkem dožadujícího úřadu. Ověření není třeba.

Článek 5.

Právní pomoc zmíněnou v člancích 1 až 4 této Dohody nebude lze odepřít z toho důvodu, že dožadující úřad nesložil zálohy k zabezpečení úhrady výloh.

Poštovné jde na náklad státu odesílacího.

II. — VÝKON ROZHODNUTÍ O NÁKLADECH A ÚTRATÁCH

(*Cautio judicatum solvi.*)

Článek 6.

Rozhodnutí o nákladech a útratách uvedená v článku 18., odst. 1. a 2 haagské úmluvy, vydaná soudy jednoho z obou států, budou podle odstavce 3. řečeného článku 18. k přímé žádosti zúčastněné strany bezplatně vykonána na území druhého státu.

Tato žádost bude řízena v Československu příslušnému soudu, v Belgii královskému prokurátorovi u příslušného soudu.

Řízení o exequatur bude provedeno podle ustanovení článku 19. haagské úmluvy ze dne 17. července 1905; náklady překladu způsobené tímto řízením půjdou k tíži dožadovaného státu, který je vymůže na původním žalobci.

III. — OVĚŘENÍ.

Článek 7.

Spisy nebo listiny sepsané, vydané neb ověřené soudy jednoho z obou států, nepotřebují, jsou-li opatřeny pečeti nebo razítkem soudu, žádného

sceau ou du timbre du tribunal, d'aucune légalisation ultérieure pour être utilisés en matière judiciaire sur le territoire de l'autre Etat. Il en est de même des actes ou documents signés par le greffier du tribunal, pourvu que cette signature soit suffisante d'après les lois de l'Etat auquel appartient le tribunal.

Les actes ou documents dressés, délivrés ou légalisés par une des autorités administratives centrales des deux Etats ou par une autorité administrative supérieure de même classe, n'ont besoin d'aucune légalisation ultérieure pour être utilisés en matière judiciaire sur le territoire de l'autre Etat, pourvu qu'ils soient munis du sceau ou du timbre de ladite autorité et que celle-ci figure dans la liste annexée au présent accord. Cette liste peut, après entente préalable, être modifiée ou complétée.

IV. — RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES.

Article 8.

Le Ministère de la Justice belge et le Ministère de la Justice tchécoslovaque se communiqueront, sans frais, sur demande, des renseignements concernant le droit en vigueur dans leur Etat.

La demande devra indiquer d'une façon précise les questions de droit sur lesquelles le renseignement est requis.

V. — RENVOI A LA CONVENTION DE LA HAYE.

Article 9.

La Convention internationale relative à la procédure civile conclue à La Haye le 17 juillet 1905, continuera, en tant que le présent accord n'y touche pas, à régler les rapports des deux Etats contractants sur les matières au sujet desquelles elle dispose.

VI. — DISPOSITIONS FINALES.

Article 10.

Le présent accord, rédigé en langues tchécoslovaque et française, dont les deux textes font également foi, sera ratifié et les ratifications seront échangées à Prague.

dalšího ověření má-li jich býti použito v soudní záležitosti na území druhého státu Totéž platí o spisech nebo listinách podepsaných soudním písařem, dostačí-li tento podpis podle zákonů státu, k němuž soud náleží.

Spisy nebo listiny sepsané, vydané neb ověřené některým ústředním úřadem správním obou států nebo některým vyšším úřadem správním jemu na roveň postaveným, nepotřebují, má-li jich býti v soudní záležitosti použito na území druhého státu, žádného dalšího ověření, jsou-li opatřeny pečeti nebo razítkem zmíněného úřadu a je-li tento úřad uveden v seznamu, připojeném k této Dohodě. Tento seznam může býti po dorozumění změněn nebo doplněn.

IV. — PRÁVNÍ INFORMACE.

Článek 8.

Ministerstvo spravedlnosti belgické a ministerstvo spravedlnosti československé budou si na požádání bezplatně sdělovati informace o právu platném v jejich státě.

Žádost musí přesně označiti právní otázky, o nichž informace je žádána.

V. — POUKAZ NA HAAGSKOU ÚMLUVU.

Článek 9.

Mezinárodní úmluva o civilním řízení uzavřená v Haagu dne 17. července 1905 bude, pokud se jí tato Dohoda nedotýká, nadále upravovati vztahy obou smluvních států v záležitostech, o nichž úmluva stanoví.

VI. — USTANOVENÍ ZÁVĚREČNÁ.

Článek 10.

Tato Dohoda, sepsaná jazykem československým a francouzským, jejíž obě znění jsou stejně původní, bude ratifikována a ratifikace budou vyměněny v Praze.

Il sera exécutoire un mois après l'échange des ratifications et demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour où l'une des Parties contractantes aura déclaré vouloir en faire cesser les effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord et y ont apposé leur cachet.

Fait en double exemplaire à Bruxelles, le 19 juillet 1927.

(L. S.) Emil SPIRA.

(L. S.) Karel HALFAR.

(L. S.) Maurice COSTERMANS.

(L. S.) Emile MEYERS.

Nabude působnosti měsíc po výměně ratifikací a zůstane v platnosti tři měsíce ode dne, kdy jedna ze smluvních stran prohlásí, že si přeje, aby její účinky přestaly.

Čemuž na svědomí zmocněnci podepsali tuto Dohodu a připojili k ní své pečeti.

Dáno ve dvou vyhotoveních v Bruselu, dne 19. července 1927.

(L. S.) Dr. Emil SPIRA, v. r.

(L. S.) Dr. Karel HALFAR, v. r.

(L. S.) Maurice COSTERMANS.

(L. S.) Emile MEYERS.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Les plénipotentiaires des Parties contractantes, en passant à la signature de l'Accord entre la République tchécoslovaque et le Royaume de Belgique concernant l'assistance judiciaire réciproque en matière civile et commerciale, se donnent acte du fait :

1^o Que les autorités de tutelle et de curatelle en Slovaquie et en Russie subcarpathique sont, au sens de l'accord, comprises dans les tribunaux ;

2^o Que, pour les notifications d'actes, le Ministère de la Justice belge et le Ministère de la Justice tchécoslovaque se serviront d'un formulaire dont le modèle sera arrêté ultérieurement par les Parties contractantes.

Le présent protocole fait partie intégrante de l'accord.

Fait en double exemplaire à Bruxelles, le 19 juillet 1927.

(L. S.) Emil SPIRA.

(L. S.) Karel HALFAR.

(L. S.) Maurice COSTERMANS.

(L. S.) Emile MEYERS.

DODATKOVÝ PROTOKOL.

Zmocněnci smluvních stran, podepisující Dohodu mezi republikou Československou a královstvem belgickým o vzájemné právní pomoci ve věcech občanských a obchodních, souhlasili :

1^o že poručenské (sirotčí) úřady na Slovensku a v Podkarpatské Rusi jsou ve smyslu Dohody pojaty mezi soudy ;

2^o že pro doručování spisů ministerstvo spravedlnosti belgické a ministerstvo spravedlnosti československé budou používatí formuláře, jehož vzor bude později smluvními stranami stanoven.

Tento protokol je nedílnou součástí Dohody.

Dáno ve dvou vyhotoveních v Bruselu, dne 19. července 1927.

(L. S.) Dr. Emil SPIRA, v. r.

(L. S.) Dr. Karel HALFAR, v. r.

(L. S.) Maurice COSTERMANS.

(L. S.) Emile MEYERS.

LISTE

des autorités administratives dont les actes ou documents n'ont besoin d'aucune légalisation ultérieure, en conformité de l'article 7, alinéa 2, de l'accord entre la République tchécoslovaque et le Royaume de Belgique concernant l'assistance judiciaire réciproque en matière civile et commerciale.

A. — EN CE QUI CONCERNE LES ACTES
OU DOCUMENTS TCHÉCOSLOVAQUES :

1. Ministère de l'intérieur,
Division du ministère de l'intérieur à Bratislava,
Administrations politiques du pays à Praha, Brno et Opava,
Administration civile de la Russie subcarpathique à Užhorod,
Présidences des directions de police,
Archives du ministère de l'intérieur,
2. Ministère de l'hygiène publique,
3. Ministère des postes et télégraphes,
Office des chèques postaux à Praha,
Directions des postes et télégraphes à Praha, Pardubice, Brno, Opava, Bratislava et Kosice,
4. Ministère du commerce,
Office des brevets d'invention à Praha,
5. Ministère des travaux publics,
6. Ministère des finances,
7. Ministère de l'agriculture,
Ministère de l'agriculture, service détaché pour la Slovaquie à Bratislava,
Service de renseignement agricole attaché à l'administration civile de la Russie subcarpathique à Užhorod,
Direction des domaines d'Etat à Praha,
Direction des forêts d'Etat à Brandýs n. L., Zarnovice, Banská, Bystřice, Liptavský Hrádek, Solný Hrad, Užhorod, Rahov et Bustina,
Commission ministérielle pour les opérations agraires à Praha,
Commission provinciale pour les opérations agraires à Brno et Opava,
Archives agricoles d'Etat,
8. Ministère de la défense nationale,
9. Ministère de l'instruction publique,
Conseils scolaires du pays à Praha, Brno et Opava,
Section du ministère de l'instruction publique à Bratislava,
Section scolaire de l'administration civile pour la Russie subcarpathique à Užhorod,
10. Ministère des Affaires étrangères,
Archives du Ministère des Affaires étrangères,

SEZNAM

správních úřadů, jichž spisy nebo listiny nepotřebují dalšího ověření podle článku 7, odst. 2. Dohody mezi republikou Československou a královstvím Belgičským o vzájemné právní pomoci ve věcech občanských a obchodních.

A. — POKUD JDE O SPISY NEBO LISTINY ČESKO-SLOVENSKÉ :

1. Ministerstvo vnitra ;
Oddělení ministerstva vnitra v Bratislavě,
Zemské politické správy v Praze, Brně a Opavě,
Civilní správa Podkarpatské Rusi v Užhorodě
Presidia policejních ředitelství,
Archiv ministerstva vnitra,
2. Ministerstvo veřejného zdravotnictví a tělesné výchovy,
3. Ministerstvo pošt a telegrafů,
Poštovní, šekový úřad v Praze,
Poštovní a telegrafní ředitelství v Praze, Pardubicích, Brně, Opavě, Bratislavě a Košicích,
4. Ministerstvo obchodu,
Patentní úřad v Praze,
5. Ministerstvo veřejných prací,
6. Ministerstvo financí,
7. Ministerstvo zemědělství,
Ministerstvo zemědělství, expositura pro Slovensko v Bratislavě,
Zemědělský referát při civilní správě pro Podkarpatskou Rus v Užhorodě,
Ředitelství státních statků v Praze,
Ředitelství státních lesů v Brandýse n. L., Zarnovici, Báňské Bystřici, Liptavském Hrádku, Solném Hradě, Užhorodě, Rahově a Buštině,
Ministerská komise pro agrární operace v Praze,
Zemská komise pro agrární operace v Brně a Opavě,
Státní zemědělský archiv,
8. Ministerstvo Národní Obrany,
9. Ministerstvo školství a národní osvěty,
Zemské školní rady v Praze, Brně a Opavě ;
Referát ministerstva školství a národní osvěty v Bratislavě,
Školský odbor civilní správy Podkarpatské Rusi v Užhorodě,
10. Ministerstvo zahraničních věcí,
Archiv ministerstva zahraničních věcí,

- | | |
|--|---|
| <p>11. Ministère de l'approvisionnement,
 12. Ministère de la justice,
 13. Présidence du conseil des ministres,
 14. Ministère pour l'unification de la législation et de l'organisation de l'administration publique,
 15. Ministère des chemins de fer, Directions des chemins de fer Praha-Sud, Praha-Nord, Plzeň, Hradec Králové, Brno, Olomoc, Bratislava et Košice,
 16. Ministère de la prévoyance sociale,
 17. Bureau suprême du contrôle des comptes à Praha,
 18. Office d'Etat à Praha,
 19. Bureau de statistique à Praha,
 20. Chancellerie du président de la République à Praha,
 21. Chancellerie de la Chambre députés de l'assemblée nationale à Praha,
 22. Chancellerie du Sénat de l'assemblée nationale à Praha.</p> | <p>11. Ministerstvo pro zásobování lidu,
 12. Ministerstvo spravedlnosti,
 13. Předsednictvo ministerské rady,
 14. Ministerstvo pro sjednocení zákonů a organizace správy,
 15. Ministerstvo železnic, Ředitelství státních drah Praha-Jih, Praha-Sever, Plzeň, Hradec Králové, Brno, Olomouc, Bratislava a Košice,
 16. Ministerstvo sociální péče,
 17. Nejvyšší Účetní kontrolní úřad v Praze,
 18. Státní pozemkový úřad v Praze,
 19. Státní úřad statistický v Praze,
 20. Kancelář presidenta republiky v Praze,
 21. Kancelář poslanecké sněmovny Národního Shromáždění v Praze,
 22. Kancelář senátu Národního Shromáždění v Praze.</p> |
|--|---|

B. — EN CE QUI CONCERNE LES ACTES
OU DOCUMENTS BELGES :

1. Ministère des Affaires étrangères,
Commissariat du gouvernement pour l'émigration, à Anvers,
Bureau officiel de renseignements commerciaux,
Bureau international des tarifs douaniers,
2. Ministère de l'agriculture,
Administration des eaux et forêts,
Administration de l'agriculture et de l'horticulture,
3. Ministère des chemins de fer, marine, postes, télégraphes, téléphones et aéronautique,
Administration de la marine,
Administration des postes,
Administration des télégraphes et des téléphones,
Administration de l'aéronautique,
Société nationale des Chemins de fer belges,
4. Ministère des colonies,
Conseil colonial,
5. Ministère des finances,
Administration de la trésorerie et de la dette publique,
Office national des valeurs mobilières,
Administration des douanes et accises,
Administration des contributions directes et du cadastre,
Administration de l'enregistrement et des domaines,
Administration des monnaies,
6. Ministère de la défense nationale,
Etat-major général,
7. Ministère de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale,
Direction générale des mines,

B. — POKUD SE BELGICKÝCH SPISŮ NEBO LISTIN
TÝČE :

1. Ministerstvo zahraničních věcí,
Vládní komisariát pro vystěhovalectví v Antverpách,
Oficiální kancelář obchodních informací,
Mezinárodní úřad celních tarifů,
2. Ministerstvo zemědělství a zahradnictví,
Správa vod a lesů,
Správa zemědělství a zahradnictví,
3. Ministerstvo železnic, námořnictví, pošt, telegrafů, telefonů a letectví,
Správa námořnictví,
Správa pošt,
Správa telegrafů a telefonů,
Správa letectví,
Národní společnost belgických železnic,
4. Ministerstvo osad,
Osadní rada,
5. Ministerstvo financí,
Správa pokladu a veřejného dluhu,
Národní úřad movitých hodnot,
Správa cel a poplatků,
Správa přímých daní i dávek a katastru,
Správa registrací a domén,
Správa mincoven,
6. Ministerstvo národní obrany,
Generální štáb,
7. Ministerstvo průmyslu, práce a sociální péči,
Generální ředitelství dolů,

- Direction générale de l'industrie,
 Direction générale de l'enseignement industriel et professionnel,
 Direction générale de l'assurance et de la prévoyance sociale,
8. Ministère de l'intérieur et de l'hygiène,
 9. Ministère de la justice,
 Administration de la sûreté publique,
 Office de la protection de l'enfance,
 Direction générale des prisons,
10. Ministère des sciences et des arts,
 Administration de l'enseignement primaire,
 Administration de l'enseignement moyen,
 Administration de l'enseignement normal,
 Administration de l'enseignement supérieur et des sciences,
 Administration des beaux-arts, des lettres et des bibliothèques publiques,
11. Ministère des travaux publics,
 Administration des ponts et chaussées,
12. Caisse générale d'épargne et de retraite,
 13. Société nationale des Chemins de fer vicinaux,
 14. Archives générales du royaume,
 15. Bibliothèque royale à Bruxelles,
 16. Œuvre nationale de l'enfance à Bruxelles,
 17. Conseil supérieur du travail,
 18. Conseil des mines,
 19. Conseil supérieur de l'industrie et du commerce,
20. Maison civile du Roi,
 Cabinet du Roi,
 Liste civile,
 21. Maison de la Reine,
 22. Fonds d'amortissement de la dette publique,
 23. Bureau de la Chambre des représentants,
 24. Bureau du Sénat,
 25. Gouverneurs des neuf provinces.
- Generální ředitelství průmyslu,
 Generální ředitelství průmyslového a živnostenského školství.
 Generální ředitelství pojišтовnictví a sociální péče,
8. Ministerstvo vnitra a zdravotnictví,
 9. Ministerstvo spravedlnosti,
 Správa veřejné bezpečnosti,
 Úřad dětské ochrany,
 Generální ředitelství věznic,
 10. Ministerstvo věd a umění,
 Správa obecního školství,
 Správa středního školství,
 Správa škoství ústavů učitelských,
 Správa vysokého školství a věd,
 Správa umění, písemnictví a veřejných knihoven,
11. Ministerstvo veřejných prací,
 Správa mostů a silnic,
 12. Generální pokladna spořitelní a pensijní,
 13. Národní společnost vicinálních drah,
 14. Generální archiv království,
 15. Královská knihovna v Bruselu,
 16. Národní dílo pro dětství v Bruselu,
 17. Vyšší rada práce,
 18. Důlní rada,
 19. Vyšší rada pro průmysl a obchod,
20. Občanský dům Králův,
 Kabinet Králův,
 Občanská listina,
 21. Dům Králové,
 22. Fond pro umoření veřejného dluhu,
 23. Kancelář poslanecké sněmovny,
 24. Kancelář senátu,
 25. Guvernéři devíti provincií.

Copie certifiée conforme :
 Praha, le 12 juin 1928.

Directeur des Archives, a. i.
 D^r Karel Kazbunda.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1721. — AGREEMENT BETWEEN THE KINGDOM OF BELGIUM AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, REGARDING RECIPROCAL JUDICIAL ASSISTANCE IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT BRUSSELS, JULY 19, 1927.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, being desirous of prescribing measures for the execution of certain provisions of the Hague Convention of July 17, 1905, relating to civil procedure, to which Belgium and Czechoslovakia are Parties, and of settling the question of the legalisation of documents and the exchange of legal information, have decided to conclude an Agreement for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

- M. Maurice COSTERMANS, Officer of the Order of Leopold, Director-General at the Ministry of Foreign Affairs ;
- M. Emile MEYERS, Officer of the Order of Leopold, Director-General at the Ministry of Justice ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

- M. Emil SPIRA, Head of Department at the Ministry of Justice ;
- M. Karel HALFAR, Head of the International Treaties Department at the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

I. SERVICE OF DOCUMENTS AND EXECUTION OF LETTERS OF REQUEST.

Article I.

The reciprocal judicial assistance referred to in Chapters I and II of the Hague Convention of July 17, 1905, relating to Civil Procedure, shall include :

(a) The service of judicial and extra-judicial documents, including documents relating to non-litigious affairs (documents concerning questions of guardianship and curatorship, etc.), as well as documents relating to administrative jurisdiction and bankruptcy proceedings.

(b) The execution of letters of request concerning the questions under (a).

It shall not apply to matters of taxation properly so-called (Customs, excise and other duties).

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

The documents to be served and the letters of request to be executed shall be transmitted direct by the Belgian Ministry of Justice at Brussels to the Czechoslovak Ministry of Justice at Prague, and direct by the Czechoslovak Ministry of Justice at Prague to the Belgian Ministry of Justice at Brussels.

These two Ministries shall see that requests for judicial assistance from the competent Czechoslovak or Belgian authorities are dealt with expeditiously. Communications between the Ministries shall invariably be written in French.

Judicial and extra-judicial documents to be served may also be sent direct by post to the persons for whom they are intended.

Each of the two Contracting Parties recognises the other's right to have documents served direct, without threat or compulsion by its diplomatic or consular agents in the territory of the other Party, irrespective of the nationality of the person on whom they are served.

Article 3.

The documents to be served in accordance with Articles 1 and 2 of the Hague Convention of July 17, 1905, relating to Civil Procedure, shall be drawn up in Belgium in the language of the applicant authority, and in Czechoslovakia in the Czechoslovak language, or, when permissible under the regulations in force, in the language of the national minority. These documents and also documents to be served under Article 3 of the said Convention, shall bear in Czechoslovakia the signature and the seal or stamp of the applicant authority, and in Belgium the signature of the judicial authority or officer of the court (*huissier*). They shall not require to be legalised.

As regards the service of documents under Article 3 of the Hague Convention, a document to be served in Czechoslovakia shall be drawn up in the Czechoslovak language or shall be accompanied by a translation in that language, certified correct by a sworn translator (interpreter) or by a diplomatic or consular agent of one of the two contracting States; a document to be served in Belgium shall be drawn up in the official language of the Belgian authority applied to or shall be accompanied by a translation in that language, likewise certified correct. Such translations shall be made, if a request to that effect is expressed, in the State applied to, at the expense of the applicant authority.

Repayment of the cost of service by compulsion shall only be required provided such service has been expressly requested by the applicant State.

Article 4.

Belgian letters of request and the annexes thereto shall be drawn up in one of the official languages of the Belgian State and shall be accompanied by a translation in the Czechoslovak language, certified correct by a sworn translator in Belgium; Czechoslovak letters of request and the annexes thereto shall be drawn up in the Czechoslovak language and shall be accompanied by a French translation, certified correct by a Czechoslovak interpreter. Such translations shall be made, if a request to that effect is expressed, in the State applied to, at the expense of the applicant authority.

Letters of request shall bear the signature and the seal or stamp of the applicant authority. They shall not require to be legalised.

Article 5.

The legal assistance mentioned in Articles 1 to 4 of the present Agreement may not be refused on the grounds that the applicant authority has not deposited funds in advance to cover the expenses. Postage shall be defrayed by the State which forwards the documents.

II. EXECUTION OF DECISIONS RELATING TO COSTS AND EXPENSES.

(*Cautio Judicatum solvi*).

Article 6.

At the direct request of the party concerned decisions relating to costs and expenses as mentioned in paragraphs 1 and 2 of Article 18 of the Hague Convention, which are rendered by the Courts of one State, shall in pursuance of Paragraph 3 of the said Article 18, be carried out free of charge in the territory of the other State.

Such request shall be addressed, in Czechoslovakia to the competent Court, and in Belgium to the " Procureur du Roi " attached to the competent Court.

The proceedings for the enforcement of judgments in the other country shall conform to the stipulations of Article 19 of the Hague Convention of July 17, 1905. The costs of translation occasioned by these proceedings shall be borne by the State applied to, by which they shall be recovered from the original applicant.

III. LEGALISATION.

Article 7.

Documents drawn up, issued or legalised by the Courts of one State shall not, if the seal or stamp of the Court has been affixed thereto, require any further legalisation for use in the territory of the other State in connection with judicial matters. These provisions shall also apply to documents signed by the registrar of the Court, provided that such signature is sufficient under the laws of the country to which the Court belongs.

Documents drawn up, issued or legalised by one of the central administrative authorities of the two States or by a higher administrative authority of the same category shall not require further legalisation in order to be used for judicial purposes in the territory of the other State, provided that the seal or stamp of the said authority has been affixed thereto, and that such authority is mentioned in the list annexed to the present Agreement. This list may be amended or supplemented by agreement.

IV. LEGAL INFORMATION.

Article 8.

The Belgian Ministry of Justice and the Czechoslovak Ministry of Justice shall, if requested to do so, furnish information to each other free of charge concerning the laws in force in their respective States.

Such requests must specify clearly the legal questions concerning which information is desired.

V. REFERENCE TO THE HAGUE CONVENTION.

Article 9.

Relations between the two Contracting States shall continue to be governed by the International Convention relating to Civil Procedure concluded at the Hague on July 17, 1905, in those matters to which it applies, so far as they are not dealt with in the present Agreement.

VI. FINAL PROVISIONS.

Article 10.

The present Agreement, drawn up in the Czechoslovak and French languages, both texts being equally authentic, shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Prague.

It shall come into force one month after the exchange of ratifications, and shall remain in force for three months after the date on which one of the Contracting Parties has notified its intention of ceasing to apply it.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement, and have thereto affixed their seals.

Done at Brussels in duplicate on July 19, 1927.

(L. S.) Emil SPIRA.

(L. S.) Karel HALFAR.

(L. S.) Maurice COSTERMANS.

(L. S.) Emile MEYERS.

ADDITIONAL PROTOCOL.

When proceeding to sign the Agreement between the Czechoslovak Republic and the Kingdom of Belgium concerning reciprocal judicial assistance in civil and commercial matters, the Plenipotentiaries of the Contracting Parties hereby place on record :

(1) That for the purposes of the present Agreement the term " Courts " shall include the guardianship and curatorship authorities in Slovakia and Sub-Carpathian Russia ;

(2) That a form for the service of documents shall be drawn up later by the Contracting Parties, and shall be employed by the Belgian Ministry of Justice and the Czechoslovak Ministry of Justice.

The present Protocol shall be an integral part of the Agreement.

Done at Brussels in duplicate on July 19, 1927.

(L. S.) Emil SPIRA.

(L. S.) Karel HALFAR.

(L. S.) Maurice COSTERMANS.

(L. S.) Emile MEYERS.

LIST

of Administrative Authorities whose Documents do not require Legislation, in conformity with Paragraph 2 of Article 7 of the Agreement between the Czechoslovak Republic and the Kingdom of Belgium concerning reciprocal Legal Assistance in Civil and Commercial matters.

A. CZECHOSLOVAK DOCUMENTS.

1. Ministry of the Interior,
Department of the Ministry of the Interior of Bratislava,
National Political Administrations at Prague, Brno and Opava,
Civil Administration of Sub-Carpathian Russia at Užhorod,
Chief Offices of Police Departments,
Archives of the Ministry of the Interior,
2. Ministry of Public Health,
3. Ministry of Posts and Telegraphs,
Postal Cheque Office at Prague,
Departments of Posts and Telegraphs at Prague,
Pardubice, Brno, Opava, Bratislava and Košice,
4. Ministry of Commerce,
Patent Office at Prague,
5. Ministry of Public Works,
6. Ministry of Finance,
7. Ministry of Agriculture,
Ministry of Agriculture, Separate Branch for Slovakia at Bratislava,
Agricultural Information Branch attached to the Civil Administration of Sub-Carpathian
Russia at Užhorod,
State Property Department at Prague,
State Forest Department at Brandys n/L., Žarnovica, Baňska Bystrica, Liptavský Hrádek,
Solný Hrad, Užhorod, Rahovo and Buština,
Ministerial Commission for Agrarian Undertakings at Prague,
Provincial Commission for Agrarian Undertakings at Brno and Opava,
State Agricultural Archives,
8. Ministry of National Defence,
9. Ministry of Education,
National School Councils at Prague, Brno and Opava,
Ministry of Education Section at Bratislava,
Education Section of the Civil Administration of Sub-Carpathian Russia at Užhorod,
10. Ministry of Foreign Affairs,
Archives of the Ministry of Foreign Affairs,
11. Ministry of Food Supplies,
12. Ministry of Justice,
13. Presidency of the Council of Ministers,
14. Ministry for the Unification of Laws and the Organisation of Public Administration,
15. Ministry of Railways,
Managing Boards of the Prague-South, Prague-North, Plzen, Hradec Králové, Brno, Olomouc,
Bratislava and Košice Railways,
16. Ministry of Social Welfare,
17. Chief Board of Audit and Control at Prague,
18. State Land Office at Prague,
19. Statistical Office at Prague,
20. Chancellery of the President of the Republic at Prague,
21. Chancellery of the Chamber of Deputies of the National Assembly at Prague,
22. Chancellery of the Senate of the National Assembly at Prague.

B. BELGIAN DOCUMENTS :

1. Ministry of Foreign Affairs,
Government Commissioners for Emigration at Antwerp, Official Commercial Information Bureau,
International Customs Tariffs Bureau,
2. Ministry of Agriculture,
Department of Woods and Forests,
Department of Agriculture and Horticulture,
3. Ministry of Railways, Marine, Posts, Telegraphs, Telephones and Air,
Department of Marine,
Department of Posts,
Department of Telegraphs and Telephones,
Air Department,
Belgian National Railway Company,
4. Ministry of the Colonies,
Colonial Council,
5. Ministry of Finance,
Department of the Treasury and Public Debt,
National Transferable Securities Office,
Department of Customs and Excise,
Department of Direct Taxes and Cadaster,
Department of Registration and Lands,
Department of Currency,
6. Ministry of National Defence,
General Staff,
7. Ministry of Industry, Labour and Social Welfare,
General Directorate of Mines,
General Directorate of Industry,
General Directorate of Industrial and Vocational Training,
General Directorate of Insurance and Social Welfare,
8. Ministry of the Interior and of Health,
9. Ministry of Justice,
Department of Public Safety,
Child Welfare Office,
General Directorate of Prisons,
10. Ministry of Sciences and Arts,
Department of Primary Education,
Department of Intermediate grade Education,
Department of Secondary Education,
Department of Higher Education and Science,
Department of the Art, Letters and Public Libraries,
11. Ministry of Public Works,
Department of Bridges and Roads,
12. General Savings and Pension Fund,
13. Local Railways National Company,
14. General Archives of the Kingdom,
15. Royal Library at Brussels,
16. National Child Welfare Institution at Brussels,
17. Higher Council of Labour,
18. Council of Mines,
19. Higher Council of Industry and Commerce,
20. His Majesty's Household,
His Majesty's Secretariat,
Civil List,
21. Her Majesty's Household,
22. Public Debt Sinking Fund,
23. Bureau of the Chamber of Representatives,
24. Bureau of the Senate,
25. Governors of the Nine Provinces.

The exchange of ratifications took place at Prague on April 23rd, 1928.

N° 1722.

AFGHANISTAN ET SUISSE

Convention d'amitié et de commerce,
avec protocole final. Signés à
Berne, le 17 février 1928.

**AFGHANISTAN
AND SWITZERLAND**

Convention of Friendship and Com-
merce, with Final Protocol. Signed
at Berne, February 17, 1928.

N° 1722.

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

Textes officiels français et persan communiqués par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cette convention¹ a eu lieu le 24 mai 1928.

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

مجلسیت عالی افغانستان

و مجلس فدرال تونس

لذکر اینکه از دو داوره مبارکشید اروا بطوستانه و هم توسیع
 مبادلات تجاریه مابین دولت ساهی افغانستان و دولت فدرال
 تونس، جناب سرور عالی غلندی خان وزیر مختار مصلحت پرست
 افغانستان دربار تونس، از طرف دولت ساهی افغانستان، و جناب رئیس
 کمیسیون موده از غصایر مجلس فدرال و وزیر امده خاصه، از طرف دولت
 فدرال تونس، بعد از تبادل فی نامه های مخصوصان مولودین و قبول

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 20 avril 1928.

ماده پنجم: طرفین عاقدین بر موجب حقوق دول در باب
 تاسیس اوابلاتیسیه مابین هر دو دولت ائتلاف ولدنه طرفین
 عاقدین قبول دارند که هیئت ائتلافیسیه که اعضایش از طرف
 زبانه نخواهند در گذشته قبول نمایند در آن طرفین از جمع حقوق
 و مقررات در میان آن نمایندگان سایر که منبر بر اصول حقوق دول است
 مستفید خواهند بود.

ماده ششم: تا زمان انعقاد معاهده صلح کارای و متوجه، شبه و متوجهی از طرفین
 در آن طرفین تحت قوانین امرای و حقوقی تسلیمیت لازم را مظهر و
 موصی ایسم غیرقوانین دولت متوقف فی ذلک طرفین آزادانه
 کاریت خواهند بود.

ماده ششم: این معاهده بدون آن نافذ و اثر نوری که در معاهده است بگذرد
 اضا در این سه ماه دربارش تصدیق و تأیید خواهد بود.

ماہانہ مذکورہ برائے سیدت غریبہ منقہ شدہ دریک از طرفین متین
 این ماہانہ نامہ در تاریخ اول میوانہ ثبت شد و کتب آن در پیشانی
 در اول صدع دلیہ کو

نیا برین مرخصین فوق الذکر همانندکده سو ہفتاد کاران ہند

ماہانہ مذکورہ بدو نسخہ در برین تبلیغ کیں در تاریخ ہفتم فورہ ۱۹۲۸ء

مطابق ۲۶ دلو ۱۳۰۶

ہم جہا ہم: حق فرزند کو فوہا اسر این ماہانہ نامہ پیر دو زبان حق

مت دات را ادارا سیدت
 G. Kalari

Dans le texte persan ci-dessus, le dernier paragraphe est qualifié d'article 4.

معاهده دوستی که فیما بین دولتین عثمانی و قزاقستان و فدرال سوئیس تاریخ ۱۲ فروردین ۱۹۲۸ میلادی مطابق ۲۶ دلو ۱۳۰۶ شمسی در سوئیس فیما بین نماینده گان مختار طرفین عقد گردیده و صورت آن مراد از چهار ماده و یک پروتوکول است مستعیناً بوفیه تا مهضاً و تصدیق نموده اجرائی بدفعه آنرا تقدیم میکنم.

L'archiviste fédéral atteste que ces cinq photographies sont la reproduction fidèle et intégrale de l'original du traité déposé aux archives fédérales.

L'Archiviste fédéral :

H. Turler.

Berne, le 9 octobre 1928.

N^o 1722. — CONVENTION¹ D'AMITIÉ ET DE COMMERCE ENTRE L'AFGHANISTAN ET LA SUISSE. SIGNÉE A BERNE, LE 17 FÉVRIER 1928.

French and Persian official texts communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Convention took place May 24, 1928.

Le CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et SA MAJESTÉ LE ROI D'AFGHANISTAN, animés du désir de consolider les relations d'amitié et de développer les échanges commerciaux entre la Suisse et l'Afghanistan, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont désigné leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Monsieur Giuseppe MOTTA, conseiller fédéral, chef du département politique fédéral ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'AFGHANISTAN :

Son Excellence le Serdar Aala Ghollam Nabi Khan, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en France ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Parties contractantes sont d'accord pour établir des relations diplomatiques entre les deux Etats conformément au droit des gens. Elles conviennent que les représentants diplomatiques que chacune d'elles pourra accréditer auprès de l'autre, ainsi que le personnel de leurs missions, dont le nombre ne dépassera pas dix personnes, jouiront, dans le territoire de l'autre, des honneurs, privilèges et immunités prévus par le droit des gens.

Article 2.

En attendant la conclusion de traités d'établissement et de commerce définitifs, les ressortissants et les marchandises de chacune des Parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre, sous réserve des lois et règlements en vigueur, de toutes les facilités et les commerçants appartenant aux Parties contractantes pourront exercer librement leur commerce.

Article 3.

La présente convention, rédigée en langue française et en langue persane, sera ratifiée. Les instruments de ratification en seront échangés à Paris dans les trois mois qui suivront sa signature.

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, April 20, 1928.

La convention est conclue pour une durée indéterminée. Chacune des parties se réserve, cependant, d'en faire cesser les effets, moyennant avertissement donné six mois à l'avance.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus nommés ont signé la présente convention.

Fait, en double exemplaire, à Berne, le dix-sept février mil neuf cent vingt-huit, le texte français et le texte persan faisant également foi.

(Signé) MOTTA.

(Signé) G. NABI.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la convention provisoire en date de ce jour entre la Suisse et l'Afghanistan, les plénipotentiaires soussignés constatent qu'il est entendu que le Conseil fédéral suisse fera ce qui dépendra de lui pour faciliter l'engagement en Suisse par le Gouvernement afghan des techniciens et spécialistes dont il pourra avoir besoin et que les jeunes gens que le gouvernement afghan désirerait envoyer faire des études en Suisse bénéficieront de toutes facilités à cet effet.

BERNE, le dix-sept février mil neuf cent vingt-huit.

(Signé) MOTTA.

(Signé) G. NABI.

Pour copie conforme :

Berne, le 22 mai 1928.

Le vice-chancelier :

Leimgruber.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1722. — CONVENTION OF FRIENDSHIP AND COMMERCE BETWEEN AFGHANISTAN AND SWITZERLAND. SIGNED AT BERNE, FEBRUARY 17, 1928.

The SWISS FEDERAL COUNCIL and HIS MAJESTY THE KING OF AFGHANISTAN, being desirous of strengthening the ties of friendship and of developing the commercial exchanges between Switzerland and Afghanistan,

Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Giuseppe MOTTA, Federal Councillor, Head of the Federal Political Department ;

HIS MAJESTY THE KING OF AFGHANISTAN :

His Excellency Sirdar ALLA GHOLLAM NABI KHAN, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in France ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The Contracting Parties agree to establish diplomatic relations between the two States in conformity with international law. They are agreed that the diplomatic representatives which each of them may accredit to the other, as well as the staff of their missions, which shall not exceed ten persons, shall enjoy in the territory of the other the honours, privileges and immunities recognised by international law.

Article 2.

Pending the conclusion of definitive treaties of establishment and commerce, the nationals and goods of each of the Contracting Parties shall enjoy every facility in the territory of the other, subject to the laws and regulations in force, and traders belonging to the Contracting Parties shall be free to exercise their trade.

Article 3.

The present Convention, drawn up in French and Persian, shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Paris, within three months of its signature.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

The Convention is concluded for an indefinite period. Each of the Parties, however, reserves the right to terminate its effects upon giving six months' notice.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done in duplicate at Berne, on February the seventeenth, one thousand nine hundred and twenty-eight, the French and Persian texts being equally authentic.

(Signed) MOTTA.

(Signed) G. NABI.

FINAL PROTOCOL.

At the moment of proceeding to the signature of the provisional Convention of to-day's date between Switzerland and Afghanistan, the undersigned Plenipotentiaries note that it is agreed that the Swiss Federal Council shall do everything possible to facilitate the engagement in Switzerland by the Afghan Government of technicians and specialists whom it may require, and that young people whom the Afghan Government may desire to send to pursue their studies in Switzerland shall enjoy every facility in this connection.

BERNE, February the seventeenth, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(Signed) MOTTA.

(Signed) G. NABI.

N° 1723.

ESTONIE ET LETTONIE

Convention relative à la transcription
des biens immeubles. Signée à
Riga, le 22 juillet 1927.

ESTONIA AND LATVIA

Convention regarding the Registra-
tion of Immovable Property.
Signed at Riga, July 22, 1927.

TEXTE ESTONIEN. — ESTONIAN TEXT.

N^o 1723. — KONVENTSIOON¹ EESTI JA LÄTI VAHEL KINNISVARADE SISSEKANDMISE KOHTA KINNISTUSRAAMATUTESSE.

Textes officiels estonien et letton communiqués par les ministres des Affaires étrangères d'Estonie et de Lettonie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 mai 1928.

EESTI VALITSUS ja LÄTI VALITSUS, soovides korraldada kinnisvarade kinnistusregistritesse sissekandmise küsimust ühenduses piiri lõpuliku kindlaksmääramisega mõlema riigi vahel, otsustasid sõlmida vastava konventsiooni ja nimetasid oma täisvolinikkudeks :

EESTI VALITSUS :

Härra Jul. SELJAMAA, erakorralise saadiku ja täisvolilise ministri,

LÄTI VALITSUS :

Härra F. CIELENS'I, Välisministri,

kes, pärast oma heas ja nõutud korras leitud täisvolituste vastastikku esitamist, kokku leppised järgmiste eeskirjade kohta :

Artikkel esimene.

Kinnisvarad, mis kinnistatud kinnistusraamatutes ühes lepinguosalisel riigis ja mis riigipiiri kindlaksmääramisega sattunud tervikus teise lepinguosalise territooriumile, kinnistatakse viimase kinnistusraamatutes alljärgneva korra järele :

§ 1. Kahe aasta kestel, arvates käesoleva konventsiooni ratifikatsioonikirjade vahetamise päevast, on kõne solevate kinnisvarade omanikud õigustatud nõudma oma kinnisvara kinnistamist kohalikus kinnistusjaoskonnas, ilma Not. Sead. § 369, p. 2-ses seatud maksudeta ja lõivudeta ; pärast seda tähtaega alluvad need kinnistamised maksudele ja lõivudele üldkorras.

§ 2. Kinnistamise nõudmist võivad esitada peale omaniku ka teised sellest huvitatud asutused ja isikud.

§ 3. Eelmistes (1. ja 2) paragrahvides ettenähtud nõudmistega pöördatakse selle kinnistusjaoskonna poole, kelle ringkonnas üleläänud kinnisvara asub, esitades : kohalise valla-, alevi- või linnavalitsuse või politsei tunnistuse, et kõnesolev kinnisvara tõesti asub sama riigi piiris, ja andmed selle kinnisvara omaniku, nime, kinnistusnumbri, asukoha ja nimetuse kohta.

§ 4. Saades ülemalnimetatud nõudmise pöördub kinnistusjaoskond otseteed teise riigi vastava kinnistusjaoskonna poole palvega saata temale vastav kinnistustoimetus (Not. Sead. § 330).

§ 5. Kinnistusjaoskond, kes eelmises (4.) paragrahvis ettenähtud palve saanud, selgitab politsei kaudu, kas kõnesolev kinnisvara on tõepoolest üle läinud teise riigi territooriumile, jaataval

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 15 mai 1928.

TEXTE LETTON. — LATVIAN TEXT.

N^o 1723. — KONVENCIJA¹ STARP LATVIJU UN IGAUNIJU PAR NEKUSTAMU MANTU IERAKSTĪŠANU ZEMES GRĀMATĀS.

Estonian and Latvian official texts communicated by the Estonian and Latvian Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place May 24, 1928.

LATVIJAS VALDĪBA UN IGAUNIJAS VALDĪBA vēlēdamās nokārtot jautājumu par nekustamu mantu ierakstīšanu zemes grāmatās sakarā ar robežas galīgu nospraušanu starp abām valstīm, nolēma noslēgt piemērotu konvenciju un iecēla par saviem pilnvarotiem :

LATVIJAS VALDĪBA :

ārlietu ministri F. CIELENA kungu,

IGAUNIJAS VALDĪBA :

ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pienācīgā Jul. SELJAMAA kungu,

kuŗi, uzrādījuŗi savas labā un pienācīgā formā atrastās pilnvaras, vienojās par sekoŗiem noteikumiem :

I. pants.

Nekustamās mantas, kuŗas ierakstītas zemes grāmatās vienā līgumslēdzēju valstī un kuŗas sakarā ar valsts robežas nospraušanu pārgājuŗas nedalītā veidā otras valsts teritorijā, tiek ierakstītas attiecīgas valsts zemes grāmatās pēc sekoŗiem noteikumiem :

1. §. Divu gadu laikā pēc ŗis konvencijas ratifikācijas dokumentu apmaiņas dienas minēto nekustamu mantu īpaŗniekiem ir tiesība prasīt viŗu nekustamās mantas ierakstīšanu vietējā zemes grāmatu nodaļā, nemaksājot Notar. nolik. 369. p. 2. punktā paredzētos nodokļus vai nodevas ; pēc minētā termiŗa notecēŗanas tādi ieraksti apmaksājami attiecīgiem nodokļiem vai nodevām uz vispārējiem pamatiem.

2. §. Pieprasīt nekustamo mantu ierakstīšanu zemes grāmatās, bez to īpaŗniekiem, var arī visas citas ieinteresētas personas un iestādes.

3. §. Iepriekŗejos (1. un 2.) paragrafos paredzētie pieprasījumi jāiesniedz tai zemes grāmatu nodaļai, kuŗas rajonā atrodās pārgājuŗe nekustamā manta, pievienojot tiem pagasta, miesta vai pilsētas pašvaldības, vai arī policijas apliecību par to, ka nekustamā manta patiesi atrodas attiecīgas valsts robežās, kā arī uzdodot minētās nekustamās mantas īpaŗnieka vārdu, ieraksta numuru, atraŗšanās vietu un nosaukumu.

4. §. Saņēmusi augŗminēto pieprasījumu, zemes grāmatu nodaļa grieŗas tieŗi pie attiecīgas zemes grāmatu nodaļas otrā valstī ar lūgumu izsūtīt viŗai attiecīgu zemes grāmatu lietu (Not. nol. 330. pants).

5. §. Saņēmusi iepriekŗējā paragrafā minēto lūgumu, zemes grāmatu nodaļa pārbauda caur policiju, vai norādītā nekustamā manta patiesi pārgājuŗusi otras valsts teritorijā, un, ja ŗis apstāklis

¹ The exchange of ratifications took place at Tallinn, May 15, 1928.

korral suleb oma otsusega vastava kinnistusregistri osa (Not. Sead. § 309), seab (Not. Sead. § 330) ettenähtud kinnistustoimetuse seaduslikku korda, varustab seda äratõmbega kinnistusregistrist ja saadab ta teisele kinnistusjaoskonnale.

§ 6. Kätte saades eelmises (5.) paragrahvis ettenähtud kinnistustoimetuse, avab kinnistusjaoskond selle kinnisvara jaoks oma vastavas kinnistusregistris uue osa Not. Sead. §§ 309—330 korras, teatab sellest teisele kinnistusjaoskonnale, näidates uue kinnistusregistri osa numbri, ja annab omanikule vääia äratõmbe kinnistusregistrist.

Artikkel 2.

Eesti-Läti piirijoonega eraldatud kinnisvarade osade kinnistamine vastava riigi kinnistusraamatutes sünnib järgmistel alustel :

§ 1. Kinnisvaradest piirijoonega eraldatud vähemate osade kohta valmistatakse kaardid viies eksemplaris : neil kaartidel märgitakse eraldatud kinnisvara osa ja piiririba alla 1. novembri 1923¹ a. täiendava piirilepingu art. IX-da järgi võõrandatud maa-ala suurus (eraldi Eesti ja Läti pooled), samuti ka selle kinnisvara omaniku nimi, kinnisvara nimetus ja senine kinnistusnumber. Neist kaartidest saadetakse kummagi riigi vastavale kinnistusjaoskonnale ja kinnisvarade maksuametile igauhele üks eksemplar, kuna viies eksemplar saadetakse kinnisvara omanikule.

Nende kaartide valmistamine ja laialisaatmine sünnib segakomisjoni poolt, mis moodustatakse mõlema riigi valitsuste otsustega pariteedi alusel. Kaartide valmistamise kulud oma tööraioonis (1. novembri 1923. a. täiendava piirilepingu art. VII) kannab kumbki riik.

§ 2. Kinnistusjaoskond, kus poolitatud kinnisvara seni oli sisse kantud, saades eelmises (1.) paragrahvis ettenähtud kaardi eksemplari, paneb selle vastavasse kinnistustoimetusse ja märgib vastava kinnistusregistri osa I. jao II. lahtris (Not. Sead. § 320), kui palju sellest kinnisvarast on eraldatud piiririba alla (eraldi Eesti ja Läti pooled), kui palju piiririba taha naaberriigi territooriumile, ja kinnistusregistri I. jao I. lahtrisse — kui palju jäi oma riigi piiridesse alles.

§ 3. Peale selle seab kinnistusjaoskond kinnistustoimetuse seaduslikku korda, valmistab sellest täpse ärakirja ja saadab selle vahendita teise riigi vastavale kinnistusjaoskonnale.

Juhtumisel, kui riigipiiri taha läks kinnisvara suurem osa, mille kohta ei ole valmistatud § 1. ettenähtud kaarti, siis saadab kinnistusjaoskond ühes kinnistustoimetuse ärakirjaga ära ka sama kinnisvara olemasoleva endise kaardi või, kui see ei ole võimalik, siis selle teisendi.

Samal korral peab sama riigi kinnisvarade maksuamet saatma naaberriigi kinnisvarade maksuametile ka tema käes oleva endise kaardi või selle teisendi ühes vajalikkude kadastrandmetega ülelänud osa kohta.

§ 4. Kinnistusjaoskond, kelle ringkonda sattus piirijoonega eraldatud kinnisvara osa, saades eelmises (3.) paragrahvis ettenähtud kinnistustoimetuse ärakirja, vastaval korral ühes endise kaardiga, ja § 1. ettenähtud uue kaardi eksemplari, avab ületulnud kinnisvara osa jaoks vastavas kinnistusregistris uue osa Not. Sead. §§ 309—330 korras, märkides 1. jao I. lahtrisse (Not. Sead. § 320) andmed ületulnud kinnisvara osa kohta, ja sama jao II. lahtrisse andmed selle kohta, kui palju sellest kinnisvarast jäi piiririba taha ja kui palju võõrandati piiririba alla (eraldi Eesti ja Läti pooled).

§ 5. Pärast eelmises (4.) paragrahvis ettenähtud toimetusi teatab kinnistusjaoskond naaberriigi vastavale kinnistusjaoskonnale andmed uue kinnistusregistri osa avamise kohta kõnesoleva kinnisvara osa jaoks, teatades selle numbri, ja annab omanikule välja äratõmbe kinnisturegistrist.

§ 6. Kinnisvarade omanikkude või kreditoride poolt esitatavatele kinnistusaktidele teevad kinnistusjaoskonnad eraldamisest järgnevad märkused.

§ 7. §§ 1—6 ettenähtud toimetused on vabad kõigist maksudest ja lõivudest.

§ 8. Käesolvaes artiklis ettenähtud maade kohta ei maksa kummagi riigi seaduses ettenähtud alammäär.

¹ Vol. XXV, page 345. de ce recueil.

apstiprinās, taisa attiecīgu, lēmumu par zemes grāmatu reģistra foliju slēgšanu (Not. nol. 309. pants) ; pēc tam zemes grāmatu nodaļa saved pilnīgā kārtībā zemes grāmatu lietu (Not. nol. 330. pants), pievieno tai izrakstu no zemes grāmatu reģistra un nosūta lietu otrai zemes grāmatu nodaļai.

6. §. Saņēmusi iepriekšējā (5.) paragrafā minēto zemes grāmatu lietu, zemes grāmatu nodaļa atver attiecīgai nekustamai mantai piekritīgā zemes grāmatu reģistrī jaunu nodalījumu Not. nol. 309—330. p.p. paredzētā kārtībā, paziņojot par to otras valsts zemes grāmatu nodaļai un uzdodot tai jauno zemes grāmatu nodalījuma numuru, un izsniedz īpašniekam izrakstu no zemes grāmatu reģistra.

2. pants.

Ar Latvijas-Igaunijas robežliniju pārdalīto nekustamo mantu daļu ierakstīšana attiecīgās valsts zemes grāmatās notiek pēc sekošiem noteikumiem :

1. §. Robežlinijas pārdalīto nekustamo mantu mazākām daļām izgatavo zemes planus piecos eksemplaros ; šajos planos jāatzīmē, kā atdalītās daļas platība, tā arī tās zemes platība, kuŗa, saskaņā ar 1923. g. 1. novembra papildlīguma robežas jautājumos 9.¹ pantu, atsavināta robežjoslai (uzdodot atsevišķi Latvijas un Igaunijas daļu) un arī nekustamās mantas nosaukums, agrākais zemes grāmatu numurs un īpašnieka vārds. Abu valstu attiecīgām zemes grāmatu nodaļām un kadastru nodaļām nosūta pa vienam no augšminētiem plāniem, bet piekto eksemplaru izsniedz nekustamās mantas īpašniekam.

Minēto planu izgatavošanu un izsūtīšanu izdara jauktā komisija, kuŗu iecel abas valdības uz paritātes pamata. Ar planu izgatavošanu saistītos izdevumus uzņemas katra valsts savā valsts robežas izbūves rajonā (1923. g. 1. novembra papildlīguma robežas jautājumos 7. pants).

2. §. Zemes grāmatu nodaļa, kuŗā līdzšim skaitījās pārdalītā nekustamā manta, saņēmusi iepriekšējā paragrafā minētā plana eksemplaru, pievieno to attiecīgai zemes grāmatu lietai un atzīmē zemes grāmatu reģistra attiecīgā nodalījuma I. daļas 2. rubrikā (Not. nol. 320. p.), cik no šīs nekustamās mantas atdalīts robežjoslai (atsevišķi Latvijas un Igaunijas daļa) un cik palicis otrā valstī ārpus robežas joslas, bet pirmās daļas I. rubrikā — cik palicis pašas valsts robežās.

3. §. Pēc tam zemes grāmatu nodaļa saved pilnīgā kārtībā zemes grāmatu lietu, pagatavo no tās vienu pilnīgu norakstu un nosūta šo norakstu tieši otras valsts attiecīgai zemes grāmatu nodaļai.

Gadījumā, ja otrpus robežjoslas pārgājusi nekustamās mantas lielākā daļa, kuŗai nav izgatavots 1. §. paredzētais plans, zemes grāmatu nodaļa nosūta līdz ar zemes grāmatu nodalījuma norakstu viņas rīcībā esošo nekustamas mantas veco planu, vai ja tas nebūtu iespējams, tā apliecinātu kopiju.

Tanī pašā gadījumā tās pašas valsts kadastra nodaļa nosūta otras valsts kadastra nodaļai viņas rīcībā esošo šīs nekustamās mantas zemes planu, vai tā kopiju, līdz ar visiem kadastra datiem attiecībā uz nekustamās mantas pārgājušo daļu.

4. §. Zemes grāmatu nodaļa, kuŗas rajonā atrodas nekustamās mantas pārgājuse daļa, saņēmusi 3. §. minēto zemes grāmatu lietas norakstu, (attiecīgā gadījumā līdz ar veco planu) kā arī 1. §. minēto jaunā plana eksemplaru, atver pārgājušai nekustamās mantas daļai attiecīgā zemes grāmatu reģistrī jaunu nodalījumu (foliju) Not. nol. 309.—330. p.p. paredzētā kārtībā, atzīmējot I. daļas I. rubrikā (Not. nol. 320. p.) pārgājušās daļas platību, bet tās pašas daļas 2. rubrikā — cik no šīs nekustamās mantas palicis ārpus robežjoslas un cik atsavināts robežjoslai (atsevišķi Latvijas un Igaunijas daļa).

5. §. Pēc 4. §. paredzēto darbu izpildīšanas, zemes grāmatu nodaļa paziņo otras valsts zemes grāmatu nodaļai par zemes grāmatu reģistra jauna nodalījuma atvēršanu, uzdodot tā numuru, un izsniedz nekustamās mantas īpašniekam zemes grāmatu reģistra izrakstu.

6. §. Uz nekustamo mantu īpašnieku vai kreditoru iesniedzamām zemes grāmatu vecām aktīm, zemes grāmatu nodaļas taisa attiecīgas atzīmes par atdalīšanu.

7. §. 1.—6. paragrafos paredzētie darbi atsvabināti no apmaksas ar nodevām un nodokļiem.

8. §. Šai pantā minētie atdalītie zemes gabali nav padoti katrā valstī spēkā esošiem likumiem par minimālo normu.

¹ Vol. XXV, page 345, of this Series.

Artikkel 3.

Piirijoonega poolitatud kinnisvara peal lasuvad võlad ja muud koormatused kantakse — kooskõlas 19. oktoobril 1920. a. Eesti ja Läti vahel sõlmitud konventsiooni¹ riigipiiri kindlaks-määramise kohta mõlema Vabariigi vahel, kummagi lepinguosalise kodanikkude õiguste kohta teise lepinguosalise territooriumil ja piirijoonega poolitatud kinnisvarade saatuse kohta, art. XVIII-ga — ka eraldatud kinnisvara osa peale.

Ühe lepinguosalise kohtu otsused kummagi riigi kinnistusregistrisse kantud obligatsioonide ja nõudmiste põhjal, täidetakse teise lepinguosalise territooriumil Tsiiviikohtupidamise seaduse §§ 1274—1280 ettenähtud korras.

Kui koormatud kinnisvarast piirijoonega lahutatud osadel on kummalgi omaette omanik, siis tuleb nõudmine esitada solidaarselt koormatud osa mõlema omaniku vastu ühe niisuguse osa asukoha järgi nõudja valikul. Samases asjus järgnenud ühe lepinguosalise kohtu otsuse täitmisele pööramiseks teise lepinguosalise territooriumil sealse kinnisvara osa omaniku vastu tuleb esitada, peale Tsiiviikohtupidamise seaduse § 1276. ettenähtud lisade, ka kohaliku notari lõendus, et ettepaneku peale — seda nõudmist vabatahtlikult rahuldada — koormatud kinnisvara selle osa omanik ühe kuu kestel üldse ei vastanud või rahuldamisest keeldus.

Artikkel 4.

Kinnisvarad, mis kas üldse ei olnud kinnistusraamatusse kantud või olid kantud endise Pihkva notariaalarhiivi kinnistusraamatutesse, kinnistatakse kummaski riigis tema sisemiste seaduste järgi.

Artikkel 5.

Kummagi riigi kohtuminister annab kinnistusjaoskondadele vastavad juhtnõõrid käesoleva konventsiooni eeskirjade täitmiseks.

Artikkel 6.

Käesolev konventsioon tuleb ratifitseerida ja ratifikatsioonikirjad vahetatakse Tallinnas. Konventsioon astub jõusse ratifikatsioonikirjade vahetamise silmapilgul ning jääb maksma kaks aastat.

Kui selle tähtaja möödumisel kumbki lepinguosalistest ei avalda soovi käesolevat konventsiooni üles öelda või muuta, loetakse see pikendatuks määramata aja peale ja ta jääb maksma veel kuus kuud arvates päevast, mil kumbki lepinguosalistest ta üles ütleb.

Käesolev konventsioon on valmistatud kahes eksemplaris, eesti ja läti keeles, mille juures mõlemad tekstid on ühevõrra autentset.

Selle kinnituseks on lüalinimetatud täisvojinikud käesoleva konventsiooni alla kirjutanud la selle oma pitseritega varustanud.

RIIAS, 22. juulil 1927. a.

Jul. SELJAMAA.

F. CIELENS.

¹ Vol. XVII, page 189, de ce recueil.

3. pants.

Parādi un citi apgrūtinājumi, kuŗi gulstas uz robežlinijas pārdalītām nekustamām mantām jāieraksta, saskaņā ar 1920. gada 19. oktobrī noslēgtās konvencijas¹ par valsts robežas noteikšanu un novilkšanu dabā starp minētām republikām, vienas līgumslēdzēju puses pilsoņu tiesībām otras teritorijā un ar robežliniju pārdalīto nekustamo īpašumi stāvokli XVIII. panta piezīmi, arī uz nekustamās mantas atdalīto daļu.

Vienas līgumslēdzēju valsts tiesu spriedumi, kuŗi taisīti par obligacijām un prasībām, kas ierakstītas abu valstu zemes grāmatās, izpildami otras līgumslēdzēju valsts teritorijā saskaņā ar civilproc. lik. 1274 — 1280 p.p.

Ja parādiem apgrūtināto robežlinijas pārdalīto nekustamo mantu daļu īpašnieki ir dažādas personas, tad prasība iesniedzama zolidari pret abiem apgrūtinātās pārdalītās mantas īpašniekiem pēc vietas, kur atrodas kāda no apgrūtinātām daļām. Lai vienas līgumslēdzēju valsts tiesas spriedumus varētu izpildīt otras līgumslēdzēju valsts teritorijā, attiecībā uz šīs nekustamās mantas daļas īpašnieku, nepieciešams iesniegt bez, civilproc. lik. 1276. pantā minētiem pielikumiem, vēl vietējā notara apliecību, ka uz priekšlikumu labprātīgi apmierināt prasību viena mēneša laikā, šīs apgrūtinātās nekustamās mantas daļas īpašnieks atsacījies, vai nav devis atbildes.

4. pants.

Nekustamās mantas, kuŗas nemaz nav ierakstītas zemes grāmatās, kā arī nekustamās mantas kuŗas bij ierakstītas Pleskavas notarialā aīķivā zemes grāmatās, ierakstamas zemes grāmatās, saskaņā ar katras valsts iekšējiem likumiem.

5. pants.

Šis konvencijas noteikumu izvešanai dzīvē abu valstu tieslietu ministri izdod attiecīgas instrukcijas zemes grāmatu nodaļām.

6. pants.

Šī konvencija ratificējama un ratifikācijas dokumenti apmainani Tallinnā. Konvencija stājas spēkā ratifikācijas dokumentu apmaiņas brīdī un paliek spēkā divus gadus.

Ja pēc šī termiņa notecēšanas neviena no līgumslēdzēju pusēm neizsaka vēlēšanos konvenciju uzteikt vai grozīt, viņa skaitas par pagarinātu uz nenoteiktu laiku un paliek spēkā vēl sešus mēnešus skaitot no dienas, kad viena no līgumslēdzēju pusēm to uzteiktu.

Šī konvencija sastādīta divos eksemplaros latviešu un igauņu valodās, pie kam abi teksti skaitas par autentiskiem.

Šo apliecinot augšā minētie pilnvarotie parakstījuši šo konvenciju un uzspieduši tai savus zīmogus.

RĪGĀ, 1927. gada 22. jūlijā.

J. SELJAMAA.

F. CIELENS.

¹ Vol. XVII, page 189, of this Series.

¹ TRADUCTION.N^o 1723. — CONVENTION ENTRE L'ESTONIE ET LA LETTONIE, RELATIVE A LA TRANSCRIPTION DES BIENS IMMEUBLES. SIGNÉE A RIGA, LE 22 JUILLET 1927.

LE GOUVERNEMENT D'ESTONIE et LE GOUVERNEMENT DE LETTONIE, désireux de régler la question de la transcription des biens immeubles en connexion avec le tracé définitif de la frontière entre les deux États, ont résolu de conclure une convention appropriée et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT D'ESTONIE :

Monsieur Jul. SELJAMAA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Estonie ;

LE GOUVERNEMENT DE LETTONIE :

Monsieur F. CIELENS, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les immeubles déjà transcrits par le service de transcription d'une Partie contractante et passés, dans toute leur étendue, par suite de la délimitation de la frontière esto-lettonne, au territoire de l'autre Partie contractante, seront transcrits par le service de transcription correspondant de cette dernière, conformément aux règles suivantes :

§ 1. Les propriétaires desdits biens immeubles ont le droit de demander, dans un délai de deux années à compter du jour de l'échange des instruments de ratification de la présente convention que la transcription de ces immeubles soit effectuée en franchise des droits et taxes prévus par le point 2 de l'article 369 de la loi sur les actes notariés ; ce délai passé, la transcription se fera sur les bases générales contre paiement des droits et taxes respectifs.

§ 2. La demande de transcription du bien immeuble peut être faite non seulement par le propriétaire, mais encore par toutes autres personnes ou institutions intéressées.

§ 3. Les demandes prévues par les paragraphes précédents (§§ 1 et 2) seront adressées au service de transcription dans le ressort duquel l'immeuble est situé ; elles seront accompagnées d'un certificat délivré par l'administration autonome de la commune, du bourg ou de la ville, ou par la police et attestant que l'immeuble en question est en effet situé sur le territoire de l'État respectif, ainsi que de l'indication du nom du propriétaire, du numéro de transcription du lieu où se trouve l'immeuble et de sa dénomination.

§ 4. Après avoir reçu la demande mentionnée, le service de transcription s'adressera directement au service de transcription respectif de l'autre État en le priant de lui transmettre le dossier de transcription respectif (loi sur les actes notariés, article 330).

¹ Communiquée par le Gouvernement estonien.

¹ Communicated by the Estonian Government.

¹ TRANSLATION.

No. 1723. — CONVENTION BETWEEN ESTONIA AND LATVIA,
REGARDING THE REGISTRATION OF IMMOVABLE PROPERTY.
SIGNED AT RIGA, JULY 22, 1927.

THE GOVERNMENT OF ESTONIA and THE GOVERNMENT OF LATVIA, being desirous of settling the question of the registration of immovable property consequent on the final delimitation of the frontier between the two States, have resolved to conclude a Convention for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF ESTONIA :

M. Jul. SELJAMAA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Estonia ;

THE GOVERNMENT OF LATVIA :

M. F. CIELENS, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Immovable property already registered by the registration department of one Contracting Party and transferred *in toto* to the territory of the other Contracting Party as the result of the delimitation of the Estonian-Latvian frontier, shall be registered by the corresponding registration department of the latter in accordance with the following rules :

§ 1. The owners of the said immovable property shall be entitled, within two years from the date of the exchange of the instruments of ratification of the present Convention, to request the registration of such immovable property free from the duties and imposts referred to under No. 2 of Article 369 of the Law on notarial acts ; after the expiry of this period, registration shall be effected in the usual manner on payment of the respective duties and imposts.

§ 2. Applications for the registration of immovable property may be made not only by the owner, but also by any other interested parties or institutions.

§ 3. The applications referred to in the foregoing paragraphs (§ 1 and § 2) shall be addressed to the registration department within whose district the immovable property is situated ; they shall be accompanied by a certificate issued by the autonomous administration of the commune, town or city, or by the police ; this certificate shall attest that the immovable property in question is in fact situated within the territory of the State concerned, and shall give the name of the owner, the registration number of the locality in which the immovable property is situated, and its description.

§ 4. On receipt of the above-mentioned application, the registration department shall apply direct to the corresponding registration department of the other State, requesting it to forward the appropriate registration file (Law on Notarial Acts, Article 330).

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

§ 5. Après avoir reçu la demande mentionnée au paragraphe précédent le service de transcription fera vérifier, par la police, si l'immeuble en question a en effet passé au territoire de l'autre Etat, et dans le cas de l'affirmation, clôturera la feuille correspondante du registre de transcription (article 309 de la loi sur les actes notariés), mettre en ordre le dossier de transcription (article 330 de la loi sur les actes notariés), y joindra l'extrait du registre de transcription et transmettra le dossier au service de transcription requérant.

§ 6. Après avoir reçu le dossier de transcription indiqué au paragraphe précédent (§ 5), le service de transcription ouvrira, pour l'immeuble, une nouvelle feuille dans le registre de transcription correspondant conformément à l'ordre prévu par les articles 309-330 de la loi, sur les actes notariés; il en informera le service de transcription de l'autre Partie contractante, en indiquant le numéro de la nouvelle feuille du registre de transcription et délivrera au propriétaire un extrait de ce registre.

Article 2.

La transcription des parties des immeubles partagé par la frontière esto-lettonne sera effectué dans les registres de transcription de l'Etat respectif conformément aux dispositions suivantes :

§ 1. Sera dressé en cinq exemplaires un plan de la partie la plus petite de l'immeuble détachée par la frontière; ce plan doit contenir l'indication tant de la superficie de la partie détachée que du terrain exproprié pour la zone frontière (avec chiffres séparés pour la partie estonienne et la partie lettonne), conformément à l'article 9 de la Convention complémentaire relative aux questions de frontière en date du 1^{er} novembre 1923, ainsi que la dénomination de l'immeuble, l'ancien numéro du registre de transcription et le nom du propriétaire. Un exemplaire de ces plans sera envoyé au service de transcription et à la section cadastrale de chacune des Parties contractantes; le cinquième exemplaire sera remis au propriétaire.

Les plans mentionnés seront dressés et expédiés par les soins d'une commission mixte et paritaire qui sera nommée ultérieurement par les deux gouvernements. Les frais d'établissement desdits plans incombent à chacun des deux Etats dans le rayon où il a exécuté les travaux de délimitation (article 7 de la Convention complémentaire relative aux questions de frontière en date du 1^{er} novembre 1923).

§ 2. Après avoir reçu le plan mentionné au paragraphe précédent, le service de transcription dont relevait l'immeuble partagé annexera ledit plan au dossier de transcription correspondant et notera dans la rubrique 2 de la première partie de la feuille correspondante du registre de transcription (article 320 de la loi sur les actes notariés), la superficie de la partie de l'immeuble expropriée pour la zone frontière (avec chiffres séparés pour la partie estonienne et la partie lettonne) et celle de l'immeuble qui est restée dans l'autre Etat en dehors de la zone frontière, mais dans la rubrique 1 de la première partie de la feuille la superficie de l'immeuble qui est resté dans l'Etat où l'immeuble était situé avant la délimitation.

§ 3. Ensuite le service de transcription mettra en ordre le dossier de transcription, en établira un double qu'il enverra directement au service de transcription respectif de l'autre Etat.

Dans le cas où la partie la plus grande de l'immeuble pour laquelle il n'est pas dressé de plan prévu par le premier paragraphe du présent article a passé de l'autre côté de la zone frontière, le service de transcription enverra la copie de la feuille du registre de transcription l'ancien plan de cet immeuble, ou, si c'est impossible, une copie certifiée de ce dernier.

Dans le même cas, la section cadastrale enverra au service correspondant de l'autre Etat le plan de l'immeuble en question ou la copie de ce plan avec toutes les données cadastrales concernant la partie du bien immeuble passée à l'autre Etat.

§ 4. Après avoir reçu le double du dossier de transcription mentionné au § 3 (éventuellement avec l'ancien plan), ainsi qu'un exemplaire du nouveau plan mentionné au paragraphe 1, le service

§ 5. On receipt of the request mentioned in the preceding paragraph, the registration department shall verify through the police whether the immovable property in question has in fact been transferred to the territory of the other State, and, should this prove to be the case, shall close the corresponding record in the register (Article 309 of the Law on Notarial Acts), shall put in order the registration file (Article 330 of the Law on Notarial Acts), shall attach thereto an abstract of the register and shall forward the file to the registration department making the application.

§ 6. On receipt of the registration file mentioned in the preceding paragraph (§ 5), the registration department shall start in respect of the said immovable property a new sheet in the corresponding register in accordance with the provisions laid down in Articles 309 to 330 of the Law on Notarial Acts ; it shall notify the registration department of the other Contracting Party of this act, at the same time stating the number of the new sheet in the register, and shall deliver to the owner an abstract of this register.

Article 2.

The registration of parts of immovable property intersected by the Estonian-Latvian frontier, shall be effected in the registers of the respective States in accordance with the following provisions:

§ 1. A plan of the smaller part of the immovable property detached by the frontier line shall be drawn up in five copies ; this plan shall indicate both the area of the part detached and the ground expropriated to form the frontier zone (giving separate figures for the Estonian and Latvian sections), in conformity with Article 9 of the Supplementary Convention on Frontier Questions, dated November 1, 1923, and shall also give a description of the immovable property, its former number in the register and the name of the owner. One copy of the said plans shall be sent to the registration department and to the land survey department of each of the Contracting Parties ; the fifth copy shall be handed to the owner.

The above-mentioned plans shall be drawn up and despatched by a Mixed Committee, to be appointed at a later date by the two Governments and on which both Parties shall be equally represented. The cost of drawing up the said plans shall be borne by each of the two States in respect of the district for the delimitation of which it was responsible (Article 7 of the Supplementary Convention on Frontier Questions dated November 1, 1923).

§ 2. On receipt of the plan mentioned in the preceding paragraph, the registration department competent in respect of the intersected property shall attach the said plan to the corresponding registration file, and shall note under No. 2 of Part I of the corresponding sheet of the register (Article 320 of the Law on Notarial Acts) the area of that portion of the immovable property expropriated to form part of the frontier zone (giving separate figures for the Estonian and Latvian sections), and the area of the immovable property which has remained in the other State beyond the frontier zone, whilst under No. 1 of Part I of the sheet shall be entered the area of the immovable property remaining in the State to which it belonged prior to delimitation.

§ 3. The registration department shall then put in order the registration file and make a copy thereof, which it shall send direct to the corresponding registration department of the other State.

Where the larger portion of the immovable property, in respect of which no plan has been drawn up in conformity with the first paragraph of the present Article, has been transferred to the other side of the frontier zone, the registration department shall send, together with the copy of the sheet from the register, the original plan of such immovable property or, where this is impossible, a certified copy thereof.

In such cases the land survey department shall send to the corresponding department of the other State the plan of the immovable property in question or a copy of such plan, giving full particulars regarding the land and valuation of that portion of the property which has been transferred to the other State.

§ 4. On receipt of the copy of the registration file referred to in § 3 (with or without the original plan) and of a copy of the new plan referred to in paragraph 1, the registration department

de transcription dans le ressort duquel se trouve la partie de l'immeuble transférée, ouvrira, pour ladite partie de l'immeuble une nouvelle feuille dans le registre de transcription, conformément aux articles 309-330 de la loi sur les actes notariés, et il notera à la rubrique 1 de la première partie de cette feuille (loi sur les actes notariés, article 320) les données relatives à la partie de l'immeuble transférée et, à la rubrique 2 de la même partie, les données indiquant la surface de la partie située au-delà de la zone frontière et celle qui a été expropriée pour cette zone (avec chiffres séparés pour la partie lettonne et la partie estonienne).

§ 5. Après avoir terminé les opérations décrites au paragraphe précédent (§ 4), le service de transcription adressera au service correspondant de l'autre Partie contractante des données sur l'ouverture d'une nouvelle feuille de ses registres pour la partie de l'immeuble en question en notifiant le numéro nouveau de ladite feuille, et délivrera au propriétaire une copie du registre de transcription.

§ 6. Les services de transcription porteront sur les anciens actes de transcription présentés par les propriétaires ou les créanciers des immeubles les annotations concernant le partage.

§ 7. Les opérations décrites par les §§ 1 à 6 seront exemptes de tous droits et taxes.

§ 8. Le minimum prescrit par les lois de chacun des Etats contractants n'est pas applicable aux terres visées par le présent article.

Article 3.

Les dettes et autres obligations grevant l'immeuble divisé par la ligne frontière seront aussi transcrits, en vertu de la remarque à l'article 18 de la Convention¹ conclue le 19 octobre 1920 entre la Lettonie et l'Estonie relative à la fixation de la frontière entre les Républiques mentionnées et à son tracé sur le terrain, ainsi qu'aux droits des citoyens des deux Etats sur le territoire de l'autre Etat et à la situation des biens immeubles partagés par la ligne frontière, à la charge de la partie de l'immeuble détachée.

Les décisions des tribunaux de l'une des Parties contractantes, relatives aux obligations et réclamations inscrites dans les registres de transcription des deux Etats, seront appliquées dans l'autre Partie, en vertu des paragraphes 1274 à 1280 du Code de procédure civile.

Si les parties de l'immeuble grevé de dettes et partagé par la ligne frontière appartiennent à des propriétaires différents, toute réclamation sera adressée solidairement aux deux propriétaires de l'immeuble partagé et grevé, selon le lieu où se trouve une des parties grevées. Pour demander l'exécution des décisions rendues en pareil cas par les tribunaux de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contre le propriétaire de la partie de l'immeuble située dans ce dernier Etat, il devra être présenté, outre les annexes prévues par le paragraphe 1276 du Code de procédure civile, une attestation du notaire du lieu, constatant que ledit propriétaire n'a donné aucune réponse à la proposition de satisfaire, dans le délai d'un mois, à l'amiable, l'auteur de la réclamation, ou n'a consenti à aucune satisfaction.

Article 4.

Les immeubles qui n'étaient pas inscrits dans les registres de transcription ou qui l'étaient dans ceux des archives de l'ancien notaire de Pskoff, seront transcrits dans les deux pays contractants suivant leurs lois.

Article 5.

Les instructions relatives à l'exécution des dispositions de la présente convention seront données respectivement aux services de transcription par le ministre de la Justice de chaque Partie contractante.

within whose area is situated the transferred portion of the property shall start in respect thereof a new sheet in the register in accordance with Articles 309-330 of the Law on Notarial Acts; under No. 1 of Part I of this sheet (Article 320 of the Law on Notarial Acts) shall be entered particulars relating to the transferred portion of the immovable property, and under No. 2 of the same Part, particulars relating to the area of the portion situated beyond the frontier zone, and the area expropriated to form this zone (giving separate figures for the Latvian and Estonian sections).

§ 5. On completion of the operations described in the preceding paragraph (§ 4), the registration department shall furnish the corresponding department of the other Contracting Party with particulars relating to the starting of a new sheet in its registers for the portion of the immovable property in question, giving the new number of the said sheet, and shall deliver to the owner a copy of the register.

§ 6. Registration departments shall make entries referring to the division of the property on the original deeds of registration submitted by owners or creditors of immovable property.

§ 7. The operations described in §§ 1-6 shall be exempt from all duties and imposts.

§ 8. The minimum prescribed by the laws of each of the Contracting States shall not apply to the lands referred to in the present Article.

Article 3.

Debts and other liabilities constituting a charge on immovable property intersected by the frontier line, shall also be registered and charged to the detached portion of the immovable property, in virtue of Article 18 of the Convention concluded on October 19, 1920, between Latvia and Estonia, regarding the delimitation on the spot of the frontier between the two States, and also regarding the rights of the nationals of each State in the territory of the other and the status of immovable property intersected by the frontier line.

The judgments of the Courts of either of the Contracting Parties with regard to liabilities and claims entered in the registers of the two State, shall be executed in the other State, in virtue of paragraphs 1274 to 1280 of the Code of Civil Procedure.

Where portions of immovable property intersected by the frontier line, and on which debts are secured, belong to different owners, all claims shall be addressed jointly and severally to the two owners of the property thus intersected and encumbered, according to the place in which is situated one of the encumbered portions. In order to demand execution within the territory of the one Contracting Party of sentences given in such cases by the Courts of the other Party against the owner of that portion of the immovable property situated in the former State, there must be submitted, in addition to the annexes provided for in paragraph 1276 of the Code of Civil Procedure, a certified statement from the notary of the locality to the effect that the said owner has not within a period of one month given any reply to the proposal to reach a friendly settlement with the author of the claim, or has not consented to any settlement.

Article 4.

Immovable property which was not entered in the registers, or which was registered in the archives of the former notary of Pskoff, shall be registered in the two contracting countries in conformity with their laws.

Article 5.

Instructions relating to the execution of the provisions of the present Convention shall be given to the respective registration departments by the Minister of Justice of each Contracting Party.

Article 6.

La présente convention doit être ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Tallinn. La convention entrera en vigueur au moment de l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant deux années.

Si, à l'expiration de ce terme, aucune des Parties contractantes n'exprime le désir de dénoncer ou de modifier la présente convention, elle sera considérée comme prolongée pour une durée indéterminée et elle restera en vigueur encore six mois à partir du jour où l'une des Parties contractantes l'aura dénoncée.

La présente convention est établie en double expédition, en estonien et en letton, les deux textes faisant également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

RIGA, le 22 juillet 1927.

Jul. SELJAMAA.

F. CIELENS.

Pour la traduction conforme :

(Signature illisible.)

*Directeur des Affaires politiques
au Ministère des Affaires étrangères.*

Tallinn, le 21 mai 1928.

Article 6.

The present Convention must be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Tallinn. The Convention shall come into force as from the exchange of ratifications, and shall remain in force for two years.

If, on the expiration of this period, neither of the Contracting Parties expresses a desire to denounce or modify the present Convention, it shall be deemed to be prolonged for an indefinite period, and shall remain in force for a further six months from the date of its denunciation by either of the Contracting Parties.

The present Convention is drawn up in duplicate, in Estonian and in Latvian, both texts being equally authentic.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention, and have thereto affixed their seals.

RIGA, *July 22, 1927.* °

(S.) Jul. SELJAMAA.

(S.) F. CIELENS.

N° 1724.

**AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Traité concernant la navigation
aérienne, avec protocole addition-
nel. Signés à Vienne, le 15 février
1927.

**AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Treaty relating to Air Navigation,
with Additional Protocol. Signed
at Vienna, February 15, 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1724. — VERTRAG ¹ ZWISCHEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK ÜBER DEN LUFTVERKEHR, GEZEICHNET IN WIEN AM 15. FEBRUAR, 1927.

Textes officiels allemand et tchécoslovaque communiqués par le chancelier du Gouvernement fédéral d'Autriche et le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 26 mai 1928.

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH und DER PRÄSIDENT DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK, von dem gleichen Wunsche geleitet, die Entwicklung des Luftverkehrs zwischen den beiden Staaten zu fördern, haben beschlossen, zu diesem Behufe einen Vertrag über den Luftverkehr abzuschliessen und zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Herrn Dr. Hans SCHÜRFF, Bundesminister für Handel und Verkehr ;

DER PRÄSIDENT DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK :

Herrn Hugo VAVREČKA, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister der Tschechoslowakischen Republik in Wien und

Herrn Ing. Václav ROUBÍK, Sektionschef im Ministerium für öffentliche Arbeiten in Praha.

Diese Bevollmächtigten haben nach gegenseitiger Mitteilung ihrer richtig befundenen Vollmachten folgendes vereinbart :

Artikel 1.

Jeder Vertragsstaat gewährt in Friedenszeiten unter der Bedingung der vollen Gegenseitigkeit den Luftfahrzeugen des anderen Vertragsstaates, die in diesem ordnungsmässig eingetragen sind, bei Beachtung der in diesem Vertrage enthaltenen Bestimmungen das Recht zum Luftverkehr in seinem Hoheitsgebiete.

Artikel 2.

1. Als Luftfahrzeuge im Sinne dieses Betrages gelten die privaten Luftfahrzeuge und diejenigen staatlichen Luftfahrzeuge, die nicht als Militär-, Zoll- oder Polizeiluftfahrzeuge, verwendet werden.

2. Als Militärluftfahrzeuge sind jene Luftfahrzeuge anzusehen, die einen Bestandteil der militärischen Ausrüstung bilden, oder die durch ihr Abzeichen als militärische Fahrzeuge gekennzeichnet sind oder die von einer dazu beauftragten, im Militärdienste stehenden Person befehligt werden.

3. Unter Luftfahrzeugen im Sinne dieses Vertrages sind Motorluftfahrzeuge und Freiballons zu verstehen.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 21 février 1928.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 1724. — SMLOUVA ¹ O LETECTVÍ MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A REPUBLIKOU RAKOUSKOU, PODEPSANÁ VE WIEN, DNE 15. ÚNORA 1927.

German and Czechoslovak official texts communicated by the Chancellor of the Austrian Federal Government and the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this treaty took place May 26, 1928.

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ a SPOLKOVÝ PRESIDENT REPUBLIKY RAKOUSKÉ, vedení stejným přáním, podporovati rozvoj létání mezi oběma státy, rozhodli se uzavřít k tomu cíli smlouvu o letectví a jmenovali svými zplnomocněnci :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

pana Hugona VAVREČKU, mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra Republiky Československé ve Vídni a
pana Ing. Václava ROUBÍKA, odborového přednostu ministerstva veřejných prací v Praze ;

SPOLKOVÝ PRESIDENT REPUBLIKY RAKOUSKÉ :

pana Dra Hanse SCHÜRFFA, spolkového ministra pro obchod a dopravu.

Tito zplnomocněnci, sdělivše si vzájemně své plné moci, které shledali správnými, dohodli se takto :

Článek 1.

Každý smluvní stát poskytuje v dobách míru pod podmínkou plné vzájemnosti letadlům druhého smluvního státu, která jsou v tomto státě řádně zapsána, právo létati v jeho výsostní oblasti, budou-li zachována ustanovení obsažená v této smlouvě.

Článek 2.

1. Letadly ve smyslu této smlouvy rozumějí se soukromá letadla a ona státní letadla, jichž se neužívá jako vojenských, celních nebo policejních letadel.

2. Za vojenská letadla jest pokládati ona letadla, jež jsou součástí vojenské výzbroje nebo, jež svými odznaky jsou označena jako letadla vojenská, nebo jimž velí osoba ve vojenské službě tím pověřená.

3. Letadly ve smyslu této smlouvy rozumějí se letadla opatřená motory a volné balony.

¹ The exchange of ratifications took place at Prague, February 21, 1928.

Artikel 3.

1. Die Luftfahrzeuge besitzen die Nationalität des Staates, in dessen Register sie ordnungsmässig eingetragen sind.

2. Ein Luftfahrzeug kann in einem der beiden Staaten nur dann eingetragen werden, wenn es ausschliesslich im Eigentum von Angehörigen dieses Staates steht. Wenn eine juristische Person oder eine Gesellschaft irgendeiner Art Eigentümerin ist, muss sie den Anforderungen entsprechen, welche die österreichische oder die tschechoslowakische Gesetzgebung jeweils vorschreibt, damit sie als österreichische oder tschechoslowakische juristische Person oder Gesellschaft angesehen werden kann.

Artikel 4.

Die gemeinsamen Grenzen der beiden vertragschliessenden Teile dürfen nur zwischen Punkten überflogen werden, die in gemeinsamer Vereinbarung der zuständigen Behörden zu bestimmen sind. Die nicht gemeinsamen Grenzen sind zwischen Punkten zu überfliegen, die durch den in Frage kommenden Vertragsteil bestimmt worden sind.

2. Ein Grenzabschnitt, den ein Vertragsteil seinen eigenen oder fremden Luftfahrzeugen für den Überflug seiner Grenzen eingeräumt hat, steht ohne weiteres auch den Luftfahrzeugen des anderen Vertragsteiles offen.

Artikel 5.

1. Jeder Vertragsstaat kann den Luftverkehr über bestimmten Teilen seines Gebietes verbieten, vorausgesetzt, dass in dieser Beziehung kein Unterschied zwischen den Luftfahrzeugen der beiden Vertragsstaaten gemacht wird.

2. Die Gebietsteile, über denen der Luftverkehr demgemäss verboten ist, sind dem anderen Vertragsstaat mitzuteilen.

3. Jeder Vertragsstaat behält sich das Recht vor, unter aussergewöhnlichen Umständen den Luftverkehr über seinem Gebiet mit sofortiger Wirkung einzuschränken oder ganz oder teilweise zu verbieten.

Artikel 6.

Jedes Luftfahrzeug, das über ein verbotenes Gebiet eines Vertragsstaates gerät, hat sofort das durch die Luftverkehrsordnung dieses Staates vorgeschriebene Notzeichen zu geben und unverzüglich auf dem ausserhalb des verbotenen Gebietes nächstgelegenen Flugplatz dieses Staates zu landen.

Artikel 7.

1. Die dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Flugplätze in jedem der Vertragsstaaten sind den Luftfahrzeugen jedes der Vertragsstaaten unter den gleichen Bedingungen zugänglich. Insbesondere soll der auf diesen Flugplätzen für Landung, Abflug und Aufenthalt der Luftfahrzeuge geltende Tarif für die Luftfahrzeuge jedes der Vertragsstaaten gleichartig angewendet werden.

2. Abflug oder Landung eines Luftfahrzeuges im Hoheitsgebiet des Vertragsstaates, dem das Luftfahrzeug nicht angehört, darf nur auf einem dem öffentlichen Verkehr zur Verfügung stehenden Flugplatz erfolgen. Ausnahmen hievon sind nur mit Bewilligung der zuständigen Behörde des Vertragsstaates zulässig, in dessen Hoheitsgebiet der Abflug oder die Landung stattfindet.

3. Ein- und Ausflug nach und von einem der beiden Vertragsstaaten dürfen nur nach und von einem dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Zollflugplatz, der auch Gelegenheit

Článek 3.

1. Letadla mají státní příslušnost státu, v jehož rejstříku jsou řádně zapsána.
2. Letadlo smí býti v jednom z obou států jen tenkrát zaneseno, je-li výhradně ve vlastnictví příslušníků tohoto státu. Je-li vlastníkem právnická osoba nebo společnost jakéhokoliv druhu, musí vyhovovati požadavkům, které předpisuje toho kterého času československé nebo rakouské zákonodárství, aby mohla býti pokládána za československou nebo rakouskou právnickou osobu nebo společnost.

Článek 4.

1. Společné hranice obou smluvních stran smějí býti přelétávány toliko mezi body, které určí společnou dohodou příslušné úřady. Hranice, které nejsou společné, jest přelétávati mezi body, které byly stanoveny smluvní stranou, již se to týče.
2. Hraniční úsek, který jedna smluvní strana vymezila pro přelet své hranice vlastním nebo cizím letadlům, jest otevřen bez dalšího také letadlům druhé smluvní strany.

Článek 5.

1. Každý smluvní stát může zakázati létání nad určitými částmi svého území, předpokládaje, že se nečiní v té příčině žádného rozdílu mezi letadly obou smluvních států.
2. Části území, nad nimiž jest tedy létání zakázáno, jest oznámiti druhému smluvnímu státu.
3. Každý smluvní stát vyhrazuje si právo, za mimořádných okolností létání přes svoje území omeziti nebo zcela nebo částečně zakázati a to s okamžitou účinností.

Článek 6.

Každé letadlo, které se dostane nad zakázané území jednoho smluvního státu, má dáti ihned tíšňové znamení, stanovené předpisy o létání tohoto státu a bezodkladně přistáti na nejbližším letišti tohoto státu, položeném mimo zakázané území.

Článek 7.

1. Letiště otevřená pro veřejné létání v každém ze smluvních států jsou za stejných podmínek přístupna letadlům každého z obou smluvních států. Obzvláště má býti pro letadla každého ze smluvních států stejným způsobem používáno tarifu platného na těchto letištích pro přistávání, odlet a pobyt letadel.
2. Odlet nebo přistání letadla ve výsostní oblasti smluvního státu, do něhož letadlo nepřísluší, smí se státi toliko na letišti, které jest otevřeno pro veřejné létání. Výjimky jsou přípustny toliko se svolením příslušných úřadů smluvního státu, v jehož výsostní oblasti letadlo odlétává nebo přistává.
3. Přilet do jednoho z obou smluvních států nebo odlet z něho může se státi jenom na některém nebo s některého celního letišti, otevřeného pro veřejné létání, které poskytuje též příležitost

zur Passabfertigung bietet, und zwar ohne Landung zwischen Grenze und Flugplatz erfolgen. In einzelnen Fällen können die zuständigen Behörden den Einflug nach und den Ausflug von anderen Flugplätzen bewilligen, in denen die Zoll- und Passabfertigung vorzunehmen ist. Das Verbot der Landung zwischen der Grenze und dem Flugplatz gilt auch in diesen besonderen Fällen.

4. Findet eine Notlandung oder eine Landung im Sinne des Artikels 6 im Abflugland nach der Zoll- und Passabfertigung oder im Einflugland vor der Zoll- und Passabfertigung statt, so haben sich der Luftfahrzeugführer, die Besatzung und die Fluggäste hinsichtlich der Zoll- und Passabfertigung nach den Vorschriften zu richten, die in dem betreffenden Staate gelten.

Artikel 8.

Jeder Vertragsstaat teilt dem anderen ein Verzeichnis der in seinem Gebiet zur Zeit dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Flugplätze mit, aus dem zugleich ersichtlich ist, welche Flugplätze Zollflugplätze sind und wo sich Gelegenheit zur Passabfertigung bietet. Jede Veränderung in diesem Verzeichnis und jede auch nur vorübergehende Einschränkung der Benützungsmöglichkeit eines dieser Flugplätze ist dem anderen Vertragsstaat unverzüglich mitzuteilen.

Artikel 9.

1. Die Luftfahrzeuge des anderen Vertragsstaates haben bei Landungen, insbesondere in Notfällen, Anspruch auf Benützung der gleichen Hilfseinrichtungen wie die heimischen Luftfahrzeuge.

2. Auch sollen die Einrichtungen des für den Luftverkehr bestimmten Wetterdienstes; Funkdienstes, Flugsicherungsdienstes und so weiter, in jedem der Vertragsstaaten den Luftfahrzeugen jedes der Vertragsstaaten unter den gleichen Bedingungen zugänglich sein.

Artikel 10.

1. Die Luftfahrzeuge müssen deutliche und gut sichtbare Abzeichen haben, die ihre Feststellung während des Fluges ermöglichen (Hoheits- und Eintragszeichen). Sie müssen ausserdem den Namen und den Wohnsitz des Eigentümers tragen.

2. Die Luftfahrzeuge müssen mit Bescheinigungen über die Eintragung und die Lufttüchtigkeit sowie mit allen übrigen in ihrem Heimatslande für den Luftverkehr vorgeschriebenen Urkunden versehen sein.

3. Die Luftfahrzeuge müssen ferner mit einer Bescheinigung darüber versehen sein, dass zur Sicherung von Schadenersatzforderungen, die beim Betrieb des Luftfahrzeuges im Gebiete des Vertragsstaates entstanden sind, dem das Luftfahrzeug nicht angehört, eine Haftpflichtversicherung abgeschlossen ist oder durch Hinterlegung von Geld oder Wertpapieren Sicherheit geleistet ist.

Artikel 11.

1. Die Mitglieder der Besatzung, die im Flugzeug eine in ihrem Heimatsland einer besonderen Erlaubnis unterliegende Tätigkeit ausüben, müssen mit den in ihrem Heimatslande vorgeschriebenen Ausweisen für den Luftverkehr, insbesondere mit den vorschriftsmässigen Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen versehen sein.

2. Die übrigen Mitglieder der Besatzung müssen mit Ausweisen versehen sein, die ihre Beschäftigung an Bord, ihren Beruf, ihre Identität und ihre Staatsangehörigkeit angeben.

k pasovému odbavení a to bez přistání mezi hranicí a letištěm. V jednotlivých případech mohou příslušné úřady povolit přilet na jiná letiště nebo odlet s jiných letišť, na nichž se provede celní a pasové odbavení. Zákaz přistání mezi hranicí a letištěm platí i v těchto zvláštních případech.

4. Při nouzovém přistání nebo při přistání ve smyslu článku 6. v zemi odletu po celním a pasovém odbavení, nebo v zemi přiletu před celním a pasovým odbavením, jsou řidič letadla, posádka a cestující povinni, pokud jde o celní a pasové odbavení, řídit se předpisy, které v dotčeném státu platí.

Článek 8.

Každý smluvní stát sdělí druhému seznam letišť, otevřených toho času na jeho území pro veřejné létání, z něhož jest současně patrné, která letiště jsou letišti celními a kde jest příležitost k pasovému odbavení. Každou změnu tohoto seznamu a každé i přechodné omezení možnosti používat některého z těchto letišť, jest sděliti bezodkladně druhému smluvnímu státu.

Článek 9.

1. Letadla druhého smluvního státu mají při přistáních, zvláště v případech nouze, nárok na používání stejných pomocných zařízení jako domácí letadla.

2. Také zařízení meteorologické služby, radiotelegrafické služby a služby pro zajištění bezpečnosti létání atd., určená pro létání v každém ze smluvních států, mají býti za stejných podmínek přístupná letadlům každého ze smluvních států.

Článek 10.

1. Letadla musí míti zřetelné a dobře viditelné značky (značky státní příslušnosti a značky rejstříkové), které umožňují jejich zjištění za letu. Mimo to musí nésti jméno a bydliště vlastníka.

2. Letadla musí býti opatřena potvrzením o zápisu do rejstříku a o způsobilosti k letu, jakož i všemi ostatními listinami, předepsanými v jejich domovské zemi pro létání.

3. Letadla musí býti dále opatřena potvrzením o tom, že k zajištění nároku na náhradu škod, které vznikly při provozu letadla v oblasti smluvního státu, do něhož letadlo nepřísluší, bylo uzavřeno pojištění proti povinnému ručení, nebo že byla dána jistota složením peněz nebo cenných papírů.[†]

Článek 11.

1. Členové posádky, kteří vykonávají v letadle činnost, podléhající v jejich domovském státě zvláštnímu povolení, musí býti opatřeni výkazy předepsanými pro létání v jejich domovském státě, zvláště pak průkazy o způsobilosti a leteckými legitimacemi, jež odpovídají předpisům.

2. Ostatní členové posádky musí býti opatřeni průkazy, z nichž je patrné jejich zaměstnání na palubě, jejich povolání, jejich totožnost a jejich státní příslušnost.

3. Die Besatzung und die Fluggäste müssen mit den Ausweisen versehen sein, die für den zwischenstaatlichen Übergangsverkehr nach den jeweils geltenden Bestimmungen erforderlich sind, soweit nicht zwischen den beiden Vertragsstaaten etwas anderes vereinbart wird.

Artikel 12.

1. Die Lufttüchtigkeits­scheine, Befähigungszeugnisse und Zulassungsscheine, die von einem der vertragschliessenden Teile für das Luftfahrzeug oder die Besatzung ausgestellt oder anerkannt worden sind, haben im anderen Vertragsstaat dieselbe Gültigkeit, wie die in diesem Staat ausgestellten oder anerkannten entsprechenden Urkunden, die Befähigungszeugnisse und Zulassungsscheine der Besatzung jedoch nur für die Bedienung von Luftfahrzeugen ihres Landes.

2. Jeder der beiden vertragschliessenden Teile behält sich das Recht vor, für den Luftverkehr innerhalb seines Gebietes den seinen Staatsangehörigen vom anderen Vertragsstaat erteilten Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen die Anerkennung zu versagen.

3. Falls sich die Lufttüchtigkeit eines mit den im Heimatstaat vorgeschriebenen Ausweisen versehenen Luftfahrzeuges nach deren Ausstellung so verringert hat, dass die Sicherheit gefährdet ist, kann die Fortsetzung der Reise dieses Fahrzeuges im Gebiete des anderen Vertragsstaates von der zuständigen Behörde dieses Staates von der Ausbesserung des Fahrzeuges abhängig gemacht werden, die notwendig ist, um eine gefahrlose Fortsetzung der Reise zu sichern.

Artikel 13.

Die an Bord der Luftfahrzeuge bei der Einreise mitgeführten Betriebsmittel sind, insoweit deren Menge das Ausmass nicht übersteigt, das zur Beendigung der ausweislich des Bordbuches vorzunehmenden Reise erforderlich ist, zollfrei zu belassen.

Artikel 14.

1. Die Luftfahrzeuge des einen der vertragschliessenden Teile dürfen im Hoheitsgebiete des anderen Vertragsstaates nur insoweit mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung versehen sein, als dies in beiden Vertragsstaaten gestattet ist. Solches Gerät darf nur von Mitgliedern der Besatzung bedient werden, die eine besondere Erlaubnis ihres Heimatstaates mit sich führen.

2. Die beiden Vertragsteile behalten sich vor, aus Sicherheitsgründen Vorschriften über die Verpflichtung zur Ausstattung von Luftfahrzeugen mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung zu erlassen.

Artikel 15.

1. Die Luftfahrzeuge, ihre Besatzung und die Fluggäste dürfen Waffen, Schiessbedarf, Kriegsmaterial, Giftstoffe, Sprengstoffe, Brieffauben und Lichtbildgerät nur mit Erlaubnis desjenigen Staates mit sich führen, in dessen Luftgebiet sich das Luftfahrzeug befindet. Diese Bestimmung gilt jedoch unbeschadet der bestehenden Vorschriften nicht für die Mitglieder der Besatzung, soweit es sich um die Mitnahme von Signalmitteln und Faustwaffen handelt, die zum Schutze der beförderten Personen oder Sachen notwendig sind.

2. Aus Gründen der öffentlichen Sicherheit kann jeder Vertragsstaat in seinem Hoheitsgebiet die Beförderung oder Mitführung auch anderer als der in dem vorstehenden Absatze genannten Gegenstände Einschränkungen unterwerfen, die ohne Unterschied auf die Luftfahrzeuge jedes der Vertragsstaaten anzuwenden sind.

3. Posádka a cestující musí býti opatřeni průkazy, jež jsou podle předpisů, platných toho kterého času, nutny pro mezistátní přechodní styk, pokud nebude mezi oběma smluvními státy něco jiného ujednáno.

Článek 12.

1. Průkazy o způsobilosti k letu, průkazy o osobní způsobilosti a letecké legitimace, které byly jednou smluvní stranou vydány nebo uznány pro letadlo nebo pro posádku, mají v druhém smluvním státě tutéž platnost jako podobné listiny, vydané nebo uznané v tomto státě, průkazy o osobní způsobilosti a letecké legitimace posádky však jenom pro obsluhu letadel jejího státu.

2. Každá ze smluvních stran vyhrazuje si právo odepříti pro létání uvnitř své oblasti uznání průkazů o osobní způsobilosti a leteckých legitimací, vydaných jejím státním příslušníkům druhým smluvním státem.

3. Zmenší-li se způsobilost k letu letadla, opatřeného v domovském státě předepsanými výkazy, po jejich vystavení tak, že jest ohrožena bezpečnost, může býti pokračování v cestě tohoto letadla v oblasti druhého smluvního státu, učiněno příslušným úřadem tohoto státu závislým od opravy letadla, již jest třeba, aby bylo zajištěno pokračování v cestě bez nebezpečí.

Článek 13.

Pohonné látky na palubě letadel při přiletu jest, pokud jejich množství nepřevyšuje míru nutnou ku dokončení cesty, kterou mají letadla podle palubní knížky vykonati, propustiti beze cla.

Článek 14.

1. Letadla jedné smluvní strany smějí ve výsostní oblasti druhého smluvního státu býti opatřena přístroji pro sdělování zpráv bez drátu jenom potud, pokud to jest v obou smluvních státech dovoleno. Tyto přístroje smějí býti obsluhovány toliko členy posádky, kteří mají u sebe zvláštní povolení svého domovského státu.

2. Oba smluvní státy si vyhrazují z důvodů bezpečnostních vydati předpisy o povinnosti vybavit letadla přístroji pro sdělování zpráv bez drátu.

Článek 15.

1. Letadla, jejich posádka a cestující, smějí vézt sebou zbraně, střelivo, válečný materiál, jedy, traskaviny, poštovní holuby a fotografické přístroje toliko s povolením onoho státu, v jehož vzduchové oblasti letadlo právě jest. Toto ustanovení neplatí však, bez újmy platných předpisů, pro členy posádky, pokud jde o to, vzíti sebou signální prostředky a ruční zbraně, které jsou nutny k ochraně dopravovaných osob nebo věcí.

2. Z důvodu veřejné bezpečnosti může každý smluvní stát podrobiti ve své výsostní oblasti omezením dopravu nebo vození i jiných předmětů, než které jsou uvedeny v předchozím odstavci. Tohoto omezení jest použití na letadla každého ze smluvních států bez rozdílu.

Artikel 16.

1. Luftfahrzeuge, die Fluggäste oder Sachen mit sich führen, müssen mit einem namentlichen Verzeichnis der Fluggäste, einem Verzeichnis über Art und Menge der Sachen sowie mit den erforderlichen Zollerklärungen versehen sein.

2. Ergibt sich bei der Ankunft eines Luftfahrzeuges eine Unstimmigkeit zwischen Ladungsverzeichnis und den mitgeführten Sachen, so kann die Zollbehörde des Ankunftsflugplatzes sich mit der zuständigen Zollbehörde des anderen Vertragsstaates unmittelbar in Verbindung setzen.

Artikel 17.

Die Beförderung von Post wird durch besondere Abmachungen unmittelbar zwischen den Postverwaltungen der beiden Vertragsstaaten geregelt.

Artikel 18.

Jeder Vertragsstaat kann in seinem Gebiet die Luftfahrzeuge des anderen Vertragsstaates in allen Fällen bei Abflug und Landung behördlich untersuchen und die vorgeschriebenen Ausweise und sonstigen Urkunden prüfen lassen.

Artikel 19.

1. Die Einrichtung und der Betrieb von regelmässigen Luftverkehrslinien eines Luftfahrtunternehmens des einen der vertragschliessenden Teile in das Gebiet des anderen Teiles, über dieses Gebiet hinweg und aus diesem hinaus unterliegt einer Sondervereinbarung zwischen den beiden Staaten. Hierüber ist von der zuständigen Behörde eine besondere Genehmigungsurkunde auszustellen.

2. Jeder Vertragsstaat ist berechtigt, die gewerbmässige Beförderung von Personen oder Sachen zwischen zwei Punkten des eigenen Staatsgebietes den heimischen Luftfahrzeugen vorzubehalten.

Artikel 20.

Als Ballast darf nur feiner Sand oder Wasser abgeworfen werden.

Artikel 21.

1. Andere Sachen als Ballast dürfen unterwegs nur abgeworfen oder sonst entfernt werden, wenn der Vertragsstaat, in dessen Hoheitsgebiet die Handlung vorgenommen wird, eine besondere Erlaubnis hiezu erteilt hat.

2. Beim Abwerfen von Abfallstoffen aus unterwegs befindlichen Luftfahrzeugen sind die bezüglichlichen Vorschriften des Vertragsstaates zu beachten, in dessen Hoheitsgebiet die Handlung vorgenommen wird.

Artikel 22.

Ein Luftfahrzeug des einen Vertragsstaates kann beim Verkehr im anderen Vertragsstaate oder über dessen Gebiet hinweg sowie bei den billigerweise erforderlichen Landungen und Aufhalten von der Beschlagnahme wegen Verletzung eines Patentes, Musters oder Modelles gegen Sicherheitleistung befreit werden, deren Höhe im Streitfalle möglichst unverzüglich von der zuständigen Behörde des Ortes der Beschlagnahme festgesetzt wird.

Článek 16.

1. Letadla, která vezou cestující nebo věci, musí býti opatřena seznamem cestujících podle jmen, seznamem věcí podle druhu a množství, jakož i potřebným celním prohlášením.

2. Objeví-li se při přeletu letadla nesouhlas mezi seznamem nákladu a vezenými věcmi, může celní úřad letiště přeletu bezprostředně vejíti ve styk s příslušným celním úřadem druhého smluvního státu.

Článek 17.

Doprava pošty bude upravena zvláštními dohodami přímo mezi poštovními správami obou smluvních států.

Článek 18.

Každý smluvní stát může na svém území letadla druhého státu ve všech případech při odletu a při přistání dáti úředně prohlédnouti a předepsané výkazy a ostatní listiny zkoumati.

Článek 19.

1. Zřízení a provoz pravidelných leteckých linií leteckého podniku jedné smluvní strany do oblasti druhé strany, přes tuto oblast, jakož i z této oblasti, podléhá zvláštnímu ujednání mezi oběma státy. O tom vystaví příslušný úřad zvláštní povolovací listinu.

2. Každý smluvní stát jest oprávněn vyhraditi domácím letadlům dopravu osob nebo věcí po živnostensku mezi dvěma body vlastního státního území.

Článek 20.

Jako přítěž smí býti odhazován toliko jemný písek nebo voda.

Článek 21.

1. Jiné věci než přítěž smějí býti cestou odhazovány nebo jinak odstraňovány jenom tenkrát, udělí-li k tomu smluvní stát, v jehož výsostní oblasti se tak děje, zvláštní povolení.

2. Při odhazování odpadků z letadel za letu je zachovávatí příslušné předpisy smluvního státu v jehož výsostní oblasti se tak děje.

Článek 22.

Letadlo jednoho smluvního státu může býti při letu v druhém smluvním státě nebo přes jeho území, jakož i při odůvodněně potřebných přistáních nebo pobytech osvobozeno od zabavení pro porušení patentu, vzorku nebo modelu, složí-li záruku, jejíž výše v případě sporu bude určena pokud možno bezodkladně příslušným úřadem místa zabavení.

Artikel 23.

Jeder Vertragsstaat wird alle für den Luftverkehr in seinem Hoheitsgebiet geltenden Vorschriften dem anderen Vertragsstaat mitteilen.

Artikel 24.

Die Luftfahrunternehmen und die Luftfahrzeuge des einen Vertragsteiles, ihre Besatzung, Ladung und Fluggäste unterliegen im Hoheitsgebiet des anderen Staates den Verpflichtungen, die sich aus den in diesem Staate jeweils geltenden Bestimmungen ergeben, insbesondere den Vorschriften über den Luftverkehr im allgemeinen, soweit diese auf alle fremden Luftfahrzeuge ohne Unterschied der Nationalität Anwendung finden, ferner über Zölle und andere Abgaben, über Aus- und Einfuhrverbote, über die Beförderung von Personen und Gütern, über die öffentliche Sicherheit und Ordnung sowie den Passvorschriften. Sie unterliegen auch den sonstigen Verpflichtungen, die sich aus der jeweiligen allgemeinen Gesetzgebung ergeben.

Artikel 25.

Jeder Vertragsstaat wird Zuwiderhandlungen, die in seinem Hoheitsgebiet von Luftfahrunternehmen oder Luftfahrzeugen des anderen Vertragsstaates sowie von deren Besatzungen gegen die Bestimmungen dieses Vertrages begangen werden, dem anderen Vertragsstaat mitteilen.

Artikel 26.

1. Die Einzelheiten der Ausführung dieses Vertrages werden, soweit erforderlich und möglich, durch unmittelbare Verständigung zwischen den einzelnen zuständigen Verwaltungen der beiden Vertragsstaaten geregelt.

2. Streitigkeiten, welche die Ausführung dieses Vertrages betreffen und nicht auf dem üblichen diplomatischen Wege beigelegt werden können, werden gemäss den Bestimmungen des Vergleichs- und Schiedsgerichtsvertrages¹ zwischen der Republik Österreich und der Tschechoslowakischen Republik vom 5. März 1926 geregelt.

Artikel 27.

Jeder Vertragsstaat kann diesen Vertrag zu jedem Zeitpunkt mit Wirksamkeit vom Ende des nächsten Kalenderjahres kündigen.

Artikel 28.

Dieser Vertrag wird ratifiziert und die Ratifikationsurkunden werden in Praha ausgetauscht werden. Er tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft.

¹ Vol. LI, page 349, de ce recueil.

Článek 23.

Každý smluvní stát sdělí druhému smluvnímu státu všechny předpisy platné pro létání v jeho výsostní oblasti.

Článek 24.

Letecké podniky a letadla jedné smluvní strany, jejich posádka, náklad a cestující podléhají ve výsostní oblasti druhého smluvního státu povinnostem, vyplývajícím z ustanovení v tomto státě toho kterého času platných, zvláště vyplývajícím z předpisů o létání vůbec, pokud se tyto vztahují na všechna cizí letadla bez rozdílu státní příslušnosti, dále z předpisů o clech a jiných dávkách o zákazech vývozu a dovozu, o dopravě osob a zboží, o veřejné bezpečnosti a pořádku, jakož i předpisů pasových. Podléhají též jiným povinnostem, které vyplývají z dočasného všeobecného zákonodárství.

Článek 25.

Každý smluvní stát oznámí druhému smluvnímu státu jednání proti ustanovení této smlouvy, jichž se dopustily v jeho výsostní oblasti letecké podniky neb letadla druhého smluvního státu, jakož i jejich posádky.

Článek 26.

1. Podrobnosti provedení této smlouvy budou, pokud jest to žádoucí a možné, upraveny bezprostřední dohodou mezi jednotlivými příslušnými správami obou smluvních států.

2. Spory, které se týkají provedení této smlouvy a jež nebude možno urovnati obvyklou diplomatickou cestou, budou urovnány podle ustanovení Smírčí a rozhodčí smlouvy¹ mezi Republikou Československou a Republikou Rakouskou ze dne 5. března 1926.

Článek 27.

Každý smluvní stát může vypovědět kdykoliv tuto smlouvu s účinností od konce příštího kalendářního roku.

Článek 28.

Tato smlouva bude ratifikována a ratifikační listiny budou vyměněny v Praze. Nabude platnosti dnem výměny ratifikačních listin.

¹ Vol. LI, page 349, of this Series.

Urkund dessen haben die Unterzeichneten diesen Vertrag unterschrieben und mit ihrem Siegel versehen.

Geschehen in Wien, am fünfzehnten Februar Eintausendneunhundertsevenundzwanzig in zwei Gleichstücken in deutscher und tschechoslowakischer Sprache, wobei beide Texte gleich authentisch sind.

(L. S.) SCHÜRFF.

ZUSATZPROTOKOLL.

Bei Unterfertigung des zwischen der Republik Österreich und der Tschechoslowakischen Republik abgeschlossenen Vertrages über den Luftverkehr sind die unterfertigten Bevollmächtigten weiters über folgendes übereingekommen :

1. Die vertragschliessenden Teile sind darüber einig, dass die gemäss Artikel 19, Absatz 1, des vorstehenden Vertrages einzurichtenden regelmässigen Luftverkehrslinien grundsätzlich gleichzeitig von je einem Luftfahrunternehmen der beiden Vertragsstaaten betrieben werden sollen und dass jeder der beiden Vertragsstaaten berechtigt ist, nach eigenem Ermessen diese Luftfahrunternehmen namhaft zu machen, ohne dass es hiebei der Zustimmung des anderen Vertragsstaates bedarf. Diese Zustimmung des anderen Vertragsstaates ist nur dann erforderlich, wenn das von dem einen Vertragsstaat namhaft gemachte Luftfahrunternehmen nicht die Nationalität dieses Vertragsstaates besitzt.

Wenn bei der Einrichtung einer Luftverkehrslinie nicht in der Weise verfahren werden kann, dass sie gleichzeitig von je einem Luftfahrunternehmen der beiden Vertragsstaaten betrieben wird, so besteht Einverständnis zwischen den beiden Vertragsteilen darüber, dass bei der Einrichtung einer anderen Luftverkehrslinie ein Ausgleich im Wege einer zwischen den zuständigen Behörden beider Vertragsteile zu treffenden Vereinbarung geschaffen werden soll.

2. Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, durch Abmachungen unmittelbar zwischen den zuständigen Behörden beider Staaten die gewerbsmässige Beförderung von Personen und Sachen durch Luftfahrzeuge, die nicht im Nahmen der regelmässigen Luftverkehrslinien erfolgt, einer besonderen Regelung zu unterziehen.

3. Zur Erleichterung des Betriebes der regelmässigen Luftverkehrslinien wird jeder der beiden Vertragsstaaten die von dem anderen Staate für die Besatzungen der Luftfahrzeuge seiner Luftverkehrslinie ausgestellten Befähigungszeugnisse und Zulassungsscheine (Artikel 12, Absatz 1), auch für die Bedienung der Luftfahrzeuge gleicher Art seiner heimischen Luftverkehrslinie anerkennen.

4. Auf Freiballons sind die Bestimmungen dieses Vertrages nur soweit anzuwenden als es deren Eigenart zulässt.

5. Die Regierungen der beiden Vertragsstaaten werden einander die gemäss Artikel 4 Absatz 1, des Vertrages festgesetzten Grenzabschnitte nach dem Inkrafttreten des Vertrages sobald als möglich mitteilen und hiebei auch vereinbaren, in welcher Weise die Abänderung einvernehmlich festgesetzter Grenzabschnitte erfolgen wird.

Tomu na důkaz opatřili podepsaní tuto smlouvu svými podpisy a svými pečeti.

Dáno ve Wien, dne patnáctého února roku tisícího devítistého dvacátého sedmého ve dvou stejnopisech československy a německy, při čemž oba texty jsou autentické.

(L. S.) VAVREČKA v. r.

(L. S.) Ing. Václav ROUBÍK v. r.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 4 juillet 1928.

Jan Opočenský,

Directeur des Archives.

DODATKOVÝ PROTOKOL.

Při podpisu smlouvy o letectví, uzavřené mezi Republikou Československou a Republikou Rakouskou, dohodli se podepsaní zplnomocněnci dále na tomto :

1. Smluvní strany shodují se v tom, že pravidelné letecké linie, jež mají býti podle článku 19., odstavec 1 předcházející smlouvy zřízeny, mají býti provozovány zásadně současně vždy jedním leteckým podnikem každého z obou smluvních států, a že každý z obou smluvních států jest oprávněn podle vlastního uvážení jmenovati tento letecký podnik, aniž jest k tomu třeba souhlasu druhého smluvního státu. Tohoto souhlasu druhého smluvního státu jest třeba toliko tehdy, nemá-li letecký podnik, jedním smluvním státem jmenovaný, státní příslušnosti tohoto smluvního státu. Nemůže-li býti při zřízení některé letecké linie postupováno tím způsobem, že tato bude provozována současně vždy jedním leteckým podnikem každého z obou smluvních států, shodují se obě smluvní strany v tom, že při zřizování jiné letecké linie dohodnou se příslušné úřady obou smluvních států o tom, jak se má vyrovnání států.

2. Smluvní strany vyhrazují si upravení zvláštními dohodami bezprostředně mezi příslušnými úřady obou států živnostenskou dopravu osob a věcí letadly, která se neděje v rámci pravidelných leteckých linií.

3. K ulehčení provozu pravidelných leteckých linií uzná každý z obou smluvních států průkazy o způsobilosti a letecké legitimace (článek 12, odstavec 1), vydané druhým státem pro posádky letadel jeho letecké linie také pro obsluhu letadel stejného druhu své domácí letecké linie.

4. Ustanovení této smlouvy jest použiti na volné balony jen potud, pokud to jejich povaha připouští.

5. Vlády obou smluvních států sdělí si vzájemně, pokud možno brzy po té, kdy tato smlouva nabude platnosti, hraniční úseky stanovené podle článku 4., odst. 1 této smlouvy a při tom se též dohodnou, jakým způsobem budou v dohodě ustanovené hraniční úseky měněny.

6. Um die in Artikel 7, Absatz 3, des Vertrages erwähnte Bewilligung ist im Wege der Luftfahrbehörde bei der zuständigen Zollbehörde rechtzeitig anzusuchen. Die Kosten der Zoll- und Passabfertigung hat die Partei zu tragen.

7. Es bleibt den zuständigen Behörden beider vertragschliessenden Teile vorbehalten, durch unmittelbare Abmachungen die Bestimmungen des Artikels 14 abzuändern oder zu ergänzen.

8. Die vertragschliessenden Teile stellen fest, dass durch die Bestimmungen des Artikels 22 des Vertrages weitergehende, in der inneren Gesetzgebung des anderen Staates oder auf Grund von zwischenstaatlichen Verträgen vorgesehene Begünstigungen nicht ausgeschlossen werden. Artikel 22 betrifft nur die in den beiden Vertragsstaaten durch die einschlägigen Gesetze als sicherstellungsweise Vorkehrung vorgesehene Beschlagnahme, nicht aber den allenfalls nach den Gesetzen beider Staaten auszusprechenden Verfall der Eingriffsgegenstände oder die nach diesen Gesetzen vorgesehene Verwahrung der Eingriffsgegenstände im Falle erwiesenen Eingriffes.

9. Im Falle der Bildung eines Sportverbandes für Luftfahrzeuge, die nicht dem regelmässigen Linienverkehr dienen, wird die Einführung eines Passierscheinverfahrens (Triptyques oder carnet de passage en douane) gegen generelle Zollsicherheit in Aussicht genommen.

Dieses Zusatzprotokoll, das als Bestandteil des eingangs bezeichneten Vertrages gilt und gleichzeitig mit diesem in Kraft tritt, wird in zwei Gleichschriften in deutscher und tschechoslowakischer Sprache ausgefertigt, welche Texte gleich authentisch sind.

Geschehen in Wien, am fünfzehnten Februar Eintausendneunhundertsiebenundzwanzig.

(L. S.) SCHÜRFF.

6. O povolení, zmíněném v odstavci 3 článku 7. smlouvy zažádati jest včas prostřednictvím leteckého úřadu u příslušného celního úřadu. Náklady celního a pasového odbavení nese strana.

7. Příslušným úřadům obou smluvních stran jest vyhrazeno změnití nebo doplnití ustanovení článku 14. bezprostředním jednáním.

8. Smluvní strany konstatují, že ustanovení čl. 22 smlouvy nevylučují dále jdoucí výhody, předvídané vnitřním zákonodárstvím druhého státu nebo mezistátními smlouvami. Článek 22 týká se toliko zabavení předvídaného příslušnými zákony v obou smluvních státech jako zajišťovacího opatření nikoliv však propadnutí předmětů rušebních, jež jest snad podle zákonů obou států vyslovití nebo uschování předmětů rušebních v případě prokázaného porušení patentu, předvídaného těmito zákony.

9. Utvoří-li se sportovní letecký svaz, vezme se v úvahu zavedení propustkového řízení (triptyk nebo carnet de passage en douane) proti generelnímu celnímu zajištění pro letadla, která neslouží k pravidelné dopravě na liniích.

Tento dodatkový protokol, který jest součástí z prvu uvedené smlouvy a současně s touto vstupuje v platnost, vyhotovuje se ve dvou stejnopisech v československém a německém jazyce, kteréžto texty jsou stejně autentické.

Dáno ve Wien, dne patnáctého února roku tisícího devítistého dvacátého sedmého.

(L. S.) VAVREČKA *v. r.*

(L. S.) Ing. Václav ROUBÍK *v. r.*

Copie certifiée conforme :
Praha, le 4 juillet 1928.

Jan Opočenský.
Directeur des Archives.

¹ TRADUCTION.N^o 1724. — TRAITÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉ A VIENNE, LE 15 FÉVRIER 1927.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'AUTRICHE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, animés du même désir de favoriser le développement de la navigation aérienne entre les deux Etats, ont décidé de conclure un traité à cet effet et ont désigné comme plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'AUTRICHE :

M. le D^r Hans SCHÜRFF, ministre fédéral du Commerce et des Transports ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Hugo VAVREČKA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République tchécoslovaque à Vienne ; et

M. Václav ROUBÍK, ingénieur, chef de section au Ministère des Travaux publics à Prague.

Les plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacun des Etats contractants accorde, en temps de paix, sous condition de réciprocité pleine et entière, aux aéronefs de l'autre Etat contractant régulièrement immatriculés dans ce dernier, le droit de pratiquer la navigation aérienne dans son territoire national, sous réserve de l'observation des stipulations du présent traité.

Article 2.

1. Seuls sont visés par le présent traité les aéronefs privés ainsi que les aéronefs de l'Etat qui ne servent pas d'aéronefs militaires, d'aéronefs des Douanes ou d'aéronefs de police.

2. Devront être considérés comme aéronefs militaires ceux qui font partie de l'armement militaire, qui portent des marques attestant leur caractère d'engins de transport militaires, ou qui sont placés sous le commandement d'une personne en service dans l'armée et désignée à cet effet.

3. Par aéronefs, au sens du présent traité, il faut entendre les aéronefs à moteur et les ballons libres.

Article 3.

1. Les aéronefs possèdent la nationalité de l'Etat dans le registre duquel ils sont régulièrement immatriculés.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 1724. — TREATY BETWEEN THE AUSTRIAN REPUBLIC AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC RELATING TO AIR NAVIGATION. SIGNED AT VIENNA, FEBRUARY 15, 1927.

THE PRESIDENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF AUSTRIA and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC being desirous of promoting the development of air navigation between the two countries have decided for that purpose to conclude a Treaty and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF AUSTRIA :

Dr. Hans SCHÜRFF, Federal Minister of Commerce and Transport ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Hugo VAVREČKA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Czechoslovak Republic at Vienna ; and

M. Václav ROUBÍK, Engineer, Head of Section in the Ministry of Public Works at Prague.

The above-named Plenipotentiaries, after communicating to each other their full powers, found in good and due form have, agreed upon the following provisions :

Article 1.

Each of the contracting States shall, subject to full reciprocity, in time of peace accord freedom of passage above its territory to aircraft of the other contracting State duly registered therein, provided that the stipulations of the present Treaty are observed.

Article 2.

1. For the purposes of the present Treaty the term aircraft shall mean private aircraft, or Government aircraft which are not used for military, Customs or police purposes.

2. Aircraft which form part of the equipment of the military forces, or which bear marks characteristic of military aircraft, or which are under a military commander specially commissioned for that purpose, shall be deemed to be military aircraft.

3. For the purpose of the present Treaty the term aircraft shall be deemed to include both motor-driven aircraft and free balloons.

Article 3.

1. Aircraft shall possess the nationality of the State in which they are duly registered.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. Un aéronef ne pourra être immatriculé dans l'un des deux Etats que s'il appartient exclusivement à des ressortissants dudit Etat. Si le propriétaire en est une personne juridique ou une société d'une nature quelconque, celle-ci devra remplir les conditions prescrites par la législation autrichienne ou tchécoslovaque, selon le cas, pour pouvoir être considérée comme personne juridique ou société autrichienne ou tchécoslovaque.

Article 4.

1. Les frontières communes des deux Parties contractantes ne devront être survolées qu'entre des points qui seront déterminés d'un commun accord par les autorités compétentes. Les frontières non communes devront être survolées entre les points fixés par la Partie contractante intéressée.

2. Toute section de frontière que l'une des Parties contractantes aura autorisé ses propres aéronefs ou des aéronefs étrangers à survoler, sera *ipso facto* ouverte également aux aéronefs de l'autre Partie contractante.

Article 5.

1. Chacun des Etats contractants pourra interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines parties de son territoire, pourvu qu'à cet égard aucune distinction ne soit faite entre les aéronefs des deux Etats contractants.

2. Les zones au-dessus desquelles la navigation aérienne a été ainsi interdite, devront être notifiées à l'autre Etat contractant.

3. Chaque Etat contractant se réserve, en cas de circonstances extraordinaires et avec effet immédiat, le droit de mettre des restrictions à la navigation aérienne au-dessus de son territoire ou d'y interdire cette navigation en totalité ou en partie.

Article 6.

Tout aéronef qui se sera engagé au-dessus d'une zone interdite de l'un des Etats contractants, sera tenu de donner immédiatement le signal de détresse prescrit par les règlements dudit Etat relatifs à la navigation aérienne et d'atterrir sans retard dans cet Etat sur l'aérodrome le plus proche situé à l'extérieur de la zone interdite.

Article 7.

1. Les aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique, dans chacun des Etats contractants, seront accessibles aux aéronefs de chacun des Etats contractants aux mêmes conditions. En particulier, le tarif en vigueur sur ces aérodromes pour l'atterrissage, le départ et le séjour des aéronefs sera appliqué de la même manière aux aéronefs de chacun des Etats contractants.

2. Le départ ou l'atterrissage d'un aéronef sur le territoire national de l'Etat contractant auquel ne ressortit pas l'aéronef ne pourra avoir lieu que sur un aérodrome ouvert à la navigation aérienne publique. Il ne pourra être fait exception à cette règle qu'avec l'autorisation de l'autorité compétente de l'Etat contractant sur le territoire national duquel a lieu le départ ou l'atterrissage.

3. L'arrivée et le départ à destination et en provenance de l'un des Etats contractants, ne pourront avoir lieu que sur un aérodrome ouvert à la navigation aérienne publique, pourvu d'un service douanier et permettant également le contrôle des passeports; aucun atterrissage intermédiaire ne devra avoir lieu entre la frontière et l'aérodrome. Dans certains cas, les autorités

2. No aircraft may be entered on the register of one of the contracting States unless it belongs wholly to nationals of that State. Where the owner is a legal person or a corporation of any kind it must fulfil the conditions required by the Austrian or Czechoslovak laws as the case may be, in order that it may be considered as a legal person or corporation in Austria or in Czechoslovakia, respectively.

Article 4.

1. The common frontiers between the contracting States may only be crossed by aircraft between points to be determined by agreement between the competent authorities. Frontiers which are not common to the contracting States must be crossed between points to be fixed by the Party concerned.

2. Should one of the Contracting Parties authorise its own or foreign aircraft to cross a particular section of the frontier, the right of passage over the said section shall be *ipso facto* accorded to the aircraft of the other Party.

Article 5.

1. Either Contracting Party may prohibit flight over certain areas of its territory, provided that no distinction is made in this respect between the aircraft of the two Contracting Parties.

2. Areas over which flight is thus prohibited shall be notified to the other Contracting Party.

3. Each of the Contracting Parties reserves the right, in exceptional circumstances, to impose restrictions, with immediate effect, on flight over its own territory, or to prohibit such flight either wholly or partially.

Article 6.

An aircraft which finds itself over a prohibited area of either contracting country must immediately give the signal of distress provided in the air navigation regulations of the State flown over and shall land without delay at the nearest aerodrome, situated outside the prohibited area, in the State in question.

Article 7.

1. Aerodromes which are open to public use in either of the contracting States shall be available to the aircraft of either State upon the same conditions. In particular, the tariff of charges in such aerodromes for landing, starting or length of stay, shall be applied in the same manner to aircraft of both contracting States.

2. An aircraft belonging to one contracting State shall not start from or land in the territory of the other contracting State except at an aerodrome open to public use. No exception may be made to this rule except with the permission of the competent authority of the State in whose territory the departure or landing takes place.

3. Arrivals from and departures for the territory of a contracting State may only take place at an aerodrome open to public use, provided with a Customs office and facilities for the inspection of passports; no intermediate landing may take place between the frontier and the aerodrome. The competent authorities may in particular cases authorise an aircraft to land or take off at

compétentes pourront autoriser un aéronef à atterrir ou à prendre son vol sur d'autres aérodromes, où devront avoir lieu la visite douanière et le contrôle des passeports. L'interdiction d'atterrir entre la frontière et l'aérodrome subsiste également dans ces cas.

4. En cas d'atterrissage forcé ou d'atterrissage dans les conditions prévues à l'article 6, dans le pays de départ, après la visite douanière et le contrôle des passeports ou dans le pays de destination avant la visite douanière et le contrôle des passeports, le pilote, l'équipage et les passagers de l'aéronef devront se conformer, en ce qui concerne la visite douanière et le contrôle des passeports, aux règlements en vigueur dans le pays en question.

Article 8.

Chacun des Etats contractants communiquera à l'autre une liste des aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique dans son territoire ; la liste indiquera également les aérodromes qui sont pourvus de services douaniers et où peut avoir lieu le contrôle des passeports. Toute modification apportée à ladite liste et toute restriction, même temporaire, de la possibilité d'utiliser un de ces aérodromes devront être signalées sans retard à l'autre Etat contractant.

Article 9.

1. En cas d'atterrissage sur le territoire de l'un des Etats contractants, les aéronefs de l'autre Etat auront droit, notamment en cas d'atterrissage forcé, à l'assistance des mêmes services de secours que les aéronefs nationaux.

2. De même, les services de météorologie, de radiotélégraphie, de sécurité du vol et autres, destinés à servir à la navigation aérienne dans chacun des Etats contractants, pourront être utilisés aux mêmes conditions par les aéronefs de l'autre Etat.

Article 10.

1. Les aéronefs devront être pourvus de marques distinctes et bien visibles permettant de les identifier en cours de vol (marques de nationalité et marques d'immatriculation). Ils devront porter également l'indication du nom et du domicile de leur propriétaire.

2. Les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité, ainsi que de tous autres documents prescrits pour la navigation aérienne dans le pays auquel ils ressortissent.

3. Les aéronefs devront également être munis d'un certificat établissant qu'en vue de garantir le paiement des indemnités qui pourraient être réclamées pour des dommages causés pendant le séjour de l'aéronef sur le territoire de l'Etat contractant auquel cet aéronef ne ressortit pas, il a été contracté une assurance couvrant la responsabilité civile ou qu'une caution a été déposée sous forme d'espèces ou de valeurs.

Article 11.

1. Les membres de l'équipage qui remplissent à bord de l'aéronef des fonctions subordonnées à une autorisation spéciale dans leur pays devront être munis des certificats prescrits pour la navigation aérienne dans leur pays, et notamment des brevets d'aptitude et licences réglementaires.

2. Les autres membres de l'équipage devront être pourvus de certificats indiquant leurs fonctions à bord de l'aéronef, leur profession, leur identité et leur nationalité.

3. L'équipage et les passagers devront être pourvus des pièces prévues par les dispositions en vigueur pour le trafic international, à moins qu'un régime différent ne soit convenu entre les deux Etats contractants.

another aerodrome, where the Customs and passport inspections will be carried out. The prohibition against landing between the frontier and the aerodrome shall also apply in such cases

4. In case of forced landing or of landings in the circumstances described in Article 6 in the country of departure after the Customs examination and passport inspection, or in the country of destination before the Customs examination and passport inspection, the pilot, crew and passengers of the aircraft must observe the regulations in force in the country in question in regard to Customs examination and passport inspection.

Article 8.

Each contracting State shall communicate to the other State a schedule of aerodromes in its territory which are open at the time to public use ; this list shall also specify the aerodromes at which there are Customs offices and arrangements for passport inspection. Any change in this schedule and any restriction, even of a temporary character, of the right to utilise any aerodrome, must be notified without delay to the other contracting State.

Article 9.

1. An aircraft of one contracting State landing in the territory of the other State shall be entitled, particularly in case of distress, to the same measures of assistance as national aircraft.

2. Similarly, the meteorological, radio-telegraphic and safety arrangements for air traffic, and so on, shall be at the disposal of the aircraft of either contracting State under the same conditions.

Article 10.

1. Aircraft must be provided with distinctive and clearly visible marks enabling them to be identified in flight (nationality and registration marks). They must also be marked with the name and residence of their owner.

2. Aircraft must carry certificates of registration and air-worthiness, and in addition, any other documents required for air navigation in the country to which they belong.

3. Aircraft must further carry a certificate showing that, with a view to guaranteeing payment of any claims for damage caused in connection with the aircraft's flights in the territory of the other Contracting State, an insurance policy against civil liability has been taken out or that the risk has been covered by a deposit of money or securities.

Article 11.

1. Members of the crew performing duties for the exercise of which a special licence is required in their country of origin must carry the certificates laid down for air navigation in the said country, and in particular the prescribed certificates of competency and licences.

2. The other members of the crew must carry certificates indicating their duties on board the aircraft, their profession, identity and nationality.

3. Except as otherwise provided by agreement between the contracting States, the crew and passengers must carry the certificates prescribed in the regulations now in force for international traffic.

Article 12.

1. Les certificats de navigabilité, brevets d'aptitude et licences, délivrés ou reconnus par l'une des Parties contractantes pour l'aéronef ou pour son équipage, auront, dans l'autre Etat contractant, la même validité que les pièces équivalentes délivrées ou reconnues dans ce dernier Etat ; cette stipulation ne s'applique toutefois aux brevets d'aptitude et aux licences de l'équipage que pour le service des aéronefs de leurs pays.

2. Chacune des Parties contractantes se réserve le droit de ne pas reconnaître comme valables pour la navigation aérienne à l'intérieur de son propre territoire les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses propres ressortissants par l'autre Etat contractant.

3. Au cas où l'état de navigabilité d'un aéronef muni des pièces prescrites dans le pays auquel il ressortit, se trouverait par la suite amoindri au point de compromettre la sécurité, la continuation du voyage dudit aéronef sur le territoire de l'autre Etat contractant pourra être subordonnée, par l'autorité compétente dudit Etat, à l'exécution des réparations nécessaires pour rendre sans danger la continuation du voyage.

Article 13.

Le combustible se trouvant à bord d'un aéronef à son arrivée sera admis en franchise douanière pourvu que sa quantité n'excède pas celle qui est nécessaire pour terminer le voyage à effectuer, tel qu'il est établi par le livre de bord.

Article 14.

1. Les aéronefs de l'une de Parties contractantes ne pourront porter, sur le territoire national de l'autre Etat contractant, d'appareils servant à l'émission de messages radiotélégraphiques, que si la chose est permise dans tous les deux Etats contractants. Ces appareils ne devront être manipulés que par les membres de l'équipage pourvus d'une licence spéciale délivrée par le gouvernement du pays auquel ils ressortissent.

2. Les deux Parties contractantes se réservent le droit, pour des raisons de sécurité, d'édicter des règles relatives à l'installation obligatoire d'appareils de télégraphie sans fil sur les aéronefs.

Article 15.

1. Les aéronefs, leur équipage et les passagers ne pourront porter d'armes, de munitions, de matériel de guerre, de matières toxiques, d'explosifs, de pigeons voyageurs ou d'appareils photographiques qu'avec l'autorisation de l'Etat dans la zone aérienne duquel navigue l'aéronef. Sans préjudice toutefois des prescriptions en vigueur, la présente stipulation ne sera pas applicable aux membres de l'équipage, lorsqu'il s'agit d'engins de signalisation et d'armes à feu nécessaires à la protection des personnes ou des objets transportés.

2. Chacun des Etats contractants pourra, pour des raisons de sûreté publique, soumettre sur son territoire national le transport ou le port d'objets, même autres que les objets prévus à l'alinéa précédent, à des restrictions qui devront être applicables sans distinction aux aéronefs des deux Etats contractants.

Article 16.

1. Les aéronefs transportant des passagers ou des objets devront être munis d'une liste nominative des passagers, d'une liste spécifiant la nature et la quantité des objets, ainsi que les déclarations douanières requises.

Article 12.

1. Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences, issued or approved by one of the contracting States for the aircraft or the crew, shall have the same validity in the other contracting State as the corresponding documents issued or approved in the latter State, except that certificates of competency and licences held by the crew shall only be valid for the service of aircraft belonging to their own country.

2. For the purposes of flights within its own territory, either contracting State has the right to refuse to recognise the certificates issued to nationals of the said State by the other Contracting State.

3. If the airworthiness of an aircraft, provided with the certificates prescribed in its country of origin, should become impaired, subsequently to the issue of the said certificates, to such a point that its safety is compromised, the competent authority of the other contracting State may refuse it permission to continue its journey in the territory of the last named State until it has undergone such repairs as will enable it to proceed without danger.

Article 13.

The fuel on board an aircraft at the time of its arrival shall be admitted free of duty, provided that it does not exceed the quantity requisite for the completion of the journey, as shown by the log.

Article 14.

1. Aircraft of either Contracting Party when in the territory of the other Party shall not carry apparatus for the transmission of radio-telegraphic messages except in so far as this is lawful in both the contracting States. Such apparatus may only be used by members of the crew provided with a special licence issued for the purpose by their State of origin.

2. Either Contracting Party shall be entitled, on grounds of safety, to issue rules regarding the compulsory equipment of aircraft with apparatus for the transmission of radio-telegraphic messages.

Article 15.

1. Aircraft and their crews and passengers may not carry arms, ammunition, war material, poisonous substances, explosives, carrier-pigeons or photographic apparatus except with the permission of the State in the air territory of which the aircraft is situated. Without prejudice, however, to the regulations in force, this rule shall not apply to members of the crew as regards the conveyance of signalling apparatus, or of weapons necessary for the protection of the persons or goods carried in the aircraft.

2. Either contracting State may, as a measure of public safety, subject the carriage or conveyance of other objects in addition to those specified in the preceding paragraph to restrictions, which must be applicable without distinction to the aircraft of each contracting State.

Article 16.

1. Aircraft which carry passengers or articles must be provided with a nominal roll of the passengers, and a list specifying the nature and quantity of articles carried, together with the necessary Customs declarations.

2. Au cas où l'on constaterait, lors de l'arrivée d'un aéronef, une différence entre la liste du chargement et les objets transportés, l'autorité douanière de l'aérodrome d'arrivée se mettra immédiatement en rapport avec l'autorité douanière compétente de l'autre Etat contractant.

Article 17.

Les transport des envois postaux sera réglé par voie d'arrangement spéciaux conclus directement entre les administrations postales des deux Etats contractants.

Article 18.

Lors du départ ou de l'atterrissage, chacun des Etats contractants pourra, en toutes circonstances, faire procéder sur son territoire, par les autorités compétentes, à la visite des aéronefs de l'autre Partie contractante, ainsi qu'à l'examen des certificats et autres documents prescrits.

Article 19.

1. L'organisation et l'exploitation, par une entreprise de navigation aérienne ressortissant à l'une des Parties contractantes, de lignes régulières de transports aériens aboutissant sur le territoire de l'autre Partie, le traversant ou y ayant leur point de départ, feront l'objet d'un accord particulier entre les deux Etats. Une autorisation spéciale à cet effet devra être délivrée par l'autorité compétente.

2. Chacun des Etats contractants pourra réserver aux aéronefs nationaux les transports commerciaux de personnes ou d'objets entre deux points de son territoire national.

Article 20.

Il ne pourra être lancé d'un aéronef d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 21.

1. Tout autre objet que le lest ne pourra être jeté ou déchargé de quelque façon que ce soit, en cours de route, que si l'Etat contractant sur le territoire national duquel les objets en question sont jetés ou déchargés a délivré à cet effet une autorisation spéciale.

2. Lorsque des résidus seront jetés d'aéronefs en cours de route, il conviendra d'observer les règles établies à ce sujet par l'Etat contractant sur le territoire national duquel a lieu l'opération.

Article 22.

Tout aéronef de l'un des Etats contractants naviguant à l'intérieur du territoire de l'autre Etat contractant, ou traversant ledit territoire, ou bien encore y atterrissant et y séjournant pour des motifs justifiés et dans la mesure raisonnablement nécessaire, pourra être exemptés de la saisie pour contrefaçon d'un brevet, dessin ou modèle, moyennant le dépôt d'un cautionnement dont le montant sera, en cas de désaccord, fixé dans le plus bref délai possible par l'autorité compétente du lieu de la saisie.

Article 23.

Chaque Etat contractant notifiera à l'autre toutes les prescriptions en vigueur sur son territoire national concernant la navigation aérienne.

2. Should it be discovered on the arrival of an aircraft that there is a discrepancy between the above list and the articles carried, the Customs authorities of the aerodrome of arrival may communicate direct with the competent Customs authorities of the other contracting State.

Article 17.

The carrying of mails shall be arranged direct between the postal administrations of the two contracting States by means of special agreements.

Article 18.

Each of the contracting States may, in its own territory in all circumstances have the aircraft of the other contracting State officially inspected on arrival or departure and the certificates and other documents verified.

Article 19.

1. The organisation and operation by an air transport company belonging to one contracting State, of regular airways to, in transit across, or from the territory of the other contracting State shall be regulated by a special agreement between the two States. A special authorisation issued by the competent authority shall be required for the above purpose.

2. Each contracting State shall be entitled to reserve to its national aircraft, the commercial transport of both persons and articles between two points within its own territory.

Article 20.

No ballast other than fine sand or water may be dropped.

Article 21.

1. The discharge or removal in the course of flight of any other substance than ballast is prohibited unless special permission has been obtained for this purpose by the State in whose territory such discharge or removal is effected.

2. Where waste materials are discharged from aircraft in flight, the regulations issued on the subject by the State in whose territory such discharge is effected shall be duly observed.

Article 22.

Aircraft of either contracting State crossing or passing in transit over the territory of the other contracting State and making only such landings and stoppages as are reasonably necessary, shall be exempt from any seizure on account of infringement of a patent, design or model, subject to the deposit of security, the amount of which, in default of amicable arrangement, shall be fixed with the least possible delay by the competent authority of the place of seizure.

Article 23.

The Contracting Parties shall reciprocally notify one another of all regulations governing air traffic in force in their respective territories.

Article 24.

Les entreprises de navigation aérienne et les aéronefs de l'une des Parties contractantes, leur équipage, leur chargement et leurs passagers seront soumis, sur le territoire national de l'autre Etat, aux obligations résultant des dispositions qui y sont en vigueur et notamment aux prescriptions concernant la navigation aérienne en général, à condition qu'elles soient applicables à tous les aéronefs étrangers sans distinction de nationalité, ainsi qu'aux prescriptions concernant les droits de douane et autres, les prohibitions d'entrée et de sortie, le transport des personnes et des marchandises, la sûreté et l'ordre publics, le régime des passeports. Ils seront soumis à toutes autres obligations résultant des lois générales en vigueur.

Article 25.

Chaque Etat contractant notifiera à l'autre les infractions aux dispositions du présent traité qui auront été commises sur son territoire national par les entreprises de navigation aérienne ou les aéronefs de l'autre Etat contractant, ainsi que par leur équipage.

Article 26.

1. Les modalités d'exécution du présent traité seront, dans la mesure des nécessités et des possibilités, réglées par voie d'accord direct entre les diverses administrations compétentes des deux Etats contractants.

2. Les différends relatifs à l'exécution du présent traité qui ne pourront être aplanis par la voie diplomatique habituelle, seront réglés conformément aux dispositions du Traité de conciliation et d'arbitrage conclu le 5 mars 1926, entre la République d'Autriche et la République tchécoslovaque.

Article 27.

Chaque Etat contractant pourra dénoncer le présent traité en tout temps, cette dénonciation prenant effet à la fin de l'année civile suivante.

Article 28.

Le présent traité sera ratifié, et les instruments de ratification seront échangés à Prague. Le traité entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent traité et y ont apposé leur sceau.

Fait à Vienne, le quinze février mil neuf cent vingt-sept, en deux originaux rédigé en langues allemande et tchécoslovaque, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) SCHÜRFF.

(L. S.) VAVREČKA.

(L. S.) ROUBÍK.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

En procédant à la signature du Traité conclu entre la République d'Autriche et la République tchécoslovaque, concernant la navigation aérienne, les plénipotentiaires soussignés sont, en outre, convenus des dispositions suivantes :

1^o Les Parties contractantes reconnaissent, d'un commun accord, que chacune des lignes régulières de transports aériens dont la création est prévue par l'article 19,

Article 24.

Air transport companies and aircraft of either Contracting Party, their crews, cargoes and passengers, shall be subject in the territory of the other State to the obligations arising out of the regulations in force in that State, especially those which concern air traffic in general in so far as they are applicable to all foreign aircraft without distinction of nationality, and also to the regulations concerning Customs and other duties, export or import prohibitions, carriage of passengers and goods, public safety and order, and passports ; they shall furthermore be subject to such other obligations as may arise out of the general legislation in force.

Article 25.

Each of the Contracting Parties shall notify the other Party of any infractions of the present Treaty on the part of air transport companies, aircraft, or crews of the other Contracting Party.

Article 26.

1. The methods by which the present Treaty shall be carried out are to be settled in detail so far as is necessary and possible, by direct agreement between the respective competent administrations of the two contracting States.

2. Any disputes regarding the execution of the present Treaty which cannot be settled through the usual diplomatic channel shall be dealt with in conformity with the provisions of the Treaty of Conciliation and Arbitration concluded on March 5, 1926, between the Republic of Austria and the Czechoslovak Republic.

Article 27.

Either contracting State may denounce the present Treaty at any moment, with effect from the end of the following calendar year.

Article 28.

The present Treaty shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Prague. The Treaty shall come into force on the date on which the instruments of ratification are exchanged.

In faith whereof the undersigned have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Vienna, the fifteenth day of February, one thousand nine hundred and twenty-seven, in two original copies in the German and Czechoslovak languages, both texts being authentic.

(L. S.) SCHÜRFF.

(L. S.) VAVREČKA.

(L. S.) ROUBÍK.

ADDITIONAL PROTOCOL.

When proceeding to sign the Treaty concluded between the Republic of Austria and the Czechoslovak Republic concerning air traffic, the undersigned Plenipotentiaries agreed further on the following provisions :

(1) The Contracting Parties agree that each of the regular airways to be instituted under Article 19, paragraph 1, of the present Treaty shall, in principle, be operated

(premier alinéa), du présent traité seront, en principe, exploitées simultanément par une entreprise de navigation aérienne autrichienne et une entreprise de navigation aérienne tchécoslovaque et que chacun des deux Etats contractants aura le droit, en ne s'en rapportant qu'à lui-même, de désigner ces entreprises, sans devoir obtenir à cet effet le consentement de l'autre Etat. Ledit consentement ne sera nécessaire que lorsque l'entreprise désignée par l'un des Etats ne possèdera pas la nationalité de cet Etat.

Les deux Parties contractantes conviennent que, si l'organisation d'une ligne de transports aériens ne peut avoir lieu de telle manière que ladite ligne soit exploitée simultanément par une entreprise appartenant à l'un et par une entreprise appartenant à l'autre des Etats contractants, il devra être institué, lors de l'organisation d'une autre ligne de transports aériens, une compensation par voie d'arrangement à conclure entre les autorités compétentes des deux Parties contractantes.

2° Les Parties contractantes se réservent le droit de soumettre à une réglementation particulière, par voie d'arrangement direct entre les autorités compétentes des deux Etats, les transports commerciaux de personnes et d'objets par aéronefs, lorsque ces transports ne rentreront pas dans le cadre des lignes régulières.

3° En vue de faciliter l'exploitation des lignes régulières de transports aériens, chacun des deux Etats contractants, reconnaîtra comme valables, même pour le service des aéronefs du même type desservant ses lignes nationales, les brevets d'aptitude et licences (article 12, premier alinéa) délivrés par l'autre Etat aux équipages des aéronefs desservant ses propres lignes de transports aériens.

4° Les dispositions du présent traité ne seront applicables aux ballons libres que dans la mesure où leur nature particulière le permet.

5° Les gouvernements des deux Etats contractants se notifieront réciproquement et aussitôt que possible, après l'entrée en vigueur du traité, les sections de frontière fixées conformément à l'article 4, premier alinéa, du traité et conviendront également de la procédure à suivre pour apporter des modifications aux sections de frontière fixées d'un commun accord.

6° L'autorisation mentionnée à l'article 7, alinéa 3, du traité, devra être demandée en temps voulu à l'administration douanière compétente par l'intermédiaire de l'administration de l'aéronautique. Les frais de visite douanière et de contrôle des passeports seront à la charge des parties intéressées.

7° Le droit est réservé aux autorités compétentes des deux Parties contractantes de modifier ou de compléter par voie d'arrangement direct les dispositions de l'article 14.

8° Les Parties contractantes conviennent que les stipulations de l'article 22 du traité n'exclueront pas l'octroi des avantages plus étendus prévus par les lois intérieures de l'autre Etat ou en vertu de traités internationaux. L'article 22 vise uniquement la saisie prévue à titre de mesure conservatoire par les lois des deux Etats contractants, mais non, le cas échéant, la confiscation de l'objet du délit, lorsque cette confiscation doit être prononcée suivant les lois des deux Etats, ni le séquestre, prévu par ces lois, dudit objet, si le délit de contrefaçon est prouvé.

9° En cas de formation d'une association sportive utilisant des avions qui ne desservent pas des lignes régulières, on envisagera l'institution d'un tryptique ou carnet de passage en douane, moyennant un cautionnement général en douane.

Le présent protocole additionnel, qui fera partie intégrante du traité mentionné au début et entrera en vigueur en même temps que celui-ci, est établi en double original rédigé en langues allemande et tchécoslovaque, les deux textes faisant également foi.

Fait à Vienne, le quinze février mil neuf cent vingt-sept.

(L. S.) SCHÜRFF.

(L. S.) VAVREČKA.

(L. S.) ROUBÍK.

simultaneously by an air transport company of each of the contracting States, and that each of the said States shall be entitled to designate the air transport company in question at its own discretion, without needing to obtain the assent of the other contracting State. Such assent shall only be necessary if the aircraft company designated by a contracting State does not possess the nationality of the said State.

The two Contracting Parties agree that if it should not be possible, when organising an airway, to arrange for it to be simultaneously operated by an air transport company of each State, compensation shall be afforded, when organising another airway, by an agreement to be concluded between the competent authorities of the Parties.

(2) When the commercial transport of passengers or articles by air craft is effected otherwise than over one of the regular airways, the Contracting Parties reserve their right to regulate such transport by direct agreement between the competent authorities of the two States.

(3) With a view to facilitating the operation of the regular airways, each contracting State shall recognise the certificates of competency and licences (Article 12, paragraph 1) issued by the other State to the crews of aircraft operating the airway of the last-named State, as valid, even for the service of aircraft of the same type operating the national airway of the former State.

(4) The provisions of the present Treaty shall only apply to free balloons in so far as their special characteristics permit.

(5) As soon as possible after the coming into force of the Treaty the Governments of the two contracting States shall notify to one another the sections of frontier designated in conformity with Article 4, paragraph 1, of the present Treaty, and shall also at the same time determine by agreement the procedure to be adopted for changing sections of the frontier which have been jointly designated.

(6) Applications for the authorisation mentioned in Article 7, paragraph 3, of the present Treaty must be addressed in sufficient time to the competent Customs administration through the air administration. The expenses of Customs and passport inspection shall be chargeable to the party concerned.

(7) The competent authorities of the two contracting States shall be authorised to modify or supplement the provisions of Article 14 by direct agreement with one another.

(8) The Contracting Parties agree that the provisions of Article 22 of the present Treaty shall not prevent the granting of more favourable conditions in virtue of the domestic legislation of the other State or of international treaties. Article 22 applied only to a seizure authorised as a precautionary measure, by the relevant laws of the contracting States, but does not affect the possible confiscation, under the laws of the respective States, of the object which constitutes the infraction or the sequestration of the said object, as provided by the said laws, in case the infraction is proved.

(9) In case of the organisation of an aero-club using aircraft not employed in flights over one of the regular air ways, steps will be taken to introduce a "tryptique", or "carnet de passage en douane", to be issued against the deposit of a general security for Customs duties.

The present Additional Protocol, which shall form an integral part of the Treaty referred to above, and shall come into force simultaneously with it, has been drawn up in two original texts in the German and Czechoslovak languages, both texts being equally authentic.

Done at Vienna, the fifteenth day of February, one thousand nine hundred and twenty-seven.

(L. S.) SCHÜRFF.

(L. S.) VAVREČKA.

(L. S.) ROUBÍK.

N° 1725.

**AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Arrangement relatif à l'établissement
et l'exploitation des lignes régulières
de transport aérien. Signé à
Vienne, le 15 février 1927.

**AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Agreement regarding the Establishment
and Operation of Regular
Air Ways. Signed at Vienna,
February 15, 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1725. — VEREINBARUNG¹ ZWISCHEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK ÜBER DIE EINRICHTUNG UND DEN BETRIEB VON REGELMÄSSIGEN LUFTVERKEHRSLINIEN, GEZEICHNET IN WIEN, AM 15. FEBRUAR 1927.

Textes officiels allemand et tchécoslovaque communiqués par le chancelier du Gouvernement fédéral d'Autriche et le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 26 mai 1928.

Die Unterzeichneten, gehörig bevollmächtigt, einen Vertrag über den Luftverkehr zwischen der REPUBLIK ÖSTERREICH und DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK abzuschliessen, sind nach Unterzeichnung dieses Vertrages auf Grund der Bestimmungen in dessen Artikel 19, Absatz 1, und in Ziffer 1 des Zusatzprotokolles hinsichtlich der Einrichtung und des Betriebes von regelmässigen Luftverkehrslinien übereingekommen, wie folgt :

1. DIE REPUBLIK ÖSTERREICH wird einem tschechoslowakischen von der Tschechoslowakischen Republik namhaft zu machenden Luftfahrunternehmen, soweit österreichisches Hoheitsgebiet in Betracht kommt, die notwendigen Bewilligungen zum Betrieb folgender Luftverkehrslinien erteilen :

- a) Trieste — Graz — Wien — Praha — Dresden — Berlin ;
- b) Zagreb — Graz — Bratislava.

2. DIE TSCHECHOSLOWAKISCHE REPUBLIK wird einem österreichischen von der Republik Österreich namhaft zu machenden Luftfahrunternehmen, soweit tschechoslowakisches Hoheitsgebiet in Betracht kommt, die notwendigen Bewilligungen zum Betrieb folgender Luftverkehrslinien erteilen :

- a) Berlin — Praha — Wien ;
- b) Krakow — Brno — Wien oder Lwów — Kosice — Wien.

3. Für die oben angeführten oder in Zukunft noch einzurichtenden Luftverkehrslinien gilt Folgendes :

Die Dichte des Verkehres, die Flugpläne, die Anschlussmöglichkeiten an andere Linien sind vier Wochen vor der Inkraftsetzung, die Art des verwendeten Gerätes vier Wochen vor der Inbetriebnahme von jedem Unternehmen der zuständigen Behörde des anderen Staates mitzuteilen.

4. Die Postverwaltungen der beiden Staaten werden sich wegen der Nutzbarmachung der Linien für die Beförderung von Postsachen miteinander ins Benehmen setzen und den Luftfahrunternehmen die erforderlichen Bewilligungen erteilen.

5. Die unter Ziffer 1 und 2 erwähnten Bewilligungen werden bis zum einunddreissigsten Dezember eintausendneuhunderteinunddreissig erteilt. Erlischt der Vertrag zwischen der Republik Österreich und der Tschechoslowakischen Republik über den Luftverkehr vom fünfzehnten Februar eintausendneuhundertsiebenundzwanzig infolge Kündigung vor diesem Zeitpunkte, so werden diese Bewilligungen mit dem Tage des Ausserkrafttretens des Vertrages hinfällig.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 21 février 1928.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 1725. — UJEDNÁNÍ¹ MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A REPUBLIKOU RAKOUSKOU O ZŘÍZENÍ A PROVOZU PRAVIDELNÝCH LETECKÝCH LINIÍ, PODEPSANÁ VE WIEN, DNE 15. ÚNORA 1927.

German and Czechoslovak official texts communicated by the Chancellor of the Austrian Federal Government and the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place May 26, 1928.

Podepsaní, řádně zplnomocnění, sjednali leteckou smlouvu mezi REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU a REPUBLIKOU RAKOUSKOU, dohodli se po podpisu této smlouvy na základě ustanovení jejího článku 19 odstavec 1 a bodu 1 dodatkového protokolu o zřízení a provozu pravidelných leteckých linií takto :

1. REPUBLIKA ČESKOSLOVENSKÁ udělí rakouskému leteckému podniku, který označí Republika Rakouská, pokud se to týče československé výsostní oblasti, potřebná povolení ku provozu těchto leteckých linií :

- a) Berlin — Praha — Wien ;
- b) Kraków — Brno — Wien nebo Lwów — Košice — Wien.

2. REPUBLIKA RAKOUSKÁ udělí československému leteckému podniku, který označí Republika Československá, pokud se to týče rakouské výsostní oblasti, potřebná povolení ku provozu těchto leteckých linií :

- a) Trieste — Graz — Wien — Praha — Dresden — Berlin ;
- b) Zagreb — Graz — Bratislava.

3. Pro letecké linie svrchu uvedené, nebo které ještě v budoucnosti se zřídí, platí toto :

Hustotu provozu, jízdní řády, možno ti připojení na jiné linie sdělí každý podnik příslušnému úřadu druhého státu čtyři týdny před vstoupením v platnost, druh používaných strojů čtyři týdny před uvedením do provozu.

4. Poštovní správy obou států dohodnou se vzájemně o využití linií pro dopravu poštovních zásilek a udělí leteckým podnikům potřebná povolení.

5. Povolení, zmíněná v bodech 1 a 2, se udělí až do třicátého prvního prosince roku tisícího devítistého třicátého prvního. Přestane-li platnost smlouvy o letectví mezi Republikou Československou a Republikou Rakouskou ze dne patnáctého února roku tisícího devítistého dvacátého sedmého výpovědí před tímto okamžikem, zaniknou tato povolení dnem, kdy smlouva přestane platiti.

¹ The exchange of ratifications took place at Prague, February 21, 1928.

Die Bewilligungen für die Luftverkehrslinien werden von fünf zu fünf Jahren erneuert werden, falls nicht spätestens ein Jahr vor Ablauf die Vereinbarung über die Luftverkehrslinien seitens eines der beiden Vertragsteile ganz oder teilweise gekündigt wird.

6. Jeder der beiden Vertragsteile ist berechtigt, an Stelle des von ihm für den Betrieb einer der erwähnten Linien namhaft gemachten Unternehmens jederzeit ein anderes Unternehmen namhaft zu machen.

7. Falls beim Betriebe der vereinbarten Luftverkehrslinien ein Luftfahrunternehmen sich wiederholt Verstöße gegen die öffentliche Sicherheit und Ordnung des anderen Staates, insbesondere auch Zollübertretungen zuschulden kommen lässt, ist die Regierung dieses Staates berechtigt, die Abberufung des schuldigen Angestellten des Luftfahrnehmens oder bei schweren Verstößen dieser Art die Zurückziehung des Luftfahrnehmens selbst zu verlangen.

8. Die vertragschliessenden Teile kommen überein, die unter Ziffer 1 und 2 erwähnten Bewilligungen an ihre heimischen Unternehmen mit der Massgabe zu erteilen, dass diesen gegen den anderen vertragschliessenden Teil weder bei Hinfälligwerden der Bewilligungen nach Ziffer 5, noch bei deren Zurückziehung im Falle der Ziffer 6 oder gemäss Ziffer 7 ein Anspruch gegen den anderen Vertragsteil auf Ersatz des hiedurch etwa entstandenen Schadens zusteht.

9. Die Republik Österreich wird für die Teilstrecke Wien — Graz der unter Ziffer 1, a), genannten Luftverkehrslinie von der Bestimmung des Artikels 19, Absatz 2, des Vertrags zwischen der Republik Österreich und der Tschechoslowakischen Republik über den Luftverkehr vom fünfzehnten Februar eintausendneunhundertsebenundzwanzig keinen Gebrauch machen.

10. Die obersten Luftfahrbehörden beider Staaten werden sich zwecks Durchführung dieser Vereinbarung sowie des gleichzeitig abgeschlossenen Vertrages über den Luftverkehr unmittelbar verständigen. Dasselbe gilt für die allfällige Abänderung der vereinbarten und die Vereinbarung weiterer Luftverkehrslinien.

11. Die vertragschliessenden Teile werden jeder in ihrem Bereiche dahin wirken, dass den die jeweils vereinbarten regelmässigen Luftverkehrslinien betreibenden Luftfahrunternehmen in den hiebei angeflogenen Flugplätzen die für den Luftverkehr erforderlichen technischen Einrichtungen in der gleichen Weise und unter den gleichen Bedingungen wie den heimischen Luftfahrunternehmen zur Verfügung stehen.

12. Diese Vereinbarung bleibt erstmalig bis zum einunddreissigsten Dezember eintausendneunhunderteinunddreissig in Wirksamkeit und gilt als stillschweigend auf je weitere fünf Jahre erneuert, sofern nicht einer der beiden vertragschliessenden Teile dem anderen spätestens ein Jahr vor dem jeweiligen Ablauftermin die Kündigung dieser Vereinbarung mitteilt.

Sie tritt frühestens mit dem Vertrag über den Luftverkehr zwischen der Republik Österreich und der Tschechoslowakischen Republik vom fünfzehnten Februar eintausendneunhundertsebenundzwanzig in Kraft und verliert, abgesehen von der im ersten Absatze dieser Ziffer vorgesehenen Kündigung, ihre Wirksamkeit gleichzeitig mit diesem Vertrag.

13. Diese Vereinbarung wird ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden werden in Praha ausgetauscht werden.

Urkund dessen haben die Unterzeichneten diese Vereinbarung unterschrieben und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in Wien, am fünfzehnten Februar eintausendneunhundertsebenundzwanzig in zwei Gleichstücken in deutscher und tschechoslowakischer Sprache, wobei beide Texte gleich authentisch sind.

(L. S.) SCHÜRFF.

Povolení pro letecké linie obnoví se vždy od pěti ku pěti rokům, nevypoví-li se nejpozději rok před uplynutím ujednání o leteckých liniích zcela neb z části jednou z obou smluvních stran.

6. Každá z obou smluvních stran jest oprávněna jmenovati kdykoliv podnik jiný ne místo podniku, který pro provoz některé ze zmíněných linií označila.

7. Dopustí-li se při provozu smluvených leteckých linií letecký podnik opětovně trestných činů proti veřejné bezpečnosti a pořádku druhého státu, zvláště také celních přestupků, jest vláda tohoto státu oprávněna žádati odvolání provinivšího se zaměstnance leteckého podniku nebo při těžkých trestních činech tohoto druhu žádati za odvolání leteckého podniku samého.

8. Smluvní strany shodují se v tom, že udělí povolení zmíněná v bodě 1. a 2. svým domácím podnikům s tím, že nemají nároku na náhradu případně vzniklé škody proti druhé smluvní straně, ani když zanikne povolení podle bodu 5., ani když se odejme v případě bodu 6. nebo podle bodu 7.

9. Republika Rakouská nepoužije pro dílčí trať Wien — Graz linie jmenované v bodu 2. a) ustanovení článku 19, odstavce 2., Smlouvy mezi Republikou Československou a Republikou Rakouskou ze dne patnáctého února roku tisícího devítistého dvacátého sedmého.

10. Nejvyšší letecké úřady obou států budou se bezprostředně dohodovati o provedení tohoto ujednání, jakož i současně sjednané smlouvy o letectví. Totéž platí o případné změně smluvených leteckých linií, jakož i o ujednání dalších.

11. Každá smluvní strana bude ve svém oboru působiti k tomu, aby leteckým podnikům, které vykonávají provoz na pravidelných leteckých liniích, toho kterého času smluvených, byla k použití na letištích, na něž přilétají, technická zařízení, potřebná k leteckému provozu stejným způsobem a za týchž podmínek jako domácím leteckým podnikům.

12. Toto ujednání zůstane zprvu v platnosti až do třicátého prvního prosince roku tisícího devítistého třicátého prvního a platí za mlčky obnovené vždy na dalších pět roků, neoznámí-li jedna z obou smluvních stran druhé straně nejpozději rok před uplynutím dotyčné lhůty výpověď tohoto ujednání.

Nabývá účinnosti zároveň se Smlouvou o letectví mezi Republikou Československou a Republikou Rakouskou ze dne patnáctého února roku tisícího devítistého dvacátého sedmého a pozbývá účinnosti zároveň s touto smlouvou, nehledě na výpověď, uvedenou v prvním odstavci tohoto bodu.

13. Toto ujednání bude ratifikováno. Ratifikační listiny budou vyměněny v Praze.

Na důkaz tomu opatřili podepsaní toto ujednání svými podpisy a svými pečeti.

Dáno ve Wien, dne patnáctého února roku tisícího devítistého dvacátého sedmého ve dvou stejnopisech v československé a německé řeči, při čemž oba texty jsou stejně autentické.

(L. S.) VAVREČKA *v. r.*

(L. S.) Ing. Václav ROUBÍK, *v. r.*

Copie certifiée conforme :
Praha, le 4 juillet 1928,

Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

¹ TRADUCTION.N^o 1725. — ARRANGEMENT ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, RELATIF A L'ÉTABLISSEMENT ET A L'EXPLOITATION DES LIGNES RÉGULIÈRES DE TRANSPORT AÉRIEN. SIGNÉ A VIENNE, LE 15 FÉVRIER 1927.

Les soussignés, dûment munis de pleins pouvoirs à l'effet de conclure un traité concernant la navigation aérienne entre LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, sont convenus, après la signature dudit traité et comme suite aux stipulations de son article 19, alinéa 1, et du paragraphe 1 du Protocole additionnel relatif à l'établissement et à l'exploitation de lignes régulières de transports aériens, des dispositions suivantes :

1. LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE délivrera à une entreprise de navigation aérienne tchécoslovaque, désignée par la République tchécoslovaque, les autorisations nécessaires, en ce qui concerne le territoire national autrichien, pour l'exploitation des lignes suivantes :

- a) Trieste — Graz — Vienne — Prague — Dresde — Berlin ;
- b) Zagreb — Graz — Bratislava.

2. LA RÉPUBLIQUE DE TCHÉCOSLOVAQUIE délivrera à une entreprise de navigation aérienne autrichienne, désignée par la République d'Autriche, les autorisations nécessaires, en ce qui concerne le territoire national tchécoslovaque, pour l'exploitation des lignes suivantes :

- a) Berlin — Prague — Vienne ;
- b) Cracovie — Brno — Vienne, ou Lwów — Košice — Vienne.

3. Les dispositions suivantes seront applicables aux lignes de transports aériens indiquées ci-dessus et à celles qui pourraient être créées par la suite :

Chaque entreprise notifiera à l'autorité compétente de l'autre Etat, la fréquence des communications, les horaires des vols et les correspondances avec d'autres lignes, quatre semaines avant l'entrée en vigueur dudit horaire, et le type de l'engin employé, quatre semaines avant sa mise en service.

4. Les administrations postales des deux Etats s'entendront au sujet de l'utilisation des lignes pour le transport d'envois postaux et délivreront aux entreprises de navigation aérienne les autorisations nécessaires.

5. Les autorisations mentionnées aux paragraphes 1 et 2 seront délivrées jusqu'au trente et un décembre mil neuf cent trente et un. Si le Traité du quinze février mil neuf cent vingt-sept, entre la République d'Autriche et la République tchécoslovaque concernant la navigation aérienne, expire avant cette époque, par suite de sa dénonciation, lesdites autorisations cesseront d'avoir effet le jour de l'expiration du traité.

Les autorisations relatives aux lignes de transports aériens seront renouvelées de cinq ans en cinq ans, à moins que l'arrangement relatif aux lignes de transports aériens ne soit dénoncé en totalité ou en partie par l'une des Parties contractantes, au plus tard un an avant la date de son expiration.

6. Chacune des Parties contractantes pourra, en lieu et place d'une entreprise désignée par elle pour l'exploitation d'une des lignes ci-dessus, désigner en tout temps une autre entreprise.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 1725. — AGREEMENT BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE REPUBLIC OF CZECHOSLOVAKIA REGARDING THE ESTABLISHMENT AND OPERATION OF REGULAR AIR WAYS. SIGNED AT VIENNA, FEBRUARY 15, 1927.

The undersigned, duly invested with full powers to conclude a treaty on air navigation between THE REPUBLIC OF AUSTRIA and THE REPUBLIC OF CZECHOSLOVAKIA, have, after signing the said Treaty, agreed on the following provisions in pursuance of Article 19, paragraph 1 thereof, and of paragraph 1 of the Additional Protocol regarding the establishment and operation of regular air ways :

1. THE REPUBLIC OF AUSTRIA shall grant to a Czechoslovakian air transport undertaking to be nominated by the Czechoslovak Republic, the necessary authorisation to operate the following air ways, so far as the section within Austrian territories are concerned :

- (a) Trieste — Graz — Vienna — Prague — Dresden — Berlin ;
- (b) Zagreb — Graz — Bratislava.

2. THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC shall grant to an Austrian air transport undertaking to be nominated by the Republic of Austria, the necessary authorisation to operate the following air ways, so far as the section within Czechoslovak territories concerned :

- (a) Berlin — Prague — Vienna ;
- (b) Cracow — Brno — Vienna or Lemberg — Košice — Vienna.

3. The following provisions shall apply to the air ways mentioned above and to any which may be established hereafter :

Each air transport undertaking shall notify the competent authorities of the other country of its plans in regard to the frequency of traffic, the time-table and the connections with other airways, four weeks before they are put in force, and of the type of equipment to be employed, four weeks before it is taken into use.

4. The Postal Administrations of the two countries shall come to an agreement regarding the utilisation of these lines for the conveyance of postal matter, and shall issue the necessary authorisations to the air transport undertakings.

5. The authorisations referred to under paragraphs 1 and 2 above shall be granted for a period terminating on December the thirty-first, nineteen hundred and thirty-one. If the Treaty on Air Navigation, concluded on February the fifteenth, nineteen hundred and twenty-seven, between the Republic of Austria and the Republic of Czechoslovakia should lapse, through denunciation, before that date, the validity of the said authorisations shall terminate on the date on which the said Treaty ceases to have effect.

The authorisations for the air ways shall be renewed for successive periods of five years, unless one of the Parties shall have denounced a part or the whole of the agreement on air ways not less than one year before the expiry of such a period.

6. Either Contracting Party shall be entitled at any time to nominate another air transport undertaking in lieu of the one previously appointed to operate one of the above-mentioned airways.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

7. Lorsqu'au cours de l'exploitation des lignes de transports aériens faisant l'objet du présent arrangement, une entreprise de navigation aérienne aura commis des délits répétés contre la sûreté et l'ordre publics de l'autre Etat, et notamment des infractions aux règlements douaniers, le Gouvernement dudit Etat pourra demander la révocation de l'employé coupable de l'entreprise en question ou, en cas de délit grave de cette nature, le retrait de l'entreprise elle-même.

8. Les Parties contractantes conviennent d'accorder les autorisations mentionnées aux paragraphes 1 et 2 à leurs entreprises nationales, sous réserve qu'au cas où lesdites autorisations deviendraient caduques, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 5 ou seraient retirées dans les cas visés aux paragraphes 6 et 7, aucune indemnité ne pourra être réclamée par ces entreprises à l'autre Partie contractante, en raison du préjudice qu'elles auraient subi de ce fait.

9. La République d'Autriche ne fera pas usage, en ce qui concerne le parcours Vienne-Graz de la ligne de transports aériens spécifiée au paragraphe 1 a) de la disposition de l'article 19, alinéa 2, du Traité du quinze février mil neuf cent vingt-sept entre la République d'Autriche et la République de Tchécoslovaquie, relatif à la navigation aérienne.

10. Les autorités suprêmes de l'aéronautique des deux Etats se mettront directement d'accord en vue de l'exécution du présent arrangement et du traité concernant la navigation aérienne conclu à la même date, ainsi qu'au sujet des changements éventuels à apporter aux lignes convenues et de l'établissement de lignes nouvelles.

11. Les Parties contractantes prendront, chacune sur son territoire respectif, les mesures nécessaires pour que les entreprises de navigation aérienne exploitant les lignes régulières convenues puissent disposer, dans les aérodromes utilisés par leurs avions sur ces lignes, des installations techniques nécessaires à la navigation aérienne, au même titre et dans les mêmes conditions que les entreprises de navigation aérienne nationales.

12. Le présent arrangement demeurera tout d'abord en vigueur jusqu'au trente et un décembre mil neuf cent trente et un et sera successivement considéré comme prorogé, par voie de tacite reconduction, chaque fois pour une nouvelle période de cinq ans, si sa dénonciation n'a pas été notifiée par l'une des deux Parties contractantes au plus tard un an avant l'expiration de la période en cours.

L'arrangement entrera en vigueur au plus tôt en même temps que le Traité du quinze février mil neuf cent vingt-sept entre la République d'Autriche et la République de Tchécoslovaquie concernant la navigation aérienne et, abstraction faite de la dénonciation prévue au premier alinéa du présent paragraphe, cessera d'avoir effet en même temps que ledit traité.

13. Le présent arrangement devra être ratifié. Les instruments de ratification seront échangés à Prague.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent Arrangement et y ont apposé leur sceau.

Fait à Vienne le quinze février mil neuf cent vingt-sept, en double original, rédigé en langues allemande et tchécoslovaque, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) (Signé) SCHÜRFF.

(L. S.) (Signé) VAVREČKA.

(L. S.) (Signé) Ing. Václav ROUBÍK.

7. In case, in the operation of the air ways governed by this Agreement, an air transport undertaking should be guilty of repeated offences against public order and safety in the other country, and especially, of offences against the Customs regulations, the Government of the said country shall be entitled to demand the removal of the guilty employees, or, in case of aggravated offences of this kind, the withdrawal of the air transport undertaking itself.

8. The Contracting Parties agree to grant the authorisations referred to in paragraphs 1 and 2 to their national air transport undertakings, on the understanding that the latter shall have no claim against the other Party for compensation in respect of any losses sustained in consequence of a lapse of the authorisation as in paragraph 5, or of its withdrawal, either in the contingency covered by paragraph 6, or as in paragraph 7.

9. The Republic of Austria shall not apply Article 19, paragraph 2, of the Treaty on Air Navigation concluded on February the fifteenth, nineteen hundred and twenty-seven, between the Republic of Austria and the Republic of Czechoslovakia, to the Vienna-Graz section of the air way mentioned in paragraph 1 (*a*) above.

10. The Central Air Navigation authorities of the two countries shall make direct arrangements with each other with a view to giving effect to the present Agreement and to the Treaty on Air Navigation concluded on the same date. This procedure shall also be followed in case of any modification of the airways already agreed upon, or in the event of new airways being established by subsequent agreements.*

11. The Contracting Parties shall, in their respective spheres, take steps to ensure that the air transport undertakings operating regular air ways, established at any time by agreement, shall be able to avail themselves of all air traffic equipment in the aerodromes used for such flights, in the same way and on the same terms as the air transport undertakings of the country itself.

12. The present Agreement shall remain in force until Decembre the thirty-first, nineteen hundred and thirty-one, and shall thereafter be deemed to be renewed by tacit agreement for successive periods of five years, unless it is denounced by either of the Contracting Parties, notification of such denunciation being given one year at least before the expiration of one of these periods.

The Agreement shall enter into force at the same time as the Treaty of February the fifteenth, nineteen hundred and twenty-seven, between the Austrian and the Czechoslovak Republics regarding air navigation, and no sooner. It shall cease to have effect at the same time as the said Treaty, apart from the denunciation provided for in the first sub-paragraph of this paragraph.

13. This Agreement shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Prague.

In faith whereof the undersigned have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Vienna on February the fifteenth, nineteen hundred and twenty-seven, in two original texts in the German and Czechoslovak languages, both texts being authentic.

(L. S.) (Signed) SCHÜRFF.

(L. S.) (Signed) VAVREČKA.

(L. S.) (Signed) Ing. Václav ROUBÍK.

